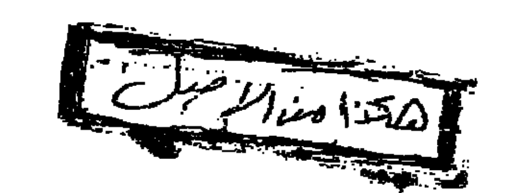


Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15827 – 7 F — SAMEDI 16 DÉCEMBRE 1995 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La reprise du travail s'amorce à la veille des manifestations du samedi 16 décembre

La CGT invite les cheminots à « modifier la forme actuelle du mouvement »

LE MOUVEMENT de reprise du travail amorcé *jeudi 14 décembre à la SNCF et à la RATP s'est* prolongé vendredi 15 décembre. Quelques rames ont circulé sur six lignes du métro parisien. Le premier train de voyageurs, depuis trois semaines, a quitté la gare de Lille-Flandres vendredi matin pour rejoindre celle de Roissy-Charles de Gaulle, avant d'être bloqué par des cheminots grévistes.

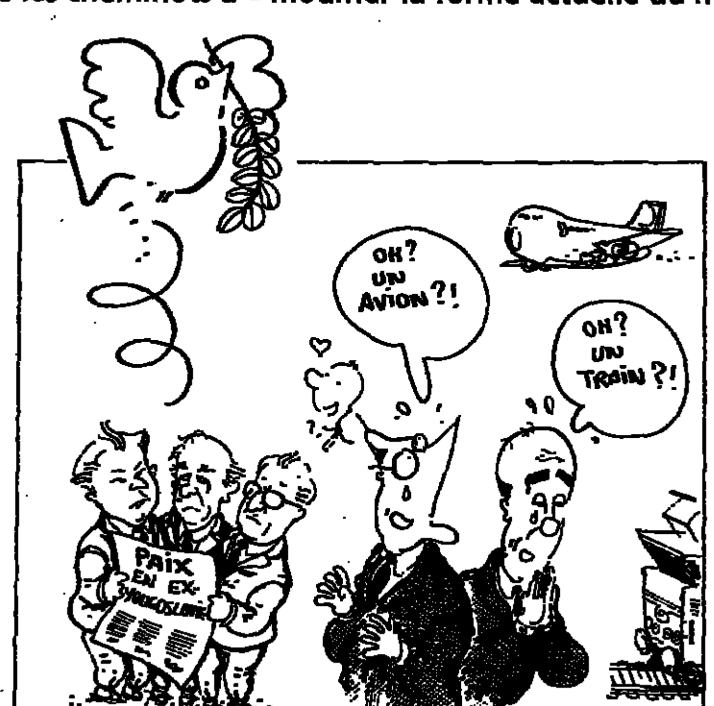
Vendredi matin toujours, selon la direction de la SNCF, une vingtaine de sites sur 180 et une cinquantaine d'établissements sur 340 avaient voté la reprise du travail. La CGT-cheminots a estimé *que les grévistes ont « fait reculer* le gouvernement » sur le dossier SNCF. Elle a proposé de « modifier la forme actuelle du mouvement » dans l'entreprise. A La Poste, une quarantaine de centres de tri (sur 135) restaient bloqués.

La CGT, Force ouvrière et la FSU (enseignants) ont appelé à manifester *samedi 16 décembre*, à Paris et en province, pour obtenir le retrait du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale et l'ouverture immédiate d'une grande négociation sociale par le premier ministre.

Le gouvernement maintient la date et l'ordre du jour du « sommet » prévu pour le 21 décembre sur l'emploi. Jean Gandois, président du CNPF, y est hostile et a réaffirmé que le patronat ne participera pas à cette réunion, qu'il *souhaite reporter à janvier.*

Le Parti socialiste et le Parti communiste soutiennent les manifestations de samedi, sans appeler formellement leurs militants à participer à ce qu'ils considèrent comme une initiative syndicale.

La Banque de France a ramené de 4,70 % à 4,45 % le taux de ses appels d'offres. Au lendemain d'une baisse des taux en Allemagne, cette décision de l'institut d'émission français témoigne de son soutien à la politique du gouvernement.



Lire pages 6 à 11, pages 16, 19 et 32 et les points de vue page 15

Les Quinze débattent à Madrid de la monnaie unique

A L'OCCASION du 54[e] sommet européen, réuni à Madrid les 15 et 16 décembre, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union devraient adopter le scénario définitif du passage à la monnaie unique, qui interviendrait le 1[er] janvier 1999. Ce débat a lieu au moment où la crise sociale qui s'est développée dans certains pays – notamment en France mais aussi en Belgique et en Italie – s'accompagne d'une révision en baisse des *perspectives de croissance* économique en Europe. L'ensemble risque de compromettre le respect des critères de convergence du traité de Maastricht, certains experts et responsables politiques en déduisant qu'il vaudrait mieux différer l'acte de naissance de la monnaie unique.

Les pays membres évoqueront aussi la future Conférence intergouvernementale, dont les travaux porteront sur les changements institutionnels à opérer au sein d'une Union européenne élargie à quelque 27 membres, à l'horizon de l'an 2000.

Lire page 2

La gendarmerie autorisée à ficher les opinions politiques

UN DÉCRET vient d'autoriser le fichage, par la gendarmerie nationale, des personnes susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat, ainsi que de leurs parents et amis, et de celles *« qui sont victimes d'actes de terrorisme ou paraissent être particulièrement exposées à de tels actes »*. Publié le 16 novembre au *Journal officiel*, ce texte suscite les protestations de plusieurs organisations d'avocats, de magistrats et de policiers. Il précise en effet que pourront apparaître des données nominatives relatives aux *« opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales »*. La CNIL avait précisé, dans un avis rendu le 25 avril, que les informations fichées ne devaient concerner que les terroristes et leur entourage, et *en aucun cas leurs victimes.*

Lire page 12

Le gigantisme de Tokyo incite le Japon à changer de capitale

TOKYO
de notre correspondant

Faut-il déplacer la capitale japonaise et faire éclater le monstre urbain de Tokyo ? Une commission gouvernementale a remis au premier ministre, le 13 décembre, un rapport qui recommande la construction avant la fin de ce siècle d'une nouvelle capitale. Celle-ci pourrait être située à 60 kilomètres de Tokyo ou, au maximum, à 300 kilomètres. Les travaux dureraient dix ans et se chiffreraient à environ 700 milliards de francs.

Le transfert des instances du pouvoir politique est à l'ordre du jour depuis des années. La Diète a donné son aval au projet en 1990, *mais la décision prendra encore du temps* : le Parlement a deux ans pour décider du nouvel emplacement de la capitale, vraisemblablement dans le nord ou nord-est de l'île principale de l'archipel.

Ce déplacement, qui a déjà donné lieu à une sévère compétition entre les préfectures pressenties et à une non moins âpre bataille entre les spéculateurs, a pris un caractère d'urgence *depuis le séisme de Kobe. Tokyo est à proximité* d'une des régions, le Tokai, où les sismologues sont unanimes à prévoir un fort séisme. *Ce jour-là, Tokyo tremblera pour de* bon et personne ne sait ce qui se passera. La ville, dont les infrastructures sont plus anciennes que celles de Kobe, ne pourra vraisemblablement plus assumer ses fonctions de capitale et le pays pourrait être paralysé. Autre facteur en faveur du transfert : les milieux *d'affaires sont en quête d'un immense* chantier pour relancer l'économie.

Indépendamment de cette nouvelle donne, il est clair qu'une décentralisation s'impose. Près d'un quart de la population vit dans le « grand Tokyo ». Cette nappe urbaine s'étend sur les préfectures limitrophes dans un rayon de cent *cinquante kilomètres* et compte 32 millions d'habitants. Tokyo est l'une des plus prodigieuses concentrations d'activités, de pouvoir et d'argent que le monde ait portée. La capitale gère 30 % du PNB national et son budget représente un septième de celui de la nation et l'équivalent de celui d'une puissance moyenne.

Le gigantisme est la mesure de cette ville *tentaculaire avec une densité de 5 400 habi*tants au kilomètre carré, l'enfer des transports aux heures de pointe, ses cinq millions de tonnes de déchets, les deux tiers des sièges des entreprises cotées à la Bourse, ses 80 000 restaurants, ses 2 800 hôtels... Sans début et sans fin, cette ville statistiquement monstrueuse serait invivable sans ses rhizomes (quartiers villages et lacis de venelles), rétifs au temps pulsé de la mégalopole. Propre et sûre (le taux de criminalité est le plus faible du monde), Tokyo reste, en dépit de tous ses maux, une ville dont la majorité des habitants disent qu'ils ne voudraient pas vivre ailleurs. Un seuil n'en paraît pas moins atteint car ce Gargantua urbain absorbe, avec un appétit inassouvi, hommes et ressources, frisant l'apoplexie.

On peut s'attendre à une sévère lutte d'intérêts pour déterminer le nouvel emplacement de la capitale. Il faudrait une transparence dans le processus décisionnel pour que le projet ne devienne pas l'une de ces colossales opérations spéculatives dont le Japon a trop souvent donné l'exemple. En attendant, Tokyo s'enfle un peu plus chaque jour.

Philippe Pons

Le « sauveur » du téléphone belge



JOHN GOOSSENS

CHEVAL DE TROIE des Américains en Europe ou « sauveur » du téléphone belge ? John Goossens, actuel administrateur délégué de Belgacom – l'équivalent de France Télécom outre-Quiévrain – se félicite en tout cas du prix payé par la compagnie américaine Ameritech pour entrer dans le capital du monopole belge. Le paiement (de plus de 12 milliards de francs français) interviendra *dans les six* mois. John Goossens, lui, restera le patron de la future entreprise, partiellement privatisée.

C'est la première fois qu'une compagnie américaine – associée à un danois et à un singapourien – prend pied sur le Vieux Continent dans le téléphone. Pour le gouvernement belge, ce consortium est apparu comme le partenaire idéal pour moderniser l'entreprise qui sera confrontée, en 1998, à l'ouverture complète à la concurrence des télécommunications en Europe.

Lire page 18

Il est trop tard pour « l'autre politique »

ON LE CROYAIT définitivement évacué, mais le débat sur *« l'autre politique »* resurgit de plus belle à la faveur d'un conflit social dont *l'ampleur ne cesse de surprendre.* En dépit de ces dénégations répétées, Jacques Chirac ne parvient pas à dissiper le soupçon, né pendant la campagne présidentielle, d'être tenté par une démarche radicalement opposée à la politique *monétaire* actuelle. *Inspirée de la* rigueur allemande, celle-ci a été suivie scrupuleusement par les gouvernements jusqu'en 1993 et défendue « depuis » bec et ongles par une Banque de France devenue indépendante. L'intervention télévisée du président de la République annonçant, il y a deux mois, la priorité à la réduction des déficits, le remaniement ministériel dix jours plus tard et le plan Juppé de sauvetage de la Sécurité sociale devaient symboliser l'abandon définitif de toute tentation de remise en cause de la *« pensée unique »*. Une mise au point qui avait été saluée par les marchés et la Banque de France.

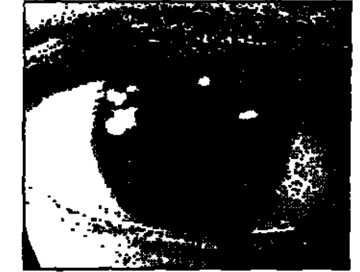
Mais la crise sociale a donné une acuité qu'il n'avait sans doute jamais eu au débat sur la politique monétaire. La société française, *dont la fragilité vient d'apparaître* au grand jour, peut-elle supporter encore longtemps une contrainte d'autant plus lourde qu'elle se double d'une politique budgétaire *restrictive ? En dépit* d'une politique de détente de la Banque de France, devenue au cours des derniers jours plus rapide – elle a encore réduit vendredi 15 décembre de 0,25 % à 4,45 % son taux d'appel d'offres, le plus bas de ses taux *directeurs* –, le coût de l'argent en France, hors inflation, reste élevé... Il l'est d'autant plus à la lumière des perspectives de croissance pour 1996, sans cesse révisées à la baisse et qui rendent improbables les espoirs de réduc*tion du déficit budgétaire.*

La solution aux malheurs français n'est sans doute plus du côté de la politique monétaire. Le paradoxe est fréquent. Les idées n'ont jamais autant de succès qu'à partir du moment où elles vieillissent. Il en va sans *doute ainsi pour « l'autre politique »*. La plupart des grands investisseurs anglo-saxons qui réclamaient à cor et à cri un changement de politique monétaire en 1993 sont aujourd'hui silencieux.

Eric Leser

Lire la suite page 16

Un cahier spécial sur la Biennale de Lyon



Le Monde présente la 3[e] Biennale d'art contemporain, qui inaugure le Musée d'art contemporain de Lyon. Cette exposition, dédiée à l'image mobile, est commentée dans un cahier de seize pages, placé au centre de ce numéro. Articles, présentations, programmes.

Libre circulation pour les footballeurs en Europe

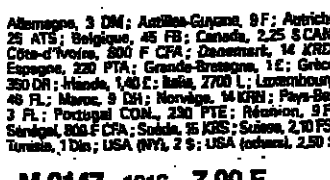
La Cour de justice des communautés européennes a jugé que le système de transfert des footballeurs est contraire au traité de Rome. p. 32

Les images d'Albert Kahn

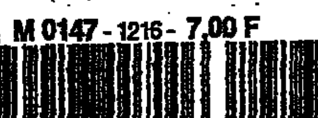
Le musée de ce banquier, mort ruiné en 1940, élargit l'accès public à ses collections. Plus de 6 000 photos couleurs sont désormais accessibles sur vidéodisques. p. 27

Rendez-vous avec M. Perben

Le ministre de la fonction publique est l'invité du « Rendez-vous des politiques », *émission organisée en association avec Le Monde* et diffusée sur *France Culture dimanche 17 décembre* à 11 heures.



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 1216 - 7,00 F

EUROPE Le Sommet de l'Union européenne (UE), réuni vendredi 15 et samedi 16 décembre à Madrid, doit prendre des décisions importantes concernant les prochaines étapes de la construction européenne. ● LE NOM de la future devise commune, prévue pour le 1er janvier 1999 dans le traité de Maastricht, devrait être arrêté. Il faudra également fixer la date d'examen des critères permettant de sélectionner les pays qui accéderont les premiers à la monnaie unique et les rapports avec ceux qui resteront dehors. ● LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE, qui s'ouvrira au printemps 1996 pour environ un an, devra déterminer les changements institutionnels permettant à l'UE élargie de fonctionner au siècle prochain. Aucun consensus n'apparaissant pour l'instant, elle pourrait se borner à des aménagements, laissant pour la suite les grandes réformes des institutions.

La monnaie et l'élargissement de l'Union au cœur du sommet de Madrid

La Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme institutionnelle de l'UE, prévue à partir de mars 1996, constituera le premier rendez-vous épineux

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Samedi 16 décembre, à Madrid, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze vont officialiser la date de convocation de la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée d'aménager les institutions de l'Union européenne (UE) dans la perspective de son élargissement aux pays d'Europe centrale – le 29 mars à Turin – et adopter son mandat. Parviendront-ils à s'entendre sur une méthode de travail qui lui éviterait la déroute ?

Un échec de la CIG, premier d'une série de rendez-vous sur l'organisation politique et économique de l'Europe qui vont se succéder jusqu'à la fin du siècle, ne pourrait avoir qu'un impact négatif sur les étapes suivantes, au premier rang desquelles l'Union économique et monétaire (UEM). Les Allemands ont constamment répété que la mise en place de l'Union monétaire devait s'accompagner de progrès vers l'Union politique : une absence de réformes politico-institutionnelles significatives, lors de la session de clôture de la CIG, en juin 1997, donnerait des prétextes à ceux qui, outre-Rhin, rêvent d'enterrer le projet de monnaie unique.

Aujourd'hui, tout porte à penser que, sauf effort d'imagination, la CIG s'engagera inexorablement dans l'impasse. La lecture du rapport du « groupe de réflexion », présidé par Carlos Westendorp, le secrétaire d'Etat espagnol aux affaires européennes, qui avait été chargé de la préparer, n'est pas encourageant : il met en relief l'absence d'accord entre les Etats membres sur les réformes à entreprendre, une divergence qu'on ne peut pas imputer uniquement à l'obstruction systématique des Anglais, même si celle-ci constitue un obstacle sérieux.

Cette situation de désaccord chronique peut-elle évoluer pendant la conférence ? Sachant que toute révision du traité exige l'unanimité, peut-on parvenir sur les sujets les plus sensibles (telles l'extension du vote à la majorité qualifiée et la modification de la pondération des voix) à des majorités suffisamment substantielles pour convaincre Londres de bouger ?

Revoir des procédures, supprimer des échelons de discussion contribuerait à redonner du nerf à une Communauté ankylosée

La détermination franco-allemande ne paraît pas suffisante pour provoquer un effet d'entraînement. C'est du moins l'impression donnée par la lettre récemment adressée à leurs collègues du conseil européen par Jacques Chirac et Helmut Kohl, qui est rédigée sur plusieurs points en termes trop généraux pour refléter une véritable communauté de vue.

Par ailleurs, on s'oriente vers une CIG courte, concentrant ses efforts sur les aménagements institutionnels. Cette spécialisation relative conduira les Etats membres à ne pas se dévoiler, à se garder des atouts pour les négociations suivantes (le budget de l'Europe, la PAC, les Fonds structurels, les engagements extérieurs de l'Union, les modalités de l'élargissement), bref à éviter de faire des concessions sur les points sensibles.

Autre frein, le peu d'envie qu'ont les Etats membres de faire ratifier par leurs parlements, et chez certains par référendum, un traité révisé, alors qu'on sort à peine des tribulations de Maastricht, que dans plusieurs d'entre eux les majorités sont fragiles et l'adhésion à la construction européenne, refroidie.

Il semble donc nécessaire d'explorer des voies nouvelles. On pourrait engager, dès Madrid, une réflexion sur les aménagements institutionnels susceptibles d'être mis en œuvre sans modification du traité. « Il y a beaucoup à faire ! », assure un éminent juriste bruxellois.

On en est convaincu en écoutant tel ou tel haut-fonctionnaire déplorer les méthodes de travail du Conseil des affaires générales (il réunit les ministres des affaires étrangères et se trouve au centre du processus de décision de l'Union). Perdant son temps dans des rites protocolaires – « dialogue politique », « dialogue structuré» et autres fadaises... –, il se révèle incapable de négocier, encore moins de trancher.

Revoir des procédures, afin de faire à nouveau de la place au débat ministériel, supprimer des échelons de discussion (notamment en matière de coopération judiciaire) contribuerait à redonner du nerf à une Communauté ankylosée. Les chefs d'Etat et de gouvernement pourraient charger le « Coreper » (le Comité des représentants permanents), qui connaît bien la musique, de faire un rapport sur ce thème d'ici àl'ouverture de la CIG.

Comment aller au-delà ? Une formule envisagée par certains acteurs bruxellois pour contourner les obstacles évoqués plus haut serait d'admettre d'entrée de jeu que la CIG n'épuisera pas les débats sur les réformes institutionnelles, que les discussions devront reprendre au cours du processus conduisant à l'élargissement.

Les points d'accord enregistrés au cours de la CIG seraient alors considérés comme conditionnels, subordonnés à une validation ultérieure, en fonction de l'état d'avancement des autres grands dossiers (UEM, budget, etc.). Ils seraient bel et bien consignés à la fin de la Conférence, comme témoignage des progrès accomplis, mais, en raison de leur caractère non définitif, ne seraient pas soumis à ratification.

L'idée, qui paraît séduisante, serait de libérer ainsi les protagonistes de leurs arrière-pensées – y compris peut-être les Anglais de leurs soucis électoraux ! – et de leur permettre, sachant qu'il sera possible de faire marche arrière si le reste tourne mal, de se montrer plus audacieux en matière de réforme institutionnelle, le vrai terrain de la CIG.

L'assurance sur l'avenir ainsi garantie aux Etats membres permettrait peut-être aux plus prudents (ceux du Bénélux notamment) de donner leur feu vert pour que soit précisé, à la fin de la CIG, le calendrier de l'élargissement. Ce qu'on pourrait appeler « le dilemme de Madrid » trouverait ainsi sa solution !

Philippe Lemaître

Le programme

Lors du sommet de Madrid, les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays de l'Union européenne devront trancher sur le nom de la future monnaie unique, l'euro ou l'écu, fixer la date de sélection (fin 1997 ou début 1998) des pays participant à la monnaie unique à partir de 1999 et décider si les emprunts publics seront émis dès le départ en monnaie unique. Le sommet devra dissiper le scepticisme sur la capacité d'un nombre significatif de pays à satisfaire, dès fin 1997, aux critères de convergence requis par le traité de Maastricht pour passer à la monnaie unique.

A l'heure actuelle, seuls l'Allemagne, le Luxembourg, l'Irlande et le Danemark ont un déficit public inférieur à 3 % du PIB, le critère de convergence le plus important requis par le traité. Le sommet doit aussi s'attaquer à la réforme des institutions européennes dans la perspective de l'élargissement de l'Union à Chypre et Malte ainsi qu'à une dizaine de pays de l'Est, à partir de l'an 2000. – (AFP)

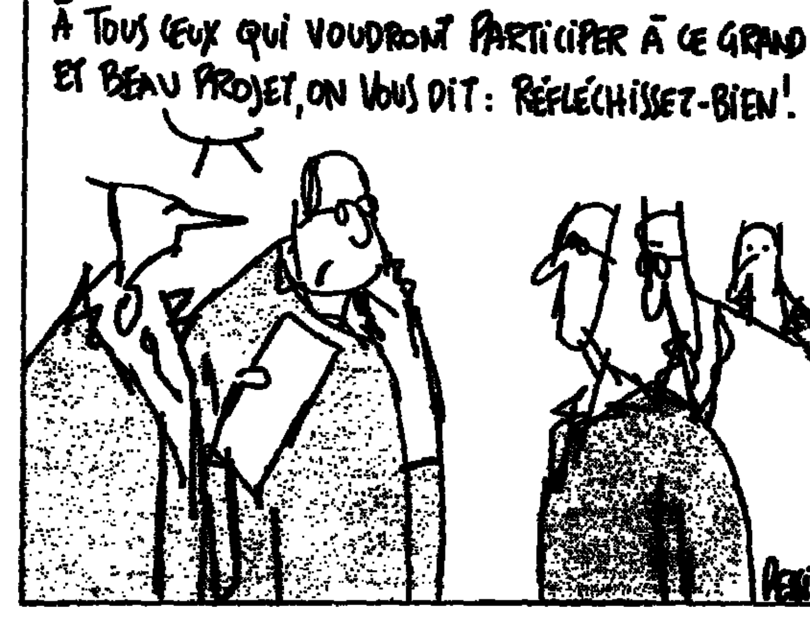
Accord symbolique avec le Mercosur

Les Quinze de l'Union européenne signent vendredi 15 décembre avec le Mercosur (Argentine, Paraguay, Uruguay, Brésil, ce dernier signant le 20) le premier accord-cadre de coopération interrégionale. Celui-ci prévoit à partir de 2001 un passage vers le libre-échange entre les deux zones, et dès maintenant une coopération politique, économique, scientifique technologique, notamment en matière de commerce – en particulier pour unifier les politiques douanières –, de communications, de protection de l'environnement et de lutte contre le trafic de drogue.

Des rencontres régulières auront lieu entre les ministres des affaires étrangères et entre les chefs d'Etat ; des commission mixtes seront créées dans différents secteurs. Les négociations les plus difficiles concerneront l'agriculture – 14 % du commerce entre les deux zones – notamment les céréales, viandes et produits laitiers, protégés par l'UE. Mais l'accord a une importance symbolique pour les pays du Mercosur, pour qui l'UE représente déjà un quart du commerce extérieur et 42 % des investissements étrangers.

Le guide des deux grands dossiers à l'ordre du jour du Conseil européen

MONNAIE UNIQUE, élargissement : ces deux grands sujets conditionnent l'avenir de l'Union européenne (UE). Ils vont être au cœur des travaux du conseil européen qui réunit, les 15 et 16 décembre à Madrid, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union. Au-delà d'un débat souvent confus, mené dans un euro-jargon qui ne l'est pas moins, ces deux rubriques – monnaie, élargissement – peuvent se résumer en une série de dossiers dont voici quelques clés.



▶ La monnaie unique

La date du passage à la monnaie unique, le 1er janvier 1999, est fixée par le traité de Maastricht. En principe, son non-respect supposerait une modification du traité – encore que les juristes ne soient pas d'accord sur ce point. Le sommet de Madrid devra arrêter le calendrier de passage à la monnaie unique, le nom de ladite monnaie, la discipline budgétaire qu'elle suppose une fois en usage et les relations qu'entretiendront avec elle les monnaies des Etats membres qui resteront en dehors du cercle étroit de ceux qui ont choisi la monnaie unique.

LE CALENDRIER DE PASSAGE

Il comprend trois grandes étapes :

● **Fin 1997-début 1998.** A cette date doit être arrêté le nombre de pays qui, candidats à la monnaie unique, satisfont aux critères de convergence – endettement limité à 6 % du PIB et déficit budgétaire à 3 %, notamment – fixés par le traité et qui peuvent donc se lancer dans l'aventure. Débat : les Allemands préféreraient que la liste soit arrêtée vers février 1998, afin que les critères soient calculés sur les chiffres définitifs de 1997, non sur des projections ou des estimations ; les Français penchent pour la fin 1997, pour éviter qu'un débat de type maastrichtien – douloureux souvenir – ne vienne empoisonner la campagne pour les législatives de mars 1998.

● **1er janvier 1999.** C'est la date cruciale, celle qui, selon le traité, doit impérativement voir l'introduction de la monnaie unique. Débat : les euro-enthousiastes assurent que la portée politique et symbolique de cette date est fondamentale ; ne pas la tenir, disent-ils, serait porter un coup très dur à la construction européenne. Certains euro-réalistes (de la branche de ceux qui croient à la monnaie unique) font valoir que l'important étant de réussir la monnaie unique, mieux vaut, si nécessaire, prendre un peu plus de temps et s'assurer que les conditions économiques (notamment budgétaires) sont réunies pour le succès de son introduction.

L'introduction de la monnaie unique ne signifie pas que les pays y participant abandonnent tout de suite leur monnaie nationale. C'est, seulement, le début d'un long parcours vers la monnaie unique. Cela veut dire que les pays concernés observent entre eux, à partir de 1999, des taux de change fixes, qu'entre en fonction la Banque centrale européenne et, enfin, que certaines transactions financières – émissions d'obligations, opérations interbancaires – commencent à se faire en monnaie unique. C'est le début d'une période où vont coexister la monnaie unique et les monnaies nationales des pays concernés.

● **1er janvier 2002.** Trois ans après l'« introduction » de la monnaie unique, c'est la phase de « généralisation » de son usage. Les particuliers vont disposer de pièces et de billets en monnaie européenne.

ECU, EURO, LIVRE

Encore faudrait-il que la chose ait un nom. Madrid devait en décider. Débat : la plupart des impétrants à la monnaie unique se satisferaient de l'ecu, lequel sert à libeller les budgets de l'UE ; mais les Allemands n'en veulent pas, qui y voient le symbole d'une monnaie dévaluée. On choisira sans doute l'« euro ».

LE PACTE DE STABILITÉ

Pour que la monnaie unique soit viable, il faudra que les participants maintiennent la même discipline budgétaire. Il n'y aurait pas de sens à s'engager sur les fameux critères de convergence seulement lors de l'examen d'entrée. D'où l'idée des Allemands d'instaurer un « pacte de stabilité » qui obligerait les participants à tenir leurs déficits budgétaires aux alentours de 1 % du PNB et, en tout cas, à ne jamais dépasser les 3 %. Débat : si tout le monde, ou à peu près, est d'accord sur la philosophie du « pacte de stabilité », certains sont plus réticents à l'idée de sanctions automatiques pour les Etats dont le déficit budgétaire irait au-delà des 3 % ; d'autres encore jugent que limiter l'impasse budgétaire à 1 % du PNB revient à priver les participants de toute possibilité de relance en période de stagnation.

LE « PACTE MONÉTAIRE »

Relations entre ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors. Au sein de l'UE, vont coexister des pays qui participeront à la monnaie unique et d'autres pas – soit qu'ils n'en veulent pas (cas de la Grande-Bretagne), soit qu'ils ne sont pas encore prêts (cas de l'Italie). Libres des contraintes budgétaires que s'imposent les autres, ils pourraient se trouver, par rapport à ces derniers, en situation de dévaluation compétitive permanente. Ce serait le comble de l'absurde : loin de perfectionner le marché unique – une de ses finalités –, la monnaie unique le pervertirait... D'où l'idée, cette fois, d'un « pacte monétaire » qui imposerait à ceux des Etats de l'UE restés en dehors d'être liés avec les autres par un mécanisme des changes renforcé (un « serpent » monétaire). Question : certains des pays les plus concernés, la Grande-Bretagne et l'Italie, voudront-ils rejoindre un mécanisme qu'ils ont décidé de quitter en 1992 (pour le plus grand profit de leurs exportateurs) ?

▶ L'élargissement

On en parle depuis la chute du mur de Berlin : les pays de l'Europe de l'Est et du Centre (poétiquement dits les PECO) doivent rejoindre ceux de l'Ouest. On bute là sur deux grands problèmes : la réforme des institutions et des finances de l'UE.

LES INSTITUTIONS

Au printemps 1996 doit se réunir une grande réunion : la conférence inter-gouvernementale ou CIG, pour réformer les institutions d'une communauté prévue pour fonctionner, originellement, à six, et qui pourrait, vers 2020 compter vingt-cinq ou vingt-sept membres. Sont candidats à l'entrée dans l'UE : la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, Malte et Chypre et la Slovénie.

Tout le monde est d'accord pour ne pas entamer le processus d'intégration des nouveaux membres avant que la CIG n'ait imaginé les institutions d'une UE à vingt-cinq ou vingt-sept. Au-delà de ce sage principe, personne n'est vraiment d'accord sur ce qu'il faut faire, sinon qu'il serait politiquement dévastateur pour l'Europe de retarder au-delà de 1998 le début du processus d'élargissement.

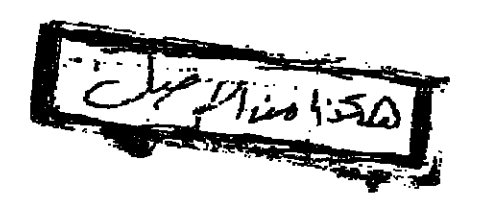
Allemands et Français ont défriché le dossier et sont parvenus à quelques conclusions qui seront soumises à la réunion de Madrid. Un point de méthode, d'abord : la CIG ne doit pas durer beaucoup plus d'un an.

Quelques suggestions de fond, ensuite : pour fonctionner, l'UE à vingt, vingt-cinq ou vingt-sept suppose une extension du champ des décisions prises à la majorité ; évolution qui ne sera acceptable pour les grands pays que si l'on instaure un système de pondération des voix tenant compte du poids démographique de chacun des membres. Un principe politique, enfin : en aucun cas, ceux des Etats membres qui veulent aller plus avant sur la voie de l'intégration ne pourront en être empêchés par les autres.

LES FINANCES

L'élargissement coûte cher. Si les politiques communes les plus abouties de l'UE – la politique agricole commune, dite PAC, et celle des aides aux régions les moins favorisées, dite des fonds structurels – devaient être étendues aux nouveaux membres, le budget de l'Union n'y résisterait pas. Il sert déjà à 80 % à financer ces deux politiques communes. Dans l'état de développement des PECO, l'extension des subventions distribuées au titre de ces politiques conduirait à l'asphyxie financière de l'Union.

Il faut à la fois réformer ces politiques telles qu'elles sont actuellement conçues, revoir l'accord budgétaire sur lequel l'UE fonctionne (ce qui doit se faire en 1999) et imaginer de longues périodes de transition avant que les nouveaux membres puissent pleinement participer auxdites politiques communes. On parle souvent d'un délai de dix à quatorze ans.



La coalition au pouvoir à Bonn est de plus en plus fragilisée par la crise du Parti libéral

Le ministre de la justice a démissionné

BONN
de notre correspondant

Le départ volontaire, jeudi 14 décembre, du ministre de la justice du chancelier Kohl illustre une fois de plus l'affaiblissement considérable du petit Parti libéral (FDP), et le climat d'incertitude grandissant pour la coalition (CDU/CSU/FDP), reconduite au pouvoir en octobre 1994, mais avec une majorité de dix voix seulement au Bundestag.

En annonçant qu'elle quittait le gouvernement de Helmut Kohl – ce qui n'était pas une surprise –, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger (FDP) a tiré les conséquences de ce qu'elle a qualifié de *« virage à droite »* de son parti. Une large majorité des membres de ce parti (63,6 %) venait de se prononcer, par référendum interne, en faveur d'un projet de loi qui facilitera les écoutes téléphoniques auprès des particuliers. Cette décision, selon le ministre démissionnaire, *« est un indice important du changement de cours du FDP en matière de politique intérieure »*. Avec quelques autres dirigeants libéraux, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger continuera à animer un courant « de gauche » au sein du FDP.

A première vue, cet épisode ne modifie pas l'équilibre de la coalition au pouvoir. Les dirigeants du FDP ont immédiatement désigné un successeur au ministre démissionnaire (Edzard Schmidt-Jortzig, professeur de droit dans le nord de l'Allemagne), comme s'il s'agissait d'un événement tout à fait routinier. Mais cette césure nouvelle entre les libéraux de droite et les libéraux de gauche accentuera sans doute la crise du FDP, qui lutte depuis quelques mois pour sa survie politique.

Il y a quelques jours, Wolfgang Schäuble, le numéro deux de la CDU, évoquait le *« suicide »* du FDP. Ces jours derniers, on ne savait pas très bien si le FDP n'allait pas demander au ministre de l'économie, Günter Rexrodt, de démissionner à son tour. Il a fallu que ce dernier proclame haut et fort qu'il souhaitait rester en place pour que les rumeurs s'apaisent. Quant au ministre des affaires étrangères Klaus Kinkel (également FDP), son sort n'apparaît pas non plus comme très assuré. M. Kinkel a récemment menacé de démissionner après avoir été désavoué par une majorité de députés du Bundestag qui lui reprochaient de vouloir dérouler le tapis rouge devant le chef de la diplomatie iranienne.

Le chancelier Kohl assiste impuissant à l'agitation de son petit partenaire libéral, qui semble de moins en moins capable de relever la tête lors des prochaines élections régionales, en mars 1996. La série de défaites électorales du FDP s'est poursuivie, en octobre, avec le résultat catastrophique de Berlin (2,5 % des voix). De plus en plus, le FDP apparaît comme un parti clientéliste, incapable de traduire dans les faits son credo libéral (comme on l'a vu avec l'échec de la réforme sur les horaires d'ouverture des magasins).

Afin de discipliner leur partenaire libéral, certains dirigeants chrétiens-démocrates évoquent le scénario d'élections générales anticipées au printemps 1996. Le gouvernement du chancelier Kohl est menacé d'immobilisme par la faible majorité dont il dispose.

De plus en plus de voix s'élèvent, dans le camp conservateur et du côté du patronat, pour critiquer l'absence de véritables décisions politiques à Bonn et – phénomène assez nouveau – pour mettre en doute la compétence du chancelier en matière économique. Il n'est donc pas impossible que 1996 soit une année de turbulences politiques à Bonn.

Lucas Delattre

MM. Chirac et Clinton soulignent que l'accord de paix en Bosnie « n'effacera pas » l'horreur

« Il n'y a pas de revanche, de vengeance, mais une justice pour tous », a déclaré M. Izetbegovic

L'accord de paix en Bosnie-Herzégovine a été signé, jeudi 14 décembre à Paris, après trois ans et demi de guerre qui ont entraîné quelque 200 000 morts et le déplacement de 2,7 millions de réfugiés. L'accord a été ratifié en présence d'une dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement ainsi qu'une quarantaine de ministres étrangers et de secrétaires généraux d'organisations internationales. *(Lire aussi notre éditorial page 16.)*

AU MOMENT où les dirigeants de l'ex-Yougoslavie signaient l'accord de paix, les Serbes de Sarajevo ont tiré dans le secteur gouvernemental de la ville, sans toutefois faire de victimes, et un hélicoptère français de la Forpronu a essuyé des tirs de l'armée bosniaque qui l'a obligé à se poser d'urgence sur l'aéroport de Sarajevo. Ce sont les seuls incidents qui ont émaillé cette « journée historique ».

Le président Jacques Chirac a profité de la signature de l'accord de paix pour multiplier les entretiens bilatéraux avec les principaux participants. La République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) et la Bosnie-Herzégovine ont, par ailleurs, procédé à une reconnaissance diplomatique mutuelle, a annoncé le médiateur américain, Richard Holbrooke. En revanche, la RFY et la Croatie, si elles ont fait *« un pas dans cette direction »*, ne sont pas parvenues à un accord définitif, a indiqué M. Holbrooke. *« C'est une question de temps »*, a souligné le médiateur américain. Lors de la cérémonie de signature de l'accord de paix, les principaux participants à la cérémonie de signature se sont tour à tour exprimés.

■ **Jacques Chirac** a ouvert son intervention liminaire à la signature des accords par un hommage aux victimes du conflit, dont la paix n'*« effacera pas »* la mémoire : *« L'espérance qui se lève pour tous les peuples de l'ancienne Yougoslavie n'effacera pas les deux cent mille morts du conflit le plus meurtrier que l'Europe ait connu depuis la seconde guerre mondiale, avec son cortège de souffrances, ses millions de blessés et de réfugiés. Ce déchaînement de l'horreur laissera une blessure profonde au cœur de l'Europe. »*

« Je pense, a poursuivi le chef de l'Etat, *aux cinquante-six militaires français qui ont payé de leur vie leur engagement au service de la paix. Je pense à leurs familles et à leurs proches. Je pense aux « casques bleus » de toutes les nationalités tués ou blessés dans cette tragédie (...) Je rends hommage à tous ceux, militaires ou bénévoles humanitaires qui ont risqué leur vie »*, a encore déclaré Jacques Chirac. Il a rappelé le rôle qu'ont joué, en faveur du processus de paix, la création de la Force de réaction rapide et celle du « groupe de contact » qui a permis d'harmoniser les positions des grandes puissances. Il a insisté sur le fait que *« la France n'a ménagé aucun effort pour défendre l'identité d'une Bosnie-Herzégovine unie, pluriculturelle et démocratique »* et qu'elle contribuera dans cet esprit *« à la pleine mise en œuvre de l'accord »*.

■ **Alija Izetbegovic**, le président de la Bosnie-Herzégovine, a affirmé : *« Notre peuple et notre Parlement l'ont signé* [la paix], *mais ils l'ont pris comme une médecine amère. » « Notre but est une Bosnie unitaire. Si le plan est viable ou pas, cela dépend de nous. La bataille n'est pas perdue, mais elle n'est pas encore gagnée »*, *« il n'y a pas de revanche, de vengeance, mais une justice pour tous »*.

■ **Slobodan Milosevic**, le président de Serbie, a indiqué que l'accord de paix permet *« à des institutions démocratiques de voir le jour »*, *« aux peuples de cette région de mener une vie pacifique, fondée sur les droits de l'homme »*, *« de mettre un terme aux destructions et aux souffrances »*, et d'apporter une *« paix durable »*. A la télévision serbe, le président Milosevic a affirmé que les Serbes de Sarajevo *« n'ont pas de craintes à avoir pour leur avenir »*.

■ **Franjo Tudjman**, le président de Croatie, a souligné que *« la signature des accords est un grand pas en avant qui devrait permettre de mettre fin à l'une des crises politiques et militaires les plus graves de notre époque »*. *« La Croatie n'épargnera aucun effort pour que les accords qui conduisent à la fédération en Bosnie-Herzégovine soient respectés »*, a-t-il conclu en soulignant la nécessité pour *« tous les Etats issus de l'ex-Yougoslavie d'établir des relations normales entre eux »*.

■ **Bill Clinton**, le président américain, a lancé un appel aux peuples des Balkans pour leur demander de *« saisir cette chance de paix »*, car *« vous ne pouvez rien faire pour effacer le passé, mais vous pouvez tout faire pour bâtir l'avenir »*. *« N'abandonnez pas vos enfants »*, a-t-il ajouté, en indiquant que la force de paix de l'OTAN agirait *« de manière impartiale et équitable pour tous »*.

■ **Viktor Tchernomyrdine**, le premier ministre russe, a assuré que son pays va *« continuer à jouer un rôle actif »* en Bosnie-Herzégovine, et a appelé à une levée de l'embargo contre la Serbie pour que cette *« nation soit définitivement débarrassée des sanctions internationales »*. Il a aussi plaidé pour que la communauté internationale soit *« impartiale et sans préjugé vis-à-vis de toutes les parties »*.

■ **Carl Bildt**, le médiateur européen et haut représentant civil en Bosnie, a affirmé qu'il faudra *« surveiller l'organisation d'élections dans toute la Bosnie ainsi que dans la République serbe pour créer les conditions de la réconciliation »*. Carl Bildt s'est, en outre, dit *« convaincu »* que les criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine seront déférés *« tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre »* devant le Tribunal pénal international de La Haye.

■ **Felipe Gonzalez**, le premier ministre espagnol et président en exercice de l'Union européenne, a salué la signature des accords *« qui ouvrent la porte à l'espoir »*. Il a souligné qu'il fallait *« faire particulièrement attention au respect des droits de l'homme et au respect des droits des réfugiés. Ce sont des éléments fondamentaux des accords de paix »*.

■ **Helmut Kohl**, le chancelier allemand, qui se rendra prochainement à Sarajevo, a rappelé que c'est *« la toute première fois »* que son pays participe *« à un tel degré à l'envoi de troupes de maintien de la paix »* en espérant que les 4 000 soldats allemands seront accueillis *« comme des amis »* par la population. Il a aussi qualifié de *« très important »* le *« droit des réfugiés et des personnes déplacées à rentrer dans leurs foyers »*.

■ **John Major**, le premier ministre britannique a déclaré que l'accord constitue *« un espoir »* mais que l'on avait *« accompli seulement la moitié de la tâche »* et que l'on n'avait *« pas encore touché au but »*. *« Il faut faire du cessez-le-feu une paix, de la paix un règlement durable, et de l'ex-Yougoslavie une région prospère et stable de la famille européenne. »*

La France n'exclut pas de parler de la « dissuasion concertée » à l'OTAN

***LA FRANCE** n'exclut pas de débattre un jour de la « dissuasion concertée »* au sein du groupe des plans nucléaires (GPN) de l'Alliance atlantique. C'est le sens des propos que le ministre de la défense, Charles Millon, a tenus devant les députés de la commission de la défense réunis mercredi 13 décembre.

Interrogé sur l'évolution des rapports de la France avec l'OTAN, M. Millon a affirmé : *« Notre pays maintient une position pragmatique en décidant, sujet par sujet, sa participation au comité des plans de défense et au groupe des plans nucléaires. »* Dans l'entourage du ministre, on explique que la coopération avec l'OTAN se fera au cas par cas, c'est-à-dire selon les thèmes évoqués et non pas en fonction des institutions qui sont en jeu. Si la France participe de plein droit, désormais, aux conseils des ministres (défense et affaires étrangères) et au comité militaire de l'OTAN, c'est parce qu'il s'agit d'instances qui composent l'autorité suprême de l'Alliance et où chaque Etat s'exprime de façon souveraine.

Le comité des plans de défense (CPD) est, davantage que d'autres structures de l'OTAN, *« un conseil d'administration chargé des affaires propres aux instances intégrées du commandement »*, estime-t-on au ministère français de la défense. La participation de la France s'y fera donc en fonction des sujets retenus. Ce pourra être, par exemple, le cas lorsque les alliés devront analyser la planification de forces multinationales européennes liées à l'OTAN, comme pour l'ex-Yougoslavie.

Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin, a, de son côté, attiré l'attention des députés sur *« la difficulté pour la France de s'insérer dans un dispositif OTAN »*, comme le démontre la création de la force de paix en Bosnie, où l'exigence de Paris a été de placer – dans la chaîne unique du commandement – des adjoints français (officiers généraux et supérieurs) à chaque échelon. A la différence de l'intégration, qui a un caractère permanent et que la France continue d'écarter, *« l'insertion »* dans les organismes alliés, a expliqué en substance le général Douin, est une procédure temporaire. La difficulté tient au fait que des officiers français doivent, sans grande préparation préalable, occuper quasiment au pied levé en temps de crise des postes à l'OTAN qui sont normalement tenus, dès le temps de paix, par des cadres militaires de pays étrangers.

Pour le groupe des plans nucléaires, qui rassemble les ministres de la défense ou des ambassadeurs, la position de la France se veut *« très pragmatique »*, a dit M. Millon. Il n'est pas exclu a priori, par exemple, que le concept de *« dissuasion concertée »*, avancé par le premier ministre à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), soit l'objet – après des discussions bilatérales avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne – d'un examen au GPN dans le cadre d'une politique qui consiste à *« renforcer la constitution de deux piliers au sein de l'Alliance, un pilier européen et un pilier euro-atlantique »*. Ce qui suppose *« des négociations pour redéfinir et qualifier les instances de l'OTAN »*.

Cependant, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le porte-parole socialiste, Jean-Michel Boucheron, a indiqué qu'il n'était pas *« choqué »* par la position de la France envers l'Alliance, en estimant toutefois que *« les seules hypothèses à éviter sont une participation de notre pays au CPD et au NPG »* de l'OTAN.

Jacques Isnard

Les forces indépendantistes tchétchènes ont lancé plusieurs offensives

MOSCOU
de notre correspondant

Alors que commençaient, jeudi 14 décembre, les élections législatives et celle du *« chef de la République »* en Tchétchénie, les forces indépendantistes ont lancé une offensive à Goudermes, deuxième ville de la petite République. Douze soldats russes ont été tués, trente sont portés disparus, une vingtaine ont été blessés et quatre blindés russes ont été détruits. Les combats faisaient toujours rage, vendredi, aux abords de Goudermes, d'après un correspondant de l'AFP sur place. A l'aide d'hélicoptères de combat et d'artillerie, les forces russes tentaient de déloger les assaillants qui se seraient emparés de la gare, de l'hôpital et de postes de commandement militaire russes. Des combattants tchétchènes ont d'autre part occupé, vendredi matin, plusieurs bâtiments d'Ourous-Martane, au sud de Grozny, selon l'agence Interfax.

Pour s'opposer aux élections, qualifiées de *« farce »* par le président Djokhar Doudaev, les séparatistes tchétchènes ont aussi lancé, jeudi, des opérations à Chatoï, dans le sud, et à Achtoï Martan, dans l'ouest, selon le ministère russe de l'intérieur. La veille, un raid, attribué aux forces russes, contre le village de Novi Atagi (15 km au sud de Grozny) qui refusait de participer aux élections, avait fait onze morts parmi les Tchétchènes, selon la télévision privée russe NTV.

Peu de Tchétchènes semblent s'être rendus, jeudi, dans les bureaux de vote. A la veille de l'ouverture du scrutin, Djokhar Doudaev a répété son opposition au scrutin, soulignant que *« la guerre ne fait que commencer »*.

J.-B. N.

Henri Konan Bédié, chef de l'Etat ivoirien

« Nous demandons le maintien de la présence militaire française en Afrique »

Un mois après avoir remporté une élection présidentielle *boycottée par ses concurrents*, Henri Konan Bédié a vu l'ancien parti unique, le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire, largement devancer *l'opposition lors du scrutin législatif du 26 novembre*. Au cours d'un entretien accordé au *Monde*, début décembre, à Yamoussoukro, il précise ses *conceptions sur la démocratie*, l'Afrique de l'Ouest, et la situation économique de son pays.

« Etes-vous en faveur de sanctions contre le Nigeria, après la pendaison de l'opposant Ken Saro-Wiwa ?

– La Côte-d'Ivoire a toujours été à la recherche de la paix par le dialogue. Vous savez, il en est des exclusions, des embargos, comme de la guerre : quand vous avez procédé à tout cela, ce qui reste, c'est le dialogue et la réconciliation. La voie qui mène à une démocratisation réussie ne dépend que des Nigérians...

– Pas de la Shell (un des plus gros exploitants du pétrole nigérian) ?...

– Je ne parle pas de la Shell, la Shell n'est pas un Etat. Je parle des Etats qui pensent qu'ils peuvent dicter une voie démocratique à tous les Etats de la planète. Le rythme de la démocratie, le rythme des réformes doivent être déterminés par ceux qui sont concernés. Autrement, si vous l'imposez de l'intérieur, on vous traitera de dictateur, et si cela vient de l'extérieur, c'est encore plus intolérable.

» Nous avons procédé à des réformes ici, en Côte-d'Ivoire, et dans *Le Monde* on a parlé de bonapartisme ivoirien *(NLDR : après le scrutin présidentiel)*. Non, cela répondait à des aspirations du peuple ivoirien. Je posais, un jour, la question à un dirigeant occidental : *« Que pensez-vous de la démocratie en Côte-d'Ivoire ? »* Il m'a dit : *« Vous la réalisez à 85 %. »* J'ai demandé : *« Mais les 15 % ? »* Il m'a répondu : *« Rassurez-vous, les 15 %, c'est pour nous tous. »*

– Faut-il inclure dans ces « 15 % » les récentes rumeurs de prochaines arrestations parmi les dirigeants de l'opposition ?

– A l'heure actuelle, il n'y a pas de plan d'arrestation des chefs de l'opposition. Mais (pendant la campagne électorale), nous avons connu une période trouble au cours de laquelle des mots d'ordre ont été lancés pour l'émeute, pour la désobéissance civile. Des gens ont été tués, des bâtiments publics et des biens privés ont été détruits. Nous avons immédiatement nommé une commission nationale d'enquête pour situer les responsabilités de ceux qui ont pu inciter des jeunes à commettre des crimes, les doper ou les droguer, leur donner des amphétamines. Cette commission n'a même pas été encore constituée. Alors je ne sais pas qui parle déjà d'arrestation. Qui se sent morveux se mouche.



HENRI KONAN BÉDIÉ

– On a l'impression que la Côte-d'Ivoire, après avoir été une terre d'immigration, est tentée par un repli nationaliste.

– L'immigration est un bien dans la mesure où tout apport est un enrichissement. Mais cela peut constituer un handicap dans les périodes de vaches maigres. Jusqu'à maintenant, la Côte-d'Ivoire a poursuivi son développement économique, plutôt exceptionnel dans la région, grâce à une main-d'œuvre venue du Burkina ou du Mali et même de Guinée. Mais il y de moins en moins de terres disponibles ; il faut parvenir à un juste contrôle de l'immigration. Sur quatorze millions d'Ivoiriens, il y a quatre millions d'étrangers, ce qui fait de notre pays le plus hospitalier au monde.

» Alors quand certains parlent de xénophobie à notre sujet (à propos des conditions d'éligibilité à la présidence, lesquelles requièrent d'être né de mère et de père ivoiriens), c'est qu'ils n'ont rien compris. Simplement, les Ivoiriens ont disposé, à travers leurs lois, que pour être président de la Côte-d'Ivoire, il fallait avoir des racines plus profondes d'appartenance à cette communauté nationale. Un pays aussi accueillant que le nôtre peut quand même être exigeant. Parce que cette culture qui permet d'accueillir autant d'étrangers sur son sol, il faut la sauvegarder.

– Quel bilan tirez-vous de la dévaluation du franc CFA ?

– Deux ans après, on est passés à une croissance de 6,5 %, alors qu'on était à −2 %. Aujourd'hui, lorsque vous vous promenez dans les rues d'Abidjan, vous ne voyez pas toute cette jeunesse qui était dehors les mains dans les poches, désespérée, en train de chercher du travail. Beaucoup sont retournés dans les usines ou sur des plantations. Voyez tous ces paysans de la campagne. Les prix ont été multipliés au-delà du taux de dévaluation : le café était vendu le kilo à 100 francs, aujourd'hui il est à 700 francs. Il faut toucher du bois, ce sont des prix erratiques. Mais, pour le moment, ça tient. Il y a encore beaucoup de misère, de pauvreté, pour la raison simple que l'effet démographique est très important.

– Quel rôle confier au secteur dit « informel », celui de ces entrepreneurs et des microentreprises sauvages ?...

– Vous savez, ce sont les diplômés qui ont du mal à gagner leur vie sans un bulletin de paie de l'Etat ou d'une entreprise. Il faut aider ce secteur informel. Il faut lui donner un statut par des mesures incitatives. Mais il ne faut pas qu'il constitue une sorte d'économie souterraine qui étouffe l'Etat.

– Comment réagissez-vous aux informations de presse selon lesquelles la France diminuerait sa présence militaire en Afrique ?

– Le développement de nos pays, surtout de la Côte-d'Ivoire, n'a été possible que parce que nous avons été débarrassés du souci de faire face à des conflits ou à des agressions de l'extérieur. Nos dépenses militaires ont été pratiquement nulles sur toute la période. C'est un aspect de la coopération avec la France qu'on ne met pas souvent en avant, par pudeur ou par scrupule. On a mis en cause la souveraineté de ces pays. La souveraineté se renforce avec le développement économique. Et nous avons pu mettre toutes nos ressources budgétaires au profit du développement, justement parce que quelques bases militaires (françaises) assuraient la garde, et elles ne sont jamais intervenues dans nos affaires intérieures. Après tout, les pays d'Europe ont eu le bouclier nucléaire américain... Nous demandons au président Chirac la continuation de cette politique. Il a répondu, au sommet francophone de Cotonou, en disant que toutes ces rumeurs étaient infondées. »

Propos recueillis par Alain Frachon et Thomas Sotinel

Trois cents petits entrepreneurs ouest-africains se sont regroupés pour « faire du business »

ACCRA
de notre envoyé spécial

« Société sénégalaise souhaiterait vendre deux machines d'emballage (...) de type NOVA-SOCIMEC (...) capacité de 1 300 unités-heure, pour lait, jus et vins. » L'annonce est prise au hasard, parmi d'autres, qui ont toutes une caractéristique commune : c'est du *business* africain. On est ici entre hommes et femmes d'affaires africains, très exactement d'Afrique de l'Ouest. On vend et on achète des produits le plus souvent *made in Africa*, en tout cas transformés, conditionnés, commercialisés par des entrepreneurs africains.

Le bulletin d'informations qui publie ces annonces est bilingue, français-anglais. Le cadre qui compte ici, celui qui doit permettre un vrai développement des échanges, c'est la région, l'Afrique de l'Ouest (440 millions d'habitants à l'horizon 2020), pas l'éternelle petite répartition géographique héritée de la période coloniale (d'un côté, l'Afrique francophone, de l'autre l'anglophone). On pense « marché », pas « assistance ».

Du moins est-ce ainsi que le veulent les représentants de quelque trois cents entrepreneurs africains regroupés dans une association jusqu'alors sans équivalent sur ce continent, le Réseau de l'entreprise en Afrique de l'Ouest (The West African Entreprise Network), qui tenaient leur réunion annuelle courant novembre à Accra.

Le secteur privé en Afrique est à la mode. On en parle aux Nations unies et dans les grandes agences de développement. Il n'y a plus un seul projet de coopération qui n'en souligne le nécessaire épanouissement. Pour faire passer les programmes d'ajustement structurel que la Banque mondiale et le Fonds monétaire imposent à l'Afrique, on assure que l'amère potion permettra l'essor du privé.

Seulement, personne ne sait vraiment ce qu'est le secteur privé en Afrique. Entre, d'un côté, les grandes entreprises britanniques et françaises installées sur le pré carré hérité de la période coloniale et, de l'autre, l'artisanat local, qu'y a-il donc ? Il y a un embryon de secteur privé africain, formel ou informel, à peu près ignoré de tous, qui croît, remarquablement, dont les performances sont largement ignorées de toutes les statistiques, et qui tente de s'organiser, comme le montre l'histoire du Réseau.

Elle commence avec un constat établi au début de la décennie : les entrepreneurs d'Afrique de l'Ouest s'ignorent les uns les autres et, faisant face aux mêmes difficultés, auraient tout à gagner à se connaître pour développer les échanges au niveau régional.

Le Réseau ? Une ONG originale pour une nouvelle génération d'hommes d'affaires

Une petite équipe d'experts et consultants, les Français Anne de Lattre (fondatrice du Club du Sahel) et Michel Courcelle (OCDE), les Américains Deborah et Warren Weinstein (de l'USAID, l'agence américaine de coopération), recensent dans onze Etat d'Afrique de l'Ouest trois à quatre entrepreneurs (petites et moyennes entreprises) par pays et leur proposent de se rencontrer. *« On est tombé sur une nouvelle génération d'hommes d'affaires, pas celle des hauts fonctionnaires ou anciens ministres reconvertis dans le business*, explique Michel Courcelle, *mais les trente-cinq-quarante ans, bilingues, les diplômés, ceux qui auraient pu rester à l'étranger et ont choisi de monter leurs affaires au pays. » « Ils étaient isolés sur leur marché intérieur, ils ne savaient pas ce qui se faisait ailleurs, dans les pays voisins, ils ne pensaient exportation qu'hors de l'Afrique »*, poursuit-il. Le Réseau régional prend forme en 1992, composé de sous-réseaux nationaux et sectoriels. Il est aujourd'hui constitué en organisation non gouvernementale (ONG) dont le siège est à Accra, au Ghana. C'est une ONG originale, sans équivalent en Afrique ou ailleurs, dont les membres se prennent eux-mêmes en charge, grâce à un système de cotisations. Ils ne sollicitent pas d'autre appui immédiat que celui de la cellule d'animateurs originels, ceux de l'OCDE et de l'USAID.

Ils éditent un bulletin d'informations (sans aucun équivalent en Afrique), sont, pour beaucoup, reliés entre eux par courrier électronique et organisent des rencontres régulières. Objectif : identifier des problèmes communs, imaginer des solutions, intervenir, en tant que groupe de pression régional, auprès des pouvoirs publics, se faire accepter en tant qu'interlocuteurs obligés de tous ceux qui prétendent aider au développement économique (Etats ou organisations internationales) et développer le commerce en Afrique de l'Ouest.

En trois ans, une partie au moins de l'objectif a été réalisé : *« Ils ont fait des tonnes d'affaires entre eux »*, dit Michel Courcelle. S'est constituée une banque de données d'entreprises jusqu'alors inexistante. Elle a permis de passer des contrats entre Africains, là où on avait l'habitude d'aller chercher un fournisseur en Europe. La dévaluation du franc CFA a joué son rôle, encourageant le commerce régional. Sujets de la réunion d'Accra, les obstacles à ce commerce restent, cependant, immenses. Cela va de l'absence de convertibilité monétaire (qui oblige un Ghanéen vendant du sel au Burkina Faso, donc payé en CFA, à y acheter du bétail qu'il revendra chez lui, etc.), au cauchemar des frontières (douanes et polices souvent corrompues, toujours inefficaces), en passant par des problèmes de transport sans fin – dont le gangstérisme, celui des *« coupeurs de route »* opérant sur quelques grands axes, n'est pas le moindre.

Le Réseau a mis en lumière une réalité issue de l'époque coloniale : la plupart des infrastructures existantes – qu'il s'agisse du transport, des banques, des aides internationales – sont organisées dans le seul sens du commerce Nord-Sud. Sombrement, le *Networker*, bulletin d'information du Réseau, note : *« Les politiques ont négocié avec ardeur des traités, comme les protocoles de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, l'Union monétaire ouest-africaine (...). Qu'en reste-il ? Beaucoup de désillusions et de regrets. »*

Il y avait donc un vide, un besoin qu'une ONG comme le Réseau a commencé de combler. D'abord quasi boycotté par la France officielle (pour crime d'entente avec l'« autre » Afrique, l'anglophone), le Réseau s'est vite imposé comme un partenaire indispensable – aussi bien pour la Caisse française de développement (sous l'impulsion de son précédent patron, Jean-Pierre Gonon) que pour la Banque mondiale ou l'USAID. Les Etats-Unis l'ont compris : ils sont les principaux soutiens financiers de la cellule d'appui du Réseau (1,5 million de francs de l'USAID, presque autant des Canadiens, 600 000 francs de la France).

Ancien du département d'Etat et observateur attentif du Réseau, l'Américain Roy Stacy, directeur du secrétariat du Club du Sahel, remarquait à Accra : *« Contrairement à ce qu'on dit trop souvent, l'Afrique n'a pas perdu la bataille du développement. »* A Washington, où l'on compte moins d'afropessimistes qu'à Paris, on prend très au sérieux cette nouvelle génération d'Africains.

Alain Frachon

René Préval favori de la présidentielle haïtienne

Un important dispositif de sécurité a été mis en place pour que le scrutin de dimanche se déroule sans violence

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Selon toute vraisemblance, René Préval deviendra, dimanche 17 décembre, le deuxième président démocratiquement élu d'Haïti. Cet agronome de cinquante-deux ans, proche collaborateur du président Jean-Bertrand Aristide et portant les couleurs de son mouvement, Lavalas, devance de loin les treize autres candidats, de l'avis de la grande majorité des observateurs.

Seul homme politique de poids à s'être lancé dans la bataille, Victor Benoît, le leader du Conacom (social-démocrate), concentre ses attaques sur le bilan selon lui négatif des quatorze mois écoulés depuis le retour du président Aristide. Les autres leaders politiques traditionnels ont préféré rester à l'écart de la course présidentielle, estimant que les jeux étaient faits, ou mettant en cause la crédibilité du Conseil électoral, après l'expérience confuse des élections législatives de l'été. Les autres candidats se présentent en indépendants ou appartiennent à des groupuscules peu connus ou folkloriques.

A trois jours du scrutin, des doutes subsistent quant à l'ampleur de la participation. Le président Aristide n'a toujours pas appelé la population à voter et n'a pas manifesté publiquement ses préférences. Inaugurant jeudi les travaux de réfection de la route de Carrefour, un quartier populaire à la sortie de Port-au-Prince, il a éludé les questions politiques, annonçant que l'heure était à « la lutte contre la vie chère ». « La vie quotidienne de la population est encore plus dure. Pour elle, c'est une année perdue. Pourtant, Aristide est toujours aussi populaire », constate Gilles Danroc, un prêtre français qui partage la vie des paysans.

Depuis quelques jours, des tracts et des affichettes sont apparues dans la capitale, réclamant le maintien au pouvoir d'Aristide pour trois années supplémentaires, afin de compenser son temps d'exil durant le coup d'Etat militaire. Selon une rumeur insistante, cette campagne non signée serait orchestrée depuis le palais. D'autres n'excluent pas que des secteurs hostiles au processus démocratique profitent des ambiguïtés du président et d'une partie de son entourage pour pêcher en eau trouble.

A défaut de présenter un programme, René Préval axe sa campagne sur ses liens avec Aristide. Dans ses discours et ses spots radiodiffusés, il ne perd pas une occasion de se présenter comme le *marassa*, le jumeau du jeune président. Des liens que les partisans des « trois ans » s'efforcent de casser. Au début de la semaine, ils ont fait circuler des tracts affirmant que Préval avait fait empoisonner Aristide. *« La confusion règne à Port-au-Prince, mais en province les paysans perçoivent Préval comme l'envoyé d'Aristide »*, affirme Venel Remarais, le directeur de l'Agence haïtienne de presse. Au cours des derniers jours, « Ti-René » a rassemblé des foules importantes et enthousiastes dans plusieurs localités de l'Artibonite, au nord de la capitale. Des chefs d'entreprise, peu suspects de sympathies lavalassiennes, ont versé des contributions parfois importantes au fonds de campagne de René Préval. *« Afin de favoriser la stabilité »*, explique l'un d'eux.

CINQ CENTS OBSERVATEURS

Dans ce pays encore traumatisé par la sanglante interruption de l'élection de novembre 1987, les responsables de la Mission des Nations unies en Haïti (Minuha) ont annoncé un important dispositif de sécurité pour le jour du scrutin, en liaison avec la nouvelle police civile. Près de 6 000 « casques bleus » et 4 000 policiers haïtiens seront mobilisés dimanche. Jusqu'à présent la campagne s'est déroulée sans incident grave. Selon plusieurs journalistes, les coups de feu tirés sur la résidence de Léon Jeune, un lointain parent d'Aristide, seraient un coup monté destiné à attirer l'attention sur ce candidat indépendant dont les chances apparaissent minces.

La communauté internationale, particulièrement les Etats-Unis, dont les troupes avaient ramené le président Aristide au pouvoir l'an dernier, suivent avec attention cette consultation. Près de cinq cents observateurs étrangers, pour la plupart membres de l'Organisation des Etats américains (OEA) sont à pied d'œuvre, et la Maison Blanche a dépêché une délégation dirigée par Brian Atwoods, l'administrateur de l'US AID, l'agence de coopération américaine.

Le coût de l'élection, 8 millions de dollars, est couvert à 95 % par les bailleurs de fonds internationaux, Etats-Unis et Union européenne en tête. Le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, Stanley Schrager, a tenu à préciser que Washington n'avait pas de favori. *« Nous soutiendrons le gagnant dans sa tâche difficile »*, a-t-il déclaré.

Jean-Michel Caroit

Le scandale des narcodollars continue d'éclabousser le pouvoir colombien

BOGOTA
de notre correspondante

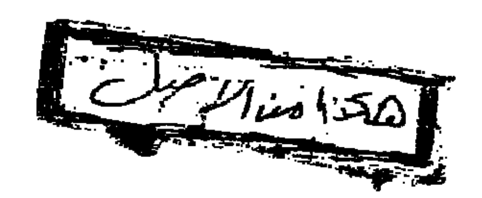
« Nous ne pouvons pas continuer à nous présenter au monde comme une narcodémocratie », a affirmé le président Ernesto Samper en s'adressant, jeudi 14 décembre, aux Colombiens, quelques heures après avoir été innocenté par la commission spéciale d'accusation de la Chambre des députés, chargée d'examiner sa responsabilité dans le scandale du financement de sa campagne électorale par l'argent de la drogue (*Le Monde* du 15 décembre). Le chef de l'Etat a aussitôt proposé de rendre publics tous les témoignages et conclusions de l'enquête menée par les députés depuis plus de quatre mois, afin *« qu'il ne subsiste plus l'ombre d'un doute quant à la vérité qui m'innocente »*.

Le répit du président pourrait être cependant de courte durée, car le feuilleton « narcopolitique » qui éclabousse le gouvernement depuis son élection, en juin 1994, ne cesse de rebondir. La Cour suprême de justice a lancé jeudi un mandat d'arrêt contre le sénateur libéral Alberto Santofimio accusé d'avoir reçu au moins 500 000 F du cartel de Cali lors des dernières élections législatives. Vingt-quatre autres personnalités en exercice sont mises en cause par la justice, qui termine ses enquêtes préliminaires.

La Cour suprême est par ailleurs actuellement en train d'examiner les déclarations de Guillermo Pallomari, l'ex-trésorier du cartel de Cali qui s'est rendu à la justice américaine en août dernier et qui vient d'être entendu par des juges colombiens. Les adversaires du président n'ont pas manqué de faire remarquer que l'enquête menée sur lui pourrait donc être rouverte prochainement, s'il apparaissait de nouveaux éléments.

Selon les enquêteurs, d'autres arrestations pourraient avoir lieu au sein de la classe politique dans les prochains jours. Pour se protéger, les sénateurs ont, dans un ultime sursaut, voté dans la nuit de mercredi à jeudi un « narco-amendement » pour blanchir toutes les personnes accusées d'enrichissement illicite. Le scandale a failli occulter la nouvelle virginité du président, qui a menacé d'user de son droit de veto pour que l'article ne soit pas voté en seconde lecture par les députés.

Anne Proenza



Yasser Arafat se porte candidat à la présidence de l'Autorité palestinienne

Le chef de l'OLP est assuré de l'emporter aux élections du 20 janvier

Yasser Arafat devait déposer, vendredi 15 décembre, sa candidature à la présidence de l'Autorité autonome palestinienne, dont l'élection est prévue pour le 20 janvier, avec celle des quatre-vingt-deux membres du Conseil de l'autonomie. Le Mouvement de la résistance islamique Hamas, le Front démocratique de libération de la Palestine et le Front populaire de la libération de la Palestine ont appelé au boycottage du scrutin.

NAPLOUSE
de notre envoyé spécial

C'est à Naplouse, vendredi 15 décembre, que Yasser Arafat devait déposer sa candidature à la présidence de l'Autorité autonome. Pour la première fois de sa vie, l'homme qui dirige l'OLP depuis trente ans va devoir se soumettre, le 20 janvier, au suffrage d'une partie de ses concitoyens. Une partie seulement, puisque aux termes des accords signés avec Israël, seuls les Palestiniens qui résident encore dans les territoires occupés et autonomes – environ 2,4 millions d'individus – peuvent voter. Les trois millions de personnes déplacées, fuyards ou expulsées de chez elles après les guerres israélo-arabes, et réfugiées au Liban, en Syrie, en Jordanie et ailleurs n'ont pas le droit de participer à ce scrutin.

Tous les sondages l'indiquent, M. Arafat, dont les lieutenants contrôlent étroitement tous les médias palestiniens, à commencer par la radio et la télévision naissantes, sera élu dans un fauteuil. Nul ne doute non plus que l'immense majorité des quatre-vingt-deux candidats qui seront élus pour siéger au Conseil de l'autonomie se réclameront de lui, même si certains se présentent sous l'étiquette « indépendant ».

« OÙ EST LA LIBÉRATION ? »

« Arafat n'a jamais été un démocrate, et même si le monde extérieur fait semblant de le croire pour avoir la paix, ce n'est pas aujourd'hui qu'il va changer. » Bassam Shaka, soixante-cinq ans, est l'un des rares notables palestiniens qui ose encore défier publiquement le chef de l'OLP. Son immunité est garantie par son passé de grand résistant à l'occupation israélienne. Cloué sur un fauteuil roulant depuis le 2 juin 1980, lorsqu'un groupe de colons juifs avait posé un engin piégé sous sa voiture, Bassam Shaka, privé de ses deux jambes, est un homme en colère.

L'ancien maire de Naplouse ne comprend pas que, depuis trois jours, la grande majorité de ses concitoyens s'apprête à fêter l'arrivée de M. Arafat dans la ville pavoisée à son effigie, dans laquelle, cependant, une porte au moins lui restera fermée : celle de Bassam Shaka. *« S'il venait sonner à la grille de la villa ? Je n'ouvrirais certainement pas ! »*

« Honnêtement, je ne vois pas ce qu'il y a à célébrer. Les Israéliens sont là, avec leurs barrages militaires tout autour de notre ville. Personne n'entre ou ne sort sans montrer patte blanche. Ils peuvent nous asphyxier en trois jours. Ils continuent d'occuper la plus grande partie de la Cisjordanie et de Gaza, de *coloniser nos terres, ils contrôlent nos frontières, retiennent cinq mille de nos prisonniers et nous volent Jérusalem-Est. Où est la libération ? »*

Si M. Arafat a accepté de signer les accords d'Oslo et de Taba, c'est avant tout, à en croire cet homme de tempérament, *« pour sauvegarder son pouvoir »*. La puissance occupante *« ne nous a pas rendu notre droit à l'autodétermination, elle a simplement alloué à Arafat le droit de nous administrer. En rentrant à Gaza aux conditions israéliennes, il a perdu toute liberté »*. Inutile de dire que Bassam Shaka ne votera pas. *« D'abord, parce que le résultat est acquis d'avance et que je sais comment Arafat traite ses opposants. Ensuite, parce que c'est pour moi une question de principe : on ne vote pas sous occupation militaire étrangère. »*

Patrice Claude

■ **Une féministe de soixante-douze ans, Samiha Khalil, a décidé de se présenter à la présidence de l'Autorité autonome.** Mme Khalil a milité pour la cause palestinienne pendant de longues années dans les rangs de l'OLP. Elle a d'ailleurs été membre de son Conseil national et précise que sa candidature n'est pas dirigée contre Yasser Arafat. Elle a été détenue à six reprises dans les prisons israéliennes. – *(AFP.)*

Le synode des évêques du Liban exige la fin des occupations étrangères

ROME
de notre envoyé spécial

« Plus qu'un pays, le Liban est un message et un modèle pour l'Orient et pour l'Occident », avait affirmé le pape dès 1989. La réunion en synode des cent dix-neuf évêques catholiques du Liban, qui s'est tenue du 26 novembre au 14 décembre au Vatican, en présence de neuf observateurs, six orthodoxes et trois musulmans (chiite, sunnite et druze), aura été une étape marquante dans le processus de réaffirmation de l'identité nationale et confessionnelle libanaise.

Encore fallait-il souligner, en préalable, qu'il n'est pas de reconstruction possible du pays sans retour à sa pleine souveraineté. C'est ce signal politique qu'attendait un pays souffrant des deux occupations syrienne et israélienne. Or les évêques ne se sont pas dérobés. Ils ont profité de cette tribune internationale, présidée par le pape en personne, pour répéter ce que le patriarche des maronites, le cardinal Sfeir, ne cesse d'affirmer à Beyrouth, mais de manière isolée.

« CONVIVIALITÉ ISLAMO-CHRÉTIENNE »

Le message final est un appel au rétablissement de l'*« indépendance »* du Liban, à la fois par *« la libération de l'occupation israélienne en application des décisions des Nations unies* (...), *par le départ des forces syriennes et l'extension de la présence de l'armée libanaise sur l'ensemble du territoire national »*. Pour une fois, toute prudence ecclésiastique et calcul diplomatique sont écartés. Il n'est même pas fait référence aux accords de Taëf qui prévoient ce *« redéploiement »* des forces étrangères. C'est au nom même de l'éthique chrétienne qu'est revendiquée *« la totale liberté de décision des Libanais »* au plan national et international.

Dans le même esprit, le synode s'est engagé en faveur d'un retour complet à l'Etat de droit. Il a réclamé la fin des arrestations arbitraires, l'abolition des tortures, la libération des prisonniers politiques, le retour des « personnes éloignées » sans jugement. Un appel est lancé pour accélérer le retour des « personnes déplacées » par la guerre.

L'autre maître mot aura été la « convivialité », seule planche de salut pour l'unité nationale. La guerre a marqué la faillite d'un modèle, unique au monde, de relations entre dix-sept confessions chrétiennes et musulmanes. Mais il est faux d'imputer cette guerre au « confessionnisme » libanais, ont répliqué nombre d'évêques. Cette guerre ne fut ni civile ni religieuse, mais importée de l'étranger. Aussi leur message presse-t-il les différentes communautés à se *« décloisonner »*, à dépasser leurs querelles de clans et de privilèges. Si chrétiens et musulmans sont invités à ne plus se prévaloir de leur seule appartenance à une communauté *« pour briguer tel ou tel poste et s'y maintenir, au détriment de la compétence »*, il se prononce pour le maintien de *« l'appartenance communautaire dans la répartition des fonctions publiques »*.

Mais comment respecter cette logique communautaire et éviter de sombrer dans le *« confessionalisme exacerbé »* ? La question demeure. Beaucoup d'interventions au synode ont témoigné d'une sorte d'impuissance à créer un dialogue entre islam et christianisme, en l'absence d'accord sur des mots comme démocratie, liberté ou pluralisme. L'engagement pris à Rome de favoriser l'*« union des croyants »* et de lutter contre toute *« idéologie majoritaire »* sera-t-il suffisant face à l'effet déstabilisateur des intégrismes religieux ? *« Le génie libanais doit pouvoir trouver une formule de coopération »*, a répondu, de manière vague, Mgr Joseph Bechara, archevêque maronite d'Antelias.

REFUS DE L'« UNIFORMITÉ »

Bien plus compassés encore se sont montrés les évêques libanais pour traiter de leurs propres divisions.

Le Liban ne compte pas moins de six Eglises catholiques (maronite, melkite, chaldéenne, syrienne, arménienne, latine), différentes par leurs rites et leurs juridictions. Quelques voix se sont fait entendre pour réclamer un effort de simplicité et d'unité. Elles n'ont guère été suivies. Des structures de concertation vont être renforcées ou créées, mais le discours dominant demeure le refus de l'*« uniformité »*, qui couvre, en réalité, bien des conservatismes.

Par ses prises de position politiques, le synode aura en partie répondu à l'impatience de la population chrétienne du Liban. Il a invité les laïcs chrétiens à s'engager davantage dans la reconstruction sociale et politique du pays. Redonnera-t-il confiance, pour autant, à une jeunesse si critique envers les autorités politiques et même de la hiérarchie des Eglises ? C'est une autre affaire. Il appartient désormais au pape de tirer les conclusions de cette assemblée, sous la forme d'une *« exhortation apostolique »*, dont la publication, à la fin de 1996, devrait être le prétexte à son voyage attendu au Liban.

Henri Tincq

Les milieux d'affaires taïwanais veulent éviter un conflit avec la Chine

Pékin a réussi à placer Taïpeh en état de dépendance économique

TAÏPEH
de notre envoyé spécial

La Chine continentale insistait, depuis des années, pour que Taïwan accepte d'établir des liaisons aériennes et navales directes entre les deux rives du détroit de Formose. Méfiant, le gouvernement de Taïpeh traînait les pieds, en dépit du développement spectaculaire intervenu dans les échanges économiques des deux Chines, à la fin des années 80. Il aurait préféré que l'instauration de telles liaisons fût différée jusqu'à la conclusion d'un accord préliminaire entre les deux gouvernements rivaux, qui viserait à mettre fin à l'état de guerre dans lequel ils se trouvent encore.

Les hommes d'affaires taïwanais en étaient réduits, pour se rendre sur le continent, à transiter par un territoire tiers, généralement l'aéroport surencombré de Hongkong, pour y changer d'avion, aucune compagnie aérienne n'étant autorisée à relier le continent et l'île. Quant aux échanges par voie maritime, ils étaient frappés d'un surcoût par l'obligation faite aux navires de relâcher dans un port tiers.

Depuis le 8 décembre, la compagnie Air Macao, dont la Chine continentale détient 51 % du capital, exploite un vol Taïpeh-Pékin via l'aéroport international dont vient de se doter la colonie portugaise, proche de Hongkong. La seule feuille de vigne administrative qui empêche le gouvernement taïwanais de s'opposer à cette liaison réside dans l'obligation de changer le numéro de vol pendant l'escale à Macao.

« CINQUIÈME COLONNE »

Ce tour de passe-passe illustre le pragmatisme tant vanté des gouvernements chinois. Il est aussi révélateur d'un rapport de forces que la Chine populaire a réussi à établir dans l'équation qui, dans l'esprit de ses dirigeants, doit conduire à la réunification de la mère patrie. A ses propres conditions.

La Chine, au cours des dernières années, a laissé sans broncher se creuser, dans ses échanges avec Taïwan, un déficit commercial qui atteint, en 1995, quelque 15 milliards de dollars (75 milliards de francs). Elle a recueilli, ces dernières années, 10 milliards de dollars (50 milliards de francs) d'investissements en provenance de Taïwan, et les projets en cours atteignent un montant au moins équivalent.

Ce faisant, le continent ne s'est pas pour autant placé en situation d'infériorité vis-à-vis de Taïwan, bien au contraire : il a créé une dépendance économique qui repose sur l'attrait de la classe d'affaires pour le « marché émergent » qu'il représente. Il en résulte que la classe d'affaires taïwanaise constitue aujourd'hui comme une « cinquième colonne » posée par Pékin sur l'échiquier politique taïwanais s'efforçant de convaincre le gouvernement qu'une épreuve de force avec le continent serait ruineuse pour l'économie de l'île. Ainsi, les hommes d'affaires peuvent faire valoir que c'est grâce à l'excédent commercial réalisé en Chine que Taïwan est en mesure de s'offrir un déficit commercial face au Japon.

D'où la méfiance nourrie par cette classe d'affaires envers le président Lee Teng-hui et son premier ministre Lien Chan, accusés d'avoir mis à mal les rapports avec Pékin afin de rehausser le statut international de l'île. Le succès non négligeable, aux élections législatives du 2 décembre, du Nouveau Parti, composé d'anciens membres du Kuomintang, favorables à une réunification accélérée avec Pékin, s'éclaire ainsi d'une connotation revancharde de certains milieux d'affaires.

Pour autant, le Nouveau Parti ne peut pas être considéré comme inféodé à Pékin. Le candidat qui a le plus de chances d'être opposé, avec le soutien du Nouveau Parti, à M. Lee Teng-hui, l'ancien premier ministre Hau Pei-tsun, à l'élection présidentielle de mars, était chef du gouvernement au moment où Taïwan acquit, aux Etats-Unis et en France, les armes modernes susceptibles de conforter sa défense en cas d'attaque du continent.

Le silence observé par Pékin dans les jours qui ont suivi le scrutin du 2 décembre n'augure pas nécessairement d'un soudain revirement qui prendrait en compte la réalité du sentiment démocratique dans l'île. Il s'agit plutôt d'une indication que l'affaire, jugée sérieuse, est remontée jusqu'aux plus hautes instances du régime continental pour réflexion. La Chine populaire devrait donc recevoir sous peu la visite de nombreux hommes d'affaires taïwanais qui seront chargés de relayer auprès du gouvernement de Taïpeh la détermination de Pékin de peser de tout son poids sur l'échéance majeure de l'élection présidentielle.

Francis Deron

Le PKK annonce un cessez-le-feu en Turquie

ISTANBUL. A dix jours des élections législatives en Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé, jeudi 14 décembre, un cessez-le-feu unilatéral. *« Nous voulons mettre fin à la guerre par des moyens politiques »*, a déclaré son dirigeant, Abdullah Ocalan, qui a ajouté que la trêve durerait jusqu'à ce que les intentions du nouveau gouvernement à l'égard de la minorité kurde soient claires. Au cours des derniers jours, les autorités turques ont cependant rejeté tout compromis. Un cessez-le-feu similaire en 1993 avait duré deux mois. – *(Corresp.)*

Assignation à résidence levée pour un chef islamiste marocain

RABAT. Les autorités marocaines ont levé, jeudi 14 décembre, l'assignation à résidence qui frappait Abdessalam Yassine, chef de l'Association islamiste Al Adl wa Al Hissan (Justice et bienfaisance). Celui-ci vivait reclus, à son domicile de Salé, près de Rabat, depuis décembre 1989. Penseur fondamentaliste et auteur de plusieurs ouvrages islamiques, cet ancien inspecteur de l'enseignement, âgé de soixante-sept ans, avait été condamné en 1984 à deux ans de prison ferme pour avoir adressé une lettre ouverte critique à Hassan II. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **AFRIQUE DU SUD : la police qui avait vu son budget réduit** pour l'année 1995-96, a reçu, jeudi 14 décembre, une rallonge de 250 millions de rands (325 millions de francs). Avec l'explosion de la criminalité – une des plus fortes du monde –, les critiques se sont multipliées ces derniers mois contre la police. – *(AFP)*

■ **LIBERIA : la Force inter-africaine d'interposition** (Ecomog) a commencé à se déployer, jeudi 14 décembre, dans l'intérieur du pays pour procéder au désarmement des quelque 60 000 combattants libériens, conformément à l'accord de paix signé en août à Abuja (Nigeria), a-t-on appris mercredi à Monrovia. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ÉGYPTE : le nouveau Parlement a tenu sa séance inaugurale,** mercredi 13 décembre, en dépit des contestations pour fraude électorale déposées devant la justice pour 170 des 444 élus. Conformément à la Constitution, le président Hosni Moubarak a nommé 10 députés, dont six coptes pro-gouvernementaux, pour compléter l'assemblée. – *(AFP.)*

■ **SYRIE : à l'occasion du 25e anniversaire** de son arrivée au pouvoir, le président Hafez El Assad a amnistié 1 200 militants ou sympathisants des Frères musulmans, organisation interdite depuis l'insurrection de 1982. Plusieurs dirigeants en exil ont également été autorisés à rentrer en Syrie. – *(Reuter.)*

EUROPE

■ **GRANDE-BRETAGNE : la police a arrêté 22 personnes** à la suite d'affrontements qui ont fait 12 blessés, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 décembre, à Brixton, quartier déshérité du sud de Londres. Des troubles ont éclaté après une manifestation contre la mort en garde à vue, la semaine dernière, d'un jeune Noir de vingt-six ans. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **CANADA : la Chambre des communes a adopté,** mercredi 13 décembre, une résolution présentée par le premier ministre libéral Jean Chrétien, accordant un droit de veto constitutionnel à plusieurs provinces canadiennes, dont le Québec. – *(AFP.)*

■ **PANAMA : le gouvernement devait commencer,** vendredi 15 décembre, à indemniser les 3 142 familles victimes de l'intervention militaire américaine de décembre 1989, visant à renverser le général Noriega. Chaque famille recevra au total 3 500 dollars. L'opération avait fait plus de 500 morts et 2 000 blessés. – *(AFP.)*

ASIE

■ **CHINE : le gouvernement a vigoureusement condamné,** jeudi 14 décembre, les pays occidentaux, et plus particulièrement les Etats-Unis, qui avaient critiqué la sentence de quatorze ans de prison infligée au dissident Wei Jingsheng. – *(AFP.)*

■ **VIETNAM : le dissident Ha Si Phu a été arrêté** mardi 5 décembre à Hanoï, pour avoir demandé à Washington, lors d'un entretien à une radio américaine, de retarder l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée au Vietnam. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU SUD : le président Kim Young-sam** a remplacé, vendredi 15 décembre, le premier ministre Lee Hong-koo par Lee Soo-sung, qui présidait jusqu'alors l'université nationale de Séoul. Cette nomination annonce un vaste remaniement ministériel. – *(AFP, Reuter.)*

ÉCONOMIE

■ **COMMERCE : le Japon et l'Union européenne** sont parvenus à un accord pour compenser la hausse des taxes sur les produits importés du Japon (notamment les automobiles) par les trois nouveaux membres de l'Union (Autriche, Finlande et Suède), a indiqué, jeudi 14 novembre, un porte-parole de la Commission européenne. – *(AFP.)*

Les firmes multinationales réalisent les deux tiers du commerce mondial

GENÈVE. A elles seules, les firmes multinationales réalisent les deux tiers du commerce mondial, et la moitié de celui-ci provient de transferts entre filiales d'un même groupe, selon une étude de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) publiée, jeudi 14 décembre, à Genève. Au total, les 250 000 filiales de multinationales (elle sont près de 40 000 dans le monde) réalisent un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 200 milliards de dollars (26 000 milliards de francs), supérieur au commerce mondial de biens et de services, précise l'étude. Cette tendance devrait se poursuivre puisque les investissements directs des firmes multinationales à l'étranger – qui devraient atteindre en 1995 près de 235 milliards de dollars – ne cessent d'augmenter.

MOUVEMENTS SOCIAUX
Au moment où la grève commence à donner des signes d'effritement, le premier ministre doit faire face à des critiques assez vives sur la méthode utilisée pour réformer la protection sociale, de la part de deux poids lourds du RPR, Édouard Balladur et Philippe Séguin. ● SNCF : la reprise du travail s'amorçait vendredi 15 décembre chez les cheminots et à la RATP. La CGT-cheminots juge *« positives »* les garanties du gouvernement *(page 7)*. ● MOBILISATION : des signes d'essoufflement se font sentir en province, avant les manifestations du 16 décembre. EDF, La Poste et les transports urbains restent en pointe *(page 8)*. ● SÉNAT : l'obstruction pratiquée par l'opposition a conduit la majorité à utiliser la procédure de la question préalable pour abréger le débat sur la Sécurité sociale *(page 11)*.

M. Juppé doit faire face à une offensive de M. Séguin et de M. Balladur

A la veille des manifestations du 16 décembre, les grévistes étaient encore largement majoritaires chez les conducteurs de trains et de métros. Toutefois, le mouvement donne des signes d'essoufflement. Les syndicats sont divisés sur la nécessité d'un « sommet social »

COMMENT FINIR une grève de trois semaines ? Comment sortir d'une crise aussi brutale ? Comment s'appuyer sur ce conflit pour rebondir et préparer l'avenir ? Telles sont, aujourd'hui, les trois questions auxquelles chacun cherche des réponses, aussi bien du côté du gouvernement que des syndicats et de l'opposition.

Sur le front social, tout d'abord, les premiers signes de dégel observés, jeudi 14 décembre, sont encore trop timides pour laisser présager une reprise rapide du travail, notamment à la SNCF et à la RATP. Dans 50 établissements SNCF sur 340, mais surtout dans 15 dépôts de conducteurs sur 90, les assemblées générales de jeudi ont voté la fin de la grève ; quelques trains ont recommencé à circuler, vendredi matin, dans le Nord et dans l'Est, ainsi que quelques métros à Paris. Mais dans de nombreuses régions, la détermination reste totale et la grève a été reconduite. Tout se passe comme si grévistes et syndicats attendaient le résultat de deux tests déterminants. D'une part, celui de la nouvelle journée de manifestations, organisée, samedi 16 décembre, à Paris et en province, à l'appel de la CGT, de la FSU, de FO, de SUD et de plusieurs fédérations minoritaires de la CFDT. D'autre part, celui du bras de fer entre les syndicats, le patronat et le gouvernement à propos de la date et de l'ordre du jour du *« sommet social »*, que le premier ministre propose de réunir à l'hôtel Matignon, jeudi 21 décembre.

« Nous sommes à la croisée des chemins » : soit le gouvernement donne un *« signal »*, soit on se dirige *« vers une généralisation du conflit »*, qui pourrait être *« dangereuse et mener à une impasse »*, a déclaré, jeudi, le président de la CFTC, Alain Deleu. Mais, malgré la satisfaction affichée par les cheminots CGT qui se sont félicités des garanties apportées par le gouvernement, Louis Viannet et, pour FO, Marc Blondel, maintiennent une pression. Ils ont demandé instamment à Alain Juppé de réunir rapidement, et bien avant le 21 décembre, ce sommet social qui devrait, à leurs yeux, dépasser les problèmes d'emploi pour s'étendre à la Sécurité sociale et aux salaires.

RENDEZ-VOUS MAINTENU

En outre, après l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT, Louis Viannet a demandé le rétablissement des 37,5 annuités pour les retraites dans le privé. A l'inverse, le président du CNPF s'est montré très réticent sur la date du sommet social, qu'il souhaite voir repoussé au mois de janvier sur un ordre du jour excluant la question des salaires et de la réduction du temps de travail.

Le gouvernement semble bien décidé à ne céder à aucune de ces injonctions. Jeudi soir, à l'issue d'une première réunion de travail à Matignon, le secrétaire général de la FSU, Michel Deschamp, a déclaré qu'il avait *« cru comprendre »* que ce sommet serait maintenu à la date prévue et a fait part *« d'un point de blocage entier »* sur le dossier de la Sécurité sociale pour lequel le premier ministre n'est *« pas prêt à engager une négociation sur le fond »*. Vendredi matin, le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a confirmé que le gouvernement maintenait le rendez-vous du 21 décembre et que, comme annoncé, il s'agirait d'une première réunion, ne donnant *« pas lieu à décision »* mais destinée à faire un tour d'horizon de l'ensemble des dossiers et à fixer le calendrier de nouvelles réunions en janvier.

La détermination du premier ministre à ne plus céder de terrain s'explique aisément. Non seulement les premiers signes de reprise, même très localisée, l'incitent à tenir bon. Mais les mises en cause répétées, au sein même de la majorité, de la manière dont Alain Juppé a géré le dossier de la protection sociale et la crise qu'elle a suscitée ne peuvent que le conduire, également, à vouloir faire la démonstration de sa capacité à sortir rapidement du conflit.

S'il a provoqué, et reçu, mercredi 13 décembre, le soutien de la plupart des ténors de la majorité dans cette tourmente sociale, le premier ministre n'aura bénéficié que d'un court répit au plan politique. Après l'ancien ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, la semaine dernière, c'est le président de l'Assemblée nationale qui a fait, jeudi, entendre sa différence. Tout en se gardant de citer le nom d'Alain Juppé, Philippe Séguin a, en effet, critiqué indirectement la méthode de gouvernement du premier ministre. *« Le succès d'une politique ne repose pas que sur la détermination des gouvernants »*, mais *dépend aussi, pour une large part, du degré de compréhension, d'implication et d'adhésion des peuples »*, a-t-il ainsi lancé.

De son côté, François Léotard, président du Parti républicain, a versé un peu d'huile sur le feu, jeudi soir, à Bourges (Cher), en lançant une attaque en règle contre la fonction publique. *« L'Etat n'est pas un bon employeur car il a mal géré ses entreprises et il a mal géré la Sécurité sociale »*, a-t-il déclaré, avant de dénoncer *« certains statuts »* en vigueur dans la fonction publique qui relèvent, à ses yeux, *« du conformisme, du favoritisme et aussi de l'injustice »*. *« Nous avons besoin de la fonction publique, mais pas sous ses statuts qui sont issus de la Libération et des systèmes communistes incarnés alors par MM. Thorez et Paul. (...) Maintenant, il faut remettre de l'ordre dans tout cela »*, a conclu M. Léotard.

« CRISE MORALE »

Beaucoup plus subtil, l'ancien premier ministre, Edouard Balladur, a affiché, jeudi soir, sur France 2, son soutien au premier ministre. *« Je crois que le gouvernement a fait suffisamment de gestes et j'espère que la situation va être débloquée et que nous allons sortir de cette crise, crise sociale et, d'une certaine manière aussi, crise morale »*, a-t-il noté. Mais c'était pour mieux glisser des réserves sur la méthode Juppé, qui n'a sans doute pas pris suffisamment le temps d'*« expliquer »* sa réforme, et surtout des mises en garde sur le plan de réforme de la Sécurité sociale lui-même.

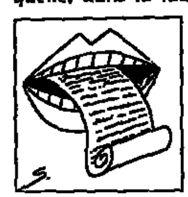
Comme en écho aux propos de M. Balladur, qui avait déclaré qu'il n'*« avait pas le sentiment d'une politisation des grèves »*, le porte-parole du PS, François Hollande, a indiqué, vendredi matin, sur RMC, que les socialistes avaient *« joué un rôle responsable »* depuis le début de la crise sociale et qu'ils n'avaient pas *« essayé d'envenimer les choses pour en tirer un avantage politique »*. A la veille du conseil national du parti socialiste, qui se réunit samedi 16 décembre et devrait tirer les enseignements de cette crise sociale, M. Hollande a ajouté : *« Nous n'avons pas voulu récupérer un mouvement social, nous avons voulu mettre en cause le gouvernement dans son incapacité à négocier. (...) L'avantage politique, on le tirera au moment des élections générales, normalement en 1998 »*, à l'occasion des élections législatives.

En attendant, l'opposition socialiste et communiste a engagé une longue bataille, au Sénat, contre le projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances sur la Sécurité sociale. Au point que la majorité a décidé, vendredi matin, de déposer et de voter une question préalable sur ce texte, ce qui aura pour effet de mettre un terme à la discussion parlementaire au Sénat. Et démontre, de façon éloquente, l'impatience et la nervosité du gouvernement.

Gérard Courtois

Philippe Séguin : « L'adhésion des peuples »

LORS D'UN DÉJEUNER, jeudi 14 décembre, marquant le centenaire de la *Revue politique et parlementaire*, Philippe Séguin s'est insurgé contre *« cette idée qui monte et s'insinue dans les esprits selon laquelle, dans la lutte pour le pouvoir, les marchés devraient forcément l'emporter sur les peuples »*. *« Le succès d'une politique (...) ne repose pas que sur la détermination des gouvernants. (...) Elle dépend, aussi, et pour une large part, du degré de compréhension, d'implication et d'adhésion des peuples. (...) Pour atteindre cet objectif, le Parlement est une pièce maîtresse. C'est probablement la seule »*, a affirmé le président de l'Assemblée nationale.



VERBATIM

Pour M. Séguin, la crise du parlementarisme *« tient d'abord et essentiellement au fait que la complexité croissante des décisions à prendre, l'internationalisation chaque jour plus grande des problèmes à résoudre, la nécessaire rapidité qui doit commander l'action se sont traduites par une montée, apparemment inéluctable, des exécutifs. (...) Des exécutifs, dont il est piquant de constater qu'ils se retrouvent souvent eux-mêmes, pour les mêmes raisons, contournés, dominés, quand ils ne sont pas manipulés par un nouveau pouvoir, celui de la technocratie. C'est-à-dire un pouvoir technicien qui tend à s'imposer en s'appuyant à la fois sur des contraintes qu'il estime être seul à même d'apprécier et sur la connaissance de réalités techniques dont il se juge l'unique détenteur »*.

« Les Français ont besoin de considération, qu'on leur parle, qu'on les consulte », a encore affirmé M. Séguin. Revenant sur la coupure entre le peuple et les dirigeants, il a précisé : *« Il ne s'agit pas d'une méfiance du peuple vis-à-vis de ses élites, mais d'une méfiance des élites vis-à-vis du peuple. (...) Une partie des élites considère que le peuple n'est pas à sa hauteur. »* A propos de l'instauration dans la loi de l'obligation d'un service minimum, M. Séguin a affirmé : *« Toute initiative législative unilatérale serait inopportune. »*

Edouard Balladur : « Négociation, concertation »

*« **MA MÉTHODE**, c'est la négociation, la concertation et la progressivité. (...) Chaque fois que l'on peut expliquer à l'avance pour susciter l'adhésion, on ne perd pas son temps, au contraire, on en gagne »*, a affirmé Edouard Balladur, jeudi 14 décembre, sur France 2.



VERBATIM

Interrogé sur le mouvement social, l'ancien premier ministre a indiqué qu'il n'*« avait pas le sentiment d'une politisation des grèves »*. *« J'ai eu le sentiment, au contraire, que l'opposition se gardait soigneusement de tomber dans ce panneau et de tenir quelque propos que ce soit. Elle a d'ailleurs raison, car ça lui rendrait un très mauvais service et ça rendrait un très mauvais service au mouvement de grève »*, a-t-il ajouté.

M. Balladur a estimé que *« le gouvernement a fait suffisamment de gestes »* et que *« le moment est venu de reprendre le travail »*. *« Ce que doivent se dire ceux qui ont fait grève, c'est que ce n'est pas parce qu'ils vont s'arrêter de faire grève qu'on ne va plus discuter avec eux. (...) Il faut que chacun se rende compte du coup porté à notre prospérité. Le premier trimestre 1996 va être difficile pour la production et pour l'emploi. Il est donc temps que cela cesse. »*

M. Balladur a redit qu'il approuvait le plan Juppé, bien qu'il prévoie *« trop de recours aux impôts nouveaux et pas assez d'économies »*. *« Ce plan est un bon plan. Il faut maintenant qu'il entre en œuvre. »* Il a estimé qu'il y a *« un vrai problème des régimes spéciaux, qui mettent en déficit un certain nombre d'entreprises publiques »*. *« Il faut pouvoir en discuter. (...) Après la crise que nous venons de vivre, il est probable que ça ne soit pas possible pendant un certain temps. »*

M. Balladur a dit de M. Juppé qu'il n'avait eu *« qu'à [se] louer de lui »* par le passé, notamment lorsqu'il était son ministre des affaires étrangères. *« C'est un homme de conviction, de bonne volonté, de bonne foi et c'est un homme courageux qui fait face à une situation difficile. »*

Fin de grève chez les cheminots : « Si on a fait réfléchir les autres, on aura gagné bien au-delà de ce qu'on a obtenu »

JEUDI À 23 h 30, le fax vient de tomber au milieu des parties de cartes et des jeux d'échecs. *« Un fax de Pons ! »* Au poste d'aiguillage « grandes lignes » de la gare du Nord, un délégué lit l'engagement du ministre à *« geler et remettre à plat »* le contrat de plan, à organiser une concertation avec les syndicats, à arrêter les restructurations d'établissements. Un gréviste dit : *« Allez, au boulot ! »*, mais c'est une blague. La gare du Nord est l'une des plus déterminée de la capitale. On y a occupé les voies, affronté les policiers, empêché *« les Anglais »* de partir à bord des Eurostar. *« Il y a beaucoup de jeunes ici, ils sont durs, on sent qu'ils ont peur de l'avenir »*, soupire le chef de gare adjoint, qui voudrait bien faire repartir les trains.

Patrick, Christophe, Philippe, vingt-six ans, mécaniciens d'entretien, ne veulent pas se laisser impressionner par les dépôts qui lâchent et reprennent le travail. *« Ils ne sont pas si nombreux. »* Marc, quarante-deux ans, et Didier, trente-six ans, agents de mouvement, se rassurent en se rappelant le mouvement de 1986 : *« La reprise ne s'est pas faite facilement, ceux qui viennent de craquer ont toujours été les premiers à le faire, ça n'avait pas empêché le autres de continuer. Et puis, ce mouvement est allé loin cette année. Jamais, auparavant, on avait été capable d'occuper le poste d'aiguillage. »*

Le présentateur du journal télévisé annonce une *« possibilité de reprise du trafic »* et tout le monde rigole. *« Les non-grévistes n'ont qu'à frotter les rails à la toile émeri ! »*, lance un jeune cheminot. Les rames de TGV ne sont pas en état de fonctionner du jour au lendemain. Avec le gel, elles doivent passer une visite d'entretien aux ateliers.

Pour les grévistes, il n'y a pas eu reculade du gouvernement, *« ils font mine, ils jouent sur les mots »*. L'un concède que *« c'est énorme, ce qu'ils lâchent, mais sur l'essentiel, rien n'a bougé, le plan Juppé va être discuté à coup de 49-3 »*. Marc pense à la manière dont le mouvement s'est élargi : *« C'était bien de déborder sur l'Europe de l'argent, le libéralisme à l'américaine qui laisse les gens sur le carreau. Mais une fois qu'on dit ce qu'on refuse, on ne sait plus trop quoi mettre dans ce mouvement. »*

Les jeunes mécaniciens n'arrivent pas à comprendre pourquoi le privé n'a pas suivi. *« Quand on criait* « Tous ensemble » *dans les manifs, c'était pour eux. C'est plus dur de débrayer dans les boites. En même temps, il y avait une occasion, on était les plus forts. »* Ils se demandent où vont *« les milliards donnés aux entreprises pour créer des emplois, y a même pas un organisme de contrôle »*.

Ils se souviennent du premier jour où ils ont été confrontés aux policiers : *« On a fraternisé, on leur donnait des chewing-gums et eux nous disaient :* « C'est bien les gars, nous, on n'a pas le droit de faire grève ». *Le lendemain, on a eu les CRS, un autre genre... »* Ils n'imaginent pas le mouvement s'arrêter en ayant seulement obtenu un retour à la case départ. Ils rêvaient d'un mouvement social plus général. *« Je me sentirais frustré, ce serait la haine, mais la vraie, avec de la violence à l'intérieur de nous »*, dit Philippe. Tout le monde se demande si *« cette grève va tenir le coup longtemps »*.

A la gare Saint-Lazare, Colette a le moral *« en dents de scie »*, mais elle ne lâche pas. Dans le bureau des contrôleurs, on a couvert l'écran de télévision d'une affichette marquée *« TV intox »*. Elle, ce qu'elle regarde, ce sont les fax et les résultats des assemblées générales. Marseille, Avignon, Chambéry, Nîmes, bien sûr Paris. Les majorités sont fortes pour la poursuite du mouvement et certains délégués de la FGAC (autonomes) démissionnent de leur mandat à la suite de l'appel à la reprise du travail lancé par leur syndicat. *« En même temps, je vois les points noirs*, dit-elle. *Les dépôts du Nord et de l'Est qui reprennent. Trappes qui me fait peur. »*

Les jeunes mécaniciens n'arrivent pas à comprendre pourquoi le privé n'a pas suivi : « C'est plus dur de débrayer dans les boîtes. En même temps, il y avait une occasion, on était les plus forts. »

Le dernier don vient d'arriver : 8 000 francs de *« l'intersyndicale des économistes et enseignants de Paris 13e »*. Et jeudi matin, un chômeur a tenu à offrir 200 francs. *« Il nous disait que c'était important ce qu'on faisait*, raconte Dominique. *On avait tous envie de chialer, on l'a invité à bouffer. »* Au total, les grévistes d'Austerlitz ont reçu 60 000 francs en dons de solidarité. *« Quand vous voyez ça, quand vous vous faites applaudir par les passants pendant les manifestations, comment voulez-vous vous arrêter ? »*, se demande Colette.

Au dépôt des « roulants » de la gare de Lyon, jeudi soir, Marcel, quarante ans, fait mijoter un petit salé aux lentilles pour remonter *« le moral des gars »*. Lui, l'ancien champion de France cheminot de judo, pense qu'une grève, c'est comme le sport de haut niveau : *« Pour réussir, il faut aller jusqu'au bout. Après, si on échoue, on pourra se dire qu'au moins on aura mis toutes nos chances de notre côté. »*

Raymond n'a pas pu faire son dernier train de départ à la retraite, le 2 décembre, mais ses collègues ont mis Raymond sur une chaise dans un chariot accroché à une Renault 5. Et Raymond s'est promené, un volant à la main, et des fumigènes partout dans la gare vide, sous les bravos. Raymond n'est pas le dernier, jeudi soir, pour donner un petit coup de fouet aux collègues fatigués qui commencent à douter. *« Si la neige continue de tomber, si on poursuit jusqu'à Noël, les usagers vont-ils nous soutenir longtemps ? »*, se demande un adhérent de la CFDT.

Laurent, trente-trois ans, adhérent à la FGAC (autonome), est décidé à rester dans le mouvement : *« On a entraîné les postiers dans la grève, on était dans l'unité, je peux pas les laisser tomber. En même temps, je ne crois pas qu'on va tenir longtemps. »* Un collègue regrette que les concurrents, les chauffeurs routiers, n'aient pas rejoint les cheminots : *« Pourtant, ce sont des smicards qui bossent soixante-dix heures par semaine, mais eux, c'est un petit pois dans la tête, un gros volant et le drapeau américain dans le camion »*, se désole-t-il.

Un délégué CFDT est inquiet : *« On a levé un formidable espoir, si on termine par une énorme déception... »* Un autre pense que les Français ont peut-être fantasmé sur les cheminots *« bons Samaritains de la nation ; il aurait fallu qu'ils se bougent eux aussi »*. Les anciens, eux, estiment qu'on n'a fait que retarder *« la casse »*.

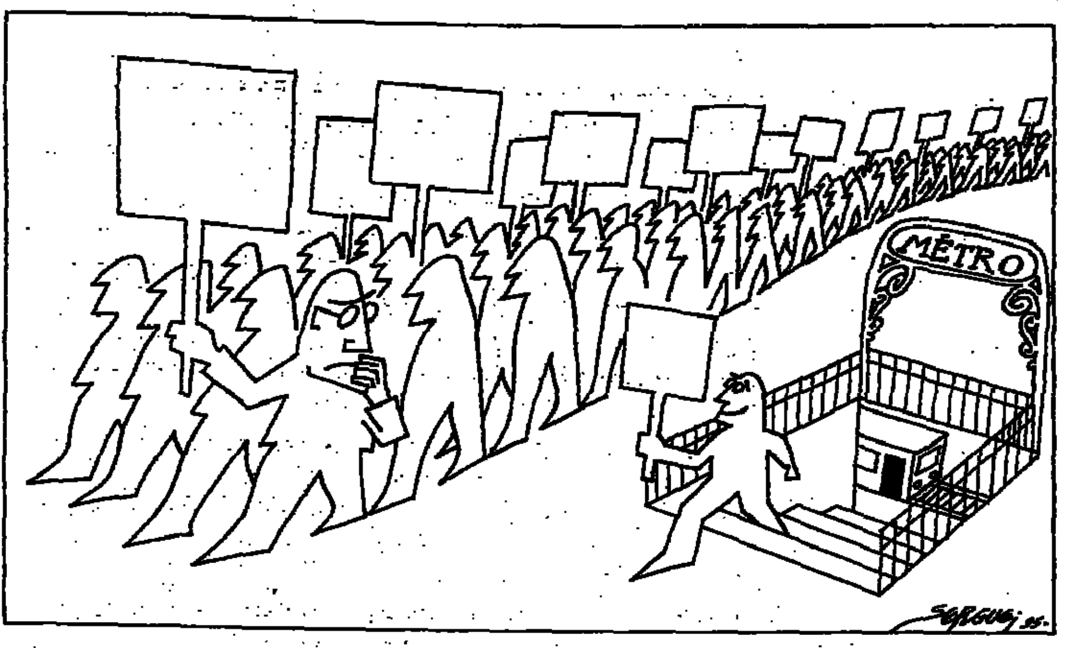
Vendredi matin, dans la cour du dépôt, les délégués CFDT et CGT lisent les *« communiqués de victoire »* rédigés dans la nuit par les bureaux nationaux de leurs syndicats : *« Après vingt et un jours d'une grève massive, les cheminots peuvent se prévaloir d'avoir fait reculer le gouvernement sur plusieurs revendications professionnelles. Nous avons créé un mouvement irréversible, en opposition au plan Juppé (...) et gagné l'opinion publique à se mobiliser pour le développement du service public et du transport ferroviaire dans notre pays »*, déclare le représentant de la CGT.

« On a imposé un recul historique. On a continué vingt-quatre heures, et on a bien eu raison », s'exclame le délégué de la CFDT. *« Quant aux autres salariés, c'est malheureusement le plan Juppé qui risque de leur être appliqué ; je dis bien* « risque » *car la mobilisation continue. Notre mouvement a été très suivi à l'étranger, en particulier en Angleterre et en Belgique. En France, si on a fait réfléchir les travailleurs et tous les autres, on aura gagné bien au-delà de ce qu'on a obtenu. »*

Les fumigènes, les applaudissements de victoire, le sourire aux lèvres, laissent présager une reprise du travail que les délégués s'apprêtent à négocier avec le chef d'établissement. En effet, l'intersyndicale souhaite ne reprendre le travail que lundi, *« après deux jours de repos, on ne les aura pas volés »*.

Dominique Le Guilledoux





La reprise du travail s'amorce à la SNCF et à la RATP

LE TRAVAIL reprenait, à la veille du week-end, à la SNCF et à la RATP à la veille du week-end, non sans confusion parfois, et malgré l'opposition de nombreux salariés. *« La grève a acquis une dimension romantique surtout auprès des salariés les plus jeunes et parmi ceux qui étaient restés jusque là peu socialisés et donc peu syndicalisés. Chaque nouvelle manifestation d'ampleur nationale constitue un soutien pour leur action »*, explique Robert Jung, le directeur du département bus de la RATP. Il s'interroge sur les moyens de sortir d'un conflit *« unique »*, *« que la satisfaction des revendications initiales n'a pas permis d'arrêter »*.

Après les déclarations du premier ministre Alain Juppé dimanche 10 décembre, la direction de la RATP avait entrepris de négocier avec les syndicats disposés à s'asseoir à la même table (Syndicats autonomes, indépendants, CFDT et CFTC) afin de s'entendre sur les *« mesures d'accompagnement pour la reprise du travail »* et sur les engagements pour la période future (*« les négociations salariales, l'évolution des métiers et l'emploi »*). La direction avait également proposé l'étalement sur 6 à 7 mois des retenues sur salaires liées aux jours de grève. Tous ses engagements ont fait l'objet d'une lettre adressée à tous les syndicats par Jean-Paul Bailly, le président de la RATP. Les syndicats FO et CGT (ce dernier représentant 40 % des salariés et la moitié des conducteurs de métro et machinistes de bus) n'avaient pas été associés aux discussions.

La direction de la RATP estimait jeudi soir *« qu'il n'y avait plus de motif à la grève »* et dénonçait donc les entraves à la reprise, tout en expliquant de faire appel aux forces de police. Elle reconnaissait pourtant que seuls *« 20 % des conducteurs de bus et de métro étaient déclarés non-grévistes »*, même si seuls deux votes avaient eu lieu à bulletins secrets. Les syndicats assuraient quant à eux que *« de vrais débats »* avaient lieu dans les assemblées générales, surtout *« depuis l'explosion de l'intersyndicale »*. Cette division a contribué à rendre la situation confuse, les syndicats s'accusant les uns les autres de pressions en tout genre.

La RATP choisissait donc de mettre l'accent jeudi soir et vendredi matin sur la *« dynamique de reprise »* en mettant en avant tous les prémices et tentatives de reprise sur ses lignes, y compris en annonçant le fonctionnement de *« rames de métro ne prenant pas de voyageurs »* ou encore *« de rames RER pour dérouiller les voies »*.

EN GRANDES POMPES

Même scénario de tentatives de sortie de crise à la SNCF. Jeudi 14 décembre, le ministre des Transports Bernard Pons et le secrétaire d'Etat Anne-Marie Idrac avaient rencontré à nouveau toutes les organisations syndicales de la SNCF pour *« leur confirmer les orientations, décisions et engagements »* du gouvernement, après sa décision de *« geler et de remettre à plat le contrat de plan Etat-SNCF »*. A la fédération de la CGT cheminots, on estimait vendredi matin *« de manière positive les garanties données par Bernard Pons »*. Même appréciation à la CFDT où l'on estime que *« les garanties ont été substantielles, notamment sur les garanties d'emplois. Le gel des réductions d'effectifs sur les trois ou quatre prochains mois devrait permettre de préserver 1 000 à 2 000 emplois »*.

La direction de la SNCF multipliait, à l'instar de la RATP, les symboles de reprise du trafic. Le vote de la reprise du travail dans la région de Lille permettait ainsi d'annoncer en grandes pompes le démarrage du premier TGV après trois semaines de grève. Parti de Lille pour Roissy, le TGV sera finalement bloqué en gare de Roissy-Aéroport Charles de Gaulle par des conducteurs de RER.

Certains militants étaient déterminés à poursuivre le mouvement au moins jusque la manifestation nationale prévue samedi. Chez les cheminots, les syndicats veillaient à rester en phase avec leur base. Les directions de la CGT et de la CFDT, déclaraient *« être prêtes à reprendre le travail lorsque la base le décidera »*. Alors que jeudi, seuls 50 établissements sur 340 l'avaient voté, la reprise s'accélérait vendredi matin.

Christophe Jakubyszyn

Le redémarrage des métros est plus facile que celui des trains

*« **IL ME FAUDRA** probablement deux semaines pour remettre en l'état l'ensemble de mon parc de locomotives Diesel. »* Alain Choquet, chef de dépôt adjoint d'Amiens-Longueau, a pourtant assuré, avec les non-grévistes, la maintenance du matériel. *« Mais j'ai aussi du matériel sur les voies à Lille, Reims, Rouen, Cherbourg et même Bruxelles »*, explique-t-il. Bon nombre de trains ont notamment été *« déséquipés »* de certains appareils de sécurité, dont les célèbres fumigènes rouges utilisés très médiatiquement par les cheminots.

Si les deux semaines nécessaires au dépôt de Longueau ne peuvent être extrapolées à l'ensemble du réseau, la SNCF ne pourra pas faire redémarrer son réseau du jour au lendemain. *« Il faudra procéder aux vérifications de fonctionnement normales, mais il faudra aussi effectuer les réparations ou les remises en marche après les mises en panne relativement nombreuses »*, explique un responsable de la logistique de la SNCF. *« La difficulté réside notamment dans la reconstitution des rames qui ont été éparpillées et dans le rapprochement physique des trains et des équipes d'entretien. »* Conséquence : le parc ferroviaire ne sera pas immédiatement opérationnel. D'autant que le réseau ferré devra lui aussi être restauré. *« Les voies sont quelquefois rouillées, même si nous nous sommes efforcés de faire circuler des trains dérouilleurs pendant la grève, la nuit pour évoquer la provocation »*, explique ce responsable. Enfin, il sera difficile de faire fonctionner l'ensemble du réseau tant que tous les conducteurs n'auront pas repris le travail. *« Les conducteurs ont été formés sur un certain nombre de lignes. Ils ne sont pas interchangeables »*, poursuit-il.

« A la RATP, on n'a pas les mêmes problèmes qu'à la SNCF : le remise en marche de nos trains peut s'effectuer relativement rapidement », assure-t-on à la régie. L'ensemble du matériel est protégé des intempéries puiqu'il est parqué en sous-sol.

Seule précaution à prendre : vérifier que la ligne est techniquement exploitable, que la signalisation fonctionne, que les agents de conduite et de station sont en nombre suffisant et... que des piquets de grève ne bloquent pas les terminus des lignes.

C. J.

Jean Gandois refuse un sommet social sur les salaires et la durée du travail

MALGRÉ LES DEMANDES de Marc Blondel et de Louis Viannet, le gouvernement n'entend ni avancer la date du sommet sur l'emploi prévu pour le jeudi 21 décembre, ni élargir son ordre du jour, limité à l'emploi, notamment des jeunes, et à l'aménagement du temps de travail. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, nous a confirmé qu'il s'agirait, le 21, *« de faire un tour d'horizon qui ne donnerait pas lieu à décisions, mais qui préparerait des rendez-vous pour le mois de janvier, car il ne faut pas tourner la page, mais au contraire préparer l'avenir, où le dialogue social occupera une place de choix »*.

En proposant ce sommet social, Alain Juppé poursuivait deux buts. C'était pour lui une façon de quitter le terrain catégoriel, où beaucoup avait été cédé, et de préparer une sortie de crise honorable. C'était aussi rappeler à l'opinion la vraie priorité qu'est l'emploi, l'inciter à sortir de sa sinistrose avant Noël en assurant que l'avenir n'est pas complètement bouché.

Mais pour FO et la CGT, ce sommet est l'occasion de relancer une action revendicative, qui semble s'affaiblir dans les services publics, et de s'efforcer de l'étendre au secteur privé remarquablement calme jusqu'ici. Pour parer aux effets démobilisateurs d'une reprise du travail, M. Blondel a demandé au premier ministre *« d'accepter la négociation tout de suite »*, quitte à *« travailler jour et nuit »*. Avec M. Viannet, ils entendent en profiter pour remettre en cause la plan de réforme de la Sécurité sociale, et aborder le problème des salaires, de la durée du travail, le rétablissement des 37,5 annuités pour les retraites du secteur privé. Le camp syndical n'est toutefois pas homogène, puisque Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, ne veut pas d'un *« sommet fourre-tout »*, qui déboucherait, selon elle, sur une politisation du mouvement. Elle demande que la question abordée soit *« l'emploi des jeunes, avec une réduction massive du temps de travail »*. La tonalité est identique à la CFTC.

ÉVITER UN GRENELLE BIS

Troisième pôle du prochain sommet, le patronat se fait tirer l'oreille, car il ne veut à aucun prix d'un Grenelle bis (*Le Monde* du 14 décembre). Jean Gandois, président du CNPF, a confirmé le 15 décembre ses réticences dans des déclarations aux *Echos* et à France-Inter. *« Je suis défavorable à ce sommet pour deux raisons*, a-t-il déclaré. *Il ne répond pas aux problèmes posés et je ne sais pas ce que veut dire* " un sommet social". » M. Gandois, qui vient de *« passer toute l'année à discuter de l'emploi »* avec les syndicats, ne voit pas la nécessité d'en parler pour le moment en présence du gouvernement, alors qu'il a signé quatre accords à ce sujet. Il ne sait pas s'il se rendra au sommet et, en tout cas, il n'y parlera pas du temps de travail : *« Légiférer actuellement sur le temps de travail serait une sottise. »* Ni des salaires, qui *« sont de la responsabilité des entreprises »*. Il ne voit qu'un sujet à aborder, *« celui des jeunes*, dit-il. *Mais je ne suis pas sûr qu'il faille le faire dans une salle avec des grévistes à la porte. Il serait beaucoup plus efficace d'organiser ce sommet le 15 janvier, sans subir la pression de la rue »*.

On sent, dans ses propos, l'embarras de M. Gandois prêt à donner un coup de main au gouvernement pour accélérer la reprise du travail et pour éviter une amertume sociale qui figerait la consommation, mais qui ne veut pas que les désordres du secteur public gagnent les entreprises privées. Il ne veut pas non plus apparaître insensible aux fractures apparues au cours des grèves. La décision de se rendre au sommet social sera prise seulement lundi 18 décembre, en comité exécutif du CNPF, et au vu des manifestations organisées samedi.

Alain Faujas

La CGT et FO accentuent leur pression sur le gouvernement

Nicole Notat est vivement critiquée

UNE CERTAINE TACTIQUE syndicale consiste à crier d'autant plus fort que la fin du conflit est proche. Marc Blondel et Louis Viannnet n'ont pas failli à cette règle, jeudi 13 décembre. Premier à dégainer, le secrétaire général de FO a décidé de tenir, en urgence, une conférence de presse pour relancer le principe d'une négociation globale, avant la manifestation de samedi, prochain test de la détermination des syndicats à ne pas fléchir devant le gouvernement. M. Blondel a écrit, une nouvelle fois, au premier ministre pour lui demander d'avancer la date du sommet social, fixée au jeudi 21 décembre, afin d'éviter que l'épreuve de force ne dure jusqu'à cette date.

Dans sa lettre à Alain Juppé, le secrétaire général de FO écrit aussi que si, comme le laisseraient penser *« des contacts officieux que* [nous] *avons pu avoir pour éclairer* [notre] *lanterne »*, il s'agit uniquement d'un sommet social sur l'emploi, cela *« en restreint de fait la compétence »*, et ne satisfait pas les exigences de FO. M. Blondel souhaite un élargissement du champ de la négociation englobant notamment *« la réforme* "dite Juppé" *sur la Sécurité sociale »*. Alors qu'il avait tenu des propos très mesurés sur le perron de Matignon, lundi 13 décembre, en affirmant qu'il n'avait fait que *« quelques observations »* sur la Sécurité sociale, en espérant que le premier ministre en tienne compte, M. Blondel a visiblement décidé de passer de la méthode douce à la charge de cavalerie. Bien qu'il se défende de vouloir la démission de M. Juppé, l'antagonisme entre les deux hommes paraît désormais avoir atteint un point de non-retour.

Sans aucune rodomontade, Louis Viannet a fait savoir, jeudi après-midi, qu'il avait, lui aussi, adressé une lettre au premier ministre. On peut observer d'étranges similitudes entre les deux missives des dirigeants syndicaux. Ainsi, M. Viannet déplore que *« ni la date annoncée ni l'ordre du jour »* proposés pour le sommet social ne répondent à l'urgence du moment. Il demande également de l'avancer. *« Limiter l'ordre du jour en évitant d'aborder* "les choses qui fâchent", *et notamment les questions qui restent en suspens à propos du dispositif sur la protection sociale, à propos du rétablissement des 37,5 annuités pour les retraites du secteur privé, à propos du service public et à propos des salaires, c'est hypothéquer lourdement toute perspective de conclusion positive »*, poursuit M. Viannet. La fédération CFE-CGC de la métallurgie et la Confédération des syndicats libres (CSL) ont, par ailleurs, repris la revendication d'un retour aux 37,5 annuités pour le secteur privé.

« BRISEUSE DE GRÈVE »

Dans ce concert syndical, la partition jouée par Nicole Notat ressemble fort au coup de klaxon qui rompt l'harmonie. Considérée comme une *« briseuse de grève »* par FO, elle a lancé un appel à la reprise du travail qui suscite des remous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de sa centrale. A l'extérieur, M. Blondel, dont les rapports avec la secrétaire générale de la CFDT sont déjà très détériorés, a été le premier à craquer. Il a jugé qu'elle *« a passé les limites de la correction »*. *« Je ne peux accepter qu'elle condamne les grévistes en disant qu'il n'y plus de raisons à la grève, exactement les mêmes propos qu'Alain Juppé »*, a-t-il insisté. *« Quand on est leader syndical, on ne fait pas ce genre de chose »*, lui a-t-il reproché amèrement. De son côté, M. Viannet s'est gardé d'envenimer la polémique, en conservant un silence prudent.

Mme Notat encourt aussi de vives critiques au sein de son organisation, notamment de la part de sa fédération de cheminots, qui reste en pointe dans le conflit. Samedi, nombre de fédérations et d'unions régionales appartenant à l'opposition à Mme Notat braveront le mot d'ordre de la confédération et défileront aux côtés de la CGT, de la FSU et de FO. Dans cette zizanie syndicale, l'image des syndicats risque d'être ternie. Les divisions s'étalent au grand jour et un débordement par la base, jusqu'à présent évité, ne le sera bientôt peut-être plus.

Alain Beuve-Méry

Le SGEN de Paris bientôt radié de la CFDT

Demandée par l'Union régionale Ile-de-France (URIF-CFDT), la mise sous tutelle du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) de Paris a été inscrite, mercredi 13 décembre, à l'ordre du jour du bureau national de la confédération. Il s'agit d'une mesure conservatoire, avant une radiation qui pourrait intervenir au bureau national de janvier. Trois responsables du SGEN Paris ont été identifiés comme ayant été parmi les *« meneurs »* de l'incident du 24 novembre, lorsque Nicole Notat avait été prise à partie en quittant la manifestation des fonctionnaires.

Une commission de trois membres a été chargée de rendre un rapport. Dans les statuts de la CFDT, seule une fédération – ici le SGEN – peut prendre des sanctions individuelles ou des mesures d'exclusion. Il a été demandé à Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN, de réunir d'urgence un conseil fédéral. Jeudi 14 décembre, l'accès de l'URIF-CFDT était interdit aux militants du SGEN de Paris.

Le mouvement manifeste des signes d'essoufflement en province

Transports urbains, agents d'EDF et postiers constituent les « noyaux durs » de la contestation

Qu'il s'agisse de Toulouse, Bordeaux ou Clermont-Ferrand, notamment, les villes de province restent mobilisées, avec rassemblements et défilés, dans la perspective de la journée du samedi 16 décembre. Mais des signes d'essoufflement commencent à apparaître. Plusieurs actions en justice sont engagées contre les piquets de grève qui empêchent les non-grévistes de reprendre le travail.

L'ESSOUFFLEMENT du mouvement est perceptible en province, même si la journée du jeudi 14 décembre a encore été marquée, dans plusieurs villes, par des manifestations. Ces dernières étaient toutefois beaucoup moins imposantes que celles de mardi.

A Bordeaux, ce sont environ 7 000 personnes qui ont défilé dans la matinée, à l'invitation de la CGT, de la FSU et de quelques sections CFDT. Les enseignants étaient très peu nombreux. Si l'on fait exception des cheminots, des éboueurs et des employés des transports urbains, on note, dans la capitale d'Aquitaine, une nette tendance à la reprise dans les administrations. Le point le plus dur reste les transports urbains, paralysés par des piquets de grève très vigilants, parfois excessivement fermes.

A Limoges, les cheminots restaient en grève, vendredi 15 décembre au matin, et le centre de tri de La Poste était toujours occupé. Les agents de l'équipement, en revanche, ont repris le travail *« parce que financièrement ce n'est plus possible de continuer »*, expliquait un responsable de la CGT. *« Mais notre détermination reste entière et nous le montrerons à la manifestation de samedi. »*

Clermont-Ferrand demeure en pointe. Environ 10 000 personnes ont défilé, jeudi, dans le froid et sous la neige. Le gros du cortège était composé d'agents de l'équipement, d'EDF-GDF, des centres de tri, de France Télécom, des personnels du centre hospitalier et de quelques salariés de Michelin. Beaucoup de manifestants exprimaient une certaine inquiétude sur les suites qu'allait connaître le mouvement.

« La base pousse. Nos leaders syndicaux, au lieu d'appeler à une grève générale, essayent toujours de découdre le mouvement », s'alarmait une déléguée CFDT de la Banque de France. *« Elle ne manque pas d'aplomb. Nous n'avons pas d'ordre à recevoir d'elle. Elle est minoritaire dans l'organisation et nous allons vers un congrès extraordinaire »*, a expliqué René de Froment, secrétaire de l'union régionale auvergnate.

Les services de bus et de tramways à Marseille étaient complètement paralysés vendredi, mais le métro fonctionnait avec environ une rame sur deux. Une manifestation d'environ 1 500 personnes, à l'appel de FO et de la CGT, a eu lieu à Istres (Bouches-du-Rhône). Les grévistes ont déversé devant la sous-préfecture le contenu de plusieurs bennes à ordures et ont mis le feu aux déchets.

RÉFÉRÉS

A Toulouse, les dirigeants de la chambre de commerce ont demandé à Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, de *« reporter les échéances sociales et fiscales des entreprises, notamment le paiement de la taxe professionnelle et des cotisations d'allocations familiales prévu le 15 décembre, afin d'éviter les dépôts de bilan »*.

Plusieurs commerçants du centre-ville dont les magasins se trouvent sur le passage habituel des manifestants ont demandé à la préfecture de changer les itinéraires. 10 000 à 15 000 personnes ont encore manifesté jeudi dans la « ville rose ». Le maire UDF, Dominique Baudis, a intenté une action en référé contre les piquets de grève des éboueurs qui empêchent les non-grévistes de reprendre le travail.

A Lyon, un cortège de quelque 2 500 personnes a défilé, jeudi, jusqu'au siège du patronat. Scandant *« Les patrons peuvent payer ! »*, ils ont jeté des œufs contre la façace du bâtiment devant laquelle des cheminots ont déposé des rails.

Dans l'Aude, enfin, une solution originale a été trouvée par les manifestants : 3 000 à 5 000 personnes ont défilé dans la petite ville de Lézignan-Corbières pour protester contre le plan Juppé. Jamais on n'avait vu un tel rassemblement dans cette localité de 3 800 habitants. Elle avait été choisie en raison de sa situation géographique, à égale distance des deux plus grandes villes du département, Carcassonne et Narbonne. Le port de Sète (Hérault) a été bloqué plusieurs heures par environ 200 grévistes.

De nos correspondants

La conductrice du premier métro : « Nous avons sauvé nos acquis »

CE FUT le premier métro. Il fallait bien qu'il y eût un premier métro. Mais, pour la plupart des agents RATP encore en grève, qui, impuissants, l'entendirent ou le virent s'ébranler, ce fut assurément le plus triste des métros. Une rame avec un bruit de tocsin.

Il partit jeudi 14 décembre, à 15 heures, du terminus Château-de-Vincennes, et traversa Paris d'est en ouest – direction la Défense –, avant de revenir à bon port aux alentours de 17 h 30. Et il y avait quelque chose de surréaliste dans ce train pimpant et quasi vide, déboulant dans les souterrains, se faufilant dans les tunnels, enchaînant les stations, quand Paris, en surface, connaissait, à force d'encombrements et sous une neige fraîche, une paralysie presque totale. Isabelle, trente ans, était à la barre. Ni anxieuse ni impatiente. Résignée plutôt, après deux semaines de grève, à reprendre son travail. Elle portait le pantalon et la veste vert kaki de la RATP, un pull à col roulé et un collier de perles. Dans son petit sac noir, elle avait glissé la lettre envoyée par le président de la RATP à tous les syndicats pour donner aux grévistes, pensait-elle, les assurances qu'ils réclamaient. *« Il n'y a plus de raison de tenir le mouvement. Nous avons sauvé nos acquis : la retraite et notre régime spécial de protection sociale. »*

Elle était comme chez elle dans la minuscule loge de conduite. Elle avait posé son sac à l'endroit où elle le met toujours, fait un essai de micro et souri à la radio qui lui souhaitait bon courage. Ainsi donc, on lui annonçait l'ouverture aux voyageurs ! Elle avait pris son service en pensant faire un petit tour à vide, pour dérouiller les rails et se *« refaire la main »*. La direction pressait le pas.

Une femme – infirmière à la retraite – attendait sur le quai de la première station. *« C'était merveilleux de voir la grille ouverte*, dit-elle, *même si j'étais pour la grève, et absolument contre le plan Juppé. On est en démocratie, que diable ! Juppé sait-il la différence avec une dictature ? »* Nation, un groupe de grévistes, visages sévères, accostait la conductrice. *« Comment as-tu pu reprendre ? Quelles assurances as-tu ? »* Celles écrites dans le courrier du président de la RATP, répondit-elle. *« Tu te fais complètement avoir ! C'est la direction qui t'a téléphoné hier soir chez toi ? »* Sûrement pas, dit-elle, promettant de bien relire la lettre et repartant.

« LE BONHEUR APRÈS LE CAUCHEMAR »

Station Saint-Paul, deux lycéens écarquillaient les yeux : *« C'est vrai ? On peut monter ? Ah ! revoir les copains dispersés dans Paris... C'est merveilleux le métro ! »* Personne à Châtelet. Une dame à Louvre : une femme de conducteur, prévenue au téléphone par son mari à qui la grève *« a déjà coûté »* de 5 000 à 5 700 F. *« Remarquez, cela valait le coup pour les retraites ! On n'attend que cela pour repartir tous les deux à la Réunion, où nous sommes nés ! J'ai peur, cependant, que l'opinion ne se retourne contre les fonctionnaires et ne réclame le service minimum. »* Station Argentine, deux étudiantes s'extasiaient : *« Le bonheur après le cauchemar ! Si vous saviez les crises de nerfs passées au volant ! »* L'autre : *« Je devrais me déchausser, vous compteriez mes cloques. »*

La Défense, terminus. Demi-tour. Isabelle a changé de loge et longé le train sur un quai minuscule, un œil sur chaque compartiment. La routine reprenait. 6 h 30 de conduite par jour, trois ou quatre rotations, presque toujours sur la même ligne, avec horaires décalés, matin ou soir, et impossibilité – le mari est aussi conducteur – de mettre le bébé à la crèche. Le métier ne lui déplaît pourtant pas. *« Mais il vaut mieux être bien dans sa tête, car on en a du temps pour ruminer... »*

Pont-de-Neuilly. Une dame âgée qui ne *« marchait plus qu'au stop »* ne digérait pas la grève. *« Ces gens n'ont pas de cœur. J'ai vu des marcheurs au bord du malaise, deux cyclistes se faire des fractures, et des commerçants près de la fermeture et de perdre leur maison ! Chapeau, la diplomatie Juppé ! »* Un jeune « chef de rang », monté à Etoile, s'est dit surtout *« navré pour l'hôtellerie, en chute de plus de 50 % »*. D'autant plus navré qu'il venait juste d'être licencié : *« Les grévistes vont reprendre leur boulot, et moi j'enterre le mien. C'est juste ? »* Une assistante sociale, *« 15 kilomètres dans les pattes »*, savait qu'*« on ne fait jamais grève de gaieté de cœur »* et que celle-ci, finalement, *« avait fédéré bien des rancœurs »*.

On parlait de la grève au passé, en oubliant que les AG du matin avaient pourtant voté sa reconduction. En remontant à la surface, dans la pénombre et l'hystérie, on la conjuguait au présent. Et le premier métro n'était plus qu'un fantôme.

Annick Cojean

« Je ne peux pas rester la main tendue trop longtemps »

MARC BLONDEL a dénoncé, jeudi 14 décembre dans une conférence de presse, la gestion de la crise par M. Juppé : *« Il a baissé sa culotte derrière un buisson. C'est peut-être de la pudeur, il ne veut pas qu'on le voit (...). Il me fait penser à ces petits patrons qui ne veulent discuter que quand la reprise du travail a eu lieu. Cela ne marche jamais. Il y a toujours une période floue où on s'arrange pour sauver la face de l'un et de l'autre. »* Pour le secrétaire général de FO, M. Juppé a eu du *« mépris pour les organisations syndicales »*.


VERBATIM

M. Blondel a donné sa version de l'entretien du 13 décembre avec M. Juppé : *« Lorsque nous avons été reçus, pendant une demi-heure, cela s'est à peu près bien passé. Ensuite, il s'est fâché, prétendant que nous souhaitions sa démission. Je confirme que c'est le moindre de nos soucis. On s'en fout complètement. Ce que nous voulons, c'est sauvegarder la Sécurité sociale, pas la pseudo-prédominance FO sur la Sécurité sociale. Il s'est mis en colère. Nous étions un peu candides. »*

« Je crois que le gouvernement et son premier ministre ont encore une carte à jouer : qu'ils acceptent la négociation tout de suite, a conclu M. Blondel. *On travaillera jour et nuit s'il le faut, mais je suis sûr qu'on peut sortir quelque chose qui apaise tout le monde. Si ça n'est pas le cas, je dis tout de suite que l'organisation syndicale Force ouvrière refusera toute responsabilité quant à la poursuite non seulement du mouvement, mais aussi du caractère qu'il pourrait prendre. Je me suis usé à demander la négociation. Je ne peux pas rester la main tendue trop longtemps. »*

La presse régionale aux premières loges

LA FOULE COMPACTE s'étale sur les trois quarts de la « une » du *Provençal*. En ce mercredi 13 décembre, le quotidien du Sud-Est titre tout naturellement sur « Le raz de marée » d'au moins 100 000 manifestants qui a envahi, la veille, les abords de la Canebière. L'événement n'occupe qu'une moitié de la couverture de son concurrent *Le Méridional*, qui préfère attirer l'attention de ses lecteurs sur *« la large majorité de fonctionnaires qui étaient hier à leur travail dans* (la) *région »*.

Ainsi en va-t-il depuis le début de la crise sociale. Tandis que le premier fait de plus en plus de place aux grévistes, interrogeant sociologues et politiques pour tenter de comprendre, le second affiche son soutien au gouvernement, prend la défense des commerçants pour qui *« la coupe est pleine »* et dénonce *« les grévistes qui jouent avec le feu »*. Deux traitements opposés pour deux journaux appartenant au groupe Hachette. Chacun de ces quotidiens marseillais renoue avec ses origines, retrouvant ses accents de gauche ou de droite, moins perceptibles à l'ordinaire.

La presse régionale assiste aux premières loges à un mouvement qui a surtout mobilisé les villes de province. Alors, quelle que soit la ligne éditoriale, les conflits n'ont pas été sous-estimés. A peu près unanimes, ces quotidiens voient dans le chômage le moteur de la protestation. Les éditorialistes sont nombreux à dénoncer *« le fossé qui s'est creusé entre la classe politique et le citoyen »*, selon Hervé Guéneron, de *La Nouvelle République*, à Poitiers, le *« divorce »*, la *« fracture »*, selon Paul Katz, du *Midi libre*.

Avec le mouvement étudiant, les journalistes étaient déjà en alerte. La veille de la présentation du plan du premier ministre, *La Dépêche du Midi* titrait : « Les remèdes de Juppé font monter la fièvre ». Le lendemain c'était : « Sécu : coup de semonce avant le coup de massue ». Les jours suivants, Toulouse se montrera effectivement à la pointe du mouvement de protestation. Quoique favorable aux manifestants, le journal privilégiera cependant le strict récit des événements.

Dans l'Ouest, les témoignages sur le vif ont progressivement envahi les colonnes d'*Ouest-France* ou de *Paris-Normandie*. Jean-Louis, cheminot de trente-huit ans à Saint-Brieux, Mohamed, cinquante-sept ans, laveur de vitres, Emmanuel, étudiant de dix-huit ans, un ouvrier-retraité, une employée de La Poste... la parole est à la population plus qu'aux experts. Les commerçants en manque de clients, la mauvaise humeur des usagers et les artisans privés de courrier sont loin de bénéficier du même traitement.

Paris-Normandie – appartenant lui aussi au groupe Hersant – exprime une certaine compréhension pour ceux qui défilent par dizaines de milliers dans les rues de Rouen et du Havre. Son rédacteur en chef, Dominique Raffin, le laisse entendre lorsqu'il demande, dans l'édition du 11 décembre : *« A qui la faute ? Il est des entêtements qui coûtent cher. »* Les éditorialistes d'*Ouest-France* s'inquiètent, eux, pour l'avenir de la construction européenne et continuent de pencher en faveur des mesures du premier ministre pour la protection sociale – *« un plan ambitieux, courageux »*, écrit encore Joseph Limagne, le 8 décembre, quoique *« trop massif, trop brutal »*. Mais, là aussi, la sympathie gagne pour un mouvement aussi fort. Lorsque Nantes est secouée par trois nuits d'affrontements entre casseurs et CRS, *Ouest-France* pondère ses écrits. *« 25 000 personnes qui défilent calmement, c'est plus important que 200 casseurs qui brûlent quatre voitures »*, explique Thierry Guidet, responsable de la rédaction nantaise.

Dans ce contexte, la non-parution de plusieurs quotidiens due à la grève des ouvriers du livre CGT, le mardi 12 décembre, n'a pas donné lieu a trop de crispations, sauf en Côte-d'Or.

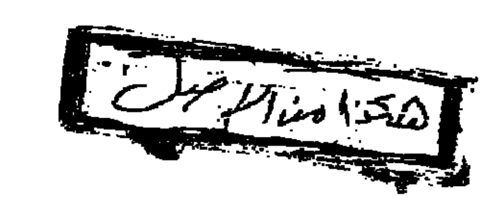
La direction du *Bien public*, autre titre du groupe Hersant, dénonçait auprès de ses lecteurs cette *« prise en otage d'une opinion publique qui n'en peut mais »*.

Les représentants de la Filpac-CGT n'ont pas apprécié. Le journal n'est pas sorti deux jours de suite.

Martine Valo avec nos correspondants

« Ceux qui manifestent sont aussi nos lecteurs »

Les journaux régionaux suivent au plus près leurs lecteurs, emportés par la vague de mécontentement. Si la presse alsacienne s'est mise à l'unisson de la faible mobilisation dans cette région, cela reste une exception. *Le Dauphiné libéré* donnait, ce fameux mercredi 13, la primeur à la libération des deux pilotes français détenus par les Serbes de Bosnie. Mais ce quotidien du groupe Hersant titrait aussi sur la « Nouvelle marée humaine » qui avait défilé dans Grenoble, la veille. Les pages intérieures présentaient de nombreuses photos de grévistes enthousiastes et constataient : « La rue censure Juppé ». Comme l'observe un membre de la rédaction grenobloise : *« Ceux qui manifestent sont aussi nos lecteurs. »*



La structure de son électorat oblige le FN à un grand écart

Le parti de Jean-Marie Le Pen condamne en même temps le premier ministre, les syndicats et la grève

LE FRONT NATIONAL apprend depuis le début des grèves à gérer l'hétérogénéité de sa nouvelle base. Maintenant qu'il est aussi implanté parmi les ouvriers, il a parfois quelque mal à faire comprendre sa position contre le plan Juppé, mais aussi contre les syndicats et contre la grève dans le service public.

Après avoir été tenté par les manifestations d'usagers, le mouvement d'extrême droite, craignant une récupération de telles actions en faveur du premier ministre, a préféré se tenir en retrait. Il reste que des militants frontistes se sont retrouvés à un moment ou à un autre des deux côtés de la barrière, avec ou contre les grévistes.

National Hebdo, périodique très proche du FN, en est amené dans son numéro daté 14-20 décembre à mettre en garde les militants contre les tentations d'activisme. *« On nous dit : beaucoup d'électeurs et de sympathisants du Front national ont fait grève. Je réponds : c'est notre devoir de leur montrer en quoi ils se sont fait leurrer »*, lit-on dans l'éditorial. S'en suit un développement sur *« les mensonges »* émanants tant du premier ministre quand il parle de *« son courage »* et de *« sa fermeté »* que des syndicats, dont les revendications sont qualifiées de *« dérisoires et injustes »*, et qui sont accusés d'avoir *« détourné à leur profit le ras le bol né d'un système à bout de souffle, et de promesses inconsidérées »*.

Pour cet hebdomadaire, *« ces grèves ont été politiques »* et font le jeu de la gauche. Elles ont *« déplacé le débat politique du terrain national, où le Front national était imbattable, sur un prétendu terrain social »*, écrit l'éditorialiste, qui ajoute, en tirant les leçons des dernières élections partielles, que *« cela a eu pour effet (et pour but) de faire remonter la gauche »*. Enfin, l'auteur de l'éditorial conclut : *« Contre les meneurs qui mettent un pays à genoux et prennent ses habitants en otage, il y a lieu de sévir. Viannet et Blondel en prison, cela ferait plaisir à beaucoup de gens. »*

Christiane Chombeau

Des patrons de petites entreprises protestent par voie de fax contre les grèves

Le RPR dément toute implication dans cette campagne encore localisée à quelques départements

Depuis le début du mois de décembre, les principaux moyens d'information reçoivent de nombreuses protestations contre les mouvements de grèves émananant pour la plupart de petites et moyennes entreprises. Cette campagne vise à faire entendre les difficultés que rencontrent des artisans, des commerçants et des PME, notamment à la suite des grèves à la SNCF et dans les centres de tri de La Poste.

DEPUIS DEUX SEMAINES, les télécopieurs de plusieurs rédactions sont encombrés de messages, souvent signés, prenant position contre la grève. *« Je suis pour la réforme de la Sécurité sociale. Je suis pour le respect des décisions prises par la majorité démocratique dans les deux Assemblées du peuple. Je suis pour le respect des usagers-clients payeurs des administrations. Je suis contre les grèves coup de force qui prennent les Français en otage »*, y lit-on, selon un modèle immuable, tapé en lettres capitales. *Le Monde* reçoit surtout des missives provenant de l'Aisne et de l'Oise, puis, plus récemment, du Nord, une cinquantaine pour la journée de jeudi. Par inadvertance, le mode d'emploi de cette protestation organisée est parfois joint à l'envoi.

Cette chaîne a été lancée dans le milieu des petits patrons. Les destinataires proposés sont la CGT, la CFDT, FO, les principales chaînes de télévision, *Le Figaro* et *Le Monde*, *« les médias qui comptent »*, selon un des adeptes de cette chaîne. *« Vous ne vous reconnaissez pas dans ce que disent les médias ? Alors exprimez-vous ! Envoyez dix fax du type de celui qui est joint aux numéros ci-dessous. Demandez à cinq amis de suivre la même pratique. Alors, dans dix jours, deux millions de fax défendront vos idées »*, explique le mode d'emploi. Le texte s'accompagne parfois d'une mention manuscrite : *« Non au pouvoir de la rue, oui au pouvoir démocratique sorti des urnes. »*

A Château-Thierry, un des initiateurs de ce procédé, Claude Bertrand, PDG d'une entreprise fabriquant des produits d'entretien, a voulu monter *« une sorte de syndicat des non-syndiqués »*. Il n'est *« pas encarté »* et précise avoir eu *« zéro faute à* [son] *dernier contrôle fiscal »*. *« Il n'y a aucune méchanceté dans cette initiative. C'est une manifestation à la japonaise, pour rappeler que, s'il y a deux millions de grévistes, cinquante-huit millions de Français ne le sont pas »*, affirme M. Bertrand, qui a envoyé douze fax à des amis. A leur tour, huit d'entre eux en ont au moins envoyé cinq.

Dans le bassin d'emploi de Creil, le coup est parti du patronat local. Patrick Rosselot, PDG d'une entreprise d'électro-mécanique, qui réalise près d'un tiers de son chiffre d'affaires avec la région parisienne, témoigne des embarras causés par l'absence de trains et des difficultés de trésorerie dues à la grève du courrier. Sollicitée, la chambre de commerce et d'industrie de l'Oise n'a pas voulu relayer ce qu'un de ses responsables qualifie d'*« obstruction de type poujadiste »*. Les clubs de type Rotary ou Lion's club ont joué un rôle dans cette mobilisation.

La direction du RPR nie toute participation à cette opération apparue au moment où le mouvement, dans une note interne, invitait ses cadres à constituer des comités d'usagers et conseillait de *« monter l'opération avec des associations locales afin qu'elle ne soit pas sous le label exclusif RPR »* (*Le Monde* du 2 décembre). Mais, dit-on, l'ampleur des réactions de la majorité silencieuse est *« plutôt une bonne nouvelle »*.

J.-L. S.

Un appel du RPR pour consommer davantage

Gérard Leban, secrétaire national du RPR chargé du commerce et de l'artisanat, a trouvé une idée originale pour aider le petit commerce, effectivement pénalisé par les grèves. Dans un *« appel pressant et solennel »* en date du 14 décembre, il propose que du 17 au 24 décembre, *« les boutiques qui le souhaiteront puissent être ouvertes les huit jours d'affilée et les horaires aménagés, bien entendu dans le respect des intérêts des salariés »*. M. Leban, qui est aussi adjoint au maire de Paris et premier adjoint au maire du XVIe arrondissement, invite *« tous les consommateurs à effectuer leurs achats de fin d'année durant cette période, de ne pas les réduire dans la mesure du possible et, au contraire, de les amplifier s'ils le peuvent »*.

Les usagers des transports parisiens guettent la « sortie du tunnel »

UN AUTOBUS, un vrai, de la RATP, vert et blanc. Quelqu'un en a vu un, coincé dans les embouteillages. Dans un grand magasin parisien, jeudi 14 décembre, on ne parlait que de ce premier signe que la reprise n'était peut-être pas loin.

Comme à la veille d'un départ en vacances, la fatigue jusque-là supportée vaille que vaille est soudainement devenue accablante. Personne n'aurait *« pu tenir un jour de plus »*, se répète-t-on à l'envi, comme pour se convaincre que l'issue est proche. Car, avec le temps, le « ras-le-bol » l'a emporté sur la sympathie à l'égard du mouvement. Ras-le-bol des levers à 4 heures du matin, ras-le-bol de la course pour déposer les enfants, ras-le-bol de l'auto-stop dans le froid, ras-le-bol des embouteillages... La sortie du tunnel, décidément, semble interminable.

MOINS DE SOLIDARITÉ

« Je suis agressive, mais j'en peux plus ! », tonne une conductrice qui a mis quatre heures pour rejoindre son lieu de travail. Les adjectifs se succèdent jusqu'à l'insulte. *« C'est quand même inadmissible que les Français ne se révoltent pas ! Moi, à la librairie, je suis employée à 6 000 francs par mois. Si je ne viens pas, je suis virée. Y'en a ras-le-bol des sondages et de la télé qui ne montrent que des gens heureux. »* Gwenola, à vélo, un foulard sur la tête, s'interroge elle aussi sur les sondages. *« Evidemment, personne ne veut reconnaître qu'il fait partie des 46 % de ronchons antisociaux ! »*

L'inhabituelle solidarité, née du sentiment de partager une épreuve commune (*Le Monde* du 9 décembre), n'a pas entièrement résisté à l'épuisement de ces derniers jours. Pour se faire une place au chaud dans les rares bus de substitution, il faut maintenant se bagarrer. Entre automobilistes et auto-stoppeurs, les conversations se font plus sommaires, le débat, cent fois réengagé, a fini par lasser. Les piétons, cheminant au petit matin comme des somnambules, ne sortent de leur torpeur que pour pester contre ces cyclistes qui les bousculent. Sur la route, la loi du plus fort reprend peu à peu le dessus : les automobilistes donnent des frayeurs aux motos, les motards aux scooters, les scooters aux cyclistes.

La peur de ne pouvoir prendre le train pour passer les fêtes en famille, ces cadeaux toujours pas achetés à dix jours de Noël, la fatigue physique, surtout, font monter l'exaspération. *« Au départ, c'était marrant d'essayer les vélos ou de marcher en parlant les uns avec les autres*, se souvient Catherine, la trentaine, engoncée dans sa doudoune orange, *mais là, avec mes trois heures de marche quotidiennes, mes jambes ne me portent plus, j'ai mal aux pieds. »* Pour Marlène et Véronique, vingt et un et vingt-trois ans, qui font route côte à côte, *« c'est l'horreur »*. *« Non, y'en a marre, vraiment. Il faut qu'ils arrêtent. Vous avez vu la tête que j'ai ! Et touchez les mollets ! Il faudrait que j'aille voir mon médecin, mais j'ai même pas le temps. Je rentre, je me couche. Dans le bus qu'on prend à Saint-Quentin-en-Yvelines, les gens racontent qu'ils vont se faire porter malades. »*

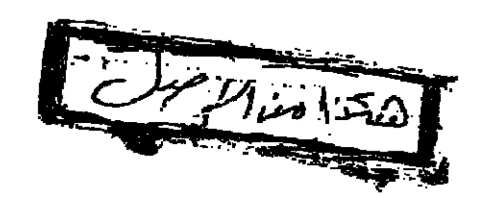
Le nombre d'arrêts de travail aurait-il enflé durant ces trois premières semaines de grève ? Pour la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris, il est trop tôt pour se prononcer, d'autant que le courrier est mal distribué. Nul doute, pourtant, que les médecins sont très sollicités. *« Les gens tombent comme des mouches*, témoigne une hôtesse de la tour Montparnasse. *Beaucoup sont venus me demander les coordonnées d'un médecin dans le quartier. »* Une jeune coiffeuse, qui habite à 35 kilomètres de la capitale, avoue avoir obtenu un arrêt de travail de complaisance pendant la première semaine de grève. *« La garderie de ma fille ne fonctionnait pas et je pensais que les mouvements sociaux ne dureraient pas. Mais lorsqu'on a attaqué la deuxième semaine il a fallu trouver une solution. »* Depuis quinze jours, sa fille vit chez sa sœur et elle ne la voit que le week-end.

BESOIN DE REMONTANTS

Un médecin généraliste parisien admet qu'un certain nombre de patients sont venus lui demander des arrêts de travail. *« A l'inverse*, reprend-il, *d'autres, bien que malades, ne voulaient absolument pas s'arrêter, par peur de leur patron. »* Un de ces confrères a été sollicité par des patients qu'il n'avait jamais vus. *« Ils viennent surtout en début de semaine pour obtenir un arrêt de travail*, explique-t-il. *A partir du jeudi, je ne les vois plus, comme si la perspective du week-end les aidait à tenir le coup. »*

Les pharmacies ont, elles aussi, leur « clientèle de grève ». *« Les gens sont tellement épuisés qu'ils attrapent tout ce qui traîne... »*, remarque cette pharmacienne du Xe arrondissement de Paris, qui vend *« des médicaments contre les affections virales, mais aussi pas mal d'antiinflammatoires, de vitamine C et autres remontants »*. *« Les clients sont tellement fatigués qu'ils deviennent agressifs, même envers nous*, raconte un pharmacien de l'Ouest parisien. *Contre la lassitude psychologique, la vitamine C n'a aucun effet. »*

Récit du service Société



Au Sénat, la majorité abrège la discussion du texte sur la protection sociale

Face à l'obstruction de l'opposition, les sénateurs de droite ont déposé une question préalable

Les sénateurs socialistes et communistes ont déposé près de 4 000 amendements afin de freiner la discussion du projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour réformer la Sécurité sociale. Face à ce qu'elle considère comme de l'obstruction, la majorité a déposé vendredi matin une question préalable sur ce texte. Si elle est adoptée, la discussion sera close.

AU PALAIS-BOURBON, les députés de l'opposition peuvent aligner motions de procédure, rappels au règlement et suspensions de séance : scrupuleusement observé par le bienveillant président Séguin, le règlement de l'Assemblée nationale les y autorise. Rien de tel au palais du Luxembourg, où tout est fait pour garantir la « sérénité » des débats. Bien décidés à faire entendre leur voix, certains sénateurs de l'opposition se sont donc employés pendant plus d'une heure, mardi 12 décembre, à couvrir celle de la majorité.

Venu présenter au Sénat le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour engager la réforme de la Sécurité sociale, Jacques Barrot, *ministre du travail* et des affaires sociales, a été le premier orateur à en faire les frais. Parvenu à la tribune après que Claude Estier, président du groupe socialiste, et Hélène Luc, son homologue du groupe communiste, eurent réclamé en vain la venue du premier ministre, M. Barrot a dû faire face à un brouhaha lui rendant bien difficile la lecture intégrale de son discours.

Du fond de l'hémicycle, Marie-Claude Beaudeau (PC, Val-d'Oise) s'époumone : *« De quoi il a peur, M. Juppé ? (...). Les hôpitaux... Vous supprimez des postes partout !* (...) *Combien de chômeurs de plus ?* (...) *Vous êtes pas au bout de vos peines ! »* Quelques bancs plus *loin*, le mot d'ordre prend corps, immédiatement repris en chœur : *« Juppé, au Sénat ! Juppé, au Sénat ! »* M. Barrot s'aventure-t-il à promettre une *« étroite concertation »* ? Effet boomerang garanti : l'expression récolte en retour son pesant de décibels. Et si d'aventure l'intervention *ministérielle* n'offre plus de prise à l'opposition, celle-ci peut encore, pour rebondir, compter sur la froide rigidité d'un René Monory relativement dépassé par les événements.

Succédant à M. Barrot, Charles Descours (RPR, Isère), rapporteur *de la commission des affaires sociales*, parvient tant bien que mal à rappeler *« l'urgence de la réforme »*, et fait même entendre quelques considérations nuancées sur la nécessité du recours aux ordonnances. Plus polémique, son président de commission, Jean-Pierre Fourcade, ravive l'ardeur des bancs de l'opposition en affirmant être *« au contact des exclus »*.

« GRÈVE DU ZÈLE »

Après une suspension de séance obtenue de haute lutte par l'opposition, le calme revient peu à peu dans l'hémicycle. Les argumentations se mettent en place. Les débats au Palais-Bourbon ayant essuyé les plâtres, la mécanique est désormais bien huilée. A droite, on dit l'urgence, et on rappelle que l'opposition, en son temps, a elle aussi eu recours aux ordonnances. A gauche, on parle de *« chèque en blanc »*, voire d'*« abdication »*, tout en répliquant que les ordonnances du début des années 80 n'étaient pas du même acabit. Guy Cabanel (RDE, Isère) invente la notion de *« surinformation événementielle »* dont auraient été victimes les Français. Centriste, Claude Huriet (Meurthe-et-Moselle) refuse tout *« optimisme béat »*, mais accorde bien volontiers son *« soutien réfléchi »* au projet du gouvernement. RPR, Philippe Marini (Oise) invite à *« respecter la majorité, représentée par les 14 millions de salariés »*. Socialiste, Michel Dreyfus-Schmidt promet de faire la *« grève du zèle »*, à défaut de pouvoir faire la grève tout court. *« Vous pouvez compter sur nous ! »*, ajoute-t-il, en faisant allusion aux quelque 4 000 amendements déposés, ici aussi, par l'opposition.

Monté à la tribune comme sur un nuage, Jack Ralite (PC, Seine-Saint-Denis) offre une échappée inattendue en cette fin de soirée sénatoriale : *« La grève parle, dans la rue devenue nouvel espace public (...). La grève parle, elle est le peuple dans sa dignité, sa diversité, sa responsabilité. La grève parle, pose des questions humaines plus profondes encore que les revendications déclarées, et réclame tout simplement la vie. »*

Jean-Baptiste de Montvalon

M. Giscard d'Estaing plaide pour une « alternative »

VALÉRY GISCARD D'ESTAING, président de l'UDF, a souhaité, *jeudi 14 décembre, que la confédération franchisse « une étape fédérale »* afin d'incarner, face au RPR et au sein de la majorité, *« une alternative »*. Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué qu'à ses yeux Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, pouvait être une *« illustration de l'alternative »*. Après la convention de l'UDF organisée jeudi matin, dont étaient absents les principaux responsables de quatre des cinq composantes de l'UDF (Parti républicain, Force démocrate, Parti radical et Adhérents directs), mais à laquelle participaient Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), Charles Millon, ministre de la défense, Jean Arthuis, ministre de l'économie, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, et René Monory, président du Sénat, M. Giscard d'Estaing a indiqué qu'il comptait s'appuyer sur la base de l'UDF pour tenter de mener à bien la rénovation de la confédération.

DÉPÊCHES

■ **HÔPITAUX : le rapport du Haut Conseil de la réforme hospitalière a été publié jeudi 14 décembre.** Le ministère du travail et des affaires sociales a indiqué, dans un communiqué, qu'il *« n'envisage pas de retenir certaines des innovations »* qui y sont proposées (*Le Monde* du 2 décembre). Il souligne que *« la réforme ne modifiera pas les statuts des personnels* [et que] *l'unité de l'hôpital sera préservée »*.

■ **BUDGET : le ministre du budget, Alain Lamassoure,** a annoncé, jeudi 14 décembre, qu'il avait décidé de *« publier désormais mensuellement la situation des dépenses et des recettes budgétaires »* de l'Etat. Jusqu'en 1993, l'exécution du budget ne donnait lieu à aucune communication publique.

■ **PARLEMENT : les députés ont adopté, jeudi 14 décembre, le projet de loi de finances** pour 1996 dans le texte commun de l'Assemblée et du Sénat issu de la commission mixte paritaire. Il établit le déficit budgétaire à 287,807 milliards de francs, soit environ 2 milliards de moins que le projet de loi initial du gouvernement (289,738 milliards). Les députés de la majorité (RPR, UDF) ont voté pour, l'opposition PS et PCF contre.

■ **ASSEMBLÉE NATIONALE : Hubert Bassot (UDF-PR),** député de l'Orne, décédé mercredi 13 décembre *(lire page 17)*, sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant Jean-Luc Gouyon. M. Gouyon a été condamné le 8 novembre pour exhibitionnisme et usurpation d'identité à cinq ans de privation de ses droits civiques et civils par le tribunal d'Argentan (Orne). Selon le ministère de l'intérieur, une procédure d'appel est en cours.

■ **AFFAIRE PAPON : le Conseil représentatif des institutions juives de France** *« se félicite »*, jeudi dans un communiqué, *« que le ministère public se soit enfin décidé à demander le renvoi de l'affaire Papon devant la cour d'assises de Bordeaux »*. Le CRIF *« souhaite vivement que les prochaines étapes procédurales interviennent avec une extrême diligence. »*

Politiques, syndicalistes et intellectuels se livrent une petite « guerre » des listes

EN LANÇANT leur « Appel pour une réforme de fond de la Sécurité sociale », le 24 novembre, *Esprit* et Pierre Rosanvallon n'imaginaient pas qu'ils engageaient une bataille de listes et d'intellectuels. Le 4 décembre, des *proches* de Pierre Bourdieu et de l'extrême gauche lançaient un appel de soutien aux grévistes. Écartée de la motion *« bourdieusienne »*, la Gauche socialiste de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, qui a lancé avec FO son propre comité de soutien aux grévistes, « teste » sa propre liste depuis quelques jours. Les économistes du PCF, enfin, répondent point par point au texte de la *« deuxième gauche »*.

C'est l'intervention de Jacques Delors, le 23 novembre sur France 2, qui a décidé *Esprit* et la fondation Saint-Simon à prendre plumes et téléphones. L'attitude de l'ancien président de la Commission européenne, qui condamne en bloc le plan Juppé, n'est pas jugée par Joël Roman, rédacteur en chef d'*Esprit*, *« très courageuse, pour parler par euphémisme »*. Forte d'un compagnonnage de vingt ans avec la CFDT, la revue fondée par Emmanuel Mounier estime qu'on ne peut pas laisser Nicole Notat aller *« seule au casse-pipe »*. *« Face au silence de la gauche,* dit-il, *il fallait bien parler »*.

Manque de lucidité ? Lorsqu'ils rédigent le texte, la grève, non reconductible, n'a qu'un jour ; très vite, le mouvement social prend de l'ampleur. A changement de contexte, changement d'interprétation. Le texte paraphé par Jacques Julliard, Paul Ricœur ou Jean-Paul Fitoussi sonne malgré lui comme un désaveu pour ceux qui ont cessé le travail. La revue est obligée de préciser, le 5 décembre, avec son 300e signataire, que l'appel *« ne visait pas à condamner les mouvements sociaux en cours »*. Approuver l'assurance-maladie universelle n'exclut pas *« de se réjouir que la politique se fasse à nouveau dans la rue »*, explique Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières (MSF). Un autre soupire : *« On s'est mal débrouillés. On n'est pas comme BHL »*.

L'OMBRE DE MAASTRICHT

L'appel de soutien aux grévistes lancé le 5 décembre par Catherine Lévy autour de Pierre Bourdieu, Henri Maler, Gilles Perrault ou Daniel Bensaïd ressemble à la réponse du berger à la bergère. *« On peut dire qu'il a été suscité par lui,* résume Philippe Corcuff, président du club Merleau-Ponty. *Nous voulions réagir à la défaite symbolique de la deuxième gauche. »* Certains signataires, comme le sociologue Luc Boltanski, ont une appréciation nuancée du plan Juppé. Mais, pour les observateurs, voilà l'alliance des *« bourdivins et des trotskistes »* contre les *« experts »*.

Discutée de longues heures, le 3 décembre, la première mouture du texte prévoit *« le retrait des plans du gouvernement, et en premier lieu du plan Juppé »*. Aux réseaux politiques de la gauche critique (*Les Verts, le Mouvement* des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, la Convention pour une alternative progressiste) et aux universitaires à l'origine du projet, la Gauche socialiste tente d'imposer la signature d'Harlem Désir. Pierre Bourdieu, qui expurge le texte de son *« pathos d'extrême gauche »* et rédige l'appel final, refuse.

Le texte, qui réunit aujourd'hui quelque 500 signatures, réaffirme son soutien notamment au service public comme à une Europe *« citoyenne, sociale et écologique »*. Lors d'un « Cercle de minuit » du 11 décembre sur France 2, l'ombre de Maastricht a plané sur le plateau, avec en final l'inévitable dispute. *« Ah ! On va défendre le bon système républicain français et on va mettre des barrières douanières aux frontières ! »*, apostrophe Alain Touraine, signataire de l'appel d'*Esprit*. *« Et alors quoi ? »*, répond Bernard Lacroix, qui soutient les grévistes. *« Et alors se sera l'Union soviétique ! »*.

Rejetée par Pierre Bourdieu, qui ne voulait pas voir dépasser de têtes politiques, la Gauche socialiste continue de tenter sa chance. Elle s'est alliée discrètement à FO pour lancer un anonyme Comité national de soutien aux grévistes. Autour d'Anémone ou de Francis Lalanne, on retrouve Sami Naïr, Gilles Perrault et Régis Debray. Les amis de M. Dray ont aussi lancé, en début de semaine, une liste intitulée *« Le plan Juppé, c'est le déclin »*. La revue *Démocratie et socialisme* recueille les signatures. Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Sanmarco, André Sainjon, Isabelle Thomas, Jean Glavany côtoient des intellectuels comme Claude Bourdet. Et, enfin, Harlem Désir.

Ariane Chemin

Les économistes communistes répondent à « Esprit »

L'appel *« pour une réforme audacieuse de la Sécurité sociale »*, lancé *par l'universitaire Catherine Mills*, est la seule motion qui réponde directement à l'appel d'*Esprit*. Autour de l'économiste Paul Boccara, membre du comité national du PCF, des économistes, médecins, sociologues (dont beaucoup sont membres du SNES-Sup) demandent le retrait du plan Juppé. Certains signataires, comme le philosophe Jacques Bidet, directeur de la revue *Actuel Marx*, ont aussi paraphé la pétition de Pierre Bourdieu. L'appel, qui a été tactiquement ouvert à Philippe Herzog et Jean-Christophe Le Duigou, deux économistes *« contestataires »* de Confrontations, reprend les propositions de la section économique du Parti communiste : ainsi, l'idée d'une taxation des revenus financiers. La section santé du PCF n'est pas représentée. L'idée d'une redéfinition des responsabilités des différents acteurs (débats au Parlement, etc.) constitue la seule passerelle possible avec les amis d'*Esprit*.

La Suède taille dans ses prestations sociales

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

Des commentateurs s'interrogent : *comment se fait-il que le* plan Juppé conduise des centaines de milliers de Français en colère dans les rues alors que, en Suède, le gouvernement social-démocrate, minoritaire, a fait approuver, mercredi 13 décembre, dans une quasi-indifférence, une réduction drastique des prestations sociales de l'Etat-providence ? Discipline luthérienne ? Compréhension des difficultés ? Respect du pouvoir ? Résignation découlant de la morosité ambiante ? Personne n'a de réponse mais il n'y a pas eu la moindre manifestation.

Une chose est sûre : dans un petit pays – neuf millions d'habitants – il est plus facile, pour les politiciens, de faire pédagogiquement la comparaison entre le budget de l'Etat et un budget personnel. La Suède a vécu au-dessus de ses moyens depuis de nombreuses années *et tout chef de gouvernement* ou de famille sait qu'on ne peut vivre à crédit indéfiniment. Fin 1994, la dette du royaume représentait à peu près l'équivalent du revenu national et le déficit des finances *publiques – le plus élevé d'Europe* – environ 13 % du produit intérieur brut.

Les mesures d'austérité, votées mercredi au Riksdag, par 253 voix contre 25 et 52 abstentions, étaient connues depuis plusieurs mois mais elles sont d'une ampleur considérable pour les Suédois, qui avaient été élevés dans l'idée que leur « modèle social » était indestructible et exportable.

« ENFANTS GÂTÉS »

A compter du 1er janvier, on serre en effet la ceinture. Les taux de remboursement ou d'indemnisation de la Sécurité sociale, de l'allocation parentale et des allocations-chômage passent de 80 % à 75 % des revenus ou bénéfices antérieurs. Les allocations familiales sont révisées à la baisse (640 couronnes au lieu de 750 par mois et par enfant) et le « plus » pour le troisième enfant est supprimé. Les allocations-logement disparaissent pour les familles sans progéniture. Les couples âgés, dont l'un des conjoints n'a pas atteint l'âge de la retraite, voient leurs revenus réduits, et l'équivalent de notre contribution sociale généralisée est majoré de 1 %.

En dépit de ces restrictions, bien des avantages restent généreux puisque, par exemple, le congé maternité est « plafonné » à un an pour une mère de famille qui garde environ 70 % de son salaire. Ces « coupes » dans les dépenses sociales ont pû être réalisées sans grèves *ni manifestations de masse* car le niveau de protection sociale était au départ plus élevé que dans d'autres pays européens. Les voisins finlandais, moins prospères, estiment que les Suédois demeurent un peu des « enfants gâtés ». Mais le Parti social-démocrate au pouvoir, dirigé par Ingvar Carlsson, qui avait recueilli 45 % des voix aux élections de septembre 1994, en paie aujourd'hui le prix politique. Il avait promis avant le scrutin exactement le contraire de ce qu'il fait actuellement, et les sondages le créditent de quelque 32 % des suffrages. Les syndicats alliés sont fort mécontents, en particulier, de la baisse de l'allocation-chômage – un chômage qui touche 12 % de la main-d'œuvre active – et nombreux sont les électeurs de gauche qui se sentent aujourd'hui désorientés, ne reconnaissant plus leur parti « traditionnel », devenu à leurs yeux un mouvement libéral obéissant aux marchés financiers.

Il est clair que seuls les sociaux-démocrates, pilier de la politique intérieure, étaient en mesure de faire passer *un programme aussi musclé*. Sur le thème, développé par le ministre des finances et futur premier ministre, Göran Persson : *« Un pays endetté n'est pas un pays vraiment libre. Pour financer le secteur pubic et les retraites, n'oublions pas que nous devons toujours emprunter de l'argent à l'étranger. »* Pour ses détracteurs, la Suède est en train de se mettre à l'heure de Maastricht, de perdre sa *« particularité sociale »* et sa souveraineté.

Alain Debove

Les jeunes socialistes veulent profiter de leur « autonomie » sans former un courant

APRÈS DES DÉCENNIES d'histoire tumultueuse, le Parti socialiste va-t-il enfin stabiliser ses relations avec sa branche jeunes ? Doté de l'autonomie en 1993, alors que Michel Rocard était premier secrétaire, et constitué officiellement en novembre 1993, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), qui se réunit en congrès à Orléans du 15 au 17 décembre, semble avoir mené à bien son émancipation. Revendiquant 5 000 adhérents de 15 à 28 ans (moyenne d'âge : 21 ans), majoritairement étudiants et masculins, il va débattre sur un seul texte d'orientation, s'étant ainsi libéré, avant le parti, de la logique des courants.

Avec M. Rocard comme « parrain » de l'« autonomie », il n'est guère étonnant que le président sortant, Benoît Hamon, 28 ans, assistant parlementaire, comme l'unique candidat à sa succession, Régis Juanico, 23 ans, étudiant en 3e cycle de sciences politiques, soient à l'origine de sensibilité rocardienne, mais ils revendiquent surtout, comme signe d'une *« vraie émancipation »*, *« l'expression d'une sensibilité générationnelle »*.

Jaloux de son autonomie, le MJS évoque une *« relation de partenariat »* avec le PS et se retrouve dans la rénovation engagée par Lionel Jospin. *« Ce qui m'a surpris chez Jospin,* note M. Hamon, *c'est sa vraie disponibilité à entendre nos arguments et à accepter d'en débattre. »* Mais le texte d'orientation reste allusif sur cette rénovation. En revanche, il situe clairement le MJS à la gauche du parti. Faisant le procès du libéralisme, le MJS plaide pour *« un projet et une stratégie de rupture avec le système dominant »*. Il attache une place centrale au combat contre le Front national, *« durablement inscrit dans la vie politique française »*, en voulant lui opposer un *« front social »*. Privilégiant une *« nécessaire solidarité »* avec les pays en voie de développement, il milite pour une Europe plus sociale et plus fédérale. S'il présente la monnaie unique comme un *« outil indispensable à la mise en place d'une politique budgétaire commune pour réduire les inégalités au sein de l'Union »*, il souhaite en même temps une renégociation des critères de convergence.

Sur certains thèmes, la petite musique du MJS le différencie plus encore des options de la campagne présidentielle de M. Jospin. Très en flèche sur le terrain social, il se prononce pour la semaine de quatre jours, accompagnée d'une *« grande réforme fiscale »*, et l'extension des droits des salariés, *« en traçant la voie d'une entreprise citoyenne, notamment en favorisant le contrôle du comité d'entreprise sur les licenciements et sur la gestion du personnel »*.

AUTORISATION DU CANNABIS

Peu engagé dans les mouvements sociaux (il ne compte que 16 % de salariés), non impliqué comme tel dans le mouvement étudiant, malgré ses liens avec la tendance Reconstruire de l'UNEF-ID et la Coordination étudiante, il demande aussi l'abrogation de toutes les lois Pasqua *« sur la réforme du code de la nationalité, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, les contrôles d'identité et des manifestations »* et le droit de vote pour les étrangers résidents lors de toutes les élections. Autre singularité : il se fixe comme objectif *« la légalisation contrôlée par l'Etat de l'usage des drogues »*, en dépénalisant d'abord la consommation du cannabis.

Avec la réforme statutaire de M. Jospin, les adhérents du MJS qui en feront la demande seront automatiquement membres du PS, alors qu'à peine un millier d'entre eux le sont actuellement. La participation des jeunes socialistes aux débats peut, ici et là, avoir une influence.

« Nous n'avons pas vocation à devenir un courant jeunes au sein du PS, explique M. Hamon. *Mais nous serons attentifs à ce que des thèmes qui fondent notre identité soient repris. »* Ils espèrent se faire entendre sur la définition d'une nouvelle politique économique de gauche. En veillant à n'être *« instrumentalisés »* par personne.

Michel Noblecourt

TERRORISME Publié au *Journal officiel* du 16 novembre et signé par le premier ministre et le ministre de la défense, un décret va permettre à la gendarmerie nationale de ficher non seulement les personnes susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat, mais aussi leurs parents et amis ainsi que *« les personnes qui sont victimes d'actes de terrorisme ou paraissent être particulièrement exposées à de tels actes »*. ● LES FICHIERS ainsi créés pourront faire apparaître *« les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales »* des intéressés. La Commission nationale de l'informatique et des libertés avait précisé dans un avis du 25 avril que des informations sensibles concernant les victimes du terrorisme ne pouvaient être collectées. ● CE TEXTE suscite les protestations de syndicats d'avocats, de magistrats et de policiers.

La gendarmerie autorisée à ficher les « opinions politiques »

Signé par M. Juppé et par M. Millon, un décret autorise la gendarmerie nationale, en dépit d'un avis restrictif de la CNIL, à ficher un très grand nombre de personnes liées de près ou de loin au terrorisme. Leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses pourront y figurer

L'INFORMATION a déjà un mois, mais elle est pratiquement passée inaperçue. Jeudi 16 novembre, est paru dans le *Journal officiel* un décret autorisant le fichage par la gendarmerie d'informations aussi sensibles que les *« opinions politiques »* de groupes de personnes aux frontières très floues : les terroristes potentiels, leurs parents et amis passés ou présents, ainsi que leurs victimes éventuelles. Bien que publié quelques jours après l'attentat dans le RER près du Musée d'Orsay, ce décret signé par le premier ministre, Alain Juppé, et son ministre de la défense, Charles Millon, n'est *« absolument pas un texte de circonstance »*, tient à préciser la direction générale de la gendarmerie nationale.

Or il fait peser des menaces sur les libertés individuelles en permettant aux brigades de gendarmerie de ficher à grande échelle des informations politiquement sensibles. Des données nominatives faisant *« apparaître, directement ou indirectement, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales »* des intéressés alimenteront ainsi les fichiers. En outre, le décret permet de mentionner *« les signes physiques particuliers, objectifs et inaltérables »* des personnes surveillées.

Quelles seront les personnes fichées en fonction de leurs *« opinions »* et de leurs *« signes physiques »* ? Le décret vise trois groupes très disparates : *« Les personnes qui peuvent, en raison de leur activité individuelle et collective, porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique par le recours ou le soutien actif apporté à des actes de terrorisme »* ; *« Celles qui entretiennent ou ont entretenu avec elles des relations durables et non fortuites »* ; *« Les personnes qui sont victimes d'actes de terrorisme ou paraissent être particulièrement exposées à de tels actes. »*

Si le décret n'évalue pas le nombre de personnes à surveiller, il laisse entendre que les informations seront glanées sur l'ensemble du territoire puisqu'elles alimenteront *« des fichiers régionaux »*. Le texte ne précise pas la liaison qui sera établie entre ces fichiers régionaux et les classiques fiches individuelles tenues dans chaque brigade de gendarmerie. Il interdit simplement *« de faire état des informations mentionnées* [opinions politiques, etc.] *dans les rapports d'enquête administrative ou de moralité ou de sélectionner une catégorie particulière de personnes à partir des seules informations relatives aux opinions politiques, philosophiques, religieuses ou aux appartenances syndicales »*.

Pareils fichiers de gendarmerie étaient jusqu'à présent illégaux : la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 interdit le fichage des données relevant des sphères politiques ou syndicales ; seuls des décrets dérogatoires ayant reçu l'avis conforme de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) peuvent autoriser la constitution de tels fichiers, notamment pour des personnes susceptibles d'attenter à la sûreté de l'Etat.

LA RESTRICTION DE LA CNIL

Mettant en avant la nécessité de disposer de *« sa propre mémoire sur le terrorisme »*, on explique aujourd'hui à la direction générale de la gendarmerie que l'actuel décret correspond à *« une création de fichiers, et non pas à une régularisation de fichiers déjà existants »*. De même source, on souligne que le décret a reçu un avis conforme de la CNIL, dont la teneur n'a pas été rendue publique. Pour sa part, la CNIL se refusait, jeudi 14 décembre, à tout commentaire, indiquant simplement qu'elle avait décidé, après la publication du décret au *Journal Officiel*, d'en examiner le texte lors de sa scéance plénière du 19 décembre. Par ailleurs, nous avons appris de très bonne source que l'avis de la CNIL en date du 25 avril stipulait que la collecte d'informations sensibles pouvait certes concerner les terroristes et leurs entourages, *mais en aucun cas* leurs victimes. Ce qu'omet de préciser le décret gouvernemental...

Jusqu'à présent, la gendarmerie avait la possibilité d'obtenir des informations sur des personnes soupçonnées de préparer des actions terroristes. Comme d'autres services policiers ou militaires, les gendarmes ont accès au fichier central du terrorisme (FCT), d'environ 30 000 noms français et étrangers, qui est géré par la direction centrale des renseignements généraux (RG). Seuls les services de gendarmerie chargés d'une enquête liée à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique peuvent le consulter, sur la base d'une demande écrite qui précise l'identité du consultant, l'objet et les motifs de la consultation. Cet accès restrictif a été imposé par un autre décret dérogatoire qui, publié au *Journal officiel* du 14 octobre 1991, avait donné une base légale à divers fichiers existant de longue date aux RG.

Auparavant, en mars 1990, une retentissante polémique avait, sous la pression des associations de défense des droits de l'homme, contraint le premier ministre, Michel Rocard, à annuler une première mouture des décrets relatifs aux fichiers des RG. Une seconde mouture, rédigée en octobre 1991, ne se référait plus aux *« opinions politiques »*, mais seulement aux *« activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales »*. Le décret signé par M. Juppé pour la gendarmerie n'a pas ces précautions, mentionnant explicitement les *« opinions politiques, philosophiques, religieuses »*...

En 1986, dans le tumulte d'une précédente campagne d'attentats, les fichiers comportant des données politiquement sensibles de la direction de la surveillance du territoire (DST), de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD, ex-Sécurité militaire) avaient été légalisés presque en secret grâce à un subterfuge : quelques lignes publiées au *Journal officiel* précisaient simplement que les décrets dérogatoires à la loi « informatique et libertés » créant ces fichiers ne seraient *« pas publiés »*...

E. In.

COMMENTAIRE

MENACES

Au motif indiscutable de la lutte contre le terrorisme, le décret sur les fichiers de la gendarmerie fait peser, d'une manière aussi indiscutable, de sérieuses menaces sur les libertés. Le gouvernement est allé très loin en la matière, puisque le décret publié au *Journal officiel* permet aux gendarmes – contrairement à ce qu'indiquait l'avis rendu le 25 avril par la Commission nationale informatique et libertés – de ficher les données sensibles – *« opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales »* – pour *« les victimes »* potentielles des attentats.

Au nom de l'efficacité, il faudrait donc que la gendarmerie *puisse tout savoir et tout mettre* en fiches – les noms, les dates, les lieux, les opinions politiques, les soupçons et les amitiés. *« La police, comme les jésuites, a la mémoire longue »*, écrivait Balzac. Les gendarmes aussi, ajoute le texte de M. Juppé, en leur accordant une autorisation de ficher les données sensibles qui était jusqu'alors réservée aux services actifs (police judiciaire, renseignements généraux) engagés dans la lutte antiterroriste.

En période de plan Vigipirate associant les militaires aux policiers, la vieille revendication gendarmique de participer à la lutte contre le terrorisme fait ainsi une entrée remarquée dans l'arsenal réglementaire. Les gendarmes étaient certes déjà autorisés à accéder au fichier central du terrorisme, mais devaient respecter des modalités d'accès très restrictives. La gendarmerie aura désormais le droit de constituer des fichiers régionaux permettant d'aller bien au-delà des classiques fiches individuelles.

Erich Inciyan

Plusieurs syndicats d'avocats, de magistrats et de policiers protestent vigoureusement

DÉCRET SCÉLÉRAT, mesures d'exception, texte attentatoire aux libertés : sollicités par *Le Monde*, plusieurs syndicats d'avocats, de magistrats et de policiers ainsi que les associations de défense des droits de l'homme ont vigoureusement réagi à la publication du texte gouvernemental.

C'est d'abord le contexte dans lequel s'est inscrit le décret qui fait réagir les organisations. *« Dans une démocratie qui se veut initiatrice des droits de l'homme, les risques terroristes ne sauraient être utilisés à masquer la mise en place de décrets et de lois, toujours plus restrictifs et inquisitoires »*, note ainsi la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue), en déplorant la création, *« sous couvert de terrorisme »*, de *« structures d'exception »*. Le large éventail des populations visées par le fichage est aussi dénoncé. S'agissant des gens *« qui peuvent, en raison de leur activité (...) porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique par le recours ou le soutien actif apporté à des actes de terrorisme »*, le Syndicat de la magistrature remarque d'abord qu'il s'agit d'*« une catégorie quasiment extensible à l'infini en raison des interprétations multiples qui résultent de l'emploi du verbe "pouvoir" »*.

« LA SPHÈRE FAMILIALE ET AMICALE »

En ce qui concerne les personnes en relation avec cette première catégorie, le SM note que *« c'est ainsi toute la sphère familiale et amicale qui peut se trouver concernée »*. Enfin, *« la volonté de fichage de la population se manifeste de façon éclatante par la troisième catégorie visée*, ajoute le SM, *celle des victimes existantes et potentielles. Au regard des derniers attentats perpétrés en France, c'est peu ou prou toute la population du pays (...)qui peut se retrouver dans ces fichiers gendarmesques »*.

Pour le Syndicat des avocats de France (SAF), de telles pratiques de fichage *« préjugent d'une éternelle bonne utilisation de ces documents par des pouvoirs futurs toujours démocratiques et toujours animés de sentiments humanistes »*. Pour la FASP, *« il va de soi que, dans ce cadre très élargi, un grand nombre de citoyens, et en particulier les femmes et les hommes publics – journalistes, personnalités politiques, leaders syndicaux, etc – entreront pleinement dans le cadre de ces fichiers »*.

« Scandalisé par le décret », le SAF estime que *« ce texte est anticonstitutionnel et illégal au regard de la loi du 1er juillet 1972 sanctionnant toute forme de racisme. Il est contraire à tous les textes internationaux de défense des droits de l'homme. La CNIL vient, en cette occasion, de se disqualifier et de démontrer toutes les limites de sa compétence. »*

Considérant que le texte *« paraît attentatoire aux libertés »*, la Ligue des droits de l'homme et du citoyen (LDH) *« n'écarte pas l'éventualité d'attaquer ce décret dans les délais légaux »*. Le SM va plus loin en notant que *« l'existence de ce décret, qui a été pris après avis conforme de la Commission nationale informatique et libertés, montre la vanité des protections instituées par la loi du 6 janvier 1978. Le SM exige le retrait de ce décret scélérat et souligne l'urgence d'une réforme de cette loi qui ne permet pas, dans sa formulation actuelle, une réelle garantie des libertés individuelles. »*

E. In.

Plus de 8 millions de francs de pots-de-vin auraient été versés à M. Arreckx et ses amis

TOULON

de notre correspondant régional

Le juge toulonnais Thierry Rolland a procédé, depuis lundi 11 décembre, à une série de mises en examen dans le cadre de l'enquête sur la construction de l'usine d'incinération de Toulon. Ce dossier est l'un des volets de l'affaire de corruption concernant l'ancien sénateur (UDF-PR) et ancien président du conseil général du Var, Maurice Arreckx. Cinq personnes ont été ou devaient, d'ici à vendredi, être mises en examen pour recel d'abus de biens sociaux ou abus de confiance. Il s'agit de Guy Durbec, ancien député (ex-PS) du Var, conseiller régional de PACA, et de quatre proches de l'ancien sénateur : Camille Guillaussier, ancien conseiller municipal (DVD) de Toulon, Fabien Fogacci, conseiller général (UDF-PR) du Var et son neveu, Jean-François Fogacci, ainsi que Guy Liautaud, ancien conseiller de M. Arreckx.

Au total, M. Arreckx et ses amis auraient reçu environ 8 millions de francs de commissions occultes versées par la société des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (CNIM) de La Seyne (Var). Cette société avait obtenu, de 1982 à 1992, les divers marchés de l'usine d'incinération de Toulon.

Après s'être intéressé à l'affaire de la Maison des technologies, à Toulon, dans laquelle M. Arreckx et cinq autres personnes ont été mises en examen, le juge Rolland a ouvert, en juillet, deux autres dossiers de corruption. Ils concernent la construction du barrage de la Verne, sur la commune de Cogolin (Var), et celle de l'usine d'incinération de Toulon (*Le Monde* des 6 mai et 20 juillet). Dans ce second dossier, le magistrat avait déjà mis en examen, le 10 juillet, le PDG et le directeur général des CNIM, Vselovod Dmitrieff et François Canellas. Raymond Roux, ancien directeur général de la Cofreth – filiale de la Lyonnaise des eaux –, et Jean-Louis Bonini, directeur commercial d'Elyo (société ayant succédé à la Cofreth), ont également été mis en examen.

Les nouvelles poursuites engagées contre des proches de Maurice Arreckx font suite aux déclarations de MM. Dmitrieff et Canellas devant le juge toulonnais. Les deux dirigeants des CNIM ont ainsi révélé que l'ancien sénateur du Var les avait sollicité à plusieurs reprises pour obtenir des pots-de-vin liés à la construction, en plusieurs tranches, de l'usine d'incinération de Toulon.

La construction de l'usine d'incinération d'ordures de Toulon aurait donné l'occasion à l'ancien sénateur du Var et à ses collaborateurs de prélever leur dîme

Dès 1982, M. Arreckx s'était fait remettre une somme de 1,5 million de francs. Ces fonds avaient transité par une société offshore de New York, IDRA, qui avait facturé des études fictives aux CNIM. En 1988, à l'occasion d'un marché de 50 millions de francs concernant la mise en conformité du traitement des fumées, M. Arreckx était revenu à la charge en exigeant un nouveau pot-de-vin de 1 million de francs. En définitive, 900 000 francs lui avaient été versés. Enfin, un troisième marché de 175 millions de francs, portant sur la construction d'un four supplémentaire devait donner lieu, fin 1991 début 1992, au versement d'une nouvelle « dîme » de 5,5 millions de francs.

« On ne pouvait pas se permettre de se mettre à dos le patron, politique du Var, a expliqué M. Canellas. *M. Arreckx nous avait dit qu'en cas de refus de notre part, il ferait en sorte que le marché du troisième four ne se fasse pas ou soit fait par d'autres. »* Les investissements étaient, il est vrai, subventionnés par le conseil général du Var... Sur les 5,5 millions de francs, 1 million de francs devait revenir à M. Arreckx. Les 4 autres millions devaient être versés à quatre responsables du syndicat intercommunal maître d'ouvrage de l'usine, le Sittomat : Fabien Fogacci, président, Jean-François Fogacci, directeur et deux conseillers techniques, Camille Guillaussier et Guy Liautaud.

« Toutes ces personnes, a déclaré M. Canellas, *avaient un rôle à jouer dans l'attribution des marchés et entendaient bien le monnayer. »* Les fonds devaient être versés en espèces. La Cofreth, qui a obtenu le marché d'exploitation et de gestion de l'usine par le biais d'une société créée avec les CNIM, va alors entrer dans le circuit. La commission destinée à M. Arreckx lui parvient selon les mêmes modalités qu'en 1988. Pour le reste, M. Dmitrieff opère un virement de son compte suisse sur un compte détenu à l'Union des banques suisses (UBS) de Genève, par une société écran de droit irlandais, ETCC, dont M. Roux est l'unique *« ayant-droit économique »*. C'est la Cofreth – à laquelle est versée une commission de 500 000 francs – qui se chargera ensuite d'effectuer le paiement des 4 millions de francs.

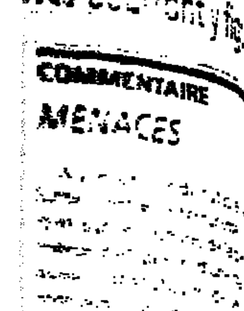
Les quatre responsables du Sittomat nient les faits. M. Roux, lui, dit ignorer quels étaient les destinataires des fonds. Quant à M. Arreckx, il soutient que ce sont les CNIM qui lui ont proposé une aide pour financer ses campagnes électorales. *« J'ai eu*, dit-il, *la faiblesse d'accepter. »* Par le truchement d'ETCC, la Cofreth a réalisé par ailleurs d'autres opérations du même genre qui ont valu à M. Roux d'être mis en examen, le 2 février 1995, pour abus de biens sociaux, dans l'affaire des fausses factures de la région parisienne instruite, à Créteil, par le juge Eric Halphen. Le cas de M. Durbec est totalement distinct des tractations entre les CNIM et le Sittomat. Selon M. Canellas, une commission de 200 000 francs lui aurait été versée pour prix de son intervention auprès de la préfecture du Var, ce que conteste formellement l'ancien député.

Ainsi, en une dizaine d'années, les CNIM auraient versé plus de 8 millions de francs de pots-de-vin, dont 3,4 millions de francs au profit de l'ancien sénateur du Var. Pour « preuve de sa bonne volonté », M. Dmitrieff a fait d'autres confidences au juge Rolland. Son compte en Suisse a servi au versement d'autres *« charités secrètes »*, selon sa formule, à d'autres élus en France. Il en a cité deux. L'une de *« 2 ou 3 millions de francs »*, en 1988, à un notable de la région Rhône-Alpes aujourd'hui décédé. L'autre, de *« 800 000 francs »*, la même année, au profit de l'ancien député (UDF-PR) de l'Essonne, Michel Pelchat.

Vice-président du conseil général de l'Essonne, conseiller municipal de Gif-sur-Yvette et président du syndicat intercommunal des ordures ménagères de la vallée de Chevreuse, M. Pelchat a récemment été élu sénateur. Interrogé par *Le Monde*, Michel Pelchat *« ne voit pas de quoi il s'agit »*. Les CNIM ont, certes, construit une usine d'incinération pour le compte du syndicat. *« Mais*, fait observer M. Pelcha, *le marché a été attribué aux CNIM en 1983, plusieurs mois avant que je ne prenne la présidence du syndicat. Les travaux ont commencé, je crois, en 1984, pour se terminer en 1986. Je ne connais pas M. Dmitrieff et je m'étonne qu'il ait pu citer mon nom. Je trouve cela un peu spécial de sa part. En juin dernier, j'ai décidé de ne pas donner suite à un appel d'offres des CNIM pour la construction d'un nouveau four. Est-ce pour cette raison que M. Dmitrieff m'a mis en cause ? »*

Guy Porte





Le gouvernement défend le projet de surloyer pour les locataires les plus aisés du parc HLM

240 000 ménages seraient concernés par cette mesure débattue à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a commencé, jeudi 14 décembre, l'examen d'un projet de loi rendant obligatoire un surloyer pour les locataires du parc HLM dont les revenus dépassent d'au moins 40 % les plafonds de ressources. Cette contribution pourrait varier, par an et par ménage, de 400 francs en zone rurale à 2 500 francs en région parisienne. Les députés ont élargi les possibilités d'exonération de ce supplément de loyer.

AVEC SON PROJET de loi relatif aux surloyers dans les logements HLM, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement, veut concilier *« mixité et justice sociale »*. Le débat, qui a débuté jeudi 14 décembre à l'Assemblée nationale, avait été largement entamé à l'occasion de la discussion budgétaire. Le projet de loi de finances 1996 prévoit en effet d'imposer aux organismes HLM, dès l'an prochain, un prélèvement de 400 millions de francs sur le produit des surloyers. Pour tout locataire dépassant d'au moins 40 % les plafonds de ressources pour l'accès au logement social, les organismes devront verser à l'Etat une contribution financière variant, par an et par ménage, de 400 francs (en zone rurale) à 2 500 francs (à Paris et dans la première couronne). Pour les ménages dont les ressources dépassent les plafonds de plus de 60 %, cette taxe sera majorée de 50 % (100 % pour ceux dépassant les plafonds de plus de 80 %).

Le projet de loi s'appuie sur cette disposition très contestée par les organismes comme par les députés, qui sont nombreux à être administrateurs d'offices HLM. Le *« supplément de loyer de solidarité »* serait rendu obligatoire – ce qu'il n'est plus depuis la loi Méhaignerie de 1986 – pour tous les locataires dépassant d'au moins 40 % les plafonds de ressources. L'organisme HLM fixerait le montant du surloyer en jouant sur deux paramètres : le niveau du dépassement des plafonds de ressources et la localisation de l'immeuble. Néanmoins, obligation lui serait faite de respecter un *minimum. Au nom du* maintien de la *« mixité sociale »*, ne seraient pas concernés, quelles que soient leurs ressources, les locataires HLM habitant l'un des cinq cents *« quartiers d'habitat dégradé »* mentionnés par la loi d'orientation sur la ville de 1993. Les dé*putés se sont appliqués à élargir* cette disposition dérogatoire à d'autres quartiers (*lire ci-dessous*), ce qui risque de limiter la portée de la nouvelle loi.

Le surloyer ne devrait pourtant concerner qu'une minorité de locataires HLM : 240 000, soit 6,9 % des habitants du parc. La moitié seulement des organismes HLM (les trois quarts en Ile-de-France) *utilisent actuellement cette possi*bilité pour renflouer leurs caisses. Le montant moyen perçu est de 190 francs par mois, soit moins de 1 % du total des loyers encaissés. *« Il est évidemment difficile pour des responsables locaux de mettre en œuvre une mesure forcément impopulaire dont l'instauration est davantage une décision politique qu'un acte de gestion »*, a souligné le rapporteur de la commission, le député du Haut-Rhin Jospeh Klifa (UDF).

ENQUÊTE SOCIALE

Une disposition du projet de loi est particulièrement impopulaire parmi les organismes : l'obligation de diligenter chaque année une enquête sociale auprès de leurs locataires pour connaître leur niveau de ressources, le nombre d'occupants des logement, etc. Ils mettent en avant le coût, qu'ils évaluent à 170 millions de francs par an (50 francs par logement). Le texte présenté par Pierre-André Périssol prévoit que ces renseignements statistiques seront communiqués chaque année au préfet. Mais la commission qui a examiné le texte a chargé un peu plus la barque en déposant un amendement demandant que le gouvernement fasse un bilan national tous les deux ans.

L'instauration du surloyer obligatoire deviendrait ainsi un outil de transparence et de connaissance du parc HLM, qui fait actuellement cruellement défaut. Dans son rapport, la commission épingle à plusieurs reprises le caractère lacunaire des statistiques disponibles sur le peuplement du parc. Et elle insiste sur l'intérêt qu'aurait ce dispositif pour *« améliorer les données disponibles pour apprécier la politique du logement »*.

Christine Garin

Les organismes HLM pourront demander des exonérations

***LE DÉBAT** sur le projet de loi, qui s'est ouvert* jeudi 14 décembre à l'Assemblée nationale, a permis aux députés communistes de redire tout le mal qu'ils pensaient de l'instauration d'un surloyer pour certains locataires du parc HLM. Pour Janine Jambu (PCF, Hauts-de-Seine), cette mesure est *« proprement inadmissible »*. *« On aggrave les conséquences de la destruction sociale là où elle est la plus vive »*, a-t-elle estimé. Du côté des socialistes, Julien Dray (Essonne) a bien dénoncé le caractère *« dangereux »* de ce qui s'apparente, à ses yeux, à *« un nouvel impôt »*.

Pour autant, Jacques Guyard, autre élu socialiste de l'Essonne, et « spécialiste » du logement social pour son groupe, a davantage contesté le niveau de dépassement du plafond de ressources retenu dans le projet de loi. *« A 40 %, on touche une catégorie de locataires qui joue un rôle décisif dans l'équilibre social de certains quartiers »*, a-t-il indiqué. Michel Meylan (UDF, Haute-Savoie) a réclamé *« plus de souplesse »* pour *« laisser aux organismes HLM la possibilité d'accepter l'entrée dans les logements sociaux de ménages dépassant le plafond de ressources »*.

L'exemption de surloyers a donné lieu à une longue discussion technique. Le gouvernement avait prévu de ne pas appliquer les compléments de loyer dans les zones urbaines sensibles, dont la liste a été fixée par un décret datant de 1993. Cette exemption a été jugée trop stricte par la majorité des députés. Contre l'avis du ministre, les députés ont adopté un amendement élargissant cette exemption *« aux immeubles et groupes d'immeubles »* non situés dans les zones urbaines sensibles mais qui *« présentent par leur situation et leurs conditions d'occupation des caractéristiques identiques »*. Cette exemption élargie sera accordée à la demande des organismes HLM, pour une durée maximale de trois ans, après l'octroi d'une dérogation par le ministère du logement.

Caroline Monnot

Deux ans de prison avec sursis requis contre M. Emmanuelli et M. Monate

L'AVOCAT GÉNÉRAL FRANÇOIS RÉROLLE A REQUIS, jeudi 14 décembre, une nette aggravation des sanctions infligées par le tribunal de Saint-Brieuc aux quatre principaux accusés du procès URBA-Sagès-BLÉ, qui comparaissent devant la cour d'appel de Rennes. Une peine de deux années de prison avec sursis a été réclamée pour Henri Emmanuelli, *ancien trésorier national du Parti socialiste, qui avait été* condamné en première instance à un an de prison avec sursis et à 30 000 francs d'amende pour *« recel de trafic d'influence »*.

La même réquisition de deux ans a été prononcée à l'encontre de Gérard Monate, ancien PDG d'URBA-Gracco, et de Gérard Vourc'h, ancien PDG de BLÉ (Bretagne Loire Equipement). Pour Michel Reyt, ancien PDG de la Sagès – qui fut pris d'un bref malaise au cours du réquisitoire et dut être hospitalisé –, les deux ans requis ne sont toujours assortis que de dix-huit mois de sursis (les six mois de prison ferme restants seraient couverts par sa détention préventive).

DÉPÊCHES

■ **SIDA : Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité** sociale, a annoncé, mercredi 13 décembre, la mise en place, en 1996, de 1 400 points de distribution de préservatifs gratuits, *« dans des lieux ciblés »*, à l'intention des *« populations les plus vulnérables ou exposées au risque de contamination »*. Le budget consacré en 1996 à la lutte contre le sida *« dépassera les 5 milliards de francs »*, a précisé M. Gaymard : 448 millions de francs iront à la direction générale de la santé, *« les hôpitaux disposeront de dotations spécifiques supérieures à 4 milliards de francs »* et la recherche verra ses crédits *« dépasser les 500 millions de francs »*.

■ ***PRISON : l'islamiste marocain Abdelilah Ziad**, écroué dans le* cours de l'enquête sur la préparation en France de la campagne d'attentats visant le Maroc pendant l'été 1994, est en grève de la faim depuis deux mois. Ayant perdu vingt-cinq kilos, il a été placé sous assistance nutritionnelle à l'hôpital des prisons de Fresnes (Essonne). M. Ziad avait été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste par le juge Jean-Louis Bruguière, après avoir été extradé d'Allemagne vers la France en août.

■ **IMMIGRATION : la direction du contrôle de l'immigration** et de la lutte contre l'emploi des clandestins (Diccilec-ex PAF) a démantelé une filière d'immigration clandestine qui avait permis à quelque cinq cents *Indiens et Pakistanais de transiter par la France depuis le début de l'an*née, a indiqué, jeudi 14 décembre, le ministère de l'intérieur. Sept organisateurs ont été mis en examen et écroués. Les clandestins entraient sur le territoire français via la Belgique. Ils étaient ensuite acheminés jusqu'en Angleterre. Le prix du voyage variait de 10 000 à 30 000 francs.

■ **JUSTICE : la cour d'appel d'Amiens (Somme)** a réduit, jeudi 14 décembre, la peine de prison avec sursis à l'encontre de Lukas Beyeler, PDG de Reckitt and Coleman France, fabricant de l'aérosol qui a défiguré Denis Bénoliel, âgé de trente-sept ans, en février 1990, selon l'intéressé. Cette peine étant inférieure à neuf mois avec sursis, elle tombe sous le coup de la dernière loi d'amnistie présidentielle. L'arrêt *condamne M. Beyeler à 20 000 francs d'amende et maintient* le versement de 2 millions de francs de provision à Denis Bénoliel.

■ **La Cour de cassation a annulé, jeudi 14 décembre**, l'expropriation de parcelles situées dans la zone d'aménagement de Port-Fréjus (Var), prononcée le 21 mars 1991 par le juge de l'expropriation du Var. La cour a rendu quatre arrêts au bénéfice de René Espanol, principal opposant au projet du maire de Fréjus, François Léotard. Deux déclarations d'utilité publique avaient déjà été annulées par le Conseil d'Etat, le 27 juillet 1990 et le 28 février 1995.

Sacha Lebed à l'assaut du Kremlin

Le thème de la « grande puissance humiliée » fait, depuis trois ans, recette en Russie. Le principal bénéficiaire de ce phénomène est le général Alexandre Lebed, qui s'est forgé peu à peu l'image d'un « sauveur de la nation »

IGOR OLEGOVITCH a du mal à croire que son ancien élève, *« dont le père était très bien : il savait tout faire de ses mains »*, est sans doute devenu l'homme le plus populaire de Russie et le plus souvent cité comme successeur possible de Boris Eltsine. *« Sacha Lebed*, avoue le vieux professeur, *n'avait rien d'exceptionnel. Mais c'était un bon gars : en hiver, il venait une heure à l'avance tous les matins pour chauffer l'école. »* Le jeune général, lui, ne cache pas qu'il veut être pour la Russie ce que de Gaulle fut pour la France : *« Celui qui a su relever son pays des ruines. »* Déjà, il entend se placer *« au-dessus des partis »*.

Cela ne plaît pas à son ancien maître : *« Dans la réalité, ça n'existe pas et s'il est élu, il risque de se prendre pour Napoléon »*, bougonne-t-il, en se frayant un passage dans la foule vers son ancien *« élève moyen »*, venu faire campagne dans sa ville natale de Novotcherkassk. Il y parvient et donne sa première impression : *« Tu n'as pas trop changé, mais ta voix n'est plus la même. »* L'assistance éclate de rire : la voix d'Alexandre Lebed, une basse si grave que les mots en deviennent parfois indistincts, a non seulement mué il y a une trentaine d'années, mais elle fait désormais partie intégrante de son image. La remarque naïve de son professeur – ou l'hilarité ambiante – arrache alors un sourire au fils du pays, qui en est chiche : *« Que voulez-vous, Igor Olegovitch, j'essaye de compenser par ma voix mon peu d'intelligence »*…

Le général, conscient que son QI n'a pas laissé de souvenir impérissable à Novotcherkassk, ne manque pas, en tout cas, d'un certain humour. Dans la même veine, quand on lui demande pourquoi il fait si peur à l'Occident, il répond : *« C'est sans doute à cause de mon physique. »* Lequel pourrait, en effet, donner des complexes à quelqu'un d'autre qu'Alexandre Lebed : si la taille et la carrure peuvent correspondre à celles d'un « sauveur de la nation », le visage étonne ; ses traits grossiers de boxeur paraîtraient même méchants, s'ils n'étaient, en même temps, enfantins. Sous une courte mèche coupée au carré sur un front bas, seuls les yeux semblent en éveil, dans un visage presque toujours sévère et figé. Même lorsqu'il lance, pince-sans-rire, des piques saignantes contre ses concurrents aux législatives du 17 décembre, il reprend son auditoire hilare : *« Ce n'est pas drôle ; le pays en meurt, alors qu'on a tout pour vivre aussi bien que les autres. »*

Le thème de la *« grande puissance humiliée »*, titre de son troisième livre, est, depuis trois ans au moins, au centre des préoccupations de tous les hommes politiques. Mais c'est Alexandre Lebed qui en capitalise les résultats, ayant acquis l'image d'un « homme fort », droit, honnête, capable de dire leur fait aux grands de ce monde – dont il n'a jamais été. Sa mère habite toujours la petite maison de bois où il est né en 1950. Fichu de laine sur la tête, timide, maman Lebed fuit les journalistes, priant Dieu qu'il n'arrive pas malheur à son fils, lui-même père de trois enfants. Ce dernier entre à dix-neuf ans à l'école des parachutistes de Riazan. Puis, une commission médicale ayant rejeté sa demande d'intégration dans l'aviation, Sacha travaille pendant deux ans comme manutentionnaire dans une usine de Novotcherkassk. Il finit, quand même, par intégrer l'armée, comme l'avaient fait, avant lui, son père et son grand-père.

AUJOURD'HUI, les usines de Novotcherkassk sont, comme ailleurs, délabrées et en sommeil. La fabrique de locomotives électriques, qui en produisait trente par mois il y a cinq ans, n'en sort plus qu'une par mois. Mais elle a gardé la moitié de ses 15 000 ouvriers, qui viennent seulement de recevoir leur salaire du mois de… juillet. La première question que ces survivants de l'usine posent à Alexandre Lebed est de savoir s'il est *« pour le capitalisme ou pour le socialisme »*. La réponse sera ambiguë. L'immense atelier décrépit, avec ses ouvriers blêmes, n'est pas le lieu idéal pour louer le capitalisme. On ne peut qu'y critiquer *« les démocrates de Boris Eltsine »*, qui ont fait « privatiser » l'usine, tout en cessant de lui passer des commandes. Alexandre Lebed dénonce le *« cannibalisme »* des tenants actuels du pouvoir, qui ruinent le pays et ses enfants. Ils cèdent à l'Occident, qui a *« gagné la guerre froide, imposé la dissolution de l'URSS et l'idée que les Russes ne seront jamais bons à rien »*. Il appelle son auditoire à se *« ressaisir »*, à cesser de se diviser entre rouges et blancs, entre communistes et capitalistes. Et à former avec lui un mouvement *« qui prendra le meilleur du passé russe de toutes les époques »* et obligera enfin le pouvoir à se soucier de la vie des gens. Comment ? Le général entre peu dans les détails, mais se dit certain que *« les Russes peuvent, s'ils le veulent, redevenir maîtres de leur destin, maîtres sur leur terre »*. Qu'ils cessent de se plaindre, de chercher des boucs émissaires étrangers à leurs malheurs et ils *« deviendront forts »*.

En Russie, le chaos post-communiste a rapidement engendré la nostalgie d'un pouvoir fort. Le discours du général Lebed va ouvertement dans ce sens, mais il a aussi un aspect neuf, répondant à une attente : c'est son appel à la réconciliation et au refus de tout extrémisme, de toute paranoïa antisémite ou raciste. Ses formules-chocs, ses aphorismes ne tombent jamais dans la vulgarité odieuse d'un Vladimir Jirinovski, son rival en matière de « franc-parler ». Alexandre Lebed plaît aussi parce que c'est un militaire, un officier qui n'a pas hésité à critiquer crûment Boris Eltsine et son ministre de la défense Pavel Gratchev, l'homme sans doute le plus honni de toutes les Russies. Enfin, Sacha Lebed passe pour une victime, ce qui est toujours un « plus » en Russie : il a démissionné, en juin 1995, lorsque l'armée qu'il commandait en Transnistrie a été disloquée. C'était une sanction à peine voilée contre ce général frondeur qui multipliait, à partir de son fief moldave, les entretiens fracassants à l'origine de sa célébrité. Quitte à faire frémir les libéraux en glorifiant le général Pinochet ou en renvoyant l'instauration d'une véritable démocratie en Russie *« au moins »* au milieu du 21e siècle.

Aujourd'hui, il a appris à être plus circonspect. Il a renoncé au dictateur chilien au profit du général de Gaulle. Il fume moins de lava bulgares et plus de Camel, parfois avec un fume-cigarettes ; il ne boit plus d'alcool, *« pour qu'en Russie, il y en ait au moins un qui ne boive pas »*. Pourtant, sa campagne électorale à la télévision, réduite surtout à des clips publicitaires, privilégie son ancienne image. Il y est apparu la première fois en uniforme de parachutiste, tirant à la Kalachnikov. Un autre clip montrait un fonctionnaire corrompu en train de recevoir une enveloppe dans son bureau, puis le même derrière des barreaux. Le général Lebed apparaît au troisième plan en disant : *« Je ne conseillerais à personne d'en faire autant… »*

Quand on le présente comme l'homme qui veut renvoyer la moitié de la Russie au Goulag, il ne dément pas trop : l'absence de toute protection étatique contre la criminalité préoccupe autant les Russes que la chute du niveau de vie. Mais chacun sent confusément qu'il n'a pas vraiment les moyens de sa politique, de même que les communistes ne parviendront pas, comme ils le promettent, à faire rendre gorge aux « Nouveaux Russes ».

BORIS ELTSINE semble d'un avis contraire. En octobre, il a appelé à combattre les communistes, tout en critiquant le général Lebed, présentant celui-ci comme un *« va-t-en guerre »*. Attaques qui n'ont eu comme résultat que de conforter les premiers comme le second. D'autant que le président russe avait loué en même temps l'associé politique du général Lebed, l'ex-secrétaire du Conseil de sécurité russe Iouri Skokov. Ce qui avait été perçu comme une offensive maladroite contre leur bloc électoral, le Congrès des communautés russes (KRO), une formation créée il y a six mois seulement, mais qui a enregistré la croissance la plus rapide dans les sondages. Dans ce tandem, c'est bien sûr Alexandre Lebed qui est l'homme charismatique, même si, nouveau-venu en politique, il a dû accepter de n'être que le numéro deux sur la liste. Iouri Skokov, numéro un du KRO, s'est imposé par ses talents d'organisateur et ses multiples soutiens au sein du complexe militaro-industriel. Des rumeurs de brouille entre les deux hommes sortent périodiquement et finiront sans doute par correspondre à la réalité. Mais, pour l'instant, tous deux affirment avoir passé un pacte : ils ne décideront qu'après le 17 décembre qui sera candidat à l'élection présidentielle de l'an prochain ; une élection que Iouri Skokov n'a apparemment aucune chance de gagner, contrairement au général Lebed.

SA popularité réelle reste cependant difficile à juger : il y a incontestablement un « phénomène Lebed », alors que la presse russe a longtemps affirmé avec mépris que celui-ci n'existait que dans l'esprit des journalistes étrangers, nombreux à se rendre auprès de lui en Transnistrie. Preuve, *a contrario*, que l'image du général s'est emparée des esprits en Russie : les chaînes de télévision ont, de toute évidence, consigne d'éviter de le montrer. Quant à ses meetings électoraux, ils semblent surtout attirer un public âgé, celui qui a voté communiste ou Jirinovski en 1993. Son discours vise, d'abord, cet électorat, mais beaucoup de « démocrates déçus » peuvent aussi s'y retrouver. Surtout en raison de la position adoptée par le général Lebed sur la Tchétchénie. Car celui qui promet de s'occuper en premier lieu de réformer l'armée, pour en faire un *« instrument moderne et puissant, capable de dissuader quiconque d'attaquer la Russie »*, n'hésite pas à dire que cette armée russe doit, d'abord, être évacuée de Tchétchénie.

Peu d'autres candidats députés s'y risquent, même si tous – ou presque – critiquent l'intervention russe dans la petite République caucasienne. Alexandre Lebed, lui, ose dire qu'il faut faire retraite, tout en précisant bien, devant des auditoires moins réceptifs, que c'est pour pouvoir faire ensuite de ces soldats *« une armée de vainqueurs »*. Il est significatif que le général Lebed ait choisi, pour rendre publique cette position, sa région natale du Don, où ses compatriotes cosaques sont réputés toujours prêts, comme leurs ancêtres, à guerroyer contre les « peuples allogènes ». Il a apparemment senti, bien mieux que certains politiques retranchés derrière les murs du Kremlin, que la population placée au contact direct de la zone de guerre est lasse de celle-ci, lasse d'en voir revenir morts et blessés et craint de nouvelles prises d'otages.

Pour autant, le général Lebed n'a pas réussi à organiser un vaste mouvement en sa faveur parmi les Cosaques, dont les dirigeants, qui ont repris leur titre historique d'atamans, sont trop divisés ou trop jaloux, chacun, de leur indépendance. Et c'est une ville du nord, Toula, qu'Alexandre Lebed a choisie pour se présenter aux législatives. Il compte sur le souvenir laissé par les années où il y commandait une division aéroportée, dont il fut le délégué au 28e congrès du Parti communiste, en 1990. Il y prononça le réquisitoire de rigueur contre Alexandre Iakovlev, l'idéologue de la *perestroïka*, accusé d'avoir soutenu Gorbatchev dans son entreprise de destruction de l'URSS.

Aujourd'hui, le même est accusé, par ses anciens ennemis, de soutenir Boris Eltsine dans son entreprise de destruction de la Russie…

Alexandre Lebed se situe tout naturellement dans la mouvance des anciens adversaires de la perestroïka, lui qui fut envoyé sur pratiquement tous les points chauds où l'armée russe tentait de prévenir les nouvelles indépendances. Si, à l'époque, il dénonçait les *« gérontes marasmatiques »* qui dirigeaient alors le PCUS, il ne rougit pas, loin de là, de son ancienne appartenance au Parti. Le temps est bien fini où les héros de la nouvelle Russie étaient dissidents et démocrates…

Sophie Shihab

Ne sacrifions pas le tribunal pour l'ex-Yougoslavie

par Françoise Bouchet-Saulnier

L'ACCORD de paix signé à Dayton pour l'ex-Yougoslavie ouvre une nouvelle période à hauts risques dans l'histoire de ce conflit si proche de nous. L'invention de l'expression nouvelle *« purification ethnique »* a rendu les atrocités commises sur le terrain intellectuellement supportables sans pour autant ouvrir notre intelligence.

Cette guerre déclenchée au nom de la défense de la pureté de la race et de la conquête de l'espace vital fut raciste. *« Là où est un Serbe, là est la Serbie »* : ce slogan politique a jalonné toute la logique de la guerre à l'intérieur de l'ancienne fédération yougoslave. Cette logique contagieuse a conduit par la suite chacune des parties en conflit à se définir par rapport à sa race. La guerre ne fut pas un accident politique, mais le résultat d'une volonté délibérée d'imposer une doctrine raciale de l'Etat.

La Communauté européenne n'a pas pu faire face à ce danger, car elle n'a ni politique étrangère ni politique de défense communes. Les différents gouvernements européens se sont donc livrés dans ce secteur à la libre concurrence des petites idées et des gestes symboliques. Seule l'action humanitaire est intégrée dans le cadre européen. Bruxelles a dû gérer par le secours humanitaire une guerre qui niait précisément l'égale dignité des êtres humains.

Incapable de faire la guerre à cette politique raciale de négation de l'être humain, la Communauté européenne a promis de faire justice de ces crimes commis contre l'humanité en ex-Yougoslavie. Le tribunal international a été créé, d'abord sans moyens matériels puis dans l'incertitude d'exister encore demain, et de pouvoir tenir la parole donnée. Rappelez-vous : Vukovar, Gorazde, Srebrenica. Les civils pris au piège, les malades massacrés, les sélections, l'extermination. Puis le silence.

La paix sera peut-être américaine. La justice peut encore être européenne

Mais la justice n'arrête pas la guerre. Trois ans après le début de ce conflit, la menace persistante au cœur de l'Europe a conduit les Américains à exercer une fois de plus leur mission de protecteurs de notre continent. Un accord de paix a finalement été signé sous leur égide. Il ne prétend toutefois pas utiliser la force pour imposer la justice. En l'état, il entérine donc une nouvelle application de la doctrine déjà utilisée en 1918 dans les Balkans par le président américain Woodrow Wilson. A cette époque, la politique « une nation = un Etat » avait conduit à la première grande purification ethnique de cette région, avec le déplacement de plusieurs millions de personnes au travers des nouvelles frontières. Un tribunal international devait contrebalancer cette dérive raciale potentielle en punissant les auteurs du génocide arménien. Mais en 1923, l'accord de paix final accordait l'amnistie pour tous les crimes commis. Si la guerre a un prix, certaines paix aussi.

Aujourd'hui, le tribunal international pour l'ex-Yougoslavie se retrouve dans le même dilemme. Les Etats n'ont pas fait la guerre pour *obtenir une paix juste. Mettront-ils* en danger un accord de paix pour que la justice passe ?

Celle qui se dessine sur le terrain, et dont nos volontaires sont témoins, ne répond pas aux questions les plus simples : où vivront ceux qui ne se considèrent pas comme ethniquement purs ? Sur quelles bases et où seront réimplantés les deux millions de réfugiés et déplacés causés par la guerre ? Quel rôle joueront demain les criminels de guerre ?

Cette paix américaine nous *concerne en tant qu'êtres humains* et en tant que citoyens européens. Qui fixe aujourd'hui le prix de notre vie, le prix de notre humanité ?

La paix sera peut-être américaine ; la justice peut encore être européenne. Les gouvernements de l'Union européenne doivent prendre position pour garantir que le tribunal international ne disparaîtra pas avec la signature de l'accord *de paix, que la justice n'a pas été né*gociée contre la libération des pilotes français.

Françoise Bouchet-Saulnier, *docteur en droit, est responsable du droit humanitaire à Médecins sans frontières.*

Eclaircie économique et brouillard politique en Russie

par Christian de Boissieu

ALORS que la situation économique s'améliore un peu, le brouillard politique paraît s'épaissir en Russie. Il n'est pas du tout évident que les élections législatives de dimanche 17 décembre *permettent de le dissiper un tant* soit peu.

Des éclaircies sur le front économique sont susceptibles d'aider l'équipe en place. L'inflation se maintient depuis quelques mois à un taux proche de 5 % par mois, une performance significative par comparaison aux mauvais résultats de 1993 et 1994, même si la stabilisation monétaire n'est pas pour l'instant garantie. Les chiffres officiels sur le déficit budgétaire – qui ne reflètent pas nécessairement la *réalité – sont encourageants*, et la chute de la production paraît stoppée dans de nombreuses entreprises. Après trois ans de dépression, l'activité atteint un palier, susceptible de durer quelque temps et d'autoriser par la suite le rebond tant attendu. En la matière, le diagnostic est d'autant plus délicat que le foisonnement de l'économie parallèle – par définition, mal évalué – limite tout raisonnement à partir de la production officielle.

Quelques meilleures nouvelles certes, mais aussi beaucoup de défis qui restent à relever. Il faut évoquer, pêle-mêle : le manque d'investissement, les difficultés de la seconde phase de la privatisation et de l'ouverture du capital des entreprises privatisées aux investisseurs russes ou étrangers ; la poursuite d'une reconversion difficile pour les industries d'armement ; l'inévitable montée du chômage qui révèle l'importance du chômage caché dans les firmes, mais qui requiert la mise en place d'un autre filet de protection sociale que celui fourni par les entreprises ; la *crise bancaire dont l'expression sur* le marché monétaire en août

Au-delà du choix des personnes, il est urgent d'établir un véritable Etat de droit

dernier n'a été que l'un des premiers épisodes et qui va appeler une restructuration majeure ; l'essor d'un capitalisme à l'allemande par le rachat de grandes firmes par des banques, ce qui en soi n'a rien de mal mais intervient dans des conditions de transparence et de concurrence pour le moins douteuses, etc.

Si la situation économique peut *influencer l'électeur, le vote de di*manche peut-il en sens inverse infléchir le cours de la politique économique ? Cela dépendra non seulement des préférences affichées, mais aussi du taux de participation électorale. Dans la plupart des cas de figure à envisager, l'effet sera limité. Il faudrait que le vote protestataire en faveur des communistes (et non plus cette fois de Jirinovski) atteigne au moins 20 à 25 % des voix pour qu'il en soit autrement. Et encore, l'exemple de l'Europe centrale, la Pologne étant le plus récent, suggère que les an*ciens communistes se satisfont fort* bien de la réforme économique lorsqu'ils reviennent aux affaires.

La Russie a besoin du reste du monde, à la fois pour aider au financement de sa transition et pour renforcer sa crédibilité. On voit mal qu'une nouvelle équipe puisse inverser le chemin parcouru depuis quatre ans, prendre le risque de se désengager du commerce mondial, de se couper du FMI, de la Banque mondiale, de la BERD, de façon plus générale de la communauté *économique et financière internationale.*

En fait, l'éventuelle coalition des communistes, des agrariens et de certains nationalistes aurait plus d'influence sur l'ancrage de la Russie à la politique mondiale et sur les relations à l'intérieur de la CEI que sur le principe même de la réforme économique. Seul le tempo de celle-ci pourrait s'en trouver modifié.

La reconduction par le président Eltsine de M. Tchernomyrdine serait évidemment rassurante pour la communauté internationale. Elle signifierait la possibilité d'aller de l'avant sur un certain nombre de dossiers (dont la restructuration industrielle et bancaire), d'associer plus étroitement les réformateurs à l'exercice du pouvoir. Mais, en soi, elle n'est pas une garantie certaine de l'enclenchement de la vitesse supérieure. Au-delà du choix des *personnes, il est urgent d'établir en* Russie un véritable Etat de droit. De quelque côté que l'on aborde les défis de la transition, on rencontre très vite l'absence d'une définition incontestable des droits de propriété, de droit des contrats et de droit des affaires, l'inefficacité de l'appareil judiciaire et le poids de pratiques pour le moins contestables.

La probabilité est forte que les élections de décembre constituent en fait un banc d'essai pour cer*taines ambitions individuelles* et pour l'indispensable recomposition politique.

Alors que l'économie n'a, elle, guère le temps d'hiberner, le risque n'est-il pas en définitive celui d'un hiver politique russe se prolongeant jusqu'à l'élection présidentielle de juin prochain ?

L'exigence démocratique vaut bien que l'on accepte d'exposer l'évolution économique et financière au cycle électoral.

Christian de Boissieu *est professeur à l'université Paris-I et responsable du programme TACIS de la Commission européenne sur les entreprises russes.*

SNCF : au-delà des apparences

par Christian Gerondeau

L'AMPLEUR de la grève qui frappe la SNCF ne manque pas de susciter beaucoup d'étonnements et d'interrogations. Quelles peuvent être les raisons qui expliquent son caractère radical et la mettent au rang des conflits sociaux marquants de notre histoire ? Est-ce l'attachement *excessif des cheminots à leurs régimes sociaux*, le conservatisme de syndicats arc-boutés sur la défense des droits acquis, la rigidité de la gestion de l'entreprise, la défaillance ou les maladresses des pouvoirs publics, etc. ?

Ces explications ne sont que superficielles. La véritable cause est ailleurs. Les cheminots éprouvent une passion quasi viscérale pour le métier auquel ils ont voué leur vie professionnelle. On entre un peu au service du rail comme en religion. Quoi qu'on en dise, on se tromperait *si l'on croyait que la grande majorité des* cheminots n'effectue pas sa tâche avec conscience professionnelle et dévouement, dans des conditions parfois difficiles de surcroît.

Or, malgré l'attachement à leur métier et le sens des responsabilités qui animent la plupart d'entre eux, les cheminots ne peuvent que constater les résultats de leur entreprise : stagnation ou baisse des trafics et accroissement apparemment indéfini de la charge qui pèse sur *les finances publiques, au point de la rendre in*supportable. Bien que tout ait été fait pendant des décennies pour masquer la vérité, les véritables montants qui se chiffrent en dizaines de milliards de francs par an sont maintenant sur la place publique.

C'est le contraste entre les efforts fournis et les résultats qu'ils constatent qui est à l'origine de la situation actuelle. Les cheminots se sentent mal aimés, alors qu'ils estiment avoir fait de leur mieux et n'avoir pas démérité. Dans un tel contexte, *il est naturel qu'ils se révoltent* et cherchent les responsabilités de ce qui leur paraît être comme une injustice profonde.

Or, lorsque l'on se penche sur la recherche des responsabilités, deux hypothèses, et deux seulement, sont en général envisagées. Pour les uns, l'entreprise serait mal gérée. Sa direction et son encadrement n'auraient pas su s'adapter *aux temps modernes et seraient donc fautifs.* Pour les autres, c'est l'Etat qui n'aurait pas fait son devoir pour donner toutes ses chances au rail, et qui serait ainsi en cause. *En réalité, la ré*ponse n'est pas là.

Certes, comme toute structure humaine, la direction de l'entreprise est perfectible. Elle l'est peut-être même plus qu'ailleurs, mais tous les réseaux d'Europe sont affrontés aux mêmes difficultés, ce qui enlève son poids à l'argument.

Quant à l'Etat, il n'a cessé d'investir dans le rail des sommes considérables au cours des années écoulées. Le président actuel de la SNCF, peu après avoir pris ses fonctions, constatait ainsi amèrement qu'entre 1984 et 1994 les investissements avaient atteint 150 milliards de francs sur le réseau principal, dont un peu plus de la moitié pour les TGV et, qu'entre ces deux dates, le trafic correspondant avait pourtant baissé de 7 % alors que celui de la route s'était accru de 30 % et celui du transport aérien de près de 100 %.

A l'exception de *la banlieue parisienne, la si*tuation est bien pire pour les autres trafics de voyageurs et pour ceux de marchandises. Sait-on que le chiffre d'affaires du fret ferroviaire avoisine 11 milliards de francs alors que le volume d'activité du transport routier, tous véhicules confondus, s'élève à 320 milliards de francs par an ? Il ne faut pas chercher ailleurs les causes des difficultés actuelles de l'entreprise.

Celles-ci ne résultent pas d'une mauvaise gestion ou d'une insuffisance d'efforts de la part de l'Etat. *Elles découlent de l'évolution du* marché. C'est d'abord parce que les particuliers ont acheté des voitures, parce que les entreprises ont adopté de nouvelles formes d'organisation qui reposent sur le camion, et parce que l'aviation civile a fait des progrès considérables que le marché du chemin de fer s'est progressivement réduit dans la plupart des domaines et que les gouffres financiers se sont creusés.

En France, comme dans tous les pays d'Europe, personne ne peut rien face à l'évolution technique et aux choix du marché. C'est parce que cette réalité a été masquée si longtemps que le réveil est si douloureux et si brutal. Il est toujours extrêmement difficile de faire comprendre à des hommes et des femmes que, pour des pans importants de son activité, leur métier est condamné par l'évolution technique et que la collectivité ne peut continuer à payer indéfiniment sans réel espoir d'amélioration.

L'histoire enseigne à quel point de telles situations sont douloureuses et dangereuses et multiplie les exemples des secousses qui ont toujours accompagné les mutations de l'économie et de la société.

Bien entendu, il y a une différence fondamentale avec le passé : individuellement les cheminots ne risquent rien car ils bénéficient d'un statut qui les met notamment à l'abri du chômage.

Il n'empêche qu'il est indispensable de comprendre la motivation profonde et inexprimée de leur mouvement, et de les traiter avec la considération que méritent tous ceux qui aiment leur métier.

Christian Gerondeau *est président de l'Union routière de France.*

1953-1995

par Georgette Elgey

A chaque grande crise sociale, on évoque allègrement 1936 ou 1968, rarement 1953. *Pourtant l'été 1953* voit un phénomène unique dans l'histoire de France et sans doute dans l'histoire du *mouvement ouvrier : la grève* spontanée de plusieurs millions de travailleurs qui, en quelques jours, paralyse tout un pays. A l'origine de ce mouvement, la crainte – non fondée alors – d'une modification de l'âge de la retraite dans la fonction publique...

Nul n'aurait imaginé qu'une grève générale puisse éclater l'été, durant les congés payés.

Le mouvement naît à Bordeaux. Il est lancé par les postiers FO. On soupçonne le gouvernement Joseph Laniel (que François Mauriac devait immortaliser avec la formule : *« la dictature à tête de bœuf »*), de vouloir s'attaquer aux droits acquis des fonctionnaires.

En réalité, depuis des années déjà, la réforme de la fonction publique apparaît aux experts du ministère des finances comme la panacée de nos difficultés financières. Périodiquement, la tentation *de modifier l'âge de la retraite des* fonctionnaires s'empare des présidents du conseil hantés par l'équilibre budgétaire. Tout comme son prédécesseur, le radical René Mayer, Joseph Laniel y a songé un moment. Mais tout comme lui, il y a vite renoncé devant les dangers d'une telle opération.

Qu'importe, ces projets, par deux fois abandonnés, sont connus des dirigeants du Syndicat des postes. Le 4 août, le responsable FO des postes à Bordeaux lance un mot d'ordre de *« grève générale et illimitée »*. Le lendemain, la grève postale s'étend à la France entière. A Paris, la fédération FO, particulièrement influente chez les postiers, entérine les décisions de Bordeaux. Le 6 août, sur une décision de FO et de la CFTC (le syndicat chrétien), la grève s'étend à toute la fonction publique. La CGT invite ses adhérents à suivre le mouvement. Le 8 août, c'est au tour de l'EDF et du Gaz de France, d'Air France, de la marine marchande et surtout de la SNCF. Le 12 août, la grève gagne la métallurgie et les mines. Le lendemain, c'est au tour des banques et des commis d'agents de change, des constructions navales ; le 14, c'est au tour du bâtiment et des produits chimiques. A la mi-août, la France compte quatre millions de grévistes.

A Paris, l'esplanade des Invalides se transforme en une gare routière d'où partent vers toute la France, selon des horaires fantaisistes, camions et cars, les seuls moyens de locomotion avec les voitures privées. Des wagons de denrées périssables sont bloqués dans les gares ; le téléphone interurbain (il n'est pas automatique alors) et le télégramme ne fonctionnent que pour les urgences familiales. Les colonnes des journaux se remplissent de « messages familiaux ». Toute l'activité économique est paralysée. A Bordeaux, *la chambre de commerce* évalue à plus de 2 milliards de francs le préjudice causé au commerce local.

L'opinion dans son ensemble approuve les grévistes : du moment qu'ils sont mécontents, ils ont raison. Le président du conseil, le conservateur Joseph Laniel, ne comprend pas ce qui se passe. Que de simples rumeurs sur d'éventuels projets puissent déclencher une telle grève lui paraît incompréhensible. Il refuse toute discussion avec les grévistes tant qu'ils n'auront pas repris le travail. Le 17 août, il décide de réquisitionner les postiers et les cheminots. Aux postes comme dans les chemins de fer, c'est la révolte ouverte. Pour la première fois depuis la scission de 1947, communistes et non-communistes militent ensemble dans les comités de grève. Dans toute la France, sans mot d'ordre, spontanément, cortèges ou *rassemblements se forment.*

On s'arrête de travailler parce qu'on a le sentiment d'être pris dans une nasse. On en a assez. De quoi ? De tout et de rien

Mais au quinzième jour de la grève, dans un pays totalement paralysé, la peur du chaos devient générale. Chacun est obsédé par l'urgence d'une solution. Et les négociations s'engagent, bien que les grévistes tiennent bon. Ce ne sont pas des négociations d'ensemble. Certains ministres discutent avec les représentants de FO, d'autres avec les dirigeants de la CFTC. La CGT est exclue de ces palabres.

Après quarante-huit heures de discussions ininterrompues, les syndicalistes arrachent « leur » victoire : aucune sanction ne sera prononcée contre les grévistes qui ont refusé d'obtempérer aux ordres de *réquisition. Que cela est triste !* Des millions de salariés qui, après trois semaines de protestation, rentrent dans le rang, avec pour satisfaction majeure l'assurance qu'ils ne seront pas punis pour leur révolte ; avec aussi des soucis accrus, car les journées de grève ne seront pas payées. Les ministres jurent qu'il n'est pas question de modifier l'âge de la retraite.

Le 21 août, FO et la CFTC donnent l'ordre de reprise du travail. Les militants obéissent, mais *dans l'amertume. Un peu partout,* des ouvriers déchirent leur carte syndicale.

*Le 25 août, après qu'un de ses di*rigeants, Alain Le Leap, emprisonné depuis des mois, soupçonné de complot contre la sûreté de l'Etat, a été libéré, la CGT, à son tour, donne à ses troupes l'ordre de reprendre le travail.

A la SNCF, cependant, la grève menace de repartir car le directeur général, Louis Armand, une de ces autorités intellectuelles, morales et administratives dont s'enorgueillissent la France, l'Institut et l'Association des anciens élèves de Polytechnique, décide de sanctionner les grévistes qui ont refusé les ordres de réquisition. Du coup, la CGT (dont la SNCF est un peu le fief) annonce une nouvelle grève. Le gouvernement rappelle à l'ordre *Louis Armand. Et les trains roulent* à nouveau.

C'en est fini de cette grève de tristesse, de cette grève psychique, pour reprendre le mot de Pierre Mendès France. On s'arrête de travailler parce qu'on a le sentiment d'être pris dans une nasse. On en a assez. De quoi ? De tout et de rien.

Tout rentre dans l'ordre... En apparence. En fait, les grèves de 1953 *sonnent dans une certaine mesure* le glas de la IV[e] République.

Comment un régime pourrait-il perdurer alors qu'un *tel fossé d'in*compréhension sépare gouvernants et gouvernés ?

Georgette Elgey *est historienne.*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani

Directoire : *Jean-Marie Colombani* ; *Dominique Alduy*, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur de la gestion : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; *directeur des relations internationales :* Daniel Vernet

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311F

Le Monde

ÉDITORIAL

Réinventer la Bosnie

SIGNANT l'accord de paix sur la Bosnie, jeudi 14 décembre à Paris, Jacques Chirac a eu le mot juste : ce n'est, a-t-il dit, qu'une *« promesse de paix »*. Pour autant, il dépend beaucoup de l'Union européenne qu'elle soit tenue. Toujours en mal de supplément d'âme, l'Europe a même là un formidable défi à relever. Pour ce faire, il ne faut pas se tromper de diagnostic : ni sur la paix qui vient d'être signée, ni sur l'héritage laissé par quatre années et demie de conflit. Principal ordonnateur de la guerre, le président de la République de Serbie, Slobodan Milosevic, s'en sort plutôt bien. Les images qui le montraient jeudi paradant dans les salons de l'Elysée en témoignent avec éclat : il a réintégré, comme il le voulait, la communauté internationale ; il a délivré son pays du statut de paria qui lui avait été imposé ; enfin, s'il a perdu les terres qu'il convoitait en Croatie, il a, par Serbes bosniaques interposés, grappillé un peu de la Bosnie voisine.

Le Croate Franjo Tudjman s'en sort encore mieux. Il réalise lui aussi le rêve d'un pays *« ethniquement pur »* ; solidement appuyé par l'Allemagne, il échappe à toute condamnation ou sanction pour avoir chassé par la terreur plus de cent mille Serbes de son territoire ; enfin, par Croates bosniaques interposés, lui aussi gagne en influence sur la Bosnie voisine. Celui des belligérants qui s'est battu au nom de principes dont l'Union européenne dit se réclamer – l'Etat multiconfessionnel, pluriethnique –, le Bosniaque Alija Izetbegovic, se retrouve à la tête d'un pays divisé : d'un côté, la Fédération croato-musulmane de Bosnie, de l'autre la République des Serbes de Bosnie (dite « de Pale »). Il ne faut pas entretenir d'illusion. On ne forcera pas à vivre ensemble des gens qui ne le veulent pas. La belle construction constitutionnelle inventée à Dayton, qui fait de la Bosnie un modèle unique d'organisation fédérative, a peu de chance de voir jamais le jour.

Les Serbes de Bosnie disent déjà qu'ils ne joueront pas le jeu de ces institutions communes et n'auront de cesse – au mieux par des moyens politiques – de se rapprocher de Belgrade. L'attachement des Croates de Bosnie au régime de Sarajevo n'est pas mieux assuré : ils pencheront du côté de Zagreb et votent d'ailleurs déjà pour élire le Parlement... de Croatie. Autant ne pas se payer de mots. Si M. Chirac a raison d'appeler à la réconciliation intercommunautaire dans ce malheureux pays, le plus probable est, cependant, que sa division, en pointillé dans l'accord de paix, va se consolider. Dès lors, M. Izetbegovic ne présidera plus aux destinées que d'un petit pays, à la tête d'un Etat contrôlant à peine la moitié du territoire de la Bosnie.

Mais cet Etat croupion, il doit revenir à l'Europe d'en faire un Etat modèle, de l'armer pour résister aux convoitises de Belgrade et de Zagreb, de l'aider économiquement, pour y arrimer ses populations en proie à des tropismes extérieurs, de l'assister culturellement pour que la Bosnie reste fidèle à ce qu'elle veut être. Si l'Union manque à cette mission, elle aura, dans l'ex-Yougoslavie, failli sur toute la ligne.

Il est trop tard pour « l'autre politique »

Suite de la première page

La banque américaine Merrill Lynch, la première au monde sur les marchés, qui plaçait la France en dernière position dans ses recommandations d'investissement, l'a fait subitement remonter à la deuxième place au début du mois de novembre, après l'intervention télévisée de M. Chirac. Le débat entre *« pensée unique »* et *« autre politique »* est devenu en fait presque exclusivement franco-français et non dénué d'arrière-pensées.

Il était particulièrement justifié au début de la décennie. En s'alignant à partir de 1989 sur une politique monétaire allemande très rigoureuse pour éviter l'inflation après la réunification et l'échange d'un mark de l'Est contre un mark de l'Ouest, la France s'est privée de croissance.

Selon Milton Friedman, le Prix Nobel d'économie, dans un récent entretien à l'hebdomadaire *Investir*, *« le gouvernement français n'a pas compris, en 1990, que la réunification allemande rendait nécessaire la dévaluation du franc par rapport au mark »*.

En août 1993, l'élargissement à 15 % des marges de fluctuation au sein du SME aurait pu permettre d'adapter la politique monétaire à la forte récession que traversait l'économie. Mais la Banque de France et le gouvernement n'ont pas voulu saisir l'occasion d'une baisse rapide des taux. Ils ont préféré s'accrocher à la parité franc-mark, privilégiant une politique de change plutôt qu'une politique monétaire de soutien conjoncturel.

Les taux ont été relevés à plusieurs reprises pour soutenir la monnaie, ce qui a eu un prix : selon l'OCDE, si la France avait eu depuis 1993 des taux comparables à ceux de l'Allemagne, elle aurait enregistré une croissance supplémentaire de 0,5 % par an.

Aujourd'hui, la question se pose différemment. Les déficits publics et sociaux n'ont cessé d'augmenter. Réussir à s'aligner sur des taux d'intérêt allemands, historiquement bas, serait une performance appréciable pour la France. D'autant que la Bundesbank a encore abaissé de 0,50 % ses taux directeurs le 14 décembre, ramenant à 3 % son taux d'escompte.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

L'heure n'est plus, non plus, aux dévaluations compétitives comme pour la livre et la lire en 1992 et 1993. Compte tenu des excédents records de la balance commerciale française (100 milliards de francs en 1995 selon les estimations), il n'y a pas de problème de compétitivité du franc. Demeurent en revanche des inquiétudes fortes sur la croissance à venir, compte tenu du ralentissement en Europe et de l'augmentation de la pression fiscale en France.

Les taux d'intérêt réels (hors inflation), notamment à court terme, restent trop élevés à environ 3 %. Une baisse brutale des taux directeurs de la Banque de France pourrait-elle donner un coup de fouet à l'activité ? Rien n'est moins sûr.

Elle permettrait sans doute, dans un premier temps, une diminution assez sensible du coût des crédits de trésorerie pour les entreprises et des crédits à la consommation pour les particuliers. Mais le revers de la médaille viendrait certainement d'une remontée des taux à long terme, c'est-à-dire d'une hausse de cette prime de risque que réclament les investisseurs internationaux lorsqu'ils investissent dans des devises fragiles.

Patrick Artus, économiste de la Caisse des dépôts et consignations, indique dans une étude sur la politique monétaire française parue en octobre qu'*« une baisse unilatérale des taux d'intervention français amènerait très certainement une profonde dépréciation du franc »* et *« ne permettrait pas, au contraire, de réduire les taux longs »*.

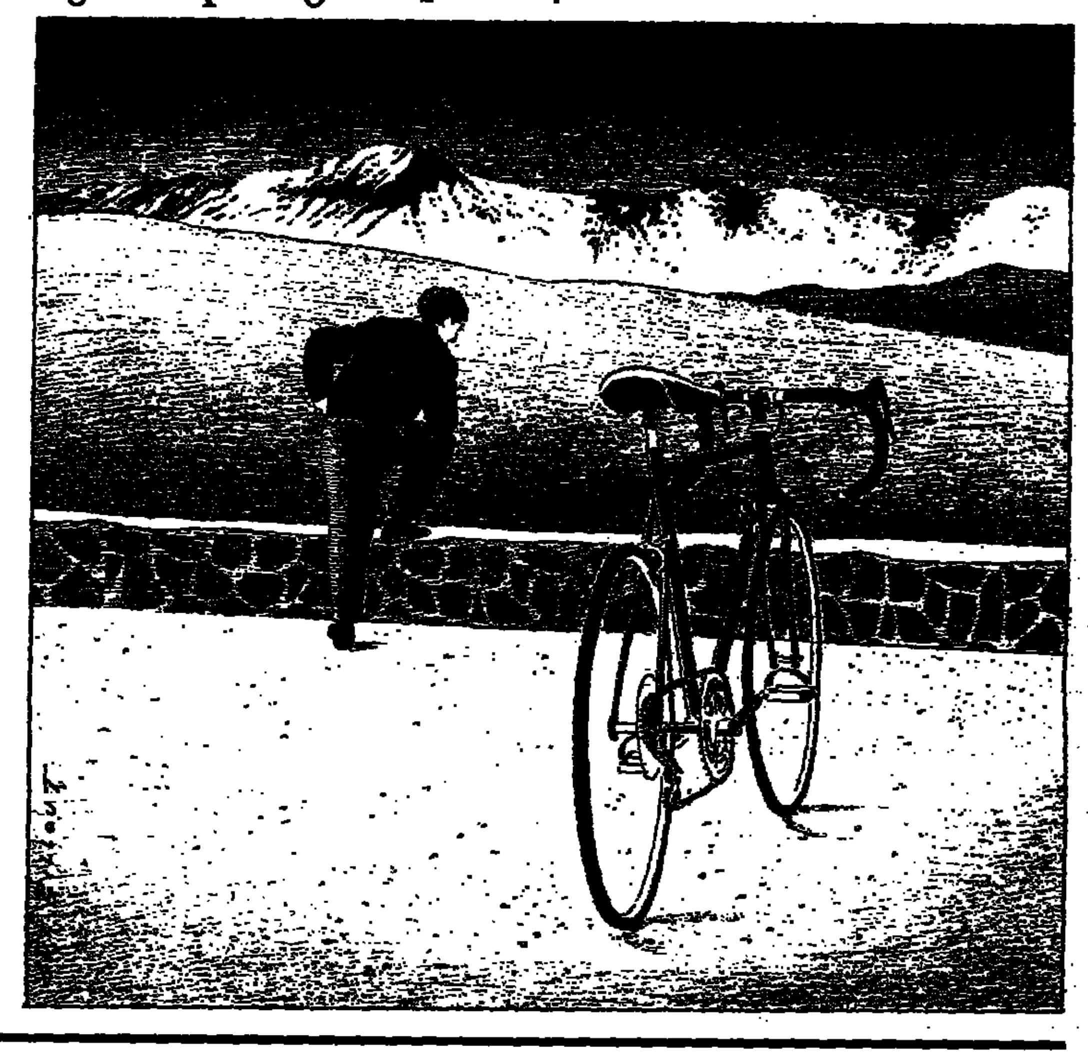
Les pays européens qui ont dévalué depuis 1992 et possèdent des monnaies jugées « faibles » pour cette raison, comme l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre, ont des taux obligataires plus élevés (respectivement 11,10 %, 7,40 % et 9,90 %) que la France (6,80 %). M. Artus ajoute : *« Il n'est pas vrai, au moins au-delà du court terme, qu'on peut choisir d'avoir des taux courts plus bas au prix de taux longs plus élevés. »*

Le coût d'une hausse des taux obligataires (long terme) serait pénalisant parce que la dette publique française a une durée moyenne d'environ six ans et les dettes des entreprises sont à 60 % directement ou indirectement liées aux taux à long terme. Le franc n'est pas le dollar, la seule véritable monnaie de réserve internationale. Les banques centrales et les investisseurs sont condamnés à mettre du dollar dans leurs réserves et leurs portefeuilles, pas du franc. La Réserve fédérale a pu baisser ses taux sans mettre en péril le financement des déficits américains. Elle a pu gérer le krach obligataire de 1994 sans trop de mal.

La France est un pays endetté qui doit rassurer les investisseurs, faute de payer plus cher le remboursement de ses emprunts. Les déficits sont devenus, en lieu et place de l'inflation, l'obsession des marchés, critères de Maastricht ou pas. Même les opposants à l'union monétaire européenne reconnaissent aujourd'hui que la souveraineté de la France est d'abord menacée par son endettement. Pour le réduire, une hausse des taux à long terme et une baisse du franc que provoquerait un changement radical de politique monétaire semblent, dans les conditions d'aujourd'hui, la plus mauvaise des méthodes.

Eric Leser

Ligne de partage *par Guy Billout*



DANS LA PRESSE

LA TRIBUNE DESFOSSÉS
Jacques Jublin

■ L'Allemagne sait être généreuse avec ceux dont l'esprit européen ne faiblit pas. Jacques Chirac et Alain Juppé sont empêtrés dans les grèves, confrontés à une contestation de plus en plus vive des anti-maastrichtiens, et voici que l'inattendu arrive : la baisse d'un demi-point des taux d'intérêt allemands (...) Marc Blondel souhaite une augmentation du pouvoir d'achat pour relancer la consommation. Les « monétaristes » allemands apportent « leur » réponse : celle d'une baisse des taux d'intérêt facilitant l'investissement, favorisant la consommation et désendettant entreprises et Etats. Ce sont bien deux écoles qui s'affrontent : l'une dans les rues, l'autre sur les marchés.

DER SPIEGEL
Rudolf Augstein

■ Ainsi, en en croire *l'International Herald Tribune*, nous sommes, nous Allemands, responsables des grèves en France en nous accrochant aux critères de stabilité et en contraignant les autres à l'austérité. Ainsi, ce ne serait pas la faute de Jacques Chirac, qui avait promis la lune pendant la campagne présidentielle, ni celle d'Alain Juppé, qui a voulu imposer d'en haut les réformes nécessaires (...) Le géant allemand n'est pas si grand qu'on veut bien le dire. Point n'est besoin de le contenir ni de lui lier les mains. Nous avons nos faiblesses, mais en tout cas aucune tentation de mener une politique de grande puissance. La République fédérale a mieux su gérer l'économie que la France, un point c'est tout. Le retard de la France n'est dû qu'à elle-même, et nous ne pouvons que lui souhaiter bonne chance dans ses efforts.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
Jean-François Kahn

■ Il fut un temps où l'on s'insurgeait volontiers (il faut relire Hannah Arendt) contre un système qui universalisait l'échange marchand jusqu'à ne plus prendre en compte que des producteurs et des consommateurs, quitte à escamoter le « roseau pensant » qu'évoquait Pascal. On n'en est plus là : producteurs et consommateurs ont été à leur tour déshumanisés pour devenir de simples rouages quantifiables dans le mécanisme général de la compétition.

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ Le contraste est frappant ! Contraste entre la religion européenne, pour ne pas dire maastrichtienne, que vont confesser à Madrid les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté, et l'euroscepticisme croissant des peuples qu'ils sont censés représenter. (...) Ceux qui se retrouvent aujord'hui autour d'un tapis vert à Madrid peuvent, bien sûr, tenir pour accessoires les craintes, les réticences, voire le refus des peuples de supporter les effets sociaux et récessifs de la construction monétaire. Mais à ignorer superbement ces réactions, ils prennent le risque de transformer l'idée européenne en bouc émissaire.

Après la grève, l'autre méthode ?

ALORS que la reprise du travail s'est amorcée, jeudi 14 et vendredi matin 15 décembre, à la SNCF et à la RATP, le refus opposé par Alain Juppé à la demande d'une grande *négociation sociale « à chaud »* est encore tributaire des manifestations organisées samedi par la CGT, FO et la FSU.

Le gouvernement peut estimer, en effet, que le front syndical constitué contre lui ne s'est pas élargi : les salariés du secteur privé n'ont pas rejoint les agents des services publics – chemins de fer et transports parisiens avant tout, postes, télécommunications et énergie dans une moindre mesure – et les fonctionnaires engagés dans la grève. Le front syndical ne s'est pas, non plus, renforcé : à l'intérieur du « public » lui-même, la participation aux manifestations n'a pas débouché sur des arrêts de travail massifs et durables dans l'éducation nationale ni dans les administrations des finances.

En outre, depuis jeudi, le mouvement de protestation s'est plutôt affaibli. Mêmes minoritaires, les cheminots qui ont décidé de reprendre le travail, dans le Nord et dans l'Est, témoignent de la lassitude des grévistes et du fait, tout simplement, que leur action ayant été couronnée de succès sur les sujets qui les intéressaient directement – le contrat de plan et les retraites –, nombre d'entre eux ne voient pas de raison de la prolonger pour le compte de ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu entrer dans un mouvement plus général de contestation du gouvernement.

La sympathie qu'ils ont rencontrée dans les manifestations, et les soutiens financiers dont les caisses de grève ont bénéficié de la part de salariés du privé, ne remplacent pas l'engagement effectif qu'aurait représenté l'extension de la grève.

Cependant, les manifestations de samedi ne sont pas sans risque pour le gouvernement ou sans espoir pour les tenants de l'action « jusqu'au bout ». L'expérience a montré, depuis maintenant trois semaines, que les défilés à Paris et plus encore en province, s'ils n'ont pas fait grossir le nombre des grévistes, ont du moins renforcé ces derniers dans leur détermination et obligé le pouvoir à faire des concessions.

Il n'est pas exclu que, malgré l'amorce de la reprise du travail et la fatigue des usagers privés de transports, les cortèges du 16 décembre expriment dans les rues la volonté des salariés de ne pas se satisfaire de la conférence sur l'emploi fixée par Alain Juppé au 21 décembre.

Jean Gandois a mesuré le danger : le président du CNPF clame haut et fort que le patronat se refuse à tout ce qui ressemblerait de près ou de loin à un grand marchandage social. Que le « privé » se le tienne pour dit !

La journée du 16 décembre va se jouer entre deux forces contraires : le sentiment que « c'est fini » et que le mouvement social a définitivement manqué sa cible, au demeurant floue ; le désir de ne pas laisser s'en tirer à bon compte un premier ministre sur lequel se sont concentrés tous les griefs accumulés contre les hommes politiques depuis qu'ils ont entrepris, bon gré, mal gré et de plus ou moins bonne foi, d'adapter la société française à la mondialisation de l'économie.

Or, la mise en cause d'Alain Juppé, à laquelle il a apporté lui-même le concours actif de ses défauts – exercice personnel du pouvoir, goût du secret, mépris de la communication – a pris un tour plus aigu avec les interventions de deux de ses plus chers ennemis, Philippe Séguin et Edouard Balladur.

LA PARABOLE DE M. SÉGUIN

Le président de l'Assemblée nationale a énoncé en forme de parabole la condamnation sans appel d'une méthode de gouvernement qui néglige ou échoue à obtenir la *« compréhension »*, l'*« implication »* et l'*« adhésion »* des gouvernés, cela parce que le pouvoir exécutif est à l'écoute de la *« technocratie »* plutôt qu'attentif aux attentes, aux craintes ou aux espoirs de la société. Bref, à entendre Philippe Séguin, Alain Juppé a bel et bien *« oublié »* le pacte républicain sur lequel le maire d'Epinal avait voulu fonder la campagne de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle.

Edouard Balladur, partant de prémisses plus modestes, s'est simplement référé à son expérience de réformateur contrarié pour regretter qu'Alain Juppé n'ait pas pris le temps de consulter et de tenter de convaincre avant de présenter son ambitieuse réforme de la Sécurité sociale. *« Chaque fois que l'on peut expliquer à l'avance pour susciter l'adhésion, on ne perd pas son temps, au contraire, on en gagne »*, a déclaré suavement l'ancien premier ministre, qui a pris la précaution de faire, dans le même temps, l'éloge du courage de son successeur.

« Il n'y a pas d'"autre politique" », avait réaffirmé Jacques Chirac, le 13 décembre, devant le conseil des ministres. Sans doute, répondent en substance Philippe Séguin et Edouard Balladur, mais on peut la mener autrement.

Quoi qu'il doive advenir, finalement de son plan pour la *Sécurité* sociale, Alain Juppé aura fait converger contre sa méthode les critiques de deux chefs de file du RPR et les inquiétudes de plus d'un député « de base ». S'il veut remonter le courant, il ne le pourra pas sans se résoudre à faire appel à de nouveaux rameurs, sauf à voir ses adversaires potentiels proposer sinon une autre politique, du moins une autre méthode.

Patrick Jarreau

RECTIFICATIF

RÉGIMES SPÉCIAUX

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* daté 10-11 décembre, le nombre des cotisants de la RATP aux régimes spéciaux de retraite, nous indique la direction de l'entreprise, est de 39 000 et celui des retraités de 44 000. Le chiffre de 70 000 cotisants, qui nous avait été communiqué par la commission Le Vert, correspond au nombre de personnes cotisant au régime d'assurance maladie-maternité-invalidité.



VIDÉO, CINÉMA, CONFÉRENCES

● **MARDI**
PROGRAMME CYBERCINÉ, GRAND ÉCRAN AVEC L'INSTITUT LUMIÈRE ET UGC
Palais des Congrès-Auditorium, 20 h 30 (entrée libre).
9 janvier 1996
Total Recall de Paul Verhoeven, 1990, USA
16 janvier 1996
Blade Runner de Ridley Scott, 1982, USA
23 janvier 1996
Le Cobaye de Brett Leonard, 1992, USA
30 janvier 1996
The Mask de Charles Russel, 1993, USA
6 février 1996
Jusqu'au bout du monde de Wim Wenders, 1991, Allemagne
13 février 1996
à 20 h 30
Terminator II de James Cameron, 1991, USA

● **MERCREDI**
PROGRAMMATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL - INA
« Des machines pour des artistes », une sélection d'œuvres représentatives de l'interaction entre l'expression artistique et le médium télévisuel
Musée-salle de conférence (entrée libre)
27 décembre 1995
à 14 h 00 et 16 h 30
« Sculpter le temps »
Robert Cahen : *Cartes postales*, 1984
Robert Cahen : *Hong Kong Song*, 1989
Robert Cahen : *Boulez-Repons*, 1985
3 janvier 1996
à 14 h 00 et 16 h 30
« Médiation culturelle »
Thierry Kuntzel et Philippe Grandrieux : *La Peinture cubiste*, 1981
Jaroslaw Kapuscinski : *Variations Mondrian*, 1992
Joëlle Bouvier et Régis Obadia : *La Chambre*, 1988 ; *L'Etreinte*, 1989
10 janvier 1996
à 12 h 00 et 16 h 00
« Le Maître et le Disciple »
Jean-Christophe Averty : *Les Mariés de la Tour Eiffel*, 1975
Pierre Trividic : *La Différence entre l'amour*, 1992 ; *La Tempête*, 1990
17 janvier 1996
à 14 h 00 et 16 h 00
« Best of Imagina »
Une sélection des films lauréats du Prix Pixel INA 1995 (30 productions internationales dans le domaine des images de synthèse)
24 janvier 1996
à 14 h 00 et 16 h 30
« La télévision, espace de création libre »
Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville : *France tour détour deux enfants*, 1980 ; *« Obscur chimie »* et *« Lumière physique »*
Robert Wilson : *La femme à la cafetière*, 1989 ; *Stations*, 1984
31 janvier 1996
à 14 h 00 et 16 h 30
« Une célébration de l'opéra en images : Opéra imaginaire »
Série de douze réalisations sur des grands airs d'opéra, 1993
7 février 1996
à 16 h 30
« L'Evolution des techniques d'animation »
Jacques Rouxel : *Les Shadoks* (1re série), 1968
Michaël Gaumnitz : *Grapf Nitzs*, 1986
Peter Foldes : *Un garçon plein d'avenir*, 1965 ; *La Belle Cérébrale*, 1968 ; *Narcissus, Echo*, 1972
Piotr Kamler : *Reflets*, 1961 ; *Le Trou*, 1968 ; *Délicieuse catastrophe*, 1970
14 février 1996
à 14 h 00 et 16 h 30
« Une écriture singulière pour des personnages singuliers »
Philippe Vallois : *Huguette ex-Spengler*, 1984
Jean-François Jung : *Le Monde d'une voix*, 1985

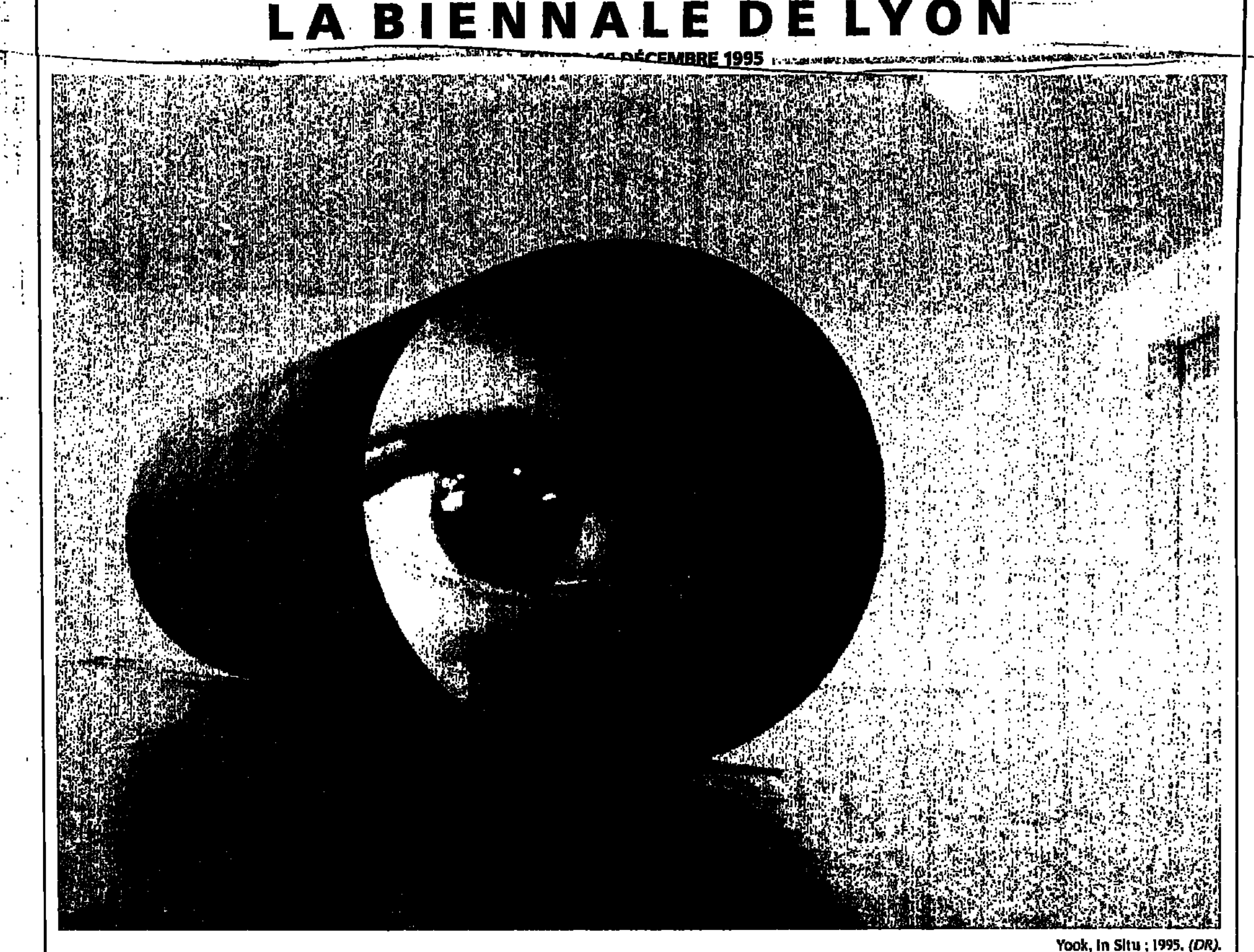
● **JEUDI**
LES INVITÉS DE LA BIENNALE
Conférences, programmes vidéo actualité
Musée-salle de conférence, à 17 heures (entrée libre)
4 janvier 199
Gianfranco Mantegna présente le programme *« USA Videos »* :
Jim Anderson *Trace Elements*, 1994
Michel Auder *Roman Birds*, 1992
Irit Batsry *Scale*, 1995
Kit Fitzgerald *Tiny Sisters*, 1995
Van McElvee *Transformations*, 1994
Shalom Gorewitz *Devotion*, 1995
Hilja Keading *Dangler and 180 Degres*, 1995
Rafael Montanez Ortiz *Dance Number 22*, 1993
Alix Pearlstein *Dirt, Blood, Spit, Piss, Hug*, 1993
11 janvier 1996
à 17 heures
Orlan : conférence, « J'ai donné mon corps à l'art »
18 janvier 1996
Roy Ascott : conférence, *« Visions of Connectivity : Art in the Telematic Embrace »*
25 janvier 1996
Anne-Marie Duguet : conférence, *« Les installations vidéo »*
1er février 1996
André Iten présente le programme *« Regards sur le réel. figures de fiction »* Beat Streuli, Enrique Fontanilles, Irene [illegible] Muriel Olesen
8 février 1996
Frank Perrin : conférence, *« Le champ élargi du temps de l'œuvre à l'horizon Cyber »*
15 février 199
Annie Lucciani, Claude Cadoz, Jean-Loup Florens : conférence, *« Les recherches sur l'image, la musique et l'art multisensoriel »*

● **VENDREDI**
LES RENCONTRES DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL - INA
Musée-salle de conférence, à 18 h 30 (entrée libre)
A l'occasion de la Biennale d'art contemporain de lyon, l'INA a souhaité organiser un cycle de conférences *« La mémoire du futur »* qui présentent les technologies de pointe développées par l'institut.
5 janvier 1996
Maurice Olivier : *« La recherche dans la création audiovisuelle »*
12 janvier 1996
Philippe Quéau : *« Vers une culture du virtuel »*
19 janvier 1996
Pierre Henon : *« La compétition des prix Pixel INA »*
26 janvier 1996
Francis Denel : *« La télévision, objet culturel, enjeu de savoir »*
2 février 1996
Vincent Prost : *« Décrire l'image animée par des textes et de l'image fixe »*
9 février 1996
Louis Laborelli : *« La sécurité des transmissions, filigranage et protection du copyright »*
Dimanche 18 février 1996
Olivier Koechlin : *« Les CD-ROM et les bornes interactives »*

● **SAMEDI**
PROGRAMME VIDÉO ET CINÉMA EXPÉRIMENTAL
Musée-salle de conférence, à 16 heures (entrée libre)
23 décembre 1995
Cinéma : séance spéciale
Michael Snow : *La Région centrale*, 1970-1971
30 décembre 1995
Cinéma expérimental
Andy Warhol : *Haircut*, 1963
Jonas Mekas : *Zefiro Torna or Scenes from the Life of George Maciunas*, 1992
Kenneth Anger : *Inauguration of the Pleasure Dome*, 1954-1966
6 janvier 1996
Cinéma : films d'artistes
Christian Boltanski : *L'homme qui tousse*, 1969
Marcel Broodthaers : *Rendez-vous avec Jacques Offenbach*, 1972
Jean-Pierre Bertrand : *7 ans avant l'an 2000*, 1993
Maurice Lemaître : *6 films in[illegible] supertemporels*, 1967-1975
Martial Raysse : *Jésus cola*, 1966-1967
Richard Serra : *Hands Scraping*, 1969
13 janvier 1996
Vidéo : les classiques
Marcel Odenbach : *Stehen ist nicht umfallen*, 1989
Ed Emshwiller : *Crossing and Meeting*, 1974
Les Levine : *Les Levine's Greatest Hits*, 1974
William Wegman : *The Best of William Wegman*, 1970-1978
Keith Sonnier : *TV IN and TV OUT*, 1972
Robert Filliou : *Telepathic Music 7*, 1977
Jean Otth : *Le Portrait de René Berger*, 1975
Robert Morris : *Mirror*, 1969
20 janvier 1996
Vidéo : séance spéciale Gerry Schum
Land art : avec Long, Oppenheim, Flanagan, Smithson, Boezem, Dibbets, Walter de Maria et Heizer, 1968-1969.
Identifications : avec Beuys, Boetti, Brown, Buren, Calzolari, De Dominicis, Van Elk, Fulton, Gilbert and George, Rinke, Ruthenbeck, Serra, Sonnier, Rückriem, Weiner, Zorio, Merz,...
27 janvier 1996
Vidéo : jeune création
Tom Kalin : *Finally Destroy us*, 1991
Sadie Benning : *A Place Called Lovely*, 1992
Claire Roudenko-Bertin : *Umi avec excroissance*, 1991-1992
Didier Bourdoncle : *Fred Frith Rive de Gier*, 1993
Serge Comte : *In search of Serge in the Plastic Surgery*, 1994-1995
Laurent Foulon : *Sans [illegible]*, 1995
Markus Hansen : *James Last Round*, 1995
3 février 1996
Vidéo rock
The Residents : *7 films*, 1978-1980
Laurie Anderson : *Clips-Performance*,
Brian Eno : *Mistaken Memories of the Medieval Manhattan*, 1981
10 février 1996
Cinéma expérimental : *Actualité*
Derek Jarman : *3 films inédits*, 1971-1973
Leslie Thornton : *Whirling*, 1992
Matthias Müller : *Alpsee*, 1995
Jürgen Reble : *Rumpelstilzchen*, 1989
Hiroyuki Oki : *Irome*, 1992
17 février 1996
Vidéo : jeune création
Alain Séchas : *Les Mousquetaires*, 1995
Georgina Starr : *The Party*, 1995
Gillian Wearing : *The Human with the Bandaged Face who I Saw Yesterday down Alwath a Road*, 1995
Sam Taylor Wood : *Brontasaurus*, 1995
Michael Curran : *Amani se vuoi*, 1994
Sandra Kogut : *Parabolic People*, 1991
Pierre-Yves Ferrandis : *Internet Human*, 1995
Pascal Gaze : *Novatome*, 1990 (nombre de places limité)
Ce programme de projections cinéma, vidéo et de conférences est non contractuel. La Biennale se réserve le droit de le modifier en cas de force majeure.

Le Monde

LA BIENNALE DE LYON


Yook, In Situ : 1995. (DR).

L'image mobile

Nous sommes en 1995, l'année où le cinéma fête son centenaire, à Lyon, la ville des frères Lumière : deux bonnes raisons pour vouer la 3e Biennale d'art contemporain à l'image mobile. Bien que cette édition n'ait pas cet intitulé – de fait elle n'a pas de titre –, l'idée d'image mobile est propre à fédérer ce qu'elle présente : *« le meilleur de l'art s'appropriant, d'une manière ou d'une autre, le récit cinématographique, la culture de la vidéo et la pratique de l'informatique »*, nous disent les commissaires de l'exposition, Thierry Prat, Thierry Raspail, Georges Rey.

Soixante-quatre artistes de tous les continents ont été réunis dans le nouveau musée et au Palais des Congrès, ici pour un parcours « historique » depuis les premiers bricolages de téléviseurs jusqu'à la maîtrise des technologies nouvelles, là pour une traversée de la création d'aujourd'hui avec ses glissades et débordements d'un moyen d'expression à l'autre, les artistes se servant tout naturellement, à leur convenance, de la vidéo, de l'interactivité, du réseau télématique, des images virtuelles. Parmi les œuvres présentées, vingt-trois sont des installations historiques signées Nam June Paik, Wolf Vostell, Peter Campus, Dan Graham..., et vingt-neuf sont des créations pour la Biennale.

A cet événement correspond un autre événement : la Biennale inaugure le Musée d'art contemporain de Lyon, sur la rive gauche du Rhône, au cœur de la Cité internationale, dont le « patron » est l'architecte Renzo Piano.

G. B.

HISTOIRE

Le roman des origines : Paik et Vostell

L'art vidéo est né dans les années 60 des frasques d'un Coréen et d'un Allemand appartenant au mouvement Fluxus

TOUT commence à Wuppertal (RFA), en 1963. Avec l'exposition, à la Galerie Parnass, de treize téléviseurs nourris d'images abstraites. Au lieu de provenir d'une caméra ou d'un magnétoscope, ces images sont engendrées dans le tube cathodique par treize sons pulsés par treize synthétiseurs. *« J'ai inventé la télévision abstraite »*, s'exclame Nam June Paik, un jeune Coréen de trente et un ans, venu en Allemagne parfaire ses études musicales auprès de Stockhausen. Lassé par le simplisme de la composition électro-acoustique, Paik s'est tourné vers la décomposition de l'image électronique, autrement plus compliquée. Et plus insolite. Personne encore ne s'y est aventuré.

Non loin de là, au même moment, un Allemand, Wolf Vostell, qui a déjà mis en scène des téléviseurs dans des environnements provocants, s'avise qu'on peut transformer leur image en accomplissant le geste le plus simple : dérégler les boutons. On obtient ainsi toutes sortes de déformations, que Vostell nomme *TV décollages*. L'image saute, oscille, se plisse. Conséquences : la speakerine dévisse, le ministre vacille, la star s'étiole. Le pouvoir tremble sur ses bases. Vostell enregistre tous ces dérèglements, politiques autant qu'esthétiques, en 16 mm. Et avec son film *Sun in Your Head* se fait applaudir dans un festival de cinéma.

L'art vidéo est né deux fois. Deux fois il est sorti des entrailles de la télévision. En tranchant le cordon qui la relie au réel. La télévision, c'est le réel en temps réel. Avec ses *TV décollages*, Vostell met le réel en doute et en déroute et le temps entre parenthèses. Il dissout la vérité de l'image en même temps que sa stabilité. Avec ses *téléviseurs abstraits*, Paik se débarrasse du réel pour ne garder que le temps réel. Il abolit le réalisme cathodique en coupant celui-ci de tout réel représenté. Ce n'est plus le réel qui génère de l'image mais un son, autrement dit un signal. Un signal engendre un autre signal et est-ce toujours de la télévision ? Oui, car l'opération reste *instantanée*. La télévision devient une fonction libérée de son fonctionnement.

La voie est ouverte. Doublement. Le geste de Vostell montre qu'on peut modifier la télévision de l'extérieur, celui de Paik prouve qu'il n'est pas inutile de la saisir de l'intérieur. Une cohorte d'artistes peut maintenant s'emparer de la (fonction) télévision et en tirer, sous l'appellation « art vidéo », toutes sortes d'œuvres. Même des « non abstraites. »

Paik bientôt ne se contente plus de son abstraction-table rase. Il cherche les instruments capables de reconstruire, mais autrement, l'image dont il s'est emparé par son geste radical. Avec l'aide d'un ingénieur japonais, Shuya Abe, il fabrique un synthétiseur vidéo, le premier du genre, capable de générer des couleurs et des formes. Quand Sony sort le *portapack*, premier magnétoscope portable, Paik en achète un à Tokyo et débarque à New York, en 1965. Il y retrouve Vostell.

> Deux fois il est sorti des entrailles de la télévision. En tranchant le cordon qui la relie au réel,

Paik et Vostell continuent en Amérique ce qu'ils ont commencé en Europe : dévier la télévision vers des actions d'avant-garde. Ils s'appuient sur le mouvement Fluxus, dont ils sont membres fondateurs. Que veut Fluxus ? Etendre à la vie même la conception de l'art proclamée par Marcel Duchamp à travers ses *ready made*. Doivent être considérés comme objets trouvés métamorphosables immédiatement en objets d'art : tout geste, toute action, toute situation, tout bruit, toute musique, toute image… L'organisation de fêtes, de concerts, d'événements sous le nom de *happenings*, où chacun s'évertue à la banalisation choquante (ou à l'appropriation) de tel ou tel geste, permet à Fluxus d'appliquer son programme post-duchampien. Paik organise un championnat de pisse-la-plus-longue. Une symphonie de pénis. Et comme ses copains, casse quelques pianos, violons, fait valser au-dessus du public des paquets de partitions en guise de concert. Paik s'approprie aussi le sommeil : il dort sur son piano au lieu d'en jouer. Vostell s'approprie le béton : il bétonne des automobiles, des téléviseurs. Christo commence déjà à emballer des objets, dont un piano de Paik. Georges Maciunas, le penseur-fédérateur de Fluxus, invente, sur le modèle des valises de Duchamp, la boîte d'artistes. Dans ces coffrets, chacun va déposer ses petits souvenirs, ses attrape-nigauds, ses déchets intimes, ses restes de performance.

La télévision est à la fois une boîte de plus et une anti-boîte. Une bombe anti-ready made. Images et sons y battent comme sang et système nerveux. C'est un corps. Un corps capable non seulement d'engendrer (de figurer) des corps mais aussi de réengendrer du corps (de la figuration). Et, appropriée par Paik, par Vostell, puis par d'autres, Acconci, Nauman, Wegman, Campus, Emshwiller, Viola, Kuntzel, elle va réussir là où la seule « performance néo-dada » avait échoué à force de se vouloir dans la continuité de Duchamp. La *« télévision négative »*, comme Paik désigne son invention, n'est pas seulement la négation de la télévision officielle, quotidienne, commerciale. C'est aussi la négation de la stérilisation de l'art par le duchampisme généralisé, sinon par Duchamp lui-même.

Etonnante fécondité de l'art vidéo. Il n'y a qu'à voir la floraison d'installations qu'il a produite, où se comptent par centaines les œuvres marquantes. Et une bonne dizaine des chefs-d'œuvre du XX[e] siècle.

Jean-Paul Fargier

SOMMAIRE

LES TRÈS RICHES HEURES DE L'ART VIDÉO

ANNÉES 60

1963. Nam June Paik et Wolf Vostell présentent leurs premières images TV trafiquées. 1965. A New York, Nam June Paik, l'un des tout premiers acheteurs du Portapack Sony, enregistre sa première bande d'art vidéo: *Café Gogo in Greenwich Village, 152, Bleeker St.*, soit *« cinq ans de vieux rêves et la combinaison de la TV électronique et de l'enregistrement sur bande vidéo deviennent réalité »*.

1967. Le Portapack Sony 1/2 pouce, noir et blanc, est commercialisé.
La chaîne de TV KQED de San Francisco crée un atelier expérimental qui, en 1969, prendra le nom de *National Center for Experiments in Television at KQED-TV*. Installation vidéo de Bruce Nauman à la Nicholas Wilder Gallery, Los Angeles.

1968. Création à Düsseldorf de la TV Gallery, première galerie européenne spécialisée dans l'art vidéo.
« Electronic Art », exposition à la Bonino Gallery de New York.
Création de collectifs, d'ateliers de recherches, à New York, à San Francisco.

1969. A New York : *« TV as a creative medium »*, grande exposition d'art vidéo, à la Howard Wise Gallery ; la John Gibson Gallery présente les premières bandes vidéo de Dennis Oppenheim ; Leo Castelli Gallery présente des bandes vidéo et des hologrammes de Bruce Nauman ; création de Global Village, un centre de vidéo collective.
A Darmstadt (RFA), création d'un groupe vidéo : Telewissen, qui a pour devise: *« Do your own TV. »*

ANNÉES 70

Autour de 1970, la vidéo est très utilisée, sporadiquement ou régulièrement, par des artistes d'horizons fort différents. Certains d'entre eux se spécialisent, deviennent des artistes vidéo à part entière : Bill Viola par exemple.

1970. Introduction sur le marché par Sony du magnétoscope couleurs portable 1/2 pouce.
Création par Tom Mariani du Museum of Conceptual Art, à San Francisco – musée alternatif qui accueille des performances et des œuvres d'art multimédias. Le MOMA de New York organise « Information », une exposition comprenant des bandes vidéo et des installations vidéo d'artistes américains, européens et sud-américains. L'exposition *« Bodyworks »* (musée d'art conceptuel de San Francisco) réunit des bandes vidéo de Vito Acconci, Terry Fox, Dennis Oppenheim, Keith Sonnier, William Wegman.

1971. Steina et Woody Vasulka créent à New York The Kitchen Center for Music and Video. Des universités américaines (Dallas notamment) créent des centres de vidéo expérimentale.

1972. Premier Festival vidéo de femmes à l'université de l'Illinois. La Biennale de Venise et la Documenta de Kassel présentent de nombreuses bandes vidéo.

1973. L'Everson Museum de Syracuse (New York) accueille *« Circuit a Video International »*, une exposition itinérante qui réunit 65 artistes. Il présente aussi les travaux de Bill Viola.

1974. Paris : *« Art Video Confrontation/74 »*, exposition organisée à l'ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris.
C'est la première fois que le public parisien peut se familiariser avec l'art vidéo.

1975. Londres : la Serpentine Gallery présente à son tour de la vidéo. Art Video à Parme, en juin.
Art video au Palais des beaux-arts de Bruxelles. Mois de la vidéo au Centre culturel d'Orléans.

1976. Création de Franklin Furnace, à New York, centre alternatif doté d'archives concernant la vidéo et la performance.
Sections vidéo aux foires de l'art de Bologne et de Bâle, à la Biennale de Venise.

1977. La Documenta 6 de Kassel, dont le thème principal est l'art et la vidéo, présente une rétrospective de bandes vidéo et d'installations de plus de 40 artistes. Séminaire à la Biennale de Venise sur le thème, *« Art, artist and the media »* (parmi les organisateurs: Marshall Mac Luhan).

1978. Mise au point du vidéodisque Philips.
Rétrospective Nan June Paik à l'ARC, Paris. Elle était précédée de son installation Video-Garden au Centre Georges-Pompidou.

ANNÉES 80

Avec les années 80, les possibilités de réalisation sont toujours plus grandes, sur le plan technique (standard VHS au début des années 80), comme sur celui des infrastructures (subventions de projets qui permettent aux jeunes de se lancer dans la vidéo ; création de festivals réguliers, symposiums.

1980. Suisse : premier Festival de Locarno. France : premier Festival de Montbéliard.

1981. De nombreuses bandes vidéo allemandes sont présentées dans le cadre d'« Arts/Allemagne/Aujourd'hui », à l'ARC ; parallèlement, l'Institut Goethe fait circuler une sélection d'œuvres. Quinzaine de l'art vidéo à Rennes. Premier festival d'art vidéo franco-latin-américain, à Santiago du Chili.

1983. Exposition historique au Palais des beaux-arts de Charleroi, qui fête les vingt ans de l'art vidéo. Bill Viola à l'ARC, Paris.

1986. Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon : « Où va la vidéo » réunit une dizaine d'installations.

1989. Grande exposition de vidéosculptures à Cologne et Berlin.

ANNÉES 90

A l'heure de Cyberspace et d'Internet, la vidéo est un outil parmi d'autres, que les jeunes artistes emploient tout naturellement.

1995. 1[re] Biennale d'art vidéo de Santiago du Chili.
A Lyon, où le cinéma a été inventé il y a un siècle, la Biennale des arts est consacrée aux images mobiles.

ARCHITECTURE

Un musée neuf signé Piano

Le Musée d'art contemporain quitte le Palais Saint-Pierre pour un bâtiment au cœur de la Cité internationale

SELON qu'on l'aborde côté parc ou côté Rhône, le Musée d'art contemporain de Lyon présente une image *« austère »* ou *« ludique »*. L'architecte, Renzo Piano, a décidé de ce double visage en conservant la façade d'un des bâtiments de l'ancien palais de la Foire : tout ce qui reste, en fait, de cette vaste construction fonctionnelle des années 30, démolie pour faire place à une Cité internationale digne du troisième millénaire.

Dessiner un bâtiment à partir d'un élément préexistant était une gageure, mais les Lyonnais apprécient la conservation de cette trace du passé, orientée vers le parc de la Tête-d'or ; trace plutôt belle, au demeurant, par sa géométrie rigoureuse et le rythme harmonieux d'une suite d'arcatures en plein cintre. Renzo Piano lui a opposé, côté Rhône, une façade contemporaine rectangulaire, aveugle et revêtue de terre cuite dans sa partie haute, ouverte sur une rue piétonne par des parois de verre dans sa moitié inférieure. Le bâtiment biface n'a donc rien d'une forteresse : on peut le traverser de part en part, en empruntant une « traboule » lyonnaise d'un nouveau style, et il reliera bientôt (en 1997) le poumon vert de Lyon à un complexe de quatorze salles de cinéma.

> Des espaces d'exposition très flexibles, adaptables aux installations monumentales comme aux pièces requérant une approche intimiste

Le site de 84 000 mètres carrés de la Cité internationale, actuellement en cours de construction, s'inscrit entre les courbes du fleuve et du parc, formant un croissant qui apparaissait jusqu'ici comme une barrière entre l'eau et les arbres, et qui devient passage d'un espace à l'autre, lieu d'un dialogue entre l'architecture et la nature.

Pour l'automobiliste qui emprunte la nouvelle artère le long du Rhône, l'élément le plus spectaculaire du programme urbain (lui aussi signé Piano) dans sa partie réalisée n'est pas le musée mais la double rangée de bâtiments achevés du « pôle d'activités multiples ». Spectaculaire par l'effet d'arche brisée des toitures asymétriques autant que par l'alliance du verre et du revêtement de terre cuite, un matériau rarement utilisé à Lyon, que l'on retrouve au musée. Celui-ci ne se découvre qu'après coup, probablement parce que Renzo Piano a subordonné son geste architectural au respect des fonctions muséales.

Le nouveau musée, une image « austère » ou « ludique » (Michel Ronance).

Après avoir attaché sa signature au Centre Pompidou et au Musée de la collection De Menil, à Houston (Texas), Renzo Piano a opté, à Lyon, pour un relatif effacement, renonçant même à son rêve initial de transparence. Un compromis intéressant a été trouvé entre ce rêve et la demande de Thierry Raspail et son équipe : les responsables du musée voulaient surtout des cimaises, aussi bien des murs fixes que des dispositifs permettant de monter des cloisons éphémères adaptées à chaque scénario de monstration ou production *in situ*. Ils ont obtenu de l'architecte des espaces d'exposition très flexibles, adaptables aux installations monumentales comme aux pièces requérant une approche intimiste. Les parcours les plus divers entre les œuvres, éclairées artificiellement ou naturellement (par un toit-verrière) pourront être imaginés. Les instruments de cette mobilité sont invisibles : toute la machinerie est dissimulée dans les plafonds.

Le nouveau musée n'est pas immense : il ne comporte que 2 600 mètres carrés de surface d'exposition, répartis sur trois étages – une incitation à faire tourner les œuvres et donc à expérimenter de nouveaux points de vue sur la collection – pour un total de 6 200 mètres carrés. Y trouvent place une salle de conférences, des ateliers pour enfants, un café, une salle de documentation, une boutique : tout ce qui manquait dans l'aile du Palais Saint-Pierre précédemment occupée. En prime, le bâtiment est doté d'un mur d'images en façade, du côté des cinémas, qui sera connecté en 1996 à la station de métro de Vaise, important nœud d'échanges pour les Lyonnais. On pourra suivre simultanément, en ces deux lieux, des programmes artistiques distribués par le musée.

B. B.

Un musée neuf signé Piano

Le Musée d'art contemporain quitte le Palais Saint-Pierre pour un bâtiment au cœur de la Cité internationale

Le roman des origines : Paik et Vostell

L'art vidéo est né dans les années 60 des frasques d'un Coréen et d'un Allemand appartenant au mouvement Fluxus

L'art contemporain, oui

Depuis vingt ans, la création gagne du terrain à Lyon grâce à une poignée de personnes

AU début des années 70, la ville de Lyon semblait assoupie dans un passéisme provincial. Elle ne manquait pas d'amateurs éclairés attentifs aux voies nouvelles de la création, mais les institutions ne les suivaient guère ; en particulier le Musée des beaux-arts, le « petit Louvre » du Palais Saint-Pierre, où la fonction de conservation paraissait avoir tué l'esprit de découverte. L'ouverture, en 1976, de l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC), au dernier étage du nouveau centre d'échanges de Perrache, a permis de rattraper le retard grâce à quelques expositions éclairantes comme « L'art américain dans les collections privées françaises », avec une affiche d'artistes minimalistes et conceptuels.

Le premier directeur du lieu, Jean-Louis Maubant, avait peut-être brûlé les étapes. Remercié au bout de deux ans par la municipalité, il a dû se replier à Villeurbanne pour y fonder un centre d'art aux ambitions internationales, le Nouveau Musée. Mais l'élan était donné. Marie-Claude Jeune, à sa suite, a continué d'explorer l'art des années 50 à 80, tandis que mûrissait l'idée d'enrichir d'œuvres récentes les collections du Palais Saint-Pierre. En 1983, Thierry Raspail était nommé pour mettre en œuvre ce projet, avec un titre de « conseiller pour l'art contemporain dans la ville ». Aucun local n'était initialement prévu pour abriter sa « cellule de réflexion ». Après quelques visites de friches industrielles, il a trouvé un abri provisoire rue Edouard-Herriot, dans une aile disponible du Musée des beaux-arts : 1 200 mètres carrés sur trois niveaux. Le souhait de l'adjoint à la culture, André Muré, était toutefois de lier une activité muséale à des actions hors les murs susceptibles de fédérer artistes et marchands. L'ouverture de la section « Saint-Pierre art contemporain », en 1984, a coïncidé avec le premier « Octobre des arts » coordonné par Thierry Raspail. Au « musée » même se mêlaient des artistes internationaux (Terry Allen, Georg Baselitz, Mimmo Paladino...) et des créateurs vivant à Lyon, comme Henry Ughetto et Georges Adilon. Parallèlement, de multiples expositions étaient proposées dans les galeries et espaces culturels publics.

> « Le souhait était de lier une activité muséale à des actions hors les murs susceptibles de fédérer artistes et marchands »

Octobre des arts allait se répéter trois ans de suite dans cet esprit, tandis que Thierry Raspail, responsable des expositions de l'Auditorium Maurice-Ravel et de l'ELAC (alors animé par Odile Plassard), s'employait à réaliser son objectif majeur : constituer une collection avec des choix complémentaires de ceux des deux grandes maisons voisines, le Musée de Grenoble et le Musée d'art moderne de Saint-Etienne.

La première œuvre acquise, l'ultime *Ambiente spaziale* de Lucio Fontana (1967), avait valeur emblématique : un tracé de points lumineux dans l'obscurité, touches de couleurs phosphorescentes qui abolissaient les limites du tableau, ouvrant l'œuvre sur une *« fiction d'infini »*. Thierry Raspail et son équipe manifestaient d'emblée leur goût des œuvres « hors champ » procédant d'autres traitements de l'espace et du temps, avec des matériaux traditionnels ou inédits.

Un grand nombre d'installations ont été réunies au fil des années, parfois quasi invisibles comme *Lyon, 1987* de Maria Nordman – une mise en scène de la lumière solaire efficiente cinq minutes par jour et deux mois par an –, parfois envahissantes comme *Zero & Non* de Kosuth, ou *Composition for violin and voices (males)* de John Baldessari : respectivement sur cent-cinquante et cent mètres linéaires.

Le but de Thierry Raspail, en constituant cette collection, n'était pas de battre des records de dimensions, même si certaines pièces atteignent les 850 mètres carrés, mais de favoriser, en les produisant directement, la réalisation d'œuvres qui n'auraient pu voir le jour sans le soutien technique, financier et logistique d'un musée. Au risque de n'exposer que des parties successives de l'ensemble ; et à rendre à l'état de concept, après réalisation temporaire, des œuvres-projets comme les *Wall drawings* de Sol LeWitt.

Les locaux du Palais Saint-Pierre, par leur exiguïté même, ont sans doute permis d'expérimenter des expositions libres d'a priori historiques ou critiques, proposant autant d'approches, *modes de connaissance*, rêveries même, que de parcours possibles parmi les œuvres – autrement dit, selon Thierry Raspail, *« de spectacles mis en scène »*.

Tandis que s'élaborait ce musée auquel ne manquait plus qu'un lieu permanent équipé, Octobre des arts évoluait vers une formule différente préfigurant l'actuelle Biennale. Les premières années, certains spectateurs avaient regretté le caractère hétérogène de la manifestation. L'absence d'identité globale était mal compensée par le bénéfice socioculturel (discutable) de cette foire aux arts.

> « L'amour de l'art en septembre-octobre 1991 » proposait « Un regard attentif et sélectif sur des artistes qui témoignent de la richesse et de la vitalité de l'art, en France. »

En 1988, la section d'art contemporain devenait musée indépendant, par un accord de la ville et de la direction des musées de France. La même année, Thierry Raspail demandait à l'historien d'art Maurice Besset de concevoir un « Octobre des arts » nouvelle manière, avec une exposition thématique et historique sur le monochrome, « La couleur seule ». Un succès public qui l'année suivante allait inciter le nouveau maire de Lyon, Michel Noir (successeur de Francisque Collomb), à accentuer l'identité de l'événement artistique.

Devenu Biennale, avec un projet plus clair, l'ex-Octobre des arts intéressait le ministère de la culture. D'autant que *la direction des arts plastiques* (DAP) avait enfin résorbé le déficit de la défunte Biennale de Paris : une bonne occasion d'appliquer les préceptes de décentralisation. *L'Etat et la ville de Lyon* ont donc cofinancé « L'amour de l'art » en septembre-octobre 1991. La formule était originale : juxtaposer en un vaste lieu compartimenté pour la *circonstance*, la Halle Tony-Garnier, soixante-dix expositions personnelles proposant *« Un regard attentif et sélectif sur des artistes qui témoignent de la richesse et de la vitalité de l'art, en France, aujourd'hui »*.

Aucun autre fil conducteur ne reliait le savon géant de Fabrice Hybert aux peintures d'Eugène Leroy, ni l'accumulation de globes lumineux d'Ange Leccia à la maison-rocher d'Erik Dietman, et certains critiques ont été irrités par ces rapprochements de démarches singulières. Mais le public est venu en nombre : 73 000 personnes en quarante jours. Succès confirmé, deux ans plus tard, avec « Et tous ils changent le monde », Biennale moins éclatée, plus historique, avec une réflexion sur l'avant-garde et les limites de l'art depuis 1913. 89 000 visiteurs se sont succédés à la Halle Tony-Garnier, sans compter les entrées comptabilisées en deux autres lieux : soit une moyenne par jour bien supérieure à celle de la Biennale de Venise. Quant aux œuvres présentées, choisies par Thierry Raspail, Thierry Prat et Marc Dachy, elles traçaient des parcours possibles de Malevitch à Kabakov, de Beuys à Wölfli, des grands perturbateurs de Fluxus aux maîtres du concept et de l'image immatérielle. Un avant-goût du travail permanent envisagé dans le Musée d'art contemporain de Lyon inauguré à l'occasion de cette troisième Biennale.

Bernadette Bost

L'installation, voie royale de l'art vidéo

Inaugurée par Paik, le dispositif de l'image permet une nouvelle perception de l'espace et du temps

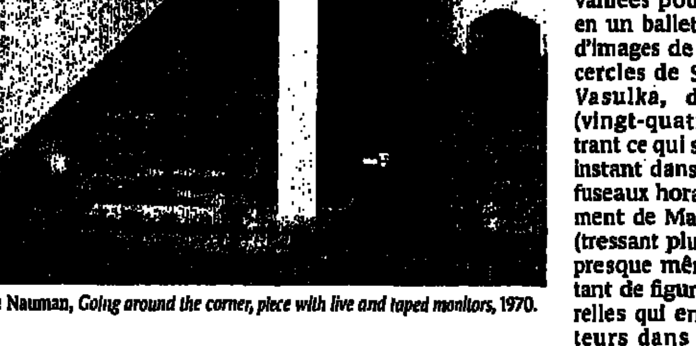
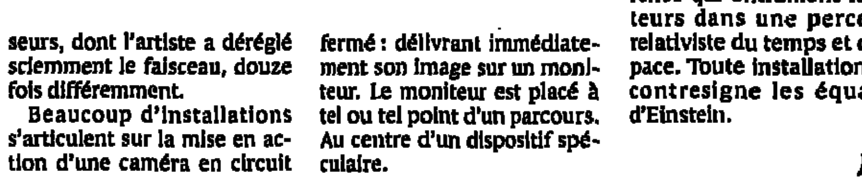
TREIZE téléviseurs jonchant le sol d'une galerie : du premier coup, Paik invente l'installation vidéo. Assembler des objets pour créer une sculpture, cela s'était déjà fait. Que dans ces objets figurent un ou deux téléviseurs, cela s'était déjà vu. Mais investir un espace avec seulement des images électroniques, aucun artiste n'y avait pensé.

A partir de là, l'art vidéo va *se développer* comme mise en jeu dans l'espace de plus d'un téléviseur, montrant en général des images spécialement fabriquées pour l'occasion.

Il existe bien des manières *de composer une installation* vidéo. Avec ou sans caméra. Avec une image ou plusieurs images. Multipliée(s) ou non par *n* moniteurs. Réparties ou non sur *x* écrans. Regroupées ou *dispersées dans l'espace*. Visibles d'un point fixe ou nécessitant un déplacement, un parcours. Impliquant ou non la participation du visiteur, etc. Les artistes vidéo ont tout *essayé*.

La première installation de Paik se passait de caméra. Les images qu'elle exhibait provenaient d'une manipulation interne. Paik a créé d'autres installations sans caméra : *Moon is the oldest TV* par exemple (achetée par le Centre Pompidou). Douze phases de la Lune brillent sur douze téléviseurs, dont l'artiste a déréglé sciemment le faisceau, douze fois différemment.

Beaucoup d'installations s'articulent sur la mise en action d'une caméra en circuit fermé : délivrant immédiatement son image sur un moniteur. Le moniteur est placé à tel ou tel point d'un parcours. Au centre d'un dispositif spéculaire.

Bruce Nauman, *Going around the corner, piece with live and taped monitors*, 1970.

Ainsi fonctionnent nombre d'installations de Bruce Nauman, de Dan Graham, de Peter Campus, de Catherine Ikam. Le visiteur s'y trouve confronté à sa propre image. Et à son altération. Elle subit des décalages dans le temps, se dédouble souvent, se morcelle parfois. Il se voit même parasité par l'image d'un autre, présent dans le même circuit. De l'identification narcissique à la distanciation schizophrénique : on nous fait éprouver toute une gamme de sensations nées de l'existence même de la télévision, ce média de l'immédiat.

Certaines installations, plus spectaculaires, déploient dans *l'espace un grand nombre* d'images préenregistrées, travaillées pour se coordonner en un ballet significatif. Mur d'images de Paik, de Kuntzel, cercles de Steina et Woody Vasulka, d'Ira Schneider (vingt-quatre images montrant ce qui se passe au même instant dans les vingt-quatre fuseaux horaires), environnement de Marie-Jo Lafontaine (tressant plus de vingt fois la presque même corrida) : autant de figures spatio-temporelles qui entraînent les visiteurs dans une perception relativiste du temps et de l'espace. Toute installation vidéo contresigne les équations d'Einstein.

J.-P. F.

LES FESTIVALS D'ART VIDÉO ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Janvier. Vigo (Espagne) : Video International Festival. Budapest : L'Effet papillon.
Février. Monte-Carlo : Imagina. Berlin : Video Fest.
Mars. Pise : Ondavideo.
Avril. Clermont-Ferrand : VidéoFormes.
Mai. La Haye : Wide World Video Festival. Bourges : Bandits Images (un festival des écoles d'art).
Juin. Valence (Espagne) : Festival du jeune cinéma. Copenhague : Film and Video Workshop.
Juillet. Estavar Llivia (Espagne) : Vidéo des pays catalans. Taormina (Italie) : Taormina Arte.
Août. Locarno (Suisse) : Video Art Festival.
Septembre. Toulouse : Faust (tous les deux ans). Montréal : Champ Libre. Sao Paulo (Brésil) : Biennale d'art vidéo (tous les deux ans). Linz (Autriche) : Ars Electronica.
Octobre. Rio, Buenos Aires, Bogota (Colombie) : Festival itinérant franco-latino-américain. Santiago (Chili) : Biennale d'art vidéo. Genève (tous les deux ans).
Novembre. Manosque (France) : Les *Instants Vidéo. Genève : La semaine* internationale de vidéo (tous les deux ans). Cadix (Espagne) : Muestra Internacional de Video.
Décembre. Gentilly (Val-de-Marne) : Festival vidéo du Val-de-Marne. *Hérouville-Saint-Clair (Calvados) : Vidéo* et Arts plastiques. Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Artifices (tous les deux ans).

▶ Les lieux forts (permanents ou temporaires) en France
Paris : *Musée national d'art moderne* (Centre Pompidou, tél. : 44-78-12-33) : très importante collection de bandes vidéo d'artistes, consultable à la demande (six postes de visionnage). Lille : L'espace Croisé (allée de Liège, 101, Centre commercial, tél. : 20-06-98-19).
Lyon : ELAC (Espace lyonnais d'art contemporain, Musée d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, tél. : 78-42-33-03).
Mons-en-Barœul : la Station Vidéo (Le Fort, avenue de Normandie, tél. : 20-43-24-30).
Nice : Musée d'art moderne (Promenade des arts, tél. : 93-62-61-62).
Clermont-Ferrand : La Chapelle (14, rue de l'Oratoire, 73-90-67-58).
Mulhouse : La Filature (20, allée Nathan-Katz, tél. : 89-36-28-29).
Strasbourg : cinéma L'Odyssée (3, rue des Francs-Bourgeois, tél. : 88-75-10-47).

▶ Location de bandes d'artistes :
Heure exquise ! BP 113 59370 Mons-en-Barœul. Tél. : 20-43-24-32.
Electronic Arts Intermix, 536 Broadway 9th floor, New York NY 10012.

▶ Un guide
IDEA (International Directory of Electronic Art) : 30 000 adresses d'organismes, d'artistes, d'écoles, de festivals. Chaos édit. 57, rue Falguière, 75015 Paris.

Guide pratique

Musée d'art contemporain et Palais des congrès, la Cité internationale, quai Charles-de-Gaulle, 69006 Lyon. Du 20 décembre 1995 au 18 février 1996. Tous les jours, sauf le lundi, de 12 heures à 19 heures. Nocturnes le vendredi jusqu'à 22 heures.
Bus : ligne 4 (Jean-Macé - Cité internationale). Parking de la Cité internationale.

▶ Prix d'entrée
Plein tarif : 40 F, tarif réduit : 30 F (étudiants, chômeurs, Carte vermeil, groupes à partir de 10 personnes, abonnés Maison de la danse et Institut Lumière). Entrée gratuite pour les moins de 18 ans. Carte permanente individuelle : 70 F, valable pour toute la durée de la biennale.

▶ Sur place
Visites commentées individuelles, groupes, scolaires. Renseignements Pascale Duclaux. Tél. : 72-40-26-26.
Librairie-boutique RMN, spécialisée en art *contemporain (horaires biennale)*.
Restaurant : petite restauration, plat du jour, bar, salon de thé. Repas de groupe sur commande (horaires biennale).
Week-ends, séjours. Agence Vist France, Lyon. Tél. : 72-41-04-04.



TEMPS

Machines à dérouler les images

Un artiste invente le moyen de capter le temps, un autre peint les moments de la vie

Si la vidéo permet de brouiller les images, elle peut aussi agir sur leur flux, sur le déroulement du mouvement et, par là, signaler ou signifier le temps. Les artistes n'ont évidemment pas manqué de l'envisager de toutes les manières possibles, par exemple en enregistrant en temps réel des actions qui n'en finissent pas, ou en orchestrant des installations avec temps différé, propres à déboussoler le spectateur impliqué dans l'espace. Quand d'autres, comme Kowalski, essaient carrément de modeler le temps, quand Bill Viola traite du temps humain.

Avec Piotr Kowalski, les technologies modernes et nouvelles servent l'utopie d'une terre habitée poétiquement. Ses œuvres sont des *« machines à démonter les acquis, machines à faire des vierges »*, à rendre le regard conscient, en inscrivant le doute dans l'espace perceptif.

Né en 1927, à Lvov, une ville d'Ukraine alors en Pologne, Kowalski a étudié les mathématiques et l'architecture aux Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Cambridge (Etats-Unis) dans les années 50. Il a travaillé avec des architectes avant de se tourner, en France à partir des années 60, vers la sculpture, et de concevoir de nombreux projets pour l'espace urbain (Les Halles, la Défense...) qui n'ont, c'est dommage, pas souvent vu le jour. Refusant tout enfermement dans une spécialisation technique, travaillant avec des aimants, avec la lumière, avec l'holographie, il s'est employé depuis une trentaine d'années à prendre la mesure de l'espace pour inscrire notre perception dans le monde de la relativité, en rêveur, en poète qui entend sortir l'art et la science de leur confinement. Son projet de cerner le temps s'inscrit dans cette perspective. Un projet tenace qui remonte au début des années 70, et qui a fait l'objet de plusieurs machines. La Biennale de Lyon les présente.

« Time Machine I », 1979. *(DR)*

Time machine I est une œuvre interactive, destinée à être manipulée par le public (sous vitrine à Lyon). Elle capture l'ambiance sonore réelle et la restitue à l'envers en temps réel, de telle sorte que le monde à l'endroit et le monde à l'envers se mettent à exister concurremment. Présentée pour la première fois à New York en 1979, cette première machine à modeler le temps était accompagnée d'une autre pièce : un miroir qui renversait la perception de l'espace. *Time machine II* (1981), justement, ajoute l'image au son. Elle prend le son, l'image ambiants ou diffusés et les retourne, de telle sorte que le monde à l'endroit et le monde à l'envers coexistent dans le même espace de présentation. Cela grâce à deux téléviseurs juxtaposés auxquels sont adjoints deux systèmes sonores.

L'idée qui a présidé à la conception des *Time machine* (I, II et III, cette dernière a été mise au point pour Lyon), était de *« manipuler matériellement le temps, maintenant qu'on a des outils pour le tordre, le compresser, le renverser symétriquement ou le forcer, comme nous le faisons avec l'espace »*. Et Kowalski d'*« envisager le temps comme une matière, similaire aux autres formes de matière de l'univers, et inséparable d'elles »*. Puisque l'avènement des instruments d'enregistrement le permet depuis le cylindre de cire. Puisque, depuis plus d'un siècle, *« le temps a été stocké en tant que mémoire, de façon très similaire à celle dont l'expérience de l'espace à été stockée et transmise par l'intermédiaire des moyens traditionnels de l'art. »*

« Time machine I » capture l'ambiance sonore réelle et la restitue à l'envers en temps réel, de telle sorte que le monde à l'endroit et le monde à l'envers se mettent à exister concurremment

INTERACTIVITÉ

Virtuellement beau

Objets bizarres, êtres hallucinants, interpellent l'habitant de la vidéosphère et du cybermonde

Il faut des ordinateurs pour créer de la *réalité virtuelle*. Mais tout ce qui sort d'un ordinateur n'est pas forcément virtuel. Surtout s'il s'agit d'images. Ont-elles été créées par lui ou seulement stockées en lui ? L'ordinateur a-t-il servi à produire des informations ou contribue-t-il seulement à les gérer, à y accéder ?

Un artiste, à bon droit, peut se sentir concerné par toute opération informatique (comme auparavant par la cinématographie, la vidéographie). Et tenter d'y imprimer sa marque. Des Vasulkas, pionniers en images numériques, à Piotr Kowalski et ses *Time Machines*, de Paik et son *Robot K 456*, primate du « remote control », à Catherine Ikam et sa créature « sapiens sapiens » (*L'Autre*), des centaines d'artistes ont créé des objets bizarres, des êtres hallucinants, des dispositifs interactifs, pour interpeller artistiquement l'habitant de la vidéosphère et du cybermonde.

Dans cet espace, deux lignées se dessinent. Avec leurs têtes de file – des artistes ayant réussi une vraie œuvre, à la beauté évidente : Jean-Louis Boissier, d'un côté ; de l'autre, Laurent Mignonneau et Christa Sommerer.

JEAN-LOUIS BOISSIER

Boissier, avec *Flora Petrinsularis*, a réussi dans le domaine de la gestion de stocks, le plus joli dispositif. Les femmes de Jean-Jacques Rousseau et les fleurs de son herbier, nous les feuilletons à loisir en tournant les pages d'un livre-menu, que lit une caméra postée au-dessus. Nous décidons de fixer notre attention sur une page ? La voici sur l'écran. Un souvenir érotique : nous entrons dans la scène. Le texte (tel qu'il est mis en page), les images (distribuées par fragments), les sons (rares mais distingués) témoignent d'une réalisation raffinée. Nous naviguons dans ces informations en caressant une boule : à travers elle, nous pouvons même caresser les conquêtes de Jean-Jacques. Arrêt, ralenti, connexion.

Jean-Louis Boissier, Flora Petrinsularis, 1993. Installation interactive.

C'est à l'université Paris-VIII que Jean-Louis Boissier travaille, au sein du département arts et technologie, dirigé par Edmond Couchot, autre créateur virtuel de premier plan. Couchot a créé Entr'autre, une plume interactive, qui s'envole plus ou moins loin dans l'écran selon que l'on souffle plus ou moins fort sur une plume réelle, fixée à côté de l'écran. Nulle image préalable n'est stockée dans l'ordinateur pour simuler le mouvement de la plume. Seulement des tas d'informations capables de traduire instantanément en images l'action de notre souffle sur la plume réelle.

LAURENT MIGNONNEAU ET CHRISTA SOMMERER

Mignonneau et Sommerer ont à leur actif trois chefs-d'œuvre. Personne encore n'a réussi à faire mieux, et de loin, dans le domaine du dialogue interactif avec des objets virtuels. C'est que leurs objets sont des êtres. Ils vivent et se développent.

Au commencement, ils « virtu-créèrent » des plantes. D'une lumineuse simplicité. On touche de la main des cactus, des fougères, diverses plantes vraies, et, sur le mur devant nous, une végétation se dresse. Des tiges, des feuilles, des corolles se dessinent en réponse à nos caresses plus ou moins appuyées. Le mur se remplit peu à peu. Le paysage ne cesse de changer. *Interactive Plant Growing* (1992) fut élaboré à Francfort, à l'Institut des nouveaux médias, où Mignonneau et Sommerer, l'un venant des Beaux-Arts d'Angoulême, l'autre des Beaux-Arts de Vienne, entamèrent leur collaboration.

Puis ils « virtu-créèrent », en Amérique, dans l'Illinois, des êtres aquatiques. De bizarres poissons, molusques et crustacés prolifèrent dans un bassin rempli d'eau, dès que quelqu'un y mouille ses doigts (*A-Volve*, 1993). Enfin, au Japon, en 1994, dans le laboratoire de la compagnie NTT, des papillons. Le faisceau d'une lampe électrique, manipulée par le visiteur, arrache à la nuit des insectes virtuels, fascinés par la lumière. Leur essaim coloré volète à la poursuite de la lumière. Vous pouvez leur faire accomplir toutes sortes de zigzags, d'arabesques. Ou les tuer : en arrêtant le va-et-vient. A rester trop longtemps dans le faisceau, ils meurent. Est vivant ce qui peut mourir.

Nam June Paik s'intéresse beaucoup, actuellement, à la virtualité. Il s'y prépare, avec l'aide de Paul Garrin (*« mon maître, pour les ordinateurs, c'est Paul »*). Il se donne encore deux ans pour essayer de *« faire aussi bien que Couchot et Mignonneau. Français, number one ! »*.

Jean-Paul Fargier

Deux coéditions avec la Réunion des musées nationaux

● LE CATALOGUE

Il tourne autour de la question : Le cinéma, la vidéo, l'informatique peuvent-ils être des modèles pour l'art contemporain ? Avec la contribution d'une douzaine de spécialistes, historiens de l'art, du cinéma, de la vidéo, conservateurs de musée et critiques. Outre cette somme d'essais, il réunit pour chaque artiste de la Biennale : une déclaration de celui-ci, une biographie, un choix iconographique, une bibliographie, et la liste des œuvres exposées.

▶ *Bilingue français/anglais. 576 pages, 300 illustrations noir et blanc, 64 illustrations couleur. Diffusion Le Seuil. 245 F.*

● CD-ROM

Il ne recoupe pas le catalogue, exclusivement consacré à la Biennale, il en anime les œuvres et accorde une large place aux propos de leurs auteurs. Il rassemble une soixantaine d'entretiens et propos inédits d'artistes, et plus de soixante-dix œuvres en mouvement. Le scénario et la mise en image ont été confiés à l'artiste Jean-Louis Boissier. Nouveauté : le son guide la navigation dans les images.

▶ *Compatible PC/Macintosh, écran en 265 couleurs, palette système. version simultanée française et anglaise. Prix public conseillé : 295F.*

● INTERNET

Comme il se doit d'une manifestation consacrée au thème de l'art et des nouvelles technologies, la Biennale de Lyon est sur réseau Internet.

▶ *Codes d'accès version française : http://www.culture.fr/culture/biac95/biennale.html Version anglaise : http://www.culture.fr/culture/biac95/angbien.html*

La photographie sur fond de cinéma

La Biennale accueille quelques artistes qui puisent leur inspiration dans les salles obscures

COMMENT parler du cinéma en photographie ? Réponse la plus répandue : en multipliant les portraits d'acteurs, en accumulant les vues de plateau, les reportages sur les tournages. Ainsi la photographie, quand on l'associe au cinéma, est souvent cantonnée à une fonction d'illustration – magnifier le septième art, retrouver un acteur qui a bercé notre enfance, rêver sur un cliché signé d'un spécialiste du genre, Agnès Varda, Raymond Voinquel, Roger Corbeau, Sam Levin...

Il y a aussi – pour rester dans l'anecdotique – de nombreux artistes qui ont établi, dans leur œuvre, des passerelles entre photo et cinéma : Robert Frank, Raymond Depardon, William Klein, Henri Cartier-Bresson, Agnès Varda, Paul Strand, Sarah Moon... Il y a surtout nombre de travaux photographiques qui, depuis l'invention de Niepce, abordent des notions-clés du cinéma. Le mouvement d'abord, préoccupation majeure de Muybridge et Marey dans les *années 1870-1880 avec leurs* études de décomposition en séquences : la course du cheval pour le premier, la chronophotographie (dix images par seconde sur une seule plaque sensible) pour le second. Ces recherches à but scientifique – surtout pour Marey –, ce désir d'arrêter le mouvement, de l'analyser, d'en donner l'illusion, ont été menées vingt ans avant l'invention des frères Lumière.

Photographie et cinéma ne cesseront plus de dialoguer, de Man Ray à William Klein. Ce dernier est allé le plus loin dans son rapport au cinéma avec ses photos prises à New York en 1954-1955 : flou, bougé, mouvements tourbillonnants, espace grand angulaire, personnages que le photographe interpelle comme des acteurs. Jamais pourtant le métissage n'a été aussi fort entre les deux disciplines que dans la création d'aujourd'hui. Sur la forme, l'emploi systématique du très grand format, *la présentation d'images* sans cadre, sans vitre de protection et parfois collées en séries, la généralisation des installations ou projections de diapositives, l'emploi du caisson lumineux (de Jeff Wall à Lewis Baltz), les *prouesses technologiques* qui permettent d'animer une image fixe (les *Moving Photographs* de Trey Friedman), le détournement généralisé d'images vidéo ou de cinéma, sont autant de données qui rapprochent l'objet photographique d'un plan de film. Surtout, on ne compte plus les thèmes abordés par des photographes qui tutoient le septième art : retour à la série narrative, renouveau du style documentaire proche du journalisme télévisé, attrait pour le document brut, recrudescence des thèmes sociaux ou politiques (comme *au cinéma*), projets conceptuels sur les notions de durée de l'image, citations... Ces approches tous azimuts se retrouvent dans le travail de quatre artistes présentés à Lyon : Cindy Bernard, Henry Bond, Victor Burgin et Eric Rondepierre, qui, avec leurs images fixes, sont un peu des intrus dans cette édition qui privilégie la vidéo, et les technologies nouvelles. S'ils font tous référence au cinéma, s'ils font dialoguer ou confrontent la réalité et la fiction, leurs préoccupations divergent. Eric Rondepierre prend des photos qui s'appuient totalement sur le cinéma : l'artiste visionne des films, arrête, quand il le souhaite, la bande et photographie l'image isolée. Sur un principe qui lui permet de faire surgir l'invisible ou l'inattendu, l'accidentel ou le troublant, l'abstrait ou une scène très parlante.

Hiroshi Sugimoto, Goshen, Ohio, 1980. (Courtesy Galerie Sonnabend, New York.)

L'Américaine Cindy Bernard est retournée, parfois vingt ans après, sur des lieux marquants du cinéma hollywoodien, comme *Bonny and Clyde* d'Arthur Penn, ou *Dirty Harry* de Don Siegel. Que sont devenus les lieux ? Que dit la photo par rapport à la réalité du paysage et l'image cinéma que le public a dans la tête ? Le travail est stimulant, *que l'artiste rend en*core plus intrigant en respectant la lumière et les couleurs des films en référence. Cette série d'images, intitulée *Ask the Dust* (Interroge la poussière), fait partie d'un travail plus large qui a pour fil conducteur non pas le cinéma mais le détournement par la photographie de l'environnement quotidien le plus banal – lieux, enseignes, inscriptions...

Henry Bond, un jeune Londonien, s'inscrit dans un courant photographique apparu dans les années 80, qui va des postmodernes à Jeff Wall. Son matériau de base est le quotidien : clichés de journaux, documents bruts, codes de la vie urbaine, information télévisée. Il a spécialement créé pour Lyon une œuvre intitulée *Safe Surfer* : quatorze photos tirées d'une vidéo qui cernent des gestes, paysages, attitudes de la vie lyonnaise. Bond capture et pointe du doigt – en les arrêtant – quelques fragments de vie qui prennent un autre sens : des policiers menaçants, une fillette qui se cache, un passant mystérieux, des enseignes... Elles sont comme les premières images d'une fiction hypothétique. L'Anglais Victor Burgin, qui vit aujourd'hui à San Francisco, imagine à l'aide de l'ordinateur des photos de très grand format bourrées de références à la psychanalyse, aux stéréotypes sociaux, à la télévision, à la vie urbaine. Et au cinéma. Un cinéma comme révélateur de pas*sions humaines et créateur* de codes qui modèlent le quotidien des gens. Les images sont complexes, difficiles à « lire », parfois confrontées à des textes ou des aplats de couleurs, parfois proches de l'abstraction.

> L'accumulation des images dans l'objectif rend l'écran blanc, mieux que ça, éblouissant, ramène un film à la lumière, point commun entre photographie et cinéma

Reste Hiroshi Sugimoto. Ce Japonais installé à New York développe un travail poétique, émouvant, d'un grand équilibre entre photographie et cinéma. Ce qu'il expose relève totalement de la photographie en noir et blanc, avec des tirages d'une précision et d'un soin maniaques, présentés de façon fort classique, du même format 50 x 60 cm. Mais ce que dit l'image est porté par le cinéma. Dans toute son œuvre, Sugimoto traite de la notion de temps qui s'écoule, de durée, appréhende l'effet de la lumière et des ans sur un paysage, la mer, les animaux, des visages, un parc de sculptures..., cherche à conserver à la fois, en une fraction de seconde, le vieil*lissement et la permanence* des choses.

On lui connaît des séries sur des mannequins de cire, de subtils et multiples horizons marins, des reconstitutions de scènes animales. Lyon présente sa remarquable série sur les écrans de cinéma installés dans des salles qui semblent millénaires, ou bien en plein air dans un paysage intemporel. *Comme point de départ de* ses *Interior Theaters* (1992) et *Drive-In Theaters* (1992), Sugimoto s'est demandé comment photographier un film entier en une seule prise de vue. En appuyant sur le déclencheur à la première image et en relâchant la pression à la dernière. Le résultat est saisissant : l'accumulation des images dans l'objectif rend l'écran blanc, mieux que ça, éblouissant, ramène un film à la lumière, point commun entre photographie et cinéma.

Michel Guerrin

A l'attitude de Kowalski face au temps, on peut opposer celle du vidéaste Bill Viola, qui depuis vingt ans traite du temps de l'homme, de la naissance à la mort. Lui aussi est un artiste doublé d'un scientifique. Mais il appartient à une autre génération (il est né en 1951), celle des producteurs d'images fortes. Les siennes bénéficient d'une *maîtrise parfaite* des moyens de la vidéo, qu'il a acquise notamment en assistant Paik ou Peter Campus. Jusqu'au milieu des années 70, c'est un technicien, un conseiller, et c'est à ce titre qu'il séjourne en Italie, à Florence, où son œuvre va prendre un autre cours. Ses recherches, qui pouvaient se résumer dans ces mots : « le contenu, c'est le médium », se transforment alors en une recherche de style.

L'artiste, qui connaît son histoire de l'art par cœur, voyage beaucoup à travers les civilisations d'Occident et d'Orient, et s'intéresse aussi bien à l'ethnomusicologie qu'aux mystiques. Toutes ces connaissances viennent nourrir ses installations sonores, ses images somptueuses, qui le plus souvent sont des métaphores de la vie, du passage au monde. Ainsi du triptyque de Nantes (1992), une grande installation vidéo construite comme un retable, où sur le panneau de gauche une femme accroupie accouche, où sur le panneau de droite une femme âgée est en train de mourir, où sur le panneau central, une silhouette humaine immergée passe par des phases de turbulence et de calme, se perd, se retrouve en suspens, entre eau et lumière, opacité et transparence.

La pièce proposée à Lyon, *He Weeps for You* (« Il pleure pour vous »), 1976, est l'une des toutes premières bandes vidéo de Bill Viola à traiter de cette thématique du temps. Simplement. A travers l'image grossie d'un robinet et d'une goutte d'eau qui tombe. Le dispositif vidéo est placé de telle sorte que l'image du spectateur est prise dans la goutte qui se forme, l'étire et la transforme à la manière d'une anamorphose jusqu'à sa disparition hors champ, au son implacable du tambour sur lequel la goutte tombe. Un bel exemple d'« espace accordé », où la goutte d'eau, l'image vidéo, le son, le spectateur et la pièce elle-même sont conjugués.

Geneviève Breerette

CORPS

Action, tension, palpitation

Quand la vidéo colle à la peau



Marina Abramovic et Ulay, « Relation in time » (DR).

« *SI tu te fatigues vraiment, si tu essaies vraiment de tenir longtemps en équilibre sur un pied, tu ne peux pas ne pas éveiller une certaine sympathie, au sens strict, chez celui qui te regarde. C'est une sorte de résonance corporelle, il éprouve ce pied, cette tension.* » C'est fort de ce constat que, à la fin des années 60, l'Américain Bruce Nauman se livre, en chambre, face à une caméra vidéo, à divers exercices de langage physique. Une activité parmi d'autres, l'artiste, qui est peintre et sculpteur de formation, ayant dès ses débuts une production multiforme : celle d'un conceptuel particulièrement impur, qui ne peut se résoudre à oublier le corps. Il en moule des fragments – des bras croisés et ficelés par le haut –, sculpte d'étranges structures plus ou *moins primaires et vague*ment organiques, décline la vie ordinaire en lettres de néon : par exemple EAT/DEATH (repas/trépas), ou propose des installations englobant le spectateur, dans lesquelles la vidéo peut intervenir pour souligner la présence du corps. Dans l'une d'elles, le visiteur filmé dans d'étroits corridors de contreplaqué rencontre sa propre image de dos qui avance vers la caméra. Un jeu qui dérange les habitudes de voir et de se voir, doit servir de révélateur, amener à la conscience de soi. Sur le fond, l'artiste ne changera pas vraiment, qui a toujours mis l'homme et son rapport au monde au centre de ses recherches, et donné à son œuvre une dimension existentielle, avec des moyens finalement simples.

La vidéo, complément indispensable des artists du body art et compagnon de route des *land artistes* et *performers* de toutes sortes, en chambre ou dans la nature, finalement sert peu des pratiques d'auto-analyse. Chez les artistes de cette génération, corps et vidéo participent d'une recherche de relation aux autres, d'un langage qui traite de l'espace et des gens dans cet espace. L'image de la matérialité du corps ne les amuse qu'un temps. *La vidéo leur permet* d'aller au-delà de ces limites, de balayer tout un champ nouveau d'images, de creuser cet espace relationnel engendré depuis le corps, de rattacher cet espace physique à un espace mental, social et politique.

Beaucoup d'artistes venus du body art ont finalement eu vite fait de s'effacer derrière le petit écran, pour prendre en reflet le spectateur dans des installations complexes avec grands écrans et miroirs, et le livrer à sa propre image, qu'il ne reconnaîtra pas forcément d'emblée. Dan Graham, qui a été un des tout premiers artistes à utiliser la photographie comme moyen d'expression artistique déclaré, puis la caméra super 8 comme extension de l'œil, a réglé nombre de performances et d'installations vidéo, dans lesquelles il confronte l'acteur-spectateur à *des phases décalées*, à la fois présentes et passées, de ses propres mouvements. Il a pu aussi mettre en scène deux protagonistes qui se projettent l'un sur l'autre, l'un décrivant le comportement futur de l'autre, et l'autre le comportement passé de l'un. Il opère en spécialiste convaincu que l'art a pour fonction d'éduquer la vision, et que la vidéo est le *meilleur outil pour ce faire.*

Aujourd'hui, l'art connaît un regain de présence du corps, et l'on voit beaucoup de vidéos de jeunes artistes qui rappellent celles des pionniers. Cependant, lorsque Ann *Hamilton* braque sa caméra sur une oreille dans laquelle coule de l'eau, ou sur une bouche qui ressasse des cailloux, l'effet n'est pas le même : la couleur, la meilleure qualité des enregistrements mettent au plus près de la peau et évacuent tout autre objectif que la chair, ou le derme confronté aux matières étrangères qui l'imprègnent. Dans ses bandes projetées sur de très petits écrans, dans celles d'autres artistes qui jouent aussi sur la répétition pour transformer ce qui pourrait être agréable en supplice (ils ne sont pas forcément présentés à Lyon), l'action est subie. Il ne reste rien de cette détermination *du geste qui animait le pre*mier art vidéo. Autre différence : si l'objectif est d'entraîner le spectateur au-delà du visible, dans une vie souterraine, il s'agit plutôt de mettre à nu le monde organique que d'approcher les sphères du mental.

Les artistes d'aujourd'hui qui prennent en image le corps le tournent vers l'intérieur, contrairement à ceux des années 60 et 70. Ils font palpiter la chair et ses replis profonds ou traitent de relations intimes. Ainsi des échanges de Stephane Smith et d'Edwart Stewart, si loin des performances du couple *Abramovic et Ulay, et de la* tension permanente qu'ils entretenaient entre eux.

G. B.

ENGAGEMENT

La vidéo comme guérilla

Antoni Muntadas et Paul Garrin multiplient les gestes critiques envers la télévision

« *LA télévision nous attaque, avec la vidéo nous pouvons contre-attaquer.* » Cette déclaration (de guerre) de Wolf Vostell sert de drapeau à toute une lignée de vidéastes qui s'approprient l'image électronique dans les années 70. Au *milieu des années 80*, l'engagement politique des vidéastes connaît un certain recul, même si certains (comme Antoni Muntadas) ne baissent jamais leur garde. Aujourd'hui, il repart de plus belle, en s'appropriant l'interactivité et le virtuel.

Décollage, déconstruction, démontage : les vidéastes des années *70 et 80 multiplient les* gestes critiques envers la télévision. Le groupe Ant Farm aux USA, en France, Mon Œil (qui regroupent Vidéo Out, Les Muses s'amusent, Les Cent Fleurs), les Gorilla Tapes *en* Angleterre, Alternativ TV à Berlin, grâce aux magnétoscopes enfin accessibles, piratent des émissions de télévision, les démontent, les dénoncent, avec un humour cinglant. Ce sont les ancêtres des « Guignols de l'info ». La contre-information s'exerce aussi sous forme de libres reportages, fouillant des sujets que *les télés excluent ou mal*traitent. Dans ces parages s'activent aussi Armand Gatti et Jean-Luc Godard...

Poussant toujours plus loin le ressentiment contre les médias, y puisant une inspiration sans cesse renouvelée, deux artistes dominent aujourd'hui ce champ d'actions et de manœuvres : Antoni Muntadas et *Paul Garrin*. Le premier est un maître de l'humour froid, le second un ardent petit soldat.

ANTONI MUNTADAS

L'ironie théorique d'Antoni Muntadas, né en 1942 à Barcelone, s'exerce, dès 1971, sur les interactions du pouvoir et de l'image. Il ne s'attache pas à de minutieux démontages de cas particuliers, il ne place pas dans son collimateur telle ou telle image scandaleuse. Il entend mettre en lumière les fondements cachés du système, *ses articulations*, ses lois. Il s'attaque aux discours, aux formes, aux dispositifs, à l'objectivité, aux médias.

Muntadas procède par juxtaposition sobre de documents, par accumulation froide de signes. Ses installations, dès les années 70, sont des sortes de CD-ROM avant l'heure : une somme d'informations à recouper, déployées dans un espace complexe, qu'il faut consulter patiemment pendant des heures dans le silence d'une galerie (celle du Centre d'art contemporain de Bordeaux *par exemple, où se tint, en* 1994, la dernière grande exposition de l'artiste en France).

Mais parfois Muntadas sort de ses gonds. Il accroche dans une rue d'immenses lunettes, où les automobilistes et les passants peuvent déchiffrer les signes de leur douce aliénation. Ou alors il loue une *longue limousine*, qu'il envoie tourner tout un jour dans les rues de Wall Street, pour que les agents et les victimes du capitalisme mondial qui s'affairent dans ce quartier lisent sur les fe*nêtres de ce véhicule-symbole* les aphorismes du pouvoir qui règlent leur activité de fourmis. Le Bourdieu de l'art vidéo cache un agitateur élégant.

A Lyon, il s'en prend à Internet, en réactivant une installation créée en 1994, *The File Room*. Où le visiteur pourra vérifier comment le *réseau censure l'art. La mise* à mort de l'art par la communication, voilà sans doute le fil rouge et le fond de l'œuvre entière de Muntadas. Mais sa résistance est-elle assez artistique pour renverser la tendance ?

PAUL GARRIN

Né en 1957, Paul Garrin est encore *étudiant lorsqu'il* devient, en 1981, l'assistant de Nam June Paik. Il commence par réparer le robot K 456 du maître (*créé en 1964*), puis devient son truquiste préféré. Parallèlement à la fabrication d'effets spéciaux pour les installations de Paik, Paul Garrin élabore son œuvre propre, centrée sur la dénonciation *des violences de la société* américaine. Il vit à New York dans un quartier pauvre (East Lower Side), où se réfugient les artistes qui ne peuvent payer les hauts loyers de Soho ou de Tribeca. Un soir, il filme en Hi 8 une descente de police dans son quartier. Les coups pleuvent. NBC achète le film et le diffuse au journal de *20* heures. *Une plainte* est déposée contre la police. Des agents sont sanctionnés, la vidéo de Garrin prouvant leur forfait.

Outre ce *« scoop »* qui le rend célèbre (*« il est plus célèbre que moi, maintenant »*, dit Paik en riant), Garrin est l'auteur de quelques clips acides et de trois installations. Dans ses clips (*Free Society ; Homeless Is Where the Revolution Is*), il convoque en un torrentiel pêle-mêle des images convenues de misère urbaine et de richesse insolente, prélevées dans le flux *télévisuel, qu'il pilonne avec* ses propres images, évidemment plus heurtées, et décapantes. Son montage tétanisant, soutenu par des sons enragés, lorgne avec impertinence du côté des films de *Vertov (Fuck Vertov !)* et d'une nouvelle forme de *« cinéma vérité »*.

Dans ses « installations vérité », Garrin montre du doigt l'ennemi actuel des pauvres, la cause de la crise : le marché financier international. Les *yuppies* et les *golden boys* y sont portraiturés en chiens de garde (bien nourris) du ca*pitalisme. Interactives, ces* installations assignent au visiteur la place d'une victime, mais d'une victime pouvant *accéder, en peu de temps*, à la conscience de ce qui l'oppresse. Présentée à Clermont-Ferrand en 1992, après avoir fait le tour des festivals vidéo du monde entier, à commencer par celui de Berlin, *Yuppie Ghetto with Watchdog* (1989) soumet aux aboiements de plus en plus féroces d'un chien de garde la progression du visiteur dans l'espace de l'œuvre. Un capteur analyse à quelle distance celui-ci s'arrête, s'il avance ou recule. Un ordinateur reçoit ces informations et envoie dans un moniteur vidéo telle ou telle image du chien méchant. Cinq ou six plans (du plan large au très gros plan) sont ainsi stockés, correspondant à une plus ou moins grande proximité avec le chien. Plus on avance, plus il montre les dents. Les haut-parleurs ou*verts à fond, le résultat* est d'abord terrifiant. Puis il vire au ludique, à la réflexion. Le sens de la métaphore apparaît. On perçoit l'ensemble du décor. Le chien s'active aux avant-postes d'une grille de sécurité derrière laquelle la *« belle société »* (sur un grand écran) vaque à ses mondanités, indifférente aux explosions sociales, figurées par des flammes qui viennent lécher l'image.

> Dans ses « installations vérité », Garrin montre du doigt l'ennemi actuel des pauvres, la cause de la crise : le marché financier international. Les yuppies et les golden boys y sont portraiturés en chiens de garde (bien nourris) du capitalisme

White Devil (1992), l'instal*lation présentée à Lyon, met* en jeu la même haute société, mais cette fois le chien qui la protège est capable de vous suivre pendant une dizaine de mètres en se déplaçant de moniteur en moniteur. Le système interactif s'est perfectionné. Si le message reste identique, l'impact émotionnel se renforce. On entend le chien non seulement aboyer, mais courir, souffler, griffer les parois de sa cage virtuelle. Vous n'êtes pas sûr de pouvoir y échapper.

Impossible d'échapper, en tout cas, aux tireurs de *Border Patrol* (1995), *la dernière* installation de Garrin, créée à la Biennale de Kwangju (Corée). Entrant dans un couloir, le visiteur est repéré par une caméra qui transmet son visage à un écran, en l'incluant *dans une cible. Un fusil*, figuré sur un autre écran, mitraille le visiteur après l'avoir ajusté, selon les informations que lui transmettent les capteurs. Si le visiteur recule ou se baisse, pour échapper au tir, le fusil pivote et l'ajuste à nouveau. Tout visiteur est un mort en sursis. Parce qu'il est d'abord un ennemi du système. *Garrin, ici comme dans* les jeux d'approche avec le chien, ne vous donne pas le plus mauvais rôle (moral). Il vous fait l'honneur et la grâce d'être du bon côté de la barrière. Garrin est un mani*chéen généreux*.

J. P. F.

The File Room, 1994. Antoni Muntadas.

Rituels narratifs

L'art vidéo fait triompher les modèles du récit spécifiquement télévisuel



Tony Oursler par lui-même.

WILLIAM WEGMAN, le premier, dans les années 70, avec son chien Man Ray comme seul partenaire, arrivait à tenir en haleine le spectateur pendant... deux minutes, en lui donnant *l'impression d'avoir vécu tout* à la fois un film d'Hitchcock et une pantomime des Marx Brothers.

Loïc Connanski, sans chien mais avec deux caméscopes, produit bon an mal an une quinzaine de clips narrant d'un ton marrant les aventures pas marrantes d'un zonard des médias des années 90.

Périodiquement, des bouffées de récits, des lambeaux narratifs, des bribes de sketchs, quand ce ne sont pas des histoires entières, envahissent l'art vidéo. Triomphe *du cinéma ? Il ne faut* pas le crier trop vite. Les appels du pied, les clins d'œil, les citations de films ou de genres cinématographiques dans une bande ou dans une installation vidéo n'expriment pas forcément de la mélancolie envers le septième art. Ce sont plutôt des signes de la toute-puissance de la télévision.

Ce que l'art vidéo fait triompher, ce sont les modèles du récit spécifiquement télévisuel. Des plans séquences de Wegman aux mises à plat, mais en duplex, *de Connanski, on assiste au* modelage du récit sur le direct. Le narrateur fusionne avec l'acteur dans un présent annulant tout autre temps possible.

Soumis alternativement à la centrifugeuse de l'instantanéité puis à la dé-centrifugeuse de la simultanéité, le narratif tantôt explose (d'un côté le corps, de l'autre le rôle, l'action au milieu, en mille morceaux), tantôt implose (corps, rôle, action fusionnent en un interminable suspense liquéfié ponctuel)

En voici trois exemples :

TONY OURSLER

Depuis près de vingt ans, il rebondit d'implosion en implosion. Au point que ses personnages, ayant pulvérisé les écrans qui les enserraient, se retrouvent maintenant grandeur nature dans les galeries et les musées. Où ils n'ont pas l'air moins perdus. Dans les années 80, Oursler animait des marionnettes en papier mâché, ou en carton découpé, dans des décors qu'il peignait loufoques. Il leur prêtait sa voix, comme un acteur de post-synchro doublant un *dessin animé. Et en avant* l'aventure ! Délirant... Aujourd'hui, ses marionnettes ont grandi, mais leur champ d'action a rétréci. S'est concentré plutôt. Sur d'immenses fleurs en papier ou de grands épouvantails en chiffon, des projections vidéo *créent des yeux (pas toujours* en face des trous), un nez (pas plus faux que le reste) et une bouche (jamais fermée). Têtes parlantes, ces êtres étranges commentent sans répit leur infinie inaction. Chez Oursler, la vie se confond avec la parole, la pensée tient lieu de gestes et le récit d'action.

PIERRICK SORIN

Il manifeste un goût certain pour les actions... explosives. Surtout s'il se trouve au centre de la déflagration. On dirait qu'il n'a qu'un but : se prendre en flagrant délit d'éclatement. Tartes à la crème, livres, chocolat chaud, jets de peinture – les projectiles volent, toujours dans la même direction : sa gueule. Il croule sous l'agression, mais ne rompt jamais son récit – bredouillé mais pas plus embrouillé que le discours d'un Hulot. Celui d'Ushuaïa, prénommé Nicolas, et non pas l'étourdi campé par Tati. Son maître ès burlesque n'est pas celui qu'on croit. Sorin nous fait visiter une vie, la sienne, avec l'intrépidité comique d'un présentateur casse-cou. Sa parole essoufflée porte les stigmates des lieux glissants, dangereux : son jardin, sa cui*sine – on a la Patagonie qu'on* peut –, dont elle procède directement.

PHILIPPE PARRENO

Au cœur du réacteur des représentations, Philippe Parreno manie les réactions en chaîne. Devançant toute implosion comme toute explosion, il installe l'image à la place du réel. *No more reality*, titre Parreno une de ses œuvres. Vaste programme. L'imitateur Yves Lecoq, que Parreno s'est approprié, inaugure le nouveau Musée de Marseille (discours, coupure de ruban) en contrefaisant la voix du ministre de la culture, *Jacques Toubon, en sa pré*sence, quelques minutes avant que celui-ci ne procède au geste officiel et recoupe un ruban déjà coupé (et scotché). L'action de Lecoq n'est pas une action, c'est un récit. Redoublant par avance ce qui n'a pas encore eu lieu, ce récit en acte caricature le fantasme de toute télévision : coïncider tant et si bien avec l'événement qu'on ne puisse l'en dissocier. Mais cela, seul le virtuel saurait vraiment l'accomplir.

J.-P. F.

LES ARTISTES ET LES ŒUVRES AU PALAIS DES CONGRÈS

Dans l'ancien Palais des congrès voué à la démolition, 44 artistes témoignent de la création d'aujourd'hui, sous le signe de la libre circulation des images : *bandes vidéo, environnements multimédias, photographies, environnements interactifs, CD-ROM, réseau télématique*. Les œuvres sont très récentes. Beaucoup sont de l'année, quand elles n'ont pas été créées à l'occasion de la Biennale.

● **Catherine Beaugrand (40)**
Née en 1953, France. *L'Amérique est une erreur* (1995), dispositif scénique et film vidéo autour d'une citation de Freud qui mêle les références à l'histoire, au cinéma, à la psychanalyse, à l'architecture.

● **Cindy Bernard (17)**
Née en 1959, Etats-Unis. *Ask the Dust* (1989-92), série de photographies prises sur les lieux mêmes où furent tournées des scènes de films américains célèbres, dont les paysages vides apparaissent comme hantés par les actions qui s'y sont déroulées. *(Lire page 12.)*

● **Jean-Louis Boissier (44)**
Né en 1945, France. *Flora Petrinsularis* (1993-95), installation interactive qui permet de feuilleter un cahier regroupant des extraits des « Confessions » de Jean-Jacques Rousseau et un herbier collecté par l'écrivain. *(Lire page 13.)*

● **Henry Bond (21)**
Né en 1966, Grande-Bretagne. *Safe Surfer*, un album consultable réunissant des images extraites d'un film vidéo sur Lyon. *(Lire page 12.)*

● **Tony Brown (9)**
Né en 1952, Grande-Bretagne. *Lucy and Franck*, deux répliques de gisants historiques, sont pris dans des jeux cinétiques.

● **Klaus vom Bruch (5)**
Né en 1952, Allemagne. *Radarraum* (1988), installation vidéo enregistrant les mouvements des spectateurs, lesquels génèrent des graphiques abstraits.

● **Café électronique (26)**
Fondé en 1987, Paris. Réseau international d'artistes et de chercheurs qui utilisent les technologies de communication en vue de créer un espace commun permettant aux artistes de collaborer en temps réel et à distance.

● **Emmanuel Carlier (29)**
Né en 1959, France. *Le Temps mort* (1993), installation vidéo. Projetées simultanément sur un écran circulaire, des images du corps sont mises à nu (des muscles au squelette) et en relation avec des scènes de l'existence.

● **Claude CLosky (24)**
Né en 1963, France. Création pour la Biennale : *En avant*, film vidéo. Un collage de travellings avant tirés de bandes-annonces de films qui produisent un saisissant effet d'aspiration dans l'image.

● **Patrick Corillon (22)**
Né en 1959, Belgique. *Le Vésuve, Le Concerto pour la main gauche, La Police militaire*, installations vidéo et diapositive. Trois œuvres tirées des *Révélations d'Oskar Serti*, un personnage fictif dont l'artiste a entrepris de raconter les aventures.

● **Cheryl Donegan (12)**
Née en 1962, Etats-unis. Création pour la Biennale : *Tent* (peintures et films vidéo), ou la genèse de trois tableaux figuratifs réalisés devant la caméra.

● **Stan Douglas (39)**
Né en 1960, Canada. *Pursuit, Fear, Catastrophe, Ruskin B. C* (1993), film vidéo qui traite du problème de l'intégration d'une colonie asiatique en Colombie-Britannique, sur une trame musicale empruntée à Schoenberg.

● **Teiji Furuhashi (45)**
1960-1995, Japon. *Lovers* (1995), une installation vidéo interactive du fondateur du collectif d'artistes japonais Dumb Type. Où le spectateur pilote l'apparition d'images de textes et de corps nus qui courent et se chevauchent.

● **Ken Feingold (37)**
Né en 1952, Etats-Unis. *Childhood/Hot and Cold Wars* (1993), sculpture interactive, composée d'objets hybrides, qui permet de commander la diffusion d'images et de sons sélectionnés par l'artiste dans la culture américaine des années 50.

● **Paul Garrin (10)**
Né en 1957, Etats-Unis. *White Devil* (1993), installation vidéo interactive. *(Lire page 6.)*

● **Douglas Gordon (32)**
Né en 1966, Ecosse. Création pour la Biennale : *The Searchers*, installation vidéo. D'après le western de John Ford. Une remise en question du temps du récit cinématographique. En libérant une image nouvelle du film tous les quarts d'heure, la vidéo propose sur deux mois de biennale 4 minutes du film. L'artiste accorde la durée de l'action à la durée de projection,

● **Hervé Graumann (4)**
Né en 1963, Suisse. *Raoul Pictor cherche son style* (1993), dispositif informatique. Un pont humoristique entre logique informatique et pratique picturale.

● **Marie-Ange Guilleminot (38)**
Née en 1960, France. *Le Chapeau-vie* (1995), films vidéo de performances avec chapeau qui se « déroule » sur le corps comme un bas, de la tête aux pieds.

● **Ann Hamilton (43)**
Née en 1956, Etats-Unis. *Untitled* (1993), installation vidéo. Sur quatre minuscules moniteurs insérés dans les murs, des images ralenties et *montées en boucles de situations corporelles en principe anodines*, comme de l'eau qui coule dans l'oreille. *(Lire page 5.)*

● **Carsten Höller (23)**
Né en 1961, Belgique. *Les Pinsons d'amour* (1994), projection vidéo sonore. Où l'on voit l'artiste enseigner une chanson d'amour à des pinsons.

● **Pierre Huyghe (36)**
Né en 1962, France. Création pour la Biennale : remake vidéo de la comédie de Pasolini *Uccellaci e uccellini*, qui reprend le texte ainsi que la structure filmique de l'original, mais qui intègre aussi les conditions de sa propre réalisation.

● **Fabrice Hybert (25)**
Né en 1961, France. Création pour la Biennale : deux peintures monumentales de plus de 120 mètres de long réalisées par des spécialistes indiens de l'imagerie publicitaire cinématographique.

● **Catherine Ikam (8)**
Née en 1948, France. *Portraits virtuels en forme de collection particulière* (1995), une installation vidéo numérique qui prolonge les investigations de l'artiste sur l'image de soi et la présence/absence du corps à l'âge électronique.

● **Toshio Iwai (16)**
Né en 1962, Japon. *Piano-as Image Media* (1995), installation audiovisuelle interactive, avec piano mécanique, ordinateur et dispositif infographique transposant les sons en images numériques.

● **Jon Kessler (41)**
Né en 1957, Etats-Unis. *Marcello 2000* (1994), sculpture sonore « interprétant » deux minutes d'une scène de dispute tirée de la *Dolce Vita* de Fellini.

● **Jim Young Kim (13)**
Né en 1961, Corée. Création pour la Biennale : *Liquid*, une projection murale évoquant la vie intérieure du corps humain.

● **George Legrady (35)**
Né en 1950, Hongrie. Création pour la Biennale : *Slippery Traces, The Postcard Trail*. CD-ROM permettant de voyager à travers un stock de 300 cartes postales.

● **Rainer Oldendorf (20)**
Né en 1961, Allemagne. Création pour la Biennale : dans la série *Marco*, un film tourné à Lyon, où des acteurs non professionnels interprètent des scènes de longs métrages français. A regarder depuis un grand lit.

● **Orlan (28)**
Née en 1947, France. *Un peu de temps... et vous ne me verrez plus... encore un peu de temps et... vous me verrez* : images des performances-opérations chirurgicales que, depuis 1990, l'artiste multiplie pour sculpter à même sa *chair une autre Orlan*.

● **Tony Oursler (11)**
Né en 1957, Etats-Unis. Création pour la Biennale : *Anne-Daisy, un environnement vidéo sonore, où, sur fond champêtre, deux poupées de chiffons qui ont pour têtes des visages humains défor*més par la vidéo dialoguent sur la nature, la sexualité et l'image de soi. *(Lire page 11.)*

● **Philippe Parreno (19)**
Né en 1964, Algérie. *Le Pont du Trieur* (1995), film vidéo tourné au Tadjikistan, sur le lieu de naissance de Zarathoustra.

● **Miroslaw Rogala (31)**
Né en 1954, Pologne. *Lovers Leap* (1995), installation CD-ROM qui permet au spectateur de contrôler la perspective changeante d'images projetées sur un écran.

● **Eric Rondepierre (30)**
Né en 1950, France. 16 photographies tirées de trois séries (*Excédents*, 1989-91, *Annonces*, 1993, *Précis de décomposition*, 1993-95) réalisées à partir de photogrammes. Où l'arrêt sur image a permis de repérer dans divers films des aberrations, des altérations invisibles dans le cours d'une projection. *(Lire page 12.)*

● **Paul Sermon (2)**
Né en 1966, Grande-Bretagne. *Telematic Vision* (1993), installation dans deux lieux. *(Lire page 3.)*

● **Stéphanie Smith et Edward Stewart (14)**
Respectivement, née en 1968, Grande-Bretagne, et né en 1961, Irlande du Nord. *Sustain*, installation vidéo où les deux artistes mettent en scène l'intimité de la relation de leur corps.

● **Christa Sommerer et Laurent Mignonneau (33)**
Respectivement, née en 1964, Autriche, et né en 1967, France. Création pour la Biennale : *Intro-Act*, installation interactive introduisant le visiteur dans un espace virtuel où ses mouvements font naître sur les murs des formes organiques en trois dimensions. *(Lire page 13.)*

● **Pierrick Sorin (42)**
Né en 1960, France. Création pour la Biennale : *Sans titre*, installation vidéo qui orchestre des reflets d'images donnant l'illusion de flammes. *(Lire page 11.)*

● **Bill Spinhoven (15)**
Né en 1956, Pays-Bas. *Eye* (1993), installation interactive retournant la relation entre l'artiste (qui regarde) et le spectateur (qui est regardé).

● **Doug et Mike Starn (6)**
Nés en 1961, Etats-Unis. Sculpture, vidéo, collages sur châssis : cinq œuvres des *frères Starn, de 1990 à 1995.*

● **Stelarc (7)**
Né en 1946, Australie. Bandes vidéo et photographies *relatives aux performances « bioniques »* de l'artiste. *Stelarc propose une performance de 45 minutes au cours de laquelle l'artiste est relié à des appareils médicaux informant le public des modifications de son état corporel pendant l'action, dialogue avec un robot.*
Les 21 décembre à 17 h 30 et 22 décembre à 20 heures, Musée d'art contemporain (entrée libre).

● **Diana Thater (3)**
Née en 1962, Etats-Unis. *Ginger Kittens* (1995), effets de couleurs étranges sur les images d'un champ de tournesols. Création pour la Biennale : *Untitled*, des moniteurs équipés de tubes vert et orange fabriqués afin d'obtenir des images monochromes.

● **Rirkrit Tiravanija (1)**
Née en 1961, Argentine. Création pour la Biennale : *Untitled*, un environnement vidéo où le spectateur peut visionner des centaines d'heures de films enregistrées au cours d'un trajet Berlin-Lyon, avec véhicule à l'appui.

● **Ana Torfs (27)**
Née en 1963, Belgique. *Il Combattimento* (1993), installation vidéo sonore, une adaptation du *Combat de Tancrède et Clorinde*, de Monteverdi, avec gros plan sur les visages des chanteurs.

● **Tamas Waliczky (18)**
Née en 1959, Hongrie. *The Way* (1995), animation vidéo conçue sur ordinateur, avec rue en perspective inversée : le point de fuite dans l'œil du spectateur.

● **Keun Byung Yook (34)**
Né en 1957, Corée du Nord. Création pour la Biennale : *In situ*, depuis l'entrée d'un cylindre de 8 mètres de long, le visiteur découvre, projetées sur un écran circulaire, qui en a le diamètre, des images d'archives de l'INA.

LES ARTISTES ET LES ŒUVRES AU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN

Le musée, tout neuf, de Renzo Piano, reçoit les pionniers et les premiers maîtres de l'art vidéo. Vingt artistes – de Nam June Paik et Wolf Vostell à Bill Viola –, avec des œuvres souvent considérées comme historiques, marquent l'aventure de l'image mobile des années 60 à aujourd'hui.

● **Abramovic et Ulay (12)**
Née en 1946, Yougoslavie ; né en 1943, en Allemagne. Entre 1976 et 1980, ils ont réalisé ensemble dix-sept performances mettant à l'épreuve leur endurance corporelle et psychologique. Les enregistrements vidéo de sept d'entre elles sont présentés.

● **Vito Acconci (6)**
Né en 1940, Etats-Unis. De ce spécialiste des relations corps/espace, individu/société, liberté/contrainte, trois pièces : le film d'une performance de 1971 (*Remote control*), une installation de 1978 (*VD Lives/TV must die*) et des « masques virtuels » récents.

● **Victor Burgin (15)**
Né en 1941, Grande-Bretagne. *Hôtel Latone* (1983) une installation (photos et légendes narratives). Création : *Remémoration, répétition* (1995), une installation vidéo axée sur l'idée d'une « géographie imaginaire ». *(Lire page 12.)*

● **Peter Campus (9)**
Né en 1937, Etats-Unis. *Négative Crossing* (1974) une installation où le visiteur voit deux *états de son image* : l'une en négatif, l'autre en positif. *Head of a Man with Death in his Mind* (1978), cette vidéo projection de visages d'acteurs enregistrés en plans fixes et continus est l'ultime installation vidéo de l'artiste.

● **Dan Graham (5)**
Né en 1942, Etats-Unis. *Body Press* (1970-1972), un film mythique qui met à jour les relations œil, caméra, corps et espace. *(Lire page 5.)*

● **Gary Hill (18)**
Né en 1951, Etats-Unis. Création : *Untitled* (1995), une installation vidéo interactive dans la lignée des dispositifs multi-images très élaborés qui ont fait la notoriété de l'artiste.

● **Joan Jonas (11)**
Née en 1936, Etats-Unis. *Revolted by the Thought of Known Places...* (1992-1995), un environnement mutimédia autour d'un poème irlandais du Moyen Age. *(Performance de l'artiste dans l'environnement, le 19 décembre à 15 heures et à 18 h 30, entrée libre.)*

● **Piotr Kowalski (7)**
Né en 1927, Pologne. *Time Machine* un projet de machine à « retourner » le temps qui a été conçu en 1970, réalisé en 1979, 1981 et 1995 (création pour Lyon) grâce à l'apport des nouvelles technologies. *(Lire page 4.)*

● **Antonio Muntadas (19)**
Né en 1942, Espagne. *The File Room* (1994) premier usage du réseau Internet dans un environnement plastique : pour prendre connaissance des divers cas de censure dont l'art a été et est l'objet. *(Lire page 6.)*

● **Bruce Nauman (4)**
Né en 1941, Etats-Unis. Trois installations vidéo-sculptures : *Live-Taped Video Corridor* (1969-70), *Video-Corridor for San Francisco* (1969) *Rats and Bats* (1988). *(Lire page 5.)*

● **Dennis Oppenheim (10)**
Né en 1938, Etats-Unis. Vingt dessins autour de projets vidéos créés entre 1970 et 1975, et une installation vidéo, *Mind Twist-Wandering* (1975), met en jeu le visage de l'artiste et sa projection sur du sable noir.

● **Nam June Paik (2)**
Né en 1932, Corée. Reconstitution de la pièce historique présentée en 1963 à Wuppertal. *Création pour la Biennale* d'un mur d'images composé de 100 téléviseurs diffusant des émissions de TV française *mixées à un programme de* pop music. *(Lire pages 2 et 3.)*

● **Fabrizio Plessi (14)**
Né en 1940, Italie. *Materia Prima* (1989) : 25 moniteurs (écrans éteints) semblent jaillir du sol en le disloquant. Des dessins correspondant à des projets de sculpture-vidéo conçus entre 1976 et 1980.

● **Paul Sermon (1)**
Né en 1966, Grande-Bretagne. *Telematic Vision* (1993) : installation multimédia, qui *combine, via des lignes téléphoniques* ISDN et un système de téléconférences, deux actions se déroulant *dans deux lieux, au Musée* d'art contemporain et à l'ancien Palais des congrès.

● **Jeffrey Shaw (20)**
Né en 1944, Australie. *The Legible City* (1989) : installation interactive pour visiteurs-cyclistes, qui, pédalant face à *un grand écran, se promènent* dans une ville imaginaire dont les édifices sont remplacés par des mots.

● **Michael Snow (16)**
Né en 1929, Canada. *De là* (1971-72) : 4 moniteurs diffusent le balayage de l'espace *de l'exposition grâce à une* caméra fixée sur un bras mobile. Celle-ci est sortie du film *La Région centrale* (1970-71), *trois heures pendant* lesquelles la caméra fonctionne comme une sorte d'œil sans corps, flottant dans l'espace. *(Cf. programme vidéo de la biennale, page 16.)*

● **Hiroshi Sugimoto (17)**
Né en 1948, Japon. Vingt photographies *extraites d'une* série de clichés réalisés depuis 1977 dans les *drive-in* et les salles de cinéma des années *20 aux Etats-Unis, ce en ré*glant le temps de pose sur la durée de projection d'un film. *(Lire page 12.)*

Distored TV, 1969. Nam June Paik. La distorsion est provoquée par l'effet d'un aimant. *(DR)*

● **Steina et Woody Vasulka (8)**
Née en 1940, Islande ; né en 1937, Tchécoslovaquie. *Machine Vision*, une installation TV/Vidéo, créée à la Kitchen à New York, en 1976. Caméras et jeux de miroirs pour piéger l'image du spectateur qui entre dans l'espace de l'installation.

● **Bill Viola (13)**
Né en 1951, Etats-Unis. *He Weeps for You* (1976) : installation vidéo sonore avec gouttes d'eau sur un tambour, caméra et lentille grossissante pour enregistrer la formation et le décrochement des gouttes. *(Lire page 4.)*

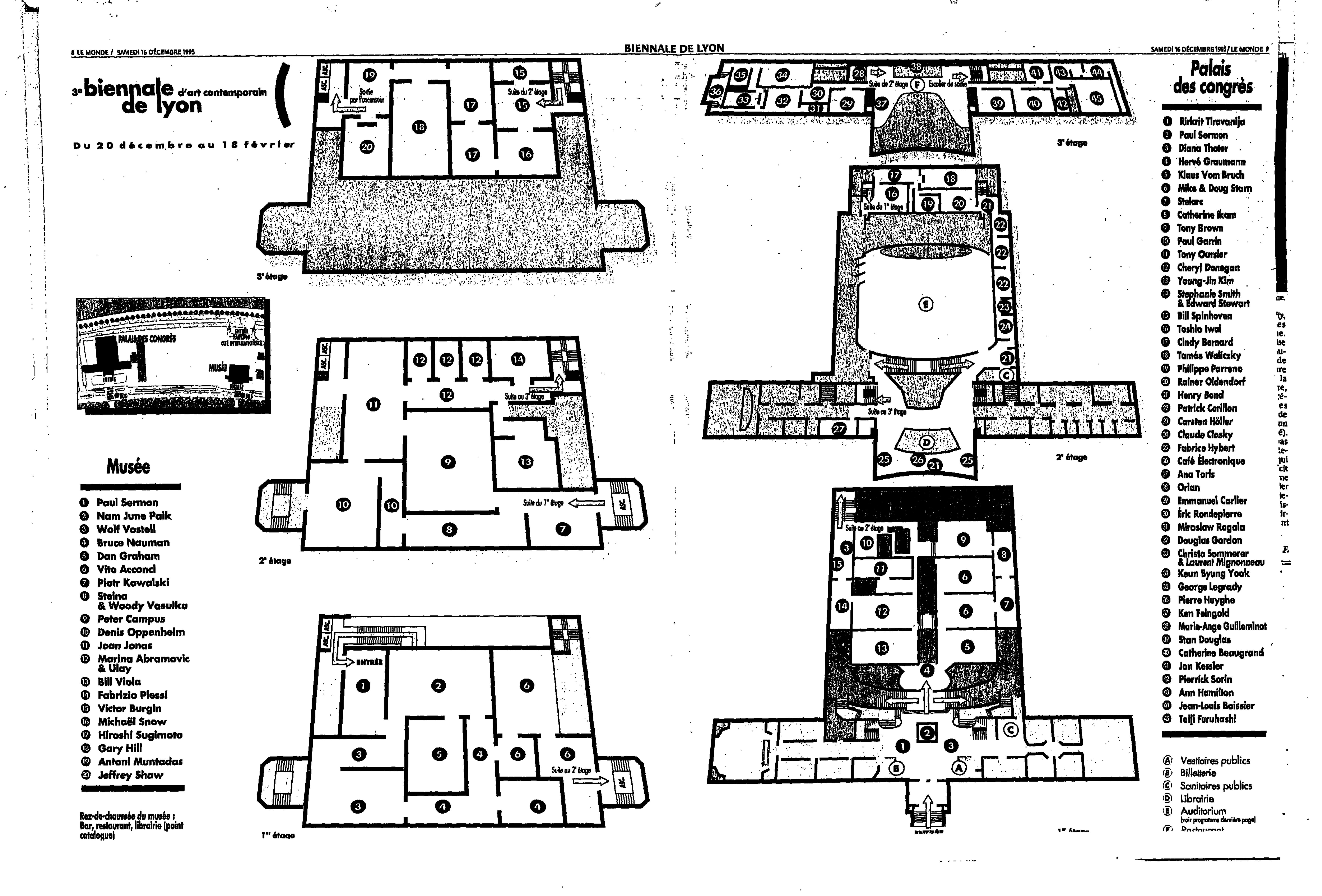
● **Wolf Vostell (3)**
Né en 1932, Allemagne. Cinq pièces de 1963 à 1994, des premiers brouillages d'images télévisuelles jamais réalisées (*TV dé-coll/ages*), à *Fluxus-TV* avec téléviseur en bronze sauf au centre de l'écran où des images électroniques filtrent d'une minuscule fenêtre, en passant par un film vidéo constitué d'images déréglées, un téléviseur pris dans du béton, et une Mercedes écrasée constellée d'écrans. *(Lire page 2.)*

Le Monde
Edité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué
Imprimerie du Monde, 12, r. M.-Gunsbourg, 94852 Ivry Cedex

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

3e biennale de lyon d'art contemporain

Du 20 décembre au 18 février



Musée

1. Paul Sermon
2. Nam June Paik
3. Wolf Vostell
4. Bruce Nauman
5. Dan Graham
6. Vito Acconci
7. Piotr Kowalski
8. Steina & Woody Vasulka
9. Peter Campus
10. Denis Oppenheim
11. Joan Jonas
12. Marina Abramovic & Ulay
13. Bill Viola
14. Fabrizio Plessi
15. Victor Burgin
16. Michaël Snow
17. Hiroshi Sugimoto
18. Gary Hill
19. Antoni Muntadas
20. Jeffrey Shaw

Rez-de-chaussée du musée : Bar, restaurant, librairie (point catalogue)

Palais des congrès

1. Rirkrit Tiravanija
2. Paul Sermon
3. Diana Thater
4. Hervé Graumann
5. Klaus Vom Bruch
6. Mike & Doug Starn
7. Stelarc
8. Catherine Ikam
9. Tony Brown
10. Paul Garrin
11. Tony Oursler
12. Cheryl Donegan
13. Young-Jin Kim
14. Stephanie Smith & Edward Stewart
15. Bill Spinhoven
16. Toshio Iwai
17. Cindy Bernard
18. Tamás Waliczky
19. Philippe Parreno
20. Rainer Oldendorf
21. Henry Bond
22. Patrick Corillon
23. Carsten Höller
24. Claude Closky
25. Fabrice Hybert
26. Café Électronique
27. Ana Torfs
28. Orlan
29. Emmanuel Carlier
30. Éric Rondepierre
31. Miroslaw Rogala
32. Douglas Gordon
33. Christa Sommerer & Laurent Mignonneau
34. Keun Byung Yook
35. George Legrady
36. Pierre Huyghe
37. Ken Feingold
38. Marie-Ange Guilleminot
39. Stan Douglas
40. Catherine Beaugrand
41. Jon Kessler
42. Pierrick Sorin
43. Ann Hamilton
44. Jean-Louis Boissier
45. Teiji Furuhashi

- (A) Vestiaires publics
- (B) Billetterie
- (C) Sanitaires publics
- (D) Librairie
- (E) Auditorium (voir programme dernière page)
- (F) Restaurant

DISPARITIONS

Jean-Pierre Bisson

Un astre fou du théâtre

LE COMÉDIEN, dramaturge et metteur en scène Jean-Pierre Bisson est mort brutalement, mardi 12 décembre, à Beaune, où il terminait un tournage. *Il était âgé de cinquante et un ans.*

Un feu violent, visionnaire, généreux, un orage, un astre fou, tel apparut à son zénith d'incandescence, dans les années 1970-1975, Jean-Pierre Bisson, lorsqu'il traversa, à grandes enjambées, le champ du théâtre. Ténébreux, à fleur de peau, il était capable de tout. Il avait tous les dons : écrire, *mettre en scène et jouer.*

Son premier coup de force (mais ce n'était pas sa première pièce) fut *Sarcelles-sur-Mer*, la colère du désarroi, une alarme prémonitoire parce que les poètes fiévreux comme Bisson ont toujours un côté médium. Son sang chaud lui fit récrire une *Mademoiselle Julie* plus perverse que l'originale, puis un salut fraternel : *Cesare Pavese*. Il était de ceux qui sentent qu'Alfred de Musset jouait sans cesse, d'un air courtois, son va-tout, et il présenta, mais sans les récrire cette fois, *Les Caprices de Marianne*. Il en fit une course à l'abîme cynique, une surdose d'amitié maudite.

Voyant les dons de Bisson, Michel Guy voulut lui assurer un point d'ancrage, il lui confia le théâtre de Nice. Bisson y écrivit *l'une de ses plus belles pièces*, un *Barbe bleue* où il allégeait la douleur du drame par la chanson des contes de fées.

DOUTES

Il semble que ce soit là, dans le Midi, qu'il ait commencé à douter de trop de choses, et en premier lieu de lui. Il déchirait ce qu'il écrivait. Il apportait à des deux ou trois heures de la nuit, aux comédiens, peu de chose, quelques nouvelles pages qu'il leur faisait aussitôt dire. Les comédiens se prenaient au jeu, ce fut un été de délire. « L'aile du néant » n'empêcha pas Jean-Pierre Bisson d'écrire encore de fort belles choses : *L'Amour est italien, la mort est française*; *Toute honte bue*, *Balise de tout*.

Metteur en scène, il créait un théâtre d'imagination pure, de bourrasques nerveuses, de démarrages féeriques coupés par des accès de noir, et le chant des gestes, *des signes, restés d'une beauté* soutenue, c'était un peu comme si des agonisants, se débattant dans leurs draps, métamorphosaient ces draps en voiles de barques enchantées, en chemises de fiancées.

Jean-Pierre Bisson était fou des acteurs, *ils étaient pour lui les camarades* d'une insurrection, d'une libération des instincts, il avait autour de lui des jeunes comme Christine Fersen, Nicole Garcia, Pierre Arditi, Jean-Paul Farré. Lui-même était sur scène un diable, un enchanteur, un sauveteur en colère. Sous les éclairs de son charme perçaient une sauvagerie, presque des élans de vengeance : un enfant de Lacenaire, socialo mais avec l'humour, la distance, l'élégance de l'introuvable prince charmant, fils de roi et gosse de l'Assistance.

Ceux qui ont connu Jean-Pierre Bisson *et l'ont aimé gardent en* eux les émotions, les bonheurs qu'il leur a donnés. Il était le vrai de l'illusoire, il brûlait trop vite, le monde lui était trop plat, il n'avait qu'un seul refuge à sa taille, à ses espoirs, à ses crises, à ses richesses, à sa fraternité : les planches du théâtre. Il est heureux que le théâtre connaisse des passants comme lui, même s'ils en *meurent plus tôt.*

Michel Cournot

Pierre-Georges Castex

Un grand commis de l'histoire littéraire

L'HISTORIEN de la littérature et universitaire Pierre-Georges Castex est mort samedi 9 décembre à l'âge de quatre-vingts ans.

Les lycéens qui s'initièrent aux lettres françaises dans les années 60 se souviennent sans doute des *Manuels d'études littéraires françaises* de Paul Surer et Pierre-Georges Castex – les fameux « Castex et Surer » – publiés par Hachette. Né le 20 juin 1915 à Toulouse, digne continuateur de Gustave Lanson et d'Albert Thibaudet, Pierre-Georges Castex a mené la carrière exemplaire d'un grand « commis » de l'histoire littéraire, à l'ombre de la Sorbonne et de l'Institut. Normalien, agrégé, docteur ès lettres, il commença sa carrière aux lycées de Beauvais, puis de Saint-Maur. Nommé après la guerre à la faculté des lettres de Lille, il entre à la Sorbonne en 1956. Élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1974, il devient vice-président, puis président, en 1984, de cette académie.

La brillante carrière universitaire de Pierre-Georges Castex se *double et se complète d'un travail* critique considérable, portant principalement sur le XIX[e] siècle et le romantisme français. En 1951, le Grand Prix de la critique littéraire couronne d'ailleurs sa thèse sur *Le Conte fantastique en France de Nodier à Maupassant* (José Corti, rééd. 1987). Il est également l'auteur de nombreuses études sur Vigny, Baudelaire, Nerval, Stendhal, Musset, publiées pour la plupart chez CDU-Sedes, et sur *L'Étranger* d'Albert Camus (1965, réédit. Corti, 1992). Avec René Pomeau, il est le principal pilier de la Société d'histoire littéraire de la France. En 1983, il réunissait un ensemble d'études portant sur le XIX[e] siècle (*Horizons romantiques*, Corti).

Mais c'est surtout à Balzac qu'il consacre une grande part de son énergie. Le terme n'est pas exagéré lorsque l'on voit le travail qu'il accomplit à la tête de l'équipe qui réalisa la nouvelle édition en douze volumes de *La Comédie humaine* pour la « Pléiade ». Dans cette même collection, il fut l'éditeur des *Œuvres complètes* de Villiers de l'Isle-Adam. C'est l'image d'un homme et d'un universitaire dévoué aux œuvres des grands écrivains que laissera Pierre-Georges Castex.

Patrick Kéchichian

■ **HUBERT BASSOT**, député (UDF-PR) de l'Orne, est décédé, mercredi 13 décembre, dans un accident de la route à Briouze, dans l'Orne, à l'âge de 63 ans. Son attachée parlementaire, Caroline Boutat, a également été tuée dans l'accident.

Hubert Bassot s'était fait une spécialité de l'organisation en général, celle des grandes manifestations politiques en particulier. Dernière en date : *il avait conçu et mis en* œuvre le grand meeting du Bourget, qui avait réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes autour d'Edouard Balladur avant le premier tour de l'élection présidentielle.

Proche, à l'origine, de l'extrême droite, cet ancien et actif militant de l'Algérie française avait rejoint en 1967 la Fédération nationale des républicains indépendants. Après avoir contribué à l'organisation des réseaux du futur candidat, il avait été chargé notamment du service d'ordre, lors de la campagne présidentielle de M. Giscard d'Estaing en 1974. Il s'était retrouvé ensuite à l'Elysée, où il avait été chargé de la préparation et de l'organisation des déplacements de 1976 à 1981.

Hubert Bassot était conseiller général (depuis 1973) et maire (depuis 1977) de Tinchebray (Orne). Sa carrière de député aura été moins constante puisque, élu dans l'Orne en 1978 et battu en 1981, il n'avait retrouvé son siège qu'en mars 1993.

C. Ch.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Anna POPIEL-SCHNEIDER
et
Alain SCHNEIDER
partagent avec
Olivier et Frédéric
la joie d'annoncer la naissance de

Cécile,

le 23 novembre 1995, à Wroclaw (Pologne).

113, avenue Achille-Peretti,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Enfin, il est arrivé le 13 décembre. Il s'appelle

Kevin.

Il fait la joie et le bonheur de
Sandrine et Eric.
Une équipe de choc !

Nadine et Jean-Pascal,
Anne-Cécile et Aurélie

ont la joie d'annoncer la naissance de

Livia et Hugo,

le 29 novembre.

Nadine et Jean-Pascal
ROSSI-BONHOTAL,
27, rue Max-Dormoy,
75018 Paris.

Isabelle ATTALI
et
Rupert SCHMID,

Caroline et Paul,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Théodore,

le 14 décembre 1995.

31, rue de Seine,
75006 Paris.

Décès

– M. et M[me] Robert Bisson,
ses parents,
Claudine et Michèle,
ses sœurs,
Marco,
son frère,
Stéphane, Mathieu, Diego, François, Jullia,
ses enfants,
Pascal, Olivier, Thomas, Mathilde,
ses neveux et nièce,

Ainsi que toute la famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

Jean-Pierre BISSON,

survenu le mardi 12 décembre 1995.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bisson,
57, rue Albert-Sarraut,
77500 Chelles.

– M[me] Jean Boutry-Verdier
a la douleur de faire part du décès de son époux,

Jean BOUTRY,
officier des Palmes académiques,

ravi brutalement à son affection, le 28 novembre 1995, à l'âge de soixante-sept ans.

Puissent de nombreux amis, lointains mais jamais oubliés, recevoir ce message et se souvenir.

19700 Lagraulière.

– M[me] Tidiane Aw,
son épouse,
Marième et Tidiane Seydou,
ses enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Tidiane AW,
HEC, promotion 1967,

survenu à Paris, le 13 décembre 1995.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Estavel de Brive (Corrèze).

11 *bis*, rue Lemercier,
75017 Paris.

– Aix-en-Provence.

Marc Pontus,
Christine,
son épouse,
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Bertrand,

survenu à l'âge de dix-huit ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre CHABAUD,

survenu à *Paris, le 12 décembre 1995*, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, à Paris-15[e].

L'inhumation aura lieu le mardi 19 décembre, au cimetière de Chadeleuf (Puy-de-Dôme).

De la part de
M[me] Pierre Chabaud,
son épouse,
M. et M[me] Pascal Chabaud,
ses enfants,
Thomas et Clémence,
ses petits-enfants,
M[lle] Claire Chabaud,
sa sœur,
D[r] Jean-François Chabaud,
son frère,
Et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Lagarde,
75005 Paris.
32, rue des Cordeliers,
63100 Montferrand.

– Cosne-sur-Loire (Nièvre).

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean CHEVOLOT,
professeur honoraire de philosophie,

survenu à Artenay, le 10 décembre 1995.

Famille Chevolot,
13 Mail Est,
45410 Artenay.

M. Marc JUMEL,

ancien combattant volontaire
à Verdun (1916-1917),
ancien pilote de chasse (1917-1918),
chevalier de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
croix de guerre avec palmes,
croix du combattant volontaire,

est décédé subitement, en son domicile, à Biarritz, le 12 décembre 1995.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

– M[me] Josette Coulomb,
Vincent et Julien Coulomb,
Anastasia-Tacha - Aviles-Benitez,
Marie-Hélène Coulomb,
Hélène Coulomb,
Michel et Françoise Coulomb,
Clarisse et Fanny,
Henri et Françoise Coulomb,
Benjamin et Adrien,
Michèle Souffez,
ont la très grande tristesse de faire part de la mort, le 11 décembre 1995, de

Pierre COULOMB,
directeur de recherches à l'INRA,

La famille tient à exprimer sa plus grande reconnaissance à tous ses amis qui, jusqu'au bout, lui ont apporté soutien, affection et bonheur.

On se réunira au centre funéraire de Grammont à Montpellier, le vendredi 15 décembre, à 15 heures.

Les visites commencent à 9 heures.

L'enterrement aura lieu dans l'intimité, à Saint-Martin-en-Vercors.

Messages au
Centre funéraire de Grammont.
Fax n° : 67-22-45-79.

– Les personnels du département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique,
ont la tristesse de faire part de la perte d'un collègue et ami en la personne de

Pierre COULOMB,
directeur de recherches,

survenue à Montpellier le 11 décembre 1995, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Une cérémonie aura lieu le 15 décembre, à 15 heures, au Centre funéraire de Grammont, à Montpellier.

– M[me] Anne Dannaud,
son épouse,
M. et M[me] Jacques Khodara,
M. et M[me] Paul Dannaud,
M. Jean-Pascal Dannaud,
M. Sébastien Dannaud,
M. Martin Dannaud,
M. et M[me] Dominique Brouard,
M[me] Catherine Primard,
ses enfants,

Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre DANNAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'Ecole
normale supérieure,
ancien officier de la 1[re] DFL,
conseiller d'Etat (H).

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 14 décembre 1995, au crématorium du Père Lachaise.

Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire part.

45, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

– M. Wolf Muhlrad,
Nicole et Jacques,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Marie-Louise MUHLRAD,

leur épouse et mère,
survenu le mercredi 13 décembre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 décembre, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Chatou.

– M. et M[me] Robert Labonnelie,
M. et M[me] J.-M. Labonnelie,
M. et M[me] Throndsen,
M. Claude Labonnelie,
et leurs enfants et petits-enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M[me] GODÉCHOUX,

leur belle-mère et grand-mère,

survenu le 14 décembre 1995 dans sa cent-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Bailly-Romainvilliers (Seine-et-Marne), le lundi 18 décembre, à 15 h 30.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière de Romainvilliers.

105, rue Panserot,
91510 Lardy.

– Théote Grière,
son épouse,
Christiane, Michelle, Olivier, André,
ses enfants et leur conjoint,
ont la tristesse d'annoncer le rappel à Dieu, survenu le 12 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-unième année, de

Raymond GRIÈRE,
conseiller commercial de France (ER),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité en la chapelle Saint-Etienne de l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, le samedi 16 décembre, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue de l'Eglise,
75015 Paris.

– M[me] Denise Lorin,
son épouse,
M[me] Marie-Christine Lorin Salmon
et M. Joël Urban,
Le docteur Fabrice Lorin
et le docteur Anne Malgoire Lorin,
Julien, Pauline, Noëlline, Raphaël, Melchior, Gabriel,
ses six petits-enfants,
Sa famille,
Ses nombreux amis,
ont le grand chagrin de faire part du décès de

M. Marcel LORIN,
ingénieur ETP,
chef de division à l'EDF,
ancien déporté résistant
à Schönebeck-Buchenwald,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,

survenu, le 13 décembre 1995, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de soixante-quinze ans.

Le service protestant sera célébré le mercredi 20 décembre, à 15 h 45 au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant à Paris-20[e].

« Le royaume de Dieu est au-dedans de nous. »
Luc, XVII, 21.

« Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père. »
Jean, XIV, 2.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être adressés à l'Institut Curie, CCP 434 C Paris.

37, rue Collange,
92300 Levallois-Perret.

Gémissons... mais espérons.

– Chaumont-Porcien. Reims.

M[me] Alix Sommain,
son épouse,
Alyette, Violaine, Thibault,
ses enfants,
M[me] Pierre Sommain,
sa mère,
M. et M[me] Pierre-Antoine Sommain
et leurs enfants,
M. et M[me] Jean-Claude Sommain
et leurs enfants,
M. et M[me] Bruno de Lapasse
et leurs enfants,
ses frères, sœur, neveux et nièces,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marc SOMMAIN,
ancien notaire,

survenu le 13 décembre 1995, dans sa cinquante-deuxième année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le samedi 16 décembre, à 11 heures, en l'église de Chaumont-Porcien (Ardennes), suivies de l'inhumation au cimetière de Viesly (Nord), à 16 h 30.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Grande Rue,
08220 Chaumont-Porcien.
44, place d'Erlon,
51100 Reims.

– Chaïm Zlotowicz,
son époux,
Liliane,
sa belle-fille,
Catherine,
sa petite-fille,
René,
son gendre,
ont la douleur de faire part du décès de

Golda ZLOTOWICZ-MENDELSOHN,

survenu à Paris, le 13 décembre 1995.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 décembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

Réunion à l'entrée principale, boulevard Edgar-Quinet.

Offices religieux

– Une double pensée est demandée le dimanche 17 décembre 1995, à ceux qui ont connu et aimé

Isucher Ber FRYDMAN,

à l'occasion de l'anniversaire de son décès (30-11-83 – 24 Kislev),

et

Fanny GRAJEWSKA FRYDMAN,

décédée (le 24-12-93 – 10 Tevet).

La famille se rendra à la synagogue de Montevideo, 31, rue de Montevideo, le samedi 16 décembre, office de 16 h 30.

Anniversaires de décès

– Il y a quatre ans disparaissaient

Laurence et Claude BINET.

Qu'une pensée les unisse à ceux qui les aimaient.

Sandrine, Violaine et Sonia.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– En souvenir de

Nicolas FAGARD,

samedi 16 décembre.

Soyons ensemble par la pensée (et dans l'intimité, à Saint-Hippolyte, Paris-13[e], 17 heures).

– Il y a deux ans, le 13 décembre 1993

Pierre GUELAUD

était rappelé à Dieu, à l'âge de soixante-cinq ans.

Il nous manque.

Hildegard Guelaud,
sa femme,
Claire Guelaud et Olivier Biffaud,
Stéphane, Marc et Anne-Catherine Guelaud,
ses enfants,
Clémence, Maxime et Marion Biffaud,
ses petits-enfants.

Anniversaire

SOFICA,

la sublime, la bien-aimée, nous a quittés il y a trois mois.

Elle reste toujours vivante et restera à jamais parmi ceux qui l'ont adorée.

Son mari,
Ses quatre enfants,
Ses cinq petits-enfants.

Prix

Poésie.

– **Le Prix de poésie Simone de Carfort 1995**, doté de 20 000 F, ayant pour objet la découverte sur manuscrit d'un poète d'expression française inconnu ou méconnu, a été attribué le 15 décembre à **Lazare Iglésis** pour son manuscrit ***Anamorphose***. Le jury était présidé par Jean Bancal.

Communications diverses

Simonne ROLAND,

en longue convalescence à Luc-sur-Mer, fait part de sa guérison.

Paris-15[e].

Soutenances de thèse

– **Hye-Gyoung Nam**, épouse Chauvin, soutiendra sa thèse de doctorat *d'études de l'Extrême-Orient* : **« Transplantation ou recréation, la poésie coréenne et les symbolistes français (1918-1945), étude comparative »**, le lundi 18 décembre 1995, à 10 heures, à l'université Paris-VII, couloir 24-34, 1[er] étage, pièce 112.

– **Emmanuel LOZERAND** soutiendra sa thèse de doctorat en études japonaises, **Récits et chroniques historiques d'Ôgai Mori Rintarô (1912-1921)**, le mardi 19 décembre 1995, à 10 heures, dans les salons de l'Institut des langues et civilisations orientales, 2, rue de Lille, Paris-7[e]. Le jury sera composé de M. Fujimori, M[me] Hérail, MM. Macé, Ninomiya, Origas et Rocher.

– **M. Alain BELTRAN** soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat sur **L'énergie électrique dans la région parisienne entre 1878 et 1946**, le samedi 16 décembre 1995, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5[e].

PRIVATISATION Le gouvernement belge a choisi de vendre 49,9 % du capital de l'exploitant téléphonique Belgacom à un consortium contrôlé par la compagnie américaine Ameritech. Cette privatisation partielle, achevée au plus tard en juin 1996, doit permettre à Belgacom d'affronter la concurrence en 1998. ● L'INVESTISSEMENT du consortium, qui associe également les exploitants TeleDanmark et Singapore Telecom, représentera un peu plus de 12 milliards de francs français. ● LES 26 000 SALARIÉS de l'opérateur belge – qui a connu de nombreuses crises internes ces dernières années – doivent conserver leur statut d'agent du service public et sont assurés de toucher les retraites prévues grâce à un fonds de pension. ● LES COMPAGNIES AMÉRICAINES avaient jusqu'à présent essentiellement investi dans le téléphone mobile en Europe de l'Ouest.

La compagnie Ameritech entre dans les télécommunications belges

La société américaine, alliée à TeleDanmark et Singapore Telecom, va acquérir 49,9 % de l'exploitant public de téléphone Belgacom. Celui-ci trouve ainsi le partenaire qui l'aidera à affronter l'ouverture totale des télécommunications européennes à la concurrence en 1998.

BRUXELLES
de notre correspondant

Le gouvernement de Jean-Luc Dehaene a décidé, jeudi 14 décembre, de céder 49,9 % du capital de l'exploitant téléphonique Belgacom, l'équivalent belge de France Télécom, à un consortium international contrôlé par la compagnie américaine Ameritech (qui en détient 37 %) et associant TeleDanmark (35 %) et Singapore Telecom (28 %). L'offre de ce pôle a été préférée à celle d'un concurrent néerlando-helvétique constitué par Koninklijke PTT Nederland (KPN) et Swiss Telecom.

Compagnie née de l'éclatement d'AT&T en 1984 – c'est l'une des sept « Baby Bells » –, Ameritech exploite des services téléphoniques dans la région de Chicago. Treizième opérateur mondial, le groupe a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de dollars (62,5 milliards de francs) et accusé une perte nette de 1 milliard de dollars. Le contrat définitif sera signé le 21 décembre et le paiement des 73,3 milliards de francs belges (plus de 12 milliards de francs français), prix proposé par le consortium gagnant, interviendra dans les six mois.

INTÉRÊT TECHNOLOGIQUE

Ainsi prend fin la procédure de « consolidation » – mot préféré à « privatisation » dans les communiqués officiels – commencée en mars 1994 quand le gouvernement avait décidé de lancer cette opération destinée à lui procurer de l'argent et à améliorer, grâce à un « partenariat stratégique », la compétitivité de Belgacom avant l'échéance de 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence du téléphone en Europe. Au début de l'année, le conseil des ministres avait retenu neuf partenaires potentiels, dont France Télécom. La partie s'était resserrée le 8 décembre quand KPN-Swiss Telecom et Ameritech avaient déposé leurs offres fermes et définitives dans les locaux londoniens de Morgan Stanley. « Le choix du candidat s'est opéré sur la base du prix, a déclaré, jeudi, le porte-parole de KPN. *Nous avons l'impression que le consortium formé autour d'Ameritech a payé une prime pour pouvoir opérer sur le marché européen.* »

Deux commissions spéciales ont conseillé le gouvernement dans son choix. Selon John Goossens, administrateur délégué de Belgacom, « *le prix offert par Ameritech est plutôt une bonne surprise* », mais la décision a été prise essentiellement en fonction de l'intérêt industriel et technologique du partenariat avec le consortium conduit par les Américains. Des retombées sont attendues à moyen terme en matière de diversification de l'entreprise, notamment dans le secteur de la transmission de données informatiques.

Vingt-cinquième entreprise de télécommunication du monde, Belgacom a dégagé des bénéfices ces dernières années (1,6 milliard de francs français en 1994), mais elle souffre d'un endettement de quelque 17 milliards de francs français, pour un chiffre d'affaires à peine supérieur. Sa gestion a été plutôt chaotique en raison de conflits de personnes au sein du conseil d'administration, dont la plupart des sièges sont traditionnellement partagés entre les principaux partis politiques. Désormais, sur les dix-huit administrateurs, neuf seront nommés par l'Etat et neuf autres par le consortium acquéreur.

INQUIÉTUDES APRÈS 1997

Ancien administeur délégué d'Alcatel Bell, filiale belge d'Alcatel et principal fournisseur de Belgacom, M. Goossens, qui a déjà remis de l'ordre dans la maison, conservera son poste, a précisé Elio Di Rupo, ministre de l'économie et des télécommunications. Il a contribué à la compétitivité de Belgacom, « *entreprise publique autonome* », en améliorant ses performances dans des secteurs déjà ouverts à la concurrence, comme la téléphonie mobile.

Belgacom emploie plus de 25 000 personnes. En 1993, un accord entre les syndicats et la direction a prévu le maintien des effectifs jusqu'en 1997 et le maintien du statut public du personnel, en contrepartie d'une modération des salaires. Un fonds spécial a été mis en place afin de garantir les retraites. Il affecte la rentabilité de l'entreprise, qui doit l'alimenter à hauteur de 2 milliards de francs français par an. « *Il n'y a aucun licenciement en perspective et, s'il y a des désengagements – non prévus actuellement – ce sera uniquement sur base du volontariat* », a déclaré jeudi M. Goossens.

Sans condamner le principe de la privatisation, les syndicats s'inquiètent pourtant de ce qui arrivera après 1998. Une partie du personnel figurait parmi les 50 000 manifestants qui ont défilé mercredi dans le centre de Bruxelles pour « *la défense du service public* ». Après Sabena et Belgacom, le gouvernement entend poursuivre, à petits pas, sa politique de cession d'actifs. Une partie du pactole versé par le consortium entrant dans Belgacom pourrait servir à aider la SNCB, la compagnie des chemins de fer belge, qui a beaucoup de mal à financer, dans les délais prévus, l'installation du réseau pour le TGV.

Jean de la Guérivière

Sept compagnies d'outre-Atlantique dans les réseaux mobiles européens

Les compagnies américaines de téléphone ont concentré leurs investissements (75 milliards environ à ce jour, selon l'Idate) sur le téléphone mobile

● **AirTouch** : 25 % dans Belgacom (Belgique) pour 147 millions de dollars ;
51 % dans Nordictel (Suède) pour 205 millions ;
29,55 % dans Mobilfunk (Allemagne) pour 2,5 milliards ;
10,2 % dans Omnitel (Italie) pour 1,5 milliard ;
15,8 % dans Airtel (Espagne) pour 2,3 milliards ;
23 % dans Telecel (Pologne) ;
10 % dans DanskMobil Telefon (Danemark) pour 157 millions.

● **Ameritech** : 24,5 % dans PTK (Pologne) ;
25 % dans Netcom (Norvège).

● **Bell Atlantic** : 24,5 % dans Eurotel (République tchèque) ;
11,6 % dans Omnitel (Italie) pour 1,5 milliard de dollars.

● **Bell South** : 21,4 % dans E+ (Allemagne) pour 2,46 milliards de dollars ;
29 % dans Danskmobil Telefon (Danemark) pour 157 millions.

● **Nynex** : 20 % dans Stet Hellas (Grèce) pour 150 à 200 millions.

● **SBC** : 11 % dans SFR (France) pour 1,6 milliard de dollars.

● **US West** : 50 % dans Mercury One-2-One (Grande-Bretagne) pour 1 milliard ;
49 % dans WesTel (Hongrie) ;
24,5 % dans Eurotel (République tchèque) ;
5 % dans Bouygues Telecom (France) pour 2,24 milliards.

Une première pour un américain en Europe occidentale

EN PORTANT son choix, pour la vente de 49,9 % de Belgacom, sur le consortium conduit par la société américaine Ameritech et associant, comme partenaires minoritaires, Singapore Telecom et Tele Danmark, le gouvernement belge a créé un précédent au sein de l'Union européenne. Il s'agit de la première entrée d'une compagnie de téléphone américaine dans le tour de table d'un monopole public des télécommunications en Europe occidentale. Jusqu'alors, le seul exemple concernait un pays de l'Europe de l'Est, la Hongrie. Il impliquait déjà Ameritech qui, en 1994, en association avec Deutsche Telekom, a acquis 30 % de Matav.

Cela ne signifie pas que les sociétés américaines ont délaissé l'Europe. Leurs investissements avoisineraient 75 milliards de francs à ce jour, selon l'Idate (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe). Mais, compte tenu des monopoles en vigueur dans la téléphonie de base et de la privatisation récente des opérateurs historiques en Europe, ces investissements se sont concentrés sur deux segments : la téléphonie mobile et le câble.

C'est sur ce dernier créneau (offre conjointe de télévision et de téléphone) que « *les montants engagés sont les plus importants* », note l'Idate. Mais cet engagement des compagnies américaines se concentre sur le Royaume-Uni, l'Idate estimant à 54 milliards de francs, à l'horizon 2002, les sommes investies par l'ensemble des acteurs d'outre-Atlantique sur le marché britannique de la câblo-téléphonie.

« BABY BELLS » OFFENSIVES

Dans la téléphonie mobile, la présence des firmes de téléphone américaines, à travers des consortiums, concerne la presque totalité des marchés européens. Calculé au prorata de leurs participations, l'engagement des firmes d'outre-Atlantique dans les réseaux de radiotéléphonie est évalué entre 3 et 4 milliards de dollars (15 à 20 milliards de francs) par l'Idate. « *Certains groupes ont déjà tissé une toile très représentative* », relève l'institut d'études, qui cite la compagnie AirTouch, « *présente dans sept pays et non des moindres* ».

Ce sont majoritairement des compagnies régionales américaines de téléphone – les « Baby Bells » – comme AirTouch, qui se montrent offensives en Europe. Le développement d'AT&T, le numéro un américain, demeure très limité. Le groupe s'est associé au consortium Unisource pour la fourniture de services aux entreprises. Il pourrait très prochainement sceller une alliance avec la société allemande CNI, filiale du conglomérat Mannesmann et de la Deutsche Bank.

Comparés aux investissements américains en Europe, ceux des sociétés de téléphone européennes outre-Atlantique sont « *plus limités, aussi bien par leur nombre et leurs engagements financiers que par la nature même des opérations* », indique l'Idate. Ils se résument grosso modo à l'acquisition par le britannique BT (ex-British Telecom) de 20 % de MCI et à l'entrée, à 20 % également, de France Télécom et Deutsche Telekom chez Sprint. Ce dernier accord devait recevoir, vendredi 15 décembre, le feu vert des autorités américaines.

Philippe Le Cœur

Bruxelles autorise une nouvelle recapitalisation d'Iberia

La compagnie aérienne espagnole recevra 107 milliards de pesetas

APRÈS NEUF MOIS de tractations avec le gouvernement espagnol, la commission européenne de Bruxelles a finalement autorisé, jeudi 14 décembre, l'Etat espagnol à injecter dans le capital d'Iberia 87 milliards de pesetas (3,5 milliards de francs) au début 1996. Une deuxième recapitalisation de 20 milliards de pesetas est prévue pour les premiers mois de 1997 au profit de la compagnie aérienne. L'accord doit encore être entériné par le collège des commissaires. Au total, Madrid devrait donc obtenir 107 milliards de pesetas sur les 130 milliards réclamés (5,2 millards de francs) pour remettre à flots la compagnie nationale.

Il y a trois ans, Iberia avait déjà bénéficié d'un accord de la Commission Européenne pour recevoir 120 milliards de pesetas de son actionnaire public. Les autorités bruxelloises avaient alors précisé que cette aide publique devait être la dernière...

Pour Neil Kinnock, commissaire européen chargé des transports, les avertissements passés et la décision de jeudi ne sont pas incompatibles. Le commissaire européen considère que l'injection de 107 milliards de pesetas ne constitue pas une « *aide publique* », au sens de l'article 92 du Traité de l'Union, mais un « *investissement normal* » auquel tout actionnaire prudent aurait procédé.

> Madrid évite en tous cas un bras de fer avec l'Union européenne

Ce qui n'a pas empêché Neil Kinnock d'imposer ses conditions à l'Etat espagnol et à Iberia, même si elles sont plus souples qu'initialement prévu. Première exigence de Bruxelles : la vente par la compagnie aérienne de 90 % de ses actifs dans les compagnies sud-américaines Aerolineas Argentinas, Austral (AAA, filiale de Aerolineas) et Ladeco (Chili), qui sont déficitaires. Une société commune à Merrill Lynch (45 %), Bankers Trust (15 %) et Teneo (40 %), le holding public qui détient 100 % d'Iberia, achètera ces actifs. Iberia, qui ne détiendra plus que 10 % d'AAA (contre 83,5 % auparavant) continuera, par ce biais, à assurer la gestion de AAA. Cette opération rapportera à la compagnie nationale 32 millards de pesetas (1,3 milliard de franc), dont 16 milliards dans l'immédiat. L'investissement de Teneo, qui permet à Iberia de garder son contrôle sur AAA, sera, lui, financé par l'Etat. Ce qui représente une aide supplémentaire...

L'attribution de la seconde tranche de 20 milliards de pesetas dépendra, par ailleurs, de l'amélioration de la situation financière d'Iberia. La compagnie a perdu 41,5 milliards de pesetas en 1994 et près de 70 milliards en 1993. Ses résultats devraient être meilleurs cette année : les pertes nettes sur onze mois seraient passés de 32 milliards de pesetas en 1994 à 14,3 milliards de pesetas cette année.

Juan Manuel Eguiagaray, ministre de l'industrie, est « *raisonnablement satisfait* » de la décision bruxelloise. Madrid évite en tous cas un bras de fer avec l'Union européenne. La direction d'Iberia était en effet prête à augmenter unilatéralement son capital, quelle que soit la décision de Bruxelles : dans cette optique, un conseil d'administration devait se tenir le 23 décembre. Il aura fallu l'intervention du président du gouvernement, Felipe Gonzalez, pour éviter un tel scénario.

Le syndicat des pilotes a en revanche exprimé son mécontentement jeudi 14 décembre. Ce dernier est fermement opposé à la cession des participations dans les compagnies sud américaines, qui fera d'Iberia « *une compagnie régionale* ». Le syndicat rappelle qu'Ibéria a investi 4 milliards de francs dans AAA : son désengagement représentera une perte nette de 3,2 milliards de francs. Les pilotes viennent de sortir de douze jours de grève au mois de novembre. Ils doivent trouver un accord avec la direction avant le 31 janvier. Les pilotes refusent le plan de viabilité de décembre 1994 qui prévoit une baisse moyenne des salaires de 8,5 %, une réduction des effectifs de 3500 personnes et une augmentation de production de 35 %.

Quant aux autres compagnies aériennes – notamment British Airways, Scandinavian Airlines System et KLM qui avaient déposé un recours devant la Cour Européenne de Justice contre la recapitalisation d'Air France à hauteur de 20 milliards de francs – elles doivent éprouver un fort ressentiment à l'égard de Bruxelles...

Michel Bole-Richard et Virginie Malingre

Paolo Cantarella remplacera Cesare Romiti au poste d'administrateur délégué de Fiat en mars 1996

ROME
de notre correspondante

Le conseil d'administration de Fiat, qui s'est réuni jeudi 14 décembre, à Turin, sous la présidence de Giovanni Agnelli, a confirmé la décision de ce dernier de quitter ses fonctions de président de la société en mars 1996, laissant la place à l'actuel administrateur délégué, Cesare Romiti (Le Monde du 14 décembre). M. Agnelli deviendra alors président honoraire, tout en conservant la charge de président du comité stratégique ainsi que celle de président de la société éditrice du quotidien *La Stampa*.

Une autre nomination a été annoncée au cours du conseil d'administration : c'est Paolo Cantarella, actuel responsable du secteur automobile du groupe, qui a été désigné pour succéder à Cesare Romiti au poste d'administrateur délégué de Fiat Spa.

C'est une relève, au plein sens du terme, car M. Cantarella n'est âgé que de cinquante et un ans. Elle montre l'accent particulier mis sur le secteur automobile qui, avec les modèles Uno, Bravo et Brava, tous « enfants » de l'ingénieur Cantarella, connaît une bonne reprise.

Sportif, passionné depuis toujours par les automobiles, né en 1944 à Varallo Sesia, Paolo Cantarella, après des études d'ingénieur mécanique à Turin, est entré chez Fiat en 1977. Il y occupera diverses fonctions technico-commerciales avant de connaître, en 1983, une première expérience de manager à haut niveau en devenant administrateur délégué de Comau, la société Fiat spécialisée, entre autres, dans les machines-outils. En 1989, il sera responsable de la direction des approvisionnements et de la distribution de Fiat auto.

Le 10 décembre 1990, il devient administrateur délégué de Fiat auto et responsable du secteur automobile du groupe.

Marie-Claude Decamps



La Banque de France ramène de 4,70 % à 4,45 % le taux de ses appels d'offres

L'institut d'émission suit le mouvement général en Europe

L'assouplissement *monétaire* se confirme en Europe. Un jour après la Banque d'Angleterre, la Bundesbank a annoncé, jeudi 14 décembre, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. Les autres banques centrales européennes lui ont emboîté le pas, la Banque de France annonçant vendredi une baisse de 0,25 % du taux de ses appels d'offres. Cette détente est destinée à redonner un peu de vigueur à la croissance économique.

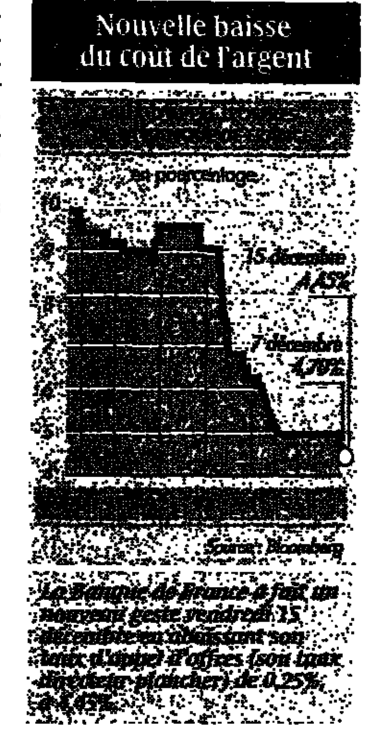
LES MARCHÉS financiers internationaux ne pouvaient imaginer plus beau cadeau *de fin d'année*, avec l'annonce, jeudi 14 décembre, d'une baisse d'un demi-point des deux taux directeurs de la Bundesbank. Vendredi matin, la Banque de France a emboîté le pas de la banque centrale allemande. Elle a réduit de 0,25 % le taux de ses appels d'offres, ramené de 4,70 % à 4,45 %.

L'empressement de la Banque de France à suivre la Bundesbank a quelque peu surpris les analystes. Ces derniers estimaient généralement que l'institut d'émission français attendrait son conseil ordinaire, jeudi 21 décembre, pour assouplir sa politique monétaire. La Banque de France n'a pas l'habitude de calquer ses décisions sur celles de la banque centrale allemande, car elle ne souhaite pas donner l'impression que sa politique monétaire se décide à Francfort.

DES RAISONS INTERNES

Les experts soulignent toutefois que la décision annoncée vendredi matin est conforme à la stratégie habituelle de la Banque de France, *laquelle consiste à réduire ses taux directeurs au fur et à mesure que le franc s'apprécie face au deutschemark. Jeudi, le franc avait gagné* 2 centimes face à la monnaie allemande, essentiellement en raison *des espoirs d'un dénouement* rapide de la crise sociale. L'annonce, en milieu de matinée, de la remise *en circulation d'une ligne de métro* avait provoqué une très forte hausse des valeurs françaises. Les professionnels observent que cette nouvelle a eu bien plus d'impact *que la réduction* des taux directeurs allemands.

Le geste de la Banque de France *s'expliquerait* donc davantage par des raisons d'ordre interne – l'amélioration du climat social – qu'externe – l'assouplissement *de la politique* monétaire allemande. Il pourrait être suivi par d'autres mouvements au cours des prochaines semaines. Le taux des appels d'offres pourrait progressivement se rapprocher du niveau des prises en pension allemand, fixé à 3,75 % depuis jeudi. En période monétaire normale, l'écart entre ces deux taux se situe aux alentours de 0,3 %. La Banque de France dispose donc en théorie d'une marge de baisse de son *principal taux directeur d'environ* 0,5 %, ce qui permettrait de ramener les rendements de marché à *trois mois à un niveau proche de* 4,3 %. Les opérateurs des marchés se montrent moins optimistes. Selon leurs anticipations, reflétées par les cours des contrats à terme, les taux à trois mois français ne devraient guère descendre au-dessous de 5 % au cours des prochains mois, ce qui maintiendrait un écart important avec l'Allemagne (1,5 %).



La Banque de France a fait un nouveau geste vendredi 15 décembre en abaissant son taux d'appel d'offres (son taux directeur plancher) de 0,25%, à 4,45%.

L'assouplissement de la politique monétaire allemande n'a pas provoqué de véritable choc sur les marchés financiers, car il était largement anticipé. Depuis le début du mois de novembre, les analystes des grandes banques américaines (JP Morgan, Salomon Brothers, Lehman Brothers, Morgan Stanley) prédisaient tous une baisse d'un demi-point des taux directeurs allemands (*Le Monde* du 29 novembre). A leurs yeux, la seule incertitude concernait la date que choisirait la Bundesbank pour assouplir sa politique monétaire. La banque centrale allemande a finalement agi plus rapidement que prévu.

L'évolution récente des deux principaux indicateurs suivis par la Bundesbank *pour fixer le niveau de* ses taux d'intérêt, le rythme d'inflation et l'évolution de la masse monétaire justifiaient l'optimisme des économistes américains. L'indice des prix à la consommation est resté stable au mois de novembre en Allemagne, soit une progression de 1,5 % sur un an. La masse monétaire, qui sert d'indicateur inflationniste à moyen terme pour la Bundesbank, *évolue elle aussi* très favorablement. Mesurée par l'agrégat M3, elle a progressé de 1,7 % au *cours des dix premiers mois de* l'année.

La Bundesbank a également invoqué la vigueur du deutschemark pour justifier sa décision. Le mark s'est apprécié de 6,4 % depuis le début de l'année face à l'ensemble des autres devises. Selon les calculs établis par la banque américaine Merrill Lynch, le deutschemark serait surévalué de 24 % par rapport au dollar et à la livre sterling, de 28 % par rapport à la lire, de 11,7 % par rapport à la peseta, de 9,5 % par rapport au franc français.

A cet égard, la réaction des marchés de changes à la décision de la Bundesbank apparaît décevante. La théorie aurait voulu que le deutschemark, amputé d'une partie de sa rémunération, soit affaibli par la réduction des taux directeurs allemands. C'est l'inverse qui s'est produit. Le mark s'est apprécié face au dollar et face à l'ensemble des devises européennes (franc excepté). Selon certains experts, les opérateurs de marché anticipe*raient d'ores et déjà le prochain* geste de la Bundesbank, à savoir un resserrement de sa politique monétaire.

Pierre-Antoine Delhommais

La Bundesbank a donné le ton dans un contexte économique ralenti

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

La Bundesbank, officiellement, ne se laisse jamais guider par des préoccupations de relance conjoncturelle, encore moins par des réflexions d'ordre politique. Il n'empêche : en annonçant la troisième baisse de ses taux directeurs cette année, les gardiens du mark constatent que, dans le contexte de ralentissement de l'activité économique que traverse l'Allemagne (stagnation entre le deuxième et le troisième trimestre, croissance de 1,5 % par rapport à la même période de l'année précédente), un coup de pouce monétaire sera bienvenu et ne remettra pas en cause l'actuelle stabilité des prix.

A l'occasion de sa dernière réunion de l'année, jeudi 14 décembre, le conseil de la Bundesbank a réduit de 0,5 % le taux d'escompte (qui passe de 3,5 % à 3 %) et le taux lombard (qui passe de 5,5 % à 5 %). Le taux des trois prochaines prises en pension sera de 3,75 %. Une décision mûrement réfléchie, puisque, selon le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, cette baisse a déjà fait l'objet de discussions lors des deux dernières réunions du conseil de la banque centrale.

UNE BAISSE ATTENDUE

Les gardiens du mark justifient cette décision par le développement extrêmement modéré de la masse monétaire (M3), elle-même conditionnée par le ralentissement de l'activité économique. Aucune menace d'inflation ne se profile à l' horizon (l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,5 % en novembre par rapport à l'an dernier), et l'appréciation du mark, qui ralentit les exportations, encourage un desserrement de la vis monétaire.

Cette baisse était souhaitée par de nombreux responsables économiques et politiques allemands, *tous partis confondus*. A la veille du sommet de Madrid (*« qui n'a joué aucun rôle dans notre décision »*, selon Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank), cette décision ne pouvait être que bienvenue en Europe.

« Nous avons pris en compte l'environnement international avant de prendre notre décision », déclare le président de la Bundesbank, qui se défend pourtant d'avoir voulu « faire plaisir » à tel ou tel des partenaires étrangers de l'Allemagne. Il s'agit uniquement, dans l'optique de la banque centrale allemande, d'une décision guidée par *« notre intérêt bien compris »*. Quant aux perspectives de croissance allemande pour 1996 : *« L'activité est ralentie, mais il n'y a pas de risque de récession pour 1996 »*, indique le président de la Bundesbank. Ce dernier fait notamment confiance à la reprise de la consommation intérieure début 1996, grâce aux baisses d'impôts devant entrer en vigueur au 1er janvier.

La dernière réunion du conseil de la Bundesbank était également *consacrée, comme chaque* année, à la définition d'un objectif de croissance de la masse *monétaire pour l'année suivante*. Les dirigeants monétaires allemands ont défini un corridor un peu élargi de 4 % à 7 % pour le développement de M3 en 1996 (M3 réunit l'argent liquide, les placements à vue, les placements à terme en dessous de quatre ans), au lieu de 4 % à 6 % pour 1995. D'ailleurs, une fois de plus, l'objectif défini pour 1995 n'a pas été atteint. Mais pour la première fois depuis vingt ans l'objectif 1995 a été manqué « par défaut », puisque M3, au dernier trimestre de 1995, a seulement augmenté de 1,7 %.

L'élargissement en 1996 du corridor est censé prendre en compte les variations de plus en plus grandes de M3, qui rendent l'utilisation d'un objectif de masse monétaire de plus en plus délicate pour poursuivre la politique de stabilité des prix. Cela n'empêche pas les *dirigeants* de la Bundesbank de continuer à faire confiance à ce concept, esti*mant qu'il devrait être repris par* la future banque centrale européenne.

Lucas Delattre

La vente de Pechiney ne rapportera que 3,8 milliards de francs à l'Etat

LA PRIVATISATION de Pechiney, lancée en pleine grève, est passée d'extrême justesse. Environ 470 000 actionnaires particuliers ont souscrit, soit près de deux fois moins que lors de la privatisation d'Usinor-Sacilor, pour un montant de près de 2,7 milliards de francs. Ils seront intégralement servis : des actions supplémentaires seront prélevées sur la tranche réservée aux institutionnels. Ceux-ci, en effet, ont été très prudents sur cette opération. Initialement, 13,3 millions d'actions leur étaient offertes, ils n'en ont demandé que 11,6 millions, dont 19 % par des investisseurs français et 31 % par des Américains. Cette faible présence des institutionnels va obliger l'Etat à conserver provisoirement 12 % du capital du groupe.

Avec Pechiney, l'Etat enregistre les plus mauvais taux de souscription depuis le lancement des privatisations. La vente du groupe d'aluminium ne va lui rapporter que 3,8 milliards de francs. Alors que le ministère des finances prévoyait 40 milliards de recettes de privatisations cette année, il n'aura obtenu qu'à peine 20 milliards de francs. Dans un entretien aux *Echos*, le ministre des finances, Jean Arthuis, précise cependant qu'il espère réaliser *« 40 milliards de cessions en 1996 »*.

DÉPÊCHES

■ ***SIEMENS : le groupe technologique allemand*** *souhaite poursuivre* sur sa lancée et table pour l'exercice 1995-1996 *« sur une progression du volume d'affaires et des bénéfices similaire à celle de l'an dernier »*, a déclaré jeudi 14 décembre, à Munich, Heinrich von Pierer, président du directoire. Pendant le précédent exercice (1994-1995), clos le 30 septembre, le chiffre d'affaires a augmenté de 5 %, pour atteindre les 88,8 milliards de deutschemarks (305 milliards de francs), et Siemens le situe entre 91 et 93 milliards de marks pour 1995-1996. Les bénéfices nets ont progressé de 26 % (2,084 milliards de marks, soit 7,2 milliards de francs). – *(Corresp.)*

■ **CAP GEMINI SOGETI : le groupe français de services informatiques** pourrait être amené à fusionner avec sa holding de contrôle, Sogeti. Dans un entretien accordé au quotidien allemand *Handelsblatt*, Klaus Mangold, président du directoire de Debis, la filiale de Daimler-Benz qui détient 34 % de Sogeti, s'est déclaré favorable à cette fusion. Selon la *« Lettre A »*, Sogeti bénéficierait d'une recapitalisation de 2 milliards de francs. Ensuite, Sogeti et Cap Gemini Sogeti (CGS) fusionneraient en une société organisée en conseil de surveillance et directoire. Enfin, une fusion entre la nouvelle entité CGS-Sogeti et Debis serait envisagée.

■ **AUTOMOBILE : le marché automobile français** devrait baisser de 3,5 % en 1996, après un recul de seulement 1,1 % en 1995 grâce aux aides gouvernementales, a estimé jeudi 14 décembre l'Observatoire de l'automobile, l'organisme de prévision de la compagnie bancaire Cofica. Il note par ailleurs que, sans les *« juppettes »*, les ventes de voitures auraient probablement poursuivi leur chute du troisième trimestre (– 11 % par rapport à la même période de 1994).

■ **CRÉDIT FONCIER DE FRANCE : l'institution financière spécialisée** *a présenté jeudi 14 décembre à son personnel un « schéma de reconversion »* destiné à améliorer la rentabilité de l'établissement, qui prévoit notamment une réduction des charges d'exploitation (de per*sonnel pour l'essentiel) de 30 % à 40 % sur deux ans, et un net recen*trage sur les crédits immobiliers aux particuliers.

■ **AMD : le quatrième producteur américain de semi-conducteurs** *va investir 2,8 milliards de marks* (9,5 milliards de francs) *dans* la construction d'une usine à Dresde (ex-RDA). La construction de l'usine doit commencer fin 1996, afin de pouvoir lancer la production au plus tard fin 1998. Le groupe va bénéficier de 800 millions de marks de subventions publiques.

■ **SONATRACH : l'entreprise publique algérienne des hydrocarbures** et le groupe italien Agip ont annoncé le 14 décembre la découverte en association d'un nouveau gisement de pétrole dans le Sahara algérien. Le nouveau gisement est situé à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de celui de Bir Rbâa, également découvert par les deux groupes et qui produit depuis juin 46 000 barils par jour.

■ **FERFIN : le tribunal administratif régional du Latium,** la région de Rome, a rejeté, mercredi 13 décembre, un recours de la banque d'affaires italienne Mediobanca contre une OPA partielle sur la holding Ferruzzi Finanziaria (Ferfin) imposée par les autorités boursières. La décision de justice représente un sérieux revers pour la banque Mediobanca présidée par Enrico Cuccia qui envisage de faire appel.

■ **SUMITOMO : la banque japonaise Sumitomo Bank** s'est officiellement portée candidate, vendredi 15 décembre, à l'acquisition des activités aux Etats-Unis de sa concurrente Daiwa Bank, qui a été condamnée à quitter ce pays d'ici au 2 février en raison des fraudes commises dans sa filiale new-yorkaise.

Le GAN renforce son plan de redressement

***LE CONSEIL** d'administration* du GAN, qui s'est réuni jeudi 14 décembre, fut ce que l'on peut appeler une *réunion consensuelle*. Chacun étant bien conscient qu'un effort supplémentaire était nécessaire pour remettre à flot la compagnie d'assurances et surtout lui permettre de se désendetter (*Le Monde* du 15 décembre). Jean-Jacques Bonnaud, président de la compagnie d'assurance, avait déjà fait le diagnostic et s'est donc présenté devant ses administrateurs avec sa copie corrigée.

Jusqu'à présent, le patron du GAN avait défendu le plan de redressement qu'il avait présenté en juin dernier, notamment la cession de 4,8 milliards d'actifs non stratégiques. Six mois plus tard, le groupe doit réviser son effort à la hausse. *Pour alléger le poids de sa* structure de défaisance *« afin d'améliorer la visibilité du groupe et faciliter sa prochaine privatisation »*, le président du GAN a annoncé 7 à 9 milliards de cessions supplémentaires sur quatre ou cinq ans et la renégociation de 3 milliards de francs de crédits.

Contrairement au précédent programme de cessions qui ne devait toucher aucun actif stratégique, ce supplément d'efforts pourrait concerner des actifs bancaires et une partie du réseau international que Jean-Jacques Bonnaud a lui-même contribué à construire. Si l'on fait le tour des *actifs disponibles – filiales étran*gères et compagnie de réassurance –, il apparaît clairement que la vente d'une partie du CIC, voire de sa majorité, ne peut être exclue de ce nouveau train de mesures. Jean-Jacques Bonnaud a d'ailleurs souligné être prêt à vendre plus de 50 % de ce réseau pour autant que des liens commerciaux subsistent entre le GAN et le CIC. Selon le communiqué publié à l'issue du conseil, *« l'Etat a demandé au président du GAN de faire des propositions quant aux modalités d'ouverture du capital du CIC »*.

Le principal objectif des mesures financières complémentaires annoncées jeudi va consister à alléger les coûts de portage des engagements immobiliers douteux du groupe, transférés dans la struc*ture de cantonnement Bâticrédit*. Ceux-ci s'élèvent à environ 800 millions de francs. La première *étape va consister à négocier avec* les banques l'allongement de 3 à 10 ans de la dette bancaire à court terme de Bâticrédit, qui porte 13 milliards d'encours immobiliers douteux. Le GAN espère ainsi alléger de 50 à 60 millions de francs par an sa charge de la dette. Le rééchelonnement ne fera pas disparaître pour autant la dette globale de la compagnie d'assurances, qui atteint aujourd'hui 18 milliards de francs.

Ba. S.

■ LA BANQUE DE FRANCE a annoncé vendredi que son taux d'appel d'offres serait abaissé lundi de 0,25 point à 4,45 % sur décision du conseil de la politique monétaire.

■ LA BUNDESBANK, surprenant les analystes, a annoncé jeudi la réduction de 0,5 point de ses deux taux directeurs, fixant le taux d'escompte à 3 % et le taux Lombard à 5 %.

■ LE FRANC a ouvert en nette hausse vendredi matin sur le marché des changes parisien, cotant 3,4410 francs pour un deutschemark contre 3,4480 la veille au soir à Paris.

■ LE DOLLAR, à 1,4398 DM contre 1,4510 DM jeudi soir, est resté faible face au deutschemark vendredi à Tokyo, en raison de la baisse des taux de la Bundesbank.

■ LE GOUVERNEMENT français espère réaliser plus de 60 milliards de francs de recettes en 1995 et 1996 avec les privatisations, dont quelque 40 milliards en 1996.

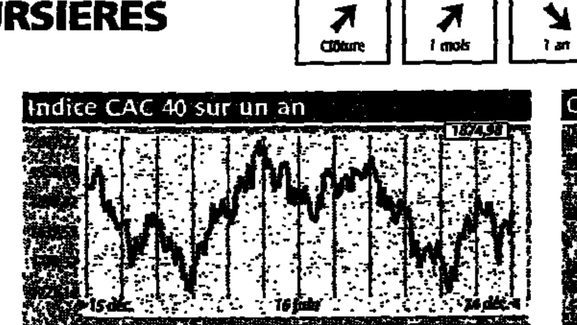
LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois | NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Paris reprend son souffle

LA BOURSE DE PARIS évoluait autour de l'équilibre, vendredi 15 décembre, reprenant son souffle après la forte hausse de la veille. Après une ouverture en hausse de 0,58 %, les valeurs françaises s'inscrivaient en repli de 0,02 % une heure plus tard. Aux alentours de 12 h 30, l'indice CAC 40 évoluait de nouveau dans le vert, gagnant 0,22 % à 1 879,04 points. Cette stabilité, *alors que les signes positifs sur* le front social se multiplient et que la Banque de France a procédé à *une détente d'un quart de point de* son taux sur appel d'offres dans le sillage de la baisse des taux allemands, prouve que le marché avait intégré dès hier ces événements, expliquait un gérant. Jeudi, les milieux financiers estimaient très prochaine une baisse des taux en France pour relancer l'activité, à l'instar de l'Allemagne. *« Aujourd'hui, on joue donc le phénomène du fait accompli »*, notait un boursier.

Jeudi, la Bourse a terminé sur un gain de 2,25 % pariant sur un essoufflement de la grève. Le marché avait été également dopé par la bonne nouvelle venue d'Allemagne où contre toute attente la Bundesbank a réduit de manière significative ses taux directeurs lors de sa dernière réunion de l'année. Rien d'étonnant dans ces conditions, relevait *un gérant*, que les investisseurs reprennent leur souffle et réalisent des prises de bénéfices.



Indice CAC 40 sur un an

CAC 40 5 jours

Christian Dior, valeur du jour

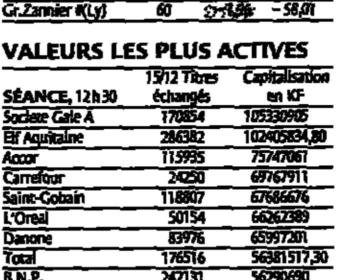
BONNE SÉANCE, jeudi 14 décembre, à la Bourse de Paris pour Christian Dior, qui a terminé à son plus haut niveau de l'année. L'action a gagné *5,84 %*, à *518* francs, dans un volume de 159 000 titres échangés. Les boursiers notent que le titre continuait de bénéficier de son entrée dans la liste des valeurs recommandées par la société de Bourse Cheuvreux de Virieu en remplacement de Michelin. La société de Bourse Cheuvreux estime à 40 % la décote de Dior par rapport à une valeur d'actifs réévaluée de 822 francs. Depuis le 31 décembre 1994, l'action affiche un gain de 23 %.



Christian Dior sur 1 mois

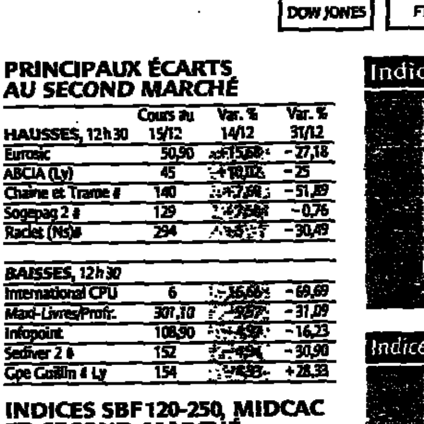
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12 h 30	Cours au 15/12	Var. % 14/12	Var. % 31/12
Crédit National	372,30	[illegible]	−7,84
Zodiac	780	[illegible]	+32,76
Finextel	68,80	[illegible]	−26,10
Sommer-Allibert	1220	[illegible]	−27,55
Sligos	424	[illegible]	+17,45
Lebon	197	[illegible]	−33,22
Dassault Electro	155	[illegible]	−61,85
Dev.R.N-P.Cal #LI	35	[illegible]	−50,70
Pollet	398	[illegible]	+12,58
Elf Gabon	838	[illegible]	−19,03
BAISSES, 12 h 30			
Rochette (La)	30	[illegible]	−47,55
Olipar	4,63	[illegible]	−54,60
Ingenico	35,20	[illegible]	−19,17
BIS	385	[illegible]	+19,19
Metaleurop	45,50	[illegible]	−40,28
DMC (Dollfus Mi)	197,10	[illegible]	−35,03
Usinor Sacilor	60,90	[illegible]	—
Groupe De La Cite	605	[illegible]	−20,91
Eurotunnel	6,95	[illegible]	−70,98
Gr.Zannier #(Ly)	60	[illegible]	−58,01



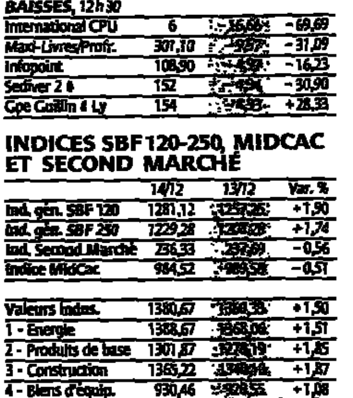
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	15/12 Titres échangés	Capitalisation en KF
Societe Gale A	170854	105330905
Elf Aquitaine	286382	102405834,80
Accor	115935	75747061
Carrefour	24250	69767911
Saint-Gobain	118807	67686676
L'Oreal	50154	66262389
Danone	83976	65997201
Total	176516	56381517,30
B.N.P.	242131	56290690
UAP	411993	55772709,70



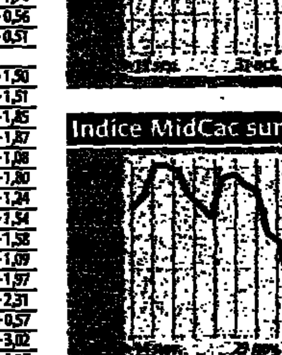
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

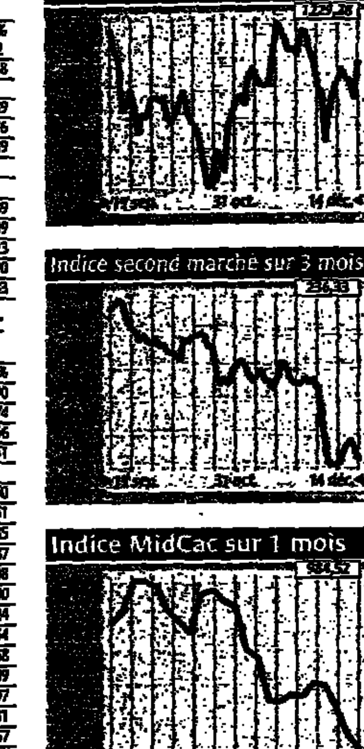
HAUSSES, 12 h 30	Cours au 15/12	Var. % 14/12	Var. % 31/12
Eurosic	50,90	[illegible]	−27,18
ABCIA (Ly)	45	[illegible]	−25
Chaine et Trame #	140	[illegible]	−51,89
Sogepag 2 #	129	[illegible]	−0,76
Radiet (Ns)#	294	[illegible]	−30,49
BAISSES, 12 h 30			
International CPU	6	[illegible]	−69,69
Maxi-Livres/Profr.	*301,10*	[illegible]	*−31,09*
Infopoint	108,90	[illegible]	−16,23
Sediver 2 #	152	[illegible]	−30,90
Gpe Guillin # Ly	154	[illegible]	+28,33



INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	14/12	13/12	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1281,12	[illegible]	+1,90
Ind. gén. SBF 250	*1229,28*	[illegible]	*+1,74*
Ind. Second Marché	236,33	237,69	−0,56
Indice MidCac	984,52	989,58	−0,51
Valeurs Indus.	1380,67	1360,35	+1,50
1 - Energie	1388,67	1368,08	+1,51
2 - Produits de base	1301,87	1278,19	+1,85
3 - Construction	1365,22	[illegible]	+1,87
4 - Biens d'équip.	930,46	920,55	+1,08
5 - Automobile	1624,54	[illegible]	+1,80
6 - Biens consom.	1989,02	1964,24	+1,24
7 - Indus. agro-alim.	1388,47	1367,42	+1,54
Services	1249,31	1229,88	+1,58
8 - Distribution	2069,35	[illegible]	+1,09
9 - Autres services	915,28	897,58	+1,97
Sociétés financières	995,69	973,26	+2,31
10 - Immobilier	679,70	675,84	+0,57
11 - Services financ.	1058,61	[illegible]	+3,02
12 - Sociétés invest.	1071,85	[illegible]	+1,17




Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois

Indice MidCac sur 1 mois

Prises de bénéfice à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO continue d'alterner très régulièrement les séances gagnantes et les prises de bénéfice. Vendredi 15 décembre, la place nipponne a terminé en repli de 0,78 %, à 19 346,55, après une perte de 152,75 points sur son niveau de la veille. Ces ventes bénéficiaires ont été provoquées par des informations selon lesquelles les taxes sur les plus-values mobilières seraient relevées.

Ce sont également des prises de bénéfices, la veille, qui ont entraîné Wall Street à la baisse après le nouveau record inscrit mercredi. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 34,32 points, soit 0,66 %, à 5 182,15 points. En Europe, la Bourse de Londres a marqué le pas en fin de séance après avoir franchi un nouveau record en cours de journée, juste après l'annonce de la baisse des taux directeurs de la Bundesbank. L'indice Footsie des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a terminé *sur un gain de 9,2 points, à* 3 671,6 points, soit une progression de 0,3 %. Progression identique à Francfort, *où l'indice DAX a terminé à* 2 285,85 points, en hausse de 8,05 points. La séance a été calme puisque la décision de la banque centrale allemande de réduire d'un demi-point ses deux taux directeurs n'a été rendue publique qu'après la clôture de la Bourse.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 14/12	Cours au 13/12	Var. en %
Paris CAC 40	1874,98	1833,26	+2,20
New-York/DJ indus.	5210,33	5216,47	−0,12
Tokyo/Nikkei	19499,30	19283,50	+1,11
Londres/FT100	3671,60	3662,40	+0,25
Francfort/Dax 30	*2285,85*	*2277,80*	*+0,35*
Frankfort/Commer.	819,52	815,85	+0,45
Bruxelles/Bel 20	1806,27	1806,65	−0,02
Bruxelles/Général	1557,14	1557,44	−0,02
Milan/MIB 30	969	965	+0,41
Amsterdam/Gé. Cbs	318,80	317,98	+0,28
Madrid/Ibex 35	313,77	312,80	+0,31
Stockholm/Affarsal	1328,86	1341,55	−0,95
Londres FT30	2656,60	2649,10	+0,28
Hong Kong/Hang S.	9912,84	9920,88	−0,08
Singapour/Strait t	2204,66	2172,05	+1,48

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

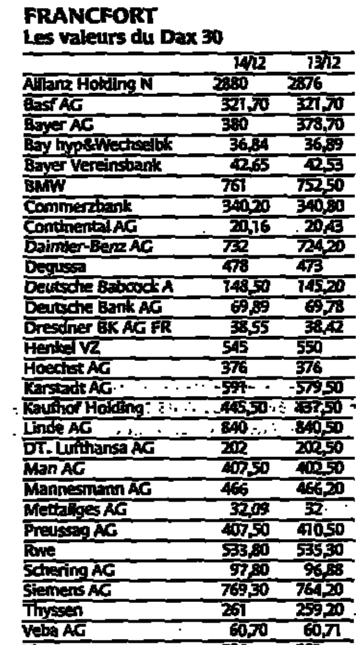
	14/12	13/12
Alcoa	55,50	54,62
American Express	43,12	43,62
Allied Signal	48,87	49,62
AT & T	67,12	68,25
Bethlehem	14,37	14,25
Boeing Co	75	76,50
Caterpillar Inc.	62	61,75
Chevron Corp.	52,75	53,37
Coca-Cola Co	*79,37*	*80*
Disney Corp.	60,62	60,87
Du Pont Nemours&Co	69	68,25
Eastman Kodak Co	68	68,12
Exxon Corp.	84,37	85,87
Gén. Motors Corp.H	51	50,37
Gén. Electric Co	72	72
Goodyear T & Rubbe	44,87	44,62
IBM	93,87	94,50
Intl Paper	36	35,12
J.P. Morgan Co	80	80,12
Mc Don Dougl	90,50	90
Merck & Co.Inc.	66,37	65,12
Minnesota Mng.&Mfg	69,37	69,75
Philip Moris	93,25	91,87
Procter & Gamble C	86	86,50
Sears Roebuck & Co	40	39,75
Texaco	79,62	80,12
Union Carb.	38,87	38,37
Utd Technol	94,50	94,87
Westingh. Electric	15,62	15,87
Woolworth	14,25	14,37

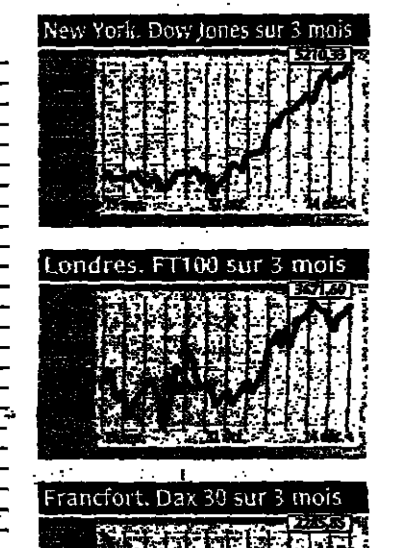
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	14/12	13/12
Allied Lyons	5,12	5,19
Barclays Bank	7,78	7,77
B.A.T. industries	5,66	5,71
British Aerospace	7,90	7,90
British Airways	4,74	4,76
British Gas	2,29	2,26
British Petroleum	5,42	5,36
British Telecom	3,48	3,44
B.T.R.	3,22	3,20
Cadbury Schweppes	5,50	5,51
Eurotunnel	*0,90*	*0,88*
Glaxo	8,98	8,95
Grand Metropolitan	4,52	4,53
Guinness	4,67	4,70
Hanson Plc	1,89	1,92
Great Ic	6,79	6,72
H.S.B.C.	9,81	9,87
Impérial Chemical	7,38	7,37
Lloyds Bank	8,75	8,80
Marks and Spencer	4,48	4,45
National Westminst	6,67	6,66
Peninsular Orienta	4,68	4,62
Reuters	6,05	6,07
Saatchi and Saatch	0,91	0,86
Shell Transport	8,60	8,43
Smithkline Beecham	6,96	6,98
Tate and Lyle	4,55	4,56
Univeler Ltd	13,24	13,16
Wellcome	10,88	10,60
Zeneca	12,67	12,72

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	14/12	13/12
Allianz Holding N	2880	2876
Basf AG	321,70	321,70
Bayer AG	380	378,70
Bay hyp&Wechselbk	36,84	36,89
Bayer Vereinsbank	42,65	42,53
BMW	761	752,50
Commerzbank	340,20	340,80
Continental AG	20,16	20,43
Daimler-Benz AG	732	724,20
Degussa	478	473
Deutsche Babcock A	148,50	145,20
Deutsche Bank AG	69,89	69,78
Dresdner BK AG FR	38,55	38,42
Henkel VZ	545	550
Hoechst AG	376	376
Karstadt AG	591	579,50
Kaufhof Holding	445,50	437,50
Linde AG	840	840,50
DT. Lufthansa AG	202	202,50
Man AG	407,50	402,50
Mannesmann AG	466	466,20
Mettallges AG	32,09	32
Preussag AG	407,50	410,50
Rwe	533,80	535,30
Schering AG	97,80	96,88
Siemens AG	769,30	764,20
Thyssen	261	259,20
Veba AG	60,70	60,71
Viag	586	582
Wellag AG	725	717




New York, Dow Jones sur 3 mois

Londres, FT100 sur 3 mois

Francfort, Dax 30 sur 3 mois

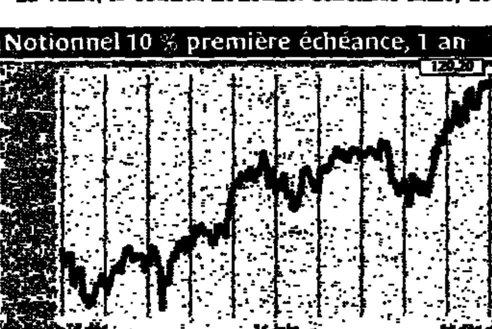
LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT → Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Nouvelle hausse du Matif

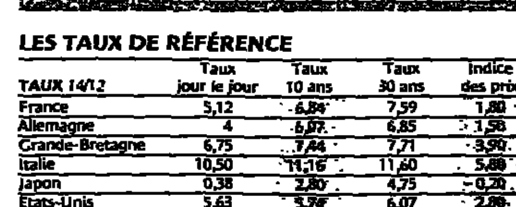
LES OBLIGATIONS D'ETAT FRANÇAISES – a ouvert en très forte hausse vendredi 15 décembre. Après quelques minutes, l'échéance décembre gagnait 16 centièmes à 120,72. Le marché saluait également l'annonce de la Banque de France de baisser dès lundi son taux d'appel d'offres de 4,70 % à 4,45 %.

La veille, le contrat notionnel échéance mars, dopé par la baisse *surprise des taux allemands*, avait gagné 58 centièmes à 119,72. Le contrat échéance décembre a, pour sa part, franchi une nouvelle fois le niveau des 120, terminant à 120,56, en hausse de 70 centièmes. Au comptant, le rendement de l'OAT à dix ans est resté stable à 6,77 %, mais son écart avec le Bund allemand de même échéance s'est rétréci à 0,73 point contre 0,80 la veille.



Notionnel 10 % première échéance, 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE



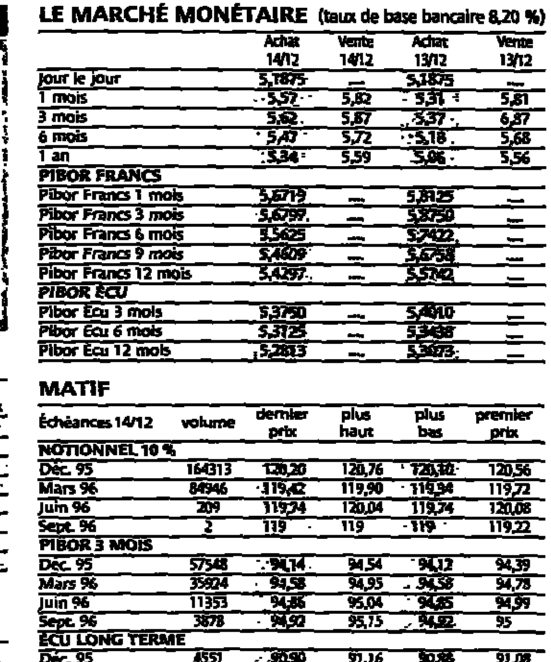
TAUX 14/12	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	5,12	6,84	7,59	1,80
Allemagne	4	6,07	6,85	1,58
Grande-Bretagne	6,75	7,44	7,71	3,90
Italie	10,50	11,16	11,60	5,88
Japon	0,38	2,80	4,75	−0,20
Etats-Unis	5,63	5,74	6,07	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 14/12	Taux au 13/12	indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,91	5,87	106,36
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,34	6,29	108,26
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	*6,70*	*6,67*	*110,59*
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,02	7,46	111,03
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	*7,48*	*7,07*	*112,86*
Obligations françaises	7,09	7,07	109,22
Fonds d'Etat à TME	−1,20	−1,18	*101,69*
Fonds d'Etat à TRE	−0,94	−0,98	101,80
Obligat. franç. à TME	−0,75	−0,32	100,07
Obligat. franç. à TRE	+0,14	+0,25	100,17

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

	Achat 14/12	Vente 14/12	Achat 13/12	Vente 13/12
Jour le jour	5,1875	—	5,1875	—
1 mois	5,57	5,82	5,31	5,81
3 mois	5,62	5,87	5,37	6,87
6 mois	5,47	5,72	5,18	5,68
1 an	5,34	5,59	5,06	5,56
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	5,6719	—	5,8125	—
Pibor Francs 3 mois	5,6797	—	5,8750	—
Pibor Francs 6 mois	5,5625	—	5,7422	—
Pibor Francs 9 mois	5,4609	—	5,6758	—
Pibor Francs 12 mois	5,4297	—	5,5742	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	5,3750	—	5,4010	—
Pibor Écu 6 mois	5,3125	—	5,3438	—
Pibor Écu 12 mois	5,2813	—	5,3073	—



MATIF

Échéances 14/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 95	164313	120,20	120,76	120,30	120,56
Mars 96	84946	119,42	119,90	119,34	119,72
Juin 96	209	119,74	120,04	119,74	120,08
Sept. 96	2	119	119	119	119,22
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 95	57548	94,14	94,54	94,12	94,39
Mars 96	35924	94,58	94,95	94,58	94,78
Juin 96	11353	94,86	95,04	94,85	94,99
Sept. 96	3878	94,92	95,15	94,92	95
ÉCU LONG TERME					
Déc. 95	4551	90,90	*91,16*	90,88	*91,08*
Mars 96	1560	89,76	90,02	89,76	89,90

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 14/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Déc. 95	26694	1850	1893	1845	1883
Janvier 96	1109	1858,50	1900	1853	1891
Février 96	183	1866,50	1896	1866,50	1899,50
Mars 96	2182	1875,50	1914,50	1870	1907,50

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9895 | US/DM ↘ 1,4405 | US/¥ ↘ 101,3700 | DM/F ↘ 3,4434 | £/F ↘ 7,6625

Le franc poursuit sa progression

LE FRANC français poursuivait vendredi matin, sur le marché des changes parisien, une progression accentuée par l'annonce de la réduction d'un quart de point, dès lundi, du taux sur appel d'offres de la Banque de France. Le mark reculait à 3,4395 francs, contre 3,4420 francs dix minutes plus tôt (avant l'annonce de la baisse des taux) et 3,4480 francs jeudi soir. Selon un responsable des changes à la banque d'affaires américaine Smith Barney, si le *franc parvient* à passer *durablement* en dessous de la barre des 3,44 francs pour un DM, cela veut dire que la crise est finie et que l'on peut tabler sur 3,4250 francs pour un DM.

Le dollar reculait également, à 4,9553 francs et 1,4392 DM contre respectivement 4,9745 francs et 1,4430 DM jeudi soir. Il se redressait en revanche à 101,68 yens *contre* 101,49 yens.

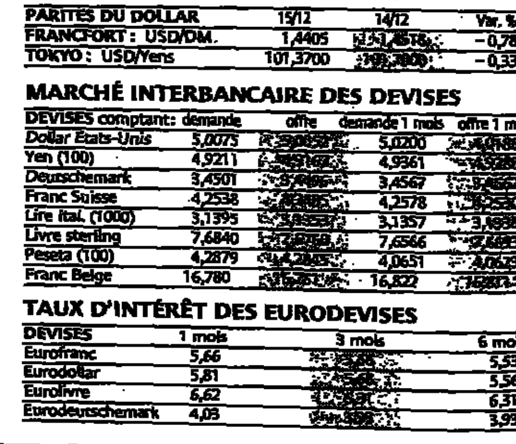
MARCHÉ DES CHANGES À PARIS



DEVISES	cours BDF 14/12	% 13/12	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	344,3400	[illegible]	333	[illegible]
Ecu	6,3140	−0,39	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	4,9895	[illegible]	4,7000	[illegible]
Belgique (100 F)	16,7530	[illegible]	16,3000	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	307,6000	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,1220	−0,50	2,8200	[illegible]
Danemark (100 krd)	88,8500	[illegible]	84	[illegible]
Irlande (1 iep)	7,9075	[illegible]	7,5000	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	7,6625	−0,53	7,2000	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,0810	−0,38	1,7500	[illegible]
Suède (100 krs)	74,8900	[illegible]	70	[illegible]
Suisse (100 F)	424,8600	[illegible]	408	[illegible]
Norvège (100 k)	78,0200	[illegible]	73	[illegible]
Autriche (100 sch)	48,9360	[illegible]	47,4000	[illegible]
Espagne (100 pes.)	4,0535	[illegible]	3,6800	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,2850	−0,38	2,8500	[illegible]
Canada 1 dollar ca	3,6314	−0,58	3,3200	[illegible]
Japon (100 yens)	4,9061	−0,55	4,6700	[illegible]
Finlande (mark)	114,7800	[illegible]	110	[illegible]

PARITÉS DU DOLLAR	15/12	14/12	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4405	[illegible]	−0,78
TOKYO : USD/Yens	101,3700	[illegible]	−0,33

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES



DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,0075	[illegible]	5,0200	[illegible]
Yen (100)	4,9211	[illegible]	4,9361	[illegible]
Deutschemark	3,4501	[illegible]	3,4567	[illegible]
Franc Suisse	4,2538	[illegible]	4,2578	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,1395	[illegible]	3,1357	[illegible]
Livre sterling	7,6840	[illegible]	7,6566	[illegible]
Peseta (100)	4,2879	[illegible]	4,0651	[illegible]
Franc Belge	16,780	[illegible]	16,822	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,66	[illegible]	5,53
Eurodollar	5,81	[illegible]	5,56
Eurolivre	6,62	[illegible]	6,31
Eurodeutschemark	4,03	[illegible]	3,93

L'OR

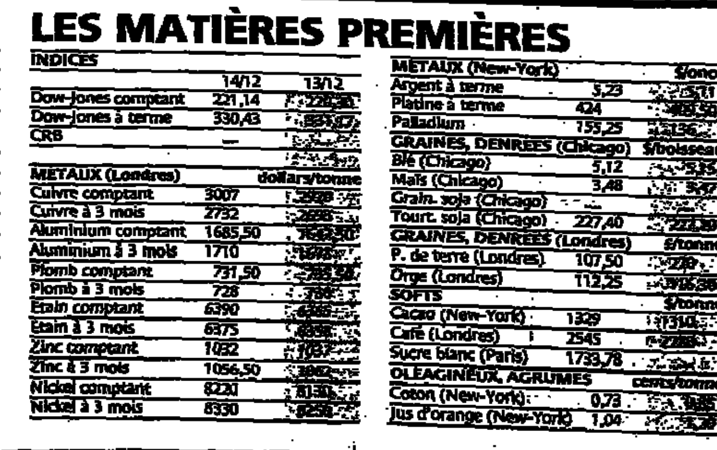


	cours 14/12	cours 13/12
Or fin (k. barre)	62300	61800
Or fin (en lingot)	62600	62200
Once d'Or Londres	387,60	385,70
Pièce française(20f)	359	358
Pièce suisse (20f)	359	357
Pièce Union lat(20f)	358	357
Pièce 20 dollars us	2420	2460
Pièce 10 dollars us	1430	1430
Pièce 50 pesos mex.	2320	2290

LE PÉTROLE

En dollars	*cours 14/12*	*cours 13/12*
Brent (Londres)	16,10	16,10
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	16,16	16,16

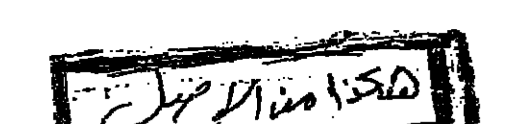
LES MATIÈRES PREMIÈRES

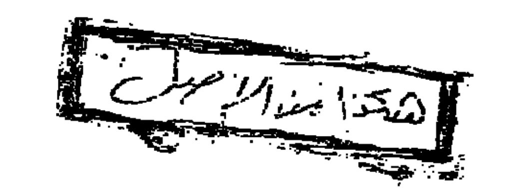


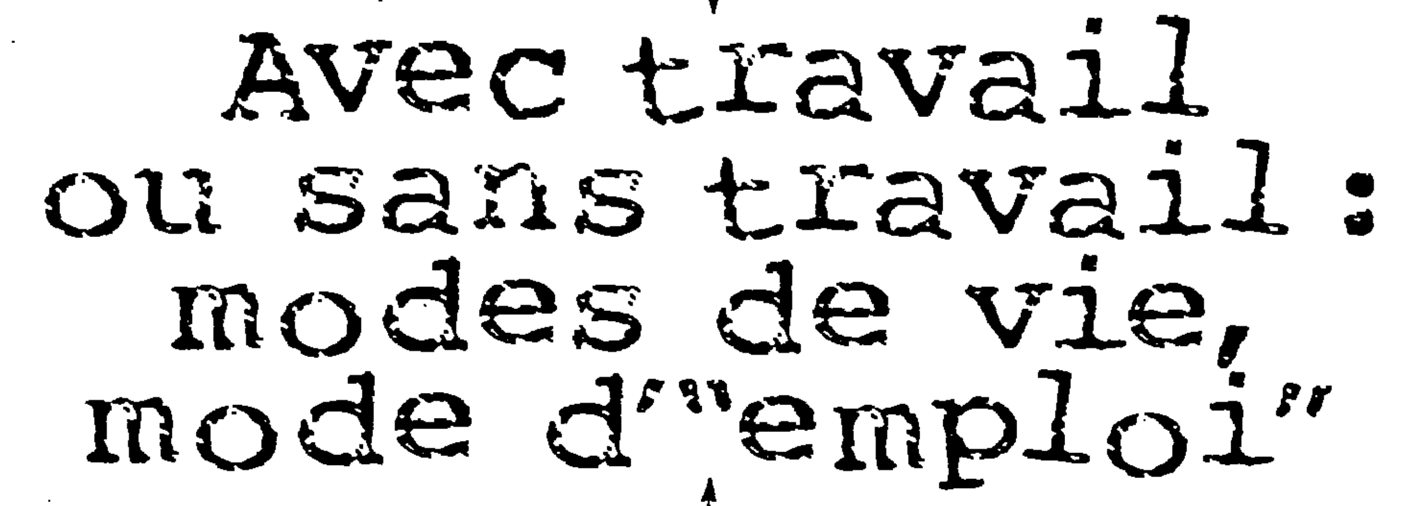
INDICES	14/12	13/12
Dow-Jones comptant	221,14	[illegible]
Dow-Jones à terme	330,43	[illegible]
CRB	—	[illegible]

METAUX (Londres)	dollars/tonne	
Cuivre comptant	3007	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2732	[illegible]
Aluminium comptant	1685,50	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1710	[illegible]
Plomb comptant	731,50	[illegible]
Plomb à 3 mois	728	[illegible]
Etain comptant	6390	[illegible]
Etain à 3 mois	6375	[illegible]
Zinc comptant	1032	[illegible]
Zinc à 3 mois	1056,50	[illegible]
Nickel comptant	8220	[illegible]
Nickel à 3 mois	8330	[illegible]

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	5,23	[illegible]
Platine à terme	424	[illegible]
Palladium	155,25	[illegible]
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	5,12	[illegible]
Maïs (Chicago)	3,48	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	—	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	227,40	[illegible]
GRAINES, DENREES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	107,50	[illegible]
Orge (Londres)	112,25	[illegible]
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1329	[illegible]
Café (Londres)	2545	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	1733,78	[illegible]
OLÉAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	0,73	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	1,04	[illegible]







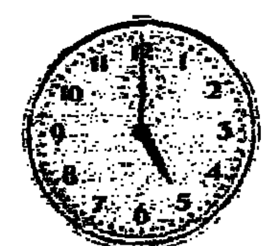
Avec travail ou sans travail : modes de vie, mode d'"emploi"

Après Renaud Sainsaulieu et Guy Roustang (*Le Monde du 15 décembre*), Bernard Perret a bien voulu développer le sujet retenu cette année par le Mécénat Seita dans le cadre des bourses qu'il octroie à des recherches en sciences de l'homme et de la société : "Avec travail ou sans travail ; modes de vie, mode d'"emploi". *Ou, comment l'avenir du travail ne peut être envisagé sans que celui-ci soit dégagé de son modèle en vigueur, trop étroit et déjà obsolète.*



Le Comité Scientifique

Le Comité Scientifique présidé par **Théodore Zeldin**, historien, Université d'Oxford, sélectionne les dossiers. Il est composé des personnalités scientifiques suivantes : **Geneviève Fraisse**, philosophe, CNRS ; **Maurice Godelier**, ethnologue, EHESS ; **Rémy Knafou**, géographe, professeur à Paris VII - Denis Diderot ; **Fatima Zhora Guechi**, historienne, Université de Constantine ; **Alessandro Dal Lago**, Directeur du Département Sociologie de la Connaissance, Université de Milan ; **Pascal Perrineau**, Directeur du Cevipof - Centre d'étude de la vie politique française, FNSP, CNRS ; **Jacques Revel**, historien, Président de l'EHESS ; **Amelia Valcarcel**, philosophe, Université d'Oviedo ; **Harald Weinrich**, professeur de langue et littérature romanes au Collège de France ; **Dominique Wolton**, sociologue, Directeur du laboratoire Communication et Politique - CNRS. Grands Témoins : **Daniel Karlin**, Réalisateur-cinéaste ; **Raymond-Pierre Bodin**, membre du Directoire d'Eurotec.



L'avenir du travail

Le débat français sur le travail oscille entre deux registres, économique ou social. Or, seule une réflexion socio-économique globale peut permettre, en prenant en compte les profondes mutations du travail, d'élaborer une représentation plus diversifiée du lien social.

Après quelques mois d'embellie, l'évolution du chômage prend de nouveau un tour inquiétant. Si l'aggravation se confirme, prenons le pari qu'on va bientôt se remettre à chercher fébrilement, dans toutes les directions, des boucs émissaires et des remèdes miracles. A quelques variantes près, les réponses sont connues : meilleur dosage de rigueur budgétaire et d'audace monétaire, réduction du coût du travail faiblement qualifié, mesures *spécifiques pour favoriser l'emploi* dans les services et dans le secteur dit d'"utilité sociale", etc. Tout cela est bel et bon mais ne suffira pas. Après des décennies de précarisation de l'emploi, il est plus que temps de se demander si l'objectif même d'un retour au plein emploi ne demande pas à être réinterprété à la lumière des mutations du travail.

Allons à l'essentiel : le concept économique du travail comme ressource productive homogène et quantifiable est l'enfant de la révolution industrielle. *Quand nous pensons travail,* nous avons toujours en tête (comme Adam Smith, Ricardo et Marx) le travail productif par lequel l'homme *transforme la matière en marchandises* (en objets susceptibles d'être stockés et échangés). Le caractère productif du travail garantit sa commensurabilité (on peut le traiter comme une pure quantité) et lui confère une valeur indépendante de toute convention sociale.

A travers cette idée de "valeur travail", les pères de l'économie politique pensaient avoir réussi à fonder l'autonomie de la sphère économique. L'ordre productif constituait un ordre séparé, l'infrastructure de la vie sociale et sa part d'objectivité. C'est cette prétention à l'autonomie que remet en cause la tertiarisation de l'économie. Devenu plus immatériel, plus relationnel, *l'ordre économique déborde* désormais sur tous les autres registres de la vie sociale. Ce qui, à n'en pas douter, constitue la cause la plus profonde des ébranlements de la société salariale.

Concrètement, le fait que 70% des salariés travaillent aujourd'hui dans les services — pourcentage en constante augmentation — comporte de multiples conséquences. Du point de vue strictement économique, la transformation des emplois industriels (immédiatement "productifs") en emplois de service (dont la "productivité" est plus difficile à appréhender) soulève un ensemble de difficultés trop peu prises en compte dans l'*analyse des causes du chômage*. On imagine sans peine comment les forces du marché permettent de faire passer la main d'œuvre de secteurs à faible *productivité (une agriculture* archaïque, par exemple) vers des secteurs où la productivité, et donc les salaires, augmentent rapidement, et on voit mal comment le marché pourrait aussi facilement provoquer le transfert inverse (de l'industrie vers des services à faible croissance de productivité). Qui plus est, les nouveaux besoins ont souvent un caractère social : ils ne sont pas solvables sans redistribution d'une part croissante des revenus. D'où les contradictions auxquelles se heurte désormais le processus séculaire de monétarisation des besoins, contradictions dont le récent report de l'allocation dépendance *fournit la plus parfaite des illustrations*. En bref, la tertiarisation s'accompagne d'un triple brouillage qui ébranle la cohérence de l'ordre économique : une perte d'objectivité de la valeur, une complexification de ses modes de circulation, et une incertitude sur ses formes d'appropriation[1].

Les métamorphoses du travail

Quant au travail lui-même, il se métamorphose au point de devenir méconnaissable. Le noyau dur du travail productif s'évide sous l'effet du progrès technique, et l'activité se répartit à sa périphérie, dans des tâches très différenciées au sein desquelles on peut distinguer quatre grands paradigmes qui délimitent la spécificité d'une activité proprement humaine : une économie du savoir, de la créativité et de la communication (l'immatériel), une économie des soins, de l'accueil et de la relation (la prise en charge de l'humain), une économie de la sécurité, de *la surveillance (la gestion de l'incertitude)* et enfin une économie du nettoyage et de la réparation (la lutte contre l'entropie). Les trois unités, de lieu, de temps et d'action qui donnaient consistance à la notion de travail, volent en éclat. On assiste à une désynchronisation et une interpénétration de temps sociaux de moins en moins structurés par l'organisation collective du travail. Mutation majeure *aux conséquences encore mal perçues*, et dont devrait tenir le plus grand compte toute réflexion sur le partage de l'emploi et la réduction du temps de travail. Déstructuration qui, de plus, affecte la cohérence culturelle des mondes professionnels et concourt à l'affaiblissement des solidarités collectives qui leur sont indexées.

Autre conséquence : un travail plus autonome et plus relationnel fait appel à des compétences qui ne relèvent pas du registre habituel de la qualification professionnelle. La valorisation des compétences techniques, plus que jamais nécessaires, suppose presque toujours une capacité de mise en situation, des compétences sociales telles que le langage, la flexibilité comportementale, l'intuition stratégique, tout ce qui permet d'agir au sein d'un système social différencié, de participer à des activités collectives nécessitant des formes élaborées de coopération. Cette mobilisation par l'économie de compétences touchant au plus près *à la personnalité de chacun a pour* effet de rendre le marché du travail plus opaque, et donc moins efficace. Les compétences sociales sont plus difficiles à évaluer et à repérer par des diplômes ou des qualifications reconnus, et les entreprises ont bien du mal à préciser les compétences dont elles ont besoin. Pour tenter de se prémunir contre l'incertitude qui en résulte, malgré l'usage croissant de techniques visant à cerner la personnalité des candidats, elles ont davantage recours à l'emploi précaire.

Mais l'opacité du travail est également ressentie par les candidats à l'embauche, qui ont du mal à construire un compromis stable et cohérent entre l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes et les rôles professionnels flous qui leur sont proposés. L'embauche est une transaction économique (un savoir-faire précis contre un statut et une rémunération), mais aussi une transaction relationnelle (une capacité d'engagement contre une reconnaissance personnelle). Une meilleure compréhension des difficultés psychiques qui en résultent *apporterait un peu de clarté dans les* controverses piégées qui surgissent périodiquement à propos des "faux chômeurs". Tout le monde, évidemment, cherche un emploi mais personne n'est prêt à travailler à n'importe quelle condition. Quiconque a connu des chômeurs en difficulté a pu se rendre compte que la perspective de gagner sa vie ne suffit pas toujours à faire accepter une tâche jugée *difficile, dégradante, ou comportant* des risques narcissiques (perdre la face en cas d'échec). L'expression de "désincitation au travail", qui suggère que certains chômeurs ne travaillent pas parce qu'ils peuvent se contenter de ce qu'ils ont pour vivre, décrit mal les comportements en cause : dans la plupart des cas, ce n'est pas le désir de travailler qui fait défaut, mais la confiance en soi et/ou la simple capacité psychique d'assumer un rôle et une identité professionnelle dans les conditions proposées par la société. Nous n'avons pas *encore suffisamment pris conscience* du fait que, dans le contexte matériel et culturel qui est le nôtre, ces blocages identitaires peuvent être beaucoup plus puissants que l'injonction abstraite de travailler.

Pour que le monde du travail reste un *monde commun*

Tout faire pour créer davantage d'emplois ? Certes, mais aussi s'interroger sur les conditions auxquelles le travail pourra à l'avenir continuer d'assurer ses différentes fonctions d'intégration sociale, de pourvoyeur d'identité personnelle et collective, voire de régulation du psychisme individuel… *Concrètement, on n'échappera pas à* la question du partage de l'emploi, mais celui-ci ne prendra tout son sens que dans le cadre d'une restructuration globale du système social du travail qui tienne compte des mutations que l'on vient d'évoquer. Il s'agit, d'abord, de redonner cohérence à une multitude de situations socio-juridiques en voie de balkanisation : le monde du travail doit demeurer un monde commun, un espace au sein duquel l'idée d'égalité des droits conserve une certaine pertinence. Il s'agit également de rechercher un *meilleur équilibre et de favoriser les* synergies entre le travail et d'autres formes d'activité et d'échange social. Ce n'est pas uniquement pour se *reposer et se distraire, mais aussi pour* que soient mieux assurées toutes les tâches sociales qui doivent l'être qu'il faut consacrer moins de temps au travail économique et partager l'emploi. Il y a tout à gagner à mettre en rapport la réduction du temps de travail et le développement du bénévolat et des échanges non monétaires.

Homogénéiser et améliorer le statut des *situations* hybrides *(alternance* entre travail économique, formation ou toute autre forme d'activité privée ou collective) constitue l'une des traductions pratiques de cette orientation. Celle-ci ouvre aussi des perspectives prometteuses dans la mesure où elle répond au double défi du changement du travail et de l'allongement de la durée de la vie : à la séquence typique formation/emploi à temps plein et à salaire régulièrement croissant/retraite complète, doit succéder une dynamique différente, de diversification et de complexification des *parcours. A cet égard, les systèmes* actuels de préretraite progressive ne constituent qu'une modeste anticipation des révolutions à venir…

Bernard Perret
Rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation

(1) Je renvoie sur tous ces points à mon livre **L'avenir du travail**, Paris, Seuil 1995

Bibliographie sélective

"Avec travail ou sans travail : modes de vie, mode d'"emploi"

- **Le travail dans vingt ans. Rapport de la commission présidée par Jean Boissonat.** Commissariat général du plan. *Paris, Odile Jacob, 1995*
- **Le travail, une valeur en voie de disparition.** Dominique Méda, *Paris, Ed Alto-Aubier, 1995*
- **L'avenir du travail.** Bernard Perret, *Paris, Ed du Seuil, 1995*
- **La France malade du travail.** C. Dejours, J. De Bandt, C. Dubar, *Paris, Bayard, 1995*
- **L'avenir du travail.** *in Esprit, n°8-9, Août/septembre 1995*
- **Le débat interdit. Monnaie, Europe, pauvreté,** Jean-Paul Fitoussi, *Paris, Arléa, 1995*
- **La nouvelle question sociale. Repenser l'État providence,** *Pierre Rosanvallon, Paris, Seuil, 1995*
- **Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.** Robert Castel, *Paris, Fayard, 1995*

et aussi :

- **Travailler moins pour travailler tous,** Guy Aznar, *Paris, Syros, 1995*
- **La misère du monde,** Pierre Bourdieu, *Paris, Seuil, 1993*
- **Le grand mensonge : l'emploi est mort, vive l'activité !,** Michel Godet, *Paris, Flrot, 1994*
- **Métamorphoses du travail,** André Gorz, *Paris, Galilée, 1988*
- **Le chômage paradoxal,** Philippe D'Iribarne, *Paris, Puf, 1990*
- **Vouloir l'emploi,** Jean Marcel Jeanneney, *Paris, Odile Jacob, 1994*
- **L'économie solidaire : une perspective internationale,** Jean-Louis Laville, *Desclée de Brouwer, 1994*
- **Le mythe de l'entreprise,** Jean-Pierre Le Goff, *Paris, La Découverte, 1993*
- **La seconde révolution française 1965-1984,** Henri Mendras, *Paris, NRF Gallimard, 1988*
- **L'économie contre la société,** Bernard Perret/Guy Roustang, *Paris, Seuil 1993*
- **Les chemins de la prospérité : de la production de masse à la spécialisation souple,** Michaël Piore, Charles Sabel, *Paris, Hachette, 1989*
- **L'économie mondialisée,** Robert Reich, *Dunod, 1993*
- **L'identité au travail,** Renaud Sainsaulieu, *Paris, Presses de la FNSP, 1993*
- **Moderniser sans exclure,** Bertrand Schwartz, *Paris, La Découverte, 1994*
- **Temps et Ordre social,** Roger Sue, *Paris, Puf, 1994.*



Les boursiers Seita 1995

Avec travail ou sans travail : modes de vie, mode d'"emploi". Ils sont trois à avoir séduit cette année le Comité scientifique du Mécénat Seita et de l'Anvie[1] par l'originalité de leur démarche sur ce sujet d'actualité. Ils sont trois à vouloir porter un regard différent sur le monde contemporain dont "la misère", souvent décrite, ne doit pas nous empêcher d'y voir aussi les indices d'un changement.

Depuis 1992, le Mécénat Seita accorde 3 bourses de 100 000 francs chacune à des Européens intéressés par la recherche en sciences humaines et sociales. Le thème comme les lauréats de la session 1995 illustrent une nouvelle fois le choix initial du comité scientifique présidé par Théodore Zeldin : proposer une recherche originale tant par les sujets choisis que les candidats retenus.

Nathalie Boudé, journaliste free-lance, se propose d'étudier les "réseaux de citoyens". L'originalité de la démarche est, paradoxalement, d'envisager les côtés positifs de l'exclusion en replaçant *celle-ci dans la problématique plus générale de la citoyenneté.* Militante elle-même au sein de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et des précaires (APEIS), cette jeune mère de famille entend faire une radioscopie de ces réseaux en France pour en restituer la dynamique et le fonctionnement, et analyser en quoi ils sont susceptibles d'être des espaces de création et d'expérimentation sociale.

Eric Wittersheim, titulaire d'une maîtrise de sociologie, et **David Quesemand** proposent de réaliser un documentaire sur "Fils de bourrus. Les enfants de néo-ruraux ne veulent pas perdre *leur vie à la gagner". Le propos de cette recherche est de porter* une nouvelle attention à la vogue néo-rurale des années 70, une utopie en partie réalisée et selon laquelle le travail peut ne plus tenir le rôle central que l'on veut bien lui accorder. Plus intéressant encore est de voir comment ces modes de vie se sont transmis d'une génération à l'autre et en quoi les itinéraires insolites des "fils de bourrus", à la fois citadins et ruraux, sont révélateurs d'une expérience elle-même insolite, la "multiactivité".

Michel Lulek, âgé de 34 ans, travaille à "Ambiance Bois", une PME de transformation du bois à Faux la Montagne, 400 habitants, *sur le plateau de Millevache.* Cette entreprise n'est pas une entreprise comme les autres. Société anonyme à participation ouvrière, elle est née en 1988 de la volonté de quelques jeunes gens de "travailler autrement". Michel Lulek, l'un d'entre eux, veut aujourd'hui dresser une sorte de bilan de cette expérience qui, en sept ans d'exercice, a montré qu'elle pouvait être une véritable alternative. Peut-on élaborer une théorie de ce mode de production ? Peut-il déboucher sur des formes d'intégration du travail dans la vie plus satisfaisantes ?

Autant de questions qui illustrent, une fois encore, l'originalité de la recherche entreprise et la richesse du questionnement. S'il y a un point commun entre les trois projets retenus, c'est bien celui-là.

Anvie : Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises. Tél (1) 49 54 21 16

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 15 DÉCEMBRE

Liquidation : 21 décembre
Taux de report : 5,25
Cours relevés à 12h30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,09 %
CAC 40 : 1876,62

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
EDF-GDF 3%	7520	—	—	100
B.N.P. (T.P)	935	932	− 0,10	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	813,50	815	+ 0,18	1000
Renault (T.P.)	1900	1905	+ 0,26	1000
Rhone Poulenc(T.P)	2030	2031	+ 0,04	1000
Saint Gobain(T.P.)	1110	1110,50	+ 0,04	1000
Thomson S.A (T.P)	1080	1086	+ 0,55	1000
Accor	645	651	+ 0,93	100
Air Liquide	825	821	− 0,48	70
Alcatel Alsthom	417,50	420	+ 0,59	40
Alcatel Cable	347,90	343	− 1,40	10
Alspi	343	341,60	− 0,40	50
AGF-Ass.Gen.France	167,50	168	+ 0,29	30
Axa	325,20	327	+ 0,55	60
Axime	375	381,80	+ 1,81	10
Bail Investis	835	835	—	100
Bancaire (Cie)	568	572	+ 0,70	100
Bazar Hot. Ville	370	370	—	50
Bertrand Faure	120	122,30	+ 1,91	5
BIC	497	490	− 1,40	50
BIS	399	385	− 3,50	20
B.N.P.	230,90	228	− 1,25	25
Bollore Techno	425,50	430	+ 1,05	50
Bongrain	2650	2651	+ 0,03	50
Bouygues	500	503	+ 0,60	50
Canal +	926	919	− 0,75	20
Cap Gemini Sogeti	144,20	144,90	+ 0,48	40
Carnaudmetalbox	219,90	220	+ 0,04	10
Carrefour	2850	2875	+ 0,87	100
Casino Guichard	138,10	139,40	+ 0,94	10
Casino Guich.ADP	108,30	106,50	− 1,66	10
Castorama Dl (Li)	786	800	+ 1,78	25
C.C.F.	251	252,90	+ 0,75	25
CCMX(ex.CCMC) Ly	48	48,75	+ 1,56	10
Cegid (Ly)	356	360	+ 1,12	25
CEP Communication	433,80	438	+ 0,96	10
Cerus Europ.Reun	63,20	63,55	− 0,55	100
Cetelem	880	885	+ 0,56	45
CGIP	940	938	− 0,21	100
Chargeurs	1017	1015	− 0,19	100
Christian Dior	518	514	− 0,77	52
Ciments Fr.Priv.B	198,50	196	− 1,25	25
Clarins	459	457	− 0,43	50
Club Mediterranee	393	400	+ 1,78	25
Coflexip	174,90	173,40	− 0,85	10
Colas	785	792	− 0,38	40
Comptoir Entrep.1	12,80	12,80	—	100
Comptoir Moder.	1530	1530	—	100
CPR	400	400,50	+ 0,12	50
Cred.Fon.France	92,20	93	+ 0,86	100
Credit Local Fce	400	408,50	+ 2,12	100
Credit Lyonnais CI	289	289	—	180
Credit National	340	372,30	+ 9,50	100
CS Signaux(CSEE)	198	198	—	100
Damart	3920	3920	—	50
Danone	790	780	− 1,26	10
Dassault-Aviation	345	345	—	50
Dassault Electro	149,50	155	+ 3,67	80
De Dietrich	228,20	230	+ 0,78	25
Degremont	384	388	+ 1,04	50
Dev.R.N-P.Cal #Li	33,80	35	+ 3,55	100
DMC (Dollfus Mi)	203	197,10	− 2,90	75
Docks France	721	729	+ 1,10	10
Dynaction	90	91	+ 1,11	25
Eaux (Gle des)	501	504	+ 0,59	100
Ecco	776	768	− 1,03	25
Eiffage	708	707	− 0,14	50
Elf Aquitaine	357,40	358,50	+ 0,30	50
ERAMET	300,90	301	+ 0,03	20
Eridania Beghin	834	840	+ 0,71	65
Essilor Intl	955	957	+ 0,20	20
Essilor Intl ADP	680	681	+ 0,14	20
Esso	485,10	485,20	+ 0,02	50
Eurafrance	1595	1610	+ 0,94	200
Euro Disney	12,70	12,70	—	5
Euro RSCG W.W	445	444	− 0,22	50
Europe 1	1025	1022	− 0,29	100
Eurotunnel	7,10	6,95	− 2,11	—
Filipacchi Medias	712	713	+ 0,14	20
Finextel	64,70	68,80	+ 6,33	100
Fives-Lille	380	388	+ 2,10	50
Fromageries Bel	4476	4520	+ 0,98	50
Galeries Lafayette	1256	1277	+ 1,67	100
GAN	180,20	182	+ 0,99	10
Gascogne (B)	432	430	− 0,46	80
Gaz et Eaux	1707	1707	—	50
Geophysique	190,10	191	+ 0,47	10
G.F.C	368	372	+ 1,08	100
Groupe Andre S.A.	348,50	347,90	− 0,17	50
Groupe De La Cite	620	605	− 2,41	10
Gr.Zannier #(Ly)	61,20	60	− 1,96	10
GTM-Entrepose	335,50	340	+ 1,34	50
Guilbert	587	583	− 0,68	—
Guyenne Gascogne	1253	1244	− 0,71	100
Havas	380	390	+ 2,63	15
I.D.I.A	145,50	—	—	110
Imetal	574	577	+ 0,52	50
Immeubl.France	290	291	+ 0,34	50
Ingenico	36,50	35,20	− 3,56	10
Interbail	283,80	289,90	+ 2,14	100
Intertechnique 1	382	380	− 0,52	100
Jean Lefebvre	292	300	+ 2,73	50
Klepierre	570	575	+ 0,87	100
Labinal	508	501	− 1,37	100
Lafarge	310,50	311,60	+ 0,35	25
Lagardere (MMB)	91,15	92,50	+ 1,48	40
Lapeyre	225,90	230	+ 1,81	10
Lebon	187,90	197	+ 4,84	50
Legrand	749	752	+ 0,40	10
Legrand ADP	492	489	− 0,60	10
Legris indust.	170	169,50	− 0,29	20
Locindus	828	835	+ 0,84	150
L'Oreal	1313	1313	—	10
LVMH Moet Vuitton	990	988	− 0,20	10
Lyonnaise Eaux	459,80	465	+ 1,13	60
Marine Wendel	375	374	− 0,26	100
Matra-Hachette	90,50	90,90	+ 0,44	15
Metaleurop	47	45,50	− 3,19	50
Metrologie Inter.	13,75	13,90	+ 1,09	10
Michelin	795,90	786	− 0,45	12
Moulinex	67,50	69,10	+ 2,37	10
Navigation Mixte	675	672	− 0,44	100
Nord-Est	110,90	110,60	− 0,27	50
Nordon (Ny)	320,20	322	+ 0,56	70
NRJ #	480,20	484,50	+ 0,89	10
Olipar	4,88	4,63	− 5,12	70
Paribas	283	282,50	− 0,17	50
Pechiney CIP	198,90	197	− 0,95	100
Pechiney Intl	98,30	98,75	+ 0,45	100
Pernod-Ricard	286	285,90	− 0,03	20
Peugeot	643	648	+ 0,77	35
Pinault-Prin.Red.	965	970	+ 0,51	100
Plastic-Omn.(Ly)	315	316	+ 0,31	20
Pollet	386	398	+ 3,10	50
Primagaz	384	379	− 1,30	10
Promodes	1095	1124	+ 2,64	20
Publicis	296	291	− 1,68	25
Radiotechnique	250	256,50	+ 2,60	50
Remy Cointreau	150	150	—	10
Renault	145,70	146	+ 0,20	25
Rexel	847	849	+ 0,23	20
Rhone Poulenc A	100,50	101,10	+ 0,59	25
Rochette (La)	32	30	− 6,25	10
Roussel Uclaf	798	790	− 1	20
Rue Imperiale(Ly)	3510	3508	− 0,05	200
Sade (Ny)	166,20	166	− 0,12	100
Sagem SA	2710	2685	− 0,92	50
Saint-Gobain	564	566	+ 0,35	100
Saint-Louis	1352	1345	− 0,51	100
Salomon (Ly)	2795	2795	—	25
Salvepar (Ny)	339	340	+ 0,29	50
Sanofi	315	312,70	− 0,73	25
Sat	1830	1830	—	100
Saupiquet (Ns)	1271	1271	—	100
Schneider SA	177,80	178	+ 0,11	50
SCOR SA	158,50	157,80	− 0,44	25
S.E.B.	578	578	—	20
Sefimeg	340	342	+ 0,58	100
SEITA	173	172,90	− 0,05	50
Selectibanque	104	102	− 1,92	100
SFIM	860	869	+ 1,04	100
SGE	109,50	112,50	+ 2,73	85
Sidel	1480	1520	+ 2,70	10
Simco	449	449	—	100
S.I.T.A	875	882	+ 0,80	50
Skis Rossignol	1250	1270	+ 1,60	100
Sligos	404	424	+ 4,95	25
Societe Gale A	613	612	− 0,16	30
Sodexho	1320	1329	+ 0,68	100
Sommer-Allibert	1162	1220	+ 4,99	50
Sophia	200	200	—	75
Sovac	599	595	− 0,66	100
Spir Communication	452	454	+ 0,44	20
Strafor Facom	535	534	− 0,18	50
Suez	209	205,80	− 1,53	75
Synthelabo	303	302,50	− 0,16	10
Technip	302	311	+ 2,98	20
Thomson-CSF	113	112,60	− 0,35	20
Total	320,40	317	− 1,06	50
UAP	135,50	135	− 0,36	10
UFB Locabail	386	390	+ 1,03	100
UGC DA (M)	216	216	—	50
UIC	65,40	65	− 0,61	100
UIF	415,10	421,90	+ 1,63	100
UIS	124,80	125	+ 0,16	25
Unibail	510	516	+ 1,17	100
Union Assur.Fdal	513	528	+ 2,92	10
Usinor Sacilor	62,50	60,90	− 2,56	20
Valeo	215,70	214,10	− 0,74	20
Vallourec	169,10	171,80	+ 1,59	100
Via Banque	151,70	152	+ 0,19	100
Worms & Cie	235,50	238	+ 1,06	12
Zodiac	730	780	+ 6,84	10
Elf Gabon	813	838	+ 3,07	17

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	220,50	222	+ 0,68	5
Adidas AG #	256,60	255	− 0,62	5
American Express	215	209	− 2,79	—
Anglo American	309	301,10	− 2,55	—
Amgold ■	404,50	—	—	7
Arjo Wiggins App.	12,35	12,20	− 1,21	—
A.T.T. #	334,50	331,50	− 0,89	1
Banco Santander #	233,80	237,70	+ 1,66	750
Barrick Gold # ■	129,10	129	− 0,07	—
B.A.S.F. #	1106	1104	− 0,18	50
Bayer #	1312	1300	− 0,91	50
Blenheim Group	18,20	18,70	+ 2,74	—
Buffelsfontein	16,75	17,20	+ 2,68	1
Chase Manhattan #	299,40	296,10	− 1,10	12
Cordiant PLC	6,70	7,10	+ 5,97	—
Daimler Benz #	2510	2508	− 0,07	50
De Beers	151	148,70	− 1,52	—
Deutsche Bank #	241	239,90	− 0,45	5
Dresdner Bank #	133,50	132,10	− 1,04	5
Driefontein	56,30	56,30	—	—
Du Pont Nemours #	345	342,70	− 0,66	—
Eastman Kodak #	336,90	334	− 0,86	2
East Rand	2,68	2,65	− 1,11	1
Echo Bay Mines #	51,05	51,30	+ 0,48	—
Electrolux #	213,60	213,60	—	25
Ericsson #	98	98,45	+ 0,45	2
Exxon Corp. #	421	409,10	− 2,82	—
Ford Motor #	143	—	—	1
Freegold ■	40,15	40,45	+ 0,74	—
Gencor Limited	16,95	17,10	+ 0,88	—
General Elect. #	355,10	353,50	− 0,45	—
General Motors #	249	246,30	− 1,08	1
Gle Belgique #	405,50	400,10	− 1,33	—
Grd Metropolitan	34,90	34,35	− 1,57	—
Guinness Plc #	35,70	35,50	− 0,56	1
Hanson Plc	15	15	—	—
Harmony Gold	43,60	43,70	+ 0,22	—
Hitachi #	50,30	49,10	− 2,38	50
Hoechst #	1290	1297	+ 0,54	50
I.B.M #	470,60	459,10	− 2,44	1
I.C.I #	56,05	56,20	+ 0,26	1
I.T.T. #	625	617	− 1,28	1
Ito Yokado #	286	289,80	+ 1,32	50
Matsushita #	80	79	− 1,25	50
Mc Donald's #	236	234,60	− 0,59	—
Merck and Co #	326	330	+ 1,22	—
Minnesota Mg #	343,50	338,50	− 1,45	—
Mitsubishi Corp.#	61	60	− 1,63	50
Mobil Corporat.#	573	564	− 1,57	2
Morgan J.P. #	400,50	397,70	− 0,69	2
Nestle SA Nom. #	5450	5480	+ 0,55	10
Nipp. MeatPacker #	71,20	—	—	50
Norsk Hydro #	207	206,90	− 0,04	20
Petrofina #	1491	1495	+ 0,26	—
Philip Morris #	465	465	—	1
Philips N.V #	186,50	176,50	− 5,36	10
Placer Dome Inc #	120,20	120,10	− 0,08	—
Procter Gamble #	427,10	424,50	− 0,60	—
Quilmes	204	213	+ 4,41	—
Randfontein	31,60	31,60	—	—
Rhone Poul.Rorer #	248,70	255,20	+ 2,61	—
Royal Dutch #	684	679	− 0,73	5
R T Z #	72,75	71,80	− 1,30	—
Sega Enterprises	272	269,60	− 0,88	50
Saint-Helena	28,20	26,65	− 5,49	1
Schlumberger #	343,60	341,10	− 0,72	—
SGS Thomson Micro.	164	159,80	− 2,56	13
Shell Transport #	64,95	64,70	− 0,38	—
Siemens #	2650	2647	− 0,11	50
Sony Corp. #	285,90	278,20	− 2,69	50
Sumitomo Bank #	104,60	—	—	50
T.D.K #	254,90	—	—	50
Telefonica #	67,70	68	+ 0,44	500
Toshiba #	38,85	37,95	− 2,31	50
Unilever #	695	695	—	4
United Technol. #	467,10	462,80	− 0,92	5
Vaal Reefs	328,50	321,60	− 2,10	—
Volkswagen A.G #	1643	1641	− 0,12	50
Volvo (act.B) #	102,30	100	− 2,24	5
Western Deep	166,20	169	+ 1,68	2
Yamanouchi #	111	109,70	− 1,17	50
Zambia Copper	1,70	1,72	+ 1,17	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.
DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection **Cours relevés à 12h30**
VENDREDI 15 DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	112,90	1,131
CEPME 8,5% 88-97CA	103,90	3,995 ↓
CEPME 9% 89-99 CA#	109,62	3,025 ↓
CEPME 9% 92-06 TSR	—	4,426 ↑
CFD 9,7% 90-03 CB	116,58	8,451
CFD 8,6% 92-05 CB	112,10	7,375 ↓
CFF 10% 88-98 CA#	109,70	1,612 d
CFF 9% 88-97 CA#	105,25	1,918
CFF 10,25%90-01CB#	114,84	7,842 d
CLF 8,9% 88-00 CA#	110,85	5,009
CLF 9%88-93/98 CA#	106,60	7,940
CNA 9% 4/92-07	113,60	5,656 ↑
CRH 8,6% 92/94-03	109,80	4,089
CRH 8,5% 10/87-88#	108,23	6,735 ↓
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,25	7,257
EDF 8,6% 92-04 #	112,41	5,992 d
Em.Etat10,26%86-96	101,02	7,933 o
Emp.Etat 6%7/93-97	101,03	2,574
Finansder 9%91-06#	114,65	0,590
Finansd.8,6%92-02#	110,91	7,705 ↓
Floral9,75% 90-99#	112	3,969
OAT 9,8% 1/86-96CA#	100,53	8,699
OAT 8,5% 87-97CA#	104,46	4,134
OAT 9,90%85-97 CA#	108,22	0,189
OAT 88-98 TME CA	101,20	6,192 d
OAT 9/85-98 TRA	101,10	1,459
OAT 9,50%88-98 CA#	109,36	4,620
OAT TMB 87/99 CA	99,62	6,045 ↓
OAT 8,125% 89-99 #	107,70	4,640
OAT 8,50% 90/00 CA#	109,69	6,201
OAT 85/00 TRA CA	104,40	2,007
OAT 10%5/85-00 CA#	115,87	5,656 ↑
OAT 89-01 TME CA	101,78	6,192 d
OAT 8,5% 87-02 CA#	111,85	0,581
OAT 8,50% 89-19 #	112,80	1,301
OAT 8,50%92-23 CA#	112,92	5,551
SNCF 8,8% 87-94CA	106,80	7,739
Lyon.Eaux 6,5%90CV	918	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	172	164,30
Bains C.Monaco	624	626
B.N.P.Intercont.	300	300
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie)	5,50	5,50
Cambodge ◆	765	765
Carbone Lorraine	424,90	426
CBC	85	86,50
Centenaire Blanzy	325	308,80
Ceragen Holding ◆	24	28
Champex (Ny)	14,80	14,80
CIC Un.Euro.CIP	358,50	345
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2390	2350
Cpt Lyon Alem.	400	400,10
Concorde-Ass Risq	609	609
Gpe Valfond ex.CMP ◆	15,60	15,60
Credit Gen.Ind. ◆	26	26
Darblay ◆	350	350
Didot Bottin	623	624
Eaux Bassin Vichy	4000	4000
Ecia	526	518
Ent.Mag. Paris ◆	2590	2598
Eridania Beghin CI ◆	760	760
Fidei	59	57
Finalens	321	321,10
F.I.P.P. ◆	86,15	86,15
Fonciere (Cie)	473	472
Fonciere Euris	170	169
Foncina #	402	420
France I.A.R.D.	910	910
France S.A	703	721
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont #	318,20	316
Genefim	103,90	104
Gevelot	1250	1250
G.T.I (Transport)	297	298
Immobail	121	120
Immobanque	605	635
Im.Marseillaise	4910	4920
Invest.(Ste Cle.)	1360	1390
Lille Bonnieres	1500	1505
Locafinanciere ◆	410	410
Louvre #	138	137
Lucia	63,05	65
Machines Bull ◆	3,07	3,08
Monoprix ◆	151	151
Metal Deploye ◆	370	370
Mors #	13,50	13,50
Navigation (Nle)	50	50
Paluel-Marmont ◆	275	275
Pap.Clairefont(Ny) ◆	820	820
Parfinance	190	191
Paris Orleans	211	212
Piper Heidsieck ◆	1299	1298
Porcher ◆	180,50	180,50
Promodes (CI) ◆	787	783
PSB Industries Ly ◆	380,90	380,90
Rochefortaise Com.	149,90	146
Rosario	193	194
Rougier #	470	499
S.A.F.I.C Alcan	220	221
Saga	161,80	161,60
Salins du Midi	401	395
Savoisienne (M) ◆	122	122
Silic	670	670
S.I.P.H. ◆	160	160
Sofal ◆	145	145
Soffo	354	354
Sofiam act.a reg. ◆	67,70	67,70
Sofragi	3500	3516
Soudure Autogene ◆	908	908
Sovabail ◆	394,80	398,80
Taittinger	1651	1700
Tour Eiffel	245	247
Elyo	143,10	132
Vicat ◆	462	462
Virax ◆	120	120

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	155	155
Commerzbank AG	1135	1135
Fiat Ord.	16	16,50
Gevaert	284,40	280
Gold Fields South	134	130
Kubota Corp.	30,05	30,05
Montedison act.ep.	4,54	7,282 d
Olympus Optical	46,50	46,50
Ottomane(cie Fin.)	171	171,10
Robeco	355	351,80
Rodamco N.V.	137	136
Rolinco	375,10	378,60
Solvay SA	2406	2400
Wagons Lit	1400	1750

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; *o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite;* ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection **Cours relevés à 12h30**
VENDREDI 15 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	60,95	60,95
AFE #	332	325
Aigle #	216	216
Albert S.A (Ns)	145	140
Altran Techno. #	678	690
Montaignes P.Gest. ◆	478	478
B.A.C ◆	23,70	25,70
Bque Picardie (Li) ◆	529	529
Bque Sofirec (M) ◆	570	570
Bque Tarneaud(B)#	201	201
Bque Vernes	630	630
Beneteau #	341	338
B I M P ◆	67	60,50
Boiron (Ly) #	475	468
Boisset (Ly)#	219,90	226,90
But S.A.	238	241,90
Cardif SA 1	559	557
CDA-Cie des Alpes ■	134	136,90
C.E.E #	260	254
CEGEP #	156	156,10
Cermex # (Ly) ◆	270	270
CFPI #	250,50	250,50
Change Bourse (M)	226	225
Christ.Dalloz #	1040	1025
Cipe France Ly #	265	260,30
CNIM CA#	150,50	152
Codetour	274,90	269
Comp.Euro.Tele-CET	249	248
Conflandey S.A.	270	271
C.A. de la Brie	349,50	349,50
C.A.Gironde (B)	440	440
C.A.Haute Normand.	339,30	338
C.A.Ille & Vilaine	339,10	339
C.A. Paris IDF	709	709
C.A.de l'Isere Ly#	366	364
C.A.Loire Atl.Ns #	331,50	330
C.A.Loire/H.Loire#	200	197
C.A.Morbihan (Ns)	333,90	335
C.A.du Nord (Li)	425	422,10
C.A. Oise CCI	236,10	236,50
C.A.Pas de Calais	420	420
C.A. Somme CCI	235	237
C.A.Toulouse (B)	368,70	368,80
CFIPE(ex.GAN part)# ◆	115,50	115,50
Chaine et Trame #	130	140
C.A. Midi CCI#(Ly)	245	245
Creeks	42,15	42,15
Delta Prot.# Ly ◆	301	301
Devanlay	375,10	374
Deveaux(Ly)#	380	374
Devernois (Ly)	450	456
Ducros Serv.Rapide ◆	58,10	64,05
Ecco Trav.Tempo Ly	290	289
Emin-Leydier# (Ly)	410	410
Europ.Extinc.(Ly)#	219	219
Europ Propulsion	323	330
Expand s.a ◆	259,50	259,50
Factorem	530	539
Faiveley #	270	266
Finabail	77,10	77,35
Finacor	106	102
Fininfo	445	440
Fructivie 1	503	512
Gautier France 2#	264,50	264
Gel 2000 2	83,55	82
GFI Industries #	377,90	377,90
Girodet # (Ly)	55,95	55,95
GLM S.A.	203	200
Grandoptic.Photo #	504	509
Gpe Guillin # Ly	162	154
Kindy #	175,80	172
Guerbet 2	284	283,90
Hermes internat.1#	873	889
Hurel Dubois ◆	409	409
ICBT Groupe # 2	181,40	178
I.C.C. 2 ◆	165,90	165,90
Idianova	65,05	65,75
Immob.Hotel. 2 #	66,50	67
Installux (Ly)	475,10	475,10
Int. Computer #	114	114
Invest.Paris 1	132,10	133,10
IPBM	72,35	75,50
M6-Metropole TV	433	425
Manitou 2#	395	409
Manutan	551	552
Marie Brizard 2	1051	1055
Maxi-Livres/Profr.	333	301,10
Mecadyne	133,60	133,50
Mecelec (Ly)	75,20	75,20
MGI Coutier 2	193	193
Michel Thierry# 2	600	595
Monneret Jouet # ◆	47,50	47,50
Naf-Naf 1#	47	47,25
Norbert Dentres.#	556	561
N.S.C Schlum.2 Ny	775	767
OGF Omn Gest.Fin.1 ◆	950	950
Onet #	750	769
Paul Predault #	193	202
P.C.W. 2 ◆	19	19
Petit Boy #	105	102
Pier Import ◆	78	78
Pochet 2	785	785
Poujoulat Ets (Ns) ◆	214	214
Radiall 2#	499	513
Rallye(Cathiard)Ly	139,70	139
Reydel Indust.Li ◆	1125	1125
Robertet #	1000	1000
Rouleau-Guichard	442,10	442
Securidev 2 #	70	68
Sediver 2 #	159,90	158
Serbo 2	232	232
Siparex (Ly) #	86	84
Smoby (Ly) 2 ◆	597	597
Sofco (Ly)	119	119
Sofibus ◆	412	412
Sogepag 2 #	120	129
Sogeparc (Fin) 1	630	638
Sopra 2	239,80	240
Steph.Kelian #	84,95	88,20
Sylea	343,90	345,50
Teisseire-France ◆	192	190
TF1-1	480	478
Thermador Hold(Ly)	360	370
Trouvay Cauvin 2#	57	52
Unilog 2	346	345
Union Fin.France 1	406	405
Via Credit(Banque) ◆	121,60	121,80
Viel et Cie #	104	105,10
Vilmorin et Cie#2	370,10	370
Virbac	581	598

HORS-COTE

Une sélection **Cours relevés à 12h30**
VENDREDI 15 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Sté lecteurs du Monde ◆	159	159
Nobel ◆	138	138
Mumm ◆	843	843
Générale Occidentale ◆	41,60	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

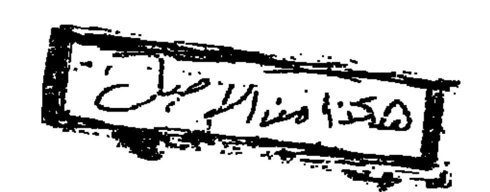
SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 14 décembre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	36260,72	36260,72
Actimonétaire D	30862,19	30862,19
Aglpi Ambition (Axa)	113,56	108,15
Amplia	113732,84	113732,84
Amplitude Monde D	705,80	688,59
Antigone Trésorerie	837765	837765
Arbitr. Court Terme	9256,87	9256,87
Arbitr. Première	8642,67	8557,30
Arbitr. Sécurité	16930,68	16846,45
Asie 2000	636,49	617,95
Associa Première	37473,52	37473,52
Associc	1162,48	1162,48
Atout Amérique	121,82	118,65
Atout Asie	96,57	94,21
Atout Futur C	512,88	500,37
Atout Futur D	498,75	486,59
Aurecic	1422,87	1381,43
Avenir Alizés	1933,12	1895,22
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Coeris	1732,05	1699,75
Comptavalor	2239,94	2236,59
Convertis CIC	326,88	322,05
Crédit Mutuel Capital	1644,60	1612,35
Crédit Mutuel MID AF	101,50	95,78
Cred.Mut.Ep.Cour.T ◆	837,30	837,30
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	89,83	87,43
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis	86,97	84,64
Créd.Mut.Ep.J	21993,65	21993,65
Cred.Mut.Ep.long.T	217,41	211,59
Créd.Mut.Ep Monde	1132,08	1101,78
Créd.Mut.Ep.Quatre ◆	1116,87	1086,98
Dieze	1689,97	1658,46
Ecocic	1215	1179,61
Ecupar	127,54	123,83
Ecur. Actions futur	190,36	184,82
Ecur. Distrimonétaire	10636,29	10636,29
Ecur. Expansion (*)	78155,70	77844,52
Ecur. Géovaleurs	2694,42	2615,94
Ecur. Investissement	159,19	154,55
Elancial D	116,24	113,40
Elicash	902025,61	902025,61
Emergence Poste D	94,93	92,61
Eparcic	4641,89	4641,89
Eparcourt-Sicav	199,08	198,58
Epargne-Unie	1492,67	1456,26
Eurco Solidarité	1288,87	1276,11
Eurocic Leaders	1345,19	1306,01
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Gestilion	19422,32	19422,32
HLM Monétaire	17887,08	17887,08
Indicia ◆	1090,40	1063,61
Intensys D	110,41	110,13
Interoblig	6158,90	6097,92
Intersélection Fce	525,76	515,45
Japacic	176,82	171,67
Jeunepargne ◆	368,83	363,38
Latitude C/D	142,11	141,90
Lion 20000	16439,21	16439,21
Lion Association	11529,40	11529,40
Lion Institution	41034,18	40931,85
Lionplus	1333,28	1307,14
Lion Trésor	2329,51	2306,45
Livret Bourse Inv.	580,27	563,37
Livret Portefeuil.	815,92	792,16
Méditerranée	236,72	229,83
Mensuel CIC	10230,94	10129,64
Moneden	87668,73	87668,73
Mone-Drs	10631,98	10631,98
Mone J.	11377,42	11377,42
Monévalor	52705,99	52705,99
Mutualité dépôts	17688,18	17652,87
Natio Court Terme	13464	13464
Natio Court Terme2	365743	365743
Natio Epargne	22137,41	21918,29
Natio Ep. Capital	14802,64	14656,08
Natio Ep. Croissance	2118,72	2077,18
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Natio Opportunités	132,96	130,35
Natio Patrimoine	1455,30	1426,76
Natio Perspectives	1114,96	1093,10
Natio Placements	75106,34	75106,34
Natio Revenus	1064,83	1054,29
Natio Sécurité	11385,18	11385,18
Natio Valeurs	906,31	888,54
Nord Sud Dévelop.	2064,64	2060,52
Oblicic-Mondial	3253,71	3205,63
Oblicic-Régions	1117,62	1101,18
Oblifutur	3740,70	3670,96
Oblig. tres caté.	225,47	222,14
Oblilion	1772,75	1755,20
Oblisecurité Sicav	5529,02	5529,02
Oblitys D	562	553,68
Oraction	1517,26	1480,25
Patrimoine Retraite	289,63	283,95
Pervalor	587,95	576,42
Plénitude D	141,31	137,86
Poste Gestion C	42344,82	42344,82
Première Oblig. C	12608,61	12608,61
Première Oblig. D	10968,81	10963,33
Proficius	966,61	948,59
Rentacic	164,15	161,72
Revenus Trimestr.	5274,28	5222,06
Revenu-Vert	1178,73	1156,75
St-Honoré Pacifique	739,91	706,36
St-Honoré Réal.	9528,54	9450,56
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sicav Associations	2324,16	[illegible]
Sicav 5.000	490,10	480,49
S.I. Est	1180,12	1145,75
Slivafrance	772,25	757,19
Slivam	443,02	434,33
Slivarente	225,91	221,48
Slivinter	545,99	535,28
Sogenfrance C	1287,41	1262,17
Sogenfrance D	1203,47	1179,81
Sogepargne	303,28	300,28
Sogevar	1153,89	1131,26
Sogintor	1668,09	1635,38
Solstice D	2326,93	[illegible]
State Street Act. Eur ◆	12331,81	[illegible]
State Street Act. France ◆	10433,86	10179,38
State Street Act. Japon ◆	1339,35	1306,68
State Street Act. Monde ◆	1003,60	979,12
State Street Activ.Asie ◆	1418,03	[illegible]
State Street Alloc.Franc. ◆	1022,02	1001,90
State Street Amér.Latine ◆	631,44	[illegible]
State Street Emer. Mts ◆	1401,06	[illegible]
State Street États-Unis ◆	1452,78	1417,35
State Street OAT Plus ◆	14159,59	14019,40
State Str. Oblig. Monde ◆	1064,30	1052,76
State Street Spinnaker2 ◆	1136,30	[illegible]
State Street Trésorerie ◆	13195,95	13195,95
Stratégie Actions	894,75	880,34
Stratégie Rendement	1715,60	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Uni-Associations ○	125,15	125,15
Uni-Foncier	1179,27	[illegible]
Unifrance	581,60	[illegible]
Uni-Garantie C	1611,46	[illegible]
Uni-Garantie D	1398,80	[illegible]
Uni Régions	1328,30	[illegible]
Univar ○	294,75	294,75
Univers Actions	1678,78	1637,83
Univers Obligations	2150,39	[illegible]
Valorg ◆	2474,21	[illegible]
Valreal	33890,92	[illegible]
Winterthur St-Honoré	255,75	[illegible]

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.



AUJOURD'HUI

SPORTS

RUGBY Pour la première journée des matches retour du championnat de rugby, dimanche 17 décembre, Thierry Lacroix, Olivier Roumat et Laurent Cabannes devraient effectuer leur rentrée. Les trois internationaux auront une rude tâche, puisque leurs clubs sont en difficulté. Les Dacquois Lacroix et Roumat devraient être opposés à Castres, tandis que Cabannes, le joueur du Racing, devrait affronter Toulon. ● TOUS TROIS avaient été frappés de licence rouge par la Fédération française de rugby (FFR) pour avoir disputé la Currie Cup en Afrique du Sud. ● LES JOUEURS de l'élite seront désormais considérés comme des salariés aux yeux de la loi. Les présidents de club et Bernard Lapasset en sont tombés d'accord au terme d'une réunion tenue jeudi 14 décembre à Paris. Le président de la FFR a ajouté que la Fédération allait élaborer un statut des joueurs dans les semaines qui viennent.

Les trois joueurs « sud-africains » renouent avec le championnat français

Après les sanctions imposées par la Fédération, Thierry Lacroix, Olivier Roumat et Laurent Cabannes devraient faire leur rentrée, dimanche 17 décembre, à l'occasion du début des matches retour

ILS SONT PARTIS, puis revenus. Ils ont été punis. Ils ont purgé leur peine. Et, pendant leur mois et demi de pénitence, Olivier Roumat et Thierry Lacroix, les Dacquois, Laurent Cabannes, le Parisien, n'ont pensé qu'à cette date du 17 décembre. Elle marque le terme de leur bannissement, et les retrouvailles avec leur identité de joueurs de haut niveau. Le rugby français les avait mis à l'écart pour cause d'escapade prolongée en Afrique du Sud, terre d'adoption du professionnalisme. Licence rouge. Interdiction de se mêler aux joutes de l'élite du championnat pendant toute la durée des matches aller.

Impossibilité de prétendre à l'équipe de France, dont ils avaient été des piliers lors de la Coupe du monde, pour le premier test contre la Nouvelle-Zélande. Laurent Cabannes était *« déçu »*, Thierry Lacroix, *« chagrin »*, Olivier Roumat *« ne comprenait pas »*, tout en convenant volontiers avoir été prévenu du risque de sanction dès avant son départ.

DÉTOUR IMPOSÉ

Alors, pour eux, le dimanche qui vient ressemblera à un discret retour d'exil, dans l'un de ces après-midi de décembre de rugby hivernal. Ils pourront libérer toute l'énergie contenue en un mois de frustration passé à regarder les autres s'échiner dans les regroupements ou s'envoler dans les attaques. *« C'est lors du match de Toulouse contre les All Blacks que cela a été le plus dur à digérer »*, confie Olivier Roumat.

Les jambes fourmillaient. Les esprits ressassaient l'injustice de se sentir si fort et de ne pas en être. Il a fallu se contenter de voir le match des tribunes qui semblaient loin du terrain, et se satisfaire des tardifs signes de solidarité émis par les joueurs de l'équipe de France. Aujourd'hui, même s'ils ne peuvent tout à fait oublier leur traversée du désert, tous les trois clament leur désir éperdu de jouer, de retrouver l'ambiance savoureuse du haut niveau dégustée dans les stades sud-africains et une finale de la Currie Cup aux 35 000 spectateurs. Le contraste a été trop brutal pour les héros du Natal et de la Western Province. A leur retour en France, les trois *« Sud-Af »*, voyageurs mal-aimés, n'ont eu qu'une solution pour garder le contact avec le rugby. Ils ont dû s'aligner dans les équipes réserve de leurs clubs, dévalant les terrains pelés de la Nationale B.

Laurent Cabannes a pris la chose avec le sourire, ravi, dit-il, *« d'être aux côtés de joueurs que d'habitude je ne vois jamais »*.

Thierry Lacroix, lui, n'a guère apprécié ce détour imposé. Les tribunes étaient presque vides, le match anonyme, et, des bords du terrain annexe du Biarritz Olympique sur lequel il a signé sa rentrée, les quolibets fusaient. Il a tout entendu. Les voix qui l'insultaient, et celles, dérisoires, qui l'encourageaient à retourner là-bas. Sur les plus petits stades de France, certains lui reprochent encore l'Afrique du Sud. *« Ce n'étaient que des gens jaloux, des esprits mesquins »*, commente le joueur dacquois, comme pour se rassurer.

Lui vit encore dans l'heureux souvenir des trois mois passés sous le soleil du Natal. Avec sa *province d'adoption*, Thierry Lacroix a su briller. Il l'a accompagnée de ses talents de buteur et de directeur de jeu jusqu'à la victoire dans la Currie Cup, démontrant sur le terrain de Durban que les recruteurs sud-africains qui l'avaient repéré lors de la Coupe du monde avaient décidément fait une bonne affaire.

VIDE PROVISOIRE

« Je n'étais qu'une sorte de précurseur, assure-t-il, *je suis sûr que dans quatre ou cinq ans il sera courant d'aller jouer à l'étranger. »* Olivier Roumat, compagnon d'équipe de Lacroix, préfère parler de *« la formidable aventure vécue là-bas »*, où le deuxième ligne landais a imposé sa détente dans les touches. Il s'étonne simplement de l'assourdissant silence dans lequel se sont cantonnées les autorités depuis son retour.

De ce lointain périple qu'il jure ne pas avoir accompli seulement *« pour de l'argent »*, Laurent Cabannes est revenu convaincu que l'hémisphère Sud est désormais un autre monde, dont les limites sont bornées par le statut professionnel des joueurs que la France a refusé. Thierry Lacroix y voit l'origine de la sanction infligée par la Fédération avec l'appui parfois actif des clubs. *« Nous laisser jouer contre les Blacks*, dit-il, *c'était peut-être prendre le risque de démontrer sur le terrain qu'il faut passer professionnel. »* Le repos imposé n'était qu'un prétexte maladroit, la Fédération et les clubs souhaitant mettre coûte que coûte le holà à ces doubles saisons des meilleurs joueurs français rendues possibles par le passage de l'hémisphère Nord à l'hémisphère Sud.

Dans le tumulte d'un rugby en pleine mutation qui en est encore parfois à se chercher des règles, Thierry Lacroix, Olivier Roumat et Laurent Cabannes se sont heurtés de plein fouet à un vide provisoire. Sur les recommandations pressantes de l'International Board, la Fédération sud-africaine vient de prendre des mesures restrictives à la venue de joueurs étrangers. Ils ne pourront être plus de deux par équipe de province, et, surtout, ils devront impérativement avoir résidé six mois en Afrique du Sud avant d'y disputer des compétitions.

Aujourd'hui, les trois *« Sud-Af »* avouent ne plus songer qu'à l'équipe de France et au championnat, où Dax et le Racing ont bien besoin de leurs services. Ils ont soif d'exploit, et l'univers incertain du rugby européen ne leur paraît plus si étriqué. Ils font partie des trente et un joueurs retenus par Jean-Claude Skréla pour former le groupe du Tournoi. L'entraîneur du XV de France leur a promis que seuls les critères sportifs entreront désormais en ligne de compte. Le 20 janvier, jour de l'ouverture du Tournoi des cinq nations, ils sauront si leur triste fin d'automne n'était qu'une douloureuse parenthèse.

Pascal Ceaux

Les salariés des mêlées

Les joueurs de rugby de haut niveau seront bel et bien des salariés, comme l'y oblige la loi. Bernard Lapasset, le président de la Fédération française de rugby (FFR), et Séraphin Berthier, président de l'Union des clubs du groupe A, se sont mis d'accord, jeudi 14 décembre, après plusieurs rencontres. Bernard Lapasset souhaite qu'ils ne soient pas pour autant *« des professionnels du rugby »*. Il s'est engagé à élaborer un statut du joueur qui comporte *« une véritable activité professionnelle et une intégration sociale indépendante de sa rémunération »*. Le représentant des clubs s'inquiète des conséquences financières : *« Il faudra mettre en place des contrats de travail*, a déclaré Séraphin Berthier, *et les clubs dont la masse salariale et les recettes dépassent, chacune, 2,5 millions de francs devront adopter le statut de société annonyme à objet sportif (SAOS). »* Ce statut aurait, selon lui, pour effet d'augmenter les charges sociales et fiscales des clubs. Une nouvelle réunion est prévue les 19 et 20 décembre.

■ **Dans son édition du vendredi 15 décembre,** *L'Equipe* apporte de nouvelles précisions sur les conditions douteuses dans lesquelles la FFR aurait procédé à l'attribution de ses droits de retransmission et de marketing. Des documents montrent que la société de Jean-Claude Darmon et la société International Sports Events (ISE) ont partagé ces droits trois mois avant qu'un appel d'offres ne soit lancé. Cet accord, placé sous le contrôle de Claude Atcher, alors membre de la commission de communication de la FFR et conseiller de Bernard Lapasset, aurait pénalisé une troisième société, ISL, qui était pourtant la mieux-disante financièrement (*Le Monde* du 22 novembre).

Don King, le roi des rings sans couronne

Le promoteur du boxeur Mike Tyson collectionne les procès

ATLANTA
Correspondance

En apparence, le second combat que disputera Mike Tyson depuis sa sortie de prison, samedi 16 décembre, ressemble comme un frère au premier. Même envie manifestée par le boxeur d'en finir au plus vite. Même incertitude quant à la forme de l'ancien champion du monde des lourds, annoncé plus féroce que jamais par les uns, mais suspecté par beaucoup d'avoir oublié son punch derrière les barreaux de sa cellule. Et, dans les deux cas, un adversaire dont le nom n'avait, jusque-là, jamais quitté les cordes de son ring d'entraînement.



PORTRAIT

Pour sa rentrée, le 19 août, Mike Tyson avait affronté Peter McNeeley, un fils d'immigré irlandais à la peau aussi pâle que son palmarès de boxeur. Cette fois, il croise la route de Buster Mathis Jr., un colosse noir et ventripotent connu dans le milieu pour n'être qu'une réplique, mais en moins bien, de son illustre père, un ancien challenger pour le titre mondial des poids lourds.

Seul changement visible : le lieu choisi pour dresser le couvert de cette riche soirée de boxe. Annoncé à Las Vegas, puis programmé à Atlantic City, le combat aura lieu finalement à Philadelphie. La raison de ce déménagement porte un nom : Don King. Promoteur de la rencontre et manager de Mike Tyson, il est sorti par la grande porte, le mois dernier, d'un procès pour fraude aux assurances qui menaçait de l'envoyer passer les quarante-cinq prochaines années de sa vie en prison. L'accusation semblait crédible et l'adversaire, la Lloyd's de Londres, solide sur ses jambes. Mais Don King a renvoyé coup pour coup. Finalement acquitté, il reste interdit de séjour dans le New Jersey. Un « détail » qu'il a réglé à sa façon, d'un immense sourire de vainqueur, en déplaçant le combat de son protégé vers l'Etat voisin de Pennsylvanie.

Faire face à une cour de justice est un exercice qui n'a jamais terrorisé Don King. Question d'habitude. A soixante-quatre ans, le bonhomme traîne dans son ombre suffisamment de poursuites judiciaires pour remplir plusieurs traités de droit pénal. En 1954, il a vingt-trois ans et fait ses débuts dans la vie comme garçon de course de la mafia de Cleveland lorsque la police le coffre pour le meurtre d'un cambrioleur. Don King plaide lui-même son cas et met en avant la légitime défense. Acquitté.

GILET PARE-BALLES

Douze ans plus tard, il frappe si fort sur un parieur en retard dans le paiement de ses dettes que le bougre s'écroule sur la chaussée, puis trouve la mort en cognant de la tête le bord du trottoir. Don King est accusé du meurtre, mais le jury conclura à un « homicide involontaire ». Il passera quatre années en prison, avant d'être libéré sur parole. En 1985, le gouvernement fédéral le traîne devant la justice pour fraude fiscale. Au terme du procès, sa secrétaire quitte le tribunal les menottes aux poignets et se voit condamnée à quatre mois d'emprisonnement. Don King, lui, en sort indemne. Acquitté, une nouvelle fois.

A en croire ses ennemis, assez nombreux pour remplir, samedi soir, les tribunes du Spectrum de Philadelphie, le FBI garderait en permanence un œil sur lui. Et ses accointances avec la mafia de Cleveland lui vaudraient bientôt de retourner, pour de bon cette fois, devant une cour de justice.

Mais Don King se moque bien des rumeurs. Ses proches collaborateurs assurent qu'il se protège de l'adversité en portant un gilet pare-balles sous ses vestes de costume et un pistolet chargé dans sa poche de pantalon. *« C'est un voyou*, raconte un promoteur français, *mais un voyou qui a réussi dans son milieu. »*

Sa réussite est exemplaire. Lui-même a pris l'habitude de la résumer d'une courte formule, souvent ponctuée d'un sonore éclat de rire : *« Les stars de la boxe, j'en connais à peine quatre. Ali, Chavez, Tyson... et moi. »* Chez tout autre que lui, la comparaison semblerait un rien prétentieuse. Depuis ses débuts comme promoteur en 1972, Don King n'a jamais cessé d'étendre son emprise sur la boxe professionnelle.

Ali, Frazier, Foreman, Norton, Holmes, Chavez, Duran, Tyson, tous sont passés, à un moment ou un autre de leur carrière, sous son contrôle. Tous lui ont confié leur destinée, leur avenir de boxeur et, détail important, au moins un tiers de leurs gains. *« Si j'ai eu besoin de Don King ?*, racontait récemment le poids lourd Larry Holmes. *Pendant douze ans, mes lèvres ont été fixées presque chirurgicalement à son postérieur. »*

Son sens de l'opportunisme est pour lui comme une seconde nature. Il s'en amuse lui-même, pioche au fond de sa mémoire pour en retrouver les premières traces et finit par dénicher, triomphant, une vieille anecdote. *« Mon premier championnat du monde*, dit-il, *je l'ai vécu comme invité personnel de Joe Frazier. Je conduisais même sa limousine. Mais Joe a perdu le combat, et son titre, face à George Foreman. Au retour, c'est moi qui ramenait George. Ainsi, je pouvais dire que j'étais venu avec le champion, et reparti avec le champion. »* Une habitude qu'il n'a, depuis, plus jamais perdue.

Alain Mercier

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Championnat d'Europe des clubs
Poule A des demi-finales
6e tour aller

Olympiakos - Salonique	75-62
Antibes - B. Leverkusen	81-82
Malaga - Trévise	70-72
Istanbul Ulker - CSKA Moscou	71-61

Classement : 1. Olympiakos, Trévise et CSKA Moscou, 10 pts ; 4. B. Leverkusen et Antibes, 9 ; 6. Malaga, Istanbul Ulker et Salonique, 8.

Poule B des demi-finales
6e tour aller

FC Barcelone - Pau-Orthez	67-61
M. Tel-Aviv - Cibona Zagreb	78-75
B. Bologne - Panathinaikos	69-72
B. Lisbonne - Real Madrid	73-78

Classement : 1. Panathinaikos, 11 pts ; 2. M. Tel-Aviv, 10 ; 3. B. Bologne, Cibona Zagreb, Pau-Orthez, FC Barcelone et Real Madrid, 9 ; 8. Lisbonne, 6

Le football international mettra ses archives sur Internet en 1996

Le site actuel de la FIFA est incomplet

QUELS SONT les buts marqués le plus rapidement dans les matchs internationaux de football depuis 1930 ? A cette question, la base de données de la FIFA (Fédération internationale de football association), répond en quelques secondes. Une liste de joueurs ayant ouvert le score dans la première minute d'une rencontre apparaît à l'écran. Au premier rang figure Brian Robson pour le but inscrit, le 16 juin 1982, au cours d'un Grande-Bretagne-France, resté fameux. Pour connaître les résultats des rencontres entre l'Arabie saoudite et l'ensemble des pays européens ou entre le Maroc et la Tunisie, la base de données se révèle tout aussi efficace. En fait, toutes les interrogations imaginables sont autorisées.

Les archives de la FIFA couvrent toutes les rencontres internationales depuis 1930, date de la première Coupe du monde en Uruguay, y compris les matchs amicaux. Elle contient des statistiques sur les équipes nationales, les joueurs, les entraîneurs, les arbitres et les stades, provenant des 193 associations qui adhèrent à la Fédération internationale. De quoi satisfaire la curiosité des 200 millions de footballeurs disséminés dans le monde. Sans compter les amateurs passionnés...

Lorsque le système sera « on line », il étendra son audience au grand public

Pour l'instant, la base de données conçue par l'entreprise américaine EDS n'est consultable qu'à partir du réseau interne à la Fédération. Mais, courant 1996, elle sera dupliquée pour être accessible par Internet. « *Le système a été développé pour répondre aux besoins des journalistes mais, lorsqu'il sera* on line, *il étendra son audience au grand public* », explique Alain Richard, président d'EDS France.

Présentée, mardi 12 décembre, au Carousel du Louvre, à Paris, le jour du tirage au sort des groupes éliminatoires de la Coupe du monde 1998, cette base de données, conçue pour fonctionner sur le mode client-serveur, résulte d'un accord conclu entre EDS et la FIFA dès 1993.

L'année prochaine, la Fédération prévoit également de lancer différents forums de discussion sur Internet. L'un d'entre eux sera consacré à la technique. Les plus passionnés pourront alors dialoguer avec certains entraîneurs pour mieux comprendre les subtilités de leur sport favori. Des schémas et des analyses techniques et des critiques de matchs rédigées par des experts animeront ces forums. La fédération souhaite ainsi « *encourager le dialogue entre les amateurs de football du monde entier* ».

A terme, le service s'enrichira d'applications multimédias. Les passionnés pourront alors, par exemple, télécharger sur leur ordinateur la séquence vidéo du but de Michel Platini contre le Brésil en Coupe du monde.

En fait, la FIFA a ouvert son site Internet le 17 novembre dernier. Toutefois, le contenu actuel de son serveur laisse un peu sur sa faim. Sans doute parce que, en comparaison de la promesse de l'accès aux archives, la consultation des documents officiels de la fédération tels que la liste des adresses des différentes fédérations manque terriblement d'attrait. Les passionnés devront donc patienter.

En raison des investissements consentis pour développer la base de données, il est peu probable que son accès soit gratuit pour le grand public. La FIFA est en train d'établir sa stratégie sur ce point. Mais on peut imaginer que l'utilisateur devra acquitter un abonnement. En 1998, les journalistes qui couvriront la Coupe du monde disposeront de vingt ordinateurs Hewlett-Packard pour consulter cet outil en salle de presse. Pendant la compétition, l'ensemble des résultats sera accessible sur le serveur Internet de la FIFA.

Michel Alberganti

★ FIFA sur Internet : http : //www.fifa.com

La grève permet de tester des systèmes d'informations pour les automobilistes

Sirius offre aux conducteurs d'Ile-de-France des données précises sur le trafic

Les gigantesques embouteillages dus à la paralysie des transports publics permettent aux spécialistes de la circulation d'étudier *in situ* les « stratégies de crise » des automobilistes. Cette expérimentation forcée permet de hâter la mise en œuvre des systèmes d'informations destinés aux conducteurs, comme Sirius en Ile-de-France, d'améliorer leurs performances et d'analyser immédiatement leur efficacité.

LES ÉNORMES embarras de circulation qui, depuis le début du mois, compliquent la vie des plus de trois millions d'usagers quotidiens du réseau routier d'Ile-de-France n'auront pas été complètement inutiles. Pour la première fois, les « stratégies de crise » des automobilistes ont pu être observées avec précision et les centaines de kilomètres de retenues ont contribué à hâter la mise en œuvre de systèmes d'informations destinés au public.

Maigre consolation ? Sans doute. Il n'est pourtant pas inutile de savoir que, ces jours-ci, c'est davantage l'organisation du trafic que le nombre de voitures qui est à l'origine des perturbations aux portes de Paris. Ainsi, le 4 décembre, 135 000 véhicules ont été recensés entre 5 heures du matin et 12 heures aux portes de la capitale en provenance des autoroutes (à l'exception de l'A13) alors qu'en période normale, on en totalise 150 000. Malgré cette baisse de 10 % du trafic, d'énormes bouchons se sont produits. Instruits par l'expérience, les Franciliens ont alors étalé leurs arrivées. Deux jours plus tard, le trafic – équivalent à 96 % de la normale – s'est écoulé « *dans des conditions difficiles mais incomparablement moins mauvaises* » précisent les experts.

Ces observations ont pu être réalisées grâce à Sirius (service d'information pour un réseau intelligible aux usagers), inauguré en 1993 (*Le Monde* du 25 janvier 1993) et étendu depuis début 1994 à tout le quart nord-est de l'Ile-de-France. Sirius, qui a nécessité 480 millions de francs d'investissements cofinancés par l'Etat et le conseil régional, ausculte en permanence 325 kilomètres d'autoroutes et de rocades à partir d'informations délivrées par 2 500 capteurs placés, tous les 500 mètres, sous la chaussée. Les impulsions provenant de ces boucles sensibles aux masses métalliques indiquent le taux d'occupation de la voie mais aussi l'espacement entre deux véhicules et leur vitesse respective.

Transmises par des réseaux de fibre optique (doublés, afin d'éviter les conséquences d'une coupure accidentelle), les données sont complétées par les observations de 370 caméras vidéo et sont centralisées par le SIER (service interdépartemental d'exploitation routière, dépendant de la direction régionale de l'équipement). A partir de ces millions de données, des informations précises (distance jusqu'au prochain bouchon et longueur de celui-ci) sont diffusées sur les 275 « *panneaux à message variable* » placés à proximité des bifurcations autoroutières.

Jusqu'à présent, les gestionnaires de Sirius n'avaient pas pris le risque de diffuser des temps de parcours comparables à ceux que connaissent – et apprécient – les usagers du boulevard périphérique depuis le milieu de l'année 1994. Les conséquences des grèves des transports ont précipité les choses.

« *Le 2 décembre, je me suis dit qu'il fallait absolument mettre au point ces temps de parcours. La journée de grève du lundi 4 s'annonçait plutôt mal* » se souvient Yves Durand-Raucher, directeur du SIER. L'intuition devait se révéler exacte. A 7 h 30, le 4 décembre, il fallait quatre heures et demie pour parcourir les 19 kilomètres séparant Marne-la-Vallée de la porte de Bercy...

RÉGULER À DISTANCE

Désormais, Sirius diffuse (de 6 heures à 11 heures ainsi que le dimanche en fin d'après-midi) des temps de parcours sur de nombreuses stations radio de la bande FM. Dans les tout prochains mois, l'expérience sera élargie et les panneaux à message variable indiqueront non seulement la proximité d'un ralentissement (le tiers des accidents sur autoroute se produit en queue de bouchon), mais aussi la durée de parcours prévisible avant le prochain nœud autoroutier.

Dès à présent, les responsables du réseau travaillent activement à la mise au point des structures juridiques et des tarifs qui, très bientôt, permettront de vendre les informations Sirius aux sociétés d'autoroute ou aux taxis, mais aussi au système de navigation Carminat proposé en option sur les Renault Safrane.

Même si seulement 3 % à 5 % des usagers changent d'itinéraire lorsque la présence d'un bouchon leur est signalée (le pourcentage augmente lorsque le message indique la cause présumée de la perturbation), on attend beaucoup d'une diffusion à grande échelle de temps de parcours.

En effet, 2 % de trafic en moins peut améliorer la circulation de 13 % à 15 %. Par ailleurs, les informations instantanées réduisent le stress du conducteur qui, sachant à quoi s'en tenir, paraît moins tendu au volant, comme l'a suggéré l'exemple du périphérique (*Le Monde* du 26 avril).

Conseiller avisé de l'automobiliste, Sirius peut aussi inspirer directement les décideurs. « *Notre vision précise du trafic nous sert déjà à réguler à distance le rythme des feux de signalisation placés à l'entrée de trente-cinq bretelles d'autoroutes. L'objectif est de généraliser ce contrôle, pas très populaire auprès des riverains, mais qui profite à tout le monde, hormis ceux dont le trajet est très court* » insiste M. Durand-Raucher.

A l'avenir, il est aussi envisagé de réduire temporairement le nombre de voies de circulation en amont de la jonction de deux autoroutes afin de garantir la fluidité du trafic en aval. Seul problème : convaincre le public que la perte de temps initiale sera, par la suite, plus que compensée par l'amélioration des flux.

Ces semaines de « galère » laisseront-elles une marque dans la psychologie de l'automobiliste francilien ? « *La preuve est faite que les gens s'adaptent beaucoup plus facilement qu'ils ne le pensent. Lorsque la situation sera redevenue normale, il suffira qu'une petite frange d'usagers modifie durablement ses habitudes, par exemple en quittant son domicile plus tôt ou plus tard, pour que l'équilibre général s'en trouve amélioré. Sirius leur permet de choisir* ». Mais ces éventuels progrès risquent fort d'être annulés.

Jean-Michel Normand

Des messages différents

Les panneaux à message variable installés dans Paris et sur le boulevard périphérique ne parlent pas la même langue que ceux qui équipent les 300 kilomètres d'autoroutes à l'est de la capitale. Les premiers affichent des temps de parcours, les seconds annoncent des « évènements », c'est-à-dire des bouchons. Ces approches résultent d'une totale absence d'harmonisation entre les deux promoteurs de ces services : la Ville de Paris d'un côté, la région Ile-de-France et le ministère des transports de l'autre, qui financent le projet Sirius. Les bouchons engendrés par les grèves ont conduit les tenants de l'information événementielle à se rallier à la notion de temps de parcours. Ce revirement simplifiera la commercialisation de l'information auprès des utilisateurs individuels. De quoi rattraper la Grande-Bretagne où une société privée, Trafic Master, a mis en place un système de diffusion de l'information simple.

Sirius en chiffres

● **325 kilomètres.** Premier système de gestion en temps réel du trafic routier, Sirius couvre 175 kilomètres d'autoroutes au nord-est de Paris et 150 kilomètres au sud-est (A1, A3, A4 et A6) ainsi que l'A86 (francilienne). Des capteurs noyés dans la chaussée permettent de suivre le trafic. Grâce à ce maillage, on sait que 20 % du temps de parcours des usagers s'effectue dans une circulation ralentie.

● **175 panneaux lumineux.** Dans quelques mois, les 175 panneaux à message variable diffuseront des temps de parcours, mais Sirius ne sera étendu que vers 1998 à la partie ouest de la région parisienne. Pour l'heure, la surveillance de l'A13 n'est effectuée qu'à l'aide de caméras vidéo. A terme, plus de 500 kilomètres d'autoroutes seront équipées de 4 000 capteurs, de 480 caméras et de 250 panneaux lumineux.

Un catamaran complète la flotte océanographique

L'INSTITUT français de la recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) va prochainement prendre livraison d'un nouveau navire de recherche océanographique, l'*Antea*, qui sera baptisé mardi 19 décembre aux Sables-d'Olonne (Vendée). Ce bâtiment, d'une valeur de 35 millions de francs, construit par les chantiers Ocea des Sables-d'Olonne, est un catamaran en aluminium long de 35 mètres et large de 11,70 mètres. Il prendra la relève du *André-Nizery* actuellement basé à Lomé (Togo).

Dans un premier temps, l'*Antea* devrait être basé à Abidjan (Côte-d'Ivoire), d'où il interviendra sur les deux façades de l'océan Atlantique pour mener des recherches sur les relations océan-climat, les mécanismes de la production océanique, le suivi et l'aménagement des pêcheries. Il sera mené par un équipage de cinq officiers et sept marins, et pourra accueillir jusqu'à dix scientifiques pour des campagnes de deux à trois semaines. Le 17 janvier, il entamera une série d'essais en Méditerranée avant de rejoindre les côtes du Sénégal.

■ **GALILEO : le module-suicide qui a plongé, jeudi 7 décembre, dans l'atmosphère de Jupiter** a pu enregistrer 57 minutes de données avant de rompre le contact avec la sonde américaine Galileo et de disparaître (*Le Monde* du 9 décembre). Galileo, en orbite autour de Jupiter, a servi de relais à la retransmission vers la Terre. Les responsables de la NASA avaient espéré récupérer 75 minutes d'enregistrement. – (*AP.*)

■ **CLIMATOLOGIE : les chercheurs estiment que la température à la surface de la Terre primitive** était à peu près la même qu'aujourd'hui, en dépit d'une luminosité solaire plus faible. L'hypothèse permettant d'expliquer cette énigme était l'existence d'un effet de serre important dû à une concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère 500 fois supérieure au taux actuel. Hélas, l'analyse de « paléosols » vieux de plus de 2,2 milliards d'années par une équipe de l'université Harvard vient de montrer, explique la revue *Nature* du 7 décembre, qu'il n'en était rien. Reste à trouver une nouvelle explication.

■ ***BIODIVERSITÉ* : le rhinocéros du Népal**, menacé de disparition il y a une dizaine d'années, a fait un spectaculaire retour dans le Royal Chitwan National Park. Alors que ce parc national népalais n'hébergeait plus, en 1973, que quelques dizaines de grands rhinocéros à une corne, cinq cents y ont été dénombrés cette année. Selon le Fonds mondial pour la nature (WWF), le succès de cette opération de sauvetage tient pour beaucoup à la participation de la population locale, qui a été associée à l'armée contre les braconniers à partir du début des années 1990. – (*AFP.*)

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 894

HORIZONTALEMENT

I. On ne peut plus commune ou *on ne peut plus rare*. – *II. Bise*. Régna sur l'Angleterre. – III. Oléacée. A mettre dans l'urne. – IV. N'empêche pas de battre la semelle. Habitation séculaire. – V. Bien court. Luth. Branché. – VI. Mis en route. Ne manquait pas d'utiliser sa formule magique. Servit à limiter. – VII. C'est le tout dernier. Un mal difficile à situer. – VIII. Mesure. Ses créateurs l'abandonnèrent à son triste sort. – IX. Il nous a laissé ses antinomies. Vivacité. – X. Gonflés !

VERTICALEMENT

1. *Détente en musique*. – 2. N'ont rien d'extraordinaire. Dans l'auxiliaire. – 3. Admirés s'ils passent les barres. Pour une bonne quantité. – 4. Pour un projet ou... une utopie. Caillot. – 5. L'histoire nous dit qu'elle est rousse. – 6. A la pomme de terre on a enlevé les yeux. – 7. Doublé pour les trublions contestataires. *Occasion* de ripailles. Grecque. – 8. Plus que vexé. Immobile. – 9. Dit le déplaisir. Artifice sans grand péché. – 10. Si elles sont sûres ! Découpage bientôt oublié. – 11. Demi-portion d'humain. Capitale. – 12. Font tout échouer. – 13. Si au moins tous ces efforts étaient utiles !

SOLUTION DU N° 893

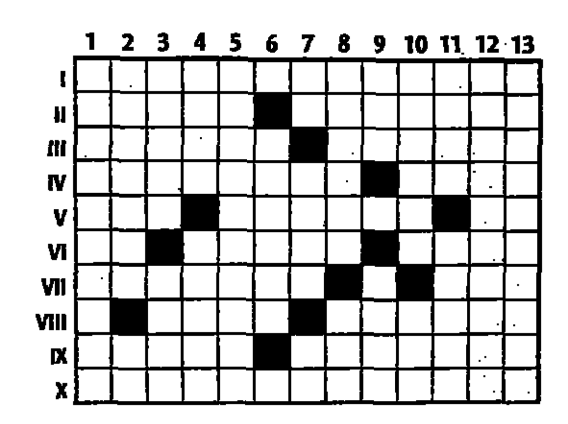
Horizontalement

I. Grand-guignol. – II. Recours. Rêva. – III. Accusé. Sérum. – IV. Ploie. Renflé. – V. Hall. Samu. Al. – VI. Omelette. Vil. – VII. La. Epaisse. – VIII. Ota. Ers. Aspi. – IX. Gilde. Saloir. – X. Iota. Semoule. – XI. Enorgueillis.

Verticalement

1. Graphologie. – 2. Réclamation. – 3. Accolé. Alto. – 4. Nouille. Dar. – 5. Duse. Epée. – 6. Gré. Star. Su. – 7. Us. Ratissée. – 8. Semés. Ami. – 9. Grenu. Salol. – 10. Nerf. Vesoul. – 11. Ovulai. Pili. – 12. Lamellaires.

François Dorlet



ANACROISÉS (R)

Problème n° 895

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'*Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. FGINOOT. – 2. ADEGOPRS. – 3. BCEEIILM. – 4. EEELLPT. – 5. AEENSUUX. – 6. EMNOPSU. – 7. ABIILOSS. – 8. EEIILSTT. – 9. CEEINRT (+ 3). – 10. EEGIORSS. – 11. AAEEGINS. – 12. ABCHIMNO. – 13. EEFNOU. – 14. CEEEMNOU. – 15. AEEEGNRT (+ 2). – 16. BIILNS. – 17. AEIIPT (+ 1). – *18. GHNOSU*. – 19. AENORS. – 20. AEHMRST. – 21. AAIMPRST. – 22. EEEORSSS. – 23. EFFINRS.

VERTICALEMENT

24. ACEFINNS. – 25. AAEIMNOS. – 26. AEINOSS. – 27. EIRRSUU. – 28. AEGLTW. – 29. BCEEGIR. – 30. EEEILLN. – 31. DEEINPSS (+ 1). – 32. AEGILNTU (+ 2). – 33. EORSSS (+ 1). – 34. BEEGIISS. – 35. EOOPPSS. – 36. DEEINRT (+ 3). – 37. AEELSS (+ 2). – 38. HILMTUU. – 39. IIMNORS (+ 1). – 40. AEGILMNT. – 41. EELOST (+ 1). – 42. AAEGIMN (+ 2). – 43. AEEMSSS (+ 2).

SOLUTION DU N° 894

1. VEHICULE. – 2. MENADES (DAMNEES...). – 3. EVOLUTIF. – 4. ETAMANT (ENTAMAT). – 5. ADSORBAI (ABORDAIS *SABORDAI*). – *6. ARRISAT (TARIRAS* TRAIRAS). – 7. SCANNERA (ARCANNES CANNERAS). – 8. TARAUDAT. – 9. SUMACS. – 10. NERVEUSE (REVENUES). – 11. DRISSES. – 12. ACOLYTES. – *13. ZYEUTER. – 14. PATERNEL* (LAPERENT PANTELER PERLANTE REPLANTE). – 15. NAVAJOS. – 16. VEINAI (ENVIAI). – 17. ANESSES (ASSENES). – 18. ENDURENT. – 19. REEDITEE. – 20. SETOISE (TOISEES *ISOETES*). – *21. VEXATION*. – 22. APPATER (APPRETA PARAPET). – 23. EVIDENCE. – 24. CLARINE (CARLINE CALINER LANCIER). – 25. OUTARDE (REDOUTA DEROUTA DOUTERA DETOURA). – 26. SVELTE (VELETS VELTES). – 27. CUPRIQUE. – *28. MUSTANG*. – *29. ASTASIE* (ASIATES). – 30. EFFICACE. – 31. SOLVATE (LOVATES VOLATES VOLETAS). – 32. DIZENIERS. – 33. ETERNUER. – 34. REDUISE (DIURESE SEDUIRE UREIDES). – 35. AMUIRA (AMURAI). – 36. SAULAIE. – 37. DANSATES. – 38. TEMENOS. – 39. STATIVES. – 40. RESITUE (TIREUSE TRIEUSE TUERIES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

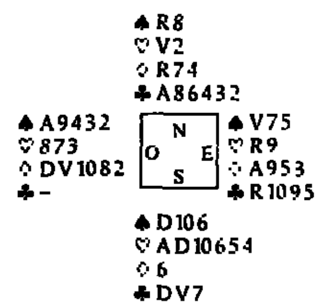
BRIDGE

Problème n° 1663

LA FINALE DE PÉKIN

La grande équipe américaine de Freeman, Nickell, Hamman, Wolff, Meckstroth et Rodwell a remporté la finale du championnat du monde en battant les Canadiens par 338 à 295 IMPs, tandis que les Français terminaient troisièmes de cette compétition.

Voici une donne (la 29e) qui a contribué à la victoire des Américains. Mais le duel, ici, n'a pas été parfait.



Nord : ♠ R 8 ♡ V 2 ♢ R 7 4 ♣ A 8 6 4 3 2
Ouest : ♠ A 9 4 3 2 ♡ 8 7 3 ♢ D V 10 8 2 ♣ –
Est : ♠ V 7 5 ♡ R 9 ♢ A 9 5 3 ♣ R 10 9 5
Sud : ♠ D 10 6 ♡ A D 10 6 5 4 ♢ 6 ♣ D V 7

Ann : O. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Silver	Hamman	Kokish	Wolff
passe	2 ♣	passe	2 ♢
passe	2 SA	passe	3 ♡
contre	passe	3 ♠	passe
passe	4 ♡	passe	passe...

Ouest ayant entamé la Dame de Carreau, *comment Wolff, en Sud, doit-il jouer* pour essayer de gagner QUATRE CŒURS ? Quel pourrait être le déroulement du coup ?

Réponse

En fait, Wolff *couvrit la Dame de Carreau* au cas (peu vraisemblable) où Ouest aurait quand même entamé la Dame avec As Dame Valet. Or, s'il n'avait pas fourni le Roi, Est n'aurait pas mis l'As. Alors Ouest n'aurait pu donner la main à Est, et il aurait continué Carreau. Sud aurait coupé et aurait joué le 6 de Pique pour le Roi...

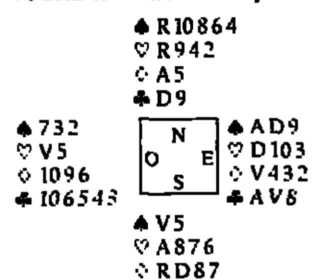
Après avoir pris le Roi de Carreau avec l'As à la première levée, Est estima que, même si Ouest avait chicane à Trèfle, il n'était pas utile de le faire couper, car il y avait urgence à empêcher le mort de couper un Pique. Il a donc pris la décision malheureuse de contre-attaquer *le... Roi de Cœur*. Alors Wolff fit tomber les atouts et joua la Dame de Trèfle. Est fit le Roi et joua le Valet de Pique en pensant qu'Ouest aurait tout de même As Dame. Mais, de toute façon, il n'était plus en mesure de battre le contrat...

A l'autre table, le contrat raisonnable de 4 Trèfles avait chuté à cause de la mauvaise répartition des Trèfles.

LA COUPE DE VENISE

Dans le championnat des dames appelé Venice Cup Marlboro, les Françaises (championnes d'Europe) avaient largement dominé les éliminatoires, et elles étaient favorites. Mais les Allemandes, Mmes Auken, von Arnim, Rauchteid, Nehmert, Caesar et Moegel, les ont nettement battues en demi-finales avant de vaincre les Américaines en finale...

Parmi les centaines de donnes jouées au cours de cette compétition, voici celle qui illustre le mieux l'excellente technique des Allemandes. C'est la 22e du match de 96 donnes contre les Françaises.



Nord : ♠ R 10 8 6 4 ♡ R 9 4 2 ♢ A 5 ♣ D 9
Ouest : ♠ 7 3 2 ♡ V 5 ♢ 10 9 6 ♣ 10 6 5 4 3
Est : ♠ A D 9 ♡ D 10 3 ♢ V 4 3 2 ♣ A V 8
Sud : ♠ V 5 ♡ A 8 7 6 ♢ R D 8 7 ♣ R 7 2

Ann. : E. don. E.-O. vuln.

Salle ouverte

Ouest	Nord	Est	Sud
Rauch'd	Willard	Nehmert	Cronier
–	–	1 SA	contre
2 ♣	3 ♣	passe	3 ♢
passe	3 ♠	passe	3 SA
passe	passe	passe	

L'ouverture de 1 SA d'Est vulnérable promettait de 14 à 16 points.

Andrea Raucheid, en Ouest, entama le 4 de Trèfle pour le 9 et le Valet de Beate Nehmert resté maître. Après avoir tiré l'As de Trèfle, *comment Est a-t-elle fait chuter* TROIS SANS ATOUT ?

Salle fermée

Ouest	Nord	Est	Sud
Bessis	Auken	Saul	Arnim
–	–	1 ♢	passe
passe	contre	passe	2 SA
passe	3 ♠	passe	4 ♡
passe	4 ♠	passe	passe...

Est entama le 3 de Carreau. Sabine Auken prit avec l'As et joua aussitôt le 4 de Pique. Est fit la Dame de Pique et continua Carreau. La déclarante mit la Dame de Carreau et rejoua Pique pour l'As d'Est qui continua encore Carreau. *Comment Sabine Auken, en NORD, a-t-elle gagné* QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Philippe Brugnon

ÉCHECS

Etude n° 1667

TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES (Polanica Zdroj, 1995)
Blancs : G. Sosonko.
Noirs : S. Tiviakov.
Défense ouest-indienne.

1. d4	Cf6	16. bxç3	Df6
2. Cf3	é6	17. Fa3	Cç5 (i)
3. g3	b6	18. Fxç5	bxç5
4. Fg2	Fb7	19. Cé7+	Rh8
5. 0-0	Fé7	20. Ta-b1 (j)	Fç6 (k)
6. ç4 (a)	0-0	21. Cxd5 (l)	Dd8 (m)
7. d5!! (b)	éxd5	22. Tb-d1!	Da5 (n)
8. Cb4!! (c)	ç6 (d)	23. Té7! (o)	Ca6
9. çxd5	Cxd5	24. Df5 (p)	Fxd5
10. Cf5	Cç7 (é)	25. Fxd5	Ta-d8
11. é4	d5	26. Txa7	ç4
12. Té1 (f)	Cé6 (g)	27. Rg2	h6
13. éxd5	çxd5	28. Td4	Db6 (q)
14. Cç3	Fb4	29. Fé4	g6
15. Dg4 (h)	Fxç3	30. Txd8! (r)	abandon

NOTES

a) Dans une partie disputée quelques rondes précédentes, lors du même tournoi, contre Hübner, les Noirs eurent recours à une variante qui leur est chère, après 1. d4, Cf6 ; 2. Cf3, é6 ; 3. g3, b6 ; 4. Fg2, Fb7 ; 5. ç4, Fb4+ ; 6. Fd2, Fé7. En retardant au maximum l'avance ç2-ç4, les Blancs évitent la réédition de cette manœuvre.

b) Après 7. Cç3, Cé4 ; 8. Cxé4, *Fxé4 ; 9. Cé1*, Fxg2 ; 10. Cxg2, d5, les Blancs n'obtiennent aucun avantage (Salov - Ivantchouk, Moscou, 1988). Le sacrifice de pion, 7. d5, fondé sur l'absence de défense du Fb7, exige des Noirs un jeu précis et reste supérieur aux autres suites comme 7. Té1 et 7. Dç2.

ç) On a longtemps poursuivi par 8. Cd4, qui est devenu inoffensif à la suite des analyses de Euwe, après 8..., Fç6! et 8..., Cç6. Il est paradoxal – et c'est l'idée étonnante de Polugaevski, qui surprit Kortchnoï dans la douzième partie de la demi-finale du Tournoi des candidats, à Buenos-Aires en 1980 – que seul ce coup excentrique assure aux Blancs une forte initiative au centre.

d) Après 8..., Cé4 ; 9. çxd5, Fxh4 ; 10. Fxé4, Ff6 ; 11. Dç2, g6 ; 12. Cç3, les Blancs ont un jeu agréable.

é) L'attaque des Blancs devint irrésistible dans la partie précitée après 10..., Fç5 ; 11. é4, Cé7 ; 12. Cxg7!!, Rxg7 ; 13. b4!, Fxb4 ; 14. Dd4+, f6 ; 15. Dxb4, ç5 ; 16. Dd2, Cb-ç6 ; 17. Fb2, Fa6 ; 18. Td1, Cé5 ; 19. Ca3, Cé-ç6 ; 20. Dé3!, Dé7 ; 21. f4, Cç4 ; 22. Cxç4, Fxç4 ; 23. é5, fxé5 ; 24. Fxç6, dxç6 ; 25. Td7!! Notons que le retrait 10..., Cf6 n'est pas satisfaisant : 11. é4, d5 ; 12. Cç3, dxé4 ; 13. Cxé4 menaçant 14. Fg5.

f) 12. Cç3 est plus courant. Par exemple, 12..., Ff6 ; 13. éxd5, çxd5 ; 14. Ff4, Cb-a6 ; 15. Té1 avec une bonne initiative des Blancs. Le coup du texte menace 13. Cxé7+, Dxé7 ; 14. éxd5.

g) Une réponse douteuse. Si 12..., Ff6 ; 13. é5! Et si 12..., dxé4 ; 13. Dg4, Ff6 ; 14. Cç3, Fç8 ; 15. Fxé4, Cd5 ; 16. Fh6!!, g6 ; 17. Fxf8, Rxf8 ; 18. Fxd5!, Fxf5 ; 19. Db4, Fé7 ; 20. Db3!!, çxd5 ; 21. Cxd5, Fé6 ; 22. Txé6!, fxé6 ; 23. Df3+, Ré8 ; 24. Cxé7, abandon (Barlov - Abramovic, Igalo, 1994). La réponse correcte demeure, malgré cette partie, 12..., dxé4 car, après 13. Dg4, Ff6 ; 14. Cç3, Fç8 ; 15. Fxé4, les Noirs doivent jouer au mieux 15..., Fxf5 (au lieu de 15..., Cd5?) ; 16. Dxf5, g6 ; 17. Df3, Cé6 ; 18. Fh6, Fg7 ; 19. Ta-d1, Dç7 ; 20. Fé3 avec une position peu claire.

h) Ou aussi 15. Ch6+, gxh6 (si 15..., Rh8 ; 16. Cxf7+, Txf7 ; 18. Txé6) ; 16. Dg4+ et 17. Dxb4.

i) Si 17..., Té8 ; 18. Cd6. Et si 17..., Td8 ; 18. Fé7.

j) Il est plus important d'occuper la colonne b que de regagner le pion.

k) Si 20..., Da6 ; 21. Txb7!, Dxb7 ; 22. Fxd5, Dd7 ; 23. Dé2. Et si 20..., Dxç3 ; 21. Té3.

l) Récupérant avec un gros avantage de position le pion sacrifié au septième coup.

m) 21..., Fxd5 ; 22. Fxd5, Cç6 ; 23. Df3, Dxf3 ; 24. Fxf3, Ta-ç8 ; 25. Tb7 n'est pas brillant pour les Noirs.

n) Si 22..., Cd7 ; 23. Cé7, Fxg2 ; 24. Txd7, Ff3! ; 25. Df5, Dé8 ; 26. Tç8, Dd8 ; 27. Txç5, Fb7 ; 28. Dxh7+! suivi du mat.

o) Menaçant 24. Txf7!

p) Menaçant 25. Fé4.

q) Si 28..., Dxç3 ; 29. Fé4, g6 ; 30. Df6+, Rh7 ; 31. Txf7!

r) Si 30..., gxf5 (30..., Txd8 ; 31. Dxf7) ; 31. Txf8+, Rg7 ; 32. Taxf7+, Rg6 ; 33. Fxf5+, etc.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1666
V. A. BRON (1946)

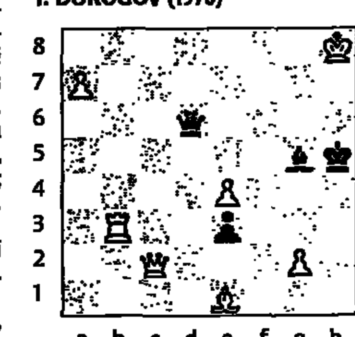
(Blancs : Rg8, Dé2, Fg4, Pg3. Noirs : Rg5, Dh6, Ch5, Pé4 et é6.)

1. Dé3+!, Rg6 ; 2. Dxé4+, Rg5 ; 3. Dé3+, Rg6 ; 4. Fxh5+!, Rxh5 ; 5. g4+!, Rg6 ; 6. Dxé6+, Rg5 ; 7. dé3+, Rg6 ; 8. Dé7! et les Blancs gagnent.

Si 2..., Rf6 ; 3. Dxé6+ et 4. Df5 mat.

Si 4... ; Dxh5 ; 5. Dxé6 +, Rg5 ; 6. Rg7!

ÉTUDE N° 1667
Y. DOROGOV (1970)



Blancs (7) : Rh8, Dç2, Tb3, Fé1, Pa7, é4 et g2.
Noirs (4) : Rh5, Dd6, Fg5, Pé3.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

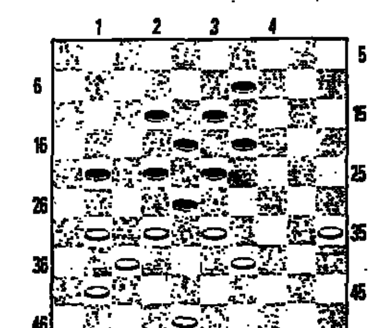
DAMES

Problème n° 520

LE COIN DU DÉBUTANT
(suite de thèmes classiques)

LA « RUPTURE PAR FLÉCHISSEMENT »

3e exemple :

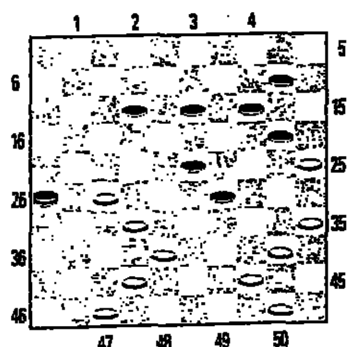


Les Blancs jouent et gagnent.

Deux pions torpilles (*pedine torpedine*) pulvérisent la masse compacte adverse.

Fausse solution (*inganno*), 39-34 (28 x 30) 35 x 24 (19 x 30) 32-27 (21 x 32) 37 x 28 (30-34), N passent à dame et +.

Solution : 32-27 (21 x 32) 39-34 (28 x 30) 37 x 8 (13 x 2) 35 x 4, dame, +.



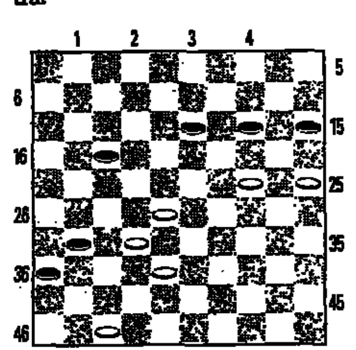
Les Blancs jouent et gagnent.
Une variante.

Solution : 50-45 ! [exploitation d'un « temps de repos »] (26 x 48) 44-39 ! et si la dame prend :

a) par (48 x 35) 35 x 4, dame, +.
b) par (48 x 34) 38-33 [pour la rupture par fléchissement – *rottura flessione*] (29 x 38) 40 x 9 (14 x 3) 25 x 5 !, dame et + par supériorité numérique après l'attaque du Noir à 12.

L'UNIVERS MAGIQUE

Au Damier bordelais, en 1975, gain rapide mais très inattendu exécuté, dans la position ci-dessous, avec les Blancs, par R. Matra.



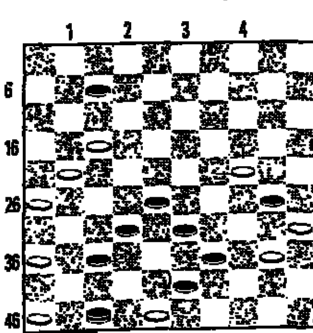
Les Blancs jouèrent et gagnèrent : 47-41 ! [envoi à dame] 25-20 ! [ou 24-20 !] l'arme des collages (47 x 22) 20 x 36!, rafle quatre pièces, +.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 519
P. GUILLETON (1995)

Blancs : pions à 17, 19, 21, 25, 27, 31, 32, 37, 38, 41, 44.
Noirs : pions à 10, 14, 16, 18, 23, 26, 28, 29, 30, 34, 45.

17-12 ! (26 x 8) 27-21 (16 x 47) 44-40 ! (47 x 33) 37-31 ! (28 x 26) 19 x 39 (34 x 43) 25 x 3 ! (45 x 34) 3 x 48 !! (10-14) 48-37 (14-20) 37-42 (20-25) 42-48, +.

PROBLÈME N° 520
S. YOUCHKIEVITCH (1975)



Les Blancs jouent et gagnent (difficile).

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

Nuages pluies et vent

SAMEDI MATIN, du nord de la Seine jusqu'aux régions nord-est, les nuages bas seront nombreux. Le vent de nord-est soufflera à 90 km/h en rafales dans la Manche. De la Bretagne aux Pays de la Loire jusqu'au nord de l'Aquitaine, le ciel sera couvert avec de la pluie parfois verglaçante.

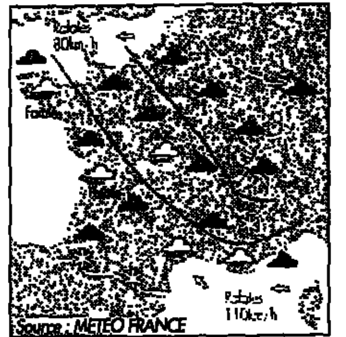
Sur les Alpes, les nuages donneront de la neige au-dessus de 1 600 mètres sur le sud, et au-dessus de 1 000 mètres plus au nord. De la Normandie au Centre, jusqu'au Massif central, à la Bourgogne et à la région Rhône-Alpes, le temps sera gris avec par endroit du verglas. Sur le sud de l'Aquitaine, il y aura quelques ondées, et le vent d'autan soufflera très fort, jusqu'à 110 km/h et parfois 130 km/h en altitude. Du pourtour méditerranéen aux Cévennes jusqu'à la Corse, le temps sera couvert et pluvieux. Le vent d'est soufflera à 100 km/h en rafales sur le littoral varois.

L'après-midi, il pleuvra de la Bretagne à l'Aquitaine jusqu'au pourtour méditerranéen et à la Corse. Le vent d'autan soufflera encore à plus de 100 km/h par endroit. Sur les Alpes du Nord, il neigera au-dessus de 1 200 mètres et sur les Alpes du Sud au-desssus de 1 400 mètres. De la Normandie jusqu'au Massif central et à la région Rhône-Alpes, le temps restera gris avec quelques pluies éparses. Des régions nord au nord-est, le ciel restera très nuageux. En Ile-de-France, le ciel se couvrira l'après-midi avec des pluies possibles en soirée. Le vent d'est à nord-est soufflera toujours fort en Manche.

Les températures minimales iront de 0 à - 2 degrés au nord, 0 à 3 degrés à l'ouest, 5 à 8 degrés au sud. Sur le nord-est, il fera - 3 à - 6 degrés. L'après-midi, le thermomètre marquera 1 à 4 degrés au nord, 7 à 10 degrés à l'extrême ouest, 8 à 13 degrés au sud et 4 à 8 degrés sur le centre-est.

Dimanche, des régions au nord de la Seine jusqu'au nord-est, les nuages resteront nombreux toute la journée. De la Normandie jusqu'au Centre, Massif central et pourtour méditerranéen, le temps restera maussade avec un peu de pluie au nord, plus modéré au sud. Sur les Alpes et les Pyrénées, il neigera encore un peu au-dessus de 1 700 mètres. Les températures seront plus douces l'après-midi, avec 1 à 4 degrés au nord et 5 à 10 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 16 décembre vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution

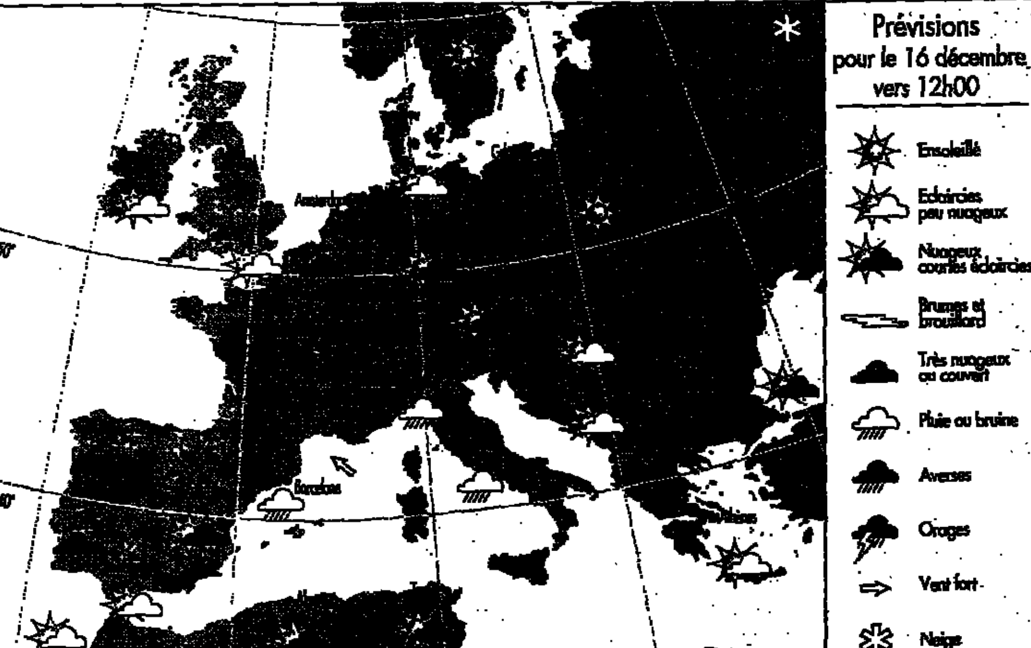
dans l'agglomération parisienne

10 Exécrable
9 Très mauvais
8 Mauvais
7 Très médiocre
6 Médiocre
5 Moyen
4 Assez bon
3 Bon
2 Très bon
1 Excellent

5 déc.

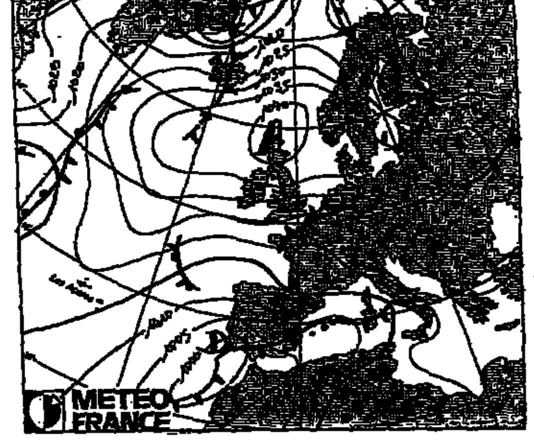
Source AIRPARIF

Tendance pour le 15 décembre : assez bon

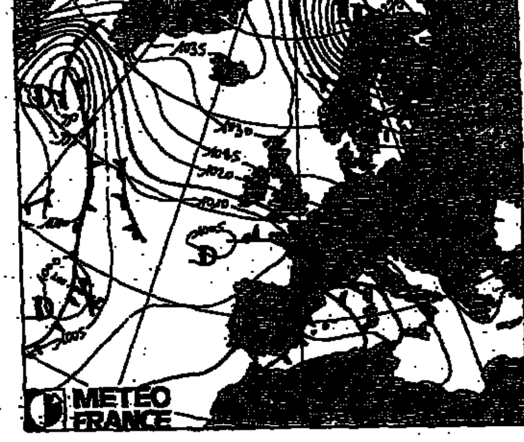


TEMPÉRATURES *du 14 déc. 1995* maxima/minima

Ville	maxima/minima
FRANCE	
AJACCIO	10/5
BIARRITZ	2/-4
BORDEAUX	1/-4
BOURGES	0/-3
BREST	6/1
CAEN	3/0
CHERBOURG	5/2
CLERMONT-F.	1/-3
DIJON	0/-5
FORT-DE-FR.	30/22
GRENOBLE	2/-2
LILLE	2/1
LIMOGES	0/-4
LYON, BRON	0/-3
MARSEILLE	4/2
NANCY	-1/-3
NANTES	1/0
NICE	10/4
PARIS	2/-1
PAU	1/-5
PERPIGNAN	4/-4
POINTE-À-PIT.	31/22
RENNES	2/1
ST-DENIS-RÉUNION	28/22
ST-ÉTIENNE	-2/-4
STRASBOURG	1/-2
TOULOUSE	0/-5
TOURS	0/-2
ÉTRANGER	
ALGER	18/9
AMSTERDAM	1/-1
ATHÈNES	16/9
BANGKOK	32/24
BARCELONE	7/4
BELGRADE	8/0
BERLIN	1/-5
BOMBAY	33/18
BRASILIA	-/-
BRUXELLES	1/0
BUCAREST	3/0
BUDAPEST	2/-2
BUENOS-AIRES	26/17
CARACAS	31/24
CHICAGO	-1/-1
COPENHAGUE	-1/-3
DAKAR	24/19
DJAKARTA	29/23
DUBAI	24/16
DUBLIN	7/5
FRANCFORT	1/-2
GENÈVE	-1/-3
HANOÏ	25/20
HELSINKI	0/-2
HONGKONG	21/17
ISTANBUL	9/5
JÉRUSALEM	21/8
KIEV	-2/-7
KINSHASA	32/-
LE CAIRE	18/9
LIMA	22/18
LISBONNE	12/4
LONDRES	6/2
LOS ANGELES	17/11
LUXEMBOURG	0/-3
MADRID	6/-1
MARRAKECH	19/12
MEXICO	21/9
MILAN	2/0
MONTRÉAL	-12/-18
MOSCOU	-4/-11
MUNICH	-2/-4
NAIROBI	22/14
NEW DELHI	22/10
NEW YORK	-2/-4
PALMA DE MAJ.	8/8
PÉKIN	5/-4
PRAGUE	-4/-4
PRETORIA	23/14
RABAT	21/15
RIO DE JAN.	-/-
ROME	13/8
SAN FRANC.	14/6
SANTIAGO	27/13
SÉVILLE	13/8
ST-PÉTERS.	-3/-4
STOCKHOLM	2/-3
SYDNEY	21/18
TENERIFE	24/18
TOKYO	13/5
TUNIS	19/11
VARSOVIE	-2/-10
VENISE	3/1
VIENNE	-1/-2



Situation le 15 décembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 17 décembre à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Regain au Maroc

LA PLUIE bienfaisante est enfin tombée, et l'espoir revit au cœur des Marocains. C'est qu'ils viennent de subir une crise sévère, la plus dure certainement qu'ils aient connue depuis qu'a été instauré le régime du protectorat français. La faute en est, avant tout, aux conditions climatiques, qui ont été désastreuses au cours de cette année 1945. Pas la moindre ondée depuis le mois de janvier, et ce n'est que dans le courant de novembre que le ciel a perdu son implacable couleur blanche.

Les conséquences d'une semblable sécheresse ont été celles qu'on peut imaginer, et le Maroc, qui avait connu un régime de relative abondance au cours des années précédentes, s'est vu dans l'obligation de recourir aux mêmes restrictions que l'Algérie et la Tunisie, et parfois à des restrictions plus sévères. C'est grâce aux initiatives prises rapidement par la métropole que le pire fut évité. Ces durs sacrifices, consentis par la France, ont permis et permettront au Maroc de doubler un cap dangereux.

Lorsqu'on sait, d'autre part, que la sécurité règne partout au Maroc et qu'entre les milieux français et les milieux musulmans règne une grande bonne volonté réciproque, on a tout lieu de croire à un prompt redressement de la situation économique et morale. Quand on a célébré, à Rabat, au pied de son mausolée, le onzième anniversaire de la mort du maréchal Lyautey, M. Puaux y a dit la signification profonde de ce rite solennel, au lendemain de la victoire. S'inspirant de l'exemple de l'illustre pacificateur du Maroc, « *la France,* conclut-il, *poursuivra ici son œuvre dans un esprit de justice et d'amitié, faisant usage de tous ses droits pour mieux accomplir tous ses devoirs* ».

Pierre Lanau

(16-17 décembre 1945.)

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **MALAISIE.** Une nouvelle compagnie aérienne a vu le jour en Malaisie. Basée à Kota Kinabalu, à l'est de Kuala Lumpur, Saeaga Airline reliera dans un premier temps la Malaisie à l'Indonésie, au Brunei et aux Philippines. La compagnie envisage d'étendre ensuite ses services à Bangkok, Macao, Hongkong, Taïwan et à l'Australie. – *(AP.)*

■ **NIGERIA.** Selon le ministre de l'aviation du Nigeria, les appareils utilisés sur les lignes intérieures du pays par les compagnies aériennes locales sont des « *cercueils volants* ». – *(AFP.)*

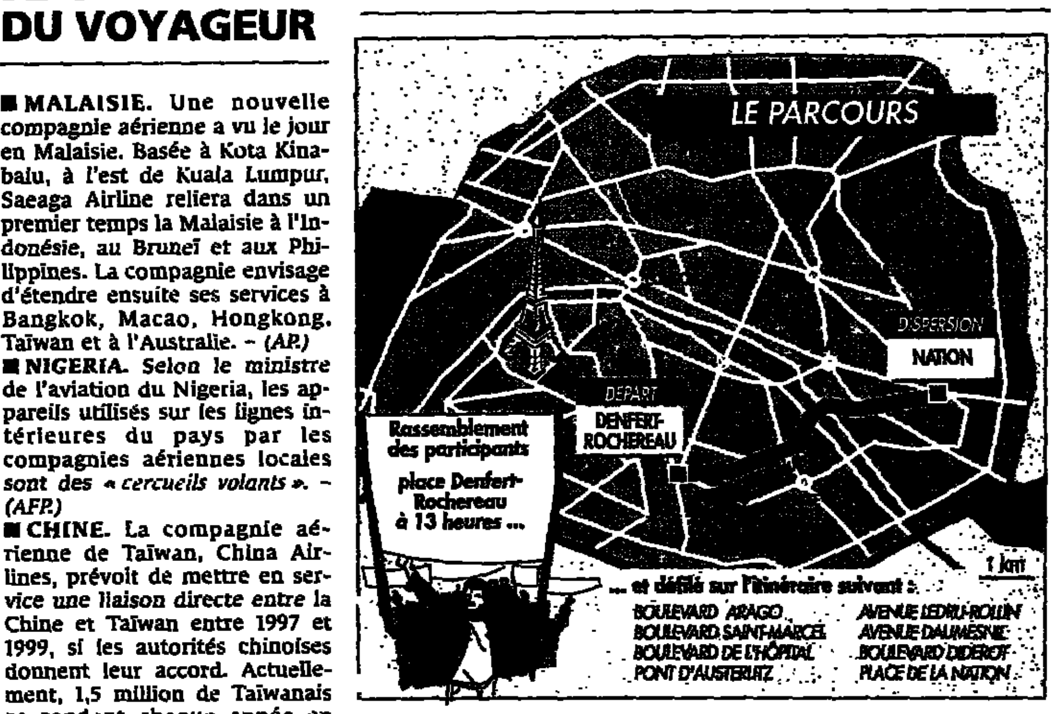
■ **CHINE.** La compagnie aérienne de Taïwan, China Airlines, prévoit de mettre en service une liaison directe entre la Chine et Taïwan entre 1997 et 1999, si les autorités chinoises donnent leur accord. Actuellement, 1,5 million de Taïwanais se rendent chaque année en Chine via Hongkong. – *(AFP.)*

■ **GRANDE-BRETAGNE.** La compagnie britannique Air UK propose, du 10 janvier au 4 mars, des tarifs promotionnels sur ses vols Paris-Londres, Paris-Leeds et Nice-Londres. Pour bénéficier de ces tarifs, il suffit de réserver et d'acheter son billet avant le 31 décembre et de passer au moins la nuit du samedi au dimanche en Grande-Bretagne.

■ **CUBA.** Le tourisme de croisière a été relancé à Cuba avec l'inauguration, le 2 décembre, de son premier terminal pour bateaux de croisière et l'arrivée dans le port de Santiago de Cuba d'un paquebot transportant quelque 480 touristes. Le *Costa-Playa*, bateau appartenant à la compagnie italienne Costa Crociere, effectuera chaque semaine une croisière entre la République dominicaine, la Jamaïque et Cuba. – *(AFP, Reuter.)*

■ **CAMBODGE.** La France et la Malaisie ont formé une entreprise commune, baptisée Cambodia Airport Management Services, pour gérer l'aéroport international de Pochentong au Cambodge, qui doit être modernisé et agrandi. – *(Reuter.)*

MANIFESTATION DU 16 DÉCEMBRE



PHILATÉLIE

Vœux de Noël

La Poste à l'heure du Père Noël... Conformément à une tradition établie depuis plus de trente ans, La Poste se charge d'acheminer gratuitement en décembre le courrier adressé au Père Noël et d'y répondre. Toutes ces lettres sont dirigées vers le service client-courrier de Libourne et valent à leurs expéditeurs une carte postale-réponse originale. Deux modèles sont disponibles, l'un destiné aux demandes individuelles, l'autre aux scolaires. La grève ne devrait pas permettre de battre le record des 716 000 cartes – dont 501 000 aux écoles – expédiées en 1994.

La Poste diffuse du 27 novembre au 12 janvier un entier postal sur enveloppe, reprenant le dessin du timbre sur le Père Noël émis dans le carnet *Le Plaisir d'écrire* paru en 1993, mais sans valeur faciale affichée et avec le millésime 1995. L'enveloppe, qu'accompagne une carte-correspondance assortie, est conditionnée par lots de trois au prix de 18 F.

Sur le même modèle, mais en vente jusqu'au 16 février, deux entiers sur enveloppes reprennent les motifs des deux timbres *Meilleurs vœux* du même carnet, la série de six étant commercialisée au prix de 36 F.

P. J.

EN FILIGRANE

■ **Grand Prix.** Le Grand Prix de l'art philatélique français 1995 a été décerné au *Pont de Nyons*, un timbre dessiné et gravé par Eve Luquet, par un jury réuni à l'occasion du Salon philatélique d'automne, le mardi 14 novembre. Dans la catégorie Territoires d'outre-mer, le Grand Prix est revenu à Raymond Moretti pour *Guillaume Lesquin*, un timbre diffusé par les Terres australes et antarctiques françaises.

■ **Bosnie-Herzégovine.** La poste de Bosnie-Herzégovine a émis ses premiers timbres en tant que membre de l'Union postale universelle le 12 mai 1995 *(Festival islamique de Bairam)*, suivis, le 12 juin, de sept valeurs d'usage courant. Son agent officiel pour la philatélie est Philagentur (Zimmersmuehlenweg 77, D-61440 Oberursel, Allemagne).

■ **Football.** La Coupe du monde de football fait la couverture du numéro de décembre du *Monde des philatélistes*. La Poste vient de signer un accord de partenariat avec France 98, le comité d'organisation de la Coupe du monde de football de 1998, qui se traduit par l'émission du premier timbre d'une série de douze sur ce sujet. Noter, par ailleurs, que la République de Guinée semble avoir devancé tout le monde en émettant dès le 30 octobre une série de six valeurs sur cet événement. Ce numéro propose aussi la première partie d'une étude originale sur les enclaves européennes, territoires soumis par les hasards de la géographie et de l'histoire à des régimes postaux relevant de deux pays (88 pages, en vente en kiosques 25 F).

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/mn)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITE

Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

A nos abonnés

En raison du changement de notre système de gestion informatique des abonnements, votre numéro d'abonné vient de changer. Ce nouveau numéro figure tous les jours en page une du journal que vous recevez, au-dessus de votre adresse ainsi que sur les courriers que nous pouvons être amenés à vous envoyer.

Merci de bien vouloir noter ce nouveau numéro et d'y faire référence dans vos courriers et vos appels téléphoniques à notre service Relations clientèle.

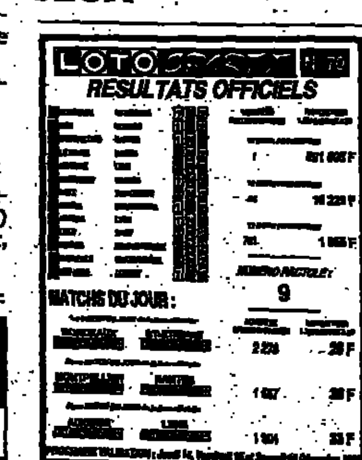
La nouvelle adresse de notre service Abonnements est la suivante :

Le Monde Service Abonnements
24, avenue du Général-Leclerc
60646 Chantilly CEDEX

Le numéro de téléphone du service Relations clientèle reste le (16-1) 49-60-32-90 (depuis l'étranger, composer le 33-1).



JEUX





EXPOSITION Comment un banquier autodidacte accumula en peu d'années, à la fin du siècle dernier, une énorme fortune. Comment il finança une série de fondations qui devaient contribuer à l'établissement de la paix universelle. Et comment Albert Kahn utilisa le support de l'image pour servir son dessein. ● CETTE UTOPIE est présentée à Boulogne, au Musée Albert-Kahn, qui élargit, à l'occasion d'une vaste exposition, l'accès public à ses collections. Désormais plus de 6 000 photos couleurs sont accessibles sur vidéo-disques, ainsi que 29 heures de films. ● UN ÉPAIS OUVRAGE collectif a également été publié. La tâche du musée est loin d'être finie : il possède encore 80 000 images fixes et 185 000 mètres de pellicules.

Les merveilleuses collections d'Albert Kahn, mécène utopiste

Ce banquier humaniste mit son immense fortune au service de la connaissance et de la paix entre les hommes. Mort ruiné en 1940, il a laissé derrière lui des dizaines de milliers de photos et de films, un jardin et des idées

RÉALITÉ D'UNE UTOPIE. Musée départemental Albert-Kahn, 14, rue du Port, 92100 Boulogne. Tél. : 46-04-52-80. Jusqu'au 15 septembre 1996. Catalogue, sous la responsabilité de Jeanne Beausoleil et Pascal Ory, 408 pages, 365 F, diff. Vilo.

A Boulogne-Billancourt, dans la *nuit du 13 au 14 novembre 1940*, un vieux monsieur s'éteint dans une maison nichée au bord d'un parc. Le bâtiment, quasi vide, appartient au département de la Seine. Le vieil homme, Albert Kahn, est un financier ruiné par le krach de 1929. Quand il meurt, à quatre-vingts ans passés, la faillite semble s'être étendue à toutes ses entreprises. La paix et le rapprochement entre les peuples, pour lesquels il s'est battu toute sa vie, sont des chimères : la guerre est *partout, les nazis occupent* la France. Sa banque a déposé son bilan. Ses biens ont été bradés. Il a *été dépossédé des collections* qu'il avait constituées. Les associations philanthropiques financées par lui sont sur le point de disparaître. Ultime avanie : en septembre 1940, ce patriote dont la famille a quitté l'Alsace après l'annexion de 1871 pour refuser la nationalité allemande, apprend la promulgation des lois de Vichy dotant les juifs d'un « statut particulier ». Quelques *semaines avant sa mort*, un officier allemand se serait présenté à Boulogne pour assurer à Albert *Kahn qu' « il ne lui arriverait rien »*. L'officier prévenant aurait été un ancien boursier de la fondation Autour du monde, créée *par le banquier. Sans doute cette* visite – invérifiable – n'est-elle qu'une belle histoire avant l'oubli.

Pendant des années, le souvenir d'Albert Kahn ne s'est maintenu que grâce au parc qui porte son nom. Un parc départemental ouvert au public depuis 1937. Quelques photos tirées de sa collection servaient de support à des lectures littéraires. A partir de 1974, une nouvelle conservatrice, Jeanne Beausoleil, entama un long travail pour réhabiliter la mémoire du mécène. Ses collections d'images (fixes ou animées) furent peu à peu sorties des réserves où elles dormaient. En 1990, l'ouverture d'une galerie a permis au public de les consulter en permanence, et des *expositions thématiques* furent organisées. A la même date, la rénovation des jardins a été entreprise. *Elle est aujourd'hui achevée.* Une exposition, « Réalité d'une utopie », permet à Jeanne Beausoleil de franchir une nouvelle étape et de mettre en lumière les différentes facettes de la personnalité d'Albert Kahn.

LES MYSTÈRES D'UNE FORTUNE

Ce dernier est né en 1860 à Marmoutier (Bas-Rhin). Son père, modeste marchand de bestiaux, s'est, semble-t-il, établi avec sa famille dans le département de la Meuse *au lendemain du traité* de Francfort qui rattache sa province natale, l'Alsace, au IIe Reich. Le jeune *Albert arrive à Paris en 1876.* Il occupe alors un emploi subalterne à la banque Goudechaux. Six ans plus tard, il apparaît comme *commanditaire* pour le compte de l'établissement bancaire où il travaille toujours. En 1892 – il a trente-deux ans –, il devient l'associé d'Edmond Goudechaux et, en 1898, il crée sa propre banque. Sa fortune est faite. Il va l'accroître encore par des opérations immobilières judicieuses et une participation à des emprunts internationaux. En direction du Japon notamment. L'origine de cette rapide et considérable fortune pose encore beaucoup de questions. On dit qu'Albert Kahn a spéculé sur les actions de la De Beers, la société minière sud-africaine qui se lançait sur le marché boursier. *Mais dans les archives* de cette compagnie, récemment dépouillées, le nom d'Albert Kahn n'apparaît pas. Pas plus qu'au capital de la banque japonaise Daiichi, dont on sait pourtant qu'il fut l'un des actionnaires. « *La participation active de Kahn aux spéculations sur les mines d'or du Transvaal est un fait établi*, note cependant Gilles Baud Bertier, dans le catalogue de l'exposition. *La conjugaison des opérations sur le diamant et l'or sud-africain serait à l'origine de sa fortune.* » Cecil Rhodes, célèbre capitaine d'industrie britannique, fondateur de la Rhodésie, à l'origine de la De Beers et de plusieurs compagnies minières sud-africaines, légua par testament 6 000 livres sterling à un certain Kahn – sans mentionner de prénom. S'agissait-il d'Albert ?

Quelles que soient les origines de cette fortune, Albert Kahn fut sans doute un banquier avisé. Sa réputation dans les milieux de la finance était établie. L'homme, secret, célibataire endurci, est plus difficile à cerner. Le fils du maquignon alsacien débarqué à Paris sans le sou – et sans diplômes – a soif d'apprendre. En 1879, il entreprend de passer son baccalauréat. Il se trouve un répétiteur : Henri Bergson, alors jeune normalien, d'un an son aîné. Le philosophe et le banquier resteront liés d'une amitié sans nuages. En 1887, il écrit à Bergson : « *Cela va assez bien en général pour ce qui concerne mes affaires, mais, vous le savez, ce n'est pas mon idéal. Aussi ne serai-je heureux, je crois, que le jour où je pourrai alterner mes occupations.* » Autour de sa maison de Boulogne, il commence à faire dessiner des jardins par Achille Duchêne, le grand paysagiste de l'époque.

LE KRACH ET LA FAILLITE

Amateur de musique, il fait venir les Concerts Colonne, qui jouent pour son seul plaisir et celui de ses intimes. Il se lie avec deux compositeurs, Vincent d'Indy et Manuel de Falla. Il fait plusieurs fois le pèlerinage de Bayreuth et y entraîne un autre de ses amis, Auguste Rodin, à qui il achète plusieurs œuvres, dont un grand marbre, *L'Illusion, fille d'Icare.* Enfin, sa fortune va lui permettre de donner corps à une utopie : la paix universelle par la communication et le débat entre les hommes. Utopie dont la mise en œuvre demande des moyens régulièrement étoffés au fil des ans. Jusqu'à la chute finale.

Après le krach de 1929, Albert Kahn s'obstine. Il envoie ses opérateurs filmer l'Exposition coloniale, en 1931, et les obsèques d'Aristide Briand, en 1932. Mais aucune bourse Autour du monde n'est attribuée ces années-là. En 1932, il semble que la vente de son capital immobilier, au moment où ses créanciers le lui demandaient, l'aurait sauvé de la faillite totale. « *Mais pour Albert Kahn*, note Pascal Ory dans le catalogue de l'exposition, *il n'est pas de vie possible hors la poursuite de son œuvre. Dès que quelques rentrées d'argent s'effectuaient, il en faisait immédiatement bénéficier l'une ou l'autre de ses œuvres, au détriment de ses créanciers.* » Ces derniers obtiennent la saisie de ses biens, qui sont vendus aux enchères en 1933. La propriété de Boulogne sera achetée par le département de la Seine.

Ses collections d'images ont aujourd'hui acquis une autre dimension : elles témoignent d'un monde disparu. Et permettent aussi, fugitivement, de fixer les traits de ce mécène généreux qui a toujours refusé d'apparaître sur les photos et dont les opérateurs n'ont « volé » le portrait qu'une dizaine de fois : petit homme discret, chauve, la barbiche en bataille, le front buté, enfermé dans son rêve immense de paix universelle.

Emmanuel de Roux

Anatomie d'un musée départemental

Le musée Albert-Kahn dépend du département des Hauts-de-Seine. Il emploie quarante-six personnes. Son budget est de 15 millions de francs. Ses recettes directes de 2 millions. Il a reçu, en 1995, 104 000 visiteurs, hors scolaires. Ses collections se composent de 72 000 plaques autochromes et de 4 000 vues stéréoscopiques. Ces plaques ne sont pas encore toutes développées ni inventoriées. Mais plus de 6 000 d'entre elles ont été numérisées. Les cent heures de films *(183 000 mètres de pellicule) conservées à Boulogne ont été intégralement traitées à Bois-d'Arcy.*

Actuellement, vingt-trois films ont été montés et vingt-neuf heures de rushes sont directement accessibles grâce à un serveur informatisé. Il existe quelques films couleurs tournés en 1928 grâce au procédé Keller Dorian. Ils ne sont pas visibles actuellement. Les quatre hectares de jardins élaborés par Albert Kahn (jardins japonais, anglais et français, forêt vosgienne et forêt bleue, marais) font pour Jeanne Beausoleil, la directrice du musée, partie des collections.

« Interroger le passé et le présent en toutes circonstances »

LA GRÈVE des chemins de fer paralyse complètement le pays pendant un mois et demi, le gouvernement fait voter un projet de loi pour pouvoir réquisitionner les automobiles. Nous ne sommes pas en décembre 1995, mais en mars et avril 1920. Les images sautillantes qui sont projetées nous montrent des gares vides, gardées par l'armée, des locomotives immobilisées, des grévistes qui distribuent des tracts, un meeting au bois de Vincennes, le congrès au gymnase Japy.

Ces images, tirées du Fonds Albert-Kahn, font partie d'un film de 52 minutes projeté dans l'exposition de Boulogne. Montées par Jeanne Beausoleil et son *équipe, ces séquences croisent les bulletins publiés* par Albert Kahn et les images tournées par ses opérateurs pendant toute l'année 1920 : défilé de la mi-carême dont le clou est un char symbolisant la grève des transports, le Grand Prix de Deauville et les enrichis de la guerre, le nouvel impôt sur les célibataires (*« bien accueilli »*) et le renouveau de la nuptialité, le congrès de Tours du 25 décembre qui consacre la scission du Parti socialiste entre modérés et bolcheviques, le lancement d'un emprunt national « de la paix », les manifestations du 1er mai, le résultat des examens à la Sorbonne.

En dehors des événements que les images nous remettent en mémoire ou nous révèlent, ce sont mille notations qui défilent : les vêtements des passants – les robes des femmes sont encore longues ; les affiches électorales recouvrent littéralement tous les murs de Paris, arc de Triomphe de l'Etoile et palais du Louvre compris, l'omniprésence de la crise sociale – queues devant les épiceries, restaurants populaires, peur des « rouges ».

Mais l'exposition ne se borne pas à cette projection. D'autres films sont présentés, en particulier le remarquable documentaire sur l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises en 1923 (52 minutes) dont les images ont été tournées par les opérateurs d'Albert Kahn.

Une galerie de portraits (autochromes Lumière) rappelle la qualité et la diversité de l'entourage du banquier mécène. Une curiosité : les vues stéréoscopiques *prises pendant le tour du monde* d'Albert Kahn (1908). Des lunettes bicolores permettent d'en mesurer le relief. Un échantillon émouvant des collections photographiques : *le Vieux Pont de Mostar* (Bosnie-Herzégovine) construit sur la Neretva en 1566, fixé (en couleurs) par un des opérateurs d'Albert Kahn le 19 octobre 1912. Le pont a été détruit le 9 novembre 1993, victime du conflit yougoslave. Ce cliché illustre une des missions des Archives de la planète, des documents grâce auxquels, selon Albert Kahn, *« il est possible d'évoquer à volonté le passé et le présent, de les interroger en toutes circonstances* (...), *afin que, témoins restés vivants quoique disparus, ils puissent continuer à divulguer partout les enseignements que comporte le tableau direct de l'évolution »*.

E. de R.



AUGUSTE LÉON/MUSÉE ALBERT-KAHN

Le Vieux Pont (Stari Most) à Mostar (Bosnie-Herzégovine), le 19 octobre 1912.

Autour du monde, les Archives de la planète… la subtile construction d'un système

AU TOURNANT du siècle, une *révolution de la communication* est en marche. Simultanément sont nés, le téléphone, l'automobile et le cinéma. *La photographie* a fait des progrès considérables et l'enregistrement du son se perfectionne chaque jour. Voyager devient plus facile. L'économie s'internationalise. En même temps, la montée du nationalisme – symbolisée en France par l'affaire Dreyfus – peut déboucher sur la guerre. Un événement qui a vraisemblablement marqué le jeune Albert en 1870. Le découverte du monde – de *l'autre* – par les futures élites est un moyen de conjurer la menace.

En 1898, Albert Kahn crée ainsi les bourses Autour du monde destinées à envoyer des étudiants français, puis allemands, japonais, américains, britanniques et russes partout sur la planète. Ces boursiers sont chargés d'une large investigation, *« en dehors de toutes idées préconçues »*, sur *« les conditions de la vie sociale »* dans les différents pays qu'ils parcourent. La donation est placée sous *l'égide de l'Université de Paris.* Le banquier autodidacte a toujours été fasciné par le monde universitaire.

La SDN, « phare de l'espérance et de la foi »

Deuxième volet de son système, les Archives de la planète. Pour bien connaître le monde – un monde qui change vite – il faut le fixer grâce aux techniques de reproduction modernes. Lui-même fait, en 1908, un rapide voyage autour du monde (cent vingt jours) et charge son chauffeur, spécialement formé pour l'occasion, de capter des images du réel sous toute ses formes : le relief au moyen de la photo stéréoscopique, le mouvement par la caméra et la couleur avec l'autochrome.

A partir de l'année suivante, et jusqu'en 1931, des opérateurs (*photographes et cameramen*) vont régulièrement faire, caméra au poing, des voyages qui les mèneront en Chine, en Turquie, au Brésil, au Canada, en Inde, au Maghreb, en Egypte ou en Arabie. Jean Brunhes, *géographe réputé*, est le directeur scientifique de l'entreprise. C'est lui qui forme les opérateurs. Leur mission est d'enregistrer la vie courante, celle qui échappe au spectaculaire : scènes de rue à Paris, Leningrad ou Pékin, procession à Téhéran, cérémonie au Bénin. Les documents rapportés sont projetés à Boulogne devant les invités de la société Autour du monde. Ils servent aussi à illustrer les cours de Jean Brunhes, élu en 1912 à la chaire de géographie humaine créée au Collège de France grâce à l'inépuisable soutien financier d'Albert Kahn.

Cette masse documentaire n'est pas suffisante, estime le banquier. L'événement doit être analysé. Aussi de 1916 à 1929, il va publier *quatorze bulletins, des revues de* presse à la périodicité variable, organisées selon des thèmes précis *et destinées à l'information des* élites dans tous les domaines.

Dès 1916, ce sera fait au sein du *Comité national d'études sociales* et politiques (CNESP) qui rassemble à Boulogne des responsables politiques (Herriot, Doumer), des industriels (Bréguet, Michelin, Bloch-Dassault), des militaires (Foch, Lyautey), des juristes (Henri Capitant), des syndicalistes (Félix Doumencq) sans parler des personnalités étrangères comme lord Robert Cecil, l'un des fondateurs de la Société des nations (SDN), Luigi Sturzo, créateur du Parti populaire italien, ancêtre de la Démocratie chrétienne, Ramsay McDonald à l'origine du Parti travailliste anglais, le roi Alexandre de Yougoslavie ou Imamura, le maire de Kyoto.

Ce forum planche sur des problèmes économiques, sociaux et *politiques. Si des comptes rendus* de ces rencontres sont diffusés, le CNESP est surtout un lieu de *brassage d'idées.*

En 1919, Albert Kahn, finance un Centre de documentation sociale *(CDS) au sein de l'Ecole normale* supérieure dont il confie la direction à un agrégé de philosophie, Célestin Bouglé, qui travaille également au sein de la SDN. Un organisme auquel le banquier accorde une importance considérable. En 1920, dans un de ses bulletins, *L'Orientation nouvelle*, il écrit : « *Ces mots de la Société des nations apparaissent pour le plus grand nombre, au travers de tous les obstacles, comme le phare de l'espérance et de la foi.* » Albert Kahn est en contact avec tous les pacifistes des années 20. Aristide Briand, Léon Bourgeois, Gustav Stresemann, Franck Kellogg. Son triomphe est la signature du pacte de Locarno (1925), où les nations affirment leur désir de renoncer à *la guerre comme moyen de régler* les conflits.

Le 29 avril 1929, il paraphe dans *le cabinet du recteur de l'Université* de Paris l'acte de naissance de la Centrale de recoordination, clef *de voûte de son système utopique* : elle est destinée à gérer l'ensemble de ses fondations réunies pour former « *le grand livre des événements, le grand livre des hommes* ». Quelques mois plus tard, les événements – le krach de 1929 – ont raison de son utopie. Et les hommes oublieront ses sages conseils : ses sociétés savantes, ses amicales, n'empêcheront pas la marche à guerre.

E. de R.

DANS LES THÉÂTRES

LA FEMME CHANGÉE EN RENARD

De David Garnett. Adaptation et mise en scène : Didier Bezace. Avec Christophe Grundmann et Serpentine Teyssier. AQUARIUM, CARTOUCHERIE DE VINCENNES, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes puis navette ou bus 112. Tél. : 43-74-99-61. Mardi, mercredi, vendredi et samedi, à 21 heures ; jeudi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. 50 F* à 100 F. Jusqu'au 31 décembre.

■ Parfois, la malchance paye. La création parisienne de *La Femme changée en renard*, au printemps 1994, fut interrompue en plein succès parce que la comédienne principale, Valentine Teyssier, s'était cassé la jambe. Mais, la réputation du spectacle ayant fait son chemin, la pièce a été reprise à l'automne 1994, et elle se donne de nouveau jusqu'à fin décembre. Son succès tient au charme perturbant qu'elle dégage. C'est l'adaptation d'un roman britannique début de siècle, délicieusement monstrueux. Alors qu'elle se promène dans la campagne avec son mari, une jeune femme se retrouve soudain transformée en renard. Que va faire l'homme ? L'aimer, jusqu'à la limite du naturel, c'est-à-dire de l'animalité. Porter à la scène un livre aussi fantasmatique tient de ces gageures qu'aime Didier Bezace, familier des textes non théâtraux – comme Ferdinando Camon ou Emmanuel Bove. Son parti pris ne manque pas de perversité. Il fait raconter l'histoire à la femme privée de mots, jouée par la fine et troublante Valentine Teyssier, et laisse au mari (Christophe Grundman) le rôle d'un auditeur statique et muet. Le résultat est étonnant : c'est lui qui fait penser à un renard. Serait-ce que l'amour n'est pas toujours là où on le croit ? *B. S.*

NOM D'UN CHIEN

D'après Gertrude Stein. Mise en scène : Benoît Bradel. Avec Ese Brume, Pierre-Henri Puente et Toméo Vergès. THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille ou Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Du mardi au samedi, à 19 h 30 ; dimanche, à 15 h 30. 55 F. Jusqu'au 22 décembre.

■ Gertrude Stein (1874-1946) voulait *« que l'émotion soit un plaisir continu comme au cirque »*. Benoît Bradel (né en 1966) fonde sa mise en scène sur ce principe. Il a adapté *Identité, une pièce*, dont il décline une variation : *« Je suis moi parce que mon petit chien me connaît. »* À partir de là, tout est possible : et si mon petit chien ne me connaissait pas, qui serais-je ? Serais-je moi, quelqu'un d'autre ou personne ? Ainsi va, du banal au néant, l'écriture de Gertrude Stein. À coups de petits décalages qui, curieusement, peuvent susciter les mêmes sentiments de passion ou de consternation que certains textes de Marguerite Duras : procédé, narcissisme, ou coup de génie ? Il est clair que Benoît Bradel ne met pas en scène Gertrude Stein pour la démonter – ce qui n'est pas si rare au théâtre –, mais pour la servir. Son « cirque » à lui évoque moins la piste d'un chapiteau qu'un cabaret ouaté d'avant-guerre. Ese Brume, Pierre-Henri Puente et Toméo Vergès, les trois comédiens, jouent sur un illusionnisme limité, à la mesure de la mise en scène de Benoît Bradel, trop proche de l'exercice de style. Un péché de jeunesse ? *B. S.*

L'ENCYCLOPÉDIE DES JOIES DU CŒUR

De Grand Magasin. Avec Pascale Murtin, Etienne Charry, François Hiffler et l'Ensemble Ad Lib. THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille ou Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Du mardi au samedi, à 21 heures ; dimanche, à 17 heures. 70 F et 100 F. Jusqu'au 22 décembre.

■ Formés à l'école de la danse, Pascale Murtin et François Hiffler ont fondé en 1982 une compagnie judicieusement nommée Grand Magasin. On trouve tout dans la quinzaine de spectacles qu'ils ont mis au point depuis, et cela leur a valu d'être taxés d'inclassables – ce qui n'est ni un cadeau ni un fait. Grand Magasin a un style et une filiation, laquelle s'inscrit dans cette tradition littéraire française merveilleusement représentée par Francis Ponge. Comme l'écrivain s'est amusé avec *Le Savon*, Pascale Murtin et François Hiffler s'amusent avec les mots du quotidien. Leur talent à démasquer *« les secrets de l'évidence »* s'appuie sur une forme de théâtre qui semble bricolé, mais qui relève au fond d'un Meccano judicieux. *L'Encyclopédie des joies du cœur* est, comme son sous-titre l'indique, une comédie musicale, avec un quatuor de cuivres (Ad Lib), des jeux, des rengaines et des subtilités difficilement racontables mais savoureuses, même si le spectacle n'est pas encore tout à fait rodé. *B. S.*

SNAKESONG/LE POUVOIR

De Jan Lauwers pour six acteurs et danseurs. Rombout Willems (musique). Dries Vercruysse (lumières). André Schneider (son). THÉÂTRE DE LA CITÉ INTERNATIONALE, dans le cadre du Théâtre de la ville hors les murs, jusqu'au 19 décembre, 20 h 30. 100 F. Tél. : 42-74-22-77.

■ Il y a des moments bouleversants, presque sublimes dans *Snakesong/le Pouvoir* de Jan Lauwers et des instants trop attendus. Pour la première fois, le Flamand s'est résolu à écrire lui-même le texte de son spectacle, faute d'en trouver un qui convienne à son sujet : les transgressions exigées par Eros pour l'exercice de son pouvoir. Le mythe de Léda et du cygne exprime à la fois la force et la désespérance d'une frontière, à chaque fois repoussée, qui ne débouche sur aucune vérité révélée mais sur l'indicible, le vide. Lauwers réussit, avec une grâce totale, à faire jouer ses acteurs entre sanglots et fous rires, à rendre palpable l'expression de cette trop grande douleur qui accompagne le plaisir. Les trois comédiennes Viviane de Muynck, Mil Seghers, Carlotta Sagna jouent au cœur du sujet, principalement, dans la seconde partie qui se passe à Anvers chez des petits-bourgeois d'aujourd'hui, quand la première est située dans un passé indéterminé.

Dominique Frétard

Une Phèdre forte, audacieuse et libre, stylisée comme un cérémonial profane

A la Comédie-Française, Anne Delbée ressuscite l'énergie du mystère racinien

Pas de référence visuelle historique, mythologique ou louis-quatorzième : la *Phèdre* qu'Anne Delbée propose dans la salle Richelieu de la Comédie-Française est stylisée comme un cérémonial profane et captivant. Elle donne vie avec une énergie insoupçonnée au texte de Racine, le décor profond de Jean-Pierre Regnault et une distribution impeccable.

PHÈDRE, de Racine. Mise en scène : Anne Delbée. Avec Martine Chevalier, Eric Génovèse, Catherine Samie, François Beaulieu, Alberte Aveline, Pierre Vial...
COMÉDIE-FRANÇAISE – SALLE RICHELIEU, 2, rue de Richelieu, Paris-1er. Tél. : 40-15-00-15. Mo : Palais-Royal. 12, 19, 25, 29 décembre à 20 h 30. 28 et 31 décembre à 14 h 30. 25 F à 175 F.

« Ô Zeus, pourquoi as-tu infligé aux hommes cet incroyable fléau, les femmes ? Si tu voulais propager la race humaine, ce n'est pas aux femmes qu'il fallait en confier la tâche. En échange d'or, ou de fer, déposé dans les temples, les hommes devraient pouvoir acheter de la semence d'enfants, et l'emporter dans des maisons affranchies de l'engeance femelle ! », dixit Hippolyte, dans la pièce d'Euripide que Racine a choisie comme source de sa *Phèdre*. Et le même Hippolyte d'Euripide, devant cette monstruosité – la présence effective de femmes dans les foyers –, ajoute : *« Le plus pratique est d'installer chez soi une nullité, que son idiotie rend inutile. »*

Lorsque Racine a lu cette page de la pièce d'Euripide dans son édition grecque, il a noté, en marge : *« comique ! »*. Il n'allait pas courir le risque d'être responsable de la présence, sur scène, d'un jeune premier poussant la haine des femmes jusqu'à la folie furieuse. Il a calmé le jeu, il a fait un Hippolyte timide amoureux d'une blonde, et pour ce faire il a ajouté au scénario simple et serré d'Euripide un personnage féminin de pure et simple utilité, Aricie. Une tragédie de Racine, sous le règne de Louis XIV, était une fête élitaire, d'un caractère défini. Ce ne pouvait pas être le lieu, et le prétexte, de scandales, de polémiques, comme étaient les pièces de Molière, par exemple. Les tragédies de Racine pouvaient susciter des pamphlets essentiellement « littéraires », mais leur « genre » n'était pas de mettre à feu et à sang, comme *Tartuffe*, l'archevêché, la compagnie du Saint-Sacrement, le conseil des ministres.

MYSTÈRE PROFANE

Phèdre, dès la première scène, de par la préciosité si particulière du langage, et les références culturelles des propos, se donne, comme un délice on ne peut plus stylisé, un cérémonial, quelque chose d'un mystère profane. *« Reste d'un sang fatal conjuré contre nous/... Deviez-vous haïr ses innocents appas/... C'est peu qu'avec son lait une mère amazone/M'ait fait sucer encor cet orgueil qui t'étonne »*, ce ne sont pas des phrases du tout venant, ce ne sont pas les mots d'Orgon, d'Arnolphe, ce n'est pas davantage l'écriture naturelle de Racine lui-même lorsqu'il soumet le manuscrit de *Phèdre* à son « grammairien correcteur », le père Bouhours : *« Je vous envoie les quatre premiers actes de ma tragédie, et je vous enverrai le cinquième dès que je l'aurai transcrit. Je vous supplie, mon Révérend Père, de les lire, et de marquer les fautes que je puis avoir faites contre la langue. »* Comment écrire plus « modeste » ?

La *Phèdre* que propose aujourd'hui Anne Delbée captive par le parti-pris résolu de donner vie à cette essence cérémoniale, stylisée, de la tragédie racinienne, et, mieux, de lui donner vie avec une énergie inventive libre, sans l'appui d'aucune référence visuelle historique, soit mythologique soit louis-quatorzième, soit autre. Quand les acteurs premiers de la création théâtrale, c'est-à-dire les « acteurs » tout court, sont présents sur scène et jouent le texte, c'est sur eux, sur leur personne, que convergent les regards. Sur leur personne costumée, revêtue avec un art sidérant par Christian Lacroix *(lire ci-contre)*.

Le décor de Jean-Pierre Regnault est aussi peu terre à terre que les « chambres de l'esprit » de Paul Klee. Du moins, et seulement, quant aux fuites d'horizons de la perspective, et quant aux images d'un esprit intérieur. Il n'y a pas de plans aveugles, il y a des abîmes ou des reflets, l'univers de la tragédie fonce, pour faire le poids, vers les trous noirs des galaxies. Regnault s'est peut-être souvenu aussi du vers de Racine, *« Les murs même Seigneur peuvent avoir des yeux »*, et Phèdre ne dit-elle pas, ici : *« Il me semble déjà que ces murs, que ces voûtes/Vont prendre la parole... »* Les acteurs, sensibles servants énergiques de cette « Illumination », irradient chacun leur ciel ou leur enfer. Martine Chevalier, Phèdre, souvent renversée vers l'arrière comme les mystiques en extase, file un fil de cristal de voix, infiniment pur. Thésée (François Beaulieu) apparaît là comme encore un pied dans les feux ardents de l'« empire des ombres », il n'est qu'éclairs et foudre. Eric Génovèse, Hippolyte, joue en douceur sur la transparence de deux calques, l'ennemi des femmes d'Euripide, le prince présentable de Racine.

Lorsqu'il annotait Euripide, Racine avait écrit : « Vénus déclare sa colère contre Hippolyte et dit qu'elle va le perdre. » André Malraux disait qu'au haut des escaliers du Louvre, nous admirons (en passant) la Vénus de Milo parce que c'est une antique statue grecque, mais que si cette Vénus était de Picasso, ce serait un Picasso exécrable. Mais Anne Delbée a réussi une *Phèdre* de Racine, par force, audace, liberté, toutes proportions gardées comme Picasso avait réussi les Ménines de Vélasquez.

Michel Cournot

Les statues-costumes de Christian Lacroix

Le costume de scène est la « cible » décisive du décor de théâtre. Pour *Phèdre*, Christian Lacroix a créé des costumes d'un art sidérant. Ce sont des sculptures d'êtres imaginaires, taillées dans des étoffes, des métaux, des couleurs, d'une prodigieuse incandescence, et la force de ces costumes est qu'ils prennent des formes changées, plus belles les unes que les autres, sous toutes leurs faces, et qui se métamorphosent aussi dès que l'acteur fait un geste, un pas, un mouvement de l'épaule.

Plus belles et saisissantes encore sont ces statues-costumes vivantes lorsqu'elles forment, à deux ou à plusieurs, une sculpture d'ensemble. Et comme la mise en scène ne fait pas disparaître ces « présences » quand les scènes ne sont pas les leurs, Christian Lacroix et Anne Delbée parviennent à évoquer les figures de la tragédie comme des signes purs, des signes de sang, de ciel, de terre, de mort, de nécessité, de hasard, de délire, de sexe – et toujours comme les « survenances » imaginées d'un culte, les arcanes d'une messe rouge.

M. Douste-Blazy a remis les Grands Prix nationaux

Les Grands Prix nationaux 1995 ont été proclamés par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, le 14 décembre, au Théâtre du Rond-Point à Paris. Vingt-deux lauréats ont été primés : Louis Malle (cinéma, mort le 23 novembre) ; Patrice Chéreau (théâtre) ; Pascal Dusapin (musique) ; Henri Salvador (chanson) ; Niele Toroni (peinture) ; Jesus-Rafael Soto (sculpture) ; Sarah Moon (photographie) ; le Musée des beaux-arts de Caen (musées) ; Françoise Choay (patrimoine) ; Jacques-Pierre Millotte (archéologie) ; Jacques Schmidt (métiers d'art) ; Marthe Robert (littérature) ; Philippe Jaccottet (poésie) ; Bernard Guenée (histoire) ; Claire Malroux (traduction) ; Tomi Ungerer (arts graphiques) ; Andrée Putman (création industrielle) ; Philippe Decouflé (danse) ; Patrick Eveno et Georges Lacroix (audiovisuel) ; Stephan Gruss (cirque) ; Nicolas Frize (innovation culturelle). Chacun des récipiendaires recevra 50 000 francs.

CINÉMA

■ **« Nelly et M. Arnaud » de Claude Sautet a obtenu le Prix** Delluc 95, décerné le 13 décembre par un jury de critiques et de personnalités du cinéma présidé par Gilles Jacob, délégué général du Festival de Cannes. Ce film réunit Michel Serrault et Emmanuelle Béart.

■ **Les cinéastes protestent contre** le « lâchage » de l'Acid par les producteurs. Depuis sa création en 1993, l'Acid (Agence du cinéma indépendant pour sa diffusion) aide la distribution des films. Soutenue financièrement par le Centre national du cinéma (CNC) et les sociétés de répartition de droits – Sacd, Sacem, Scam, Adami, Procirep –, l'Acid vient d'être « lâchée » par cette dernière, qui réunit les producteurs. De nombreux cinéastes ont signé un communiqué de protestation dont Olivier Assayas, Jean-Jacques Beineix, Alain Corneau, Claire Denis, Raymond Depardon, Jacques Deray, Manuel Poirier, Bertrand Tavernier, Paul Vecchiali.

Les cierges et la tribune

Le compositeur Jacques Lenot fête ses 50 ans à l'église Saint-Eustache



AU COURS des années 80, le compositeur Jacques Lenot était la coqueluche des milieux musicaux d'avant-garde parisiens. Boulez le dirigeait, on entendait chaque mois une pièce pour instrument seul, un quatuor ou une grande pièce pour ensemble aux titres hérités de Saint-John Perse. Et puis, dans les années 90, plus rien, ou presque. Paris est comme cela : les coqueluches d'hier deviennent les grippes du lendemain.

Lenot s'est alors retiré à Plaisance-du-Gers, au côté de l'atelier de facture d'orgue de Daniel Birouste et Bertrand Lazerme. Là, il a repensé sa musique, écrit ce qui lui semblait strictement nécessaire. Auprès de Jean Boyer et de jeunes organistes aventureux, il a conçu de complexes polyphonies qui constituent les volumes de son grand-œuvre pour orgue. On fêtera donc ses cinquante ans à l'église, où les bougies ne manquent pas.

Lenot : *Deuxième et troisième livres d'orgue, création*. Michel Bourcier, Laurent Carle, François Espinasse, Jean Boyer, Jean-Christophe Revel, Marc Chiron (orgue).

★ Eglise Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris-1er. Mº Les Halles. 19 heures et 20 h 30, le 15. Tél. : 45-01-92-25. 60 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Sam Mangwana

Ancien complice de vétérans de la rumba zaïroise comme Franco et Tabu Ley Rochereau, l'Angolais Sam Mangwana fait les belles heures des nuits de l'Afrique de l'Ouest. Il revient à Paris ce soir, où il ne manquera pas d'interpréter des morceaux de son récent album, *No me digas no* (Bayelou Music/Blue Silver). Constamment préoccupé par le panafricanisme, Mangwana donne cette soirée en soutien à Alternatives Toucouleurs, association d'aide aux artistes africains. Pour ce concert, les deux frères Touré Kunda s'associent à son chant.

New-Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Kalpana

Elle danse l'Inde et le bharata natyam. Française, elle a eu envie de transgresser la règle du solo en associant à sa recherche Dominique Delorme. Une danse masculin/féminin nommée à juste titre *A fleur de peau*. La danse indienne, ancestrale, est sous l'influence de femmes bien décidées à la faire évoluer, qu'elles soient indiennes, comme Chandraleka, françaises comme Kalpana ou Elisabeth Petit. Cette dernière a toujours eu le courage de garder son nom d'origine pour danser indien. C'est assez rare pour être signalé.

Espace Kiron, 10-12, rue de la Vacquerie. Paris-11e. 18 h 30, les 15, 19, 22, 26 et 29 décembre. Tél. : 44-64-11-50.

Jérôme Bel

Dernier jour pour aller voir *Nom donné par l'auteur* de Jérôme Bel, chorégraphe qui découvre, sans aucune naïveté, que le spectacle est lui aussi aliéné au système marchand. Il crée donc des situations où le public doit prendre conscience de cette dure réalité. Ce n'est pas forcément nouveau, mais c'est très bien fait. Avec un peu trop de sérieux ?

Ménagerie de Verre, 12, rue Léchevin. Paris-11e. Mº Parmentier. 20 h 30, le 15 décembre. Tél. : 43-38-33-44.

Histoire du cinéma français

Deux salles de cinéma s'associent pour présenter l'intégralité de l'histoire du cinéma français. La première partie de cette histoire, des pionniers – Louis Lumière, Max Linder... – à l'après-guerre – Jacques Becker –, sera présentée au République ; la seconde partie, des précurseurs de la nouvelle vague – Resnais, Varda, Marker, Truffaut, Malle... – aux années 70 – Pialat, Rohmer, Rivette, Eustache, Doillon... – sera programmée au Studio des Ursulines.

Cinéma République, tél. : 48-05-44-90. Studio des Ursulines, tél. : 43-26-97-08. Jusqu'au 16 janvier.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

DERNIÈRE FRONTIÈRE

Film hongrois de Peter Gothar, avec Mari Nagy, Mari Törocsik, Jozsez Szarvas, Valentin Teodosiu, Misu Dinvale, Andrei Finti (1 h 25).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Le Quartier latin, 5e (43-26-84-65).

DES ANGES ET DES INSECTES

Film britannique de Philip Haas, avec Mark Rylance, Kristin Scott Thomas, Patsy Kensit, Jeremy Kemp, Douglas Henshall, Annette Badland (1 h 57).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1er (36-68-68-58) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, Dolby, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, Dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

PICO ET COLUMBUS

Dessin animé allemand de Michaël Schoemann, (1 h 20).

VF : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; 14-Juillet Hautefeuille, Dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le République, 11e (48-05-51-33) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10).

LE PRÉSIDENT ET MISS WADE

Film américain de Rob Reiner, avec Michael Douglas, Annette Bening, Martin Sheen, Michael J. Fox (1 h 55).

VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, Dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, Dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; Gaumont Marignan, Dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, Dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, Dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex, Dolby, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, Dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, Dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

SMOKE

Film américain de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker (1 h 50).

VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, Dolby, 3e (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Saint-André-des-Arts II, Dolby, 6e (43-26-80-25) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, Dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, Dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, Dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, Dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, Dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10).

VF : Gaumont Opéra Français, Dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

LES TROIS FRÈRES

Film français de Didier Bourdon, Bernard Campan, avec Pascal Légitimus, Bernard Campan, Didier Boudon, Antoine du Merle, Anne Jacquemin, Marine Jolivet (1 h 40).

UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; Rex, Dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan, Dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, Dolby, 8e (36-68-43-47) ; Saint-Lazare-Pasquier, Dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, Dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, Dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, Dolby, 15e (36-68-29-31) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

RÉGIONS

MUSIQUE CLASSIQUE

ARLES

Orchestre de Montpellier

Corelli : *Concerto grosso op. 6 « Per la notte di Natale »*. Schumann-Koering : *Concerto pour alto et orchestre*. Britten : *Sérénade, Simple Symphony*. Neil MacKie (ténor), Guennadi Freidine (alto), François Morella (cor), Peter Csaba (direction).

Eglise St-Martin-du-Méjan, 13 Arles. 21 heures, le 22. Tél. : 90-49-56-78. 100 F.

CANNES

Orchestre régional de Cannes

Dvorak : *Concerto pour violoncelle et orchestre op. 104*. Schubert : *Symphonie nº 9, « La Grande »*. Natalia Gutman (violoncelle), Philippe Bender (direction).

Théâtre Claude-Debussy, Palais des festivals, 06 Cannes. 16 h 30, le 17. Tél. : 92-98-62-77. Location Fnac. De 110 F à 140 F.

LILLE

Orchestre national de Lille

Haendel : *Le Messie*. Claron Mc Fadden (soprano), Andrews Watts (haute-contre), Martyn Hill (ténor), Michael George (basse), Chœur de chambre de Namur, Roy Goodman (direction).

Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille. 20 h 30, le 21 ; 18 h 30, le 23. Tél. : 20-12-82-40. De 120 F à 160 F.

Et le 22 décembre, à 20 heures, à l'église Saint-Jacques de Tournai.

LYON

Orchestre national de Lyon

Mozart : *Messe du couronnement*. Wagner : *Prélude et mort d'Isolde*. Bruckner : *Te Deum*. Susan Anthony (soprano), Nancy Maultsby (mezzo-soprano), Roberto Sacca (ténor), Till Fechner (baryton), Chœurs de Lyon, Lu Jia (direction).

Auditorium Maurice-Ravel, 140, rue Garibaldi, 69 Lyon. 18 heures, le 16. Tél. : 78-60-37-13. De 70 F à 250 F.

La Chauve-Souris

de J. Strauss. Danielle Borst, Tania-Marie Livingston (Rosalinde), Benoît Boutet, Jean-Francis Monvoisin (Eisenstein), Jeannette Fischer, Stéphanie Morales (Adele), Ludovic Tézier, Gérard Théruel (docteur Falke), Jean-Marie Frémeau (Franck), Inga Jonsdottir, Pomone Epoméo (le prince Orlofsky), Gunnar Gudbjörnsson, Jean Delescluse (Alfred), Christophe Lacassagne, Jérôme Varnier (docteur Blind), Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon, Michel Swierczewski (direction), Pierre Strosser (mise en scène).

Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 61 Lyon. 17 heures, le 17 ; 19 h 30, les 19 et 26 ; 20 h 30, les 20, 22, 23, 28, 30 et 31. Tél. : 72-00-45-45. De 115 F à 360 F.

STRASBOURG

L'Enlèvement au sérail

de Mozart. Rosa Mannion (Konstanze), Patricia Petibon (Blonde), Lynton Atkinson (Belmonte), Iain Paton (Pedrillo), Chœurs de l'Opéra du Rhin, Les Arts florissants, William Christie (direction), Edouard Locke (mise en scène).

Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 15 h, le 17 ; 20 h, les 19, 21 et 23. Tél. : 88-75-48-23. De 60 F à 300 F.

Kammerchor Stuttgart, Barockorchester Stuttgart

Bach : *Messe BWV 232*. Mechthild Bach (soprano), Derek Lee Ragin (alto), Gert Türk (ténor), Gotthold Schwarz (basse), Frieder Bernius (direction).

Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg. 21 heures, le 21. Tél. : 88-32-43-10. De 140 F à 290 F.

DANSE

CAEN

Sylvie Guillem

Maurice Béjart : *Sissi, l'impératrice anarchiste, Boléro*. William Forsythe : *Herman Scherman, Pas de deux*.

Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, le 16. Tél. : 31-30-76-20. De 100 F à 250 F.

LYON

Béjart Ballet Lausanne

Maurice Béjart : *Journal I, Journal II*.

Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 20 h 30, le 16 ; 17 heures, le 17. Tél. : 78-75-88-88. De 160 F à 250 F.

Phoenix Dance Company

Sharon Donaldson : *Création*. Gary Lambert : *Longevity*. Philip Taylor : *Secret Space*. Bebe Miller : *Spartan Reels*.

Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 20 h 30, les 19, 21, 22 et 23 ; 19 h 30, le 20. Tél. : 78-75-88-88. De 90 F à 140 F.

MONTE-CARLO

Les Ballets de Monte-Carlo

Uwe Scholz : *Jeunehomme*. Jiri Kylian : *Return to a Strange Land*. George Balanchine : *Who Cares*.

Opéra, place du Casino, 27 Monte-Carlo. 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 92-16-22-99.

Et Nacho Duato : *Duende*. Jean-Christophe Maillot : *Dov'e la Luna*. William Forsythe : *In the Middle, Somewhat Elevated*. *20 h 30, les 21 et 22.*

MULHOUSE

Compagnie Red Notes

Andy Degroat : *Casse-Noisette*.

La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 15 heures, le 20 ; 19 heures, le 21. Tél. : 89-36-28-28. De 40 F à 130 F.

OLLIOULES

Jean Guizerix

Les Sept Dernières Paroles du Christ.

TNDI Châteauvallon, BP 118, 83 Ollioules. 21 heures, le 16. Tél. : 94-22-74-00. 90 F.

RENNES

Compagnie José Montalvo

Hollaka Hollala.

Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Helier, 35 Rennes. 15 heures et 20 h 30, le 16. Tél. : 99-31-12-31. 50 F.

LA ROCHE-SUR-YON

Groupe Emile Dubois

Jean-Claude Gallotta : Ulysse.

La Roche-sur-Yon, Le Manège, 19, rue Pierre-Bérégovoy, 85 La Roche-sur-Yon. 20 h 30, le 19. Tél. : 51-47-83-83. 100 F.

SAINT-ÉTIENNE

Compagnie Temps présent

Thierry Malandain : *Marathon, Quiero Nuevo, création*.

Théâtre Copeau-Grand Théâtre, jardin des Plantes, 42 Saint-Etienne. 20 h 30, le 21. Tél. : 77-25-35-18. De 85 F à 125 F.

STRASBOURG

Le Chat botté

Ballet de Tchaïkovski.

Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg. 20 heures, le 19. Tél. : 88-21-43-10. De 120 F à 200 F.

TOULOUSE

Mathilde Monnier

Nuit.

Théâtre Garonne, 1, avenue du Château-d'Eau, 31 Toulouse. 21 heures, le 16. Tél. : 61-42-33-99. 100 F.

Mathilde Monnier

Chinoiserie.

Théâtre Garonne, 1, avenue du Château-d'Eau, 31 Toulouse. 21 heures, le 21.

THÉÂTRE

ANNECY

La Mouette

d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Françon, avec Pierre Baillot, Carlo Brandt, Clovis Cornilliac, Jean-Pierre Dougnac, Valérie Dréville, Jean-Claude Durand, Michèle Goddet, Guillaume Lévêque, Dominique Valadié, Claire Wauthion, Joseph Rolandez, Zimuth et Barbara Nicolier.

Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, 74 Annecy. Le samedi 16, à 19 h 30. Tél. : 50-33-44-11. Durée : 2 h 30. 80 F et 120 F.*

BELFORT

Caponino

de Christiane Vérical, mise en scène de l'auteur, avec Marie-Hélène Bessaud, Philippe Bailly, Ahmad Doukhan, Rouhi Ayadi, des enfants et des adolescents.

Théâtre Granit-Grande Salle, 1, faubourg de Montbéliard, 90 Belfort. Le samedi 16, à 15 h et 20 h 30 ; le dimanche 17, à 17 h ; les lundi 18 et mardi 19, à 20 h 30. Tél. : 84-58-67-67. Durée : 1 heure. 40 F.

BESANÇON

Le Jeu de Hotsmakh ou la Passeratelle

d'Itsik Manger, mise en scène d'Aristide Demonico, avec Daphné Amouroux, Denise Bonal, Christophe Chatelain, Betty-Sylvie Didier, Benoit Favereaux, Isabelle Guyot, Robert Hébrard, Ghislain Montiel, Jean-François Mura, François Noury, Lorraine Prigent, Daniel Ratte, Catherine Roy et Véronique Sancey.

Nouveau Théâtre, avenue Edouard-Droz, 25 Besançon. Le samedi 16, à 17 heures. Tél. : 81-88-55-11. Durée : 2 h 20. 80 F et 110 F. Dernière.*

CHÂTEAUROUX

L'Odyssée, par le Footsbarn Travelling Theatre

d'après Homère, mise en scène du Footsbarn Travelling Theatre, avec Agnieszka Bihel, Christophe Bihel, Joe Cunningham, Paddy Fletcher, Sophie Lascelles, Paddy Hayter, Heinzl Lorenzen, K. Kaladharan, D. Regoothaman, Shaji Karyat, S. Sreeletha et trois musiciens.

Equinoxe-La Grande Scène, 49, rue Nationale, 36 Châteauroux. Le samedi 16, à 20 h 30. Tél. : 54-08-34-34. Durée : 2 heures. 80 F et 130 F.*

DOUAI

L'Idiot

d'après Dostoïevski, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Bruno Abraham-Kremer, Hélène Alexandridis, Jean-Quentin Châtelain, Gilles David, Philippe Demarle, Jérôme Kircher, Virginie Michaud, Océane Mozas, Véronique Reymond et Yvette Théraulaz.

L'Hippodrome, place du Barlet, 59 Douai. Le samedi 16, à 20 heures. Tél. : 27-96-62-83. Durée : 3 h 05. 80 F et 120 F.*

GRENOBLE

Pourvu que le monde ait encore besoin de nous

de la compagnie Chantal Morel, mise en scène de Chantal Morel, avec Chantal Morel, Valère Bertrand, Bernard Guigon, Véronique Kapoïan, Annie Raymond, Chris Sahm, Jacques Bourgaux, Pierre Louis-Calixte, Catherine Contour, Jack Coudert, Eric Forterre, Victor Mazzilli, Roland Munter et Patrick Najean.

Entrepôts Bouvier-Darling, 53, rue Pierre-Sémard, 38 Grenoble. Les samedi, jeudi, vendredi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 76-44-03-44. Durée : 1 h 30. 90 F. Jusqu'au 29 décembre.

Ulysse à l'envers

de Wladyslaw Znorko, mise en scène de l'auteur, avec Antonella Amirante, Shannon Finnegan, Leslaw Janicki, Waclaw Janicki, Mary Jordan, Elisabeth Legillon, Richard Martin, Emiliano Suarez, Irina Vavilova et Philippe Vincenot.

Le Cargo-Grande Salle, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. Le samedi 16, à 19 h 30. Tél. : 76-24-49-56. Durée : 1 h 20. 60 F et 115 F.*

LIMOGES

Neuf et demi

de Jacques Téphany, mise en scène d'Arlette Téphany, avec Arlette Téphany, Robert Sireygeol, Caroline Bigueur, Michel Lebret, Anne Azoulay, Barbara Fitoussi, Félix Pruvost, Karim Melayah, Bernard Jousset, Pierre-Etienne Heymann, Claude Lévêque, Jacques Téphany et trois musiciens.

La Limousine, 20, rue des Coopérateurs, 87 Limoges. Le samedi 16, à 20 h 30. Tél. : 55-79-90-00. Durée : 2 h 40. 95 F et 120 F. Dernière.*

MARTIGUES

Lumières II-Sous les arbres

de Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly et Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, Marc Betton, Frédéric Constant, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret, Odile Roire, Luc Toulotte, Marie-Paule Trystram, Francis Viet, Richard Ageorges et Gérard Josserand.

Théâtre des Salins, 19, quai Paul-Doumer, 13 Martigues. Le samedi 16, à 20 h 45. Tél. : 42-44-36-00. Durée : 1 h 20. 100 F et 130 F.*

NICE

Roméo et Juliette

de William Shakespeare, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Romane Bohringer, Denis Lavant, Brigitte Catillon, Katja Rupe, Jacques Denis, Alexander Muheim, Frédéric Leidgens, Christophe Gayral, Omar Bekhaled, Malcolm Conrath, Mathias Maréchal, Serge Dupuy, Caroline Laurence, Hervé Deluge, Flore Grimaud et Rachid Hafassa.

Centre dramatique national, promenade des Arts, 06 Nice. Le samedi 16, à 15 heures et 20 h 30. Tél. : 93-80-52-60. Durée : 3 heures. 60 F et 170 F.*

SAINT-NAZAIRE

Un mois à la campagne

d'Ivan Tourgueniev, mise en scène d'Yves Beaunesne, avec Nathalie Richard, Stephanie Schwartzbrod, Nicole Colchat, Jean-Pol Dubois, Marc Citti, Christophe Le Masne, Renaud Bécard, Gregory Chaillou, Maxime de Jode et Vincent Massoc.

Théâtre Jean-Bart, 3 bis, route du Fort-de-l'Eve, 44 Saint-Nazaire. Le jeudi 21, à 21 heures ; le vendredi 22, à 14 h 30 et 21 heures. Tel. : 40-91-96-54. Durée : 2 heures. 95 F et 110 F.*

STRASBOURG

L'Année des treize lunes

de Rainer Werner Fassbinder, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Alpha Atangana, Charles Berling, Jean-Claude Bolle-Reddat, Raymond Burger, Anne Caillère, Alain Fromager, Dominique Jacquot, Rhida Jebali, Jacques Michel, Sylvie Milhaud, Michèle Oppenot, Jean-François Perrier, Roland Sassi, Martine Schambacher et Olivier Tinsel.

Wacken-Théâtre national, place de la Foire-Exposition, 67 Strasbourg. Les samedi, lundi, mardi, mercredi, jeudi, à 20 heures. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 1 h 40. 95 F et 125 F. Dernières.*

ART

ARRAS

Tom Drahos

Musée des Beaux-Arts, 22, rue Paul-Doumer, 62 Arras. Tél. : 21-71-26-43. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures a 17 heures ; samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 janvier 1996.

BEAUMONT-DU-LAC

Per Barclay

Centre d'art contemporain de Vassivière, Ile de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 décembre.

CASTRES

Jean-Michel Alberola

Centre d'art contemporain, 35, rue Chambre-de-l'Edit, 81 Castres. Tél. : 63-59-30-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 15 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 décembre.

CHANTILLY

Les dessins italiens du musée Condé à Chantilly : autour de Pérugin

Musée Condé, château, 60 Chantilly. Tél. : 44-57-08-00. De 10 h 30 à 12 h 45 et de 14 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 janvier 1996. 37 F (accès au musée et au parc).

CHÂTEAUROUX

Joan Mitchell

Couvent des Cordeliers, rue Alain-Fournier, 36 Châteauroux. Tél. : 54-08-33-00. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.

CHOLET

Henri Cueco

Musée d'Art et d'Histoire, 27, avenue de l'Abreuvoir, 49 Cholet. Tél. : 41-49-29-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; dimanche de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 février 1996.

EYMOUTIERS

Hommage à Michel Troche

Espace Paul-Rebeyrolle, route de Nedde, 87 Eymoutiers. Tél. : 55-69-58-88. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 décembre. 20 F.

FREJUS

Peintures françaises

Le Capitou-Centre d'art contemporain, ZI du Capitou, 83 Fréjus. Tél. : 94-40-76-30. De 14 heures à 18 heures ; dimanche sur rendez-vous. Fermé lundi. Jusqu'au 3 février 1996.

LOCMINE

Le Domaine du diaphane

Centre d'art contemporain du domaine de Kerguéhennec, Bignan, 56 Locminé. Tél. : 97-60-44-44. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 25 F.

LYON

Denis Roche

Galerie le Réverbère 2, 38, rue Burdeau, 69 Lyon. Tel. : 72-00-06-72. De 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche ; lundi, mardi. Jusqu'au 24 février 1996.

LE MANS

Les Effets du voyage, 25 artistes algériens

Palais des congres et de la culture, cité Cenomane, rue d'Arcole, 72 Le Mans. Tel. : 43-24-22-44. De 11 heures a 19 heures ; dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 décembre.

MORLAIX

Alain Clément

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29 Morlaix. Tél. : 98-88-68-88. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; dimanche jusqu'à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 mars 1996.

MOUANS-SARTOUX

L'Art concret aujourd'hui

Château, 06 Mouans-Sartoux. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 11 heures à 18 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 10 mars 1996.

NANTES

Do it : Ch. Boltanski, M. Eichhorn, H.-P. Feldmann, P.-A. Gette

FRAC des Pays de la Loire, 7, rue Frédéric-Kuhlmann, 44 Nantes. Tél. : 40-69-87-87. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 21 décembre.

Les Années romantiques

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44 Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 17 mars 1996.

NICE

Ernest Pignon-Ernest

Musée d'Art moderne et d'Art contemporain, 1er étage, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 mars 1996. 25 F.

PONT-AVEN

Carl Moser, 1873-1939

Musée municipal, place de l'Hôtel-de-Ville, 29 Pont-Aven. Tél. : 98-06-14-43. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1996. 20 F.

REIMS

Maisons-cerveaux : Stéphane Calais, Hubert Duprat, Hreinn Fridfinnsson

Fonds régional d'art contemporain Champagne-Ardennes, 1, place Museux, 51 Reims. Tél. : 26-05-78-32. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.

RENNES

Vito Acconci

La Criée, Halle d'art contemporain, place Honore-Commeurec, 35 Rennes. Tél. : 99-78-18-20. De 12 heures à 14 heures et de 15 heures à 19 heures ; samedi de 15 heures à 19 heures ; visite commentée le mercredi à 17 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 31 janvier 1996.

ROCHECHOUART

Wim Delvoye

Musee départemental d'Art contemporain, château, 87 Rochechouart. Tel. : 55-03-77-77. De 14 heures a 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Rodney Graham

Musée départemental d'Art contemporain, château, 87 Rochechouart. Tél. : 55-03-77-77. De 14 heures a 18 heures. Fermé le 25 decembre. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 31 décembre.

SAINT-ETIENNE

La Collection de la Caisse des dépôts et consignations

Musée d'Art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Etienne. Tél. : 77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures ; fermé le 31 décembre et le 1er janvier. Du 19 décembre au 25 février 1996. 26 F.

STRASBOURG

Francis Hybert

Palais des Rohan, galerie Robert Heitz, 2, place du Château, 67 Strasbourg. Tél. : 88-52-50-00. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 janvier 1996.

Emilio Prini

Ancienne Douane, 1a, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67 Strasbourg. Tél. : 88-52-50-00. De 11 heures à 18 h 30 ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1996.

TOURCOING

L'Art et le 7e Art

Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-Doumer, 59 Tourcoing. Tél. : 20-25-38-92. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 janvier 1996.

VALENCIENNES

Jeux de nappes

Musée des Beaux-Arts, boulevard Watteau, 59 Valenciennes. Tél. : 27-22-57-20. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996.

VENCE

Jean Le Gac, Mimmo Paladino

Château de Villeneuve, fondation Emile-Hugues, place du Frêne, 06 Vence. Tél. : 93-58-15-78. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 février 1996. 20 F.

Matisse

Château de Villeneuve, fondation Emile-Hugues, 2, place du Frêne, 06 Vence. Tél. : 93-58-15-78. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures a 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 février 1996. 20 F.

VILLENEUVE-D'ASCQ

Soyons sérieux, points de vue sur l'art des années 80 et 90

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 25 F.

VILLEURBANNE

Artistes/Architectes

Le Nouveau Musée-Institut d'art contemporain, 11, rue Docteur-Dolard, 69 Villeurbanne. Tél. : 78-03-47-00. De 13 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier 1996. 20 F.

(*) Tarifs réduits.

Début de négociations à « Libération »

UNE PREMIÈRE NÉGOCIATION sur le plan de redressement s'est engagée, jeudi 14 décembre, entre les syndicats de *Libération* et la direction du quotidien. Au cours d'une longue assemblée générale, la direction a affirmé sa volonté de *« négocier sur tous les éléments du plan, y compris les réductions de postes »*. Cette assemblée générale intervenait au lendemain d'une journée tendue où la situation paraissait bloquée (*Le Monde* du 15 décembre), avec le maintien d'un plan prévoyant le départ de 95 personnes sur 390 salariés.

Le conseil de surveillance – qui représente les salariés actionnaires (45,2 % du capital) – a également entamé des discussions avec la direction sur le projet de pacte d'indépendance avec les autres actionnaires, et le groupe Chargeurs de Jérôme Seydoux, qui, à l'issue d'une nouvelle recapitalisation, deviendra le principal actionnaire du journal.

Les négociations devaient se poursuivre vendredi 15 décembre. Le comité d'entreprise, estimant que les conditions de la recapitalisation permettant de financer le plan n'étaient toujours pas assurées, a décidé de maintenir son référé, qui demande la suspension du plan. Une nouvelle assemblée générale devait décider vendredi des suites du mouvement du personnel. La grève des signatures entamée, après la remise du plan au CE, le 30 novembre, pourrait être arrêtée.

A. S.

NBC s'associe à Microsoft pour lancer une chaîne d'information

La concurrence risque de devenir importante aux États-Unis, où plusieurs groupes de communication préparent des projets capables de rivaliser avec CNN

WASHINGTON
de notre correspondant

« J'écraserai Rupert comme un insecte » : cette promesse de Ted Turner visant Rupert Murdoch n'est pas vraiment surprenante, les relations entre le fondateur de CNN et le magnat de la presse anglo-saxonne étant marquées d'inimitié notoire. Mais elle souligne la *formidable bataille qui se prépare* sur le terrain de l'information télévisée en continu, créneau où CNN jouit d'un monopole depuis quinze ans. Ted Turner a probablement mangé son pain blanc, de nombreux projets concurrents ayant été récemment rendus publics.

En plus de News International, le groupe de Rupert Murdoch, qui veut lancer un réseau télévisé câblé aux États-Unis avant d'envisager une couverture internationale, deux géants de la communication sont sur les rangs : Capital Cities-ABC Inc., qui sera le deuxième groupe mondial de communication en 1996, quand son rachat par Walt Disney aura été entériné ; NBC, deuxième chaîne de télévision aux États-Unis (derrière ABC, mais devant CBS et Fox TV), contrôlée par General Electric, et le numéro un mondial de logiciels, Microsoft. Entreraient aussi dans la compétition la BBC et ITT, qui étudie la possibilité de créer avec Dow Jones (éditeur du *Wall Street Journal*) une chaîne d'information financière et sportive en continu. Elle concurrencerait directement CNNfn, nouveau service financier de CNN.

Dans un monde de la communication en évolution, regroupements et alliances sont une condition de la croissance. Au nom de ce principe, Time Warner et TBS ont fusionné ; Disney a racheté ABC, tandis que News Corporation s'est allié à MCI Communications. Rupert Murdoch, qui a longtemps rêvé de racheter CNN et s'est fait damer le pion par Time Warner, *veut aussi briser* le monopole de Ted Turner sur le câble.

Mais la logistique de la chaîne d'informations constitue un avantage décisif, notamment sur M. Murdoch : Fox dispose d'un réseau limité – et local – aux États-Unis. De surcroît, les deux principaux câblo-opérateurs américains, *Tele-Communications Inc.* (TCI) et Time Warner, possèdent 40 % du groupe Turner, et n'ont pas l'intention de favoriser les ambitions de M. Murdoch.

LES BOULEVERSEMENTS DU CÂBLE

Le paysage de la télévision par câble (plus de 60 millions de foyers *américains*) est en plein bouleversement. Le Congrès devrait réformer la législation sur les télécommunications, en supprimant les barrières réglementaires qui empêchent la compétition entre compagnies de téléphone longue *distance, sociétés locales de téléphone* et câblo-opérateurs. Si Sénat et Chambre des représentants trouvent un compromis acceptable par le président Bill Clinton, un même groupe pourra contrôler à la fois plusieurs stations de radio *et de télévision, voire même* des journaux et des réseaux câblés. Les principaux réseaux nationaux de *télévision multiplient donc les* pressions sur les parlementaires afin d'accroître cette dérégulation, alors que la Maison Blanche craint les effets de la concentration. Le projet de loi prévoit aussi une libéralisation des tarifs des câblo-opérateurs.

C'est la raison pour laquelle *ABC et NBC s'orientent vers l'information télévisée en continu.* Le groupe Capital Cities/ABC a d'importants atouts : la logistique Disney, la qualité et l'étendue de son réseau d'information en Amérique ou la réputation de ses vedettes journalistiques (Peter Jennings, Ted Koppel, Barbara Walters, etc.). Mais la chaîne ne dispose que de 9 bureaux à l'étranger, a peu d'expérience en distribution internationale ni de plan précis en matière de distribution aux États-Unis, même si le satellite offre des perspectives.

A la différence de CNN, qui a démarré de zéro, ABC pourrait *mieux rentabiliser* ses coûts rédactionnels. Associé à quelque 200 télévisions locales, le *network* pourrait se différencier de CNN en accordant plus de place aux nouvelles locales, créneau dont la chaîne de Ted Turner est quasiment absente. Quant à NBC, la chaîne contrôlée par le groupe in*dustriel* General Electric, elle a *choisi de jouer le créneau de l'in*formation en continu sur le câble et de l'interactivité en s'associant avec un partenaire de poids, Microsoft. Les deux groupes ne sont pas des inconnus l'un pour l'autre dans la mesure où ils ont déjà lancé *ensemble un service* « en ligne » (NBC Supernet, qui propose de l'information, du sport et du divertissement).

INVESTISSEMENTS IMPORTANTS

Lors d'une conférence de presse jeudi 14 décembre, Bill Gates, qui était à Hongkong, Jack Welsh, PDG de General Electric, et Bob Wright, PDG de NBC, qui étaient à New York, ont révélé les grandes *lignes de leur projet. NBC et Mi*crosoft vont donc former deux sociétés conjointes prévoyant respectivement la création d'une chaîne d'informations en continu et d'un service en ligne pour micro-ordinateurs. Microsoft investira 220 millions de dollars (1,2 milliard de francs) sur cinq ans pour *prendre une participation* de 50 % dans America's Talking, une chaîne câblée détenue par NBC et reçue par 20 millions de foyers américains.

America's Talking, qui ne diffuse actuellement que des programmes de plateau sera remplacée dans six mois par la chaîne d'information, baptisée *MSNBC Cable. Microsoft* et NBC prévoient en outre d'investir 200 millions de dollars (1 milliard de francs) supplémentaires sur cinq ans pour développer la chaîne d'informations en continu ainsi que le service en ligne inter*actif d'informations* qui sera distribué sur Internet par le biais du réseau Microsoft. Cette nouvelle chaîne de télévision par câble en continu va devenir le premier concurrent de Cable News Network (CNN) et prévoit 35 millions d'abonnés d'ici à l'an 2000 contre 20 millions aujourd'hui.

Le contrôle éditorial de la chaîne doit être assuré par NBC. Quant aux services en ligne, ils seront gérés conjointement par NBC et Microsoft.

Laurent Zecchini

Un marché rentable

Malgré une forte notoriété, l'audience de CNN est relativement limitée. Environ 638 000 foyers nord-américains, en moyenne, suivent les informations en images. Mais le marché, bien qu'aléatoire, est très rentable. CNN réalise le gros de ses bénéfices par l'intermé*diaire de ses écrans de publicité quand l'actualité est porteuse*, il en a été ainsi lors de la guerre du Golfe ou du procès d'O. J. Simpson. La chaîne affiche officiellement sa sérénité, en tablant sur sa réputation et la solidité de son réseau, qui comprend 3 000 employés, répartis dans 29 bureaux à travers le monde. Globalement, la chaîne de Ted Turner se porte bien, elle a réalisé 227 millions de dollars de bénéfice en 1994.

VENDREDI 15 DÉCEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : Cannon.
16.15 Jeu : *Une famille en or.*
16.45 Club Dorothée.
17.20 La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Années fac.
18.25 Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : *Alerte à Malibu.*
20.00 Journal, *La Minute hippique, Météo.*

20.50 Téléfilm : Confession secrète.
De Gianfranco Albano, avec Bernard Giraudeau, Paul Guero.
Dans un village paisible d'Italie, une série de meurtres a lieu. Les soupçons se portent sur de jeunes déséquilibrés que le Père Claudel abrite dans sa ferme fortifiée. Ce dernier va recevoir les confessions et aveux d'un mourant qui s'accuse des crimes...

22.30 Magazine : Sans aucun doute.
L'autoroute gratuite ; Alerte à la télésurveillance ; Les problèmes d'insomnie.
0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
1.05 Musique : Minuit, l'heure du clip.
Compil : Johnny Hallyday ; 1.45, Laser ; 2.35, Vinyl.
3.00 Journal, Météo.
3.15 Programmes de nuit.
Les Aventures du jeune Patrick Pacard [1/6] ; 4.05, Histoires naturelles (et 5.10) ; 4.35, Intrigues ; 5.00, Musique

FRANCE 2

12.05 Jeu : Les Z'amours.
12.40 Météo (et à 13.35).
12.59 Journal, Point route.
13.45 Série : *Derrick.*
14.50 Placé en garde à vue.
15.50 La Chance aux chansons (et 5.05).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.10 Quoi de neuf, docteur ?
17.40 Série : Cooper et nous.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.40 Que le meilleur gagne (et 3.55).
19.15 Bonne Nuit les petits.
De la fumée dans le ciel.
19.20 *Studio Gabriel* (et 1.55).
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55 ▶ Téléfilm : Le Manoir des fous.
De Gareth Davies, d'après P.D. James. Collection « Le Charme brumeux du crime ». Avec Roy Marsden.

22.45 Magazine : Bouillon de culture.
Présenté par Bernard Pivot. La langue du vin, le vin sur la langue. Invités : Georges Blanc (*De la vigne à l'assiette*) ; Serge Renaud, auteur du *Régime santé* et préfacier du livre *Le Paradoxe français* de Lewis Perdue ; Guy Renvoisé (*Le Monde du vin : art ou bluff ?*) ; Philippe Faure-Brac, Eric Mancio, sommeliers.
23.50 Magazine : Géopolis.
Haïti : Titid s'en va.
0.38 Les Films Lumière.
0.40 Journal, Météo.
0.55 Magazine : La 25e Heure.
Désunion soviétique 1985-1995 : les dix ans qui ont changé le monde, de Thibaut d'Oiron et Patrick Barbens.
2.25 Programmes de nuit.
Envoyé spécial (rediff.) ; 4.25, 24 heures d'infos, 4.35, Jeu : Pyramide ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

11.50 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Magazine : Si vous parliez.
14.50 Série : Simon et Simon.
15.40 Série : Magnum.
16.25 Dessin animé : Popeye.
16.35 Les Minikeums.
17.45 Divertissement : Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Caravage, de Mina Gregori.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 Consomag.

20.50 ▶ *Magazine : Thalassa.*
Alerte sur le Bosphore, de Stéphanie *Brabant, Denis Bassompierre et* Raymond Chaplar.

21.50 Magazine : Faut pas rêver.
Invité : André Dussollier. Portugal : Le Palace ; France : Le Prophète de la *course landaise* ; *Sénégal* : le *Moine* et le Griot.
22.50 Météo, Journal.
23.20 Magazine : Science 3.
Naissance du cerveau, de Claude Edelman.
0.15 L'Heure du golf.
0.45 Feuilleton : Dynastie.
1.35 Musique Graffiti.
Danse : *Los Divinos*, avec Eric Vu An ; *Variations sur Don Quichotte*, avec Youru Kletsov et Julio Bocca ; Chant : *L'Impossible Rêve*, par Ute Lemper et Ruggero Raimondi, Miguel Zanetti, piano (15 min).

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Dernier Voyage en Malaisie [2/2].
De Jerry London, avec Julie Christie, Hugo Weaving.
Kevin est arrêté pour trafic de drogue en Malaisie.
15.05 Boulevard des clips
(et 1.15, 5.55).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Dessin animé : Tintin.
[2/2] Tintin et les Picaros.
***18.00* Série : Robocop.**
19.00 Série : Flash.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Capital 6 (et 23.35).
Présenté par Emmanuel Chain.

20.45 Téléfilm : Affaire non classée.
De J. S. Cardone, avec John Beck, Steven Bauer.
La découverte du corps d'une jeune femme relance une affaire criminelle non résolue et vieille de quinze ans.

22.45 Série : Aux frontières du réel.
Les Calusaris.
Scully et Mulder enquêtent sur la mort étrange d'un enfant de deux ans dans un jardin public.
23.45 Sexy Zap.
0.20 Dance Machine Club.
N'Trance.
0.45 Hit Dance.
3.00 Rediffusions.
La Tête de l'emploi ; 3.25, Fanzine ; 3.50, Les Playmates ; 4.40, Jazz 6 ; 5.30, D'ouest en ouest.

CANAL +

EN CLAIR JUSQU'À 13.45

12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Madame Doubtfire. □
Film américain de Chris Columbus (1993). Avec *Robin Williams.*
15.45 Pas si vite ! (rediff.)
15.50 Surprises.
16.00 Allô maman, c'est Noël. □
Film américain de Tom Ropelewski (1993). Avec John Travolta.
17.30 Le Journal du cinéma.
17.55 Dessin animé : Les Multoches.
18.00 Le Dessin animé.

EN CLAIR JUSQU'À 20.35

18.28 Série : Les Zinzins.
***18.30* Cyberflash.**
18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).
19.30 Flash d'informations (et 22.50).
19.40 Zérorama, le contre-journal.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du *cinéma.*

20.35 Les Disciples du diable.
De Bill Corcoran.
Un flic de Vancouver, infiltré dans un réseau de trafiquants d'armes, se lie d'amitié avec leur chef.

22.00 Documentaire : National Geographic.
Les Nouveaux Chimpanzés, de Cynthia Moses.
23.00 Cinéma : La Reine Margot. ■■
Film français de Patrice Chéreau (1993).
1.35 Cinéma : Hidden 2. □
Film américain de Seth Pinkser (1994).
3.05 Cinéma : Trois de cœur. □
Film américain d'Yurek Bogayevicz (1993, v.o.).
4.50 *Cinéma : Francesco.* ■
Film italien de Liliana Cavani (1988, *v.o., 129 min*).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
Le Père Noël.
13.00 Documentaire : Destination.
Les Perles des Caraïbes.
13.25 Le Journal du temps
(et 18.55).
13.30 Teva : Laissez entrer ceux qui pleurent.
14.30 Business humanum est.
15.30 Qui vive !
La Boxe.
15.45 Allô ! La Terre [5/5].
16.00 La Preuve par cinq [5/5].
16.30 Les Courses extraordinaires.
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 L'Amour en questions.
18.15 *Cinq sur cinq.*
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

19.00 Série : L'Homme invisible
[25/25] Le Grand Complot.
L'homme invisible disparaît de nos soirées.
19.30 Documentaire : Le Pouvoir du rire.
D'Ulla Fels.
L'humour des femmes de Gambie.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Pierre qui roule.
De Marion Vernoux, avec Marianne Denicourt, Benoît Régent.

22.10 Documentaire : Cent ans de cinéma, Amérique latine.
Le Cinéma des larmes, de Nelson Pereira Dos Santos (v.o.).
23.05 Cinéma : Onibaba. ■■
Film japonais de Kaneto Shindo (1964, N., v.o.).
0.45 Magazine : Eurotrash.
Présenté par Antoine de Caunes et Jean-Paul Gaultier.
1.10 Magazine : Transit.
Présenté par Pierre Thivolet. Quelle vie jusqu'à la *mort ? Japon : troisième âge en détresse* ; Une mort douce. Avec Marie de Hennezel, Dietrich Suckau (rediff.).
2.20 Court métrage : Court-circuit.
Personne comme toi, de Lisa Ohlen (1994, 29 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 *19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des* cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de *la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30* Le Carnet du bourlingueur. 22.00 Journal *de France 2. Edition de 20 heures. 22.40* Taratata. Invités vedette : Simply Red. 23.50 *Intérieur nuit.* 0.30 *Journal de France 3.* Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).

PLANÈTE 19.15 Le Roman de France. [6/6] Les Trois Sœurs provençales. De Dominique Delouche. 19.45 Vallis Clara. D'Amalia Escriva. 20.35 Pianos en fête. De François Gauducheau. 21.25 ▶ Lijiang, la Chine au-delà des nuages. [1/4] Un meurtre dans la ville. De Phil Agland. 22.10 Les Splendeurs de la mer de Cortez. De Howard Hall. 23.00 Grands maîtres de la photographie. [2/6] Ansel Adams. De Peter Adam. 23.35 La Halte d'Emmaüs ou l'Accomplissement d'une vie. De Guy Soubigou. 0.15 Sourds à l'image. De Brigitte Lemaine (130 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalement cinéma. 19.30 Stars en stock. William Holden. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Concert : Patrick Bruel. Enregistré aux Francofolies de La Rochelle en 1995. 21.55 Musiques en scènes. *22.20* Les Brigands. 0.30 Premières loges. 0.55 *Paris-Match Première.* (30 min)

CANAL J 17.25 Comte Mordicus. *18.00* Soirée Cajou. 18.05, Rebus ; 18.10, Dodo, le *retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du* week-end ; 18.20, Série : Les Aventures de *Black Beauty ; 18.50, Oit et Oim ; 19.00,* Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, *Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.50,* Tip top clip.

CANAL JIMMY 20.00 *The Muppet Show.* Invitée : Raquel Welch. 20.30 Série : Les Envahisseurs. A l'aube du dernier jour. 21.25 Série : M.A.S.H. Histoire de plateaux. 21.50 Destination séries. 22.25 Chronique moscovite. 22.30 Série : Dream On. Noir c'est noir. 23.00 Série : Seinfeld. Le Canapé. 23.25 Country Box. 0.20 La Semaine sur Jimmy. 0.30 Série : New York Police Blues. Episode nº 26 (45 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.25). Double personnalité. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Comme des oiseaux. 20.20 Série : Mon amie Flicka. La Couturière. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.15). *Protection rapprochée. 21.40* Série : Agence Acapulco. Une vieille amitié. *22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Enlèvements (55 min).*

MCM 19.00 Rebel TV. *19.30* Zoom zoom. 19.55 Mangazone. 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 Concert : Ya ka danse. Enregistré à l'Agora d'Evry. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. *23.15* CineMatic. *23.30* Oddities Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et *1.00). 20.00 Offroad. 21.00 Golf. En direct.* Championnat du monde : 2e tour, à Tryall (Jamaïque). 23.00 *Equitation. En direct.* Coupe du monde de saut d'obstacles : ligue d'Europe de l'Ouest. *8e manche, à Londres* (Angleterre). 0.00 Les Jeux de l'extrême (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.30 Le Verdict. ■■ Film britannique de Peter Glenville (1962, N., v.o.). 20.30 Gare au percepteur. ■ Film américain de Walter Lang (1950, N., v.o.). 21.55 Le Sillage de la violence. ■■ Film américain de Robert Mulligan (1964, N., v.o.). *23.35* Le Diamant noir. ■ Film français de Jean Delannoy (1940, N., 95 min).

CINÉ CINÉMAS *18.35* Double Cross. ■ Film américain de Tom Clegg (1984). 20.05 *Le Bazar de Ciné Cinéma. 21.00 Hoffa.* ■ Film américain de Danny De Vito (1992). *23.15 Hold-up à New York.* ■ *Film américain de Bill Murray et Howard Franklin (1990, v.o.). 0.45 L'Evasion du cinéma* «Liberté». ■ Film polonais de Wojciech *Marczewski (1990, 50 min).*

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Samson François : musicien par amour. 5. L'ivresse et l'angoisse de la nuit. 20.30 Radio Archives. *Pierre Corneille. 21.28 Poésie sur* parole. Poésie de langue portugaise (5). *21.32 Black And Blue. Jimi Hendrix : Fils* de vaudou. Avec Jean-Marie Rous. 22.40 *Nuits magnétiques. Paris-dérives.* 4. Toulouse : les troubadours fabuleux du quartier Arnaud Bernard. 0.05 Du jour au lendemain. Patrick Sauret (Inventions de la lecture). 0.50 Musique : Coda. Les 25 ans du GMEB (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné le 6 décembre au Théâtre des Champs-Elysées, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski : Les Hébrides, ouverture op. 26, de Mendelssohn ; Concerto pour piano et orchestre *op. 16, de Grieg ; Symphonie no 1 Le Printemps*, de R. Schumann. 22.00 Soliste. Elisabeth *Schwarzkopf, soprano : Œuvres de* Mozart. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 *Musique pluriel. Œuvres de Lebic, Chion. 23.07 Ainsi la nuit.* Œuvres de Mozart, Schubert. 0.00 Jazz club. En direct du *Sunset, à Paris : Le Belmondo Quintet.* 1.00 Les Nuits de France-Musique. *Programmes Hector.*

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 11 mai à la salle Gaveau. Le pianiste Emile Naoumoff. Fantaisie op. 17, de R. Schumann ; Moment musical nº 3 op. 16 / Préludes op. 23 nº 1 et nº 4 / Etude-tableau op. 39 nº 5, de *Rachmaninov* ; Les Saisons, pièces pour piano op. 37b, de Tchaï*kovski. 22.40 Les Soirées... (Suite). Suite* pour orchestre nº 5, de Bach, par le *Musica Antiqua Köln, dir. Reinhard* Goebel, Reinhard Goebel, violon ; Concerto a due cori nº 1 HWV 332, de Haendel, *par* The Academy of Ancient Music, dir. Christopher Hogwood ; Cinq sonates, de Scarlatti, Bob van Asperen, clavecin ; Sinfonia op. 17 nº 2, d'Abel, par Il Fondamento, dir. Paul Dombrecht ; Nocturne Hob :II :28, de Haydn, par le Wiener Concert-Verein. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les sourds créent un art du silence

La chaîne câblée Planète présente des peintres, des cinéastes et des comédiens qui témoignent de leur « libération » par la langue des signes et assurent ainsi rencontrer d'autres silencieux

DÈS 1933, Hitler voulait les stériliser. Et quelque 50 000 sourds allemands furent opérés de force au fil des années nazies. Avec *Hanna*, une pièce mise en scène par Levent Beskardès. « Sourds à l'image, la langue des signes n'est plus interdite », le documentaire de Brigitte Lemaine diffusé sur Planète, rappelle cette période tragique. L'histoire d'*Hanna* commence en 1933 dans une famille de sourds. La mère cache sa fille dans un couvent qui subit des pressions croissantes des nazis. Hanna fuit en France, où le régime de Pétain se profile... Le théâtre de Levent Beskardès est avant tout visuel ; images, musique, jeu très physique des acteurs ont un tel impact émotionnel que l'on oublie l'absence de texte. Son univers semble influencé par les mondes imaginaires du chorégraphe Joseph Nadj ou de Kantor, le metteur en scène polonais aujourd'hui disparu.

De famille turque, Levent Beskardès a appris son métier de comédien à l'International Visual Theatre (IVT) de Paris, une compagnie et une école pour les sourds. Le metteur en scène « entendant », Stanislas Nordey, lui a aussi demandé de jouer dans *Vole mon dragon*, la pièce de l'écrivain Hervé Guibert présentée à Avignon en 1994. Beskardès y racontait – en langue des signes avec traduction simultanée – ses appréhensions face à l'avant-gardisme artistique du jeune metteur en scène à succès. *« J'avais peur que Nordey me demande de jouer tout nu. Ma sœur m'a calmé en me disant qu'on n'était plus en Turquie, et qu'en France ce n'était pas grave. »*



En montant *Hanna*, Levent Beskardès s'est souvent demandé si la stérilisation des sourds était une idée d'Hitler ou si elle lui avait été proposée par des médecins. On sait maintenant que l'eugénisme a été inventé par des scientifiques avant de devenir une « méthode » politique. *« Ma tante travaillait à Berlin dans une école juive pour enfants sourds »*, raconte, comme en écho, le mari « entendant » de Christina Schönfeld, une vidéaste sourde de Berlin. *« Un jour, il y a eu une rafle. Tous les enfants et le personnel ont été déportés »*, sauf sa tante, miraculeusement absente ce jour-là. Christina anime un centre culturel pour sourds, à la porte de Brandebourg, dans l'ex-Berlin-Est. Une équipe de seize personnes y réalise des vidéos. *« Nous avons des projets de programmes télévisés pour sourds sur l'actualité politique, sociale, culturelle »*, explique l'animatrice.

Tous les artistes interrogés insistent, comme elle, sur leur immense soif de communication, d'échanges. Presque tous ont subi une éducation « oraliste », celle qui cherchait – vainement – à les rendre « normaux », à les faire parler à tout prix, quitte à empêcher le recours à la langue des signes. La découverte de ce langage leur a permis d'accéder, enfin, aux autres et au monde. *« Les médecins avaient dit à mes parents que je ne devais pas fréquenter d'autres sourds ni utiliser mes mains pour parler »*, accuse la comédienne Emmanuelle Laborit, qui a remporté un Molière pour *Les Enfants du silence*.

« Un théâtre pour les sourds ? L'idée me faisait rigoler, se souvient Chantal Liennel, comédienne de l'International Visual Theatre. *Mais Alfredo Corrado, le metteur en scène, m'a dit d'oser. Peu à peu, j'ai fait des stages et je suis devenue comédienne »*, raconte-t-elle dans une langue des signes très chorégraphique.

D'autres artistes se mettent eux aussi au service de leurs frères et sœurs en surdité. A Paris, le sculpteur Jean-Pierre Malaussena et le peintre Vincent Richet animent un atelier d'arts plastiques. On les voit avec des enfants, près de leurs chevalets – c'est l'une des images émouvantes du film. En faisant connaissance avec d'autres silencieux, Vincent Richet affirme avoir découvert que *« les sourds constituent un monde en marche »*. Un monde sur lequel ce film ouvre une belle fenêtre.

Catherine Bédarida

★ « Sourds à l'image », Planète Câble, samedi 16 décembre à 8 h 05, dimanche 17 décembre à 22 h 40.

Intelligence

par Luc Rosenzweig

ON EN APPREND de belles sur Arte ! Cet établissement télévisuel avait été fondé dans l'intention de contribuer à la compréhension entre les Français et les Allemands, et voilà que l'on découvre que les deux pays se livrent une guerre souterraine sans merci pour se piquer des marchés un peu partout dans le monde !

C'était dans l'émission « De quoi j'me mêle », de Daniel Leconte, qui était consacrée aux nouveaux espions, ceux d'après la guerre froide qui ne viennent plus du froid, mais que l'on retrouve sur tous les points chauds du globe. Le film réalisé par Maurice Najman et Frédéric Vassort qui illustrait ce sujet était une bonne synthèse de toutes les affaires de « grandes oreilles » qui avaient défrayé la chronique ces derniers temps : la désinformation pratiquée par les Américains, via Internet, pour déconsidérer l'industrie aéronautique européenne, la bizarre affaire du benzène dans le Perrier qui entraina des pertes considérables pour la firme française aux Etats-Unis, le « contrat du siècle » qui échappe à la France en Arabie saoudite à cause d'écoutes des conversations téléphoniques d'Edouard Balladur.

On nageait en plein roman, même si cette enquête avait été effectuée avec tout le sérieux professionnel possible en la matière. Mais comme tout ce petit monde fonctionne selon la célèbre blague juive du voyageur qui dit à son compagnon de route qu'il va à Varsovie pour que celui-ci croie qu'il se rend à Cracovie, alors qu'en réalité c'est bien à Varsovie qu'il va, on ressortait de cette affaire encore plus perplexe que l'on y était entré. Mais peu importe. Les histoires d'espionnage, c'est fait pour faire rêver, et comme le réel est d'une banalité affligeante il faut bien que des gens à l'imagination fertile, journalistes, écrivains, demi-barbouzes et vrais escrocs, viennent touiller la soupe pour lui donner un peu de goût !

Là où cela va un peu trop loin, c'est lorsqu'un journaliste allemand barbu lance tout à trac sur le plateau que le BND, l'équivalent allemand de la DGSE, se livre à du trafic d'armes en faveur des islamistes radicaux d'Algérie pour s'assurer des positions économiques dans ce pays en cas de victoire des barbus ! *« C'est tout à fait possible, le BND l'a déjà fait dans le passé ! »*, lance Markus Wolf, le mythique maître espion est-allemand reconverti dans l'écriture de livres de cuisine. Il n'a pas la queue d'une information, mais on sent qu'il prend toujours du plaisir à mettre en difficulté ceux qu'il a si souvent roulés dans la farine dans le passé. Comme disait un patron de presse de la grande époque, une information plus un démenti, cela fait deux nouvelles !

Pourquoi appelle-t-on maintenant « intelligence » ce que l'on désignait naguère sous le nom d'espionnage ? Pour tromper l'ennemi ?

SAMEDI 16 DÉCEMBRE

TF 1

12.45 Magazine : A vrai dire.
12.50 Météo, Journal.
13.30 Magazine : Reportages. Chasseurs de trésors, de Philippe Pichon et Erick Bac.
14.00 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.55 Série : Agence tous risques.
15.55 Série : Melrose Place.
16.50 Série : Hercule.
17.45 Trente millions d'amis.
18.20 Divertissement : Echos de stars. Présenté par Bernard Montiel.
19.20 Divertissement : Vidéo gag.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.45 Divertissement : Election de Miss France 1996. Présenté par Jean-Pierre Foucault. Spectacle de Xavier et Geneviève de Fontenay. Jury présidé par Gilbert Bécaud. Les téléspectateurs peuvent voter par tél. : 36.66.40.50 (3,71 F l'appel) et Minitel 36.15 TF1 (1,29 F min).

23.15 Téléfilm : Désir fatal. De Fred Olen Ray. *Un homme sans scrupules est harcelé de questions sur sa vie extra-conjuguale par sa femme, une paraplégique. Il engage une infirmière, mystérieuse et provocante, qui devient rapidement la confidente de l'épouse...*
0.45 Magazine : Formule foot.
1.20 Journal, Météo.
1.35 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 1.55, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [2/6] ; 2.45, Histoires naturelles (et 4.00, 5.00) ; 3.35, Intrigues ; 4.30, Série : Côté coeur ; 4.45, Musique.

FRANCE 2

12.15 Jeu : Les Z'amours.
12.50 Point route.
12.55 Météo (et 13.30).
12.59 Journal.
13.35 INC.
13.40 Magazine : Savoir plus santé. Présenté par Martine Allain-Regnault et François de Closets. Hépatite C. Invité : le docteur Patrick Marcellin, service d'hépatologie à l'hôpital Beaujon. Reportages : l'hépatite C, vous connaissez ? Une cruelle loterie ; L'annonce faite au malade ; Le piège de la transfusion ; Quand la médecine contamine ; L'espoir de l'interféron ; La troisième greffe ?
14.40 L'ABC des plantes.
14.45 Documentaire : Histoires sauvages. Les phacochères.
15.40 Tiercé. En direct de Vincennes.
15.50 Série : Viper.
16.45 Série : Dans l'œil de l'espion.
17.35 Série : Tatort.
18.55 Jeu : Fort Boyard. Avec Indra.
19.50 Tirage du Loto (et 20.40).
19.59 Journal, Météo.

20.45 Magazine : Miroir, mon beau miroir. Présenté par Nagui.

22.55 Spectacle : Smaïn, compil'à l'Olympia (2e partie). Spectacle enregistré en octobre 1993. Avec Alain Bernard, pianiste.
0.05 Les Films Lumière.
0.10 Journal, Météo.
0.25 Programmes de nuit. Documentaire : Le Royaume du passage, d'Eric Cloué ; 1.45, Tatort ; 3.10, Les Grands Travaux du monde ; 4.00, Opéra sauvage ; 4.50, Bouillon de culture (rediff. ; 6.00, Dessin animé.

FRANCE 3

11.50 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.00 Couleur pays (et 15.05, 16.45).
14.05 Série : Le Retour de Sherlock Holmes. Flamme d'argent.
17.45 Magazine : Montagne. La Vallée des artistes.
18.15 Expression directe. UNAPL.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Fantin-Latour, figures et fleurs*, de Paul de Roux.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 Téléfilm : Pasteur, cinq années de rage. De Luc Béraud, avec Bernard Fresson, Nadia Barentin. *Les cinq années (1880-1885) qui aboutirent à la découverte du vaccin contre la rage et pendant lesquelles Louis Pasteur dut à la fois se battre contre ce qu'il appelait « l'impénétrable mystère de la vie et de la mort », mais aussi contre ses nombreux ennemis qui l'accusaient de ne pas être médecin.*

22.30 Les Dossiers de l'Histoire. Loin d'Hollywood, l'art européen du cinéma muet. [3] Domaine allemand, la caméra en folie.
23.35 Météo, Journal.
0.00 Musique et compagnie. Le Tour d'Europe des musiques.
1.00 Musique Graffiti. *Langsam getragen* de Schumann, par Michel Dalberto, piano (20 min).

M 6

12.55 Série : Pour l'amour du risque.
14.05 Série : Supercopter.
15.05 Série : Poigne de fer et séduction.
15.50 Série : Les Champions.
17.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
18.10 Série : Amicalement vôtre.
19.10 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. Le coup de cœur : de la formule 1 à la glace ; L'enquête . Dis, pap, tu m'achètes un scooter ? ; L'essai : la Lotus Esprit S4S ; Techno ; Les brèves ; La rubrique du téléspectateur.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Starnews. Présenté par Véronika Loubry. Isabella Rossellini, MN8, Brandi Quinones, *Emmanuelle Laborit et Olivier Carreras.*
20.35 Magazine : Hot Forme. Les Fêtes de fin d'année. Le Brut.

20.45 Téléfilm : Au péril de ma vie. De Desmond Davis, avec Leslie Caron, Joss Ackland. *Pendant la seconde guerre mondiale, un jeune peintre américain menant une vie oisive dans un grand hôtel parisien choisit d'aider la résistance après la mort d'une de ses amies .*

0.10 Série : Raven. Les Gardiens de la nuit.
1.00 Boulevard des clips (et 6.35).
3.30 Rediffusions. Fréquenstar (Eddy Mitchell) ; 4 25, Top models, oh, là ! là ! ; 5.15, Jazz 6 ; 6.10, Culture pub.

CANAL +

En clair jusqu'à 14.00

12.25 Flash d'informations (et 19.10, 22.55).
12.30 L'Hebdo de Michel Field.
14.00 Sport : Basket. En direct. Dijon-PSG.
16.00 Surprises (et 0.55, 6.15).
16.15 Téléfilm : Quelques mois pour aimer. De Tom McLoughlin.
17.45 Dessin animé : Tom et Jerry.
17.50 Documentaire : Les Couleurs du poison. De Mags Macrae.
18.45 Dessin animé : Les Simpson.
19.15 Documentaire : Les Allumés...

19.40 Sport : Multifoot. *Pour la dernière journée avant la trêve hivernale, Canal + nous propose un multiplex en direct des dix stades de France sur lesquels se déroule la vingt-deuxième journée du championnat de France. Avec, entre autres, Saint-Etienne-PSG, Nantes-Bordeaux et Lens-Auxerre.*
22.15 Magazine : Jour de foot.

23.00 Cinéma : Toxic. ■ Film américain de Michael Herz et Samuel Weil (1984).
0.15 Série : Babylon 5. [19/24] Combat interstellaire.
1.00 Sport : Boxe. Réunion en direct de Philadelphie. Combat de poids lourds : Myke Tyson-Buster Mathis. Championnat WBA des poids moyens : Carl Daniels (Etats-Unis)-Julia Cesar Vasquez (Argentine). Championnat WBC-IBF des poids super-welters : *Terry Norris (Etats-Unis)-Paul Vaden* (Etats-Unis).
4.05 Documentaire : Loups de l'Idaho. De Jim Dotcher.
4.50 Cinéma : Les Faussaires. □ Film français de Frédéric Blum (1994). Avec Gerard Jugnot.

LA CINQUIÈME

12.00 Défi. Spécial anniversaire.
12.57 Agenda de Noël.
13.00 Rintintin. Yo o Rusty.
13.30 Va savoir. *La Planète des dinosaures.*
14.00 A tous vents. Les Enfants dauphins, de Laurent de Bartillat.
15.00 Les Grands Entretiens de la Cinquième. Norman Mailer et Philippe Labro
16.00 Jeux d'encre. Fabrice d'Almeida (*Images et propagande*) ; Marc Lambron ; Vincent Ravalec, Prix de Flore 1994
16.30 Mag 5.
17.00 L'Esprit du sport.
18.00 Arrêt sur images.
18.57 Le Journal du temps.

ARTE

20.40 Téléfilm : Le Phare. [3/3] Fimme, de Pieter Verhoeff, avec Hans Heerschop. *Fimme est de retour mais Fimme a changé.*

21.40 ▶ Documentaire : Les Gens des baraques. De Robert Bozzi.
23.10 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. Suede : Live in Concert, Introducing the Band ; Top Live : Beverly Jo Scott ; Les Eurockeennes de Belfort Best of 1995 , Close up . Rachid Taha ; Louise ; Série : Les Zombies de la stratosphère [11/12] Man vs Monster *(v.o.), avec Leonard Nimoy.*
0.50 Court métrage : Le Maître flamand. de Susan Seidelman (1995), avec Aida Turturro (rediff).
1.15 Court métrage : Initiation d'une vierge. De Janusz Majevski (1995), avec Marek Kondrat (rediff.).
1.45 Cartoon Factory [14/18] Village Barber (1930) ; Laughing Gas (1931) ; Spooks (1931) ; Soda Squirt (1933) (rediff.).
2.15 Paris Réunion Band (30 min).

CÂBLE

TV 5 *19.00 Y'a pas match.* 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : La Fête des pères. De Claude Rich avec Dominique Labourier. 21.30 Télécinéma. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Perdu de vue. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).

PLANÈTE 19.15 La Réhabilitation de deux cités marseillaises. De B. Marquet, M. Pecheral, I. Lemaitre et H.P. Amar. 19.40 L'Homme technologique. [8/8] De Hugh Mason. 20.35 Chemins de fer. [8/12] De Lima à La Paz. De Nick Lera et Tony Morisson. 21.35 Le Roman de France. *[6/6] Les Trois Sœurs provençales.* De Dominique Delouche. 22.05 Valls Clara. D'Amalia Escriva. 22.55 Pianos en fête. De François Gauducheau. 23.45 ▶ Lijiang, la Chine au-delà des nuages. [1/4] Un meurtre dans la ville. De Phil Agland. 0.30 Les Splendeurs de la mer de Cortez. De Howard Hall (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Flop. 19.35 Stars en stock. 20.00 Eco, écu et quoi ? 20.30 Karting. En direct. Masters Indoor 1995, au POPB. 23.50 Paris dernière. 0.40 A bout portant. Salvatore Adamo (40 min).

CANAL J 17.50 Capt'ain J. 18.00 Les P'tits Futés. [7/26]. Ramadane, guide des pyramides. 18.15 Regarde le monde. 18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les Twist. 19.30 Prince Valiant. 20.00 Dessins animés.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Angela, quinze ans. Tendres années. 21.50 Série : Le Frelon vert. Laissez-leur assez de corde. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 Série : Liquid Television. 22.50 T'as pas une idée ? 23.50 Road Test. 0.15 Série : Seinfeld. 0.40 Série : Dream On. (25 min).

SÉRIE CLUB 19.05 Le Club. 19.15 Série : Models Inc. Retour au bercail. 19.55 Série : Miami Vice (et 0.00). La Filière asiatique. 20.45 Série : Schimanski. Les Deux Faces de la vérité. 22.20 Série : Combat. Au son du jazz. 23.10 Série : Au-delà du réel, l'aventure continue. Les Yeux de la peur (50 min). 0.45 Série : Le Retour du Saint. Le Cauchemar (45 min).

MCM 19.30 L'invité de marque. Alain Souchon. 20.00 Eurotrash. 20.30 MCM Euromusiques Nordica. 21.30 Buzz Tee Vee. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19.30 European Top 20. 21.30 Model 95. 22.00 Reject ! Resist ! Rebel ! 22.30 Safe & Sexy. 23.00 Zig & Zag : The Best of 1995. 0.00 Yo ! *MTV Raps : The Best of 1995 (120 min).*

EUROSPORT 9.55 Biathlon. En direct. Coupe du monde, à Holmenkollen (Norvège). 11.20 Ski. En direct. Coupe du monde : descente dames, à Saint-Anton (Autriche). 12.40 Ski. En direct. Coupe du monde : descente messieurs, à Val Gardena (Italie). 14.15 Saut à skis. En direct. Coupe du monde. Grand tremplin, Chamonix. 19.00 Boxe. Championnat du Commonwealth. Poids légers : Schwer (G-B)-Tetteh (Ghana). 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A. 14e journée : Antibes-Montpellier. 21.30 Equitation. En différé. Coupe du monde de saut d'obstacles, à Londres. 22.30 Golf (120 min).

CINÉ CINÉFIL 18.30 Gare au percepteur. ■ Film américain de Walter Lang (1950, N., v.o.). 19.55 Actualités Pathé n° 2. 20.50 Le Club. 22.05 Hollywood Backstage. 23 00 Le Verdict. ■ ■ *Film britannique de Peter Glenville (1962,* N., v.o.). 0.55 C'étaient des hommes. ■ ■ Film américain de Fred Zinnemann (1950, N., 85 min).

CINÉ CINÉMAS 18.30 Téléfilm : Tel père, quel fils ! *De Jay Sandrich (1992). 20.00 Hollywood 26.* 20.30 Téléfilm : Le Masque de Satan. De Lamberto Bava (1989). 22.05 Sally Field. 22.30 Martin Scorcese : Les films que j'aime. 23.00 T'es heureuse ? Moi, toujours. ■ Film français de Jean Marbœuf (1983, 85 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la danse. Les prises de rôles de La Bayadère, avec Marie-Claude Pietragalla, Carole Arbo, José Martinez, Delphine Moussin. 20.30 Photo Portrait. Jean-Marc Dabadie, directeur des Editions de l'Imprimerie nationale. 20.45 Nouveau Répertoire dramatique. Trouble-fête, de Franco Brusati. 22.35 Musique : Opus. Dix ans de Mémoire en chantant. 0 05 Fiction : Tard dans la nuit. Trois Contes de Guy de Maupassant : La Peur ; Apparition ; La Main. 0.55 Chronique du bout des heures. La main de singe. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Opéra. Donné le 8 décembre, au Théâtre des Champs-Elysées, par le Chœur de Radio-France, François Polgar, chef de chœur, l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate : Osud (Le Destin), opéra en trois actes, de Janacek, (livret de Janacek et de Fedora Bartosova - création française), sol. *Peter Straka (Zhivny), Livia Aghova (Mila Valkova)*, Ida Kirilova (La Mère), Ludovit Ludha (Dr Suda), Didier Henry (Lhotsky). 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Concert donné le 3 décembre, salle des concerts à la Cité de la Musique, à Paris, par l'Orchestre du Conservatoire, *dir. Pascal Rophé : Eloge de la consonance*, de Jansen ; Symphonie concertante pour six pianos et orchestre, de Constant ; Edifice (concerto pour violon et orchestre), de Finzi ; Pièces traversières, de Durieux ; Timbres, espace, mouvement, de Dutilleux. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector

RADIO-CLASSIQUE 20.40 La vague expressionniste. Symphonie Mathis der Maler, de Hindemith, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein ; Concerto op. 43 WV 66, de Schulhoff, par le Deutsches Kammerphilharmonie, dir. Delfs, sol. Madzar, piano ; Wanderlied im Herbst op. 71, de Krenek, sol. Rideout, mezzo-soprano, Gould, piano ; L'Opéra de quat'sous, suite pour orchestre, de Weill, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Otto Klemperer ; Vers la flamme op. 72, de Scriabine, sol. Vladimir Horowitz, piano ; Erwartung op. 17, de Schoenberg, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Scherchen, sol. Laszlo, soprano. 22.40 Da capo. Allegro pour piano a quatre mains D 947, de Schubert, sol. Artur et Karl-Ulrich *Schnabel, pianos ; Symphonie n° 9, de Beethoven*, par le Chœur Toonkunst d'Amsterdam, l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir Otto Klemperer, sol Brouwenstijn, soprano, Hermes, contralto, Haefliger, ténor, Wilbrink, basse. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique

Le Monde
SAMEDI 16 DÉCEMBRE 1995

Elites

par Pierre Georges

REPRISE, PAS REPRISE ? Et quand, et où ? Votent oui, votent non ? La France est comme une grande carte d'état-major social. Et chaque camp y plante ses petits drapeaux. Selon les nouvelles du front. Dépôt repris, dépôt irréductible.

La grève s'effiloche, un peu. Les usagers s'épuisent, beaucoup. Les combativités s'émoussent. Les débats s'exaspèrent. Rien que de très normal. Au 22[e] jour du mouvement, ce serait plutôt l'inverse qui surprendrait. Grévistes, plus grévistes, non grévistes, public, privé, politiques, syndicalistes, chacun compte les siens et fait ses comptes propres. Profits et pertes.

Chacun aussi sent bien que l'affaire laissera des traces. Profondes, beaucoup plus profondes qu'un simple mouvement corporatiste de défense de l'âge du cheminot ou du régime du fonctionnaire. S'il ne s'était agi que de cela, on n'assisterait pas à cette déferlante d'analyses, d'opinions, de diagnostics, d'autocritiques, d'interrogations. Les journaux, les télévisions, passée l'étape du jugement à l'emporte-pièce et de l'argumentaire-paquetage pour combat de tranchées, témoignent au moins d'une chose : si la grève ne fut pas générale, le débat lui l'est devenu.

Certes le pays excelle à théoriser, à l'envi et à profusion, ses problèmes. Certes la France raffole de ces moments étranges où elle peut faire enfin, sur la place publique, l'inventaire de ses malaises et l'étalage de ses remèdes. Mais les faits sont là, au risque d'une image un peu facile : tandis que les rails s'oxydaient, les esprits se sont dérouillés. Vivement. Pour, contre, dans la polémique ou la réflexion, dans l'analyse ou la prospective, chacun cherche ainsi explication, suite au phénomène, au profond malaise social ou sociétal débusqué par la grève et dans la rue.

Et c'est plutôt un bien. Ainsi, selon l'appellation fourre-tout, les élites. Ces fameuses et introuvables élites, plongées sans préavis ni précaution d'usage dans la tourmente. Mises en causes. Coupables présumées de tous les manquements, de toutes les impérities, de tous les aveuglements. Renvoyées, par une partie de la rue, à leurs chères études. Condamnées, sur soupçon, de tous les péchés de l'énarchique pensée. Accusées par la base de la pire des responsabilités, celle précisément de s'être totalement coupées de la base. Elites bouc émissaire. Ou si l'on préfère, têtes sans canard, comme il erre des canards sans tête.

L'accusation est rude. Elle est excessive, outrageante. Mais elle peut être salutaire. Comme un rappel aux réalités sociales, un sévère avertissement avec frais. La politique, en ses extrêmes, avait déjà exploité la faille, ce fossé existant entre gouvernants et gouvernés. Le Front national, dans sa dénonciation permanente du fameux Etablissement, en fait même son fonds de commerce.

C'est là la version dure du discours et du procès fait aux élites. Tel n'est évidemment pas le chemin des grévistes. Mais le socle reste bien le même. Et la fin d'une grève, si fin intervient prochainement, ne signifie pas la fin du malaise. La victoire, aux points, de la réforme sur les salariés du public serait, en ce sens, une victoire illusoire. Du moins si elle ne s'accompagnait d'une autre nécessaire réforme : celle du mode d'expliquer, de convaincre, bref de gouverner.

L'état du mouvement social au 22[e] jour de grève

Quelques reprises du travail à la SNCF et à la RATP

LA GRÈVE dans le secteur public a donné jeudi 14 et vendredi 15 décembre des signes d'essoufflement, avec quelques reprises du travail à la SNCF et à la RATP, tandis que la CGT et FO mobilisent en vue des manifestations prévues samedi à Paris et en province.

● **SNCF** : la direction prévoit un service *« très réduit, au coup par coup »* de trains de banlieue vers les gares de l'Est, du Nord et de Saint-Lazare. Un numéro vert (05 15 24 24) renseigne les usagers sur le trafic en Ile-de-France. Sur les grandes lignes, outre des Eurostar Bruxelles-Londres, six TGV Lille-Roissy étaient prévus. Plusieurs liaisons régionales avec notamment Valenciennes, Arras et Douai ainsi qu'avec la Belgique étaient également au programme vendredi matin.

● **RATP** : la direction a fait état, vendredi matin, d'une reprise partielle du trafic sur les lignes 1, 2, 4, 7 et 7 bis. Le trafic autobus correspondait à 6 % de la normale. Les voyageurs peuvent se renseigner par les numéros verts RATP (05 15 11 11 et 43 46 14 14), l'Infocentre (36 68 77 14) ou le minitel 3615 RATP.

● **LA POSTE** : quarante centres de tri sur 135 restaient bloqués vendredi matin, soit six de moins que la veille, a indiqué la direction. Jeudi, celle-ci estimait que la quasi-totalité des centres de tri restaient partiellement touchés par le mouvement de grève.

● **CONTRÔLE AÉRIEN** : aucune perturbation du trafic n'avait été constatée vendredi peu avant 08 h 00, en dépit d'un appel à la grève des syndicats CGT, CFDT et FO de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).

● **EDF-GDF** : 26,2 % d'électriciens et de gaziers étaient en grève, selon les estimations jeudi soir de la direction d'EDF-GDF, tandis que FO et la CGT annonçaient de 40 à 44 % de grévistes.

● **TRANSPORTS URBAINS** : les transports publics sont restés affectés par les grèves dans plusieurs villes. La paralysie est totale à Marseille, Grenoble, Clermont-Ferrand, et Belfort.

● **FONCTION PUBLIQUE** : le taux de grévistes dans la fonction publique s'établissait à 5,5 % contre 4,3 % mercredi, selon le ministère. C'est au ministère de l'équipement que la participation à la grève est la plus importante (13,3 %), avant l'éducation (7,3 % dont 8,54 % d'enseignants) et les finances (5,5 %). On dénombre 1,5 % de grévistes à la défense et 0,2 % au ministère de l'intérieur. Les éboueurs restent fortement mobilisés dans plusieurs villes comme Le Havre, Bordeaux, Dunkerque, Saint-Etienne, Béziers, Marseille et Toulouse.

● **BANQUES** : les salariés du secteur bancaire sont appelés à la grève par les fédérations CGT, FO et CFDT de la branche, essentiellement pour défendre l'emploi dans ce secteur, mais aussi pour protester contre le projet de réforme de la Sécurité sociale présenté par M. Juppé. Ce mot d'ordre touchera les établissements adhérents à l'Association française des Banques (Société Générale, CIC, Crédit Lyonnais...), ainsi que le Crédit Mutuel et les banques populaires. A la Banque de France, la grève se poursuivait jeudi sur les trois sites industriels de fabrication de billets, Chamalières, Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme) et Puteaux (Hauts de Seine), contre le plan de redressement prévoyant 800 suppressions d'emplois sur quatre ans.

Les étudiants de l'UNEF préparent l'après-conflit

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale

« Ce congrès arrive à point nommé. » De l'aveu de sa présidente, Marie-Pierre Vieu, le 77[e] congrès de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France, proche des communistes), qui se tient à Montpellier du 14 au 17 décembre, prend un relief particulier, alors que le mouvement décline et que débute la préparation des « états généraux » de l'université, promis par François Bayrou. Pour l'organisation d'étudiants – dont les délégués, trois cents, sont moins nombreux que prévu en raison de la grève des transports –, il s'agit autant de gérer cette transition que de redéfinir sa place dans le syndicalisme universitaire, *« au vu du rôle que l'UNEF a joué pendant la crise »*.

Ferme sur son refus de signer un texte commun avec les présidents d'université, l'UNEF entend aujourd'hui tirer profit du renforcement dont elle a pu bénéficier pendant le mouvement étudiant. Cette stratégie est traduite en quelques mots d'ordre : union, rapprochement, ouverture. Signe des temps, le congrès s'est ouvert sans les habituelles querelles de mandats, et a débuté par la réintégration d'une fraction dissidente, exclue pour avoir constitué lors d'élections une seconde liste sous le sigle de l'UNEF. Marie-Pierre Vieu a besoin de tout le monde. Mais comme le fait remarquer un militant de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), *« on en est encore au round d'observation »*. Quant à l'attitude adoptée à l'égard de l'UNEF-ID (proche des socialistes), le doute n'est pas de mise : *« Nous avons beaucoup plus à gagner à travailler ensemble que l'une contre l'autre »*, déclare Marie-Pierre Vieu. L'un des enjeux de ce congrès est de constituer une *« force étudiante qui se fasse entendre toute l'année, et non lors de mouvements périodiques »*, analyse Marc Everbecq, de la direction de l'UEC (Union des étudiants communistes, une des principales composantes de l'UNEF).

Dans son discours d'ouverture, Marie-Pierre Vieu est restée silencieuse sur la place du mouvement étudiant dans le conflit social, estimant que le débat n'avait pas encore été assez approfondi sur ce point. Il restait trois jours pour le faire, mais aussi pour recevoir l'UNEF-ID, réfléchir au statut de l'étudiant, au financement de l'université, à la professionnalisation des études ou au problème des étudiants étrangers. Une première heure de vérité sonnera dimanche soir, lors de l'adoption du texte d'orientation. Ce moment, qui sera aussi celui de l'élection du nouveau bureau national, témoignera ou non de la volonté d'ouverture manifestée le 14 décembre.

Béatrice Gurrey

Toulon : cinq membres du service d'ordre du FN entendus par la police

TOULON. Cinq membres du département protection et sécurité (DPS) du Front national de Toulon ont été auditionnés jeudi 14 décembre par la police judiciaire agissant sur commission rogatoire du juge Jean-Luc Tournier, dans le cadre de l'enquête sur la mort mystérieuse, le 29 août, de Jean-Claude Poulet-Dachary, neuvième adjoint du maire frontiste Jean-Marie Le Chevallier. Ces cinq personnes ont été entendues durant de nombreuses heures avant de se voir signifier leur mise en garde à vue. La justice s'intéresse tout particulièrement aux relations que pouvait entretenir M. Poulet-Dachary avec ce service d'ordre et de renseignements, particulièrement influent. Chez Jean-Louis Brahim, qui était également chauffeur de M. Le Chevallier, les policiers ont saisi deux pistolets automatiques et un fusil.

Par contre, les perquisitions chez Gaby Puerto, chef local de la DPS, Georges Bauttista, Claude Garcia et Claude Rolland, ont été infructueuses. Les cinq membres de la DPS ont été libérés en fin d'après-midi. Le maire de Toulon a par ailleurs publié jeudi un communiqué dans lequel il s'en prend, à propos de cette affaire, à la *« coalition de politiciens corrompus, de magistrats aux ordres, de policiers serviles et de journalistes menteurs* [qui] *met gravement en danger les valeurs de la démocratie »*. – *(Corresp.)*

■ **CORRUPTION : la 17[e] chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, jeudi 14 décembre, un fonctionnaire du ministère de l'intérieur,** Albert Lindat, soixante ans, à 18 mois d'emprisonnement dont 15 mois avec sursis, 15 000 francs d'amende et 5 ans de privation de droits civiques. M. Lindat servait d'intermédiaire entre des étrangers et une fonctionnaire de la préfecture de police de Paris, Rosalie Ndi-Edima, pour faire obtenir aux premiers des titres de séjour auxquels ils n'avaient pas droit, moyennant 14 000 à 15 000 francs par dossier.

■ **JUSTICE : le comédien Guy Bedos a été reconnu par la cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle) bénéficiaire de l'amnistie présidentielle,** jeudi 14 décembre, dans une affaire d'injures publiques qui l'opposait au député-maire (app. RPR) d'Amnéville (Moselle), Jean Kiffer, qui lui reprochait de l'avoir traité de *« nazi »*. Le 25 janvier 1991, lors d'un gala à Hagondange (Moselle), Guy Bedos avait qualifié le docteur Kiffer de *« nazi lorrain »*, *« néo-nazi »* et *« crypto-nazi »*. La chambre correctionnelle de la cour d'appel a constaté *« l'extinction de l'action publique par l'effet de l'amnistie »* du 3 août, a débouté le plaignant en matière civile et l'a condamné aux dépens.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT **3615 LEMONDE**

Cours relevés le vendredi 15 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19499,30	+1,12	−1,13
Honk Kong index	9912,84	−0,08	+21,02

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 14/12	Var. en % 13/12	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1874,98	+2,25	−0,33
Londres FT 100	3672,30	−0,27	+19,79
Zurich	—	—	+21,53
Milan MIB 30	—	—	−12,09
Francfort Dax 30	2285,85	+0,35	+8,51
Bruxelles	1553,95	−0,22	+11,82
Suisse SBS	—	—	+41,97
Madrid Ibex 35	—	—	+9,75
Amsterdam CBS	—	—	+14,35

Tirage du *Monde* daté vendredi 15 décembre 1995 : 488 864 exemplaires

Jacques Toubon propose des mesures visant à limiter la détention provisoire

UNE RÉFORME en profondeur pour 1997 et quelques modifications importantes à faire *« dans l'immédiat »* : le ministre de la justice, Jacques Toubon, a précisé, dans un entretien au *Figaro* du 15 décembre, les changements qu'il entendait proposer dans l'organisation de la détention provisoire. Constatant que *« le système actuel n'offre pas un degré de protection suffisant des droits individuels »*, le ministre a commandé à Michèle-Laure Rassat, professeur de droit pénal, *« des propositions d'ensemble »* sur le sujet. Ce rapport pourrait aboutir, *« avant la fin de l'année prochaine »*, à un réexamen de fond de la procédure de détention provisoire.

En attendant, M. Toubon entend prendre trois mesures précisant *« les conditions dans lesquelles est décidée la détention provisoire »*. La première consisterait à *« préciser la notion de trouble public »* en vertu duquel les personnes sont incarcérées, et à *« ne retenir qu'un trouble exceptionnellement grave pour justifier la mise en détention »*. Il ferait ainsi notamment *« inscrire noir sur blanc qu'on ne peut pas utiliser la mise en détention comme moyen de pression »*. Le ministre de la justice souhaite également *« limiter la durée des détentions provisoires excessives »*. Il propose donc d'obliger les juges à *« motiver spécialement la prolongation d'une détention provisoire au-delà d'un an »*.

Enfin, le garde des sceaux entend *« réactiver le référé liberté »*, dispositif qui permet à un prévenu de contester, en urgence, le placement en détention décidé par le juge d'instruction et qui *« a été très peu utilisé »*, regrette M. Toubon. Le conseiller de la cour d'appel saisi pourrait remettre en liberté un prévenu en attendant la décision sur le fond, mais également examiner le fond même du dossier et définir ainsi un éventuel contrôle judiciaire.

Le ministre de la justice va proposer d'introduire l'assignation sous surveillance électronique (ASE). Ce moyen de surveiller à distance une personne grâce à un émetteur qu'elle porterait sur elle avait été proposé par un rapport sénatorial pour les fins de peine ou comme alternative aux courtes peines. Jugeant prématurée sa mise en place auprès des condamnés, M. Toubon voit dans son application aux personnes mises en examen *« une bonne manière d'introduire cette innovation et de l'expérimenter »*.

Liberté de circulation pour les footballeurs européens

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

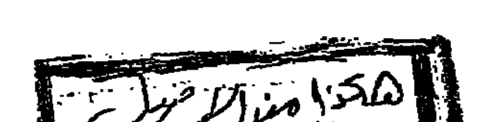
La Cour de justice des communautés européennes a donné raison, vendredi 15 décembre à Luxembourg, à Jean-Marc Bosman dans le litige qui l'oppose à l'Union européenne de football (UEFA). Les juges ont estimé que le système de transfert et la limitation du nombre d'étrangers, surtout ressortissants de l'Union européenne, dans les clubs, était contraire à l'article 48 du Traité de Rome sur la libre circulation des travailleurs (*Le Monde* du 6 décembre). Il ne devrait donc plus être possible aux clubs d'exiger une indemnité de transfert à la fin d'un contrat. Par ailleurs, il sera également impossible de limiter à trois (plus deux assimilés) le nombre d'étrangers autorisés à jouer les matches.

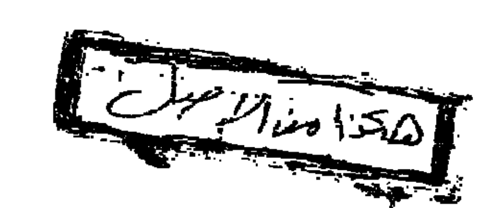
Au-delà, l'arrêt de la Cour de justice édicte surtout que le football – mais également les autres sports professionnels – doit être assimilé à une activité économique, et les clubs à des entreprises à part entière. L'exception « sportive » que tentaient de faire valoir les avocats de l'UEFA n'a pas été retenue. C'est donc la fin de la relative mansuétude dont bénéficiait le professionnalisme sportif quant à ses écarts avec la législation européenne. Le prochain dossier en litige pourrait concerner les subventions allouées aux clubs par les collectivités locales. Elles pourrait être déclarées en opposition avec le principe de la libre concurrence entre les entreprises.

La décision de la Cour de justice des communautés européennes était attendue par les autres institutions des Quinze. La commission européenne semble à son tour vouloir se saisir du dossier. Dans un entretien paru mercredi 13 décembre dans le magazine belge *Foot Magazine*, Karel van Miert, commissaire européen chargé de la concurrence, a critiqué l'attitude des dirigeants de l'UEFA. *« Les bonzes du ballon rond ont cru un moment que leur lobbying et toutes sortes de menaces leur offriraient la victoire, mais ils ont dû déchanter »*, a-t-il reproché. *« Il n'y aura guère de place pour une période de transition ou une dérogation »*, a-t-il poursuivi.

Les parlementaires européens s'intéressent également de près aux activités du monde du football professionnel. Lors d'une audition récente, l'UEFA avait tenté de faire valoir son point de vue. Maladroitement semble-t-il, puisqu'un des parlementaires n'a pas hésité à fustiger *« une organisation bloquée sur des positions indéfendables et adepte de la langue de bois »*. Le Parlement européen est également prêt à donner la charge.

Benoît Hopquin





Le Monde DES LIVRES

SAMEDI 16 DÉCEMBRE 1995

Victor Segalen qui toujours rêva de se perdre

Ecrivain voyageur, il se défiait pourtant des « écrivassiers de romans, surtout vécus ». Il n'aspirait qu'à être « impersonnel ». Remarquablement édité, voici enfin l'« opera magna » du poète breton, disparu en 1919

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR SEGALEN
Edition établie et présentée par Henry Bouillier.
Robert Laffont, coll. « Bouquins », tome I : 1 334 p., 189 F, tome II : 1 098 p., 169 F.

VOYAGES AU PAYS DU RÉEL
Œuvres littéraires de Victor Segalen
Edition présentée et annotée par *Michel Le Bris.*
Complexe, 1 230 p., 195 F.

Saluons tout d'abord – une fois n'est pas coutume – le maître d'œuvre de ces *Œuvres complètes* de *Victor Segalen*, Henry Bouillier. Il doit éprouver une satisfaction bien méritée, le « segalenien » qui, il y a plus de trois décennies, avait consacré un essai au poète breton – mort en 1919, à l'âge de quarante et un ans –, dans l'espoir que son nom cessât d'être un mot de passe à l'usage de quelques initiés : la tâche qu'il a, ici, accomplie est immense.

Certes, Segalen n'avait publié de son vivant que trois titres, *Les Immémoriaux*, *Stèles* et *Peintures* – les deux derniers suffisant à établir à eux seuls une renommée ; certes, comme le signale Michel Le Bris dans la présentation de *Voyages au pays du réel*, René Lalou osa faire figurer Segalen – en 1922 ! – dans une histoire de la littérature française, ce qui devait inciter Rilke à lire *Stèles* et *René Leys* ; mais, comme le reconnaît Henry Bouillier lui-même (qui, pourtant, ne ménage pas son talent pour démontrer que le médecin, l'ethnographe, le musicologue, l'explorateur, le sinologue, l'archéologue que fut Segalen n'étaient que des rôles, *« tous commandés par le poète »*), *« beaucoup de ses dernières œuvres ressemblent à des grands chantiers dont la vie s'est retirée en silence »*.

D'où la difficulté de trouver l'unité virtuelle, la cohérence profonde qui relie les textes ; d'où l'ennui d'être obligé, en tant que lecteur, de dénicher le paragraphe, la phrase où la poésie ressurgit ; et cela pas seulement dans des textes qui ne font pas appel à l'imagination, mais aussi, par exemple, dans les drames destinés à l'opéra, tels *Siddhârta*, que Segalen proposa, sans succès, à Debussy, ou *Orphée-Roi*, que le compositeur lui fit retravailler pendant des années avant de renoncer à en composer la musique. Sans oublier *Le Fils du ciel*, faux roman historique et, à vrai dire, un échec, mais dont la beauté éparse est grave, intense, et dévoile bien des aspects de celui qui aspirait à être un écrivain *« impersonnel »* – pari qu'il a gagné par moments, surtout dans *Les Immémoriaux*, où il s'efface, cédant sa place à un Maori, jeune prêtre païen qui raconte la vie des indigènes de Tahiti.

Nommé médecin navigant, Segalen était arrivé dans l'île en 1902 ; Gauguin venait de mourir. Un an plus tard, il note : *« Je puis dire n'avoir rien "vu" du pays et de ses Maoris avant d'avoir parcouru et presque vécu les croquis de Gauguin (...). J'ai essayé d'"écrire" les gens tahitiens d'une façon adéquate à celle dont Gauguin les vit pour les peindre : en eux-mêmes, et du dedans en dehors. »* Or ce qu'il veut sauver, dans *Les Immémoriaux*, c'est la mémoire d'une culture à ses yeux ruinée par l'évangélisation ; et, par-dessus tout, montrer qu'une civilisation se meurt lorsqu'elle oublie sa langue. Aussi, lorsque le récitant des *« dires »* sacrés se met à balbutier, le narrateur constate : *« C'est mauvais signe lorsque les mots se refusent aux hommes que les dieux ont désignés pour être les gardiens des mots. »* Et, ensuite : *« Devançant la mort de la Race, les paroles étaient mortes déjà. »*

Se dépouiller de sa propre façon de sentir, des manières de sa propre pensée au bénéfice d'une autre, avec le désir de s'y perdre – ou déjà le but de s'en enrichir ? Segalen se refuse à suivre *« ceux qui s'éparpillent : les écrivassiers de romans, surtout vécus »*, car, pour lui, *« seul existe le Mot pour lui-même : le contour du style, la forme enfin »*. Déjà, dans sa thèse de doctorat, qu'il avait soutenue à Bordeaux en 1902 – « Les Cliniciens ès lettres » –, il affirmait que *« la recherche du vrai, "but" et seul but de la science, n'est, pour les littérateurs, qu'un "moyen" artistique »*. Plus tard, il en fera une théorie – quelque peu imprécise – de l'appréhension du Réel que seul l'Imaginaire rend possible...

Ce qui entraîne la notion d'un réel qui n'aurait d'autre motif que de s'opposer à l'imagination... Et c'est ainsi que Segalen arrive à ce curieux état d'étrange difficulté, *où il se trouve non tant devant* le phénomène de la création artistique que devant des mots qui semblent contenir bien plus que tout ce que l'on pense quand on les pense. Alors qu'il sait – ses ouvrages achevés le prouvent – que, aussi pourvu soit-il de repères dans les données du monde, le poète exprime moins la réalité qu'il ne lui ajoute les images que, de concert, son imagination et sa sensiblité ont forgées.

« Seul existe le Mot pour lui-même : le contour du style, la forme enfin »

Quoi qu'il en soit, le voyage, dont Baudelaire disait qu'il est l'acte poétique par excellence, en ce qu'il oblige l'individu à se quitter lui-même, le voyage, cette recherche d'un lieu où le temps sera encore propice à l'épanouissement de l'instant, est inséparable de la vocation du poète et, bien davantage, de son ambition d'être celui qu'il ignore mais qu'il devine prisonnier dans son tréfonds. Pour cela – pour rejoindre cette image qu'il entrevoyait postée loin sur le chemin à parcourir –, il devait échapper au milieu culturel auquel il appartenait, à l'idée que ce milieu – l'Occident ! – pourrait se faire de lui, l'obligeant, jour après jour, à demeurer ce qu'il était : un médecin qui avait du goût pour la littérature. C'est bien cela, l'exotisme de Segalen, mot malheureux dans son cas, puisqu'on l'applique encore, de façon étourdie, à son œuvre, alors qu'il désignait, dans son esprit, un intime besoin de transcendance.



COLLECTION Mme JOLY-SEGALEN

Victor Segalen à l'école de médecine de Tien-tsin (1911-1912)

En France, où il revient, dès 1905, il envisage aussitôt d'être affecté en Extrême-Orient. Et c'est au printemps 1909 qu'il arrive en Chine – *« grosse impératrice d'Asie, pays du réel réalisé depuis quatre mille ans »* –, plus exactement à Pékin. De même qu'il avait beaucoup lu sur la Polynésie avant de s'y rendre, il s'était mis avec ardeur à l'étude du chinois.

Il n'est pas interdit de supposer que, plus qu'à la Chine toute entière, c'est à la langue chinoise, avec ses caractères, où peinture et littérature se fondent, que le poète s'est mystérieusement identifié – cette langue qui, ignorant la grammaire, propose d'emblée à l'étranger, selon Ezra Pound, le problème de la phrase en tant que phrase, de la phrase en tant que *« forme »* pour ainsi dire évidente, universellement nécessaire dans toutes les langues, correspondant à une primitive loi naturelle ; et qui laisse perplexe le poète, lequel se demande comment le vers chinois, où les caractères ne conduisent pas l'esprit du sujet à l'objet par la ligne continue de la syntaxe, peut contenir, en tant que *« forme »*, l'élément qui distingue la poésie de la prose : la sensation du temps et de la musique, du sens sonore et du son porteur de sens...

Ainsi, de même que les stèles *« qu'on heurte à l'improviste au bord des routes (...) dans le vacillement délabré de l'Empire »* lui ont inspiré ses plus beaux poèmes, sa mission archéologique, *Equipée*, ou les derniers jours de Pékin ce laconique chef-d'œuvre romanesque qu'est *René Leys*, de même les caractères de la langue chinoise lui ont permis d'imaginer une peinture d'avant la calligraphie : pour Segalen, c'est l'invention du pinceau, apparu vers le IIe siècle avant J.-C., *« qui amena l'écriture à devenir picturale et la peinture à devenir calligraphique »*. Les proses superbes de *Peintures* témoignent de ce rêve.

Mais, arrivé à ce point, il convient de renoncer à toute tentative de résumer et les personnages et l'œuvre de Segalen. Il serait absurde de comparer l'édition des œuvres complètes établie par Henry Bouillier (1) et celle des œuvres littéraires réunies et préfacées avec ferveur par Michel Le Bris. En revanche, on se risquera à conseiller au néophyte de commencer par la seconde, tout simplement à cause du grain du papier et de l'espacement des lignes, « détails » permettant de mieux approcher une œuvre qui se tient à distance du lecteur. Aucun doute que celui-ci n'en vienne ensuite à l'*opera magna* pour y rester longtemps.

Hector Bianciotti

(1) L'introduction au « Cycle archéologie et sinologie », est de Vadime Elisseff. Le glossaire asiatique et l'index de noms de personnes et de lieux est de *Sigrid Colomyès et Philippe Postel.*

A l'ombre de Socrate

Pour le dixième anniversaire de la mort du philosophe François Châtelet, retour sur une œuvre qui ne cessa de penser la démocratie

Il était incroyablement communicatif, généreux, présent, séduisant, à l'écoute *de tous et de tout*. Dans sa *Chronique des idées perdues* (Stock, 1977), François Châtelet dit ne s'être senti professeur qu'après l'agrégation de philosophie en 1948, mais on imagine mal quelle autre vocation aurait pu être sienne.

par Olivier Revault d'Allonnes

Il fut donc « enseignant-chercheur » pendant près de quarante ans. Déjà, étudiant et pas trop sûr de lui, il était le premier meneur de jeu dans notre apprentissage des savoirs de base. Ensuite, ses affectations successives ont alimenté son œuvre, grâce à des auditoires à la fois avides de saisir l'actualité et de réussir leurs examens. Le militant et le philosophe s'appuyaient l'un sur l'autre.

Le couronnement de cet itinéraire fut la création, en 1969, du Centre universitaire expérimental de Vincennes, devenu l'université Paris-VIII à Saint-Denis. Avec Foucault, Deleuze, Lyotard, Schérer et d'autres. Une université où l'on accueille les auditeurs, même sans le bachot ! L'affreuse audace de désembastiller le savoir et la culture ! Une même visée conduira, après 1981, à la mise sur pied du Collège international de philosophie, qui donne parole et auditoire à quiconque a quelque chose d'intéressant à dire, hors des rails institutionnels. Aborder l'œuvre et la pensée de Châtelet par son constant souci de démocratiser la philosophie, d'éclairer la démocratie.

Son recours de philosophe militant ou de militant philosophe à l'Athènes du Ve siècle (*Périclès*, Club français du Livre, 1960) n'est pas d'un helléniste, mais d'un citoyen soucieux des liens entre ces triplées que furent l'histoire, la philosophie et la démocratie. La première apporte un certain savoir, la seconde opère la *réflexion critique*, les deux devant résoudre le problème de la démocratie : que le citoyen se trouve à la fois libre pour créer les lois, et ensuite soumis à elles. Tension formulée pour la première fois par les Grecs, et qui n'en finit pas de rester actuelle.

Examiner ce que « parler veut dire » pour sortir des idées reçues

Le sujet qui légifère et celui qui obéit ne peuvent fusionner que si apparaît le *citoyen* sorti de sa vie « privée » – *privauté et privation* –, de ses passions, de ses intérêts. Utopie, certes, mais créatrice, car elle est la première étape d'un processus de rationalisation. Ici est déjà abordée l'*opposition entre l'opinion (doxa)* et le savoir ou la raison *(logos)*, une raison circonstancielle et historique, évolutive. Le philosophe doit faire en sorte que le citoyen sorte de l'opinion et parvienne au savoir raisonné. *Naissance de l'histoire* (Minuit, 1961), cette science qui, comme dit Thucydide, étudie le passé *« pour dégager des vérités utiles à méditer »*. Et surtout la philosophie, avec Socrate, qui enseigne *« ce que parler veut dire (ce que veut dire parler) »*, titre du chapitre II du *Platon* de Châtelet (NRF, 1965, 2e éd. 1976). Qu'est-ce qu'on a dans la tête quand on emploie des mots comme « le beau », *« le nombre »*, « l'âme », « la justice » ? Quand on parle de l'Etat, de l'idéologie, de la dialectique, de la violence ? L'examen *critique* des mots trop souvent utilisés hors de propos sera terriblement décapant. Sortir des idées reçues : un chemin certes miné, mais qui est seul à aller vers la cité juste.

Il ne s'agit pas d'opposer la parole *en tant que telle à ce qui* n'est pas elle : violence ou silence. La parole peut être fausse, mensongère, ignorante, ou tout simplement bête. Il s'agit de confronter, dans le *dialogue*, la parole brute et *immédiate* à la parole élaborée, non celle du prétendu spécialiste, mais celle de tout le monde, redressée par la philosophie. La parole du citoyen *conscient et attentif*.

On chercherait en vain chez Châtelet une définition unique de la philosophie, précisément parce qu'elle est plurielle, non par quelque éclectisme – dont il avait horreur –, mais par l'effet de l'infinie diversité de ses objets. Ainsi, les catégories qui peuvent avoir cours en politique, en économie, en histoire seront tournées en ridicule par François Châtelet quand quelque Jdanov tentera de les asséner à l'art.

Lire la suite page VII

L'ÉDITION

■ *Le Volcan d'or* ne sera pas saisi, a décidé le tribunal de grande instance de Paris, mardi 12 décembre. Trois des quatre ayants droit de Jules Verne avaient assigné en référé les éditions de l'Archipel, qui avaient publié en novembre ce roman inédit de l'écrivain, et la société Jules Verne, pour avoir établi un contrat d'édition sans leur accord (*Le Monde* du 8 décembre). L'ordonnance du magistrat rappelle que *« le droit de divulgation (...) est purement moral et vise à protéger, après la mort de l'auteur, la volonté que celui-ci avait exprimée de son vivant »*. Dans le cas du *Volcan d'or*, non seulement la volonté de l'écrivain ne faisait pas de doute, mais les ayants droit ne s'étaient pas opposés à une première publication de cette œuvre en version intégrale et à tirage limité, en 1989.

■ **Huguette Bouchardeau éditeur.** L'ancien ministre de l'environnement vient de fonder à Aigues-Vives, dans le Gard, une maison d'édition de littérature, H.B. Editions. Annonçant la création, dans quelques mois, de la collection « Mémoire à vif », qui rassemblera des documents écrits chaque fois par le témoin d'un épisode ou d'un phénomène-clé de l'histoire, Huguette Bouchardeau déclare se concentrer provisoirement sur la littérature, avec la publication de nouvelles et de textes courts agrémentés d'illustrations originales. Douze titres seront publiés dans l'année, à raison de quatre livraisons trimestrielles. Les trois premiers livres disponibles en librairie sont *Hôtel intérieur nuit*, de Jean-Noël Blanc, ainsi que deux textes radiophoniques : *Contes pour rêver*, de Gérard Sire, et *La Terre des folles*, de Laurence Cossé (Commandes chez l'éditeur, 3, grand'rue, 30670 Aigues-Vives. Tel : (16) 66-35-47-47).

■ **Hatier et la Cinquième.** Les éditions Hatier, récemment mises en vente (*Le Monde* des 11 novembre et 6 décembre), ont signé un accord de partenariat avec la Cinquième selon lequel Hatier devient un distributeur privilégié des *« produits éducatifs »* de la Cinquième, *« dans le but de concrétiser une même ambition éducative en direction de l'enfance et de la jeunesse »*. L'accord prévoit une première coédition à partir de « Cogito », l'émission télévisée consacrée à la philosophie : deux titres sur la vie et l'œuvre de douze philosophes seront mis en vente à partir du 22 janvier 1996.

■ **Prix.** Abrous Outoudert, directeur du plus grand quotidien francophone d'Alger, *Liberté*, a reçu le prix Tahar Djaout, décerné par la Fondation Noureddine Aba, où l'on déclare couronner *« l'ensemble des journalistes algériens pour honorer leur courage et leur détermination à accomplir leur mission, en dépit des assassinats incessants de leurs confrères »*. Le prix Louise Weiss-Bibliothèque de France a été décerné à Jean-Marc Dabadie, directeur des éditions de l'Imprimerie nationale.

Dans la maison Rimbaud

Ecrivains français et arabes se sont retrouvés à Aden dans l'ancienne demeure du poète pour le deuxième colloque Rimbaud

Trente ans après son aventureuse expédition dans le désert du Nord-Yémen sur les traces de la reine de Saba, André Malraux décrivait ainsi la ville étrange où il débarquait en 1964 : *« Voici Aden. De loin, c'est encore le rocher de Rimbaud, dont on ne sait trop s'il appartient à Dante ou à Gustave Doré. »*... Dantesque, Aden l'est sans aucun doute : à la fois paysage d'enfer – grand rocher noir, déchiqueté, chaotique – et de purgatoire – montagne baignant ses pentes dans l'océan *« de saphir oriental »*. Mais de tout près, et trente ans encore après le dernier passage de Malraux, c'est au voyageur Rimbaud qu'elle appartient sans conteste. Le *« roc affreux »* s'anime et, dirait-on, s'explique.

Aidé par quelques poètes et historiens arabes, Alain Borer a retrouvé en 1990 celle qu'on appelle désormais la « maison Rimbaud », comme on disait « la maison Bardey », du nom de ce comptoir d'importation du café dont Rimbaud fut à Aden le seul employé européen.

Construite au centre du cratère, cette maison désormais célèbre est celle où il a vécu plus longtemps qu'en ses autres lieux de voyage (mais ce n'était pas non plus très longtemps : *« Ainsi habitait Rimbaud*, observe Alain Borer *– et il en va de ses poèmes comme de ses maisons ; le poème est le lieu où « je » croit ne pas demeurer : comme elles il les quitte après un bref séjour. »* En 1880 Alfred Bardey l'avait choisie pour y installer son entreprise ; Rimbaud y dormait, le plus souvent sur la terrasse, auprès du minaret, sous les étoiles de la constellation Orion – ou encore à l'intérieur, parmi les balles de café.

Aujourd'hui, en hiver, au matin, la chaleur à Aden est délicieuse. Sèche et légère, elle entoure le corps de souffles transparents. À l'intérieur de la maison Rimbaud, les ventilateurs tournent au plafond des grandes salles remises à neuf, derrière les arcades anciennes. Le deuxième colloque Rimbaud d'Aden s'y tient : l'ambassadeur, Marcel Laugel, introduit ; Jean-Pierre Angrémy – Pierre-Jean Rémy en littérature –, académicien français et directeur de la Villa Médicis, ouvre les débats. Le passage à Aden de quelques écrivains français et arabes (parmi eux, Olivier Rolin, Bertrand Visage, Hamjad Nasser), amenés par le poète Chawki Abdelamir, est l'occasion d'une discussion sur le lyrisme. Un grand nombre d'écrivains yéménites sont venus écouter, intervenir, ou lire leurs textes. Le critique Hicham Ben Ali, actuellement vice-ministre de la culture, pose avec verve et justesse la question du difficile dialogue entre tenants de *« la mort du lyrisme »* et fidèles de la vocation lyrique inscrite dans la langue arabe. Salah Stétié remarque justement qu'en arabe le terme *bayt* (maison) veut dire aussi « vers d'un poème ». On peut observer que de la même façon, pour Dante, *stanza* (pièce) est unité de base de la *canzone*. La maison du poète se refonde ainsi à chaque instant...

Ce lieu, offert par le Yémen et rénové, avec hardiesse et à travers des péripéties variées, par la France (il était la Maison du commerce d'Aden), devenu Centre culturel français, est un lieu d'attraction grandissant, puisque dans tout le pays – Sud et Nord – la demande d'études françaises ne cesse de croître de façon surprenante (1). Dans ce Yémen récemment unifié, où les traces de la guerre récente sont visibles tout autour des aéroports, c'est le Nord conservateur et traditionaliste qui a gagné sur le Sud laïque et occidentalisé. Entre les palais des Mille et Une Nuits qui forment la vieille ville de Sanaa et des villages du Nord au milieu de leurs sublimes paysages, les silhouettes féminines voilées glissant dans les ruelles, au milieu des hommes et des enfants venus de temps très lointains, paraissent presque naturelles aux yeux occidentaux. A Aden, en revanche, les voiles noirs qui apparaissent çà et là, couvrant les femmes de la tête aux pieds, sans même une fente pour les yeux, font l'effet d'une mise au tombeau avant la mort, et d'une régression difficilement explicable.

Le gouvernement s'efforce de contrôler les islamistes, et bannit les terroristes algériens ou iraniens de son territoire, mais l'unification par le Nord, après les années de gouvernement communiste au Sud, a produit une reprise brutale des comportements traditionalistes. Les femmes, jusqu'à l'année dernière, n'étaient pas voilées à Aden. Aujourd'hui, même les étudiantes de la maison Rimbaud portent un voile – qui n'est pas l'affreux tchador – autour de leurs visages animés et gracieux. Elles disent qu'il leur est parfois difficile de sortir non voilées dans la ville. Et l'une d'elles, qui l'an dernier étudiait la littérature française, est passée à la biologie, moins transgressive peut-être, et se vêt désormais comme un fantôme sombre ; elle est venue avec ses amis écouter le colloque – qu'en entend-elle au juste ? –, mais refuse à présent toute question, tout dialogue. Quelques Yéménites de bonne volonté nous assurent que tout va bientôt changer...

Dans la maison Rimbaud, tout à coup, arrive à l'estrade une jeune femme décidée, non voilée, jolie ; elle a un foulard rose posé sur les épaule ; elle est poète. Elle lit un texte sur la cueillette des dattes, aussitôt traduit par Chawki Abdelamir, grand artisan de ces rencontres. Il s'agit, dans le poème d'un moment de solidarité féminine, mais surtout d'un instant de bonheur d'aube. La *Lettre du voyant* flotte à présent silencieusement, avec force, sous les ventilateurs de l'ancienne maison Bardey : *« Quand sera brisé l'infini servage de la femme, quand elle vivra par elle et pour elle... elle sera poète, elle aussi »*...

Jacqueline Risset

(1) Voir « Le Monde des livres » des 11 juin 1993 et 11 mars 1994.

Hommages à Eluard

Saint-Denis rend un hommage spectaculaire à Paul Eluard à l'occasion du centième anniversaire de la naissance du poète dans cette ville (le 14 décembre 1895). Moment fort de cette série de manifestations : une grande « Nuit de la poésie » se déroule vendredi 15 décembre, à partir de 20 h 30, au pavillon de musique de la maison d'éducation de la Légion d'honneur (5, place de la Légion d'honneur, Saint-Denis). Cette soirée réunira de nombreux poètes ayant participé à l'ouvrage collectif *Qu'est-ce que la poésie ?* réalisé par Bernard Noël. Ce livre rassemble cent quatre contributions d'écrivains, français et étrangers, sollicités par Bernard Noël sur la question de l'avenir de la poésie et de la postérité possible d'Eluard (Ed. Jean-Michel Place – Ville de Saint-Denis, 280 p. grand format, 150 F).

Parallèlement, le musée de Saint-Denis présente jusqu'au 18 mars 1996, dans le pavillon Louis XV du Carmel, une exposition consacrée à Paul Eluard, avec notamment de nombreuses photographies représentant le poète. Cette exposition est accompagnée par la publication d'un catalogue et d'un album, *Visages d'Eluard* (rens. 42-43-05-10).

Une exposition-spectacle, *Eluard, objets trouvés*, réalisée par Stéphane Gatti et Michel Séonnet à partir du travail de 57 comités de lecteurs, est présentée les 16 et 17 décembre à 17 heures (28, bd Jules-Guesde, tél. 48-20-49-12).

Enfin, un colloque international sur Eluard, organisé par Colette Guedj, se tiendra les 22, 23 et 24 janvier 1996 à l'université de Nice Sophia-Antipolis (Rens. : 16-93-37-53-16).

Balzac, entrepreneur du livre

Editeur, imprimeur et même fondeur : l'étonnement est grand pour le profane qui découvre l'une des faces les plus méconnues de la vie d'Honoré de Balzac. C'est à vingt-six ans que l'écrivain décida de se lancer dans les autres métiers du livre. Au cours de cette période, l'auteur de *La Comédie humaine* fera l'expérience de ses premiers déboires commerciaux et financiers. L'exposition « Balzac, imprimeur et défenseur du livre », proposée par la Maison de Balzac, présente, outre de nombreux documents – notes personnelles, portraits, etc. – sur ces activités, un large panorama de ce qu'était le monde de l'imprimerie au début du XIX[e] – un monde déchiré par l'arrivée de nouvelles technologies et les violents mouvements contestataires qui suivirent.

« On ne peut pas comprendre Balzac, son rapport à l'argent, et la nécessité d'écrire qui en découle, sans avoir préalablement approché la courte mais décisive période où il se lança dans les affaires », souligne Judith Meyer-Petit, conservateur en chef du musée. On sait que la décision du jeune Balzac de s'associer en tant que coéditeur avec Urbain Canel, au printemps 1825, découlait d'abord de la frustration née de ses premiers échecs littéraires. Contraint de travailler comme « romancier-mercenaire » dans une officine sous-traitant pour divers cabinets de lecture, l'écrivain n'avait produit alors que ce qu'il qualifiera lui-même de *« cochonnerie littéraire »*.

En devenant éditeur, Balzac voulait se libérer financièrement de sa famille et fonder une entreprise qu'il espérait florissante. Ce double pari se changea rapidement en double échec. Non seulement, il s'endetta lourdement auprès de sa mère et d'autres connaissances, mais il fut de plus en plus contraint à abandonner son entreprise. Il perdit ses dernières illusions en se lançant, en 1826, dans l'imprimerie, puis, l'année suivante, dans le rachat d'une fonderie. Toutes ces vaines tentatives menèrent Balzac à un tel degré d'endettement – évalué à 2 000 000 de nos francs – qu'il dut finalement jeter l'éponge en 1828.

Bernard Collette

Signalons l'ouvrage-catalogue : *Balzac, imprimeur et défenseur du livre*, Editions des musées de la Ville de Paris-Editions des Cendres, 236 p., 280 F.

► **« Balzac, imprimeur et défenseur du livre », Maison de Balzac, 47, rue Raynouard, 75016 Paris, jusqu'au 7 janvier 1996. Tél. : 42-24-56-38.**

Genève : effets spéciaux pour incunables

Un colloque universitaire peut-il être transformé en un produit culturel grand public ? Peut-il, sous une forme attractive, trouver sa place sur les très modernes autoroutes de l'information ? C'est, en tout cas, la gageure qu'ont voulu tenir la faculté des lettres de Genève et son doyen Charles Méla. L'université suisse avait organisé, en 1994, une conférence internationale sur le thème de « l'oeuvre mobile », autrement dit les métamorphoses d'un texte à travers les âges. Charles Méla a proposé au responsable du dispositif multimédia de l'université, Aimé Jolliet, de prolonger ce travail par la réalisation d'un film de cinquante minutes, qui met en mouvement des documents rarissimes comme des pages du manuscrit en prose de Lancelot ou une édition originale des *Essais* de Montaigne, avec abondance d'effets spéciaux. Différents professeurs y développent le thème à travers l'époque et les auteurs dont ils sont spécialistes. Ainsi Charles Méla évoque le Moyen Age avec Chrétien de Troyes, Jacqueline Cerquiglini-Toulet le XVI[e] siècle avec François Villon, Michel Jeanneret la Renaissance avec Montaigne et Alain Grosrichard les Lumières avec Diderot et *L'Encyclopédie*. Jean Starobinski introduit et conclut leurs propos. Le film sera diffusé sur Arte – la date n'est pas encore fixée –, cependant que des cassettes vidéo seront proposées aux universités qui ont un département de langue française.

■ **ESPAGNE** L'ouverture du dix-neuvième Salon del Libro Infantil y Juvenil (Salon du livre pour la jeunesse) de Madrid qui se tiendra jusqu'au 6 janvier dans la Casa de Vacas du parc du Retiro a permis aux éditeurs de faire le point sur ce marché : 4 962 titres ont été publiés en 1994, soit 12,7 % de la production espagnole, avec 49,3 % de livres traduits, quoique la part des auteurs espagnols soit en augmentation. Pour le reste, les grandes tendances sont similaires à celles des autres marchés européens : prolifération des livres de jeux, bonne tenue des ouvrages de vulgarisation et lente progression du multimédia...

■ **MADRID** Le prix Cervantès, le plus important prix littéraire hispano-américain, a été décerné le 13 décembre au Prix Nobel de littérature 1989, Camilo José Cela, pour l'ensemble de son oeuvre. Né en 1916 à Iria Flavia (Galice), membre de la Real Academia, l'auteur de *La Familia de Pascal Duarte* (Seuil, « Points » 1990, ou Le Livre de poche, « Lire en espagnol », 1991), a publié en tout plus de soixante-dix ouvrages. Ironique et provocateur, l'écrivain, qui avait déclaré en 1994 que ce prix était *« una mierda »*, avait par ailleurs précisé qu'il ne le refuserait pas mais qu'il en donnerait le montant (600 000 francs) à des institutions charitables.

■ **ISRAËL** Noa Ben-Artzi Philosof, la petite-fille d'Itzhak Rabin, aurait signé un contrat de près de 1 million de dollars (5 millions de francs) avec l'éditeur américain Alfred Knopf pour rédiger un livre de souvenirs sur son grand-père, tout en exprimant *« le cri du cœur »* des jeunes de sa génération.

■ **ALLEMAGNE** La prochaine Foire du livre de Leipzig, qui a pour objectif de promouvoir les contacts entre les pays de l'est et de l'ouest de l'Europe, aura lieu du 28 au 31 mars 1996. La Pologne y sera plus particulièrement à l'honneur. A côté d'un marché du livre ancien, un espace sera réservé aux livres de référence et à la production universitaire en provenance des pays d'Europe centrale et orientale. L'édition 1995 a accueilli 60 000 visiteurs et 300 exposants, dont 70 venaient de Russie, 60 de République tchèque et 20 d'Ukraine.

COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ **ROBERT DESNOS.** Lors d'une soirée consacrée au poète, *lundi 18 décembre à l'Espace Confluences*, seront proposés un spectacle réalisé par des comédiens et des chanteurs, une projection de *L'Etoile de mer* avec accompagnement au piano, et une table ronde réunissant Florence Delay, Patrice Delbourg, Dominique Raboutin, Marie-Claire Dumas, Laurent Flieder et François Sulerot (à partir de 19 heures à l'Espace Confluences, 190, bd de Charonne 75011 Paris. Rens. : Marie-Claire Dumas 42-60-22-02).

■ **LITTÉRATURE ITALIENNE.** L'Institut italien de Paris propose tout au long du mois de décembre un ensemble de débats consacrés à la culture italienne, en collaboration avec différents centres de recherches et éditeurs. Lundi 18 décembre, à 18 h 30 : « *Marinetti et les futurismes* », par Marianne Alphant, Gabriella Belli et Maurizio Scaparro, avec la présentation du livre *Le Futurisme*, de Gérard-Georges Lemaire (Ed. du Regard), et lecture de textes futuristes en italien et en français. Mardi 19 décembre, à la même heure : « Café littéraire », sur la littérature italienne contemporaine, présenté par Bertrand Visage et notre collaborateur *René de Ceccatty*, avec Alessandro Baricco (*Les Châteaux de la colère*, Albin Michel), Ginevra Bompiani (*L'Ours*, Stock), et Nanni Balestrini (*L'Editeur*, POL) (Hôtel de Galliffet, 50 rue de Varenne 75007 Paris. Rens. : 44-39-49-39).

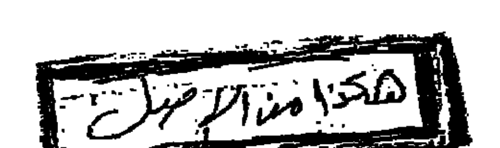
■ **« *LES CAHIERS DU SUD* À SÉVILLE ».** Après Marseille et Florence en 1993 et 1994, c'est dans la capitale andalouse qu'auront lieu un ensemble de manifestations autour de la revue marseillaise *Les Cahiers du Sud*, du 21 décembre au 29 janvier 1996. Une exposition et des rencontres souligneront la place de la littérature de langue espagnole et de la culture « d'Al-Andalus » dans *Les Cahiers du Sud* (Rens. : Lydie Valero (16) 91-33-03-00).

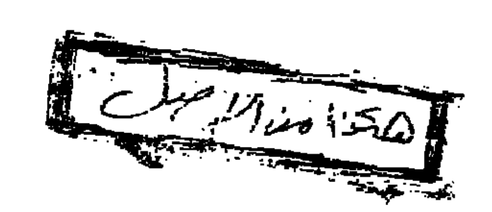
■ **EXPOSITION EDMOND CHARLOT.** L'exposition consacrée au premier éditeur de Camus à Alger est prolongée jusqu'à la fin du mois de décembre ; elle se tient à la Bibliothèque Gutenberg de Montpellier. Un ensemble de documents et d'ouvrages illustrant l'entreprise d'Edmond Charlot entre 1935 et 1950 y sont présentés, ainsi que le livre de Michel Puche, *Edmond Charlot éditeur*, Ed. Domens (Bibliothèque Gutenberg, bd Bonne-Nouvelle, 34000 Montpellier. Rens. : (16) 67-60-16-16).

■ **LA DÉFENSE EUROPÉENNE.** Le Centre d'études sur l'histoire de la défense organise pour la saison 1995-1996 un cycle de conférences sur le thème : « La défense en Europe, une perspective historique ». Prochaine conférence, lundi 8 janvier 1996 : « La défense de l'Europe contre les Sarrasins », par Pierre Guichard, professeur à l'université Lyon-II (à 18 heures, palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Abbaye 75006 Paris. Pour les conférences suivantes, Rens. : 49-57-33-78).

■ **HISTOIRE DE L'ÉDITION CONTEMPORAINE.** Le Centre de recherches historiques de l'EHESS et l'IMEC organisent pour la saison 1995-1996 un séminaire sur le thème « L'auteur et ses œuvres complètes », animé par Olivier Corpet et Albert Dichy. La prochaine séance, qui se tiendra le 16 janvier 1996 à 18 heures, sera consacrée à Kierkegaard, avec Jacques Lafarge, éditeur français des *Œuvres complètes* du philosophe (Bibliothèque de l'IMEC, 25, rue de Lille 75007 Paris. Entrée libre mais nombre de places limité, réservations recommandées au (16) 42-61-29-29).

■ **L'ASSOCIATION GUY LEVIS MANO** annonce le transfert du fonds des éditions Guy Levis Mano à Verchény (Drôme). Les personnes souhaitant acquérir des livres édités par la maison devront s'adresser à cette association (26340 Verchény. 75-21-60-00).





Ma mère, mon ennemi

Elle est chinoise, vit au Canada et écrit en français. Le troisième roman de Yin Cheng explore, avec un brio farouche, les mystères d'une passion maternelle dévorante

L'INGRATITUDE
de Yin Cheng.
Actes Sud, 133 p., 80 F.

Stupéfiante, comme arrachée au malheur, à la beauté, mais incrustée dans le malheur, mais gravée dans la beauté, *L'Ingratitude* est la première œuvre publiée en France de Yin Cheng, jeune Chinoise immigrée en 1989 au Canada, où trois ouvrages d'elle ont déjà paru (1). Yin Cheng écrit en français, et ce qu'elle écrit dans un français superbe, clair et farouche, n'appartient qu'à elle. Seul Fritz Zorn, dans *Mars*, exprimait avec autant de ferveur négative et tenace l'absorption d'un être par la mort, ses liens inextricables avec les férocités banales de la filiation. La vie tenue, dès lors, pour un enfermement, pour une incapacité à naître.

Yin Cheng (qui ignore tout de Zorn et de ses tortures zurichoises) exprime avec autant de puissance calme les forces de l'enfer, de cet enfer où l'on n'est pas précipité pour y être perdu, mais qui vous investit vif, interdisant la moindre distance avec soi-même. Et prévenant la moindre échappée. La mort, cette fois, ne désincarcère pas de la vie ; il s'agit bien de l'enfer dont Shakespeare dit, dans *La Tempête*, qu'il *« est vide et tous les démons sont ici »*.


JOHN FOLEY/OPALE
Yin Cheng : un « amour d'araignée dominant son territoire par les substances de son corps »

Dans ce bref et dense roman, la douleur, à son paroxysme, s'épuise, énergique et froide, dans le *désastre de la fusion*. Fusion d'une mère, d'une fille, qui accule cette dernière, Yan-Zi, à se priver d'une vie dont l'autre confisque chaque parcelle, chaque souffle, chaque molécule. *« Je cherchais maman dans l'air et elle était présente partout. Elle me possédait sans être là. »* Sans pathos, avec une science aiguë du récit, du détail quotidien, Yin Cheng décrit les ravages de cet *« amour d'araignée dominant son territoire par les substances de son corps »*. Elle fait éprouver l'horreur d'une vie à laquelle une autre s'agglutine, qu'une autre veut incorporer. Et qui fait désirer d'être provenue plutôt *« d'une pierre ou d'une plante sans nom »*. Elle fait entendre la détresse d'avoir été *« envoyée dans le ventre d'une ennemie »* et la fureur de cette asphyxie qui ne laisse d'autre choix que d'*« arrêter la vie et effacer la honte. La honte d'avoir une mère et d'être* [soi] *»*. Le rejet, la détestation pourraient triompher si l'amour n'était indissolublement accolé à la haine. Un amour plus atroce encore *et qui s'enracine à jamais* dans un désir de plaire éperdu, toujours vain...

Mais Yin Cheng ne se cantonne pas dans les affres où baignent mère et fille ; des scènes animées, très vivaces, se succèdent, qui informent de manière inattendue, comme en passant, sur la vie contemporaine en Chine, la puissance des traditions, l'emprise de l'autorité politique. Toute une constellation de parents, d'amies et de garçons entoure Yan-Zi, ajoutant à sa difficulté de vivre, même lorsqu'elle espère trouver en eux une voie vers une liberté, vers un acquiescement possibles. Voyez le père, intellectuel assez veule, en proie à la mère lui aussi, d'autant qu'un accident l'a diminué. Un père qui préfère penser le monde plutôt que de conduire sa vie privée, et dont Yan-Zi, fidèle à elle-même, refuse de *« porter les gènes »*, songeant là aussi, pour les tuer, à se tuer elle-même.

Seule instance fragile, apaisante, en instance de départ, la grand-mère gourmande, avide de gâteaux, et dont les cheveux coulent entre les doigts *« comme une eau insaisissable... un liquide encore tiède mais déjà destiné à la terre »*. Amère, en revanche, la relation aux hommes, en qui la mère ne voit que *« des concurrents menaçants, des mangeurs et des voleurs de sa fille »*, et que ses ruses évinceront chaque fois. Ne trouve grâce à ses yeux que celui qui fait preuve d'allégeance à la toute-puissance maternelle, permettant à la vieille femme férue jusqu'au délire d'honorabilité de fiancer enfin sa fille.

C'est déjà morte, suicidée, que Yan-Zi se raconte et narre encore la vie qui entoure son cadavre vengeur, seule réponse au langage d'une mère envoûtante, perverse, qui, eût-elle connu sa fille avant sa naissance, eût préféré, affirmait-elle, se faire avorter. Vengeance redoublée, car c'est un *« corps devenu impur* [et qui] *se confondrait plus facilement désormais avec la boue »*, qui s'offre au deuil d'une mère aux pieds desquels Yan-Zi eût préféré périr à défaut de *« mourir dans son ventre »*. Corps impur, car, s'en étonnera t-on, la jeune fille, avant de se tuer, désire connaître la jouissance, transgresser l'interdit et trouver, peut-être, une autre issue. Et Yan-Zi de faucher sans hésiter Bi, le fiancé *« ridé »* d'une amie, et d'éprouver fugitivement pour lui *« une soif de mourante »*. Mais, livrée *« aux bras d'un inconnu »*, la jeune fille n'aura pensé qu'à sa mère, dont elle subit jusqu'au bout le carcan.

Si Yin Cheng, sans la moindre faille, explore, traduit ce mystère majeur, ce mystère filial, c'est que chaque phase de cette passion est ici incarnée, révélant d'emblée un auteur magistral.

Viviane Forrester

(1) *La Mémoire de l'eau* (Liémac, 1992) et *Les Lettres chinoises* (Liémac, 1993).

Delarue, spéléologue des consciences

LA FAIBLESSE DE DIEU
de Claude Delarue.
Seuil, 220 p., 95 F.

Le romancier, pour peu qu'il soit *« créateur authentique, ne peint pas pour le vain plaisir de peindre... ce qu'il fait, au moment même où il fouille dans ses créatures, c'est jeter des lueurs dans les ombres qui sont les ombres de tous, c'est confesser ces vivants épars, inconnus, perdus, qui, sans lui, ne connaîtraient point toujours leur mal ; c'est leur montrer le bestiaire obscur qui grouille dans leur âme, afin peut-être, que, troublés, épouvantés, ils se voient enfin et songent sur eux-mêmes. »* On pourrait croire que Charles Plisnier a eu la prémonition des romans de Claude Delarue. Peu d'auteurs, en effet, pour fouiller comme lui dans les ombres des consciences, en traduire les ambiguïtés, déceler en chacun la part de Dieu et de Satan. C'est une constante dans son œuvre, mais jamais il n'est allé aussi loin dans cette spéléologie qu'avec Blumenfeld et Friedengraf.

L'un est juif, marchand d'art, l'autre est un peintre allemand ; l'un, au lendemain de la guerre, s'est juré de ne jamais venir en Allemagne, l'autre a tiré d'un camp une jeune tzigane, Réka, quasiment sans mémoire et pianiste surdouée ; l'un vit à New York, l'autre dans l'isolement au fond de la Forêt-Noire. Blumenfeld a révélé au monde l'œuvre de Friedengraf qu'il n'a jamais rencontré. C'est une œuvre qu'on ne peut *rattacher à rien, à aucune école*, et qui ne peut être l'annonce d'une nouvelle forme d'art. Sous le titre unique de *La Faiblesse de Dieu*, ces toiles ne touchent pas le marchand par leur seule qualité picturale, elles recèlent un mystère, une sorte d'absolu qu'il ne parvient pas d'abord à déchiffrer bien qu'il ait l'étrange sentiment d'être en communion, en intimité avec cette énigme qui le bouleverse.

Dès qu'il fut en présence des tableaux de Friedengraf, Blumenfeld a discerné le génie, mais plutôt que l'exaltation et la passion propres à ce genre de découverte, il a *« éprouvé plus d'anxiété que de plaisir, une anxiété provocante, irrésistible »*. Irrésistible comme les interrogations que lui posent cette œuvre, ne serait-ce que de savoir d'où elles détiennent leur pouvoir d'envoûtement. Et la Shoah apparaît au centre de toutes les réponses possibles, atrocement indéniables malgré la complexité qu'il y a à expliquer *« la prospérité du méchant... l'affliction du juste »*. A se demander si Dieu n'a pas eu tort de permettre à Caïn de se multiplier, de sauver Noé, et si son amour pour la création n'est pas une criminelle faiblesse. Mais la question : *« Qu'as-tu fait de la vie ? »* ne se pose pas seulement à Dieu ; l'homme aussi doit y répondre qui *aurait pu faire que l'horreur ne fût* pas, une horreur qui hurle sur les toiles de Friedengtraf et qui conduira Blumenfeld, placé devant *« un pan entier de la souffrance de* (son) *peuple »*, à affronter des révélations qui lui feront comprendre ce qu'il n'avait pas immédiatement vu sur les toiles, qui sont à la fois un cri et l'aveu caché des secrets du peintre. Et nous les voyons parce qu'*« ils se voient enfin »*.

Nous ne sommes pas, dans le roman de Claude Delarue, en présence d'une lourde machine démonstrative. Nous suivons une histoire, des êtres de chair et c'est à travers leurs vies, jusque dans ce qu'elles ont de plus quotidien, que l'indicible se devine. *« Les romans authentiques sont des questionnaires secrets »* disait aussi Charles Plisnier. En voilà un.

Pierre-Robert Leclercq

Eros, il a vécu

Pierre Bourgeade et Vincent Borel font la preuve romanesque de l'érotisme victorieux

ÉROS MÉCANIQUE
de Pierre Bourgeade.
Gallimard, « L'Infini »,
80 p., 60 F.

UN RUBAN NOIR
de Vincent Borel.
Actes Sud,
260 p., 118 F.

A côté du fatras de tout ce qui s'affiche « littérature érotique », il y a des textes, rares, qui réussissent à suggérer la réalité onirique d'un fantasme singulier. « Eros mécanique », le premier récit – qui donne son titre à l'ouvrage – du dernier livre de Pierre Bourgeade, est un chef-d'œuvre du genre. Pierre Bourgeade a choisi la forme brève et écarté tout ce qui pouvait entraver la trajectoire d'une épure ludique. Il prouve par l'exemple que la nouvelle est le meilleur vecteur de la veine érotique. Discrètement teintées de suspense, les six petites merveilles d'*Eros mécanique* sont ciselées dans la chair crue des voluptés excessives et insolites, sans une once de ces clichés qui alourdissent si souvent les romans « érotiques ».

Bourgeade connaît toutes les ficelles d'un art tendu de rigueur. La mécanique d'Eros est fragile. Il sait qu'à trop retarder l'issue il peut y avoir fiasco, mais il sait aussi que l'instant paroxystique est toujours décevant : les figures du désir assouvi retombent en deçà du rêve. Il décrit l'attente, le guet, la surprise, l'incognito. *Eros mécanique* est au zénith de deux solitudes : le lecteur est pendu aux lèvres du narrateur, dans le trouble exacerbé de deux intimités qui finiront par coïncider.

La plupart des romans érotiques se cantonnent prudemment au rituel consacré de la gaudriole ou de la gauloiserie. Il est parfois insupportable d'avoir accès à la différence, au particulier, à la monstruosité – cet indicible qui se montre. *Eros mécanique* semble sacrifier aux sentiers battus : une femme prend son plaisir, et donne plaisir à son compagnon, en se soumettant aux souffrances d'un esclavage jouissif. Ce pourrait être le point culminant d'une quête conventionnelle si Bourgeade ne nous entraînait illico dans les souterrains de la stratégie, là où l'ellipse littéraire contente l'imaginaire. L'auteur néglige de décrire le remue-ménage(s) « bon enfant » d'une scène de sexualité collective et échangiste. Pourquoi se détourner du corps du récit, celui d'une femme offerte dans sa nudité, escamotée après usage, vainement recherchée ensuite, touchée certes mais imprenable, au plus fort d'une débâcle perverse ? Tout cela discrètement immergé dans l'élégante simplicité du style : *« L'hiver passa. Je me liai d'amitié avec l'assistante d'un commissaire-priseur. Laurence avait vingt ans. »* Un paragraphe donne la clé de l'énigme. Le jeu sexuel n'a pas d'existence sans le langage qui en décuple au ralenti le processus prévu et prévisible : *« J'aimais lire*, nous avoue le narrateur comme si cela était le véritable péché. *Je me voyais attachant cette femme à un fauteuil. »* En bref, le sexe s'ouvre comme un livre : *« Je posais ensuite un vrai livre ouvert sur ce livre-là, je me mettais à lire. En déplaçant légèrement le livre, je voyais apparaître la fente, aux lèvres collées ou décollées, et, en me penchant, je pouvais sentir son odeur sauvage qui se mêlait à l'enivrante odeur des livres neufs, à l'odeur des vergés ou des japons, à l'odeur des cartonnages et des maroquins, à l'odeur de colle des brochages ! »*

Hormis les témoignages écrits par les victimes, le sida n'incrustera ses stigmates dans la littérature qu'indirectement, comme la syphilis a indirectement noirci la sexualité dans les romans et la poésie du XIX[e] siècle. Pierre Bourgeade ne situe pas vraiment ses nouvelles (il y a bien un bois de Boulogne en 1990). Le seul temps d'Eros est celui de Thanatos, résumé dans le dernier texte de douze lignes, « Le Trou ». Mais, ici, l'épidémie ne crée pas de censure. La fiction n'a pas à se poser la question de la prévention. L'imaginaire érotique est sans risques.

UNE QUÊTE DE LA JOUISSANCE

Plus scabreuse était l'élaboration du roman de Vincent Borel, au titre *immédiatement révélateur* : *Le Ruban noir*. Vincent Borel raconte la vie d'un jeune homme « déjanté », mais bougrement intelligent et sensible, qui apprend sa séropositivité et n'accepte pas de se réfugier dans la douleur. Après une explosion de rage et de désespoir, il reprend sa quête de l'amour et de la jouissance. Enfin un personnage d'aujourd'hui, bien réel, dans sa vérité peu raisonnable, hors normes certes mais représentatif d'un certain milieu en sursis où des jeunes hommes romantiques brûlent les prolongations. Le narrateur dit tout. Homosexuel, séropositif, amateur de douces drogues et de quelques autres plus dures, il mord la vie jusqu'aux limites les plus folles de l'extase : partouzes, musique techno, raves, envoûtements nocturnes. C'est du Musset. Un Lorenzaccio 1990 qui chante un paradis au goût d'enfer, en play-back sur du Rimbaud ou du Baudelaire. Imparfait certes – le vocabulaire « branché » frôle souvent la complaisance –, *Le Ruban noir* régénère le roman par sa violente audace et sa jeune frénésie. C'est avant tout un document authentique sur les marges vibrantes de notre société qu'on voudrait oublier ou ne pas voir. Vincent Borel renverse les tabous les plus tabous. Il n'a cure des associations philanthropiques qui imposent des modes de vie aux malades affolés. Il rue dans les brancards de la maladie, il « s'éclate », de Barcelone à Paris, des boîtes aux lits dévastés des aubes en gueule de bois, il exorcise le désastre et chante les outrances du refus. Il affirme avec insolence que notre liberté est plus redoutable que notre responsabilité et que chacun est maître de penser chez soi. Qu'il n'y a pas une manière convenable de vivre et de mourir.

Les phrases aux méandres forcenés du *Ruban noir* – musique « synthé » traversant le désespoir des ténèbres – sont, dans l'envers du miroir, l'explosion barbare de ce qui est magnifiquement condensé dans *Eros mécanique*. Au-delà d'écritures brutalement opposées, Pierre Bourgeade et Vincent Borel se rejoignent dans la recherche de l'Eros perdu.

Hugo Marsan

Lumières sur Naples

Deux cents ans après la révolution démocrate de 1799, Maria Antonietta Macciocchi brosse le portrait de combat d'une marquise « jacobine » oubliée de l'Histoire officielle

ELEONORA
La vie passionnée d'Eleonora Fonseca Pimentel dans la révolution napolitaine (Cara Eleonora)
de Maria Antonietta Macciocchi.
Traduit de l'italien par Monique Baccelli,
éd. du Félin, 384 p., 148 F.

Qui connaît Eleonora Fonseca Pimentel ? Peut-être quelques rares fanatiques d'Alexandre Dumas, qui évoqua à plusieurs reprises cette *« femme plus sympathique que belle »*, au geste grave et majestueux de *« statue antique animée »*, admirable pour sa vertu et *« le respect qui suit le malheur »*. Les dictionnaires, eux, l'ignorent et n'ont guère plus d'égards pour l'épisode révolutionnaire dont elle fut l'égérie : l'éphémère République napolitaine de 1799. Lorsque, à l'école des penseurs libéraux et des philosophes des Lumières, elle tenta avec d'autres, fascinés par le formidable chantier politique et institutionnel ouvert en France, de secouer la chape de conformisme et d'obscurantisme qui écrasait la Naples des Bourbons, les princes réagirent avec plus d'efficacité que n'avait su le faire Louis XVI dix ans plus tôt. Le sort tragique de sa soeur Marie-Antoinette donna à la reine Marie-Caroline, pour étouffer l'insurrection dans le sang, une froide détermination qui semble avoir gagné la partie puisque l'Histoire officielle n'a guère fait de place à un mouvement révolutionnaire trop vite compté au rang des épigones du bouleversement français.



Perquisition chez Eleonora Fonseca Pimentel

ALINARI/GIRAUDON

Eleonora, puisque cette familiarité affectueuse prévaut dès le titre de la biographie qui lui est aujourd'hui consacrée, est née à Rome au sein d'une aristocratie au cosmopolitisme alors très ordinaire. Son père, venu du Portugal mais d'ascendance espagnole, quitte la ville pontificale pour Naples dès 1760. L'enfant a huit ans. Si elle se sentira toujours napolitaine, ses ennemis sauront rappeler son origine étrangère. Elle reçoit une éducation policée et ouverte, où langues et sciences ne sont pas des apanages masculins. Le mentor d'Eleonora, l'abbé Galiani, a pleuré M[me] du Châtelet et Diderot vante sa vivacité spirituelle. A une telle école, elle noue les contacts les plus audacieux. À vingt ans déjà elle adresse ses poèmes à Métastase, gloire officielle du temps, un sonnet aussi à Voltaire qui, en retour, répond en vers au *« beau rossignol de la belle Italie »*. Elle contracte bientôt un mariage de convenance, qui tourne vite au désastre : son époux la trompe ostensiblement et, si elle obtient d'en être juridiquement séparée, un procès retentissant la marginalise comme *« folle »*, ce qui n'est pas sans rappeler les déboires de Sade de l'autre côté des Alpes.

Eleonora est une femme de son siècle, celui des Salons littéraires, qu'elle fréquente, et dont les exemples parisiens fixent le modèle. Lectrice de *L'Encyclopédie*, qu'elle achète en fascicules – la légende veut même qu'elle joue au loto pour s'autoriser la version bibliophilique –, elle suit les préceptes de Gaetano Filangieri, dont *L'Etat selon la raison* établit la réputation de *« Montesquieu italien »*.

L'ESPRIT DE MONTESQUIEU

Les ouvrages de ce jeune philosophe, largement traduits en français à la veille de la Révolution, assurent sa notoriété que combattent les autorités bourbonniennes : *La Science de la législation* est condamnée comme *« vénéneuse »*. Loin d'être à la remorque des idées parisiennes, la pensée politique qu'adopte bientôt Eleonora sur le droit des citoyens à choisir leurs dirigeants s'inscrit dans la réflexion théorique qui unit *L'Esprit des lois* et la Constitution américaine, et où l'Italie sait être singulière. L'hommage de l'amiral Latouche-Tréville venu saluer la veuve de Filangieri en décembre 1792 dit clairement la communion, voire la révérence, en aucun cas l'annexion arrogante. Avec l'invasion de la péninsule par les armées françaises, les abus se multiplieront ; Eleonora et ses amis les dénonceront avec force, mais le général Championnet, présent ce 21 janvier 1799 où l'on proclame la République napolitaine, une et indivisible, reste admiratif devant *« ces étonnants Napolitains »*.

Sous la plume de Maria Antonietta Macciocchi, Eleonora – double de M[me] Roland ? – se métamorphose en symbole du féminisme et du journalisme moderne, à la tête d'*Il Monitore napoletano* (trente-cinq numéros d'un *« journal politique exemplaire »*). Egérie de la pensée politique dont naîtra l'unité de la péninsule, elle affiche sa dimension européenne comme un défi à notre siècle finissant. On aura compris que l'ancien député du Parlement de Strasbourg relit l'aventure étonnante de cette marquise portugaise et romaine comme l'emblème d'un projet encore brûlant.

La journaliste ne cède jamais devant les conventions du genre qu'elle sert en amateur. Aussi le mélange des registres et des tons surprend-il souvent : apostrophes au lecteur, relations personnelles sur les difficultés de l'enquête intégrées au récit alors qu'on les attendrait plutôt en notes, fragments – parfois longs – d'archives livrés dans le texte, comme par crainte qu'on ne les lise pas vraiment, réappropriés par l'écriture de l'historien... C'est qu'il s'agit autant d'un plaidoyer enflammé pour la femme et l'esprit qu'elle incarne que d'un portrait consciencieusement exhumé de sources longtemps négligées. Il y a une évidente implication passionnelle dans cette évocation qui semble payer une dette ancienne, celle contractée dès l'enfance par la petite Maria Antonietta, butant obstinément sur la plaque commémorative d'une maison natale dans la Rome mussolinienne : *« Savante et poétesse (...), martyre de la liberté »*...

Maria Antonietta Macciocchi fait là acte de foi. Foi en une conception de la liberté et de la démocratie héritées des Lumières et qu'on ne soutient plus guère, certains legs généreux s'avérant dangereux vus du XX[e] siècle. Macciocchi n'a pas de ces scrupules ou de ces prudences. Avec une énergie roborative, elle sculpte la statue de cette femme noble qui, au nom de la raison philosophique, défendit la plèbe avant d'en être la victime. Née dans le giron de l'aristocratie éclairée, la marquise *« jacobine »*, qu'admirait passionnément Benedetto Croce, unit l'aventure intellectuelle et le destin d'une ville. Hommage à la Naples du XVIII[e] siècle et aux vertus philosophiques du temps, ce portrait de combat fait plus que remettre en lumière une femme de cœur et d'action : il redonne à penser un épisode oublié qui, aujourd'hui encore, peine à obtenir sa juste réhabilitation.

Philippe-Jean Catinchi

Mémoire confisquée ?

Avec 1996, l'Italie s'apprête à entrer dans le cycle commémoratif des soulèvements démocratiques et des républiques sœurs qui ont prolongé outre-monts le rêve égalitaire de la Révolution française. Ces épisodes peu fréquentés, que les historiens français n'évoquent que schématiquement – et encore se limitent-ils souvent à l'Italie du Nord (1) – semblent négligés par les Italiens eux-mêmes si l'on observe la littérature somme toute bien limitée qu'ils y consacrent. Aussi pouvait-on s'attendre à voir paraître nombre d'ouvrages, s'ouvrir force débats sur ces événements, leur lecture et leurs implications idéologiques.

Or la presse italienne s'est fait l'écho dès le mois d'octobre d'une campagne qui mobilise contre la célébration, jugée déplacée, une partie de l'intelligentsia du pays. Figure emblématique de cette « réticence », l'historien médiéviste Franco Cardini ne répond pas aux questions qui s'imposent pourtant : à titre personnel, pourquoi participe-t-il à un mouvement qui l'annexe hors de son domaine de compétence ? Et alors son adhésion strictement privée autorise-t-elle à en faire le leader de cette contestation d'une mémoire civique ?

Plus généralement, cette mobilisation qui vise à évoquer les *« crimes »* révolutionnaires s'apparente trop à un nouvel acte de révision historique dans la lignée des débats « vendéens », chers à Philippe de Villiers – lequel est du reste associé aux manifestations prévues dès l'an prochain dans la péninsule italienne –, pour qu'on ne s'interroge pas sur les intentions qui peuvent la soustendre. Peut-on dénoncer le parti de l'étranger dans ces insurrections urbaines et ces mouvements populaires qui accompagnent certes la percée italienne des armées du Directoire, général Bonaparte en tête, sans dénier la singularité d'une réflexion politique qui, de Giambattista Vico à Gaetano Filangieri, ne démérite pas dans le mouvement des Lumières, en marge de Montesquieu et de Jefferson ? Peut-on évoquer les victimes de la Révolution dans un espace marqué par la violente reprise en main des Bourbons à Naples à l'été 1799, qui place la palme du martyre dans le camp des démocrates ?

Le pape Jean Paul II, en béatifiant cet automne *les « martyrs des pontons de Rochefort »* (2), semble réactiver l'image démoniaque de la Révolution française : ces prêtres et religieux vendéens, déportés par la Convention finissante, reviennent bien à propos sous les feux de l'actualité, ce qui est loin d'être indifférent (voire innocent ?) dans ce contexte. L'Eglise oubliera-t-elle les victimes du cardinal Ruffo, ministre du roi de Naples Ferdinand IV ? Les sacrifiera-t-elle une deuxième fois ? Il est trop tôt pour assurer du pire, c'est-à-dire d'une vision historique tronquée, encore mal dégagée et déjà confisquée par la remise en cause de sa légitimité.

Si les Français ont pu autant gloser sur leur histoire nationale, c'est parce qu'ils en faisaient inlassablement un champ d'études, voire d'affrontements, torturant leur mémoire plutôt que de la sacrifier. Le cas italien est tout autre et la méconnaissance de ces épisodes tardifs des révolutions des Lumières risque de faire passer pour anecdotique une option révisionniste en passe de s'affirmer plus fortement que la commémoration d'un élan aux sources de l'unité nationale.

Si ceux qui aujourd'hui combattent la mémoire républicaine de l'Italie ne sont pas forcément des adversaires du *risorgimento*, il reste inquiétant, dans la situation politique actuelle, de voir valoriser les ennemis de la démocratie aux dépens de ceux qui voulurent l'établir.

Ph.-J. C.

(1) *La Grande Nation. L'Expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799*, de Jacques Godechot (réédition Aubier, 1983).
(2) *Le Monde*, du 3 octobre.

Eternel Casanova

Avec une complicité euphorique, Lydia Flem relate une vie placée sous le signe de la jouissance. Une invitation à la légèreté et au bonheur

CASANOVA
ou l'exercice du bonheur
de Lydia Flem.
Seuil, coll. « Librairie du XX[e] siècle », 240 p., 120 F.

Personnage aux multiples facettes, Casanova a été, en deux siècles, hissé à la hauteur d'un mythe. Les organisateurs d'un colloque international qui se tient ces jours-ci à Budapest (Hongrie) autour de « Casanova, aventurier et écrivain » (1) n'affirment-ils pas que, *« par sa liberté de ton, sa vie aventureuse et son esprit européen avant la lettre, il est une figure où chacun peut trouver un écho à ses préoccupations contemporaines »* ? A trop considérer le mythe, on court pourtant le risque de manquer l'homme. Ce serait fort dommage, comme le prouve le *Casanova* de Lydia Flem. Son essai, auquel elle donne pour sous-titre « L'exercice du bonheur », est un livre heureux. Par la complicité euphorique, presque amoureuse, que l'auteur entretient avec son personnage, par le style lumineux, le rythme allègre avec lesquels elle épouse, sans jamais l'emprisonner dans un jugement moral, la vie libre d'un homme qui s'est toujours abandonné à la pure jouissance du présent. L'un des mérites de Lydia Flem est de montrer comment cette inclination au bonheur est née d'une victoire sur la mort : dans sa petite enfance, Giacomo pleurait du sang, victime d'hémorragies nasales répétées qui auraient pu lui être fatales ; peut-être était-ce pour lui le seul moyen de retenir l'attention d'une mère qui, bien qu'aimante, s'éloignait toujours davantage de Venise pour jouer, ailleurs, les amoureuses de comédie. Ce fut sa grand-mère qui, après l'avoir conduit vers une vieille sorcière de Murano, dont les gestes incantatoires le guérirent enfin, lui a donné le goût de l'existence et une absolue confiance en lui-même. Ce sentiment d'être protégé par un génie bienveillant, cette sensation d'impunité magique, lui ont permis de braver les règles sociales, *de défier tous les interdits*, de rester un homme *« hors jeu »*, sans conséquence, qui, toujours en instance de départ, arpentait le théâtre du monde pour conquérir – lui, le petit-fils d'un cordonnier de la lagune – la seule noblesse qui ne puisse pas lui être contestée : celle du talent personnel. Mais ce sont surtout les jardins de l'amour que Lydia Flem explore avec une ferveur joyeuse ; en racontant quelques-unes des rencontres de Casanova avec des femmes qui, selon elle, ont toujours été ses doubles, ses complices, c'est-à-dire des femmes libres d'aimer, elle nous montre comment il a aimé chacune dans sa singularité, évitant de faire peser sur elle l'ombre du tragique.

Lydia Flem consacre des pages très douces, très tendres, à la fin de la vie de Casanova, lorsque, désargenté et son corps ayant cessé de flamber, il se réfugie au château de Dux, où le comte de Waldstein l'accueille comme bibliothécaire. En entreprenant, à soixante-quatre ans, de rédiger *L'Histoire de ma vie* (2), il s'abandonne à une autre volupté : celle de l'écriture, qui efface la mélancolie et les persécutions du monde. Revendiquer jusqu'au dernier souffle le droit au bonheur, sans jamais le ternir par le repentir, c'est la véritable insolence, le « scandale » de Casanova. Et l'on sait gré à Lydia Flem de nous le faire sentir dans un essai qui est une belle invitation à la légèreté.

Jean-Noël Pancrazi

(1) Jusqu'au 16 décembre, à l'Institut français de Budapest, avec le concours de l'Institut culturel italien en Hongrie.
(2) Réédité chez Laffont, coll. « Bouquins », 1994.

★ **Signalons également la réédition d'un autre essai de Lydia Flem, *L'Homme Freud. Une biographie intellectuelle* (« Points »-Seuil, N P49).**

Stendhal en esthète

LE MUSÉE IDÉAL DE STENDHAL
de Dominique Fernandez.
Citations et œuvres choisies par Ferrante Ferranti,
Stock, 240 p., 390 F.

L'évidence ! Comment les éditeurs n'ont-ils pas songé plus tôt à confronter les jugements esthétiques de Stendhal, voyageur amoureux de son émotion, et les créations qui lui inspirèrent tant de pages, secrètes parfois, attendues souvent et ici recoupées puisque Dominique Fernandez et Ferrante Ferranti rapprochent avec bonheur le verbe gourmet et érudit de l'essayiste et l'impression authentique du visiteur, soucieux de gratifier le guide d'un pourboire convenable comme de s'en débarrasser bientôt. On découvre ainsi les jugements abrupts et sans aménité de l'écrivain devant la *Déposition de Croix* de Raphaël au palais Borghèse (*« style (...) dur et sec »*, *« on y trouve même une grosse faute de dessin »*) que son *Histoire de la peinture en Italie*, inachevée, ne laisse guère deviner.

Confronter les confidences de l'égotiste et les références du connaisseur est un jeu stimulant qui ne gâche pas la fraîcheur des émotions que Stendhal entend partager, lui qui juge du beau au trouble physiologique qu'il en ressent. Sans mentor, ni truchement, l'homme ne regarde que par lui-même. Un projet de musée idéal a-t-il alors un sens ? Sans doute puisqu'il rend au regard de l'esthète amateur sa vraie dimension, spontanée et gracieuse par sa gratuité même. *« L'essentiel est de n'admirer que ce qui a fait réellement plaisir. »* Stendhal serait-il donc singulier dans ses choix, ses coups de cœur comme ses réserves, presque méprisantes parfois ? Pas forcément, mais il se soucie peu de situer son goût dans celui de son temps : il y participe, bien sûr, mais sans en ressentir la pression, dépris des enjeux de ses contemporains. Libre résolument plutôt que singulier. Aussi ce musée imaginaire, bien que peu compatible avec l'esprit d'un homme qui ne goûte guère les pensums culturels, n'est-il pas un faux sens, mais plutôt une invite complice à partager les humeurs entières, inconséquentes parfois, d'un promeneur amoureux. Une bien plaisante invitation au voyage en Stendhalie.

Ph.-J. C.

Lettres d'une ville meurtrie

Par la voix de sa narratrice, Asmahan, la romancière Hanan El-Cheikh dit à ses amis, à ses parents, la douleur d'un Beyrouth déchiré

POSTE RESTANTE BEYROUTH
de Hanan El-Cheikh.
Traduit de l'arabe
par Michel Burési
et Jamal Chehayed,
Actes Sud, 360 p., 148 F.

Italo Calvino disait : *« Durant les périodes d'oppression, l'écrivain qui veut donner une forme claire à sa pensée, l'exprime au moyen de fables. »* La guerre civile libanaise a été une longue et douloureuse période de démence où l'oppression venait de partout et n'épargnait personne. Lorsque l'armée israélienne entra à Beyrouth, en août 1982, après deux mois de bataille, un poète, Khalil Hâwi, se tira une balle dans la tête. Il n'était pas disposé à inventer une fable pour dire l'intolérable. Ceux qui résistaient par l'écrit étaient réduits au silence ou à l'exil.

Le poète Hussein Mroué, l'intellectuel communiste Hassan Hamdane, des journalistes comme Salim Laouzi et Talal Salman furent assassinés.

Durant ces quinze années de destruction, on se disait que de ces ruines naîtraient de grands livres. Nadia Tueni, Dominique Edé, Elias Khoury ont écrit des textes forts et subtils. Voici aujourd'hui la voix particulière d'une romancière, née au sud du Liban dans une famille chiite, une voix tantôt douce, tantôt en colère, parlant toujours sur le ton de l'ironie ou simplement avec cette distance que les Méditerranéens utilisent quand ils vivent une tragédie. Ce roman est le troisième livre de Hanan El-Cheikh traduit en France. Le précédent, *Femmes de sable et de myrrhe* (1), se passait dans une de ces monarchies pétrolières du Golfe où les relations entre les hommes et les femmes s'inscrivent dans le déséquilibre et la violence. Aujourd'hui, Hanan El-Cheikh revient sur ses pas et nous dit la guerre du Liban. Elle le fait en s'adressant à ses amies, à ses amants, à sa grand-mère, à Billie Holiday ou, simplement, à sa terre natale.

SOPHIE BASSOULS

Hanan El-Cheick, entre douceur et colère

On oublie qu'il s'agit d'une lettre ou d'une confession. La narratrice, qui porte le nom d'Asmahan, probablement en souvenir d'une belle chanteuse aux yeux clairs tôt disparue, parle comme si la guerre était une chose normale, faisait partie des tracas de la vie quotidienne. On plonge dans ces longues lettres comme on pousse la porte d'une grande et vieille demeure où la vie a été heureuse, où les gens se sont aimés puis détestés, où la présence d'un rat perturbe une famille plus que la succession des bombes qui tombent sur le quartier. Comme elle l'avoue à son amie Hayat, qui vit en Belgique : *« Nous avons tous oublié pourquoi la guerre a commencé. Même ceux qui l'ont déclenchée en ont oublié la raison. »* Elle se confie à cette amie d'enfance comme si elle parlait à elle-même, convoque ses souvenirs et les confronte à la brutalité du présent. A une autre amie, une étrangère dont le compagnon a été pris en otage, elle dit le danger de l'oubli et l'accoutumance à l'horreur. *« Comment reconnaître une ville qui ne me fait entendre qu'un lointain écho de ses pensées ? »*, écrit-elle.

Asmahan parle, écrit, agit comme une femme romanesque, c'est-à-dire une femme qui vit dans ses rêves, continuant à aimer avec passion Beyrouth qui meurt et Nasser qui s'éloigne. Nasser est un Palestinien dont la famille est restée en Palestine après 1948. Il est ingénieur, voudrait résister mais sans porter d'armes. Leur amour suivra les soubresauts de l'histoire et Asmahan ne cesse de reprocher à Nasser d'avoir changé. Elle aurait voulu retrouver *« l'homme qui l'avait rendue folle »*, mais la guerre a fait des ravages dans leurs souvenirs jusqu'à les rendre étrangers à eux-mêmes.

C'est peut-être à cause de cette déchirure affective qu'Asmahan adresse une lettre à la guerre : *« Vivre avec vous, Madame la Guerre, demandait de longs efforts. Et il fallait en faire pour voir Beyrouth passer de main en main et se partager en deux secteurs, puis en de nombreux fragments de plus en plus petits. »* « Madame la Guerre » s'est installée au Liban ; elle s'y trouvait si bien. Elle a « aimé » Beyrouth comme tous ceux qui l'ont connue, s'est répandue dans tout le pays. Elle n'a épargné aucun village, surtout au Sud, là où des familles chiites et pauvres étaient expulsées par des armées aveugles. La montagne a perdu sa chevelure, elle a noirci. Et les vieilles personnes ont vu leurs illusions tomber l'une après l'autre.

Mais Beyrouth, malgré les ruines, malgré l'odeur persistante de la mort, malgré les klaxons et la puanteur des égouts ouverts, reste dans le cœur d'Asmahan comme dans celui de l'auteur qui vit à l'étranger depuis longtemps. Comme elle l'écrit dans sa dernière lettre, même défigurée et saccagée, meurtrie et trahie, Beyrouth a su redevenir *« une sphère dans une sphère avec des labyrinthes et des chemins qui conduisent à d'autres labyrinthes »*.

C'est une ville qu'on quitte souvent mais où on revient toujours et qui mérite bien qu'on lui écrive une lettre longue et secrète comme si on s'écrivait à soi-même pour démentir les blessures de la solitude.

Tahar Ben Jelloun

(1) Actes Sud, 1992.

Voyage au bout de la Chine

Deux érudits cheminant à la recherche d'une mystérieuse montagne : un grand roman sur la vie de Gao Xingjian, où l'essai est inséparable de la fiction

LA MONTAGNE DE L'ÂME
de Gao Xingjian.
Traduit du chinois
par Noël et Liliane Dutrait,
éd. de l'Aube, 670 p., 195 F.

La nature a toujours suscité en Chine un respect d'ordre magique et religieux, et la montagne, aire sacrée par excellence pour les taoïstes, un refuge idéal pour quiconque désire se retirer du *« monde de poussière »*. Aussi, les « notes de voyage » *(youji)* ont-elles été, dès les Song (Xe-XIIIe siècle) un genre littéraire traditionnel florissant.

Ce qui est plus surprenant, c'est de retrouver ces thèmes au centre du dernier roman de Gao Xingjian, plutôt connu jusqu'ici pour être un écrivain résolument moderniste, promoteur en Chine du théâtre de l'absurde (1), et dont l'*Essai sur les techniques du roman moderne* (1983) a provoqué en son temps un grand débat littéraire, et valu à son auteur d'être une des principales cibles de la *« campagne contre la pollution spirituelle »*.

La Montagne de l'âme est, de fait, un long roman sur l'interminable voyage qu'entreprennent, à travers la Chine du Sud, deux personnages à la recherche d'une mystérieuse montagne. Désignés en alternance par les pronoms « je » et « tu », l'un narre plus volontiers des histoires, tandis que l'autre analyse. Les deux points de vue finissent pourtant par s'entrecroiser, en suggérant qu'il pourrait s'agir de la même personne. Il y a aussi quelques figures féminines, créées, nous dit l'auteur, *« parce que "tu" est comme "je" : il ne peut pas supporter la solitude »*.

On passe ainsi des hauts plateaux tibétains au bassin du Sichuan et aux zones d'altitude du sud de l'Anhui, du pays des Qiang à celui des Miao, des Tong ou des Tujia, des forêts de tilleuls, d'érables ou de séquoias aux bosquets de catalpas et de gingkos millénaires, de paysages apaisants où on *« entend bruire la lumière de la lune quand elle se glisse à travers les branches des arbres comme des herbes aquatiques ondulant au fil de l'eau »* à de redoutables jungles hostiles et froides où les serpents *gi – aussi appelés « dragons des cinq pas »*, car leur morsure entraîne la mort immédiate, avant qu'on ait eu le temps de parcourir cinq pas – pullulent.

Mais est-ce vraiment un roman ou plutôt un essai *(Sanwen)* ? Les histoires et les anecdotes s'enchaînent tout au long des quatre-vingt-un chapitres et la fiction est permanente. Mais l'abondance de références historiques savantes, la qualité des analyses ethnographiques, les longues spéculations sur les origines de l'homme et de la civilisation transforment souvent le roman en essai. D'autant plus que l'auteur lui-même nous met en garde, en faisant disserter un critique obtus : *« Réunir ainsi des récits de voyage, recueillir des bribes d'histoires et des notes au fil du pinceau, (...) inventer des fables qui ne ressemblent pas à des fables, recopier des chansons et romances populaires avec en plus quelques histoires de fantômes créées de bric et de broc qui n'ont rien à voir avec des mythes, et réunir le tout, cela ne fait pas un roman ! »*

« L'ART DE LA LANGUE »

C'est pourtant bien un roman que l'auteur a voulu écrire, un roman où l'essai est inséparable de la fiction, l'éclaire et la soutient. Il s'en explique à la fin du livre : *« La différence entre le roman et la philosophie vient de ce que le roman est une production de la sensibilité, il plonge dans un mélange de désirs les codes de signaux arbitrairement construits et, au moment où ce système se dissout et se transforme en cellules, la vie apparaît. On en voit alors la gestation et la naissance, ce qui est encore plus intéressant que les jeux de l'esprit, mais, comme la vie, il ne répond à aucune finalité. »* Et puis, *« le roman, ce n'est pas la peinture, c'est l'art de la langue »*.

Le travail de Gao Xingjian, de ce point de vue, est remarquable. C'est en quête de matériau d'écriture qu'il fouille tant sa mémoire, qu'il cherche à percer les mystères de l'enfance où il sent bien que tout s'est irrémédiablement joué. Et il accorde une grande importance aux symétries sémantiques et à la musique des mots en alternant avec bonheur les rythmes secs de l'énoncé chinois, généralement bref, avec des longueurs insolites où la phrase se noie. Il a beau nous avouer que *« la langue est comme une boule de pâte dans laquelle passent des phrases, dès qu'on les abandonne, c'est comme si on pénétrait dans un bourbier dont on aura le plus grand mal à ressortir »*, il n'hésite pas à s'y engluer et il s'en tire à merveille. Ses tentatives d'une absence totale de ponctuation, où la phrase est brisée, sont incontestablement réussies. La traduction française, fidèle et particulièrement soignée, a bien rendu ces innovations.

C'est assurément d'un roman qu'il s'agit. Et d'un grand roman, sur la vie partie intégrante du cycle général de la Nature. La littérature chinoise des années 90, plutôt frappée de nécrose, devra désormais compter avec la force créatrice et les audaces de Gao Xingjian.

Alain Peyraube

(1) De larges extraits de sa pièce *L'Arrêt d'autobus* (1983) ont été traduits dans le recueil *La Remontée vers le jour* (Alinéa, 1988).

NICOLAS GUILBERT

ÉCONOMIE
PAR PHILIPPE SIMONNOT

Milton Friedman en prophète

ESSAIS D'ÉCONOMIE POSITIVE
de Milton Friedman. Préface de Pascal Salin.
Traduit de l'anglais par Guy Millière. Liberalia-Litec,
(158, rue Saint-Jacques, 75005 Paris), 303 p., 150 F.

L'univers agité des monnaies flottantes, tel que nous le connaissons aujourd'hui, avec ses pratiques et ses théories, un économiste l'a pensé dans le secret de son « laboratoire », il y a exactement quarante-cinq ans. La preuve en est ce mémorandum intitulé « Défense des taux de change flexibles » qu'il rédige en 1950 pour l'administration américaine, et qu'un modeste éditeur français a eu le courage et la bonne idée de traduire en français, ainsi que d'autres essais du même auteur. L'homme deviendra plus tard un Prix Nobel et une vedette de la science économique, dont la renommée égalera celle de Keynes. Pour le moment, il est, à l'université de Chicago, le « distingué professeur » Milton Friedman.

Cette année-là, le système des changes fixes instauré par les accords de Bretton-Woods a juste cinq ans, le dollar règne en maître sur le monde *« as good as gold »*, aussi bon que l'or. Et il faut beaucoup de culot et d'indépendance d'esprit pour prévoir l'explosion d'un ordre aussi majestueux et respecté. A trente-huit ans, Friedman n'a certes pas froid aux yeux. Lit-il dans le marc de café pour prévoir ainsi l'avenir en « extralucide » ? Le virus friedmanien a-t-il contaminé un nombre de plus en plus grand d'experts, de cambistes, de banquiers, de gouverneurs, de ministres des finances à la recherche d'un gourou ? La réalité est sans doute plus prosaïque. Il a suffi, en fait, à ce Rouletabille de l'économie de *« tenir le bon bout de la raison »*. A savoir qu'un taux de change fixe entre deux monnaies suppose qu'elles soient parfaitement substituables entre elles, ce qui implique qu'elles soient soumises à une seule politique monétaire ; or cette unicité est d'autant moins compatible avec des Etats indépendants que ces derniers entendent exercer leur souveraineté en matière de monnaie ; *ergo*, le système des changes fixes est irrémédiablement condamné. Il faudra attendre un peu plus de vingt ans pour que cette prédiction se réalise au niveau mondial grâce au coup de force d'un certain Richard Nixon en août 1971, et encore vingt autres années pour que le système monétaire européen explose à son tour pour les mêmes raisons. Sans que, pour autant, on ait renoncé à instaurer des changes fixes entre les monnaies du Vieux Monde dans le but de construire la monnaie unique d'une politique monétaire unique. *Perseverare diabolicum.*

C'est un régal de lire aujourd'hui le mémorandum de 1950. On y trouve, écrit ligne après ligne, tout le débat sur les avantages et inconvénients des changes flottants, qui a encombré des dizaines d'ouvrages après 1971 et fait rage encore maintenant entre les experts. Fascinante, l'actualité des termes employés par notre prophète il y a presque un demi-siècle ! La spéculation sur les changes ne peut être « déstabilisante » puisque normalement les spéculateurs achètent au plus bas et vendent au plus haut, ce qui devrait suffire à rétablir le calme. Néanmoins, Friedman admet de discuter l'hypothèse selon laquelle la spéculation privée pourrait être tellement *« dominée par des considérations politiques sans pertinence sociale »* que l'ajustement pourrait être insuffisant. Mais il démontre aussitôt, avec brio et pertinence, que les interventions de l'Etat sur les changes, ainsi que toute tentative de fixer autoritairement les parités, au lieu de calmer la spéculation, l'excitent jusqu'au paroxysme.

Les changes fixes offriraient-ils alors aux gouvernants impécunieux une sorte d'*« emblème de combat »*, leur permettant de *« résister au nom de la défense du taux de change aux pressions politiques incitant à agir de manière inflationniste »* ? Friedman reconnaît la force de cet argument, mais il prévoit que les Etats contourneront la discipline des changes fixes – en recourant, par exemple, à des contrôles directs sur les importations – et préféreront, en cas de nécessité, modifier les taux de change plutôt que d'abandonner le contrôle sur leur politique monétaire intérieure. Il faut se souvenir qu'à l'époque le commerce international commençait à peine à se libérer de l'économie de troc et de guerre, et que les contrôles des changes et des mouvements de capitaux étaient omniprésents. Et il est bien exact que le risque permanent était un retour au protectionnisme et au dirigisme, agrémentés, l'un et l'autre, de dévaluations en chaîne.

Les autres textes de ce recueil d'essais, datés des années 40 ou du tout début des années 50, concernent des problèmes plus pointus de la théorie des prix, de l'impôt, de l'emploi, de la monnaie marchandise. Une importante introduction méthodologique nous montre le parti résolument positiviste de Milton Friedman, selon lequel il n'y a pas de différences de nature entre sciences dites humaines et sciences dites exactes. Toute science prend comme point de départ des hypothèses théoriques qui n'ont pas besoin d'être *« réalistes »*. L'important est le pouvoir de prédiction que l'on en tire. Dans un langage qu'on dirait inspiré de Karl Popper, Friedman écrit : *« Les données factuelles ne peuvent jamais "prouver" une hypothèse, elles peuvent seulement ne pas réussir à la réfuter, et c'est ce que nous voulons signifier lorsque nous disons, de manière quelque peu inexacte, qu'une hypothèse a été "confirmée" par l'expérience. »*

En ce temps-là, Milton Friedman n'avait pas encore droit à l'immodestie quant à la validité de ses prédictions.

INTERNATIONAL
PAR DANIEL VERNET

Révolutions françaises

DE LA FRANCE
de Heinrich Heine.
Texte établi et présenté
par Gerhard Höhn
et Bodo Morawe.
Gallimard, 414 p., 95 F.

Ah, ces Allemands ! Ils réussissent tout mieux que nous. Ils ont réduit leur déficit budgétaire, comblé le trou de leur sécurité sociale, réformé leur chemin de fer, réduit le temps de travail en diminuant les salaires sans provoquer d'explosion sociale. Arc-boutés sur leur mark, dont la stabilité ne se dément pas, ils peuvent prodiguer paternellement des conseils aux moins performants, offrir des encouragements à ceux qui font preuve de bonne volonté et se donner le beau rôle en attendant qu'enfin l'Europe tout entière se rallie à leur modèle. Il serait injuste de les accuser de prétention. Les fautifs, ce sont plutôt les autres, leurs voisins, nous, les Français, qui entretenons leur complexe de supériorité et leur conscience malheureuse d'être, bon gré, mal gré, les premiers de la classe.

Pour relativiser cette fascination, il n'est pas mauvais de se rappeler que cette relation n'a pas toujours été à sens unique. Gerhard Höhn et Bodo Morawe, le premier professeur, le second journaliste, viennent de rééditer *De la France*, un recueil d'articles d'Heinrich Heine écrits au lendemain de la révolution de 1830. Ou plutôt de l'éditer, car il s'agit de la première version intégrale en français du texte du poète allemand, les autres éditions françaises – celles de 1833 et de 1857 – ayant été censurées. *De la France* fut très mal reçu en Allemagne. Gerhard Höhn et Bodo Morawe en expliquent la raison : *« Le scandale allemand est là : donner la France en modèle aux Allemands, leur expliquer le principe de la souveraineté du peuple et régler son compte à son vieux pays d'origine. »* Heine avait gagné Paris aux premiers échos de la révolution de Juillet et commentait régulièrement la situation française pour la *Gazette d'Augsbourg*. Ce texte n'est pas seulement une analyse politique ; il montre aussi comment les révolutions françaises ont créé les conditions d'une explosion de la modernité dans les arts et les lettres, notamment la peinture et le théâtre. Il trace des portraits ironiques de Casimir Perier, le premier ministre de Louis-Philippe, chef de file des *« juste-milieunaire »*, de Thiers, *« ce Goethe de la politique »*, de Chateaubriand, *« qui ne tirait qu'avec des pierres précieuses au lieu de bonnes balles de plomb bien vulgaires et bien incisives »*, de La Fayette, *« jeune homme sage comme un vieillard, vieillard chaleureux comme un jeune homme »*.

Mais son projet est surtout de mettre en évidence les différences entre la France et l'Allemagne et les leçons que ses compatriotes pourraient tirer de ce qui se passe de ce côté-ci du Rhin. *« Il est comique*, écrit-il, *de voir* [les républicains français] *crier à l'oppression pendant qu'on leur promet de se fédérer ouvertement contre le gouvernement et de dire des choses dont la dixième partie suffirait en Allemagne pour faire condamner un homme à une enquête perpétuelle. »* Heine n'est pourtant pas dupe de la monarchie de Juillet ; il compare les promesses démocratiques, faites dans le feu de la révolution, aux réalités, et il conclut : *« On croit s'apercevoir chaque jour davantage qu'on s'est grossièrement trompé. »*

Lui-même est plutôt monarchiste ; s'il admire la Révolution de 1789, les hommes de lettres qui l'ont inspirée et les grandes figures qui l'ont imposée, il reste prudent : *« Je ne voudrais pas vivre sous le gouvernement de pareils génies ; je ne pourrais supporter de me sentir guillotiné tous les jours et personne n'a pu le supporter et la République ne peut que vaincre et mourir d'hémorragie après la victoire. »* C'est pourquoi la République ne lui semble pas adaptée à l'Allemagne : *« La République est une idée*, dit-il, *et jamais les Allemands n'ont encore abandonné une idée sans l'avoir fait prévaloir dans toutes ses conséquences »* (y compris les plus tragiques et les plus sanglantes).

Il n'empêche que *« les deux peuples ont beaucoup appris l'un de l'autre »* et que la grande affaire de sa vie a été *« de travailler à l'entente cordiale entre la France et l'Allemagne »* (testament de 1851). Heine l'a fait, bien que cloué au pilori par les princes au pouvoir en Allemagne comme le représentant du *« parti français »* parce qu'il s'élevait contre la haine nationaliste, *« moyen d'asservir une nation par une autre »*. Dans sa dénonciation du nationalisme, était-il utopiste ou simplement visionnaire ? *« Il n'existe plus de nation en Europe*, affirmait-il dans la préface de 1832 à *De la France*, *mais seulement deux partis : l'aristocratie et la démocratie. »* C'est au nom de cette démocratie qu'il espère une alliance des peuples allemand et français débarrassés des préjugés et des superstitions, *« bref, de la bêtise »*. Un programme d'une grande actualité que pourrait paraphraser l'épigraphe de son premier article après la révolution de Juillet : *« Vive la France ! – et vive l'Allemagne ! – Quand même... »*

POLITIQUE
PAR ANDRÉ LAURENS

Un besoin de gaullisme

POURQUOI JACQUES CHIRAC ?
de Jean Charlot.
De Fallois, 331 p., 125 F.

JACQUES CHIRAC AUTHENTIQUE
de Pierre Boué-Merrac.
Harca éditions (120 av. du Général de Gaulle, 92200 Neuilly),
325 p., 139 F.

L'élection présidentielle du printemps dernier a conduit Jean Charlot à poser cette question simple : *« Pourquoi Jacques Chirac ? »* L'auteur se propose de répondre en revenant sur les raisons qui ont fondé le succès de l'ancien maire de Paris mais, six mois après, le présent, c'est-à-dire une actualité de crise sociale et politique, continue de poser la question et, même, la relance. D'où l'intérêt de revenir à l'analyse d'un choix qui, s'il n'est pas remis en cause, semble achopper à une réalité peut-être moins bien perçue qu'il n'y paraissait.

Auparavant, et pour remonter plus loin, on se reportera à une biographie du président de la République conçue dans la perspective de cette consécration électorale mais, semble-t-il, envisagée depuis longtemps. Comme un collectionneur, Pierre Boué-Merrac s'est surtout préoccupé de réunir nombre de pièces et de témoignages sur les différentes étapes d'un parcours déjà décrit par ailleurs. Son travail est riche d'anecdotes, d'intérêt inégal, mais qui visent à montrer l'authenticité méconnue d'un homme dont l'image publique masque un naturel attachant. L'ouvrage s'apparente quelque peu à la vie des saints, tant le héros est décrit, jusque dans ses erreurs, avec le sentiment que ses mérites triompheront.

Jean Charlot s'interroge, plus précisément, sur les mérites du candidat qui l'a finalement emporté et sur la continuation, à travers ce succès, du phénomène gaulliste, dont il est l'un des meilleurs connaisseurs depuis trente ans qu'il en étudie la relance avec l'avènement de la V[e] République. Le travail du politologue est empreint de sympathie pour son sujet : elle transparaît dans sa chronique de la campagne électorale et de l'élection. Le rôle que Jean Charlot a pu y jouer comme expert lui a permis de recueillir des témoignages précieux qui viennent enrichir son récit, en contrepoint d'une analyse des faits et des rebondissements politiques ayant marqué cette aventure. Jacques Chirac a réussi, selon l'auteur, parce qu'il n'a pas douté de sa vocation présidentielle, que sa détermination n'a pas été entamée, malgré de précédents échecs et la concurrence inattendue – bien que prévue par certains de ses proches – d'Edouard Balladur, et qu'il a su *« se mettre en phase avec le peuple français »*. Jean Charlot insiste sur cette préparation stratégique, qui remonte loin (1988-1989) et qui est passée tant par une remise en cause personnelle que par des retrouvailles avec la culture républicaine et le tréfonds de l'électorat. Elle s'est traduite par *« le nouveau Chirac »*, dépeint, à l'époque, avec plus ou moins d'ironie, par un style de campagne, par le renouvellement des thèmes politiques. Le succès est venu, selon l'auteur, de ce que ces changements ont correspondu à la demande : plutôt qu'un président *« tranquille »*, les Français voulaient un président *« dynamique »* ; plutôt qu'un représentant péremptoire de l'élite, ils ont choisi quelqu'un qui les écoute ; plutôt que de s'en tenir aux vieux clivages gauche-droite, encore qu'ils aient joué leur rôle, ils ont été sensibles *« à la dualité peuple/élites, mouvement/conservatisme »*. Il y avait là de quoi brouiller les sondages, d'autant plus que le scrutin a révélé la mesure de l'électorat flottant.

Au terme d'une description analytique pleine de nuances, Jean Charlot est conduit à examiner la pérennité d'un gaullisme dont il entend prédire la fin depuis longtemps. Il y a eu, de son point de vue, harmonie entre le candidat Chirac, qui est apparu *« plus gaullien que jamais »* parce que la situation l'exigeait, et les attentes populaires. Le chiraquisme *« n'est pas assimilable au seul gaullisme »* mais il répond à un besoin actuel de gaullisme. Voilà pourquoi *« l'adéquation entre le discours Chirac et le vote Chirac »* fut si nette.

L'est-elle aujourd'hui entre l'action – ou, si l'on préfère, le nouveau discours – du président et *« le peuple rassemblé »* auquel s'adresse le gaullisme ? Cela reste à prouver. On peut, en tout cas, en douter car, entre les promesses de la campagne et la réalité de la gestion, le ton a changé. Il est vrai que le fameux pragmatisme gaullien n'a pas toujours été exempt d'ambiguïté, notamment en 1958. Il est vrai aussi qu'il est arrivé au général d'être incompris, notamment en 1969, et d'en tirer la leçon, alors qu'il avait encore du temps devant lui.

SOCIÉTÉ
PAR ROBERT SOLÉ

Les écrans du paradis

LA ROUTE DU FUTUR
de Bill Gates.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Yves Coleman, Guy Fargette,
Michèle Garène et Léon Mercadet.
Robert Laffont, 353 p., 139 F.

Regardez bien cet homme. Il *« détient les clés de notre avenir »*. C'est son éditeur qui l'affirme, en quatrième page de couverture, en nous invitant à *« partager ses prévisions et ses rêves »*. L'argumentaire semble être tiré du livre des records. A treize ans, Bill Gates a conçu son premier programme sur ordinateur – pour jouer au morpion, s'il vous plaît –, ce qui lui a valu le surnom de Mozart de l'informatique. A vingt-quatre ans, il a mis au point MS-DOS, le système d'exploitation IBM, qui allait être vendu à plus de cent vingt millions d'exemplaires. Aujourd'hui, à trente-neuf ans, il est PDG de Microsoft, le premier éditeur mondial de logiciels, et il passe pour l'homme le plus riche de la planète.

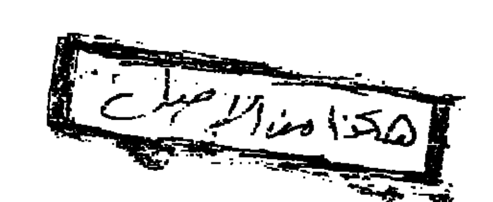
Un monsieur dont la fortune personnelle s'élève à 60 milliards de francs ne publie pas un livre pour gagner de l'argent. Cherche-t-il à se justifier ? A satisfaire son ego ? A servir ses contemporains ? Ou, simplement, à défendre l'image de son entreprise au moment où elle traverse une période délicate ? Bill Gates cosigne son livre avec un docteur en sciences physiques et un lauréat du prix Pulitzer. Les remerciements qu'il adresse à une soixantaine d'autres personnes permettent d'exclure l'hypothèse de longues soirées d'interrogations inquiètes, seul, devant la page blanche d'un ordinateur. *La Route du futur* est visiblement une œuvre collective, fabriquée selon les instructions d'un directeur de marketing. C'est ce qui lui donne ce côté artificiel et sans âme, mais ne l'empêche pas de contenir des informations intéressantes et d'éclairer des sujets difficiles. Saluons, entre autres, une leçon magistrale sur les mérites du système binaire, à la portée des ignares que nous sommes.

La révolution des communications ne fait que commencer, affirme le PDG de Microsoft. On n'a encore rien vu. Demain, tous les ordinateurs seront reliés entre eux à l'échelle mondiale et constitueront un gigantesque réseau. Internet n'est qu'un avant-goût très modeste de ces autoroutes de l'information, qui véhiculeront des quantités illimitées de textes, d'images et de sons grâce à des câbles en fibre optique. *« Le réseau sera le nouveau terrain de jeux, le nouveau lieu de travail, la nouvelle salle de classe »* des prochaines décennies.

Jusqu'ici, les micro-ordinateurs ont modifié nos conditions de travail mais peu changé notre vie quotidienne. Avec les fameuses autoroutes, les distances seront abolies. C'est le monde entier qui viendra à nous. On pourra, sans sortir de chez soi, acheter ou vendre une maison, modifier son testament ou même créer un parti politique. N'importe qui pourra se constituer un musée virtuel à domicile, y réunir les œuvres de son choix, et inviter ses amis à le visiter. Un ordinateur de poche le reliera aux fameuses autoroutes, lui servant, à la fois, d'agenda, de fax, de porte-clés, d'album photos, de baromètre, de moniteur cardiaque... Couteau suisse des temps modernes, ce PC-portefeuille reconnaîtra la voix de son propriétaire et permettra toutes les transactions financières grâce à de la monnaie numérique infalsifiable.

Mais les autoroutes de l'information ne peuvent exister qu'avec des centaines de millions d'utilisateurs. Bill Gates, qui a déjà investi beaucoup d'argent dans ce réseau en pointillé, cherche donc à faire des adeptes. Pour cela, il n'hésite pas à dévoiler sa vie privée, à la manière d'un vendeur de lave-vaisselle qui vous assure que sa belle-mère est enchantée du modèle exposé. Le lecteur saura tout sur la *« maison branchée »* qu'il fait construire dans l'Etat de Washington avec son épouse Melinda, et dont les pièces s'éclaireront toutes seules sur son passage... Sans nier quelques problèmes (les autoroutes de l'information ne seront-elles pas, par exemple, un paradis pour pirates ?), le PDG de Microsoft affirme *« un enthousiasme sans limites »* pour tout ce qui nous attend. On pourra, assure-t-il, mieux produire, mieux consommer, mieux apprendre, mieux se divertir. Les tensions urbaines seront moins fortes grâce à une dissémination des entreprises, et les peuples se rapprocheront puisqu'ils appartiendront au même réseau. Aucun risque d'être submergé d'informations : l'ordinateur, devenu intelligent, triera lui-même pour nous, jouant le rôle de filtre et de guide. Dans cet eldorado, chacun aura beaucoup moins d'efforts à fournir et gagnera beaucoup plus de temps.

Beaucoup plus de temps pour quoi faire ? Pour mieux produire, mieux consommer, mieux apprendre, mieux se divertir... Personne n'a jamais été invité à voter sur ce paradis présumé. Nous ne faisons que nous adapter à des produits de plus en plus performants. Au début des années 70, Ivan Illich, penseur à la mode et apôtre de la convivialité, proposait de se limiter à des objets simples – comme le vélo – dont on comprenait le fonctionnement et qu'on pouvait réparer soi-même. C'était il y a très longtemps, il y a vingt-cinq ans, quand Mozart jouait encore au morpion.



CHRON

ançaises

gaullisme

i paradis

LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



LES MAGICIENS
Une autre histoire de la famille Mann (Im Netz der Zauberer. Eine andere Geschichte des Familie Mann)
de Marianne Krüll.
Traduit de l'allemand par Marlène Weber,
Seuil, 400 p., 180 F.

Le 30 juillet 1910, Carla Mann, la plus jeune des sœurs de Heinrich et de Thomas Mann, en visite chez sa mère en Bavière, s'empoisonne au cyanure. Elle était actrice, elle avait vingt-neuf ans. Réaction de Thomas, telle qu'elle nous est connue par une lettre à Heinrich écrite quelques jours plus tard : *« C'est terrible pour nous tous. Rien de plus cruel ne pouvait m'arriver. (...) Je ne puis m'empêcher de penser qu'elle n'aurait pas dû se séparer de nous. En accomplissant son geste, elle n'avait pas de sentiment de solidarité, le sens d'un destin commun à nous tous. Elle a violé pour ainsi dire un accord tacite. Cela est indiciblement cruel. »*

Le 10 mai 1927, Lula Mann, l'aînée des sœurs de Heinrich et de Thomas, se pend à Munich. Elle avait fait un mariage bourgeois, elle était veuve depuis cinq ans, elle se droguait, elle avait cinquante ans. Dans *Esquisse de ma vie*, écrit en 1930, Thomas Mann ne dit pas comment sa sœur s'est tuée. Heinrich Mann dans ses Mémoires, *Portrait d'une époque*, n'en parle pas davantage. En revanche, Klaus Mann, dans *Le Tournant*, évoque sa tante Lula : *« Elle avait toujours été très bourgeoise et très distinguée, et en même temps, en secret, elle commettait des excès. D'un côté distinction exagérée ; de l'autre besoin avide de morphine et d'étreintes. C'était trop, elle succomba, et pour se délivrer elle eut recours à la corde. La nouvelle de sa mort me laissa assez froid, à cette époque ; je ne m'étais jamais beaucoup intéressé à cette tante-là. »* Et Golo Mann, le frère de Klaus, rapporte ainsi la réaction de son père : *« Thomas Mann en fut profondément ébranlé ; non pas que la mort de cette parente devenue depuis longtemps pénible à supporter eût été pour lui une perte, mais, c'est en tout cas ce que je lui entendis dire à ma mère, parce qu'il la ressentait comme un éclair de foudre qui était tombé juste à côté de lui. »*

Le 21 mai 1949, Thomas Mann, qui donnait une conférence à Stockholm, apprend que son fils Klaus vient de se suicider aux barbituriques dans un hôtel de Cannes. Thomas note dans son journal : *« Il n'aurait jamais dû leur faire ce coup. (...) Tout cela est blessant, laid, cruel et témoigne de son manque d'égards et de sens des responsabilités. Délibérations aussi sur la suite de notre voyage, s'il convenait de tout interrompre et de rentrer directement. Me suis couché vers 2 heures, complètement épuisé. »* Finalement, le Prix Nobel de littérature décide de ne pas modifier sa tournée de conférences européennes. Ni lui, ni sa femme, ni sa fille Erika n'assisteront aux obsèques de Klaus, *« incapable de toute pensée de fidélité, de ménagement et de gratitude. »*

Lorsqu'en 1944 la femme de Heinrich Mann, Nelly, mit fin à ses jours aux Etats-Unis en avalant des somnifères, Thomas Mann nota, en guise d'oraison funèbre : *« Mon frère qui (par bonheur) a perdu sa femme passera quelques semaines chez nous. Il était grand temps que la mort dénouât ce lien. Il était ruineux, et nous avons beaucoup à faire pour tout remettre sur pied. »* Le plus jeune fils de Thomas, Michael, se suicidera lui aussi, mais en 1977, vingt-deux ans après la mort paisible de son père, en découvrant les pages du *Journal* de celui-ci qui lui étaient consacrées. Sans grand risque de se tromper, à la lecture des commentaires précédents, on peut parier que l'auteur de *La Montagne magique* aurait accueilli l'annonce de cette mort volontaire de la même façon qu'il avait réagi aux crises de folie et de dépression de sa fille Monika : *« Aversion à me soucier de tout ça. »*

Le prix de l'œuvre d'art

Thomas Mann était-il un monstre d'insensibilité, ou encore un magicien de l'imaginaire qui, dans la vie réelle, répandait le malheur et la mort autour de lui ? Il faut savoir gré à Marianne Krüll de ne pas avoir emprunté, dans son histoire de la famille Mann, la toge du procureur pour instruire le procès du plus illustre de ses membres. Rien n'est moins intéressant que ces biographies à charge qui recherchent un succès de scandale en « révélant » les turpitudes et les faiblesses de nos grands écrivains. Comme l'écrivait Diderot à sa Sophie : *« S'il faut opter entre Racine méchant époux, méchant père, ami faux et poète sublime, et Racine bon père, bon époux, bon ami et plat honnête homme, je m'en tiens au premier. De Racine méchant que reste-t-il ? Rien. De Racine homme de génie ? L'ouvrage est éternel. »* Les malheurs de la tribu Mann ne nous concernent qu'en fonction des livres qui sont nés dans le climat morbide de cette grande maison d'écriture, et non pour juger des qualités morales de Heinrich, Thomas, Klaus et les autres.

Marianne Krüll voit juste encore lorsqu'elle choisit de traiter la famille Mann comme un ensemble dont chacun des membres est inextricablement lié aux autres pour le meilleur de la littérature et pour le pire de l'existence, dans des relations de passion extrême, de haine, de désirs incestueux, de jalousie littéraire, de rapports de pouvoir, d'attirance inavouable et de répulsion frénétique. C'est un enfer dont chacun souffre, mais dont on ne trouve à se libérer que dans la mort – ou dans les livres. Mais les livres eux-mêmes, qui ne cessent de mettre en scène, sous des formes transparentes, les déchirements et les tragédies familiales, contribuent encore à infecter les plaies, à figer les solitudes, à envenimer les oppositions. Personne ne s'y délivre, chacun s'y enferme dans son rôle, qu'il transforme en destin.

Il est bien dommage que, partant d'un schéma *aussi prometteur, Marianne Krüll ait gâché son* tableau en le noyant dans une sauce psychanalytique convenue. On ne peut pas avoir un furoncle chez les Mann sans que l'auteur se demande *« quelle souffrance psychique s'exprime »* par cette pustule. Alors qu'elle dispose d'une masse de documents considérable – tout le monde écrit dans la famille Mann depuis trois générations –, Marianne Krüll truffe son récit d'hypothèses et de conjectures : *« Il est peut-être hasardeux de supposer que », « je serais tentée de penser »*, de *« il me semble que », « on peut s'interroger sur »*... Ou mieux encore : *« Ainsi n'est-il peut-être pas tout à fait absurde de supposer que Johann Heinrich Mann ait pu imaginer que sa femme ne se contentait pas de faire de la musique avec Alexander von Fielitz. »* En effet ; à moins que ce ne soit tout à fait faux et que le soupçon de l'adultère n'existe que dans l'imagination de la biographe. La démangeaison interprétative conduit encore l'auteur à accorder une importance considérable – celle de la « scène primitive » qui modèle le destin de toute la tribu – au testament rédigé en 1891 par le père de Thomas et Heinrich Mann. Un document typique des *préoccupations matérielles et morales* d'un grand bourgeois allemand de la fin du siècle dictant ses dernières instructions de despote familial. Rien de plus, sinon un luxe de précisions qui nous trouble : *« Mon cercueil devra être semblable à celui de ma chère mère. Je souhaite y être couché un peu penché vers la droite, comme endormi. Dans la main droite, une petite croix en bois ou en ivoire, la main gauche posée légèrement contre celle-ci. Pas de fleurs dans les mains, ni les mains jointes. »* Puis Thomas Heinrich Mann rédige le texte du faire-part qui annoncera sa mort et choisit la musique de ses obsèques.

Un texte de ce genre nous en dit plus sur le climat qui régnait chez les Mann de Lübeck que toutes les extrapolations hasardeuses de notre psychologue. Par bonheur, le livre de Marianne Krüll est assez riche en *matériaux de ce genre pour que nous puissions sans* dommage ignorer ses commentaires. Ce qui s'écrit en effet et de manière impressionnante dans les récits que les Mann font d'eux-mêmes et de leur famille, c'est un précis de décomposition *qui offre en miroir cent ans d'histoire allemande*, de Bismarck à la RDA. Une opulente maison bourgeoise du Schleswig-Holstein à l'ère bismarckienne, confite dans le respect de l'ordre, la soumission à l'autorité et la stricte observation des convenances sociales. A la mort du père, le clan émigre vers les cieux plus doux de la Bavière et le mode de vie « artiste » vient y concurrencer en prestige la manière bourgeoise d'exister. L'aîné, Heinrich, découvre l'attrait des « frasques » sexuelles et le message démocratique ; sa petite sœur tant aimée, trop aimée, Carla, se lance à corps perdu dans le théâtre. Ils découvrent Berlin, la ville de toutes les contestations, morales, intellectuelles, politiques. Ils y puisent, dans l'atmosphère surchauffée de l'avant-guerre, les sucs de leur révolte et, pour Heinrich, l'inspiration *pacifiste, sociale et anti-impériale de son œuvre.*

Pendant ce temps, Thomas, le frère cadet, entreprend une carrière littéraire. Ce que la maison Mann était dans les affaires – respectable, prospère, glorieuse –, il dépend de lui qu'elle le demeure dans la vie artistique, fût-ce au prix du bonheur des autres et de son propre bonheur : en refoulant, en cachant, en censurant, en faisant son miel littéraire de son mal de vivre comme de celui de ses frères, de ses sœurs et de ses filles et de ses fils : *« Je suis suffisamment artiste pour consentir à tout : car tout peut me servir. »* Il est le magicien en effet, comme le nomment ses enfants, celui qui transmute les blessures les plus atroces en œuvres d'art. Celui qui prend le risque humain d'être odieux pour peu que le siècle salue le talent d'un Mann. Il piétine *sa vie et celle des siens ; il sauve son nom.*

Histoire monstrueuse ? Souvenons-nous des images édifiantes qu'on nous proposait autrefois à l'école : Bernard Palissy brûlant, dans une ultime tentative de cuisson, tout le mobilier de sa maison, jusqu'aux berceaux de ses petits-enfants. C'était un geste admirable puisqu'il avait réussi.

A l'ombre de Socrate

Suite de la page I

Philosopher, c'est d'abord s'immerger dans l'objet mais sans s'y noyer ; c'est ensuite élaborer des concepts, comme le veut aussi Deleuze ; c'est enfin revenir, un peu pédant, mais d'un pédantisme adouci par le sourire de l'ironie, vers la fameuse *« conscience commune »* pour lui rappeler ce qu'elle a, sans trop le savoir, voulu dire. Derrière le prestige de Platon, Socrate, le *« philosophe assassiné »*.

Qui lira ou relira *Les Années de démolition* (Hallier, 1975), ce roman autobiographique, y verra François Châtelet à chaque instant adonné simultanément à l'action politique et à la réflexion, ces deux choses à la limite n'en faisant plus qu'une. Son *Logos et praxis* (Sedes, rééd. 1972), dont le titre dit déjà beaucoup, est de 1962. La préoccupation constante est toujours la même : réunir philosophie et démocratie. Rien de plus : Gilles Deleuze a raison de parler de l'*« athéisme tranquille »* de Châtelet (*Périclès et Verdi*, Minuit, 1988). Les problèmes des théologies ne reposant sur aucune praxis et, n'ayant pas d'objet, le laissaient indifférent ; tout au plus goguenard, parfois.

Il est donc à la recherche d'une sorte de raison pure, qui ne serait *pas comme* chez Kant une raison pure scientifique (Bachelard nous a appris qu'elle n'existe pas) ni une raison pure éthique, mais *qui* serait directement une rationalité politique en constante évolution. Une raison « pure », car elle vise la vérité, non l'utilité ou la rentabilité. *Une raison spéculative*, non une raison « instrumentale ». On a parlé, à propos de Châtelet, d'un rendez-vous manqué avec ce qu'on a appelé l'Ecole de Francfort. C'est possible. Il a toujours cherché, même à travers les philosophies classiques, une théorie critique, et non une *théorie traditionnelle*, pour reprendre les termes de Max Horkheimer en 1937. Il ne concevait la philosophie que comme une incitation, une propédeutique au métier de citoyen.

Mais s'il informait et s'informait avec le plus grand sérieux, il usait volontiers d'attitudes ou de formules comiques au moment de démystifier la *doxa* au nom du *logos*. Ironie blasphématoire de son *Appel du 18 « joint »* pour la dépénalisation des drogues douces. Truculence offusquée du Manifeste des 121 défendant la désertion pendant la guerre d'Algérie. Condescendance souriante envers les doctrinaires du stalinisme. *Mille éclats de rire en mai 68*. Et dans la très sérieuse *Petite Encyclopédie politique* (Seuil, 1969), au milieu de définitions documentées, surgit celle-ci, d'un humour qui se donne pour plus bête encore que la bêtise ambiante : *« Occident : substantif masculin. Ensemble des terres où se couche le soleil. »*

La tare des démocraties en cette fin de siècle est que, notamment par les médias, on façonne l'« opinion » et on la transforme en un *fait social objectif*, alors que, sans cesse « sondée », elle n'est faite que de représentations subjectives souvent truquées et toujours variables. Lorsque les sondages ne sont pas favorables, on les répute superficiels, provisoires : on n'a pas été élu pour être populaire veut dire que l'élu sait mieux que ses électeurs ce qui est bon pour eux. Mais, dit Châtelet, ce n'est pas le despote qui doit être éclairé, ce sont les citoyens.

La démocratie, à l'image de celle de l'Athènes de Périclès, ayant simultanément pour but et pour moyen la connaissance et le choix rationnel opposés à l'intérêt, aux fanatismes, à la bêtise, à l'ignorance, il s'ensuit que le premier devoir d'un *Etat démocratique* est de développer l'enseignement pour tous et à tous les niveaux. Vaste programme que de remplacer l'impression par le savoir et la faiblesse d'esprit par l'intelligence. Mais, pour François Châtelet, il n'y a pas de vocation plus impérative que de s'atteler à cette tâche infinie. *Si le chemin à parcourir* est encore long, il n'a, dix ans après sa disparition, changé ni d'objet, ni de tracé, ni de visée. La vie et l'œuvre de François Châtelet sont là, accessibles à tous, comme modèles et comme encouragements d'une parfaite actualité.



« Occident : *substantif masculin.* Ensemble des terres où se couche le soleil »

▶ Olivier Revault d'Allonnes est professeur émérite de philosophie à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

★ Pour le dixième anniversaire de la mort du philosophe, un hommage est organisé par la Société des gens de lettres, la Chancellerie des universités de Paris et le Collège international de philosophie. Jean-François Lyotard présentera, à la Sorbonne, une conférence intitulée « François Châtelet, une philosophie en acte » (vendredi 15 décembre, 19 heures, amphithéâtre Richelieu, entrée libre), tandis que Miguel Abensour, Etienne Balibar, Bernardo Corréa, Jacques Derrida, Olivier Revault d'Allonnes, Hadi Rizk, Jean-Toussaint Desanti et Jean-Pierre Vernant tiendront un « salon philosophique » autour de son œuvre (mardi 19 décembre, 19 heures, salon de la Coupole, 102, bd Montparnasse, *75014 Paris, entrée libre*). Enfin, France-Culture consacrera deux émissions à François Châtelet, samedi 16 décembre, de 15 h 30 à 18 h 30, et lundi 8 janvier 1996, de 19 heures à 19 h 30 (Rens. : 44-41-46-80).

★ En plus des ouvrages dont la référence est donnée dans cet article, François Châtelet a publié : *Hegel*, Seuil, 1968 ; *La Philosophie des professeurs*, Grasset, 1970, rééd. 10/18, 1972 ; *Profil d'une œuvre : Le Capital, livre I*, Hatier, 1975 ; *Attraverso Marx*, Napoli, éd. Liguori, 1978. Il a participé aux *ouvrages collectifs suivants : Histoire de la philosophie, idées, doctrines*, Hachette, 1972-1973 ; *La Révolution sans modèle*, Mouton, 1974 ; *Les Marxistes et la politique*, PUF, 1975 ; *Histoire des idéologies*, Hachette, 1978.

L'homme pour qui Dieu est une femme

Rencontre avec James Morrow, écrivain aux préoccupations métaphysiques qui coud au point d'ironie une œuvre résolument « théoclastique »

EN REMORQUANT JÉHOVAH
de James Morrow.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Philippe Rouard,
J'ai Lu, coll. « Science-fiction »,
440 p., 40 F.

Grand, les cheveux grisonnants tirés en catogan, les yeux vifs derrière des lunettes rondes, les manières douces, James Morrow n'a rien, en apparence, de l'iconoclaste sarcastique qu'on imagine à la lecture de son dernier roman, *En remorquant Jéhovah*. Mais il avoue d'emblée un goût profond pour les écrivains satiriques et pour les contes philosophiques, pour Voltaire, George Orwell, Mark Twain, Kurt Vonnegut Jr ou Joseph Heller. *« Je n'ai jamais beaucoup lu de science-fiction ; quelques classiques comme Jules Verne, Wells ou Arthur C. Clarke, quand j'étais jeune. Mes influences littéraires sont étrangères au champ de la SF. Je pense que j'ai utilisé les conventions de la science-fiction, mais que je n'en ai jamais vraiment écrit. »*

Pourtant, il ajoute aussitôt que lorsque son troisième roman traitant du péril nucléaire, *Ainsi finit le monde* (1), a été publié comme un roman du *mainstream* – la littérature « générale » –, il n'a rencontré que peu d'écho et d'attention critique. Mais la communauté des lecteurs de science-fiction s'est approprié le livre et l'a très chaleureusement accueilli : il a même été sélectionné pour le prix Nebula, principale récompense américaine du genre.

« La science-fiction m'a donné un "home", m'a permis d'écrire les livres que je souhaitais faire. Je l'utilise comme un outil pour transmettre des idées, comme une sorte de cheval de Troie. Aux Etats-Unis, pour appartenir au mainstream, *il faut écrire sur de tout petits sujets très réalistes comme son premier amour ou son divorce, mais pas sur la nature humaine ou sur Dieu. Si vous voulez écrire sur Dieu, il vous faut devenir auteur de science-fiction. »* Avant de devenir écrivain, James Morrow a fait des études pour être enseignant, mais il s'est rendu compte, à l'université, que la psychologie et l'anthropologie l'intéressaient plus que l'enseignement.



D.R.

James Morrow, l'une des voix les plus originales de la science-fiction américaine

Il a écrit des « *comic books éducatifs* » et même une novelisation de jeu informatique, proche de la science-fiction puisque ses deux héros étaient des jumeaux qui apprenaient à devenir pilotes d'aéronef dans une académie de l'espace. Il a travaillé également à l'écriture de documentaires et l'expérience acquise avec l'un d'entre eux – un film sur une maladie épidémique transmise par les tiques – lui a servi, bien des années plus tard, dans la rédaction du troisième volume de sa trilogie sur Jéhovah. *« Dans le premier roman, Dieu est agonisant. Dans le deuxième, il ne lui reste plus qu'une petite étincelle de vie. Et dans le troisième, il est mort et son corps en décomposition est le vecteur d'une maladie qui est un véritable fléau. C'est mon hommage à* La Peste *de Camus, un livre qui a beaucoup compté pour moi. De cette maladie, les gens meurent, mais pas seulement d'une mort biologique ; c'est aussi une mort psychologique qui les met dans une situation extrêmement étrange : ils peuvent se voir morts et entamer avec eux-mêmes une conversation qui s'avère extrêmement peu satisfaisante. »*

Son premier roman, *Le Vin de la violence* (2), un conte philosophique, a été publié par son éditeur dans une collection de science-fiction où il a été très bien reçu. Il y imagine un monde dans lequel la violence a été bannie par des moyens technologiques et s'interroge sur la pertinence d'une telle utopie, sur la viabilité d'une telle société humaine. Dans les deux romans suivants, il a entrepris de dénoncer les dangers auxquels peut conduire l'utilisation de certaines technologies, les interactions qu'elles peuvent avoir sur la psyché humaine. Dans *L'Arbre à rêves* (3), qui extrapole, à partir du cinéma, une sorte d'industrie technologique du rêve, c'est à la façon dont les mass media contrôlent et façonnent notre comportement qu'il s'en prend : tandis qu'avec *Ainsi finit le monde* il montre ce qui pourrait arriver si on poussait à son terme la logique nucléaire.

En 1990, avec *Notre mère qui êtes aux cieux* (4), il a entamé un cycle « *théoclastique* » assez décapant : *« C'est une allégorie sur la Passion du Christ et c'est un roman très féministe. J'attribue à Dieu le sexe féminin et l'héroïne christique est aussi une femme qui est un beau paradoxe : elle n'arrive à soigner et à guérir les gens qu'une fois qu'elle a renoncé à la déité... »*

En remorquant Jéhovah participe de la même veine. Si James Morrow s'y moque des croyants, il n'épargne pas non plus les incroyants fanatiques qu'il trouve aussi dangereux que les fondamentalistes. En utilisant, dans cette navigation métaphysique, les armes acérées de la satire et de l'humour, il s'est affirmé comme l'une des voix les plus originales de la nouvelle science-fiction américaine. On attend avec intérêt la suite de ses démêlés avec le corps de Dieu...

Jacques Baudou

(1) Denoël, coll. « Présence du futur ».
(2) Id.
(3) J'ai Lu, coll. « Science-fiction ».
(4) Id.

Passé recomposé

Lisa Goldstein, Robert Silverberg et Jack Finney : les jeux étranges de l'histoire et de la fiction

LES JEUX ÉTRANGES DU SOLEIL ET DE LA LUNE
de Lisa Goldstein.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Monique Lebailly,
Rivages « Fantasy », 298 p., 135 F.

LES MONTAGNES DE MAJIPOOR
de Robert Silverberg.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Patrick Berthon,
Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain », 212 p., 119 F.

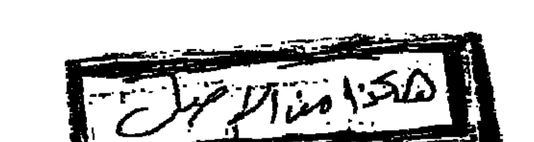
LE BALANCIER DU TEMPS
de Jack Finney.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Hélène Collon,
Denoël, coll. « Présences »,
366 p., 165 F.

Il n'est pas de genre littéraire qu'un bon écrivain ne soit en mesure d'ennoblir. C'est ce que Lisa Goldstein, l'un des jeunes auteurs féminins de S-F les plus remarquables apparus au cours des années 80, vient de démontrer brillamment en s'attaquant, avec *Les Jeux étranges du soleil et de la lune*, à un genre honni des puristes et *décliné généralement* de façon très stéréotypée par la plupart des auteurs : la « fantasy ». Lisa Goldstein l'a abordé de façon très originale. En situant d'abord l'action de son roman dans les années 1590, à une époque de superstitions vivaces où la croyance dans le peuple fabuleux des fées, elfes, sylvains, ondins et autres créatures surnaturelles est encore très répandue, et en imaginant qu'une guerre sans merci oppose clandestinement, en plein cœur de Londres, deux factions du peuple des légendes. Certains humains ont pris le parti de l'un ou l'autre clan et agissent comme autant de *conjurés dans cette guerre* secrète, ignorée de la plupart des mortels. Or la période où elle se déroule est celle du règne de la reine Elizabeth, avec ses conspirations de palais et ses inquisitions *fanatiques*, et le roman tisse sa trame de l'intrication constante de ces deux univers *qui se font* écho : le mythique et l'historique. De surcroît, Lisa Goldstein a choisi ses personnages principaux dans le milieu des poètes et pamphlétaires élizabéthains – Christopher Marlowe, auteur d'un *Faust* précurseur et agent secret pour le compte de la reine, Thomas Nashe, Thomas Kyd... – et dans celui des libraires-éditeurs de la cathédrale Saint-Paul, ressuscitant ainsi, de fort plaisante façon, la vie littéraire agitée et pittoresque de ce temps. Et tout cela s'organise autour d'un très beau personnage de femme, Alice Wood, seule représentante du sexe au sein de la confrérie des libraires, hantée par la disparition d'un fils au *comportement étrange et qui* traverse les entrelacs de l'intrigue avec une grâce terrestre. Si l'histoire s'achève, à la façon d'un conte, sur un cadeau féerique, c'est le roman tout entier qui donne au lecteur l'impression d'en être un. Lisa Goldstein ou l'enchanteresse...

Le cycle de Majipoor appartient lui aussi au domaine de la « fantasy ». Il a permis à Robert Silverberg, après quatre années de silence, de retrouver sa place au sein de la littérature américaine *d'imagination* et de *connaître* un succès public refusé auparavant à des œuvres plus accomplies et plus ambitieuses. Douze ans après avoir achevé sa trilogie, il revient sur la planète géante de Majipoor avec un court roman qui tient à la fois du récit d'exploration façon XVIII[e] siècle et du voyage imaginaire à la Swift. Pour avoir offensé un personnage important du régime, Harpirias a été exilé loin de la capitale et sa seule chance de rentrer dans les bonnes *grâces du* pouvoir est d'accepter une mission difficile et dangereuse : aller en ambassade dans les territoires montagneux et glacés des Marches pour obtenir la libération d'archéologues retenus prisonniers par une tribu de Barbares inconnus, les Othinors. Le séjour au *sein de* cette peuplade rude et fruste, souvent déconcertante, va transformer le jeune courtisan plutôt futile qui, sa mission accomplie, quittera le royaume des glaces avec le sentiment que cette courte escale laissera en lui « *une empreinte indélébile* ». *Les Montagnes de Majipoor*, s'il n'est pas *un Silverberg majeur*, est un fort agréable roman d'apprentissage où l'auteur se laisse aller à sa fascination des mondes froids...

A l'annonce de la parution, en 1995, d'une séquelle du *Voyage de Simon Morley*, d'une suite dans laquelle Jack Finney relançait, vingt-cinq ans après leur avoir donné vie, les voyageurs temporels mis en scène dans son chef-d'œuvre, le lecteur pouvait éprouver quelque crainte. Le romancier réussirait-il à renouveler la performance du premier roman ? Parviendrait-il à nous proposer une *déclinaison riche et intéressante* d'un thème romanesque dont il paraissait bien avoir fait *le tour* ? Saurait-il nous faire à nouveau éprouver cette sensation de déambulation nostalgique dans un New York disparu qui faisait tout le charme du *Voyage* ? *Le Balancier du temps* permet de répondre par l'affirmative à toutes ces questions. Jack Finney s'ingénie d'abord à dénouer le nœud temporel qu'il avait si bien forgé pour boucler l'intrigue de son premier roman (ce qui n'est déjà pas une mince performance), après nous avoir appâté par un prologue passablement intrigant. Puis, il offre à Simon Morley une mission d'un enjeu si élevé qu'il ne peut être question de la refuser. *Et il lie sa* réussite à l'un des événements dramatiques de l'ère moderne – le *naufrage du Titanic* –, nourrissant ainsi le suspense de cette interrogation lancinante : peut-on changer le cours de l'histoire ? Enfin, s'il nous emmène une nouvelle fois en promenade dans les rues de New York, c'est moins pour nous faire visiter la ville que pour nous faire rencontrer des *guest stars* qui ont nom Jack London, Al Johnson et Buster Keaton ou pour *nous faire* pénétrer dans les coulisses de la vie des artistes de music-hall. Au total, *Le Balancier du temps* s'avère, comme son titre le suggère, une belle et virtuose machine à voyager dans le passé, fût-il recomposé...

J. B.



Le Café de l'Europe

Des Français aux Allemands, en passant par les Anglais, Elie Faure sonde l'âme des peuples. Un grand rendez-vous d'humanité

DÉCOUVERTE DE L'ARCHIPEL
d'Elie Faure.
L'Ecole des Lettres,
Seuil, 396 p., 56 F.

D'AUTRES TERRES EN VUE
d'Elie Faure.
Même collection, même éditeur,
306 p., 50 F.

Vers la fin des années 20, à l'heure où les oncles d'Amérique et leurs nièces de France se téléphonaient déjà, entre Madison Avenue et la porte des Lilas, le docteur Elie Faure étudiait le caractère des peuples sur les bords de la Seine. Il menait des enquêtes sur les « *âmes* » française, anglaise, allemande, italienne, espagnole et russe, mais aussi sur l'« *âme juive* ». Il allait rassembler ces portraits dans un livre intitulé *Découverte de l'archipel*, qui serait suivi par *D'autres terres en vue* – des études sur les « *âmes* » africaine, islamique, hindoue, chinoise, japonaise et américaine. Les deux ouvrages d'Elie Faure prenaient des allures de grand rendez-vous. C'était le Café de l'Europe et l'Hôtel de l'Univers. Chacun pouvait y apporter son manger, ses coutumes et ses rêveries...

> « Je dirai leurs vérités à tous les peuples, parce que je les aime tous »

Cependant, les peuples avaient-ils une *âme ?* Elie Faure le croyait. Comme son « patron », Jules Michelet, il avait une vision lyrique de l'Histoire. Pour lui, les sentiments conduisaient le monde autant que l'économie politique. Le matérialisme et l'idéalisme faisaient match nul et jouaient les prolongations... Malgré la diversité des caractères ou des tempéraments nationaux, Elie Faure pensait, comme Montaigne, que « *chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition* ». Même si les gens parlaient des idiomes très différents, ils pouvaient tous accéder à « *cette langue universelle que comprend l'association silencieuse de l'intelligence et du cœur* ». En outre, Elie Faure refusait l'idée de la supériorité d'une culture sur les autres : « *Dans l'échelle des êtres, je vous le demande, une petite danseuse noire absolument amorale, mais possédant à un rare degré le génie d'exprimer par des rythmes et des mouvements cadencés le mystère de l'amour, de la douleur et de la mort, est-elle plus ou moins haut placée qu'une pensionnaire fort bien élevée, honnête, appelée à devenir bonne épouse et bonne mère et qui exécute correctement au piano devant sa famille enorgueillie la* Sonate au clair de lune *?* » Belle profession de foi. L'espèce humaine aurait souvent besoin d'avocats de ce genre.

Alors, les *âmes ?* « *Je dirai leurs vérités à tous les peuples, parce que je les aime tous* », annonçait Elie Faure. Il n'a ménagé personne, pas plus les Français que les Allemands ou les Anglais. Il avait raison : comment apprécier les vertus de quelqu'un si l'on méconnaît ses travers ? Et que valent des éloges qui ne comportent aucune restriction ? « *Monnaie de singe* », comme l'affirme la gardienne de mon immeuble, dont la distraction favorite est de récriminer...

Cependant, Elie Faure ne complimente pas vraiment ses compatriotes. Il nous tend le miroir le plus sévère. « *La vanité et la crainte du ridicule sont les traits les plus saillants du caractère français,* dit-il. *C'est étrange, à coup sûr, la vanité étant, neuf fois sur dix, la source du ridicule. Mais c'est ainsi (...) parce que le Français surveille la vanité des autres, qu'il tourne en ridicule dès qu'il a pu la saisir. Mais non la sienne propre, que tourne en ridicule son voisin.* » Pour donner un exemple, le docteur Faure ajoute : « *On ne la fait pas au Français, mais il croit aux miracles de Lourdes.* » Car, « *la peur d'être dupe des autres et des sentiments qu'il n'éprouve pas* [le] *rend dupe de lui-même et des sentiments qu'il éprouve* ».

Jules César ne nous aimait pas. C'est connu. Les élèves de quatrième l'ont deviné depuis longtemps, dans leurs versions latines. N'empêche, ce Romain ne se trompait pas sur nos défauts. Et Machiavel non plus, qui nous reprochait de « *raconter* [nos] *défaites comme si c'était des victoires* ». Nous avons le souci de paraître et l'obsession de plaire. De là notre légèreté, notre versatilité, notre empressement à suivre la mode, et l'inconstance ou la mobilité de nos sentiments. Quand nous faisons la révolution, dit Elie Faure, c'est davantage pour « *réussir une fête* » que pour transformer la société.

B. CLEEVE

Heureusement, les défauts des peuples sont (presque toujours) la rançon de leurs vertus. Le prix que doivent payer celles-ci. Moins vaniteux, nous ne serions pas « *le peuple de la terre aimant le plus la vie de société* [et] *la conversation* ». Et puis il arrive que, transfiguré par une mystérieuse alchimie, le *concours des vanités* aboutisse à des exploits historiques : des performances collectives comme la bataille de la Marne ou celle de Valmy.

Le paradoxe des Français, d'après Elie Faure, c'est que, dans les jours les plus sombres, ils sont « *capables de forcer le destin pour n'importe quelle chimère* ». Avec le *rire en prime*, pour se distinguer des « *peuples mornes* »... Elie Faure en conclut que « *l'amour des choses vaines est peut-être le plus propre à créer une grande nation* ». Il évoque aussi le « *tourbillon ethnique de la France* (...), *carrefour occidental de toutes les grandes migrations* », et la manière dont nous avons ramené le tumulte et la diversité à cette mesure qui se retrouve dans le *Discours de la méthode* comme dans les jardins à la française.

Les Anglais ne nous ressemblent en rien, comme s'ils habitaient à des milliers de kilomètres. Ils ne pratiquent ni la même philosophie ni le même genre d'humour et de football. Ils opposent leur positivisme à nos chimères et leur empirisme à nos rêveries. Ils préfèrent le bien-être à la gloire (même céleste). Et le paradis de Milton offre tout le « *confort* » nécessaire, si l'on écoute Elie Faure. La morale puritaine remplace les bravades, car il faut s'entraîner sérieusement pour le match entre le Bien et le Mal. Du reste, « *la vie entière est un match* » que l'on dispute avec soi, avec les autres Anglais, avec les autres nations.

« *L'âme allemande* », c'est encore une autre affaire. « *C'est une mer,* écrit Elie Faure. *Cela remonte du fond des âges avec une grande rumeur.* » Les Allemands ne sont pas faits pour l'analyse. Ils ne connaissent que la synthèse : la vision d'ensemble de cette « *nébuleuse* » dans laquelle se confondent les gens et les choses. Loin des incrédulités parisiennes et de l'humour londonien, cette métaphysique, ou cette religion, se résume sous le nom de « *panthéisme* ». « *On oppose volontiers,* dit Elie Faure, *la profondeur germanique à la légèreté française. Montaigne et Pascal, La Rochefoucauld ou Baudelaire manqueraient-ils de profondeur ? Allons ! Il s'agit de s'entendre. Ici est la connaissance de l'homme, là l'intuition de l'univers. Là le sentiment est profond, ici la clairvoyance est essentielle.* »

Vous ajoutez les passions italiennes, la mystique espagnole, et voilà le Café de l'Europe... Il est recommandé de lire Elie Faure si l'on désire (notamment) en savoir davantage sur soi-même et sur ses voisins. Car, en dépit des alliances et des traités, les peuples continuent de regarder avec des méfiances campagnardes les gens de l'autre côté, de l'autre bord, de l'autre rive.

François Bott

Un Moyen Age à demi réussi

Un essai collectif sur l'art et ses rapports avec la société médiévale qui tient plus de la juxtaposition que de la dialectique

LE MOYEN ÂGE
Histoire artistique de l'Europe
Sous la direction
de Georges Duby
et Michel Laclotte.
Seuil, 400 p., 495 F jusqu'au
31 décembre, 550 F ensuite.

Dans ce livre étrangement conçu alternent des chapitres fort instructifs et d'autres passablement banals, au gré d'une construction qui tient plus de la juxtaposition que de la dialectique. Les cent premières pages, signées de Georges Duby, développent une analyse des relations entre arts et sociétés du Moyen Age occidental d'autant plus réussie que jamais l'esprit de système n'y triomphe. Si des idées-forces organisent le texte, elles admettent nuances et inflexions. Qu'il traite de la puissance du souvenir antique, des rapports de l'Eglise et des puissances temporelles ou de la géographie économique et politique de l'Europe du V[e] au XIV[e] siècle, Duby se montre attentif au rythme des évolutions et très habile dans l'art d'introduire le court récit, la citation ou l'observation de détail nécessaires.

Ainsi de la figure de Bernard, *maître de l'école cathédrale* d'Angers : visitant vers 1010 les sanctuaires d'Auvergne, il s'indigne de la multiplication des statues de saints, tant « *il paraît mauvais et absurde de fabriquer des statues en plâtre, en bois, en métal* ». Profession de foi iconoclaste ? Non, car il ajoute aussitôt « *sauf s'il s'agit du Seigneur en croix* ». « *Que l'on fabrique avec piété une telle image afin d'entretenir le souvenir de la Passion du Seigneur, soit au ciseau, soit au pinceau, la sainte Eglise catholique le permet.* » Mais, pour les saints, à l'en croire, elle ne peut tolérer que des « *figures peintes sur les murs, en couleur sombre* » – des grisailles très discrètes. Entre art et dogme, Bernard hésite et cherche des accommodements. Ses tergiversations se poursuivent jusque devant la statue de sainte Foy à Conques, dont il finit par justifier l'adoration parce qu'elle « *n'est pas consultée comme une idole* » mais « *honorée en souvenir de la vénérable martyre* ». Aux siècles suivants, la querelle n'a cessé d'agiter parfaits, hérétiques et ordres mendiants, jusqu'à la Réforme et aux interdits proférés par Calvin.

Cette façon de penser la complexité de l'histoire selon des continuités qui s'entrelacent suppose un savoir immense et, tout autant, la capacité de le tenir à distance, sans céder à la griserie de l'encyclopédisme. Duby y excelle. Il a jugé cependant nécessaire de faire suivre son essai de courts chapitres dans lesquels des spécialistes exposent, en quelques pages, une question particulière. Ce procédé n'est guère convaincant. Il ne produit qu'un recueil, sans unité ni logique, d'articles disparates et inégaux. Des déséquilibres se révèlent. Six pages étudient la diffusion des albâtres anglais, mais deux seulement expédient la sculpture italienne du XIV[e] siècle. La place de l'islam n'est évoquée que le temps d'une visite à Cordoue, en huit pages, deux de moins que n'en vaut le gothique tardif catalan. Les primitifs italiens n'apparaissent qu'*in extremis*, sans qu'il soit fait mention auparavant de la peinture byzantine et de sa diffusion. La fresque de Guidoriccio au Palais public de Sienne est reproduite flanquée d'une notice qui ignore que son attribution à Simone Martini est, depuis plus de dix ans, très contestée... Ces approximations fâcheuses nuisent à l'efficacité pédagogique de l'ouvrage.

Ph. D.

Corps et âme

L'ART DE VIVRE AU MOYEN ÂGE
de Daniel Poirion
et Claude Thomasset.
Ed. Philippe Lebaud,
280 p., 580 F jusqu'au
31 décembre, puis 650 F.

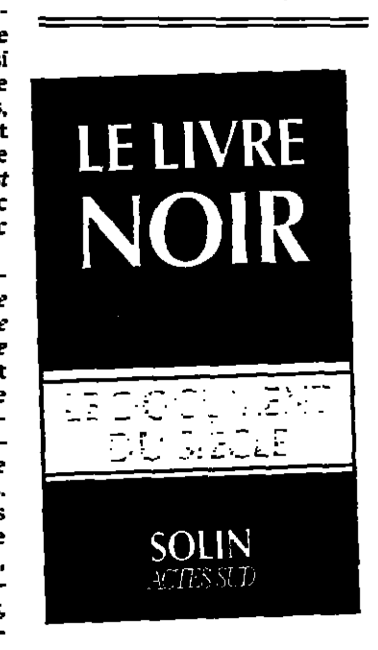
LA VIE DE SAINTE RADEGONDE
de Fortunat.
Seuil, 270 p., 245 F.

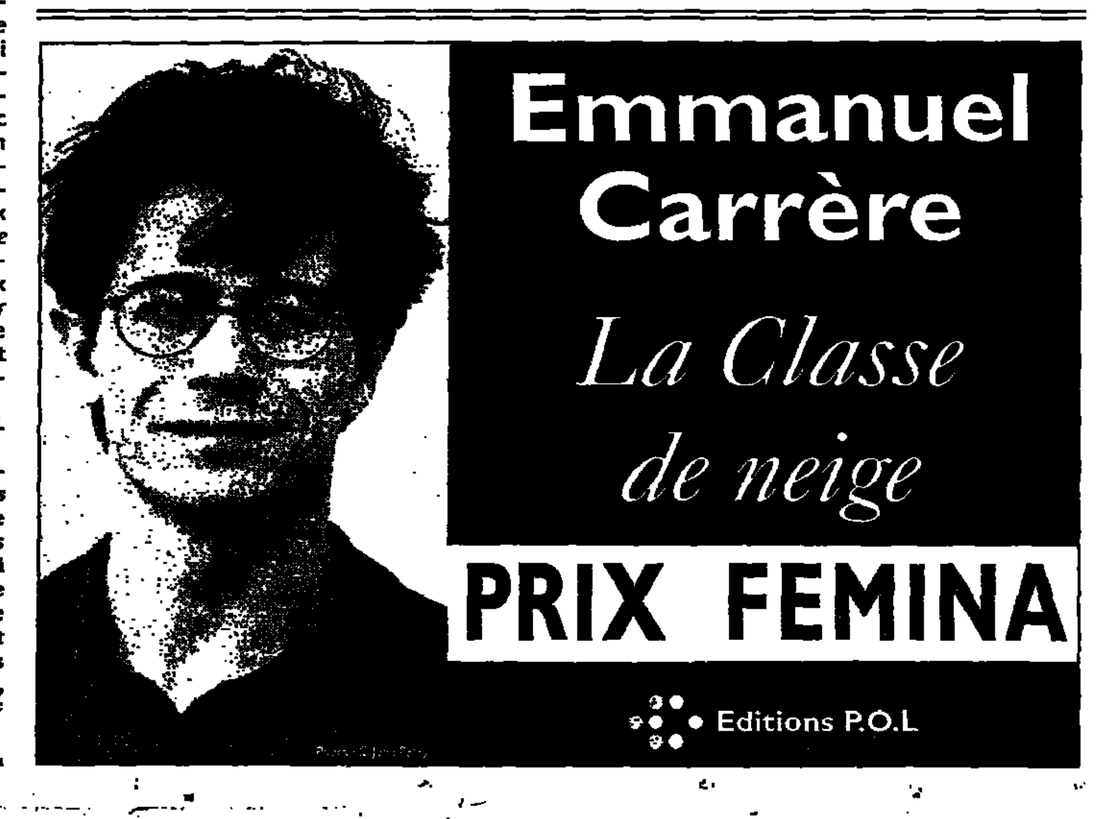
Deux manuscrits précieux connaissent cet automne un imprévisible retour d'actualité. Le premier, le *Tacuinum sanitatis* de la Bibliothèque nationale *d'Autriche est l'un des dix*-sept manuscrits latins conservés d'un traité du médecin de Bagdad, Ibn Butlan. Rien de ce qui relève de la santé, de l'alimentation et des connaissances *médicales du* temps n'est omis. Les quelque deux cents planches, superbement rendues, qui recréent l'univers urbain de l'Italie du Nord à la fin du XIV[e] siècle, sont suivies de la traduction du traité.

Conservée à Poitiers, La Vie de sainte Radegonde de Fortunat bénéficie d'une édition exemplaire. Sous la direction de Robert Favreau, l'hagiographie de cette *reine mérovingienne, qui abandonna* le trône et son époux Clotaire I[er] pour le cloître et fonda l'abbaye de Sainte-Croix en émule de sainte Hélène, connaît là une édition qu'on peut d'ores et déjà estimer définitive : texte bilingue, études du manuscrit et du décor précèdent une passion*nante analyse de Michel Rouche* des deux *Vies* de la sainte qui furent composées dès sa disparition. Alors que la moniale Baudonivie, poussant le parallèle avec la mère de Constantin, *la voit en* reine de chrétienté, Fortunat préfère célébrer la femme volontairement séparée du monde. Deux regards sur celle qui fut « *esclave de guerre et reine* » qui privilégient l'aventure d'une âme. Deux *redécouvertes essentielles pour* une vision précise et scrupuleuse de cet âge médiéval trop souvent perçu avec une rapidité caricaturale.

Ph.-J. C.

★ **Signalons également les intéressants *Regards sur les manuscrits d'Autun. VI[e]-XVIII[e] siècles*, catalogue de l'exposition « Manuscrits d'Autun : une redécouverte » qui s'est tenue du 17 juillet au 21 octobre à la bibliothèque municipale et que l'on doit aux chercheurs de l'Institut de recherche et d'histoire des textes du CNRS (mairie d'Autun, BP 133, *71402 Autun Cedex, 152 p., 150 F* port en sus).**





Passeport pour le « chaos »

Voici qu'apparaissent en rangs serrés de nouveaux manuels d'histoire de l'art
Celui que Flammarion consacre à l'époque contemporaine est entraînant

HISTOIRE DE L'ART
ÉPOQUE CONTEMPORAINE
XIXe -XXe SIÈCLES
Sous la direction
de Philippe Dagen
et Françoise Hamon,
Flammarion, 376 p., 280 F.

Comblant un vide pratiquement trentenaire – le troisième volume de *L'Histoire de l'art* de la « Pléiade » date de 1965 ! –, voici qu'arrivent enfin de nouveaux manuels spécialisés. En rangs serrés : par ordre alphabétique, Flammarion, Hazan, Gallimard et la Réunion des musées nationaux lancent chacun une collection ! Il était temps : hors les bons vieux Gombrich, Janson, Hautecœur, Huygues et trente-six mille compilations, l'étudiant, le lycéen, l'honnête homme n'avaient pratiquement rien à consulter qui soit pratique, lisible, à la page et, si possible, exact. Quand on pense au développement de l'histoire des arts, au succès de la nouvelle religion de l'art, cette absence était même dangereuse. On ne demande certes pas des catéchismes, mais moins de litanies ou de prophéties...

La série Flammarion doit comporter six volumes. Le dernier, consacré aux XIXe et XXe siècles, est le premier à sortir. Les auteurs sont jeunes, plutôt plus que moins ; à l'exception d'un seul, ils sont tous universitaires et recrutés parmi les impétueux maîtres de conférences de préférence aux ternes mandarins à chevrons. La plupart ont leurs aîtres à l'Institut d'art et d'archéologie de la rue Michelet et, plus précisément, à l'étage de Paris-IV-Sorbonne. On aurait pu plus mal tomber.

Le genre, celui d'une histoire générale, est redoutable. Comment tout dire, tous les arts, tous les artistes importants, de tous les pays, dans un nombre de pages par force limité ? Comment concilier l'énumération et la narration ? Comment empêcher que le nécessaire contexte politique, social, intellectuel prenne la place des œuvres, et inversement ? La gageure est impossible à tenir, et, plutôt que de dévider les manques, il est préférable de souligner les points d'ancrage.

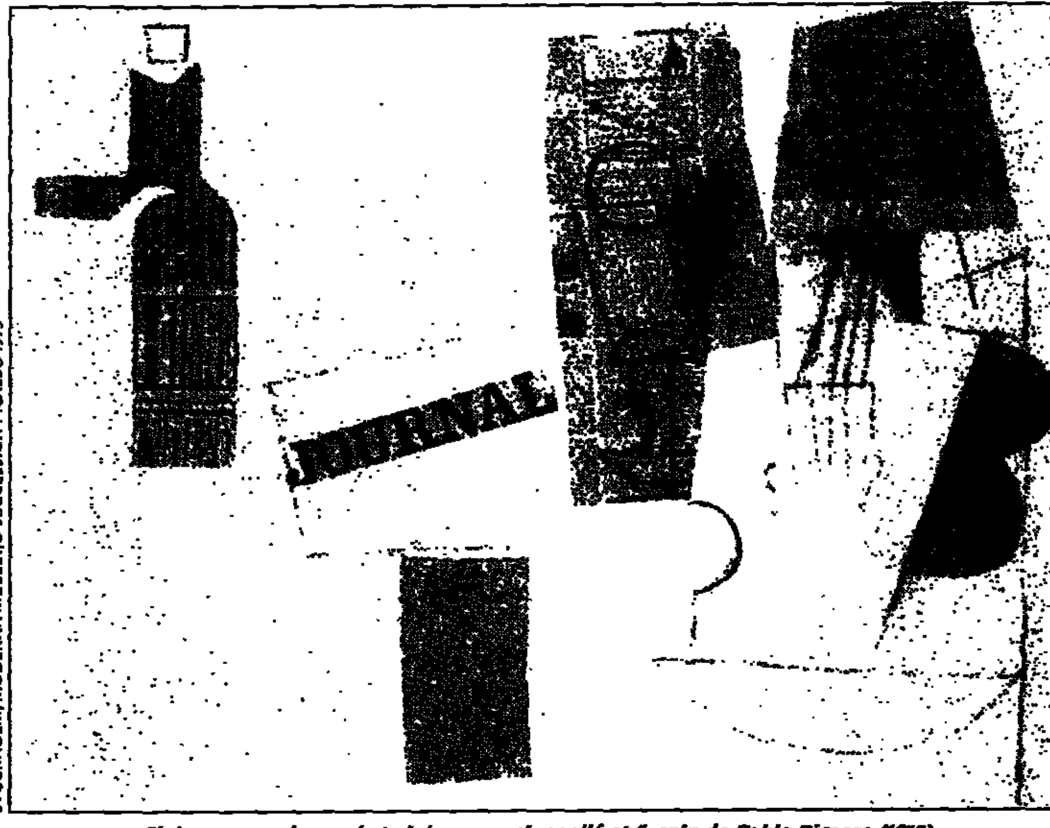
Le manuel Flammarion a, d'abord, une qualité : il est bien – souvent très bien – écrit, conçu sous la forme d'un récit fluide et entraînant. Des chronologies placées en annexes, des encadrés permettent de regrouper les dates, les faits ou des développements autonomes. De ce point de vue, la méthode universitaire, conciliant souci pédagogique et qualité de plume, permet d'échapper à la mortelle nomenclature.

Un manuel de l'histoire des arts du XIXe et du XXe siècle se devait de faire une place aux nouveaux médias : la lithographie, la photographie, le cinéma. C'est le cas, même si les amis de Nicéphore Niepce réclameront un peu plus. Il se devait d'établir à peu près l'équilibre entre la reine peinture et la sculpture, les arts appliqués, l'architecture. Dans ce volume, c'est manifestement le « duummuliérat » architecture-peinture qui a le pouvoir et qui fait l'originalité du parti. On regrette un peu que la sculpture, tant mise en valeur à Orsay, si mal traitée à Beaubourg, que les arts décoratifs, si malheureux en leur musée, n'aient pas bénéficié d'un même traitement, quitte à redécouper le gâteau avec des parts plus maigres. C'est l'éternelle aporie.

On attend, d'autre part, d'un nouveau manuel qu'il accueille les changements d'appréciation qui ont modifié d'une manière décisive notre vision du XIXe siècle et commencent à faire basculer nos certitudes sur le XXe. L'éclectisme, l'horrible éclectisme, est enfin considéré comme l'une des clefs de la compréhension du XIXe siècle, même si les chapitres « architecture » lui sont plus indulgents que les chapitres « peinture », même si Paul Baudry est moins célébré que Charles Garnier. De même, le « retour à l'ordre » apparaît comme le fond de teint de l'art de l'après-première-guerre mondiale et non plus comme un archaïsme secondaire. La modernité pure et abstraite partage le terrain avec le régionalisme et la figuration. New York après 1950 ne fait pas tout à fait disparaître Paris. Ce manuel est trop immergé dans la fin du XXe siècle pour ne pas constater le schisme post-moderne. Ce sont ces regards plus calmes, plus compréhensifs, plus historiques, moins idéologiques qui font sa bonté.

Bien sûr, on peut regretter que la mondialisation du propos laisse un peu dans la marge l'Europe centrale et la Russie du XIXe siècle, que les Macchiaioli, rajeunis de vingt ans, soient considérés comme les contemporains des peintres de Barbizon, que l'orientalisme vériste des années 1870-1880 soit traité dans la foulée de celui, lyrique, de Delacroix et Chassériau, que l'on ait fait un sort au très secondaire Martin Munckacsi et pas au très important Mihaly Munkacsy, que le réalisme-naturalisme n'ait pas été considéré comme un concept fédérateur permettant de réconcilier Manet et Meissonier, que quelques coquilles aient échappé aux rédacteurs... L'essentiel est ailleurs : dans le fait que ce manuel permette d'affronter le fantastique *« chaos des mouvements, révolutions et inventions »* qui est la gloire des arts du XIXe et du XXe siècle.

Bruno Foucart



STOCKHOLM, MODERNA MUSEET/© SUCCESSION PICASSO 1995

« Siphon, verre, journal et violon », papier collé et fusain de Pablo Picasso (1912)

Le style n'est pas tout

Mille ans d'histoire de l'art en cinq cents pages :
le pari d'Alain Mérot était osé. Trop...

HISTOIRE DE L'ART
1000-2000
Sous la direction
d'Alain Mérot.
Hazan, 542 p., 295 F.

Le saviez-vous ? L'art roman est né à Saint-Vincent de Galliano. C'est du moins ce que tireront les étudiants du manuel qui leur est destiné par les éditions Hazan... Débuter par un pareil topo est le meilleur moyen d'être recalés le jour de l'examen. Ils risquent même de ne point aller jusque-là. Imaginons un bachelier consciencieux tentant de comprendre quelque chose à l'iconographie médiévale, et lisant : *« Les archanges avocats, suivis des saints, introduisent auprès du Christ leur requêtes (Peticio et Postulatio) en faveur des hommes au moment du Jugement dernier. Ils sont accueillis avec bienveillance par le Christ de Galliano, représenté sous la figure du Bon Pasteur, et donc du Sauveur, venu rassembler ses brebis, comme le dit l'inscription sur son livre : Ego pastor ovium bonus... »* Le bachelier refermera sans doute le livre et se consacrera sérieusement à la physique quantique.

C'est que l'iconographie, beau savoir, ne supporte pas les raccourcis : réduire l'intervention de Masaccio dans la chapelle Brancacci au seul *Paiement du tribut* est bien triste. La chapelle et son programme iconographique valaient peut-être un petit développement. Quant à *La Trinité*, c'est à se demander pourquoi Masaccio s'est échiné à peindre la partie basse, puisque la reproduction la coupe, sans que la légende précise qu'il s'agit dès lors d'un détail. Même remarque pour le *Quadrangle* de Malevitch, détouré abusivement. D'autres photos sont bien floues, comme la clé de voûte de Valmagne, mais, dans l'ensemble, l'abondance – et une certaine originalité dans le choix des œuvres – est peut-être la principale qualité de ce manuel.

Mais la promenade dans les images à la recherche des infuences du *« style ottonien de la région de Salzbourg, transmis par Cluny au scriptorium de Saint-Martial... »*, représente ce que l'histoire de l'art revêt de plus austère, pour ne pas dire plus. Pis, c'est incomplet : évoquer le style de Jean Pucelle sans le relier aux vitraux de Saint-Ouen de Rouen, c'est bien dommage. Style : le mot est omniprésent. Certes, on dit que c'est l'homme même. Mais à trop parler du style de Cluny, on en oublie Cluny. Parce que d'architecture, il n'est guère question. Ce qui tient probablement au parti pris éditorial, qui veut regrouper un millénaire en 542 pages. On étudiera donc *« les œuvres ou les groupes d'œuvres jugés essentiels »*. Hors de leurs contextes. Architectural tout d'abord : l'étudiant sera heureux d'apprendre que le linteau de Saint-Genis-des-Fontaines est placé au-dessus de la porte occidentale de l'église de ce monastère... Il cherchera en vain un plan d'église, ou de monastère. Spirituel et historique ensuite : rien sur les églises de pèlerinage, ni sur le pèlerinage lui-même.

Certes, au hasard de l'introduction d'un chapitre sur l'art gothique, l'étudiant découvrira que la diffusion de l'arc brisé suit de près l'expansion des Normands en Angleterre et en Sicile. Peut-être soupçonnera-t-il les richesses et les nuances de la discipline en découvrant le rôle politique des arts à la cour de Frédéric II. Mais pour l'essentiel, le milieu est négligé. Il n'y a que des artistes, qui, comme chacun sait, sont les mêmes en 1095 et en 1995. Un exemple : Alberti est expédié en huit lignes, où il n'est pas un instant question de perspective...

De perspective, le manuel en manque d'ailleurs totalement : n'est pas Elie Faure qui veut. Par contre, les partis pris abondent, et certains sont irritants : faire de Monet le fondateur de l'art du XXe siècle n'est vrai qu'après la deuxième guerre mondiale. Avant, la référence, c'est Cézanne.

Il arrive enfin au manuel d'être parfois imprécis : le groupe Cobra n'est pas né en 1949, mais un an plus tôt. De même, un célèbre tableau de Poussin a été rebaptisé *La Peste d'Azoth*. Azoth, vraiment ? On peut éventuellement admettre l'emploi d'un hellénisme pour désigner l'antique ville des côtes cananéennes : Achdod, Asdod ou Azot, pourquoi pas ? Mais d'où vient ce « *h* » surnuméraire ? Une histoire de philistins, sans doute.

Harry Bellet

Grand art à prix doux

Courbet, Degas, Duchamp, Gauguin, Johns, Malevitch, Mondrian, Munch, Renoir, Toulouse-Lautrec : ce sont, dans l'ordre alphabétique, les dix peintres auxquels la collection « Découvrons l'art » se consacre cet hiver. *Carpaccio, Caravage, Chardin, Delacroix, Fantin-Latour, Fra Angelico* : ce sont les six nouveaux titres de la collection dénommée « Le Musée miniature ». L'une et l'autre séries mettent en pratique des méthodes assez différentes afin d'accomplir la même et très utile ambition : proposer au public des livres d'art clairs, didactiques et peu coûteux, sans que pour autant la qualité des images, ni celle du texte, souffre de ce principe d'économies. Pour l'opportunité de celui-ci, elle est évidente, comme il est évident que la cherté de la plupart des livres d'art en éloigne la majorité des lecteurs et confine leur diffusion à ceux, peu nombreux, qui peuvent payer entre cinq cents et mille francs – sinon plus – pour un ouvrage.

Cercle d'art, avec « Découvrons l'art », et Herscher, avec « Le Musée miniature », de même que Flammarion avec les collections « Tout l'art » et « Abécédaire », s'efforcent donc de trouver chacun son style dans cette gamme. La maquette des volumes Herscher repose sur l'idée d'une monographie d'artiste présentée en un petit format d'une soixantaine de pages. Il contient une introduction succincte, des éléments biographiques – une page – et une trentaine de planches commentées en vis-à-vis. De volume en volume, la réussite est inégale, selon l'acuité des commentaires et la pertinence des choix. Si l'on se souvient comme d'une heureuse révélation du *Constable* paru l'an dernier, la production récente déçoit un peu par la banalité de ses textes et par des maladresses de construction qu'il aurait été facile d'éviter. Ainsi, dans le *Carpaccio*, les deux moitiés d'un même panneau jadis divisé en une *Chasse sur la lagune* et *Deux Courtisanes* figurent à quarante pages de distance et reproduites à des échelles différentes. Le *Chardin*, le *Delacroix* et le *Fantin-Latour* sont plus convaincants, en dépit de la profusion des bouquets qui garnissent ce dernier album. Chacun d'eux est vendu au prix de 120 F.

Cercle d'art a adopté un parti plus spectaculaire : des monographies bien sûr, une soixantaine de pages là encore, mais de grand format, pour présenter autant de reproductions. Elles sont commentées en quelques lignes, l'essentiel de l'information étant condensée dans l'introduction, la présentation du contexte et la biographie, soit au total jamais plus de dix pages, elles-mêmes largement pourvues en images. La formule n'est pas faite pour accueillir des développements érudits et des considérations lyriques. Elle se veut d'initiation, écrite dans une langue limpide, sans tomber pour autant dans le simplisme. La réussite est patente, alors même que, si Renoir ou Toulouse-Lautrec, peintres publics, ne posent guère de problèmes, il n'est pas facile de présenter ainsi le suprématisme de Malevitch, le néo-plasticisme selon Mondrian et l'ironie de Duchamp. Or l'essentiel est dit et les choix iconographiques s'offrent même le luxe de ne négliger ni les premiers Mondrian symbolistes, ni les toiles post-impressionnistes du jeune Duchamp, ni les derniers Malevitch, qui accomplissent, après sa période abstraite, un périlleux retour vers la figure et la tradition de l'icône. Chaque volume est au prix de 78 F.

Philippe Dagen

Frida Kahlo à vif

Miroir d'une existence inscrite dans la douleur, le journal
de l'artiste mexicaine trace les contours d'une âme blessée

LE JOURNAL DE FRIDA KAHLO
Traduit de l'espagnol (Mexique)
par Rauda Jamis
et de l'anglais par Olivier Meyer,
introduction de Carlos Fuentes,
éd. du Chêne, 296 p., 245 F.

Une femme nue à tête de taureau ; une jeune fille posée sur un socle qui regarde une main et une tête tomber ; une autre femme avec un œil qui lui mange tout le visage, et au-dessus de ces dessins, sur fond bleu, un doigt a tracé *« Yo soy la desintegracion »* (« Je suis la désintégration »). C'est une des pages du *Journal de Frida Kahlo*, publié pour la première fois, accompagné de soixante-dix aquarelles inédites, dans une édition en fac-similé. Née en 1907, à Coyoacan, au Mexique, Frida Kahlo contracte la polio à sept ans ; à dix-huit ans, elle est victime d'un accident d'autobus qui lui brise la colonne vertébrale. Sa vie sera inscrite dans des blessures physiques et morales qui l'accompagneront jusqu'au paradis, le lieu où la mort l'aura déposée, c'est-à-dire l'espace où, peintre de la souffrance et poète de la douleur, elle aura été délivrée de toutes ces plaies.

Comme l'écrit son compatriote Carlos Fuentes, *« elle se représente comme une peau écorchée, une peau à vif qui saigne, fendue en deux comme une papaye »*. Toute sa peinture est une incarnation tragique du corps mutilé et prisonnier de lui-même. En juillet 1953, elle dessine un visage avec des larmes rouges ; en bas de page, elle écrit : *« Si, te lloro. »* (« Oui, je te pleure »). Ensuite, elle se dessine en remplaçant ses bras par des ailes et la tête par un oiseau.

Clouée au lit, fascinée par son image dans le miroir, elle a essayé de deviner à quoi ressemble son âme. Pour y arriver, elle a puisé dans l'enfer qu'elle vivait. Devenue familière du malheur à plusieurs visages, rompue à tous les états de la douleur, elle ne pouvait qu'être libre et peindre avec son âme blessée. Elle écrit quelque part : *« L'angoisse et la douleur. Le plaisir et la mort ne sont qu'un processus pour exister. »*

Avant d'emprunter, le 13 juillet 1954, *« la sortie monumentale et très silencieuse »* qu'est la mort, elle peint une scène du Jugement dernier où le ciel est occupé par une lumière rose, porte ouverte sur un paradis où le corps ne sera plus cousu partout, libéré de ses pansements, de ses fétiches et de ses obsessions ; et Frida Kahlo, les bras croisés, attend que les ailes qu'elle s'est mise dans le dos s'ouvrent et l'emmènent là où elle sera enfin heureuse. Elle a raison de rappeler qu'elle n'a jamais peint de rêves. *« J'ai peint ma propre réalité »* ; cette réalité peinte est, comme la caractérise André Breton, *« un ruban autour d'une bombe »*.

T.B.J.

► La collection « Babel » réédite en poche la biographie que Randa Jamis consacra à Frida Kahlo (410 p., 57 F).

Les Albanais, montagnards antiques

ALBANIE, VISAGE
DES BALKANS
d'Ismaïl Kadaré.
Traduit de l'albanais
par Jusuf Vrioni
et Emmanuelle Zbynovski, avec
110 photographies inédites du
Fonds Marubi,
Arthaud, 144 p., 295 F.

Né à Plaisance en Italie, le jeune garibaldien Piètro Marubi se réfugia vers 1850 en Albanie, alors possession ottomane. A Shkodra, en ce temps-là principale ville albanaise, il installa le premier studio photographique du pays. Marubi, ses descendants et ses disciples, allaient, jusqu'au régime communiste, portraiturer avec une passion raisonnée toute l'Albanie, princière et rustaude, politique et privée, islamique et papiste, grave et naïve, comique et tragique. Surtout tragique car, comme dit le vieux refrain musulman local : *« Coquine d'Albanie, que ton goût est amer ! »* Un des derniers clichés de la maison Marubi – laquelle bénéficia en 1920 d'une remise à niveau sous l'égide des frères Lumière – montre, en 1936, le futur dictateur marxiste Enver Hodja, alors jeune premier bavard inconnu, discourant du haut d'un balcon entouré de notabilités monarchistes en turban, soutane ou col cassé. Plus tard, à l'image de son isolement et de celui de son régime, Hodja fera effacer tous les personnages de cette scène, sauf lui...

Heureusement, le dernier Marubi, avant sa mort en 1984, avait mis à l'abri les archives professionnelles de sa famille, véritable trésor iconographique national de 100 000 négatifs, allant de 1858 au milieu de notre siècle, trésor que nous révèle splendidement ce livre-album appuyé sur des commentaires d'Ismaïl Kadaré. L'écrivain a voulu que son admiration soit volontairement discrète afin de laisser éclater sans frein, sans écran, la force, la violence même, des portraits de ces chrétiennes voilées, de ces jeunes insurgés nationalistes aux yeux de loup, de ces popes et de ces imams solennels surpris dans leur intimité, de ces paysans en fustanelle empesée se préparant pour les concours de beauté masculine, qui étaient à cette époque l'une des distractions les plus originales de la montagne aux aigles. Et puis vint, ultime touche kitsch sur le farouche djebel albanais, le roi musulman moderniste Zog Ier, qui pratiquait sa gymnastique en public et habillait ses sœurs en officiers de marine... L'Italie fasciste écarta d'une chiquenaude ce souverain balkanique vêtu comme Luis Mariano, mais pensant comme un despote éclairé, et que l'Albanie libérée du stalinisme redécouvre comme nous à travers l'objectif cruel et pourtant amoureux de la dynastie photographique des Marubi.

J.-P. Péroncel-Hugoz



En vitrine

Architecture

▶ **HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE FRANÇAISE DU MOYEN ÂGE À LA RENAISSANCE,** d'Alain Erlande-Brandenburg et Anne-Bénédicte Mérel-Brandenburg, Mengès et Caisse nationale des Monuments historiques et des sites, 478 p., 350 F.

Sérieux, austère, documenté, ce n'est pas un livre *« pour table basse »*. L'un des auteurs, ancien élève de l'école des Chartes, dirige les Archives nationales, l'autre est une spécialiste de l'Antiquité tardive et du Haut Moyen Age. Ces mille deux cents ans de constructions diverses (civiles, religieuses et militaires) sont analysés à l'aide *d'un matériel iconographique* (plans, cartes, relevés archéologiques, gravures, photos) abondant à défaut d'être gai. Les conditions de la production de ces bâtiments (du IVe siècle à l'aube du XVIe siècle) sont également analysées avec une érudition et une retenue tout universitaire.

▶ **LES PASSAGES COUVERTS DE PARIS,** de Patrice de Moncan, photos de Pierre Clapot, éd. du Mécène, 244 p., 390 F.

Ces *« aquariums humains »* éclairés au gaz ont été construits entre 1786 et 1860. Paris en compta une cinquantaine. Après la récente destruction du passage du Havre, il en reste seize. Certains d'entre eux (galeries Vivienne et Colbert, passages des Panoramas, du Grand-Cerf et des Princes) ont été récemment restaurés. L'auteur, qui a déjà consacré un volume aux *Passages en Europe,* nous raconte la naissance, l'apogée et la décadence de ces lieux voués au commerce et au libertinage avant d'être célébrés par les surréalistes.

▶ **VERSAILLES, UN JARDIN À LA FRANÇAISE,** de Stéphane Pincas, photos de Maryvonne Rocher-Gilotte, éd. de La Martinière, 280 p., 495 F.

Les jardins de Le Nôtre sont ici décortiqués parterre par parterre, bosquet par bosquet : pas un jet d'eau, pas un bassin, pas une statue n'est oublié, daté, commenté. Le travail est savant, minutieux, bien illustré. *On sera plus réservé* sur la thèse sous-jacente au travail de l'auteur : *« Les jardins de Versailles seraient le reflet d'une initiation dont le parcours devait conduire à la connaissance de soi.* (...) *Lentement Le Nôtre et Le Brun passent la main à Hardouin-Mansart qui transforme le parcours initiatique en une promenade élégante dans les jardins. »* La dimension symbolique des jardins de Versailles est incontestable mais réduire le travail de Le Nôtre à l'*« illustration »*, d'un grand texte ésotérique – ici *Le Songe de Poliphile,* pont aux ânes des amateurs de jardins italiens – est un peu court.

E. de R.

Asie

▶ **AU TIBET DES BRIGANDS GENTILSHOMMES sur les traces d'Alexandra David-Neel,** de Tiziana et Gianni Baldizzone, éditions du Chêne, 160 p., 140 photos, 285 F.

Dans l'est du Tibet, les régions du Kham et de l'Amdo (aujourd'hui dépecées et rattachées par l'occupant chinois aux provinces du Qinghai et du Sichuan) étaient le pays des « brigands gentilshommes », selon l'expression d'Alexandra David-Néel, qui les connaissait bien. Tiziana et Gianni Baldizzone ont refait les périples de l'exploratrice, sillonné les immenses déserts d'herbe, vécu près des nomades et des prodigieux cavaliers Khampas. Leur livre rend *justice à la somptuosité des grands* espace, à l'héroïsme quotidien de *ceux qui y survivent sans rien renier* de leur tradition. Il est d'autant plus regrettable que les transpositions du tibétain y soient souvent incertaines, voire sinisées (la colonisation s'exprime aussi par les atteintes portées aux noms)... Mais les photos d'hiver sont splendides et un vrai mouvement anime ces *pages dédiées aux fils de* Guésar de Ling.

▶ **LA NON-HISTOIRE D'UNE ILLUSION. Méditation sur le bouddhisme tantrique tibétain,** de Charles Genoud Olizane, 36 photos couleurs, 38 p., 120 F.

Charles Genoud est l'un des meilleurs connaisseurs de la culture tibétaine, qu'il évoque avec pertinence *en prenant appui sur* l'iconographie foisonnante du bouddhisme tibétain. *Dans ce livre,* sa méthode conjugue deux approches : l'une, extérieure à la tradition, décrit la formation et l'évolution des représentations. L'autre, issue des instructions directes du dalaï-lama ou de Dilgo Khyentsé Rimpoché, analyse le sens des figures et des symboles, chaque peinture étant considérée comme un support d'éveil. C'est, comme le souligne l'auteur, un *« éloge de la vie intérieure »* et *« une invitation à la mystique tibétaine »*.

▶ **LES CITÉS LÉGENDAIRES D'ASIE CENTRALE Samarkand, Boukhara, Khiva,** photos de Vadim Gippenreiter, texte de Robin Magowan, éditions Abbeville, 192 p., 280 F.

Des noms chantent dans la mémoire : Samarkand, Boukhara, Khiva... Que reste-t-il de ces cités légendaires *brutalement pliées aux* normes de la société industrielle et *livrées* aux angles droits, aux avenues rectilignes, au béton ? Il reste quelques belles ruines et des vies atrophiées, le destin des hommes ayant suivi celui des pierres et des murs de terre sèche. Cet ouvrage, à la mise en page conventionnelle, témoigne d'un art du cadrage digne des prospectus d'agences de voyages : *le réel est en marge.*

A. V.

Histoire de l'art

▶ **L'ART DE L'ANTIQUITÉ, tome 1, LES ORIGINES DE L'EUROPE,** sous la direction de Bernard Holtzmann, Gallimard/Réunion *des musées nationaux,* 544 p., 690 ill., 290 F.

Malgré le succès des grandes expositions d'archéologie, voici bien longtemps que le public et les étudiants manquent de manuels sérieux en langue française. Le présent volume traite des origines de l'Europe. Un second volume portera sur l'Orient ancien. On regrette d'emblée que les contours *du sujet n'aient pas été mieux définis.* Qu'est-ce qui nous autorise à établir une continuité entre les créations matérielles des hommes du paléolithique et ceux de l'Antiquité classique ? Les différentes civilisations qui se sont succédé à l'ouest de l'Eurasie relèvent-elles vraiment d'une même approche ? C'est la conviction du préhistorien J. P. Mohen qui n'hésite pas à parler de « *style* national » dès la fin de l'âge du fer, ce qui mériterait sans *doute plus d'explications.*

Reste qu'à la lecture de ce manuel *le lecteur serait mal venu* de bouder son plaisir : l'illustration est abondante, l'analyse des œuvres intégrée dans leur contexte historique. Le principal mérite du volume tient à la qualité de son information. En matière de préhistoire les spectaculaires peintures des grottes Cosquer et Chauvet sont présentes, *tout comme les fresques de* Théra pour l'époque minoenne. La contribution de Bernard Holtzmann *pour* le monde grec met parfaitement en évidence la singularité formelle de l'art des cités. Le chapitre d'Agnès Rouveret sur l'art de l'Italie jusqu'à la fin de la République constitue notamment une audacieuse synthèse des progrès de l'archéologie italique. Malgré ses manques, ce *livre tel qu'il est constitue une* excellente introduction aux sources de l'Europe.

A. Sch.

Histoire

▶ **CHRONIQUE DES EMPEREURS ROMAINS, Histoire chronologique des souverains de la Rome impériale,** de Chris Scarre, traduit de l'anglais par *Fl.* Maruéjol, Casterman, 240 p., 328 ill., 245 F.

L'excellente collection « Archives du temps » accueille la traduction d'un livre de Chris Scarre, archéologue et historien qui est l'éditeur du savant *Cambridge Archaeological Journal.* Le parti de ce manuel d'histoire impériale romaine est didactique. Cartes, schémas et plans concourent à une efficace présentation des grandes scansions historiques de l'histoire romaine. *La documentation archéologique et les textes sont bien présentés.* Chris Scarre a une vision britannique de l'Empire qui fait toute sa place aux provinces et établit une solide concordance entre événements intérieurs et politique extérieure. Ce manuel sera aussi utile au curieux qu'à l'étudiant.

A. Sch.

Et aussi...

▶ **HISTOIRE D'UN LIVRE,** texte de Raymond Queneau, dessins de François Arnal, Marval, 110 p., 52 ill., 670 F.

En 1961, le peintre François Arnal proposa à Raymond Queneau de composer un récit à partir d'un carnet de 52 dessins qu'il venait d'exécuter. Queneau chercha des idées, tarda et, *trois ans plus tard,* adressa à Arnal le manuscrit d'*Histoire d'un livre,* qui n'est pas une histoire, mais un étrange poème sur ce que c'est qu'écrire. Aucun éditeur ne prit le risque d'une publication, si bien que, trente ans plus tard, texte et dessins parfaitement inédits se révèlent enfin dans toute leur vigueur. Les mots glissent entre les traits et les nœuds de couleur. Il y a du Mallarmé là-dedans, mais revu par l'auteur d'*Exercices de style.* Le *plaisir est garanti.*

Ph. D.

▶ **LES GARÇONS QUI RÊVENT** (Die Träumenden Knaben) d'Oskar Kokoschka. Texte allemand ; traductions française et italienne, éd. Chatelain-Julien (7, rue Marguerin, 75014 Paris), tirage limitée à 600 exemplaires, 390 F.

Dédié à Gustav Klimt, ce poème en prosé (1), illustré par une suite de huit lithographies, fut publié en 1908. L'art de Kokoschka joue d'une correspondance subtile entre un texte à forte tonalité symboliste – sur la maturation de l'enfant, son accès à la différence sexuelle et à ses ambiguïtés – et les images en grands aplats de couleurs franches, rehaussés de traits noirs expressionnistes. L'agencement et la forme du livre lui-même – inspirés des livres d'heures et des bestiaires médiévaux – participent de cet art, marqué par le *Jugendstil.* Le travail d'édition actuelle est remarquable. Au-delà de sa date et de son rattachement à une esthétique singulière, ce livre, forme et contenu, manifeste une jeunesse sans rides.

P. K.

(1) Le livre est disponible à la librairie Léon Aichelbaum, 12, rue d'Ulm, 75005 Paris.

En pleins décors

STYLES D'AUJOURD'HUI
de Patrick Mauriès
et Christian Lacroix.
Le Promeneur, 78 p., 160 F.

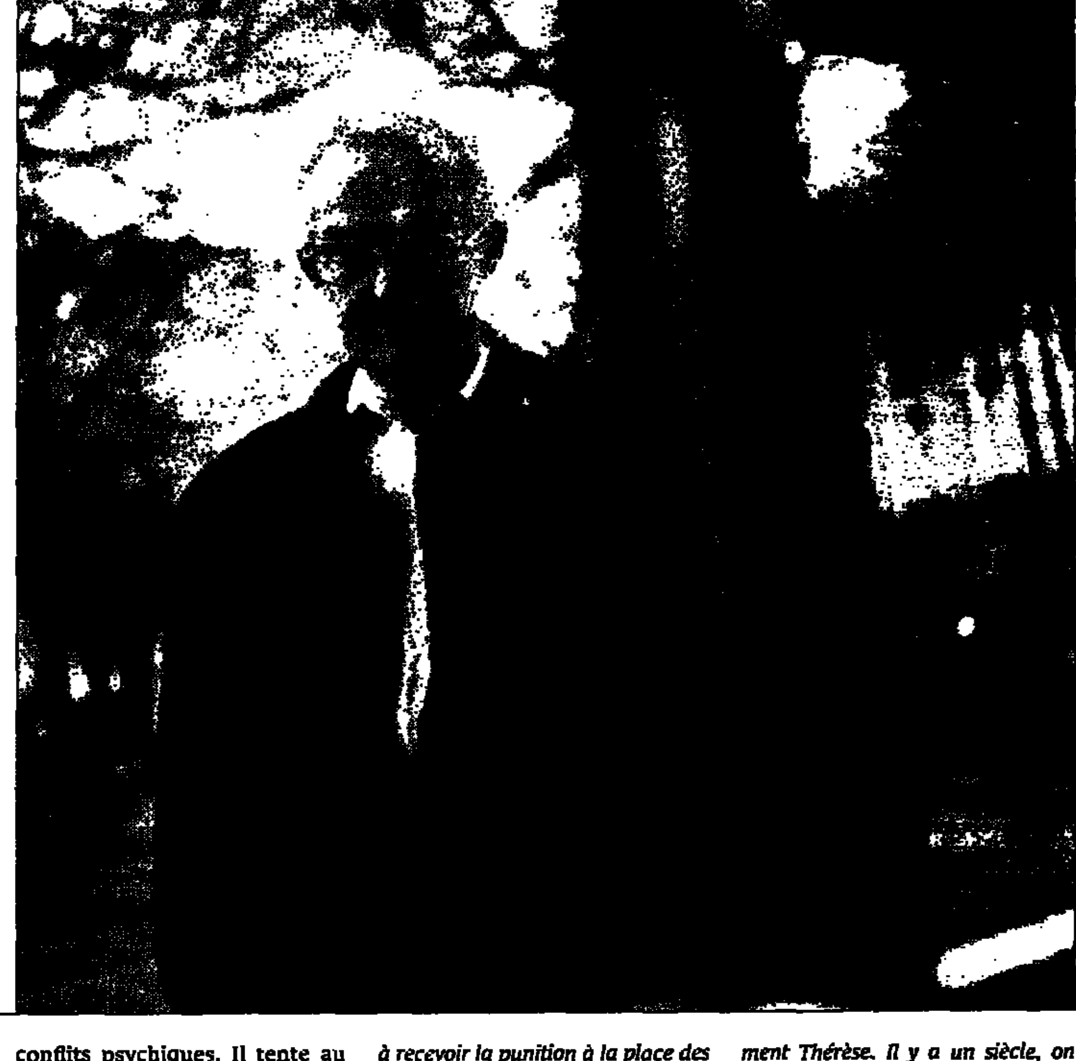
Si, selon le mot célèbre de Buffon, *« le style est l'homme même »*, on pourrait en dire tout autant du cadre dans lequel il évolue. Dans la façon d'aménager un habitat, de privilégier quelques objets, de favoriser certains jeux de couleurs, de volumes, de perspectives, on peut relever des traits de caractère. En 1961, Philippe Julian, *curieux des mœurs de son temps* et prompt à en restituer les tics et les égarements, avait publié un portrait de l'époque vue sous l'angle de ses choix décoratifs, *Les Styles.* Plus de trente ans ont passé. Deux baby-boomers *« nés avec la montée du siècle et dont l'adolescence avait été, entre autres, illuminée par la lecture de Jullian »*, familiers des magazines de décoration, ont pris la relève en inventoriant les décors des trois dernières décennies. *Style d'aujourd'hui* surprend par l'abondance d'un *« trépidant défilé de styles et de décors ».* Loin des périodes où un style majeur s'impose, reflétant une certaine stabilité sociale, les tenants d'une modernité à réinventer oscillaient entre « Pop et Op », qui sacrifiait au perpex et au vinyle, « déco disco » voué au géométrique et au vertical, révolution « Habitat », espace « loft », style « Memphis », épures glaciales du « Minimal » et encore, pour les plus jeunes, climat « Juke Box » *avec ses débordements de plastique criard, de lino, de Formica.*

Patrick Mauriès brosse avec finesse et humour ce portrait des familles décoratives. Son érudition en la matière se pare de grâces allusives séduisantes. Quant à Christian Lacroix, sa faconde graphique l'a conduit à traduire fiévreusement la moindre parure de chaque décor.

Pierre Kyria

L'itinéraire de Jacques Maître

Militant syndicaliste, sociologue, esprit formé par la psychanalyse, ce chercheur éclaire aujourd'hui les cas singuliers de mystiques catholiques français ayant vécu autour de 1900. Pourquoi ?



J'avais quatorze ans quand les Allemands sont arrivés. Ce jour-là, j'ai su très clairement que mon enfance était finie. Tout d'un coup, la vie devenait sérieuse. A partir de là, les moments de formation de mon adolescence ont été pris dans l'aura de la Résistance. On riait, évidemment, mais on était aussi en face d'enjeux tellement sacrés que j'ai vécu alors une sorte de maturation brutale. Je ne veux m'attribuer aucun mérite pour les actions de ce temps, car je trouverais indécent de faire mousser l'histoire d'un enfant dont la famille, simplement, était dans la Résistance. Mais il est vrai que cela a beaucoup compté dans mon existence.

» J'ai le sentiment que, par la suite, je n'ai pas pu me démobiliser, j'ai toujours été militant, sur le plan politique ou syndical. C'est une espèce en voie de disparition ! Quand j'étais encore un assez jeune chercheur, un de mes collègues avait dit à mon propos : « C'est quand même dommage qu'il soit syndicaliste, qu'il passe son temps à des réunions... » *Je crois avoir fait mon travail de chercheur de façon honorable et honnête à l'égard de l'institution, y compris en acceptant maintes responsabilités dans les instances du CNRS, mais l'idée de faire un livre de plus en quittant mon activité syndicale ne m'a jamais traversé l'esprit. J'ai toujours eu besoin d'être engagé dans des luttes, pour des causes qui dépassaient de beaucoup mes intérêts individuels et ma carrière... Je considère la solidarité comme une valeur fondatrice.* » Prenez un chercheur, regardez ses travaux, interrogez sa biographie. Et cherchez les liens. Tentez de comprendre le réseau souterrain qui s'est tissé, au long d'une vie, entre l'homme et ses publications. Essayez de saisir comment naissent les objets de recherche. Demandez à quoi correspond, dans l'histoire individuelle du sociologue, de l'historien ou du philosophe, le choix d'un problème, d'une période ou d'un concept. La plupart du temps, vous serez déçu. Vos questions demeureront sans réponse. Si des liens existent nécessairement entre l'histoire de l'individu et ses préoccupations scientifiques, ils demeurent généralement introuvables, masqués sous des alibis multiples, esquivés à l'aide du premier prétexte. Les chercheurs, dans l'ensemble, n'aiment guère regarder de ce côté.

Avec Jacques Maître, ce n'est pas le cas. Des rapports sont visibles entre ses trajets personnels et les quatre livres qu'il vient de publier en moins de deux ans. Sans doute lui a-t-il fallu du temps pour être en mesure de saisir de tels liens et d'accepter leur fécondité. Au cours d'une carrière, qui s'est déroulée tout entière au CNRS, où il est entré en 1953, ce spécialiste de sociologie des religions et de sociologie de la médecine avait publié relativement peu de livres et une centaine d'articles sur des sujets divers, notamment les prêtres ruraux, l'usage des méthodes mathématiques en sociologie religieuse, les croyances populaires dans l'astrologie.

Une fois la retraite venue, il semble saisi d'une sorte de fièvre d'écriture. Comme s'il avait véritablement trouvé ses marques, son style de travail et son domaine propre. A soixante-dix ans, Jacques Maître vient de publier, entre 1993 et l'automne 1995, pas moins de quatre livres. Dénominateur commun : ils éclairent les itinéraires singuliers de mystiques français ayant vécu autour de 1900 dans une optique à la fois socio-historique et psychanalytique. Ainsi a-t-il suivi pas à pas Pauline Lair Lamotte (1853-1918), qui fut un temps une patiente de Pierre Janet à la Salpêtrière, aux alentours de 1900, et devint un cas célèbre en psychiatrie sous le nom de Madeleine Lebouc. Il s'est intéressé aussi à Laurentine Billoquet (1862-1936), vraie fausse mystique, si l'on peut dire, aux confins de l'hystérie, de la mystification et de la manipulation politique, et à l'abbé Berry (1878-1947), paranoïaque dont le journal a fourni sa trame au roman d'André Billy *Introïbo*, paru en 1937. Son travail le plus récemment publié, *L'Orpheline de la Bérézina*, est consacré à Thérèse de Lisieux (1873-1897).

Ainsi se trouve délimité un domaine de recherche original, à la frontière de la « psychopathologie » et de « l'expérience mystique » dans la société catholique française à la charnière du XIXe et du XXe siècle. Jacques Maître l'aborde de manière multiple et ouverte, en s'efforçant de tenir compte des différentes dimensions (sociale, religieuse, psychologique) de chaque cas et de leur caractère complémentaire. Quels chemins l'ont conduit à cette perspective ? En voici quelques-uns.

Né en 1925, il passa une première partie de son enfance en Turquie. A partir de six ans, il fut élevé dans un village français par son oncle, un prêtre au caractère indépendant. « *Il m'a appris qu'on obéit à sa conscience et rien qu'à sa conscience. Par exemple, il a toujours été en désaccord politique avec son évêque, et il considérait qu'en ce domaine il n'avait pas à se soumettre. Son attachement à la liberté de conscience avait un côté très janséniste. Alors qu'il était jeune vicaire, son évêque lui avait demandé de porter un faux témoignage contre son curé. Il avait répondu :* « Si vous me demandiez de partir demain pour la Nouvelle-Calédonie, je le ferais, mais, si vous me demandez un mensonge, *quel que soit l'enjeu*, il n'en est pas question. »

Il existe donc chez Jacques Maître un attachement ancien et profond aux rapports, passionnels et personnels, entre les individus et leurs institutions. De même, sa jeunesse fut marquée par l'émotion spirituelle. Dans un premier temps, le chercheur a toutefois refusé la dimension proprement affective de l'expérience religieuse. « *J'ai travaillé longtemps dans un esprit de formalisation logique et mathématique, en étudiant, par exemple, la fréquence des prénoms de baptême. A la réflexion, je me suis rendu compte que je mutilais mon approche du catholicisme en me bornant à cet aspect formel et mathématisé. J'avais perdu en route la richesse que pouvait constituer, pour ma vie personnelle aussi bien que pour mes recherches, cette familiarité avec, par exemple, l'émotion liturgique. Une psychanalyse m'a permis de me demander pourquoi j'avais tellement besoin de me tenir à l'abri des émotions religieuses, même en tant qu'objet d'étude. Car la question n'était pas de ressentir de nouvelles émotions,*

> « *Après Thérèse de Lisieux, Dieu n'a plus été le même. Alors que le Dieu de son entourage était un Dieu terrifiant, qui exige pénitence et punition, Thérèse a l'idée d'un Dieu maternisé, purement bon, dont on n'a rien à craindre.* »

mais de considérer qu'elles font partie intégrante de la religion, et du catholicisme en particulier. »

Changement de cap. Jacques Maître va désormais étudier des gens qui exagèrent, passent les bornes, sortent du cadre admis. Ces mystiques, il refuse de les « psychiatriser » : pas question de les enfermer dans une maladie mentale pour éviter d'entendre ce qu'ils ont à dire, de percevoir en quoi ils innovent, ouvrant des voies originales. En utilisant les données fournies par l'histoire – celle des institutions comme celle de la littérature, en mobilisant toutes les informations disponibles pour comprendre l'itinéraire singulier de leur âme –, Jacques Maître ne veut pas réduire « ses » mystiques à n'être que les jouets de forces sociales ou de conflits psychiques. Il tente au contraire de mettre en lumière leur inventivité propre.

Thérèse de Lisieux, par exemple. Rarement « vocation » religieuse aura été si implacablement conditionnée. Elevée par les carmélites, préparée dès l'enfance à devenir une des leurs, la jeune fille n'a guère le choix. Malgré tout, Jacques Maître montre qu'il serait faux de la considérer comme un pur et simple produit de son milieu et de son temps. « *Pour moi, l'itinéraire de Thérèse, tel que la psychanalyse peut l'éclairer, n'est pas la simple répétition de ce qu'on lui a inculqué. Elle découvre en effet quelque chose qui n'était pas du tout dans la spiritualité de son entourage, en affirmant que Dieu est une mère qui n'est que bonté, qui ne désire que nous aimer, que nous pardonner si nous avons commis des fautes. Si elle avait commis, dit-elle, les fautes les plus graves qui se puissent connaître, elle se précipiterait dans les bras du bon Dieu qui la punirait d'un baiser.*

» Elle a une telle confiance dans la bonté de Dieu qu'elle sait bien que Dieu ne lui veut pas de mal et ne va pas l'envoyer au purgatoire, alors même qu'elle a été élevée dans une spiritualité où le purgatoire avait une place très importante. Elle, au contraire, l'expiation ne l'intéresse pas. L'idée d'un Dieu qui va punir les coupables de leurs fautes, ou qui va punir par substitution des innocents qui se sont offerts à recevoir la punition à la place des coupables, lui est complètement étrangère. Là, elle rompt avec la répétition. Elle trouve en elle-même la force de rompre avec des croyances fondamentales qui lui ont été inculquées. La psychanalyse peut en éclairer certains cheminements. Il n'est pas du tout dans l'esprit de la psychanalyse de dire que tout est déterminé d'avance : parce qu'il y a eu tels événements, on va les vivre de telle façon, et, par conséquent, avoir telle spiritualité, etc. Au contraire, c'est dans le jeu de la subjectivité de chacun que se produisent des inventions complètement imprévisibles. J'ai donc tenté de comprendre comment Thérèse s'est colletée avec les défenses de son inconscient, et comment elle a fait quelque chose que personne d'autre n'aurait accompli. »

Dans une France catholique qui considérait l'exécution de Louis XVI comme le péché originel et les moindres maux comme autant de signes de la colère divine, Thérèse de Lisieux, pour Jacques Maître, a donc réellement innové. « *Elle me paraît une très grande virtuose dans la créativité mystique. Après elle, Dieu n'a plus été le même. Alors que le Dieu de son entourage était un Dieu terrifiant, qui exige pénitence et punition, Thérèse a l'idée d'un Dieu maternisé, purement bon, dont on n'a rien à craindre. On voit bien qu'il y a une rupture entre ce père Fouettard et cette bonne mère qui n'aura jamais égard aux fautes et donne de l'amour pour peu qu'on lui en demande. Le changement que Thérèse a introduit s'est révélé finalement durable. Aujourd'hui, par exemple, on n'imagine pas, en France, l'épiscopat déclarant que l'existence du sida est une punition divine. Il est probable qu'une bonne partie des catholiques français le pensent, mais l'autorité ne peut pas le dire. C'est là une des conséquences de la coupure où s'inscrit significativement Thérèse. Il y a un siècle, on voyait le fouet de Dieu derrière toutes les catastrophes.* »

L'intéressant, dans tout cela, n'est pas Dieu. Ni la croyance religieuse dans son ensemble ni même « la mystique » en général. C'est bien plutôt le jeu, à chaque fois singulier, des pulsions d'un individu et des institutions de son temps. En étudiant minutieusement une série de cas limites, Jacques Maître cherche à éclairer de quelle manière certaines expériences fondatrices du rapport au maternel, à l'engendrement, à la mort viennent s'inscrire dans les formes et les discours que l'époque leur propose, et finalement les bousculent. Il découvre ainsi comment ces mystiques catholiques « fin de siècle », qu'on aurait tendance à reléguer parmi les curiosités saint-sulpiciennes et les pathologies disparues, sont en fait des explorateurs, aux confins de la folie, de la souffrance et de l'extase, de domaines qui nous concernent tous.

Roger-Pol Droit

A signaler également, de Jacques Maître, aux éditions Anthropos : *Une inconnue célèbre. Madeleine Lebouc/Pauline Lair Lamotte (1853-1918)*. Préface de Georges Lantéri-Laura, 1993. Les Stigmates de l'hystérique et la peau de son évêque. Laurentine Billoquet (1862-1936). préface d'Emile Poulat, 1993. *L'Autobiographie d'un paranoïaque. L'Abbé Berry (1878-1947) et le roman de Billy Introïbo*. Avant-propos dialogué avec Pierre Bourdieu, 1994.

L'ORPHELINE DE LA BÉRÉZINA, THÉRÈSE DE LISIEUX (1873-1897) Essai de psychanalyse socio-historique. Préface dialoguée de Michèle Bertrand et Ginette Raimbault. Editions du Cerf, 394 p., 185 F.

SOMMAIRE

